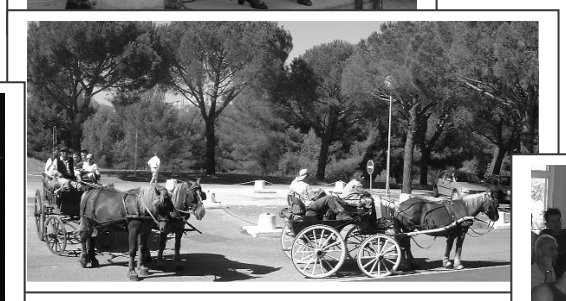
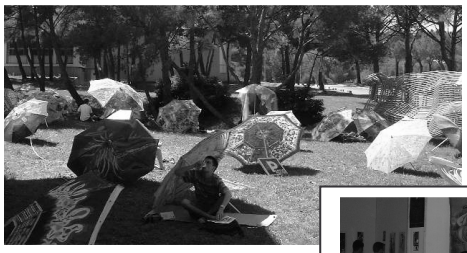




AVANT-PROPOS - AVANT-PROPOS - AVANT-PROPOS

Et voici donc le troisième tome des Retranscriptions des *Universités d'Eté Euroméditerranéennes des Homosexualités.* Quelques 300 pages d'intéressante lecture ……

Certes, ceux et celles qui ont participé à cette "folle semaine" n'y retrouveront qu'une partie de ce qu'il ont pu entendre, dire ou vivre durant ces quelques jours. Car comment avec de simples mots rendre compte de l'ambiance générale ? Comment parler de tous ces moments festifs et/ou ludiques ? Et puis, face à la masse énorme d'événements et de moments vécus, de paroles et d'idées échangées, il a paru nécessaire d'opérer une sélection.
Après tout, 300 pages c'est déjà pas mal ……. Non ?

Et donc, à l'exception du colloque de mercredi (qui fait l'objet d'un traitement particulier) les présentes Retranscriptions s'emploient à être avant tout un témoignage synthétique (et en même temps assez complet) de l'édition 2001 des *Universités d'Eté Homosexuelles*, afin que chacun et chacune puisse y retrouver le principal, c'est à dire les moments forts, d'une semaine vraiment pas ordinaire. Elles se veulent aussi être le moyen de permettre que cette richesse ne soit pas perdue, que des années après il en reste trace. C'est ainsi que d'année en année se succèdent les pages qui ensemble construisent la mémoire des *UEEH*.

Et année après année le programme des *UEEH*, à travers sa diversité, colle à l'actualité de la réflexion, de la vie homosexuelle. Et les retranscriptions en sont le simple témoignage dans lequel le lecteur, la lectrice peut y trouver de quoi nourrir ses souvenirs comme sa réflexion.

Et donc …….. Bonne lecture (bon courage).

PASCAL

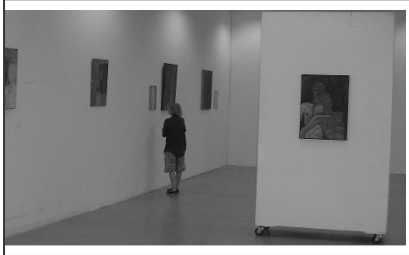
A travers Pascal Janvier, *Mémoire des Sexualités Marseille* s'investit à fond dans les retranscriptions des Actes de l'*Université d'Eté Euroméditerranéenne des Homosexualités*. Les Actes de la cuvée 2001 sont encore plus riches que les autres car nous avons, avec l'aide des participants aux divers débats, amélioré nos capacités d'enregistrement. Et nous sommes fiers de contribuer à cette mémoire qui est notre mémoire à tous. Nous savons que beaucoup de participants sont heureux de retrouver la richesses de leurs débats, mais nous pressentons aussi que bien des observateurs, des étudiants, des chercheurs de tous ordres, seront heureux de découvrir cette parole éphémère qui marque notre cheminement collectif.

L'Association *Mémoire des Sexualités* s'inscrit dans la démarche que Jean le Bitoux, Geneviève Pastre et Jacques Vandemborghe en particulier, avaient initiée en 1983. L'association organise depuis de nombreuses années des débats sur tous les sujets qui concernent peu ou prou l'homosexualité. Elle rassemble inlassablement de la documentation sur notre histoire vue d'un point de vue marseillais, en espérant que dans bien d'autres villes d'autres font de même afin qu'un jour tout cela participe à un réseau documentaire (accessible à la consultation) dont nous avons tant besoin. *Mémoire des Sexualités* est aussi, depuis de nombreuses années, à l'initiative de la participation des gays et des lesbiennes aux cérémonies de la journée du Souvenir. Enfin, elle a organisé le premier Salon de l'Homosocialité de Marseille, en janvier 2002.

Christian de LEUSSE

Mémoire des Sexualités (52 rue d'Aix – 13001 Marseille, 0613.14.18.84, memoires.sexualites@free.fr)

PROGRAMME DE LA JOURNEE
MARDI



SOMMAIRE - SOMMAIRE - SOMMAIRE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'OUVERTURE ..... P. 7/9

FORUMS

S'opposer à la discrimination ..... P. 13/18
Le suicide chez les jeunes homos ..... P. 19/29
Ecrire = Jouir ..... P. 30/40
UEEH : Leur devenir ..... P. 41/49

SEMINAIRES

Quel militantisme au Maghreb ? ..... P. 53/63
Discriminations envers les lesbiennes en terre d'Islam ..... P. 64/70
Dialogue Nord/Sud ..... P. 71/77
Etre homo en Italie, en Espagne ..... P. 78/79
Vers une reconnaissance du couple homosexuel ..... P. 80/85
Réfugiés et demandeurs d'asile LGBT ..... P. 86/93
Violations des droits humains liées au VIH ..... P. 94/101

La rencontre amoureuse et/ou sexuelle ..... P. 113/111
Les relations intergénérationnelles ..... P. 112/121
Education sexuelle et école ..... P. 122/129
Associations jeunes et pouvoirs publics ..... P. 130/142
Quels besoins pour les associations homosexuelles ? ..... P. 143/151
Bilan d'une semaine ..... P. 152/161

SEMINAIRES

Homosexualité et création ..... P. 163/171

Vers une nouvelle presse gay ..... P. 172/177

Politiquement correct ? ..... P. 178/185

Pourquoi une mémoire militante ? ..... P. 186/194

Foucault : une pensée vivante ..... P. 195/198

Homosexualité et psychanalyse ..... P. 199/209

Un réseau lesbien international ? ..... P. 211/213

Femme et butch ..... P. 214/218

Comment lutter contre la misogynie ? ..... P. 219/228

Homophobie, lesbophobie, biphobie : un même stigmate ..... P. 229/237

La visibilité des bis dans la communauté homo ..... P. 238/247

Les *CGL* en réseau ..... P. 249/258

Que peut-on attendre des *LGP* ? ..... P. 259/268

Intégration sociale d'une homosexualité propre et rentable ..... P. 269/274

Etre homo à 40/50 ans ..... P. 275/284

Parents d'homos : une parole nécessaire ..... P. 285/287

ANNEXES

Alors, c'était bien ? ..... P. 292/293

Personne n'est là pour recevoir la haine ! ..... P. 294

Pourquoi ma sœur ? ..... P. 295

Petite lettre d'un uehien ..... P. 296

Lettre d'un italien aux amies et aux amis de l'*UEEH* ..... P. 297

L'appel de *Moules Frites* ..... P. 298/299

Le Québec à Luminy ..... P. 300

Rendez-nous nos placards ! ..... P. 301

ASSEMBLEE GENERALE D'OUVERTURE

Marylou Baldacci : Nous avons beaucoup, beaucoup de remerciements à faire. Donc merci au soleil et au vent qui a chassé les nuages. Mais surtout nous vous remercions toutes et tous d'être venu participer à ces *Universités d'Eté* 2001. Nous vous remercions avant tout de votre patience lors de votre arrivée, au bureau des inscriptions. Nous remercions nombre d'entre vous pour les efforts déployés qui ont permis de résoudre les problèmes des chambres, d'autant que les capacités d'hébergement ont été cette année très largement dépassées. Nous sommes donc d'heureux et d'heureuses victimes du succès des *Universités*. Nous voulions remercier tous particulièrement les *Sœurs*, la section HDH d'*Amnesty International* qui a fait vraiment un fabuleux travail, Michel Dorais qui nous vient du Québec qui interviendra sur le cycle Jeune, le *Festival Gay et Lesbien de Paris* pour leur programmation cinéma de cette semaine, les Gais Musettes qui sont venu à une trentaine ainsi que *David et Jonathan*, ainsi que toutes les autres associations qui ont animé toute l'après-midi notre hall d'entrée.

> Je voudrais vous présenter les membres du Conseil d'Administration des *Universités*. Ils vont oser monter sur l'estrade ? Non, ils ne veulent pas. Alors, nous avons à la trésorerie Jean-Pierre Léonetti. Nous avons Christian de Leusse qui s'occupe du cycle international avec *Amnesty*. Moi-même, Marylou Baldacci. René Paul Leraton qui s'occupe plus particulièrement du cycle jeune avec Bruno Pommier. René Paul m'a demandé de vous signaler que ce cycle est bien évidemment ouvert à tout le monde et pas seulement aux jeunes. Au niveau de la culture nous avons Pascale Berthault. Il y a aussi Muriel Guigue qui pareillement s'est occupée du cycle culture. Et Florence Stradélizie. Christophe Adam pour sa part s'est occupé de gérer les ateliers. Jean-Marc Astor qui représente l'*Interpride*. Jacques Fortin pour le colloque jeune, avec Nicolas Meunier. A la programmation, nous retrouvons Christophe Adam, en collaboration avec Sébastien et Yann. Tous nouveaux projets ou modifications doit être impérativement signalés à ces trois personnes (la veille avant 18 heures). Nous avons aussi Yves qui représente *David et Jonathan*. Pascal qui s'est occupé des Actes des *Universités* et qui par ailleurs représente l'*Inter-CGL*. Il est là, il enregistre. Alain Abignoli qui s'est occupé du site Internet des *Universités*. Et Jean-Luc qui s'occupe des archives des *Universités*. Parmi la structure salariée, Jacques Fortin qui en est le responsable et Jérémie qui est responsable du secrétariat. Nous avons Gérard Goyet, dit Gogo, au comité des fêtes. Et Pépito à la régie. Nous avons quatre salariés à l'accueil qui se sont démenés comme des beaux diables cette après-midi, Catherine, Gabriel, Niakis et Yaelle. A la cafétéria s'affaire pour vous servir Kamel et Stéphanie. Franck et Xavier ont fait la décoration. Pierre-Yves et Pascal pour nos belles nuitées sont responsables des soirées quand tout est fini et quand tout commence. Enfin merci à tous ceux et celles qui se sont manifesté histoire de nous donner un coup de main.

Cette année nous avons participé au salaire d'un deuxième gardien, car pendant qu'il faisait sa ronde le guichet était fermé (et donc impossible d'entrer ou de sortir). On vous demandera de leur faire un petit coucou. La bise si vous voulez. Sous le soleil tout peut exister. La cigarette. La cigarette ça brûle les pinèdes chaque été. On va vous demander un truc complètement zarbi, il faut fumer à l'intérieur. C'est con, mais c'est comme ça. Non, ce n'est pas bête du tout. Michèle la Méditerranéenne est là pour punir les coquins qui oublieraient qu'il ne faut pas fumer dehors. C'est un problème de respect de des lieux et des merveilleuses Calanques qui nous entourent, site fabuleux mais néanmoins très fragile. Voilà, je vais passer la parole à Jacques qui va vous présenter un petit peu tout ce qui va se passer cette semaine

---

Jacques Fortin : Bien, pour commencer l'équipe organisatrice a vécu deux rudes journées. Hier et aujourd'hui. La journée d'hier a été marquée par le fait qu'une commission de sécurité municipale est passée à 14 heures afin de visiter les locaux. Normalement elles viennent voir ce que les organisateurs font de plus comme installations dans les locaux. Là elle a décrété (comme l'année dernière) que les locaux de l'Ecole des Beaux-arts ne peuvent pas être affectés à la réception du public, quand toute l'année il y a des étudiants. La mairie aussi sec, n'écoutant que son courage, nous a envoyé un document nous disant qu'elle ne souhaitait pas que nous soyons ici et qu'il nous fallait trouver un autre lieu. Il est certes évident qu'ils ne veulent pas nous mettre dehors, c'est eux qui nous ont prêté ces locaux. D'autant que nous n'avons fait aucune installation particulière. C'est donc à eux d'en prendre la responsabilité. Aussi on se renvoie la balle depuis 48 heures à coup de fax. Ceci dit, cela a des conséquences. Au départ l'Ecole des Beaux-arts avait quelques réticences à notre venue, car il semblerait que l'année dernière nous nous soyons trimballés à poil sur le campus et forniqué sous les fenêtres, bref que nous ne nous nous soyons pas bien tenus. En plus la presse, il y a un mois, a sorti un article sur les *Universités* dans lequel elle a parlé des "folles nuits de l'*Université d'Eté* à Luminy ". Ce qui nous a valu une avalanche de courrier officiel nous disant qu'il n'était pas question de faire des folles nuits dans un lieu public. Les pompiers nous ont demandé si on préparait une rave party.

Cela vous explique que le climat soit un peu lourd depuis quelques jours. Cela signifie que nous puissions sortir de cette semaine sans avoir de difficultés majeures avec notre entourage politique et/ou social. Sans pour autant, bien évidemment renoncer à ce que nous sommes. Nous avons donc fait un pot mercredi dernier avec le personnel des Ecoles, afin de leur expliquer ce que cette semaine représente pour nous, afin de leur dire qu'après il nous fallait reprendre nombre d'habitudes dans un monde qui n'est pas forcément le notre. Nous avons discuté, beaucoup de whisky et de pastis ont été bus. Donc de ce côté nous avons déjà fait un certain travail. D'autres part nous avons décidé que cette année nous n'occuperons pas la partie haute de l'Ecole des Beaux-arts dans laquelle nous faisions des ateliers avant. Nous n'occuperons que la partie de là où nous sommes (qui elle aussi n'est pas propre à recevoir du public). En même temps, nous sommes en discussion avec l'Ecole d'Architecture qui nous est très favorable (ici, nous sommes dans l'Ecole d'Architecture) et qui va nous octroyer d'autres locaux. Lundi nous aurons des salles supplémentaires pour les ateliers, nous allons faire comme on peut avec les ateliers d'ici là. La veille des *Universités,* nous sommes donc en pleine négociation et en train d'arranger les choses.

Cela implique de notre part à tous et à toutes que sur le plan des comportements d'observer un minimum de retenue. Nous avons mille et un fourrés sur des centaines d'hectares pour aller batifoler, nous n'avons donc pas de problèmes à ce niveau. Aussi nous éviterons que sur les pelouses (y compris le soir) il y ait trop d'exubérances. Nous avons des fêtes et des spectacles qui sont à guichet fermé. D'abord parce qu'il n'a jamais été dans notre intention de faire venir massivement du public ici, et parce que nous ne pouvons pas recevoir énormément de public. Dans le hall, il y une salle dans laquelle il y aura tous les soirs des moments festifs, alors que l'année dernière et l'année d'avant nous n'en avions pas ou très peu. Ses moments festifs sont soumis à un certain nombre de règles. L'année dernière il y a eu certains débordements, des gens qui avaient abusé de quelques substances surtout liquides. Il faut vraiment que cela ne se reproduise pas cette année. Lorsque les DJ vous diront que c'est terminé (les soirées ne seront jamais très longues, nous irons jusqu'à 1 heure, 2 heures maximum) vous êtes priés d'être sympas avec eux. Quand une soirée chauffe bien, ce n'est pas facile de dire qu'on arrête. Mais ce qu'on fait ici s'entend dans toute la vallée. Aussi il faut s'y tenir et les aider à la fois pour que quand c'est fini cela soit réellement fini, et pour qu'en même temps que ce soit nettoyé, en particulier le hall. Parce que le matin il y a du personnel qui vient et s'il trouve des canettes qui traînent, nous aurons des retombées immédiates qui peuvent vraiment nous poser problème durant la semaine. Donc j'avertis bien tout le monde là-dessus, il faut que nous soyons bien conscients de cela, et que nous tenions bon. Et si ce n'est pas avec vous qu'on le fait, on ne pourra pas le faire. Simplement parce qu'il n'y pas de flics parmi nous.

> Deuxième difficulté, la question des chambres. Alors je lance un appel solennel (à toutes et à tous), l'année prochaine vous vous inscrivez tôt. S'il le faut, on va faire un tarif avec 500 Fs de plus pour ceux qui s'inscrivent au-delà du 10 juillet. Parce que pour nous c'est de la folie. Nous avions 181 inscrits fermes (en plus nous avons commis l'erreur d'égarer le dossier de 7 personnes qui avaient tout réglé depuis juin), et c'est inextricable d'avoir la grande majorité des gens qui s'inscrivent au-delà du 10 juillet. C'est invivable parce qu'on est en plein dans le stress et dans tout le travail technique du dernier moment. Les chambres, cela fonctionne par bâtiment donc si nous voulions plus de chambres il fallait que l'on fasse ouvrir un autre bâtiment en entier. On n'allait pas leur faire ouvrir pour 20 chambres. Il aurait vraiment fallu que vous soyez tous inscrits plus tôt, même avec ares modiques. Pensez-y pour les années à venir, c'est quelque chose d'important pour nous. On risque de devenir un peu plus raide avec vous sur ces questions, tant cela est pour nous compliqué à gérer, tant cela génère nombre de difficultés. A ce propos, ceux et celles qui sont venu en duo (dont le duo s'entend assez pour vivre durant la semaine dans une même chambre) et qui ont pris 2 chambres, éventuellement venez nous voir. Parce que pour la chambre qui reste, sans le lit, nous pouvons installer un système de camping provisoire jusqu'à la fin du week-end. Car alors nous avons nos amis de *David et Jonathan* qui s'en vont, ce qui fait que nous aurons 25 chambres supplémentaires de disponibles. En attendant nous avons besoin de pouvoir faire camper des gens, aussi si vous pouviez nous passer la chambre que vous avez en plus cela serait utile. Pour ce faire, vous allez voir Pascale. Toujours sur le schéma général, je vous invite à respecter les horaires de repas. Le personnel travaille, quand il nous voit arriver trop tard cela lui pose plein de problèmes.

A propos du programme de la semaine vous allez avoir deux ou trois grands moments. Tout d'abord vous avez le cycle jeune. C'est quelque chose qui s'inscrit dans un travail global et à long terme afin d'aider les associations jeunes en participant avec elles au développement du mouvement associatif jeune. Pour ce travail, du fait de bien des démarches, nous avons pu obtenir des financements importants. D'abord du ministère de la santé (la DGS qui sur ce coup a été vraiment fabuleuse et qui nous a aidé, et qui nous finance le colloque, ce qui représente tout de même un budget de 120 000 Frs). Jeunesse et Sport nous aide également à assurer la tenue de ce colloque. D'ailleurs le chef de cabinet du ministre qui sera présent parmi nous mardi après-midi pour rencontrer les associations. Le secrétariat d'Etat à l'Economie Solidaire, dans le cadre des projets "Dynamiques Solidaires" a accepté notre dossier, ce qui permet que je sois salarié à l'heure actuelle. C'est un dossier qui est appuyé sur uniquement un poste de responsabilité pour le développement de l'association. Ce qui représente une subvention de 210 000 Frs. Jack Lang de son côté patronne le colloque. La différence entre patronner et parrainé c'est que dans le dernier cas il y a de l'argent. De son côté la ville de Marseille pour la première fois cette année a voté officiellement une subvention (je crois lundi dernier), malgré les grosses colères d'un monsieur qui s'appelle Mégret. Cela ne représente que 20 000 Frs, mais, avant, la ville se contentait de mettre à notre disposition des locaux. La Région et le Département interviennent aussi de manière intéressante et substantielle. Le Centre National du Livre nous appui grâce à une subvention de 15 000 Frs pour la rencontre d'auteur que nous avons cette semaine. Nous avons tissé en trois ans des liens avec différentes personnes qui aujourd'hui nous aident, nous avons donc différentes instances que nous avons contacté et qui ont commencé à prendre en considération tout le travail que nous faisons. Cela va nous permettre de développer les choses.

Nous avons aussi en chantier, et que nous allons finaliser cet été pendant la semaine un dossier auprès de la communauté européenne sur une rencontre jeune Europe durant l'*Université d'Eté* l'année prochaine. Rencontre qui aura lieu en collaboration avec différentes associations européennes, dont certaine sont ici cette année, et avec qui nous travaillerons pendant cette semaine. Voilà donc les chantiers sur lesquels nous travaillons. Chantiers qui sur le plan administratif sont assez ingrats, mais qui nous ont donné les moyens de travailler cette année.

> Les temps fort cette année se sera en particulier le colloque jeune de mercredi prochain. Nous avons décidé qu'il n'y aurait rien d'autres ici ce jour-là. Il y aura donc uniquement le colloque qui aura lieu au palais des Congrès de Marseille (au Rond Point du Prado). Vous en avez le programme détaillé à l'intérieur du cahier de l'inscrit. Chaque année nous pensons faire un grand colloque public dans Marseille parce que nous nous demandions quel acte de visibilité nous pouvions prévoir, et il nous a semblé que c'était le meilleur possible. Et comme c'est le premier, je vous demanderai d'être bien mobilisés, en ne vous levant pas à midi pour y arriver, les festivités commencent à 10 heures (avec le discours des officiels). C'est un colloque public ouvert à tous (il n'y a pas de droit d'entrée) tous les services sociaux de la région, les officiels, tout le monde a reçu son invitation. Pour l'instant nous ne savons pas qui viendra. En juillet faire un colloque à Marseille on ne sait pas ce que cela peut donner. Donc il faut être bien mobilisé. Cependant nous avons pris une salle de seulement 2500 ……. 250 places, sinon nous avions l'immense amphit de 1000/1200 places. Nous avons préféré prendre petit plutôt que de prendre un grand truc glacé où on se serait retrouvé un peu perdu. Il y aura un buffet entre midi et deux, l'après-midi c'est quatre conférence- débats qui seront tenues en parallèle. C'est important que tout le monde soutienne cette journée afin que ce premier colloque soit une réussite. Après peut-être que nous aurons moins besoin d'y être toutes et tous parce que les gens viendront. C'est vraiment un moment important pour nous, et nous espérons que vous nous soutiendriez.

Sinon se sont impliquées dans le déroulement de cette semaine toute une série d'associations, comme *Amnesty* et le réseau *Moule Frite*, Guillaume Dustan présent parmi nous et qui a travaillé afin d'inviter nombre d'auteurs. Sans compter diverses maisons d'édition. Chaque jour, entre 16 et 17 heures vous pourrez venir discuter avec eux. Le principe des *Universités* ce n'est pas de jouer sur le registre star mais celui du "on vit tous ensemble". Ainsi les auteurs viennent vivre parmi nous, afin de côtoyer leur public. C'est ce qui fait la richesse des *UEEH*. D'autre part nous avons parmi nous Cuneo qui va nous réjouir durant la semaine, jour après jour par l'intermédiaire de petits croquis. Et vous aurez remarqué, à travers cette histoire de Calèche (une idée de Gogo) et différentes petites choses que nous avons voulu donner un côté chaleureux et rigolo.

Nous terminerons cette semaine par un bal populaire, vendredi soir prochain, en haut de la Canebière. Vous avez l'affreuse église à droite, et d'autre côté vous avez une place sur laquelle on trouve un restaurateur ami (les *Danaïdes*) avec lequel nous allons passer la soirée. Nous avons obtenu toutes les autorisations possibles et nécessaires, néanmoins nous vous lançons un appel en ce sens qu'il faut que nous soyons une quinzaine de vigilants et de vigilantes. J'ai bien dit vigilants et vigilantes et non pas vigile, c'est à dire qu'il s'agira d'une équipe qui durant la soirée veillera à ce qu'il n'y ait pas d'incident. Nous serons en haut de la Canebière, les marseillais sont des gens assez chauds et éventuellement machos, ce qui peut provoquer des moments quelque peu complexes. Et dans ce cas nous n'avons certainement pas besoin de gros bras, mais d'homme et de femmes qui sachent garder leur sang froid et maîtriser de telles situations. C'est pourquoi nous lançons un appel, si jamais un type en passant vous dit un mot un peu raide sur les gays ou les lesbiennes il ne faut lui répondre mais bien au contraire calmer le jeu. Il ne faut pas répondre en s'énervant. Aussi, en ce sens vous serez mobilisés vendredi soir. Sachez que nous avons pris cette décision alors que le CA n'était pas unanime, certains ont mis en avant que cela comportait des risques.

Je termine en précisant que durant le colloque il y aura une traduction en langage des signes. Nous n'en sommes pas encore à pouvoir traduire en langue étrangère, mais s'il y a des gens qui ne comprennent pas bien le français nous pourrons faire nous pas un espace de traduction mais des éléments de traduction en anglais. Nous verrons selon la demande. Voilà donc pour la semaine. Vous avez dans le cahier de l'inscrit le programme détaillé de ces *Universités*. Ce programme n'est pas forcément celui que vous aurez durant la semaine, jour après jour des mises à jour seront faites et affichées sur le panneau d'affichage dans le hall. Grosso modo, il n'y aura pas de grands changements sauf demain soir où au lieu de François Delor (qui malade ne viendra qu'en milieu de semaine) c'est Michel Dorais qui interviendra.

Voilà j'ai fait le tour de ce qu'il fallait dire. Je vous demanderais également d'être bienveillant à l'égard de l'équipe de l'accueil, équipe qui n'est pas là pour répondre à tous vos souhaits, inquiétudes ou colères mais pour les transmettre. A moi, éventuellement à la présidente si c'est très grave. Donc de toute façon soyez courtois et courtoises avec eux, ils ne seront que des intermédiaires. Maintenant je vous signale que deux cameramen (qui travaillent pour des maisons de production) sont parmi nous. Sont-ils présent dans cette salle ? En voici un, l'autre est tout là-haut. N'hésitez pas à aller discuter avec eux, ce ne sont pas des stars, ils sont au même registre que tous le monde. Si vous ne souhaitez pas figurer sur leur film, n'oubliez pas de prendre vos précautions chaque fois qu'ils filmeront, comme plonger sous la table ou détourner la tête. Cela est tout à fait honorable, nous savons toutes et tous qu'il n'est pas forcément évident de paraître sur un film au vu et su de tout le monde. Donc plongeons sous la table quand c'est nécessaire. Je terminerai sur le feu. Cela doit être une hantise pour vous tous au long de la semaine. Ce site est fabuleux et mérite d'être protégé. Enfin on va vous demander de vous lever et de vous tourner vers là-haut, non pas pour une cérémonie mais pour sortir. Vous avez une demi-heure devant vous pour boire un verre à la cafétéria parce qu'ils vont préparer le spectacle d'une petite star parisienne.

Bien, merci à toutes et à tous.

DEMET
DEMİR

Sabrine Al'Rassace: J'ai donc la lourde tache de présider cette conférence. Pour commencer, je dirais que je travaille à la commission Homosexualités et Droits Humains d'*Amnesty France* qui a pour but de travailler sur la défense des LGBT (je rappelle que LGBT signifie lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres). Cette conférence s'inscrit dans le cadre de la campagne mondiale contre la torture qu'*Amnesty International* a lancé en octobre 2000, et qui va vraisemblablement se finir à la fin de cette année. La particularité de cette campagne est qu'elle exerce son action plus particulièrement sur quatre volets qui sont les femmes, les enfants, les minorités ethniques et les minorités sexuelles. C'est ce dernier volet qui nous réuni ce soir (il a fait l'objet d'un rapport "Identité sexuelle et persécution"). Nous verrons les formes de violence et de persécution dont sont victimes les LGBT. Nous verrons aussi quels sont les éléments qui motivent une telle haine. Nous essaierons d'identifier les responsables de ces actes et de montrer que le silence a des limites. Sans tarder, je laisse la parole aux intervenants et intervenantes. D'abord Demet Démir qui est transsexuelle turque et qui est aussi la première prisonnière d'opinion qu'a adopté *Amnesty International* (en 1992). En 1998 elle prend part à la campagne d'*Amnesty International* pour marquer le cinquantenaire de la Déclaration des Droits de l'Homme. Mais pour l'instant, elle va essayer de nous exposer son cas.

Demet Demir : Bonsoir à tous. Depuis 22 ans mon activisme transsexuel a pris place dans plusieurs mouvements politiques. Encore étudiant, j'ai été membre d'un groupuscule socialiste. Pour des raisons politiques je fus arrêtée en 1980 lors des manifestations du 1er mai (et emprisonnée pendant 8 mois). En 1988 je devins membre d'un groupuscule écologique, et en 1989 j'ai adhéré à l'Association des Droits de l'Homme de Turquie. Je fus torturée à cause de mon identité sexuelle. En 1991 je suis retournée en prison (pendant 2 mois). A chaque fois, j'ai porté plainte auprès du procureur de la République qui n'a jamais donné une issue favorable à mes requêtes. En 1996, j'ai recommencé la lutte contre la police. En 1997 j'ai obtenu le prix Félipé de Sousa aux Etats-Unis. En 1998, invitée par *Amnesty International* à l'occasion de la commémoration des 50 ans de la Déclaration de la Déclaration des Droits de l'Homme, je me suis rendue en Angleterre. Une partie de ma vie a été relatée dans une pièce écrite pour l'occasion par Linda de Suza. En 1989, je me suis portée candidate aux élections municipales en qualité de conseillère municipale, et c'était la première fois qu'un transsexuel portait une telle candidature au grand jour. Comme en Turquie il n'est jamais donné l'occasion aux travestis et aux transsexuels de trouver un travail, j'ai pris la décision de participer à des ateliers de création artisanale style poterie (avec d'autres personnes, j'avais ce type d'activité pour montrer à la population que nous étions capables d'avoir un travail). Nous avons créé des groupes de théâtre et nous avons joué dans différentes villes un certain nombre de pièces. En 1997 j'ai assisté à une bavure policière, j'ai vu des policiers turcs qui battaient une jeune fille Kurde de huit ans. J'ai voulu l'emmener à l'hôpital. En voulant m'interposer j'ai moi-même été battue, puis enfermée pendant six mois. Comme aucune suite n'allait être donnée, j'ai abandonné la plainte.

Depuis 22 ans j'ai été enfermée deux fois, je ne me souviens plus exactement du nombre de fois où j'ai été interpellée par la police. Et donc depuis 22 ans je passe mon temps auprès des tribunaux turcs. La plupart du temps c'était pour des causes qui me concernaient personnellement, mais bien d'autres fois j'y suis allé pour défendre certains camarades transsexuels. D'autre part je suis signataire d'un recueil de textes qui comporte plusieurs signataires, notamment des artistes reconnus en Turquie. J'ai l'intention d'écrire une autobiographie où je compte raconter toutes les oppressions que j'ai subie à cause de mon identité sexuelle depuis plus de 22 ans. Mais écrire ce livre pendant que je suis en Turquie est impossible, puisque si je le fais ma vie serait immédiatement en danger. C'est pourquoi je souhaite m'expatrier. Pour cela j'ai deux recours, soit demander le droit d'asile, soit me marier à un étranger. Ce livre est très important pour moi, et d'une manière générale pour l'histoire en Turquie, parce qu'il portera sur l'hypocrisie qui règne en Turquie, sur les magouilles politiques et sur les répressions policières dont j'ai fait personnellement les frais. J'aimerais concrétiser ce projet d'ici deux à trois ans, parce que je suis en procès avec un policier dont le surnom est Ouso Suliman que l'on pourrait traduire mot à mot par Suliman la matraque. Il faut savoir que toutes les requêtes contre les policiers sont sans suite, et je pense que cela va être le cas. La seule chance, peut-être l'unique moyen de faire avancer ce projet c'est que la Communauté Européenne, les associations européennes (associations des droits de l'homme ou petites associations civiles) fassent pression pour un réel aboutissement de ce procès contre Ouso Suliman. La Turquie est à la porte de l'Europe, et c'est une raison de faire pression sur le pays.

Le fait qu'en Turquie la plupart des transsexuels soient apolitiques me fait beaucoup de peine. Le fait que j'aie régulièrement à faire à la police fait que je suis devenue une cible visible. Mon engagement quotidien n'est pas facile, je connais des difficultés financières, et le fait que la Turquie a connu ces derniers temps une crise économique n'arrange pas les choses. Comme je le disais un peu avant, je dois absolument écrire ce livre mais j'attends le résultat du procès qui en cours. Je me sens atteinte d'un point de vue psychologique à cause de ces événements. Et ce qui me reste à vivre j'aimerais le vivre dans un pays démocratique et de manière libre. Voilà c'est tout ce que je peux vous vous dire pour aujourd'hui.

Sabrine Al'Rassace : Merci Demet. Je veux dire combien c'est agréable de travailler avec Demet. Et avec des gens comme Ourïa, l'autre intervenante turque, ce sont des gens qui vraiment agissent en faveur du droit des homosexuels. J'en profite pour remercier Demet Boy qui est celui qui a assuré la traduction des propos de Demet. Le second interprète-traducteur est Robert de la commission LGBT d'*Amnesty France*. Ce qui m'amène à vous présenter Ignacio Saïz qui est l'un des principaux auteurs du dernier rapport "Identité sociale et persécutions" (en anglais, en arabe, en français et en espagnol).

Ignacio Saïz : Ce que vient de nous raconter Démet n'est malheureusement pas un cas isolé. En Ouganda, une jeune lesbienne a été arrêtée et violée par ses codétenus afin "de lui montrer de quoi elle se prive", disant qu'elle doit être punie pour refuser aux hommes ce qui leur revient de droit. En Egypte, 52 homosexuels sont accusés de "comportement immoral" et de "mépris à la religion". En Equateur trois travestis travailleurs du sexe sont arrêtés par la police qui les amène jusqu'à un pont pour ensuite les jeter par-dessus. La torture des personnes LGBT est un phénomène global et répandu partout dans le monde. Le rapport que vient de publier *Amnesty* recueille des témoignages (documentés, vérifiés, recueillis durant ces trois dernières années) originaires d'une trentaine de pays. Bien évidemment les cas dénoncés ne représentent qu'une proportion minuscule de la réalité. La plupart d'entre eux ne voient jamais le jour, ils restent cachés par une conspiration du silence. D'ailleurs dans la version anglaise, le rapport est titré "Les crimes de haine, une conspiration de silence".

Pourquoi une conspiration de silence ? Principalement à cause de la marginalisation des victimes, de la peur de représailles, de l'indifférence des organismes de droits humains dans plusieurs pays, et surtout du fait d'une certaine tolérance de la société en général de ces pratiques discriminatoires. Tout cela fait que les persécutions à l'égard des LGBT ne suscitent aucune réaction. Aussi la campagne d'*Amnesty* a pour but de montrer comment les discriminations peuvent précéder la torture. La discrimination est la négation de l'humanité pleine de la personne. Combien de fois avons-nous entendu de la part des présidents, des officiels ou des dirigeants religieux que nous autres les gays, les lesbiennes, les travestis nous serions des sous-humains ? Comme Robert Mugabe, le président du Zimbabwe pour qui les homosexuels sont pires que des porcs. Cette rhétorique de déshumanisation c'est la première étape d'un traitement inhumain. Si on nie l'humanité d'une personne, comment cette personne peut prétendre à des droits humains ?

Ce rapport fait partie d'une série de rapports qu'*Amnesty* publie, histoire de montrer (et d'analyser) le lien qui existe entre la torture, les mauvais traitements et la discrimination. Qu'il s'agisse de sexisme, de racisme ou d'homophobie. Il analyse le cadre des tortures et autres mauvais traitements, le plus notoire étant la criminalisation de l'homosexualité. Il y a au moins 70 pays dans le monde où l'homosexualité (ainsi que la transsexualité) est pénalisée. Dans certains pays l'homosexualité est même passible de la peine de mort. Dans d'autres pays les punitions sont cruelles et dégradantes, comme la flagellation ou la lapidation. On voit le lien très étroit entre criminalisation et torture, la punition elle-même étant une torture autorisée par la loi. En donnant à la discrimination un caractère institutionnel, la criminalisation constitue une sorte d'incitation officielle aux violences policières à l'encontre des homosexuels. Je citerai le cas de Mariana Cetiner (lesbienne roumaine) qui a été arrêtée en 1995, puis torturée dans le cadre de détention policière en prison ou elle fut traitée comme la dernière des dernières. Elle est maintenant réfugiée et habite en Allemagne. Et donc ce rapport analyse aussi la question des brutalités policières. Quand la législation ne punit pas l'homosexualité ou la transsexualité, la police s'en charge souvent. Des personnes qui sont arrêtées pour des raisons qui n'ont rien à voir avec leur orientation sexuelle peuvent voir celle-ci exploitée durant l'interrogatoire. Les gays, les lesbiennes, les bisexuels et personnes transgenres durant les interrogatoires sont particulièrement exposés aux agressions sexuelles. Le rapport insiste aussi sur l'extrême brutalité dont souffrent les travestis et les transsexuels dans nombre de pays à travers le monde. Surtout en Amérique Latine, contrée où on met en évidence les terribles sévices dont souffrent des gens uniquement en raison de leur identité de genre. Il y a par exemple le cas, assez emblématique, d'un travesti argentin qui a été détenu pour décéder cinq jours plus tard. Selon le rapport officiel il serait mort d'un arrêt cardiaque, sauf que l'autopsie a révélé des marques de torture. Mais la torture est également utilisée dans d'autres contextes, pas uniquement dans le cas dans la salle d'interrogatoire mais aussi les lieux publics. On voit souvent pendant la torture la violence policière nier aux personnes LGBT l'accès à l'espace public. Pour donner un exemple récent, en Serbie des gays et des lesbiennes qui participaient à la première marche d'une *Gay Pride* à Belgrade ont été attaqués par des nationalistes serbes, la police refusant d'intervenir. Il ne s'agit pas seulement de brutalité policière, mais également de la violence commise par les autres. Et en matière de mauvais traitements en prison à l'encontre de la population carcérale il y a souvent une hiérarchie, les personnes LGBT occupant fréquemment le rang inférieur. Aussi, les LGBT sont de fait exposés non seulement à une violence de la part des autorités (des gardiens) mais aussi des codétenus. Je prend l'exemple de cette jeune fille détenue en Californie pour des raisons autres que son orientation sexuelle, le fait d'être lesbienne lui a valu d'être violée, sans compter qu'elle a été constamment harcelée, agressée par ses codétenus et par les gardiens.

Mais la torture se pratique dans d'autres institutions. La loi n'est pas la seule institution que l'on utilise pour réglementer, pour contrôler la sexualité humaine. L'autre moyen est la médecine. Dans beaucoup de pays l'homosexualité (ainsi que la transsexualité) est qualifiée de pathologie, et donc médicalisée. Ainsi les personnes LGBT sont obligées de subir des traitements (ou même des expérimentations) dont la finalité est de les "guérir". A travers l'histoire nous rencontrons de nombreux exemples de cette "médicalisation". Nous avons tous en mémoire les expérimentations nazies, mais cela continue encore aujourd'hui. Il y a encore aujourd'hui de nombreuses sociétés où l'homosexualité est pathologisée. Je citerais le cas de cette russe lesbienne qui a fuit son pays car elle était menacée d'être internée dans un institut psychiatrique. Elle s'est donc réfugiée aux Etats-Unis, sauf que là-bas les autorités de l'immigration ont rejeté sa demande d'asile parce que selon eux il ne s'agissait pas de persécution, que c'était pour son bien. Cela s'est passé aux Etats-Unis il y a quelques années.

Pour *Amnesty*, la torture ne se limite pas à la prison. Nous avons tous l'expérience de mauvais traitements au sein même de la famille, dans la rue, à l'école, au travail. Cette violence a aussi pour objectif d'intimider, de punir. Cela peut sembler choquant de qualifier ces comportements discriminatoires de torture, mais cela souligne leur gravité et montre la responsabilité des autorités. Ceux et celles qui ont assisté à l'atelier sur les lesbiennes et Islam* ont eu l'occasion d'entendre le témoignage de lesbiennes qui craignent la violence non seulement des officiels mais aussi celle de la famille. C'est pourquoi il est important lorsque l'on prétend défendre le droit des femmes de s'occuper de la torture au quotidien. De même pour les enfants. Nous avons connaissance d'un grand nombre de cas d'enfants qui à l'école subissent des violences. En l'absence de protection efficace, beaucoup de gens sont obligé de fuir. Pour beaucoup de gens la seule solution pour se mettre à l'abri est de quitter son pays. Mais les gens qui le font se trouvent confrontés à des difficultés importantes. Pour terminer sur une note un peu plus positive, depuis cette année il s'est créé un mouvement mondial d'activistes LGBT qui collabore, par delà les frontières. Mais ces défenseurs des droits humains souffrent eux aussi non seulement au contact des autorités mais aussi au sein de leur communauté. L'action d'*Amnesty* en la matière ne se limite pas à dénoncer certains faits, elle se propose aussi de proposer un programme d'actions. Et c'est de cela que va vous parler Raphaël Barka qui coordonne l'action d'*Amnesty*. Merci.

Sabrine Al'Rassace : Merci Ignacio. J'ajouterai qu'il incombe aussi à l'Etat de prendre ses responsabilités par rapport à ces violences privées. Ceci dit, je présente Raphaël Barka qui est le coordinateur au secrétariat international, plus spécialement sur les questions LGBT. Il va nous exposer comment les campagnes d'*Amnesty* se traduisent sur le terrain.

Raphaël Barka : Je prendrais le cas de Vanessa Damesna actuellement en détention policière en Argentine, cas dont *Amnesty* s'est particulièrement occupé lors du lancement de la campagne internationale contre la torture en octobre 2000. Une amie de Vanessa (qui s'appelle également Vanessa) voulait porter plainte contre la police au commissariat, et sa plainte n'a pas abouti. Ils ont eut tort car c'était juste au moment où *Amnesty* lançait sa campagne contre la torture des LGBT à Buenos Aires, la capitale de l'Argentine. Nous avons convoqué des représentants de CNN et autres médias internationaux. La première chose qu'il nous fallait faire c'était de dire sans ambages ce qui se passait contre les minorités sexuelles. Nous étions donc là avec les représentants des organisations de défense des droits humains, des associations gays. Nous voulions montrer à tout le monde à travers les photos horribles du cas de Vanessa. Nous voulions également faire porter la responsabilité de ce cas sur le gouvernement. Nous étions installés dans un bus typiquement argentin devant le palais présidentiel. Nous avons remis aux autorités présidentielles le rapport d'*Amnesty* sur les tortures faites à l'encontre des minorités sexuelles. *Amnesty International* est un mouvement qui croit fermement au principe de solidarité internationale, et demande aux gouvernements d'agir. Ensuite nous avons terminé notre campagne à Buenos Aires devant le commissariat central. Ce fut pour nous un moment très fort émotionnellement parlant. C'est une rue très étroite, c'est un très grand immeuble entouré de policiers qui nous attendaient. Nous voulions manifester devant un lieu connu comme lieu où ont lieu des actes de torture. Nous voulions donner au chef de la police de Buenos Aires un exemplaire de notre rapport qu'il n'a pas accepté. Et c'était très émouvant de voir comment les gays, les lesbiennes, les transsexuels confrontaient les policiers avec des photos de Vanessa. J'étais très fier, c'était vraiment très émouvant.

Après l'Argentine, nous sommes allés en Equateur pour apporter notre soutien à la section équatorienne d'*Amnesty* qui travaille sur les questions LGBT. Nous avons beaucoup travaillé avec les médias d'autant qu'ils présentent systématiquement les personnes LGBT comme des criminels, des prostituées ou des sujets à scandale. Nous voulions dénoncer les violations des droits humains subies par les LGBT dans ce pays. Donc, nous y sommes allés afin de présenter la campagne d'*Amnesty* contre la torture, et plus particulièrement le rapport sur la torture des minorités sexuelles. Pour ce faire nous avons organisé un forum sur les droits humains auquel nous avons invité des représentants de tous les secteurs de la société équatorienne. Un général de police ainsi que la présidente de la commission des droits humains au Parlement et l'un des deux représentants de la population autochtone au Parlement sont venus. A tous ces secteurs de la population, nous voulions faire passer le message que la violation des droits de ces minorités sexuelles c'est surtout une question de violation de droits humains. Je pense que nous avons réussi à faire passer ce message. Deux jours après (le 28 juin) 150 personnes se sont réuni pour manifester pour les droits des LGBT en Equateur. La veille ils avaient subi des agressions, et comme ils ne pouvaient obtenir la protection de la police juste avant la manifestation, ils se sont protégés eux-mêmes avec des lettres de solidarité écrites par les membres d'*Amnesty International* un peu partout dans le Monde. Le message était : "Si vous nous attaquez, si vous agressez, vous agressez tout le monde. Nous sommes devenus les protecteurs, les défenseurs des LGBT en Equateur". Le pouvoir d'une simple lettre. A la fin ils avaient la protection de la police. Certes, ils n'avaient pas le droit de défiler, seulement de rester debout, mais c'était une réelle amélioration. Après nous sommes allés au Venezuela pour apporter notre soutien à la section vénézuélienne d'*Amnesty* sur les questions LGBT. Le 22 juin, avec d'autres organisations vénézuéliennes ils avaient organisé la première conférence sur la diversité sexuelle. Et le 1er juillet nous avons participé à la première *Gay Pride* jamais organisée dans le pays, dans la capitale (à Caracas). Malgré une campagne (la veille de la marche nous avons reçu trois menaces d'attentats à la bombe). Au début de la marche, il y avait quelques personnes mais l'ambiance était à la fête. *Amnesty International* voulait participer à cette manifestation mais pas seulement les membres LGBT d'*Amnesty International*. La responsable de la commission femme vénézuélienne et le directeur d'*Amnesty Venezuela* étaient présents. Et au fur et à mesure que nous défilions à travers la ville nous avions de plus en plus confiance en nous, les gens qui regardaient commençaient à participer. Ce fut une expérience extrêmement émouvante. Merci.

---

* Pages 64 à 70

Sabrine Al'Rassace : Merci beaucoup à toi, Raphaël Barka. Il y a d'autres personnes qui travaillent aussi pour *Amnesty International* dans d'autres pays, comme les Pays-Bas où nous avons un représentant qui est très actif, Frank Stevens. Il travaille sur le développement du réseau international à propos de la question des LGBT. Franck …..

Franck Stevens : Bonsoir, je vous remercie de m'accueillir ici. Il y a deux semaines, en Inde les locaux de deux organisations LGBT qui travaillaient pour les hommes qui ont des relations sexuelles avec d'autres hommes ont été envahis par la police. Les policiers ont arrêté toutes les personnes. Si ceci est presque normal tant les agressions policières sont courantes et nombreuses, ce cas est absolument spécial du fait que c'est la première fois qu'on a arrêté des gens qui travaillent pour des homosexuels et les personnes concernées par le VIH. Cela signifie que partout dans le monde où de telles organisations existent (en Malaisie, En Equateur ….), elles courent un risque semblable. Pourtant l'Inde et la Chine sont des pays actuellement très exposés face au développement du sida. Aussi je voudrais vous demander de lancer (et de signer) une pétition auprès du secrétariat d'*Amnesty Londres* afin de faire de ce cas une priorité. Merci. On va rédiger cette pétition demain, et si vous êtes d'accord avec tout ça je suis ici, au stand *Amnesty*.

Ali Dogan : A propos de Démet qui va être jugée le 19 octobre à Istanbul, il est extrêmement vital d'assurer une présence importante (individus, associations européennes) lors de son procès car cela lui apportera un plus. Si vous souhaitez vous inscrire, je vous invite à laisser vos coordonnées au stand d'*Amnesty*.

Sabrine Al'Rassace : Certes, ceci dit je voudrais rendre hommage à mes coéquipiers et collègues. Parce que si aujourd'hui *Amnesty* présente quatre séminaires et une conférence, c'est que mes collègues ont énormément travaillé. C'est beaucoup de travail, c'est beaucoup d'énergie neurologique, de confiance, et c'est surtout une foi, une croyance dans la lutte contre les violences qui touchent les minorités sexuelles. Je cite : Bernard Scholl responsable de la commission HDH France, Philippe Varin spécialiste des questions VIH et discrimination, Philippe Conce qui assure notre liaison avec la LGP et d'autres associations militantes en France, Jean Thébaud, Marie Leber, Gildas Leber, Didier Couval, Philippe Ayat. Je les remercie beaucoup. Et Joël Bedos qui est notre spécialiste de la solidarité Nord/Sud. Bien, je pense qu'il est temps d'entamer un débat avec l'assistance. Aussi le débat est ouvert. A vous.

Christine : Si je ne trompe pas, l'Equateur est l'un des trois ou quatre premiers pays à avoir inscrit dans sa constitution (en 1998) l'interdiction de la discrimination pour orientation sexuelle. Je me souviens d'avoir discuté avec une amie équatorienne qui était vraiment très fière de cette action. Bien sûr, les choses évoluent lentement, mais à quoi cette action sert-elle finalement puisque malgré le travail des militants équatoriens les cas de torture continuent ?

Raphaël Barka : C'est vraiment insolite comme situation. Nous avons un pays qui a une constitution extrêmement progressiste et en même temps les personnes LGBT y sont persécutées. Je pense que c'est une démarche très positive que non seulement l'homosexualité ne soit pas pénalisée mais aussi qu'il y ait une clause dans la Constitution contre les discriminations. Cela facilite le travail des militants. Certes la situation est quelque peu hypocrite, du fait de cette différence entre ce la théorie et la réalité. Oui c'est vrai, c'est une espèce d'insulte. La situation est injurieuse.

Emmanuel : Une question à l'adresse de Démet Demir. En Turquie il y a des travestis qui sont connus, je prends le cas de Burlen Tersem. Comment expliquer le fait que l'on puisse aimer un tel personnage et discriminer les homos. Est-ce une des contradictions de la société musulmane ? Comment on peut persécuter d'un côté, et aduler de l'autre ?

Démet Demir : Le peuple turc est très hypocrite, il est capable d'acclamer les travestis qui sont sur scène et en même temps de jeter des pierres à ceux qui sont dans la rue. Il y a Burlen Tersem (célèbre transsexuelle) ainsi que Zecim Burren qui vient de disparaître. A chaque apparition publique (presse ou télévision) ils affirmaient ne pas être homosexuels, qu'ils étaient au contraire anti-homosexuels, qu'ils avaient couché avec tant de femmes. Il n'y a pas de réelles solidarités entre les homosexuels, surtout de la part de ceux qui sont connus et qui sont à la tête d'une certaine fortune. Par exemple lorsque Zecim Buren est mort, il a légué toute sa fortune à l'armée …..

Houlia : Jusqu'à présent il n'y a eu aucun artiste en Turquie qui a pu continuer à travailler après avoir déclaré publiquement son identité sexuelle. Le chanteur Tarkan, suite à la publication de certaines photos où on le voit avec son copain a reconnu qu'il était homosexuel, et juste après cette déclaration il a reçu des menaces de la part de députés, genre "on ne t'a jamais demandé ce qui se passe dans ta chambre à coucher, aussi garde ta belle voix et essaie de te suffire avec ça". Pour le reste Démet en a assez dit. Merci.

Habib : Bonsoir, je suis membre de l'*ALCS* (association marocaine de lutte contre le sida). Je voudrais rajouter qu'au Maroc, entre janvier et mars de cette année, près de 80 personnes (à cause de leur orientation sexuelle) ont été prises par des rafles. Le 14 juillet dernier eut lieu une descente de flics dans les lieux de drague de Casablanca, et plus spécialement dans un café. Comme l'a dit Ignacio, la torture ce n'est pas seulement la matraque, c'est aussi le mépris, les injures. Ceci dit j'aimerais savoir comment *Amnesty International* récolte ces données et comment elle en analyse les résultats, et quelle action peut-elle faire dans ces conditions là ?

Raphaël Barka : Nous récoltons les informations principalement au moyen des organisations de défense des droits humains qui sont implantés dans les pays concernés, mais aussi à partir de missions de recherche menées par les membres d'*Amnesty International*. Une des raisons pour laquelle *Amnesty* est respectée, c'est que ses informations sont vérifiées sur place dans les pays concernés. Et une fois que les informations ont été contrôlées, vérifiées, nous commençons à mener des campagnes auprès des autorités.

Ignacio Saïz : Je voudrais simplement ajouter deux petites précisions. Là où il n'y a pas vraiment d'organisation de défense des droits humains, *Amnesty* recueille informations et témoignages auprès des réfugiés, groupes de femmes, journalistes, particuliers et autres personnes. Mais pour répondre au cas spécifique du Maroc, lorsqu'il y a une pénalisation de l'homosexualité, *Amnesty* (par principe) s'oppose totalement à ce type de loi, et mène différentes campagnes pour l'abrogation de ces lois. Cela peut être en s'attaquant directement à la loi, ou en s'intéressant au cas particulier d'une personne qui a été détenue au nom de cette loi. Ce que *Amnesty* peut faire, seulement si les habitants du pays en question n'en auront pas à en souffrir. *Amnesty* monte une campagne uniquement si les défenseurs des droits humains sur le terrain pensent que c'est utile, que c'est une bonne idée.

Anne : Vous avez dit qu'il y avait un représentant israélien d'*Amnesty International*. Personnellement, j'espère ne pas être la seule, je serais très intéressée de savoir comment il travaille là-bas, surtout en ce moment. Est-ce que la question LGBT n'est pas un peu mise de côté en ces temps troublés ? Est-ce qu'il y a une collaboration avec les palestiniens ?

Daniel Weishut : La section israélienne d'*Amnesty International* comporte à peu près 800 membres, et compte une commission Homosexualités et Droit Humain-LGBT. La situation s'est améliorée, mais il y a toujours des problèmes. Surtout parmi les palestiniens et les juifs ultra-hortodoxes chez qui il est quasiment impossible d'être ouvertement LGBT.

Gérald : Déjà je vous remercie pour le travail que vous faite qui est extrêmement positif, et pour votre présence ici qui est une très grande richesse. Mais j'aimerai savoir quelles sont les résistances (à l'intérieur d'*Amnesty)* que vous avez rencontré pour développer ce genre de comité et ces thèmes. Quelles stratégies avez-vous mis en œuvre pour y parvenir, et pour aider d'autres comités à se créer dans différents pays ?

Raphaël Barka : Les membres d'*Amnesty* ne sont ni pires ni meilleurs que les membres de la société qui les entoure. Quand même .... Etre membre d'*Amnesty* et soutenir activement ou défendre des gens dans des pays comme le Venezuela ou l'Equateur ce n'est pas une tâche facile. Ainsi, maintenant que nous menons une campagne contre l'emprisonnement de 52 égyptiens gays, nous recevons beaucoup de critiques de la part des organisations de défense des droits humains en Egypte. Il y a eu de la résistance au sein d'*Amnesty*, mais quand même il y a une volonté pour faire un travail en commun.

Ignacio Saïz : Je voulais juste dire qu'il y 10 ans (en 1991) au Japon, les représentants d'*Amnesty International* se sont réuni en conseil international (c'est l'organisme qui prend les décisions des politiques d'*Amnesty*). Et c'est à cette occasion qu'*Amnesty* a pris la décision d'adopter comme prisonnier de conscience les gens qui étaient détenus et arrêtés en raison de leur orientation sexuelle. Je me rappelle des débats du moment, il y avait des représentants, des directeurs des sections nationales d'*Amnesty* (surtout d'Asie et d'Afrique) qui disaient que l'homosexualité n'est pas un droit mais c'est un tort. N'étant pas *Amnesty Londres* ou *Amnesty Paris* mais *Amnesty International*, il a donc fallu faire un gros travail (interne) d'éducation. Evidemment cela continue, mais je pense que c'est sur le bon chemin.

Sabrine Al'Rassace : Comme mes collègues (je travaille à la section française d'*Amnesty*) je dirais qu'il m'est arrivé d'être confrontée à des résistances. Mais au sein de la commission, à notre niveau nous nous employons à lancer la réflexion, à animer des soirées-débats avec les différents groupes d'*Amnesty* pour justement faire prendre conscience que le droit des minorités sexuelles n'est qu'un droit parmi d'autres. Avant tout et après tout, il s'agit de défendre les droits humains tels que la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme l'a dit. A partir de là, après résistance/pas résistance, je pense que cela devient quelque chose d'un petit peu de relatif. Quand on adhère à *Amnesty,* on y adhère quand même pour son dialogue, pour son discours, pour son combat et pour ce qu'elle représente. Et à partir du moment où *Amnesty* a comme principe la promotion de tous les droits humains et l'action pour les droits civils et politiques, et donc l'action pour les droits d'opinion, je pense qu'on a pas vraiment à se poser la question.

Bernard Scholl : Je voudrais juste rajouter qu'*Amnesty*, organisation qui lutte pour les droits humains, est une organisation généraliste, avec une partie qui s'appelle LGBT. Le fait historique c'est que c'est la première organisation de ce type (ce n'est pas la dernière, dans la salle il y a le représentant de la commission LGBT de la Ligue des droits de l'Homme). Ensuite je voulais préciser que nous sommes en France une commission mais que depuis 1991 (et même avant) commençaient au sein d'*Amnesty* les commissions LGBT, c'est à dire les commissions HDH (Homosexualité et droits humains) dans différents pays. Et on s'est réuni (de façon assez spontanée) juste à la suite de cette décision qui a été prise au Japon. Alors qu'on commençait dans différents pays de constituer des groupes, il y a deux ou trois ans nous avons eu une réunion internationale à Londres. Actuellement au sein d'*Amnesty* les différents groupes HDH des 25 pays communiquent par Internet (d'ailleurs le cas de l'Arabie Saoudite où un cas grave de flagellation a été découvert ici à Paris par une dépêche de presse qui a été remontée à Londres, et Londres en a fait une action mondiale). Ce qui est important c'est d'enrichir le réseau.

Nasser : Bonjour je viens d'Albanie. Je voulais demander pourquoi *Amnesty* semble être parfois assez lente dans ses actions.

Raphaël Barka : Oui, parfois nous sommes un peu trop longs. Mais nous procédons à des améliorations. Nous sommes en train d'examiner tous les moyens à notre disposition pour rendre notre travail plus rapide, plus efficace.

Jean-Michel : Je suis très admiratif de tout ce que vous faites au sein *d'Amnesty International*, mais je suis un peu préoccupé parce que l'on pourrait faire au sein du milieu gay des pays occidentaux. Il y a un certain nombre de gays de nos pays qui vont en touriste au Maroc, en Turquie, en Egypte, et qui apportent de l'argent et une caution à ces dictatures. Cela me parait un peu contradictoire. Peut-être qu'ils ne savent pas comment les homosexuels de ces pays là sont traités, puisqu'ils ne lisent pas les rapports *d'Amnesty International* et que ce n'est pas à la télévision qu'on va leur dire. Peut-être que les militants et les associations françaises ont un rôle dans l'information des gays en général, par exemple en lançant des appels au boycott ou des campagnes de sensibilisation, actions qui seraient donc complémentaires du travail que vous faite.

Ali Dogan : Je fais partie du centre de recherche et d'action pour les droits de l'homme en Méditerranée. En Turquie (ainsi qu'au Maroc et dans la plupart des associations de l'autre côté de la Méditerranée) nous avons des partenaires. A mon avis la meilleure façon de faire, plutôt que de protester, c'est d'être présent avec le réseau associatif et militant local découvrir la réalité de ce pays, et également d'être présent à l'occasion de certaines actions de solidarité. Ceci n'empêche pas de profiter de voyager pour son plaisir. Pour cela il existe des associations. Nous avons l'expérience de tourisme alternatif pour la Palestine, pour Israël et d'autres pays. Tout à l'heure j'ai parlé du procès de Démet, c'est un procès très important et symbolique pour l'avenir des gays, des lesbiennes et des transsexuels en Turquie, en ce sens qu'il s'agit d'un tortionnaire qui se balade en liberté (malgré qu'il ait commis des actes réellement inhumains). Il n'y a pas que Démet qui est en question lors de ce procès, l'ensemble de la cause est en question. Il s'agit de briser un tabou, il s'agit d'accepter une personne tel qu'elle est, il s'agit de faire accepter à une société dure, dans un système de dictature, une réalité humaine. Et si lors de ce procès vous êtes des dizaines d'individus, des associations (vous pouvez très bien avant ou après visiter le pays) vous allez attirer l'attention de l'ensemble des médias. Malheureusement l'approche des pays européens vers le Sud, de l'autre côté de la Méditerranée (Turquie, Maroc .....) dépend surtout des intérêts économiques et militaires. Quand on demande à la France d'agir pour une cause humaine, le gouvernement français réfléchi d'abord à son intérêt économique. Mais vous autres, les citoyens européens, en visitant le pays avec les militants locaux, vous pouvez apportez une aide de plus à ces pays, à nos amis qui sur place sont en difficulté.

Othman : Comme Habib, je suis membre de l'association de lutte contre le sida au Maroc. Et pour aller dans le sens de ce que viens de dire Ali, il me semble que de façon générale les sanctions n'atteignent pas les Etats. C'est davantage les gens eux-mêmes qui souffrent. Les sanctions n'apportent rien, elles aggravent la crise économique. Au final c'est la population, ce sont les gays qui en souffrent.

Sabrine Al'Rassace : En vertu de mon pouvoir discrétionnaire, je clôture donc cette conférence internationale, en vous remerciant d'être venu si nombreux et nombreuses. Juste pour vous rappeler que si vous souhaitez davantage d'informations sur les actions d'*Amnesty International* et sur la commission HDH France, un stand dans le hall est tenu par mes collègues. D'autre part le rapport dont nous avons développé oralement le contenu est disponible (en français, en espagnol, en arabe, en anglais) au prix de 20 Frs. Rappelez-vous que l'homophobie existe partout et qu'il faut tout le temps une vigilance de notre part pour aider les autres à se soutenir et à soutenir leurs actions. Il faut continuer à agir en faveur des droits humains. La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme est la plus belle invention de 20ème siècle.

LE SUICIDE CHEZ LES JEUNES HOMOS

René Paul Leraton : Nous allons ce soir aborder la question du suicide chez les gays et les lesbiennes. Pour ce faire, nous vous proposons en partant d'une expérience française, celle de *Ligne Azur*, de vous présenter le travail qu'a fait Michel Dorais, présent à mes côtés, et qui est venu spécialement du Québec pour les *UEEH*.

Je vais commencer par vous lire un extrait d'un appel reçu sur *Ligne Azur* d'un garçon de 22 ans : "*Je trouve que la vie n'est pas géniale, c'est chiant comme on est regardé. Comme des animaux. On est rangé dans des catégories. On peut se faire injurier sans que personne ne fasse quoi que ce soit. Mon père quand il a été mis au courant m'a foutu dehors. Il a jeté tout ce que j'avais, tout était cassé. Il m'a dit de foutre le camp. C'est mon père, je ne peux rien dire, rien faire. Ma mère me téléphone de temps en temps, elle me demande si je n'ai pas le sida. Je lui demande si je peux la voir, mais elle ne veut pas à cause des voisins. J'ai perdu mon boulot aussi, on me faisait des graffitis, on m'insultait. Ce qui fait le plus mal c'est la famille, une boite on peut en changer mais une famille on ne peut pas. J'ai un petit copain, je suis bien accepté par sa famille*". Je vous lis un autre extrait de l'appel d'une jeune femme de 15 ans : "*Ma mère s'est aperçue que je sortais avec une fille bisexuelle, elle l'a très mal pris, elle m'a dit que je l'a dégoûtait et que dès que j'aurais 18 ans je n'avais qu'à aller faire mes saletés ailleurs*". Troisième extrait, d'un appel d'un garçon de 18 ans : "*Je suis complètement isolé dans un grand ensemble. Je me sens stigmatisé par les jeunes de mon quartier. Mon père est mort, ma mère est compréhensive après une période de refus. Ma sœur est très critique sur mon homosexualité. Je n'ai pas vraiment de modèle positif, j'ai l'impression que tous les pédés sont bodybuildés et fous de techno. J'aimerais tellement vivre une homosexualité cool. A 11 ans on m'a envoyé chez un psy qui m'a dit que j'étais homosexuel et transsexuel, alors j'ai connu plusieurs périodes. J'ai essayé de masculiniser mon apparence, et puis j'ai accentué l'image homo avec des piercings par exemple. J'ai fais 8 tentatives de suicide, mais j'ai réussi à remonter la pente*". Ce que je viens de vous lire n'est pas vraiment très rigolo. Ce dont je vais vous parler pendant une dizaine de minutes n'est pas très agréable, très poilant. Ici on est pas mal à être heureux, à être bien dans notre peau, même si on y pas toujours arrivé tout de suite et très facilement. Ceux qui sont heureux ne nous appellent pas pour nous dire qu'ils sont heureux. Ceux qui nous appellent, sont ceux qui ne vont pas bien.

Ligne Azur est née en 1995, suite à une proposition faite par la Direction Générale de la Santé à *Sida Info Service*. C'était un projet qui partait de différentes études menées à travers le monde, la plus intéressante étant une étude australienne concernant les garçons (parce qu'au départ c'était une ligne réservée aux garçons) qui avaient des rapports avec d'autres sans se dire homosexuels. Ces études montraient que ces garçons étaient particulièrement exposés à des prises de risque VIH. *Ligne Azur* était donc dès le départ une ligne qui se proposait d'offrir une écoute spécifique à ces garçons, en se disant que peut-être une telle écoute leur permettrait de mieux mettre en place des stratégies de prévention. Ainsi nous avons ouvert cette ligne pour une période expérimentale (de décembre 95 jusqu'en mars 96), avec une communication axée sur le sida, avec des messages faisant référence aux prises de risque, au sida. *Ligne Azur* est donc une ligne spécifique de *Sida Info Service,* une ligne d'information, d'écoute, d'orientation, de soutien et de témoignage concernant le VIH. En 10 ans (le genre d'anniversaire que l'on ne souhaiterait pas fêter) *Sida Info Service* a ouvert différentes lignes spécifiques sur des thématiques plus précises afin d'offrir une écoute plus pointue. La première du genre a été *Sida Info Droit* pour tous les problèmes de droits liés aux VIH ou à l'homosexualité. *Ligne Azur* est l'une de ces lignes spécifiques, avec des écoutants salariés, formés, professionnels (et volontaires). Avant les gens appelaient *Sida Info Service* avec une question "sésame ouvre toi", une question bateau sur le VIH croyant que s'ils ne parlaient pas de sida, on allait leur demander ce qu'ils venaient foutre ici. Donc on avait déjà des appels, mais on sentait bien que les gens avaient davantage envie de parler de toutes les difficultés que pouvait leur poser leur identité ou leur orientation sexuelle. Les témoignages que je vous ai lu sont des témoignages que nous avons écrit à partir de notes prises pendant les appels.

Ligne Azur n'est pas une ligne communautaire dans le sens où les écoutants ne répondent pas en tant que gay ou en tant que lesbienne, ils répondent seulement en tant qu'écoutant. Les critères d'écoute sur *Sida Info Service* font que nous sommes une écoute anonyme, confidentielle, que notre politique d'écoute est une politique de non-jugement, de neutralité bienveillante. Notre travail consiste à d'aider les gens, et non de porter un jugement. Notre travail n'est pas de dire que c'est bien ou non, d'encourager ou de décourager (dans un sens comme dans l'autre). Notre travail est d'aider la personne à prendre une décision. Nous sommes souvent les premiers interlocuteurs à qui un garçon, une fille, un homme, une femme va pouvoir parler de sa sexualité et tout ce que cela peut lui poser comme question, comme problème ou comme souffrance. J'ai précisé homme et femme parce que même si la ligne a été dès le début plutôt formatée en direction des jeunes, il est bien évident que nous n'avons pas de critères d'âge quant à ceux qui nous appellent. Nous n'allons pas dire "quel âge avez vous ? Vous êtes trop vieux, allez vous faire voir ailleurs". On écoute tout le monde. Il y a des jeunes gays à 55 ans. Il y a des hommes, des femmes qui ont mis le noir sur leur vie affective et sexuelle pendant des années, et puis tout d'un coup ce n'est plus supportable et ils font un coming-out. Je pense que vous imaginerez vous-mêmes ce que cela veut dire quand on a 50 ans derrière soi de mensonges, de cachotteries, de transformation de sa vie privée.

Donc *Ligne Azur* était confrontée à toute une série de questions sur l'affectif, le désir, sur le fait de savoir si ses fantasmes étaient ou non différents de ceux de la majorité, des interrogations, des doutes sur l'identité, des "qui suis-je ?", des "dites moi ce que je suis", des "j'ai peur, j'ai honte, je me sens coupable", et des "avez-vous l'adresse d'un médecin pour me soigner, je voudrais guérir de mon homosexualité". Pendant des années on a tellement dit (on continue) que c'était une maladie et qu'il était donc possible d'en guérir, que des gens ont complètement intégré cette idée.

Puis en 1996 la ligne a connu une période de doute, car nous étions alors face un Ministre de la Santé, Monsieur Guaimard, qui n'était pas totalement favorable à un projet comme *Ligne Azur*. Je ne surprendrai personne en disant que dès le début on nous a regardé d'un sale œil. Pas tout le monde, il y a (Dieu merci) dans les ministères des gens qui sont ouverts et favorables, mais ce n'est pas la majorité. Mais nous étions toujours sous le coup de remarques assez faux-derches, parce que bien sûr on ne vous dit jamais les choses directement, mais quand on décodait on avait "est-ce que vous n'allez pas faire du prosélytisme ? Est-ce que vous n'allez pas encourager les pratiques déviantes ? Et puis d'ailleurs, quelle est la sexualité des gens qui répondent sur cette ligne ?" Bref au bout de quatre mois nous avons du arrêter. Ce fut extrêmement long à faire redémarrer (nous avons redémarré en juin 1997).

Nous avons donc 4 ans d'existence, et en quatre ans nous avons été sollicités 50 000 fois et nous avons traité 12 300 appels. Sur ces 12 300 fois nous avons réalisé 5 000 entretiens. *Ligne Azur* n'est pas une ligne ouverte 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 comme *Sida Info Service*, mais seulement tous les jours (sauf le dimanche) de 17 heures à 21 heures. Nous sommes une petite équipe, mixte, de neuf personnes à Paris (et de quatre à Montpellier qui répondent une fois par semaine). J'aurais aimé que certains puissent venir avec moi aux *UEEH*, mais hélas pour des questions d'organisation du service cela n'a pas été possible. Mais je tiens toujours à leur rendre hommage, parce que tout ce dont je témoigne c'est du travail des écoutants et des écoutantes de *Ligne Azur* que je peux le tirer. Donc je tiens toujours à tirer mon chapeau à l'équipe dont je m'occupe.

Ce que l'on entend et ce qui fait le lien avec le travail de Michel, c'est que très vite nous avons été confrontés à des questions qui ne concernaient pas le sida (Même si le sida fait toujours parti du paysage. Il s'est installé dans nos vies depuis maintenant 20 ans. Il a pris une autre gueule qui n'est pas plus séduisante que celle d'avant d'ailleurs, mais il est toujours là contrairement à ce que beaucoup voudraient croire ou souhaiteraient très fort) mais plutôt la question du suicide (ce à quoi nous n'étions pas vraiment préparés). C'est à dire que nous avions à faire à toute la gamme des situations pouvant être suicidaires, du gros coup de blues à la tentative de suicide plusieurs fois répétée, avec entre les deux les pensées suicidaires, les tentatives déjà faites, les tentatives approchées de très près. Michel nous en parlera plus en détail, mais au regard de mon expérience il me semble que pour un jeune homo être confronté à une visibilité trop grande est source de problème, de souffrance. Tous les garçons qui ne peuvent pas échapper aux insultes et/ou aux coups parce qu'ils sont trop fragiles, parce qu'ils sont un peu trop féminins ou mauvais en sport, parce qu'ils ne marquent pas une bonne virilité qu'il convient d'avoir, deviennent vite les boucs émissaires, les souffre-douleurs, et s'en prennent plein la gueule (parfois dès l'école). A ce propos je vous lis un témoignage d'un garçon de vingt ans qui écrit : "*Je suis dans un centre de formation et on n'arrête pas de se foutre de moi. J'ai peur de me faire casser la gueule, les formateurs n'interviennent jamais*". C'est le genre de témoignage que nous avons très souvent sur *Ligne Azur*, des jeunes qui sont insultés, maltraités. Il ne s'agit pas vraiment de "cassage de pédé", en fait c'est plus insidieux, ce sont jour après jour des réflexions, des vannes. Très souvent les adultes en sont témoins et souvent ils n'interviennent pas. Je me souviens d'un témoignage d'un garçon qui racontait qu'un jour il a craqué en cours, n'acceptant plus d'être insulté. Il s'est donc révolté. Tout le monde rigolait. Et il disait que ce qui lui avait fait le plus mal c'était que la prof rigolait également. Mais s'il y a cette visibilité qui souvent fait mal, il y aussi une invisibilité à laquelle parfois on est condamné. L'obligation de mentir, tous ces garçons et ces filles qui témoignent d'une double vie, c'est vraiment quelque chose de récurent parmi tous les appels que nous recevons sur *Ligne Azur*. Il y a ce que la personne est réellement et il y a le personnage (qu'elle joue en permanence) qui donne des gages de virilité ou de féminité, jouant ainsi le rôle social que l'on attend d'elle. Il est bien évident qu'au fur et à mesure ce personnage finit par devenir insupportable. Essayez d'imaginer ce que cela veut dire de mentir en permanence à tout le monde.

L'isolement peut également amener à ces situations suicidaires, ce qui peut sembler tout de même très paradoxal. Après tout nous sommes à un moment (et on ne va pas s'en plaindre) où la visibilité des gays et des lesbiennes n'a jamais été aussi importante (on est là pour en témoigner tous et toutes aujourd'hui ici). Il y a un discours sur l'homosexualité qui commence à sortir des conneries habituelles auxquelles on a eu droit pendant des années. Il y a des films, des émissions où les homos ne sont plus des caricatures, comme dans le téléfilm "*Juste une question d'amour*". Le nombre de personnes médico-socio-éducativo-machin auxquelles il m'arrive de parler de *Ligne Azur*, me disent que c'est tellement plus facile aujourd'hui d'être gay, que ce n'est plus un problème. Ils pensent que la prise de parole (au passage, n'oublions pas que cette prise de parole ne s'est pas faite comme ça, gentiment, il a fallut parfois la prendre de force) dans les rues et à la télévision fait qu'il est aujourd'hui bien plus simple d'être homo, que cela ne pose plus du tout de problèmes. Pourtant il y a encore des garçons et des filles qui pensent être les seuls "comme ça", seuls au monde. Une fois un garçon nous a sorti qu'être pédé ça ne se faisait pas dans sa région, qu'il n'y en avait pas d'autres comme ça. On lui a répondu que si, et que peut-être même dans son lycée il y a un garçon qui nous avait téléphoné une heure auparavant pour nous tenir le même discours.

La visibilité ou l'invisibilité, cette double personnalité que l'on est obligé de se créer parce qu'on ne peut pas être soi-même, et cette sensation d'isolement (souvent on nous appelle pour savoir s'il existe une association homo dans les parages. Parfois il y en une, mais quand elle est à 10/20/30 Km, s'y rendre peut sembler au jeunes être au-dessus de ses forces et il retombe dans un isolement), tout cela est la réalité quotidienne de ceux et celles qui nous appellent.

Donc nous nous sommes engagés, alors que nous n'étions pas du tout partis là-dessus, dans la prévention du suicide. Il faut savoir qu'en France la prévention du suicide est une chose extrêmement récente. Pendant longtemps la France a ignoré le nombre de suicide, sauf qu'un jour cela lui a pété à la gueule parce qu'il y avait un nombre considérable de tentatives et de suicides "complétés". En France nous avons une expression un petit peu malheureuse, on parle de suicide "réussi". C'est donc en 1998 que le Ministère de la Santé a commencé à mettre en place un plan de prévention du suicide, à la nuance près qu'il n'y avait pas une seule ligne concernant les gays et les lesbiennes. D'ailleurs aujourd'hui encore c'est une thématique qui est largement ignorée. Je dois tout de même dire que l'Union Nationale de Prévention du Suicide dont fait partie *Ligne Azur* depuis maintenant un an a complètement pris en compte la thématique du suicide des gays et des lesbiennes. L'année prochaine, en février 2002, aura lieu à Paris un congrès international de lutte contre le suicide dont le thème central sera "le suicide et la relation humaine", l'homosexualité y sera abordée à plusieurs reprises.

Ceci dit, nous allons maintenant enchaîner sur le travail de Michel Dorais. Et j'ai la lourde charge de vous le présenter, sans le faire rougir. Il y a quelques années j'ai eu l'occasion de le rencontrer à *Sida Info Service* où il était venu nous rendre visite. J'ai lu plusieurs de ses livres, dont "*Ca arrive aussi aux garçons*" que j'avais trouvé passionnant, livre qui étudiait la thématique de la violence physique et/ou sexuelle dont sont victimes les garçons. Michel expliquait très bien que ce n'est pas parce qu'un garçon aura été abusé par un autre homme qu'il deviendra automatiquement homosexuel (à *Ligne Azur* il nous arrive d'entendre "si je suis comme ça c'est parce qu'un prof de gym m'avait mis la main dans la culotte quand j'étais petit"). Ce qui m'a énormément intéressé dans le travail de Michel c'est qu'il m'a amené des éléments de réflexion, tant dans mon travail de coordinateur de *Ligne Azur* que dans ma réflexion personnelle en tant que gay. Je prends l'exemple d'un extrait de "*Eloge de la diversité sexuelle*" qui résume assez bien notre philosophie de l'écoute à *Ligne Azur*, je cite : "*Quoiqu'en disent les discours intégristes, qu'ils soient de nature politique, religieuse ou scientifique, la diversité n'est pas synonyme de marginalité, de perversité ou d'anormalité. Au contraire c'est pervertir la notion même de l'être humain que de nier le droit à la différence, à l'ambiguïté, à la singularité, bref à ce qui fait de nous un être unique. Célébrer les différences plutôt que de les combattre est l'un des principes même de la démocratie. En matière de sexualité nous commençons à peine à mettre en l'avant ce principe. Quelle que soit son identité de sexe et de genre ou d'érotisme, chaque être humain a droit au respect dans la même mesure ou il respecte lui-même les autres. Il ne serait question d'avaliser les abus de ceux ou celles qui cherchent à imposer leurs désirs ou leur sexualité par des agressions*". L'année dernière, à l'occasion d'un colloque francophone sur la prévention du suicide j'avais eu le plaisir de rencontrer à nouveau Michel Dorais. J'en avais profité pour lui dire combien ce livre m'avait enthousiasmé. Il m'a alors parlé d'une recherche qu'il menait (et qu'il a présentée l'année dernière) sur le suicide des jeunes gays (puisqu'il s'agit d'entretiens menés exclusivement avec des garçons).Travail sorti sous la forme d'un livre "*Mort ou fif".* J'avoue que j'ai été très fier qu'il me demande d'en faire la préface pour la version française. Bref, je lui laisse maintenant le micro afin qu'il vous présente le travail qui a aboutit à ce livre "*Mort ou fif*", ouvrage qui peut nous amener beaucoup d'éléments de réflexions et de combat en ce sens où Michel a conçu ce livre comme un livre outil, pour nous mais et pour toutes les personnes avec qui nous avons parfois besoin de travailler (assistantes sociales, infirmières scolaires, médecins, profs ....). En lisant ce livre, ainsi qu'en voyant le film "*Etre et se vivre homo*" qui sera projeté mercredi pendant le colloque, nombre de ceux qui nous disent que "c'est tellement plus simple aujourd'hui" vont s'en prendre plein la gueule. Sur ce, je laisse la parole à Michel.

Michel Dorais : Alors pour les gens qui ne me connaissent pas je précise que j'ai une double formation. J'ai été travailleur social pendant une douzaine d'années à la protection de la jeunesse. Comme je m'intéressais beaucoup aux jeunes marginalisés, il y a 25 ans, j'ai été un des premiers à m'occuper des jeunes de la rue, des jeunes gays, des jeunes travailleurs du sexe et de ceux qui avaient l'habitude des abus et violences sexuelles. Puis, aujourd'hui je suis passé du métier d'intervenant de terrain à celui de chercheur, puisque je suis maintenant prof dans une université québécoise. Je suis devenu chercheur parce que je restais avec beaucoup de questions sans réponse, et je n'avais personne vers qui me tourner, à qui demander conseil. Il n'y avait pas de *Ligne Azur*. D'autre part j'ai été militant quand j'étais très jeune, à 16/17 ans j'avais fondé une des toutes premières associations gays du Québec.

Alors ce livre "*Mort ou fif*", j'ai vu souvent "mort ou vif". "Fif" est un terme péjoratif qu'utilisaient les jeunes que nous avons interviewés. En québécois, "fif" signifie "pédé". Quand j'ai consulté René Paul, et c'est lui qui m'a convaincu de garder "fif". Je pensais que les français ne comprendront pas, en plus "Mort ou pédé" ça ne sonnait pas bien.

Si en France et en Belgique il n'y a pas beaucoup de recherche là-dessus, actuellement le *CGL Paris* mène une importante étude dont les résultats seront présentés en février. Ce sera vraisemblablement la première enquête quantitative à très grande échelle. L'enquête "Presse gay 200" conduite par Philippe Adam nous donne déjà quelques indications en la matière. Il y a quelques jours, Philippe Adam (avec qui j'ai discuté) m'a confirmé que de cette enquête allait prochainement sortir des éléments de réflexions sur le suicide et les tentatives de suicide. Et enfin il y a une recherche conduite en Belgique mené par Jobdine (sur un échantillon de 200 personnes). De toutes ces recherches il ressort que les jeunes gays sont sept fois plus exposés. Jobdine pour sa part estime que les filles courent plus de risques que les garçons (ce qui est nouveau, parce qu'en Amérique du Nord les garçons semblent plus exposés que les jeunes filles), les garçons c'était trois fois plus et les filles cinq fois plus. En gros, en Amérique du Nord il y a près d'une dizaine d'enquêtes qui ont été menées sur la question des tentatives de suicide. On pourrait faire aussi des recherches sur les suicides complétés, mais j'expliquerai tout à l'heure pourquoi ces recherches s'avèrent être moins concluantes.

Les tentatives de suicide

Les jeunes hommes (de 14 à 25 ans) sont de six à sept fois plus à risque de suicide que les jeunes hommes hétéros, à classe sociale, âge et scolarité comparables. C'est beaucoup. Chiffre qui amène certains chercheurs, dont moi-même, à prétendre qu'en Amérique du Nord il y a plus de décès dans ce groupe d'âge dus au suicide qu'au sida. Evidemment l'homosexualité ne mène pas au suicide. Je tiens, à le dire, à le redire. L'homophobie que vivent les jeunes homos peut mener à la dépression et parfois, hélas, aux tentatives de suicide et aux suicides complétés. Je ne fais aucun lien entre l'homosexualité et le suicide. Alors qu'il y a beaucoup de liens à faire entre l'homophobie et le suicide. Et si le phénomène du suicide fait autant de victimes sinon plus que le sida, il convient d'en parler car c'est un phénomène qui suscite encore beaucoup la controverse et même l'incrédulité. Pour faire subventionner cette recherche j'ai du remonter jusqu'au Ministre de la Santé lui-même, car on me disait "Est-ce qu'il y a suffisamment de jeunes gays au Québec pour pouvoir faire une recherche ? Et s'il y a suffisamment de jeunes gays, est-ce qu'il y en a suffisamment qui ont fait des tentatives de suicide pour en trouver une quarantaine ? ". On savait que c'était le cas puisqu'il y avait déjà eu des recherches (très concluantes) de menées. Cependant notre recherche a été la première de type qualitatif, en ce sens où ce qui nous intéressait c'était, entre autres, d'expliquer pourquoi les jeunes hommes sont six à sept fois plus à risque de suicide que les hétéros, quand les jeunes femmes sont "seulement" deux à quatre fois plus exposées. Cette différence peut s'expliquer par le fait que la révélation de son orientation homosexuelle chez les femmes (d'après différentes études sur le coming-out faites en Amérique du Nord, les garçons se découvrent homos entre dix et vingt ans, et les femmes plutôt entre 20 ans et 30 ans) se fait en moyenne plus tard que pour les garçons, à un moment où la personne connaît des personnes vers qui se tourner afin de demander de l'aide. Aussi notre recherche a porté sur les garçons parce s'il s'avère que ce sont plutôt les jeunes garçons qui se suicident. On ne sait pas trop pourquoi, on ne veut pas savoir pourquoi. Aussi lorsque j'ai demandé l'argent, évidemment on me l'a refusé. Mais le Québec étant sans doute le seul endroit au monde où on peut parler directement au ministre, nous avons eu notre argent et nous avons donc pu mener cette enquête.

Au tout début de ma recherche, une mère (dont le fils s'était suicidé quelques mois auparavant) est venue me voir. Je vous lis un extrait de la lettre laissée par son fils : "*A tous ceux et celles qui m'aiment et à tous ceux et celles qui ne m'aiment pas, écœuré de cette vie de merde. Je suis tellement seul. Tout seul avec mes souffrances. Mais là je préfère encore mourir que de supporter ces souffrances. Jean Philippe. PS. En Passant, j'étais gay et j'aimerais dire à tous ceux qui m'aiment encore que je ne les oublierai jamais*". Une autre dame m'a raconté l'histoire de Nicolas (14 ans) retrouvé pendu un samedi matin chez lui. En interrogeant ses amis on a su que la veille il avait été ridiculisé à l'école, comme cela lui arrivait souvent. Il avait été jeté tout habillé dans la piscine, et tout le monde avait ri un bon coup, y compris le prof. De plus en plus souvent Nicolas était ridiculisé (et même frappé) et personne n'intervenait. Le lendemain matin on l'a retrouvé pendu. Ces deux dames ont refusé de donner leur nom et celui de leur enfant. Elles avaient honte d'avoir eu un fils homosexuel et honte d'avoir un fils qui avait complété son suicide. C'est la raison pour laquelle toutes les études sur les suicides complétés ne parlent presque jamais de suicides complétés pour cause d'homosexualité, comme il n'y a jamais de suicide complété pour abus sexuels. Et bien c'est la même chose pour les jeunes gays. C'est toujours ce jeune garçon qui était si beau, si charmant, qui avait tant d'amis, qui était souvent sportif, qui .... Il est mort d'un "bonheur insoutenable". Mais malgré tout il s'est bien suicidé. Et on ne se suicide pas en raison d'un "bonheur insoutenable".

Les différents profils

Pour différentes raisons je ne voulais pas de militants, je voulais des garçons ordinaires. Aussi nous avons mis beaucoup d'annonces dans les journaux, dans les grands journaux généralistes. On avait publié dans la presse gay une annonce disant "vous êtes gay, vous avez eu des problèmes sans toutefois être allé jusqu'à faire des tentatives de suicide". Au final nous avons interrogé 24 garçons qui se disaient homosexuels, même si beaucoup d'entre eux avaient eu des pratiques bisexuelles. Huit d'entre eux étaient hétérosexuels, puisque je souhaitais comparer les vécus des uns (homos) avec celui des autres (hétéros). Et enfin huit garçons homosexuels. Parce que nous voulions également comprendre les facteurs de résilience, comprendre pourquoi certains jeunes gays qui vivent la même chose que tous les autres ne se suicident pas. Et après étude nous avons trouvé qu'il existait deux profils distincts.

Le précoce : C'est à dire le jeune garçon qui à 5/7 ans va se faire traiter de pédé. On le dit féminin, efféminé (terme que je n'aime car "efféminé" vous dira le dictionnaire Robert est un terme péjoratif), moins masculin, moins performant dans le sport (au Québec avoir un bon français ou avoir des bonnes notes, c'est efféminé). Donc le précoce connaît de graves problèmes à l'école où il est souvent brimé, racketté. Si vous êtes battu à l'école parce que vous êtes d'une ethnie ou d'une race différente, généralement les adultes interviendront, mais si vous êtes battu parce que vous êtes pédé, personne n'interviendra. Récemment j'ai donné une conférence devant 4000 chefs syndicaux de l'éducation et j'ai demandé si dans la salle si des professeurs avaient été témoins du fait que l'un de ses élèves avait été maltraité par ses camarades de classe parce qu'il était homosexuel. Presque 100% de la salle à levé la main. Puis j'ai demandé s'ils étaient intervenu. Seulement 2 mains se sont levées. Pourquoi ? Est-ce que cela fait moins mal quand on se fait frapper parce qu'on est pédé que lorsqu'on est juif, musulman ou jaune ? Non, ça fait peut-être encore plus mal de savoir que même les adultes qui ont le pouvoir d'intervenir ne le font pas. Car cela signifie qu'ils sont en accord avec cette violence, cela signifie que cette violence est légitime. si la violence des autres est légitime, la violence que l'on à exercer contre soi, par haine de soi (prise de risque, drogue, alcool) est légitime. L'homosexualité ne mène pas à la toxicomanie, mais la pression sociale fait que certains jeunes veulent fuir.

Le tardif : C'est généralement un jeune assez costaud. C'est celui qui s'il ne dit pas qu'il est gay personne ne le saura. Il vit avec la peur d'être découvert (il va jusqu'à tenir lui-même des propos homophobes afin de montrer qu'il n'est pas homosexuel), craignant de vivre lui-même ce que le pédé de service vit au quotidien, d'être rejeté comme ceux qui sont visibles. Le gay efféminé joue un rôle social, il est un bouc émissaire facile. D'ailleurs toutes les études sur le suicide montrent que plus les jeunes découvrent tôt leur homosexualité et plus ils sont à risque, car plus isolés (ne pouvant pas être solidarisés dans les bars ou les associations à 12 ans). Et plus il est féminin, plus il est perçu comme correspondant aux stéréotypes gays et plus il est inquiété. Mais cela n'empêche pas le tardif d'être intérieurement inquiet d'être découvert. Le tardif souffre moins de rejet réel que d'angoisse. Les choses que l'on croit réelles ont des conséquences réelles. Ni Nicolas ni Jean-Philippe ne s'étaient confié à leurs parents. Les deux mères que j'ai rencontrées m'ont dit "si j'avais su que mon fils était gay, je l'aurais supporté, je l'aurais aidé". Mais les deux garçons ne le sauront jamais, ils n'ont pas voulu prendre ce risque.

Et au-delà de ces deux catégories distinctes, nous avons défini quatre sous-catégories. A savoir :

Le pédé de service : C'est souvent le précoce. Ce garçon là est devenu mon héros, parce que même si on dit qu'il est féminin, qu'il n'est pas très masculin, il y a peu d'hommes qui supporteraient ce que ces garçons supportent toute leur vie. Très peu de machos auraient un tel courage.

Le parfait garçon : C'est celui qui craint tellement d'être rejeté qu'il va s'employer à être parfait. Il est le premier de sa classe, toujours prêt à rendre service. C'est celui qui veut se donner à la société (en étant travailleur social, bénévole, organisateur de colloque) pour que la société lui pardonne le fait d'être gay.

Le caméléon : C'est souvent le tardif, celui qui joue très bien le jeu. Celui qui sans être bisexuel, va avoir des petites amies. C'est celui qui va faire tout son possible pour retarder le plus longtemps possible l'annonce de son homosexualité. Vous remarquerez que je ne parle jamais d'aveu, on déclare, on révèle, on infirme son orientation, on avoue un pêché ou une faute, sûrement pas son homosexualité. Mais certaines personnes le vivent comme un aveu parce qu'elles ont l'impression de le vivre comme une faute.

Le rebelle : C'est celui qui est le plus résistant au suicide parce qu'il n'accepte pas cette homophobie, il n'accepte pas d'être rejeté. Cela deviendra vraisemblablement un militant.

L'école, lieu de souffrance

Quand on a demandé aux jeunes quels étaient les lieux où ils avaient eu le plus de difficultés, l'école est ressortie loin devant. Cette école qui est sans doute le lieu privilégié de socialisation, où on apprend à vivre avec soi et avec les autres, est souvent homophobe. Par omission. En ne voulant pas en parler, en ne souhaitant pas en parler, en faisant en sorte que même lorsque les rares fois où on parle de sexualité, l'homosexualité est associée au sida, aux abus sexuels et à la pédophilie, mais jamais présentée de façon positive (j'ai rencontré des profs, y compris des profs gays qui me disaient que s'ils disaient que c'est une possibilité parmi d'autres, ils auraient l'impression de risquer leur emploi). Cette omission montre que l'homosexualité n'est pas un sujet, une possibilité, quelque chose de légitime. Vous pouvez aller jusqu'à faire un doctorat et ne jamais entendre parler d'homosexualité. J'ai étudié les sciences sociales, on m'a parlé de tous les phénomènes sociaux sauf de l'homosexualité. Et quand moi j'ai commencé à enseigner, le directeur m'a convoqué pour me dire qu'il y avait eu une plainte à mon sujet, soi-disant que je faisais du harcèlement sexuel dans ma classe. En fait je parlais positivement d'homosexualité, ce qui était perçu comme du prosélytisme. C'était à l'université du Québec, où j'avais un cours "Problèmes sociaux au Québec" au cours duquel je prenais quelques instants pour dire que parfois, les gays et les lesbiennes ont des problèmes, qu'ils sont discriminés. On m'a alors demandé de retirer ce sujet de mon cours, car "l'homosexualité n'est pas un problème social au Québec, et en parler c'est de la provocation ou du prosélytisme, ce qui n'est pas acceptable". Evidemment j'ai quitté ce cours et l'Université. Alors vous imaginez bien que si on intervient à l'université pour empêcher un prof de parler d'homosexualité, il est tout à fait possible que cela se passe au primaire.

La famille

Si, par exemple, vous êtes de couleur vous avez forcément dans votre famille quelqu'un qui est de la même couleur que vous, pareil si vous êtes de telle ou telle religion. Mais si êtes gay, ce n'est pas évident. En vieillissant j'ai découvert que j'avais beaucoup d'oncles, de tantes, de cousins gays ou bisexuels. Mais quand on est jeune on ne le sait pas, on te raconte que ta grand-tante habite avec une amie, qu'elles sont très proches (ça fait quand même 60 ans qu'elles habitent ensemble). Un de mes oncles est décédé il y a peu, et avant de mourir, sachant que je travaillais sur ce livre il m'a dit qu'il avait toujours été homosexuel en fait, mais que finalement il avait décidé de se marier car à son époque (il y a 60 ans) ce n'était pas possible de faire autrement. Et quand vous êtes le premier ou la première à déclarer publiquement votre homosexualité, cela est vu comme quelque chose de complètement inouï bien qu'il soit certain que vous n'êtes pas le seul. Mais depuis des générations, c'est caché, c'est tabou. Parfois quand les gens décèdent (c'est l'occasion) vous ferez l'histoire de votre famille, vous découvrez que ce vécu est partagé par d'autres bien avant vous. Cependant aujourd'hui l'homosexualité commence à être évoquée au sein des familles, le PACS étant passé par là. Pour ma part j'ai élevé 3 enfants dont un que j'ai adopté. Mais il s'agit de phénomènes différents et relativement nouveaux par rapport à tout ce qu'ont vécu les gens qui nous ont précédé.

La question de la représentation sociale de l'homosexualité

Il y a aussi évidemment la question de la représentation, de toutes les représentations sociales de l'homosexualité. Notamment dans les médias, à la télévision, à la radio. Jusqu'à peu (un ou deux ans) lorsqu'on parlait d'homosexualité, c'était toujours de façon comique ou injurieuse. Avant, l'homosexualité était systématiquement présentée comme quelque choses de ridicule, à l'instar de "La cage aux folles". Ce n'est pas un mauvais film, il y a des bons côtés, mais c'est de la caricature (cependant cette dernière a longtemps été utile parce que les seuls gays visibles étaient ceux des caricatures). Et puis il y a l'injure. Chez nous il y a une émission "Vivre en Forme" qui a déclenché tout un débat autour de la télévision. C'est une sorte de jeu, assez populaire, où les candidats répondent à différentes questions, et une fois l'un des candidats en répondant à une des questions a dit "si moi je veux faire mon coming-out, je le ferai". Et suite à cela, avec notre concours cette personne a décidé de faire un message télévisuel : "*J'ai 56 ans, je m'appelle Daniel Pilar. Je ne croyais jamais faire mon coming-out à la télé comme ça, mais on me dit que le suicide chez les jeunes gays est un phénomène épidémique je tiens à dire que c'est possible à vivre, on peut vivre heureux. Contrairement à ce que l'on pense, plus on vieillit et mieux c'est.*" Cela passe maintenant tous les soirs et sur toutes les chaînes, dans toutes les émissions vues par les jeunes.

Conclusion

Ce message télévisé fut la première action publique organisée par nos soins en conclusion de notre enquête. La deuxième a été un dépliant envoyé à tous les jeunes de 6 à 16 ans encore à l'école. Ca s'appelle "*Permettez-moi d'être heureux*" où deux jeunes (Yannick et Sylvie) témoignent. On espère que les directeurs d'école les ont bien reçus et ne les ont pas jeté. On vérifiera à la rentrée. Cela a été envoyé fin mai/début juin, et financé par le gouvernement du Québec (par le ministère de la Solidarité). C'est très important à dire parce que cette enquête a déclenché, je dois dire, une vague de sympathie pour les gays. J'ai donné plus ou moins 110 interviews à la télévision et à la radio, y compris à des journalistes connus pour être homophobes. Mais on a beau être homophobe, personne ne va jusqu'à dire que c'est bien que les gays et les lesbiennes se suicident. Même les pires homophobes sont d'accord pour qu'on parle des jeunes gays et afin d'empêcher ces suicides. Donc nous avons conçu ce dépliant que le gouvernement du Québec et les associations gays ont conjointement parrainé. Suite à cela, et en réponse à diverses pressions et autres conférences données ici et là, le syndicat national des professeurs a développé un groupe de travail, et a fait de la lutte contre l'homophobie une de ses priorités pour cette année. Il y a aussi le ministère de l'Education qui va faire des choses, mais je ne sais pas trop quoi. Des fonds commencent à être débloqués, dans toutes les régions du Québec, afin d'aider les jeunes à s'organiser (quand je parle de jeunes, je parle d'adolescents) pour sortir de l'isolement. Il est important que les jeunes aient leurs associations, comme les adultes en ont depuis 20 et 30 ans. Voilà pour les retombées. En France, Erik Verdier se propose de développer ce genre de chose par une analyse des besoins des intervenants, et aussi par un programme de formation pour la prévention du suicide, formation qui s'adressera aux écoutant comme au enseignants. Voilà, il nous reste près de 45 minutes pour échanger ensemble. La parole est à vous.

X : Déjà je voudrais vous remercier pour l'excellence de cet exposé qui traitait de beaucoup de problèmes. Cependant il y a un point que j'aimerais que vous éclairiez, en France le suicide a longtemps été assimilé à une mutilation et par conséquent réprimé. Ce qui faisait que dans certains milieux, et je pense notamment à l'armée, quelqu'un qui, étant victime de brimades, faisait une tentative de suicide était mis aux arrêts. De leurs côtés, souvent les parents non seulement niaient l'homosexualité mais allaient jusqu'à nier la tentative de suicide. Tout cela fait que des réponses n'étaient pas données. Je voudrais aussi savoir si la situation au Québec, sur ce point, était différente.

Michel Dorais : Non, c'était la même chose.

René Paul Leraton : Je suis très mauvais au niveau chiffre, ceci dit c'est quelque chose comme plusieurs dizaines de milliers de suicide chaque année en France. Comme je l'ai dit tout à l'heure, c'est en 1998 à la suite de la pression de certaines associations qu'on a mis en place un plan de prévention du suicide. Petit à petit cela se met en place (les choses sont toujours assez difficiles à mettre en place en France). De toute façon on sait que les chiffres sont sous-évalués. Il y a des tentatives de suicides qui ne sont pas répertoriées, les chiffres que nous avons sont uniquement ceux des gens qui sont passé dans un service d'urgence par exemple. On sait très bien qu'il y a beaucoup de gens qui, après une tentative de suicide, n'auront pas d'entretien avec un psy, on les a sauvé, ils sortent de l'hosto, ils s'en vont. En ce qui concerne l'histoire de l'homosexualité comme je l'ai dit dans le plan de prévention, il n'y a absolument rien dessus. Un garçon ou une fille qui dira que sa tentative de suicide était liée à un chagrin d'amour, on ne précisera pas quel chagrin d'amour c'était. Nous ne saurons pas si c'est un chagrin d'amour parce qu'il est amoureux d'un copain ou qu'elle est amoureuse d'une copine. Il faut dire qu'en France nous sommes au début de tout cela, 1998 ce n'est pas très loin. Mais il y a aussi, d'une certaine façon, le poids de la tradition religieuse. Aux yeux de l'Eglise, de la tradition catholique, le suicide était (et dans une certaine mesure continue à être) quelque chose d'extrêmement mal vu, quelque chose de tabou. C'était quelque chose que l'on cachait. D'autre part, il y a le fait (et c'est un élément qui est loin d'être négligeable) que nous étions jusqu'à présent dans une position que personnellement je trouve particulièrement faux-cul, du "c'est un problème tellement douloureux pour les familles, laissons les familles gérer cette douleur, et ne faisons rien".

Michel Dorais : Il y a aussi que l'homophobie se retrouve également chez les gens qui s'occupent du suicide. Au Québec on a eu le même problème. Au moment de la réalisation de la campagne de prévention du suicide chez les jeunes, des personnes qui avaient écrit des choses sur cette question m'ont consulté durant des heures et des heures, pour finalement ne faire aucune mention du suicide chez les jeunes homos. On dit que les jeunes gays se suicident par dépression, mais pourquoi ? Sans doute à cause de mauvais résultats (c'est ma blague). On tente de se suicider parce qu'on est malheureux. Mais pourquoi on est malheureux ? Pourquoi on abuse des drogues ? On ne veut pas le savoir. Beaucoup de "suicidologues" ne veulent pas savoir. Mon étude a eu un grand impact public, et tant mieux. Mais je peux dire que chez certains psychologues, psychiatres ou "suicidologues", il y a encore énormément de résistance. Chez les gens qui se sont longtemps occupé du suicide, il y a une certaine homophobie plus ou moins latente. Il y a chez eux une grande résistance à parler d'homosexualité. On a dit que cette étude repose sur un petit échantillon, que Michel Dorais est un chercheur un peu trop militant, que ça ne se fait pas. Si, la recherche engagée ça se fait. Toute recherche, de toute façon est engagée. Si je ne croyais pas que la recherche puisse (et doive) servir socialement à aider les gens, je n'en ferai pas. Il y a des gens qui ont le culot de dire que la recherche doit être et rester neutre. La recherche n'est jamais neutre.

X : Tu as indiqué que tu as travaillé sur les facteurs de résilience, c'est à dire sur le fait que certains jeunes résistent mieux à un contexte de vie difficile. Tu peux nous en dire plus ?

Michel Dorais : Il y a deux types de résiliant. Il y a ceux qui curieusement avant de découvrir leur orientation homosexuelle ont vécu d'autres problèmes (parents qui se séparent, problèmes de santé…..) et ont réussi à les résoudre. Et une fois qu'ils sont passé à travers des choses très difficiles, ils en sortent en quelque sorte renforcés. Boris Cyrulnik a écrit de très beaux livres là-dessus ("*Les vilains petits canards*" et "*Merveilleux Madame*"). Il y a aussi que les jeunes que j'appelle les rebelles qui n'acceptent pas l'homophobie, qui même s'ils sont seuls dans leur famille ou leur village, vont se dire qu'il n'y a aucun mal à être homosexuels. J'ai rencontré des jeunes qui avait été mis à la porte de l'école ou de chez eux et de fait avaient du survivre dans la rue, et je les ai tous ressenti comme forts, résistants. On demande souvent aux jeunes d'êtres plus forts qu'il ne le sont. Et beaucoup le deviennent car il leur faut combattre bien des préjugés. Cela peut rendre plus fort, cela peut renforcer. Le paradoxe c'est que, je ne voudrais pas dire que c'est le bon côté de l'homophobie, mais c'est que certains jeunes vont développer une grande force de caractère. Parmi les résiliants que j'ai rencontré, beaucoup étaient des jeunes militants (à 16/19 ans). C'est pour cela qu'au Québec on essaie avec le ministère de la santé, les services sociaux et de la solidarité d'encourager les jeunes et le subventionnement des groupes de jeunes. Et de très jeunes, dès 14 ans, parce que chez nous la majorité n'est pas à 14 ans mais les gens à cet âge savent ce qu'ils veulent faire de leur vie. Même si la majorité officielle est à 18 ans (par exemple pour le droit de vote), dans les faits la majorité sexuelle est à 14 ans. On peut alors sans problème encourager de tels groupes.

Jean-Daniel : Une réaction par rapport à ce que vient de dire Michel Dorais, je suis un peu sceptique sur les chiffres que vous venez de donner. Un écart de 6 à 7, cela ne me parait pas être une aberration, mais il y a tellement de jeunes qui jouent avec la mort, au volant, avec la drogue ou alors par compétition .....

Michel Dorais : Vous avez tout à fait raison, et je vais vous dire pourquoi. Comme vous, j'étais sceptique, mais je me suis appuyé sur d'autres types d'études (sur lesquelles on se base en Amérique du Nord), des études avec le suicide comme thème, ainsi que des études de prise de risque où on inclut effectivement les risques qui sont suicidaires.

Jean-Daniel : Les jeunes se suicident effectivement, il y a aussi des jeunes qui ont des comportements dangereux sans trop savoir pourquoi, pour se prouver quelque chose, pour interpeller les autres. Alors après effectivement les courbes que vous avez dressées me paraissent assez vraies.

René Paul Leraton : Si je peux me permettre, dans les prises de risques il ne faut pas non plus écarter les prises de risques VIH. Il ne faut pas les écarter des conduites suicidaires.

Michel Dorais : Certaines études ont élargi beaucoup ce champ, mais vous avez raison de dire qu'il est très difficile de quantifier ce type de prise de risque.

Claudine Ouellet: Je fais partie de la *Convention Gay et Lesbienne* du Québec (organisme de défense des droits des homosexuels). En complément d'information sur cette question de la décriminilisation de la tentative du suicide, c'est quelque chose qui a eut lieu au début des années 70 (la tentative du suicide a alors été complètement enlevée du code criminel du Québec). A la suite à la décriminilisation de l'homosexualité en 68.

Fabrice : Ce n'est pas vraiment une question, plutôt une réflexion, quant à la difficulté d'atteindre les jeunes, ceux qui se révèlent homosexuels. Comment peut-on faire ? Et à partir de quel âge ? Est-ce qu'une brochure peut suffire ? Lorsque j'étais jeune adolescent, alors que je ne savais même pas moi-même à 13 ou 14 ans exactement quelle était mon orientation il n'était pas évident que je reçoive de la part d'un professeur ou de qui que ce soit une brochure parlant de l'homosexualité. Toute la question est de savoir comment atteindre l'énorme proportion de la jeunesse qui aujourd'hui est extérieur à une certaine visibilité homosexuelle.

Michel Dorais : Tous les moyens sont bons. Par exemple la télévision avec des émissions destinées aux jeunes (de préférence conçues et/ou animées par eux-mêmes). Les jeunes doivent être visibles. Ils regardent les feuilletons et voir apparaître des personnages de jeunes gays (comme c'est le cas de plus en plus) cela peut leur être utile. Les jeunes sont prêts à entendre parler d'homosexualité, aussitôt qu'ils entendent des injures contre l'homosexualité (dès l'entrée en classe et parfois même dès la maternelle). Entendre parler d'homosexualité évidemment ne rend pas homosexuel, mais rend plus tolérant face à soi et face aux autres. C'est pourquoi il faut en parler très tôt. Quand on a développé notre petit fascicule "*Permettez-moi d'être heureux*", on nous a demandé pour quel âge il était destiné. Il n'y a pas d'âge, parce que des jeunes nous disent qu'à 6/7 ans ils se sentaient déjà opprimés, rejetés et différents. Il faut que les jeunes qui se sentent différents sachent qu'ils ne le sont pas tant que ça, et que s'ils sont différents il y en a beaucoup d'autres qui sont différents comme eux, il faut qu'ils sachent qu'il est possible d'être heureux, qu'ils ont le droit d'être heureux. D'où le titre retenu "*Permettez-moi d'être heureux*". La culture (livre, BD, cinéma …..) dans son ensemble se doit de refléter ce vécu.

Fabrice : Tout à fait d'accord, mais quand on est jeune, comment regarde-t-on la télévision ? Toujours à travers un adulte qui n'a pas forcément envie de parler d'homosexualité. Quand j'étais jeune, tout n'était pas aussi développé qu'aujourd'hui (beaucoup de gens de mon âge ont été confrontés à la même histoire) mais on avait malgré tout accès à certaines brochures, à certaines littératures, à certains films qui montraient l'homosexualité. Même si c'était la cage aux folles, même si c'était moindre que maintenant, il y avait malgré tout une certaine visibilité homosexuelle qui forcément ne nous concernait pas autant que cela aurait du être. Tout simplement parce qu'on regardait la télé dans le cadre familial qui ne voulait pas en parler et parce qu'on était dans une classe entouré de petits connards hétéros qui se marraient et n'en avaient rien à foutre.

René Paul Leraton : A l'occasion de la tenue d'un stand *Sida Info Service,* par exemple au salon de l'étudiant, nous mettons à disposition des cartes de tous les services de *Sida Info Service*, entre autre de *Ligne Azur*. Souvent nous avons des jeunes qui par curiosité les prennent, tout en demandant de quoi il est question, et une fois que nous leur avons expliqué la chose, toute cette documentation leur brûle les doigts. Mais tu discutes avec eux, et très souvent j'en ai vu qui très discrètement prenait la carte et se la foutait dans la poche. S'il y a des affiches ou des dépliants qui parlent de ça, qui en parlent d'une manière positive, il est possible de travailler. Ainsi nous sommes en train de travailler sur une brochure (financée par le Ministère de la Jeunesse et des Sports) pour montrer que ça existe, et que c'est une possibilité. C'est le discours que l'on tient sur *Ligne Azur*, celui de dire que bien sûr ce ne sera peut-être pas facile mais que c'est possible, que c'est un choix. Qu'être homo ce n'est pas être taré ou anormal. Il faut montrer que c'est une possibilité, il faut également indiquer des lieux, (associatif ou autres), des numéros de téléphone ou quoi que se soit. Tout à l'heure, à propos du téléphone je n'ai pas précisé parce que nous sommes souvent les premiers à entendre un mal-être, sachant qu'on ne peut pas passer sa vie au téléphone (et qu'au bout d'un moment on a fait le tour de ce que l'on peut faire avec eux), que nous téléphoner est surtout un passage. C'est pourquoi nous avons besoin en aval d'un monde associatif gay et lesbien solide qui puisse accueillir et recevoir, qui puisse aider ce jeune dans son parcours qu'il aura peut-être commencé avec nous.

Michel Dorais : Deux petits témoignages. Un jeune m'a dit qu'il avait parfois pensé au suicide, mais un jour l'infirmière a déclaré en classe que c'était une possibilité parmi d'autres, et cette seule fois où il a entendu parler d'homosexualité à l'école lui a fait le plus grand bien. Un autre m'a raconté qu'un jour un professeur dont tout le monde se moquait (on le disait gay) avait déclaré que oui, effectivement il était homo et que maintenant tout le monde le savait (le directeur de l'école, les collègues le savaient déjà) s'il y avait un problème ce n'est pas lui qui avait ce problème. Ce prof fut l'idole de ce jeune, car si à l'époque ce prof avait pu faire cela, et bien lui aussi pouvait avoir ce courage. Parfois ce sont de petites interventions, de toutes petites choses faites par un adulte qui est crédible, par quelqu'un que l'enfant va aimer ou respecter qui font avancer les choses. C'est pour cela que je dis que tous les moyens sont bons. Je crois qu'il faut faire rentrer l'homosexualité dans la culture. Non pas qu'elle n'y est pas, mais qu'elle n'y est pas autant qu'il y a d'homosexuels dans la population totale. Depuis longtemps, trop longtemps c'est caché, tabou. Les jeunes doivent avoir une vision de la société qui reflète les diversités. Parfois des gens se plaignent qu'à une *Gay Pride* il y a des gens efféminés. Non, c'est leur droit d'être efféminés, comme d'être en cuir. L'important pour les jeunes c'est de voir la diversité. Mon fils qui n'est pas homo du tout (il est plutôt hétéro très pratiquant) assiste tout de même à la marche de fierté gay car il lui semble important de respecter tout le monde, toutes les sexualités. Ce dépliant ne servira donc pas aux jeunes gays, il servira aussi aux jeunes hétéros qui vont peut-être arrêter de faire des blagues de mauvais goût. Tous les jeunes, pas seulement les jeunes gays doivent être mieux formés sur l'homosexualité (et sur la bisexualité). Parce que cela concerne tous ceux et celles qui ont des frères, des sœurs, des copains, des parents, des oncles, des tantes, des grands-parents qui sont homosexuels. J'ai commencé ma carrière comme travailleur social scolaire (il y a 25 ans) et je ne me souviens pas d'avoir eu une classe où il n'y avait pas au moins un enfant qui avait deux parents de même sexe. C'était vrai il y a 25 ans, ce n'en est pas moins vrai aujourd'hui. Dans les écoles il y a des enfants, il y a des parents, des enseignants aussi qui sont homos. D'où notre idée d'aller dans les écoles.

Il faut que tous les moyens qui peuvent permettre de joindre les jeunes soient mis à contribution. J'ajouterai dernière chose, le stigmate, l'association pédophilie/homosexualité fait que les gays plus âgés ne veulent pas s'occuper de leurs cadets. Il y a très peu de transition intergénérationnelle à cause de ce mythe de la pédophilie. Pourtant, il y a beaucoup plus d'hétéros, proportionnellement parlant, qui commettent des abus sexuels. D'ailleurs chez les lesbiennes l'abus sexuel n'existe pas, dans toute l'histoire du Canada vous ne trouvez pas le moindre cas d'abus sexuel commis par une lesbienne. Si on veut vraiment protéger les enfants des pédophiles, confions tous les enfants aux lesbiennes.

René Paul Leraton : Michel va être nommé la lesbienne d'honneur des *UEEH* ..... Une petite anecdote par rapport à la visibilité. J'ai été prof pendant 30 ans, et il y a quelques mois je vais dans un bar à Paris (dans le Marais) où j'y croise un de mes anciens élèves. Il était, selon moi, le parfait petit hétéro de base. Ma première réaction fut de me dire que cela ne m'étonnait pas de lui, après tout c'est tellement tendance d'avoir des amis gays, que c'était le bon petit hétéro qui se la jouait. Et j'avais tout faux. Il est venu vers moi et j'ai alors très vite compris en discutant avec lui qu'il n'était pas du tout hétérosexuel (d'ailleurs il m'a présenté son petit copain). C'était vraiment le parfait caméléon. Pour ma part j'étais tout à fait visible, j'étais même le même genre à dire "je suis pédé, ça vous plaît pas, et alors ? ". Et il m'a dit quelque chose qui m'a énormément touché, des fois on ne se rend pas compte de ce qu'on peux amener, il m'a sorti qu'il m'était difficile d'imaginer combien cela avait été important pour lui de m'avoir eu comme prof. Comme j'avais l'air d'être tellement tranquille, tellement à l'aise par rapport à ça, jamais personne ne serait venu me chercher des poux dans la tonsure, aussi d'une certaine manière j'étais pour lui un exemple, un modèle. Cependant, même si à ce cette époque il savait très bien où allaient ses préférences, il ne pouvait venir m'en parler car il pensait qu'alors on lui collerait une étiquette (genre il parle au prof qui est pédé, il est donc pédé). Ce qui était complètement con en ce sens qu'il y avait plein de mecs qui venaient me parler à la fin des cours, j'étais quelqu'un qui discutait facilement avec les élèves, et on ne les taxait pas de pédé. Mais il avait tellement peur d'être identifié pédé qu'il ne venait pas me voir. Dans le genre, c'était vraiment un cas d'école. On ne se rend pas toujours compte de l'importance d'être soi-même visible, combien le fait d'être visible peut aider.

Daniel Welzer-Lang : Deux remarques. Il y a cinq ans Anne-Marie Choquet directrice de recherches de l'INSERM, au cours d'un colloque (auquel j'assistais) parle d'une enquête sur le suicide, annonce que 30 à 40% des suicides sont de causes inconnues. Je lui propose l'homosexualité et/ou la bisexualité comme cause. Très bien, me répond-elle, nous allons l'intégrer à notre recherche. Cinq ans après, quand je regarde les résultats d'une nouvelle enquête, cela n'apparaît pas. Par rapport au travail d'Erik, j'appelle le directeur national de la Santé Publique, au ministère de la Santé, je lui demande pourquoi l'homophobie n'est pas liée au suicide, ce à quoi il me répond "monsieur vous n'y pensez pas, si c'était vrai nos pédopsychiatres en auraient parlé". Quand on parle de pédopsychiatre, on parle d'un ordre médical et pas d'existences individuelles. La deuxième remarque porte sur la visibilité des bisexuels. Quand tu annonces ta bisexualité, tu auras peu de bi qui vont répondre puisque eux aussi sont invisibles. Dans l'enquête qu'on est en train de mener sur la bisexualité, nous avons plusieurs témoignages de bis qui sont dans la même problématique de tentative de suicide que les jeunes homos.

Michel Dorais : C'est une recherche dont je n'ai pas parlé parce que le sous-échantillon bisexuel est trop petit. Mais la question des tentatives de suicide pour les bis a été posée, et une recherche au Québec montre que les jeunes bisexuels sont plus à risque que les jeunes gays. Mais c'est une toute petite recherche, on ne peut pas généraliser à partir de ça. Mais cela tendrait à te donner raison. Il y a très peu de gens qui se disent bisexuels, mais chez tous ceux qui se déclaraient bisexuels le taux de tentative de suicide était effarant.

Aurélien : Michel, si on veut convaincre les pouvoirs publics sur ce sujet, il faut des chiffres. Comment est-ce qu'on peut avancer les chiffres que tu nous as proposé ? Comment concrètement tu calcules ces statistiques ? Pourquoi à leurs yeux cela aura plus de valeur que les statistiques qui peuvent se lire ici ou là ?

Michel Dorais : Avec les pouvoirs publics le seul rapport à avoir est un rapport de pouvoir. Les chiffres ne conviendront pas s'ils ne veulent pas les entendre, s'ils ne veulent pas répondre. Au Québec à propos du travail de Pierre Tremblay (qui a interviewé 450 personnes) des gens disent que c'est un canadien, un francophone, que ce sont des garçons, que son échantillon n'est pas assez très large. On trouve toujours des raisons pour ne pas entendre. Dans l'état du Minnesota une enquête fut conduite auprès de 36 000 personnes, certains ont dit que le Minnesota n'est pas représentatif des Etats-Unis. Mais quand toutes les recherches vont dans le même sens, il me semble que la tendance est lourde. Les chiffres seuls ne suffisent pas, il faut aussi des rapports de pouvoir. Les associations gays, les groupes de pression doivent eux aussi travailler, militer. Il faut demander, exiger. Après tout nous sommes des citoyens, nous payons des taxes, nous avons les mêmes droits que les autres. Il faut travailler pour nos enfants, par forcément, pas seulement biologiques, mais aussi "spirituels", c'est à dire tous les jeunes gays. Je considère que tous les jeunes gays sont mes enfants. Quand j'étais travailleur social et que je m'occupais des jeunes gays, j'en voyais plein la rue qui étaient mis à la porte, par leurs parents.

Il faut exercer des pressions, on en fera jamais trop. En 1973, quand l'homosexualité a été enlevée de la liste des maladies mentales par l'association des psychiatres américains, les gays avaient investi la salle et affirmé que cette assemblée ne se terminerait pas tant que les médecins présents n'amenderaient pas cette chose odieuse qui dit qu'un gay est un malade mental. Et après des journées houleuses de débat, il y a eu un vote (assez serré d'ailleurs). C'est la seule fois où un malade a cessé de l'être suite à un vote. Cela montre bien que c'est toujours une question de rapport de pouvoir. Les gays, les lesbiennes, les bisexuels sont minoritaires, certes mais il existe des connivences, ces complicités avec le mouvement des femmes (et avec d'autres minorités). Ensemble il y a moyen de gagner des choses. Au Québec on est pas plus gay qu'ailleurs, (c'est l'Occident avec la même culture), mais on connaît davantage les rapports de force.

Erik Verdier : Il est exact qu'il n'y a pas vraiment d'étude sur la question en France, mais il y a un psychiatre qui a publié des chiffres qui pour l'instant n'ont pas ému les pouvoirs publics. Xavier Pommerau qui pourtant dispose d'une certaine audience auprès du Ministère, dirige le centre Abadie du CHU de Bordeaux qui est une des rares unités qui accueille spécifiquement des jeunes. C'est un peu considéré comme une société pilote à ce niveau. Dans cet article il raconte que sur 400 jeunes suivis sur une année, 25% des garçons parlent d'homosexualité suite à leur tentative de suicide, et 10% des filles. Alors cela me paraît être une brèche extrêmement intéressante. Bien sûr, je vais m'y engouffrer. Je pense que je vais travailler avec lui. Je profite pour lancer un appel (afin d'alimenter mes recherches), tous ceux (homosexuels ou bisexuels) qui ont des choses à dire (comme par exemple le récit de leur vie) sur le suicide viennent me trouver. Actuellement je termine un mémoire de DESS et je compte terminer en thèse avec Daniel Welzer-Lang et Michel Dorais.

Gérard Bach Ignasse : Deux éléments qui vont dans le même sens sur la difficulté de l'information. Dans la loi française il y a interdiction à la presse de parler des suicides de mineur (afin d 'éviter tout phénomène d'entraînements). La conséquence qu'on en avait tirée c'est que ce n'est pas la peine de faire l'enquête. Ensuite sur cette histoire de l'information, si on ne pose pas la question de l'homosexualité dans toutes les enquêtes qui peuvent concerner d'une façon ou d'une autre le suicide, on n'aura pas de réponse. Dans l'enquête qui a été présentée ici on ne parle que de cas de personnes qui se reconnaissent comme tel, il me semble qu'il est question d'adolescents qui se trouvent dans une phase de construction de leur personnalité complète qui souvent ne savent pas ce qu'ils sont, et ce qui manifestement influence grandement les résultats finaux. C'est tout à fait normal, c'est au moment de la construction de la personnalité que la question de l'orientation sexuelle se pose. C'est un moment particulièrement important. Il faut imposer qu'il y ait toujours mention de l'homosexualité dans toutes ces enquêtes.

Olivier : Deux remarques, et surtout une question pour Michel Dorais sur ce qui peut être produit comme sur les actions mises en place. J'ai entendu des remarques de qualité sur la petite plaquette. Tant mieux quelle existe, ce qui compte c'est d'avoir de maximum de réponses à apporter, et d'élargir le plus possible la palette des outils dans lesquels les personnes pourront se reconnaître et s'identifier. Sur les difficultés des pouvoirs publics, de la presse et éventuellement des règlements et lois qui empêcheraient de parler du suicide, je rappelle qu'il y a des lois qui interdisent l'usage et la consommation de produits stupéfiants. Mais cela n'empêche pas d'en parler (et de mener des actions de prévention). Quand on se donne les moyens et qu'on se mobilise, quand on a donc un rapport de force avec les pouvoirs publics, on arrive à faire des choses. Ceci dit, je voudrais remercier Michel Dorais pour son exposé et ses recherches. En tant qu'acteur de terrain ce qui m'intéresse le plus c'est le lien entre les travaux de recherche et la synthèse que vous en avez faite, et surtout l'action publique qui est mise en place. Très concrètement, qu'est ce qui a facilité la mise en place de ces actions par rapport aux pouvoirs publics ? Quels obstacles vous avez rencontré pour produire cette plaquette et pour mettre en place le programme de soutien en particulier aux jeunes gays et lesbiennes mineures ?

Michel Dorais : D'abord la réaction des média qui n'était pas vraiment attendue. Un grand journal québécois (équivalent au *Monde*) a fait sa couverture sur "c'est un scandale, le suicide chez les jeunes". Ce qui a forcé les pouvoir publics à s'y intéresser. Il y a eu aussi que ce projet s'inscrit dans un programme équivalent à *Ligne Azur* (*Ligne Ecoute*). D'autre part nous avions commencé à approcher les professeurs dans les écoles. Par ailleurs on essaie de penser en ce moment à des choses pour approcher les parents, car nombre d'entre eux sont intéressés par le fait qu'il faut aujourd'hui aborder cette question, de front et différemment. Il faut penser organisations de parents, il faut multiplier toutes les plates-formes où nous pouvons avoir une prise et surtout une parole qui nous permette de parler de cette réalité. Il est extrêmement important de laisser la parole aux premiers concernés, les jeunes gays. Suite à la plaquette et à notre étude, l'homosexualité est apparue comme quelque chose qui n'est pas forcément ridicule. Il faut trouver une façon de l'intégrer positivement dans notre culture. D'autre part le Québec est une petite société dans le sens où on est 10 fois moins qu'ici, on peut téléphoner au ministre et lui parler quelques minutes après. Je ne crois pas qu'en France cela soit possible. Pour un peu on connaît la moitié du cabinet ministériel. Dans cette société où les gens se connaissent, il est sans doute assez facile d'avoir accès aux gens. C'est un grand avantage que nous avons, en ce sens où c'est sans doute un peu facile de changer de société avec un peu moins de 7 millions de personnes plutôt que 60 millions.

Jean-Michel : Je voudrais revenir sur les chiffres qu'on a entendu. Il me semble que j'avais entendu parler d'un tiers de personne qui se suicidaient très probablement pour cause d'homophobie. Je crois que c'est plus parlant de lancer ce type de chiffre que de dire qu'il y a 6 ou 7 fois plus de risque chez les homosexuels. Je voulais savoir ce que vous en pensez.

Michel Dorais : D'abord il faut faire la comparaison homo/hétéro. On peut pas faire l'un sans l'autre. Si vous ne faites pas la comparaison, vous ne pouvez pas arriver à dire que tant de pourcentage de suicide serait le fait de jeunes gays ou de lesbiennes. C'est cette comparaison qui donne toute leur valeur aux chiffres concernant les jeunes gays.

Véronique : Bonsoir, je suis de *David et Jonathan*. Depuis quelques années nous sommes témoins, à *David et Jonathan*, de nombreux jeunes qui se suicident. C'est quelque chose qu'on entend assez souvent, que l'on vit difficilement quand on est aux enterrements et qu'on entend les familles dire que si elles avaient su, elles auraient agit autrement. Le phénomène du suicide chez les gays est réel, cela existe. Mais nous sommes très marqués par cette société judéo-chrétienne (et sa morale). Et même si aujourd'hui la société est tout de même athée, l'Eglise conserve une présence très importante auprès de nos politiques, auprès d'un certain nombre d'agents médicaux. Aussi je voulais savoir si au Québec vous étiez intervenus dans les mouvements jeunes des différentes églises ou auprès les institutions ? Juste pour finir, je voudrais dire qu'à *David et Jonathan* nous avons commencé à travailler là-dessus, ainsi nous avons déjà 3 groupes qui travaillent avec les comités départementaux de prévention du suicide. Ce qui pour eux est totalement nouveaux, tellement l'homosexualité leur est étrangère. Aujourd'hui ils se disent que parfois les dépressions chez les jeunes sont causées par une certaine homophobie. Un suicide est toujours un de trop, il y a toujours quelque chose à faire.

Michel Dorais : Je voudrais dire que dans les retours sur l'enquête, et surtout sur le dépliant "*Permettez-moi d'être heureux*" que l'on a envoyé dans les écoles, on a été très surpris. On a découvert que les milieux ruraux étaient beaucoup plus ouverts que les milieux urbains (ce qui semble bien surprenant), et que les premières écoles qui ont accepté de tester notre dépliant étaient soit catholiques, soit privées ou les deux.

Donald : C'est heureux qu'enfin on en parle, clairement, avec des chiffres. Nous avons travaillé pendant des années, depuis presque vingt ans sur ce genre de question dans le silence complet, avec une législation qui interdisait de publier les chiffres (comme le disait Gérard Bach tout à l'heure). Il y a quelques années quand la Fédération *Gémini* existait encore, on s'est intéressé au problème. Avant que *Ligne Azur* soit cautionnée, institutionnalisée par une subvention du Ministère de la Santé publique. *Gémini* avait elle-même lancé un numéro de cette nature pour lequel nous avions publié des petits cartons. La Direction de la Santé nous avait interdit de les distribuer, en nous disant que c'était du prosélytisme. Quant tu parlais, Michel, de la possibilité d'association en direction des très jeunes (pour qu'ils parlent entre eux), il y a une dizaine d'années nous avons eu beaucoup de mal pour obtenir un centre à Paris qui puisse héberger des mineurs en fugue sans donner leur identité. Nous avons négocié avec la police pour que cela dure trois jours seulement. Nous avons sans arrêt des problèmes de cette nature. Pourquoi ? Parce qu'en droit français l'enfant est un objet de droit, pas un sujet de droit. Et là-dessus le droit français ne tergiverse pas. Aussi je me demande comment on peut effectivement faire quelque chose en France. C'est évident, parce que tout le monde se rend bien compte que l'on ne peut pas continuer comme ça, que nous sommes concernés, il faut faire quelque chose. Mais contrairement à ce qui se passait il y a 20 ans, aujourd'hui le mouvement gay et lesbien est traversé par l'idée que les homosexuels d'un certain âge qui s'intéressent à ces problèmes d'émergence à l'homosexualité sont quelque part, peut-être pédophiles. Ce qui réduit à néant toutes leurs tentatives de réflexion. On ne pourra pas avancer sur ce terrain si l'ensemble de la communauté n'accepte pas de réexaminer ce qu'elle pense de ce problème.

Michel Dorais : J'ai travaillé dix ans comme travailleur social à la protection de la jeunesse et j'invoque souvent cette loi de protection de la jeunesse qui interdit de battre ou de violer les enfants. Dernièrement j'ai parlé avec des gens de la commission des droits de la jeunesse qui doivent revoir l'application de cette loi, je leur ai dit que cette loi peut très bien être appliquée pour des homos puisqu'ils sont mis en danger par l'homophobie de leur milieu ambiant. Les lois de protection des jeunes doivent s'appliquer quand la santé physique ou mentale ou le bien-être de l'enfant est menacé. Je crois qu'il faut pas avoir peur d'utiliser cette loi. Je l'ai déjà fait, généralement avec succès. On utilise tellement les lois contre les gays que pour une fois qu'on peut les utiliser pour, ne manquons pas cette chance.

René Paul Leraton : C'est évident que l'on pourrait continuer encore longtemps. Comme à chaque fois avec les forums. Je voudrais vous remercier toutes et tous de votre présence et de votre attention parce que c'est extrêmement important quand on travaille comme Michel ou comme moi de pouvoir aussi échanger sur ce travail. Bonne fin de soirée. A demain.

Muriel Guigue : "*Les ecchymoses, les plaies, les plis, les écorchures, les rides, les ampoules, les gerçures, les cloques, le hale, les grains de beauté, les points noirs, les excroissances, les papules, le sébum, l'épiderme, le derme, les nerfs cutanés, les innervations, les papilles, les réseaux nerveux, les racines, les faisceaux, les branches. Les dorsaux, les iliaques, les ronds, les carrés, les triangulaires, les abdominaux, les fessiers, les biceps, les triceps, les tendons d'achille, les jambiers, les sublimes, les dédaigneux, les superbes, les complexes, le vagin, l'anus, le voile du palais, le tissu conjonctif, les méninges, la dure-mère, la sclerotique, l'esophage, le cerveau, la circulation, la respiration, la nutrition, l'élimination, la défécation, la reproduction (xx+ xx = xx) les réactions, les plaisirs, l'émotion, la vue, l'odorat, le goût, le touché, l'ouï, l'écrit, les vagissements, les gémissements, les morsures, les recités, les sanglots, les pleurs, les hurlements, les vociférations, les paroles, les silences*". Monique Witig : "*Le corps lesbien*".

Erik Rémès : Je voulais juste dire en introduction à ce forum que l'on commence à 22 heures et quelque, attention il ne s'agit aucunement d'attaques personnelles, au contraire, vous faites un travail formidable et très émouvant, mais on commence quand même à 10 heures, après un concert d'*Equivox*, après des petites annonces (on est pas mal à pouvoir passer des petites annonces, on cherche des maris ou à changer de mari ou de femme), et après le spectacle des *Sœurs*. Il nous reste donc une heure alors que nous sommes huit, ce qui ne fait pas beaucoup de temps de parole pour chacun.

Julien Théves : Je n'ai pas grand chose à ajouter, et bonsoir.

Patrick Cardon : Normalement on devait avoir un programme d'intervention. Le mien est un peu problématique puisqu'en fait le thème de ce forum, tel qu'il est spécifié dans le programme, est (je n'arrive pas à prononcer ce mot à 49 ans) "Ecrire = jouir". Nous sommes d'accords ? Alors je devais faire quelque chose sur les raisons qui font que je n'écris pas, mais vraiment j'aurais préféré parler en tout dernier, parce que d'autres m'auraient alors donné des inspirations. Bref, alors Erik, pour quelles raisons tu écris ?

Erik Rémès : Alors "Ecrire = Jouir", c'est vrai qu'un forum sur la littérature cela n'attire pas vraiment grand-monde. La preuve en est qu'on est beaucoup moins nombreux que d'habitude. C'est pourquoi j'avais dit que se serait bien de trouver un terme un peu sexy, et au final nous avons sorti "Ecrire = Jouir" (qui est un peu un slogan actupien d'ailleurs). Il est exact que si l'écriture est une jouissance, tout dépend de la forme de jouissance que l'on a, et du type de jouissance qu'on a. Si c'est une jouissance classique (presque hétérosexuelle) de pénétration, ou si on a des jouissances plus élaborées, plus sophistiquées (avec des pratiques SM, ou comment jouir sans préservatif). Ce que je dis souvent, c'est qu'un écrivain homosexuel radical c'est un écrivain qui écrit sans préservatif.

Je voulais juste revenir au spectacle des *Sœurs* et de *Saint Coquillette*. C'est vrai qu'entre les *Universités* qui est un truc un peu régressif avec les cités U plus les références catholiques (et même catho prout) à longueur de temps, sans vouloir faire de l'anticléricalisme primaire, mais ça gonfle un peu. Vous êtes pas mal ici je pense à avoir le film de Caroline Fourest sur Sœur Guillaume qui est un truc assez hallucinant, assez terrifiant, émouvant parce que cela renverse complètement que l'on pensait au départ, et on fini par aimer. Et c'est vrai que Guillaume est un personnage, je ne sais pas s'il est là, j'aurais bien aimé qu'il soit là pour pouvoir répondre éventuellement. Mais c'est assez hallucinant. Notamment le discours des *Sœurs* sur le bareback qui là a été un peu soft. Sans vouloir faire de prosélytisme, je prends le bareback comme symptôme, comme l'était la pédophilie dans les années 70. Après chacun fait ce qu'il veut, chacun se protège ou pas, en son âme et conscience. Donc ce que disaient les *Sœurs* par rapport au relapse et au bareback, c'était une condamnation. Et je ne pense pas que se soit les *Sœurs de la Perpétuelle Indulgence*, justement, l'indulgence c'est lorsque le taureau est gracié parce qu'il a été courageux. Je n'ai pas envie de pitié de quiconque, je n'ai pas envie de compassion. Et je pense que ce n'est pas aux *Sœurs* de nous faire de la morale par rapport à ça.

Alors le rapport avec le thème de ce forum ? Alors si c'est "Ecrire = Jouir" et si l'écriture est une jouissance, cela veut dire que l'on peut aussi être censuré par rapport à ce qu'on écrit. Je ne sais pas, mais Guillaume et moi nous avons été vachement attaqués par rapport aux positions qu'on avait sur le bareback. Je finis en disant que je suis l'auteur *de "Je bande donc je suis*" et du "*Maître des amours*".

X : Voilà la censure. Il faudrait aussi parler de censure interne et de l'homophobie des homosexuels. Car quand Lestrade nous insulte, il s'agit bien d'insultes homophobes. Sur le forum de Tétu.fr on pouvait lire qu'il fallait mettre des points de colle sur les romans du rayon et jeter les journaux E@Male parce qu'il y avait des contributions qui craignaient. Excusez-moi, c'est de la censure, c'est de l'autodafé, c'est du fascisme.

X : Oui …. Enfin je préfère rester même si je pense que je ne vais pas tout écouter. On te demande de parler en tant qu'écrivain (tel est le thème du forum). Pour l'instant tu as pris le micro en tant qu'individu. Tu n'es pas censuré.

Geneviève Pastre : J'avoue que je n'étais pas du tout prévenue de ce qui allait se passer. J'ai été divinement surprise. Le concert et la chorale m'ont bouleversée, je m'attendais à des débats théoriques ou des témoignages sur l'écriture et je me suis trouvée face à la beauté. Comme vous, je suis sensible à la beauté. Nous sommes tous sensibles à la beauté de la musique, des instruments, des gens, du chœur, et à cette beauté folle, extravagante, baroque, kitsch des *Sœurs de la Perpétuelle Indulgence* (que personnellement j'adore). Aussi je me fais toute petite en arrivant après. Car la poésie est si retenue et ténue (la poésie française en particulier), à mi chemin entre le sens et le son. Je suis arrivée à l'écriture après d'autres amours (des amours artistiques, plus violents). Dans mon enfance et mon adolescence j'ai fait beaucoup de danse (c'est pour moi l'art suprême). Je regrette de ne pas jouer d'un instrument de musique (on admire davantage ce qu'on ne sait pas faire). Un jour, alors que j'étais un peu en colère d'écrire (du fait de la position assise avec un stylo à la main au lieu de me déployer, bras étendus et en silence dans l'espace), j'ai écrit une prémonition, une volonté : "Je crèverai ce papier d'un bond vers des dialogues mobiles. " J'ai donc fait du mime, du théâtre, j'ai inséré des éléments de ballets dans toutes mes pièces. Puis j'ai travaillé à la reconnaissance et l'expression de nos amours. Aujourd'hui je suis très émue de me trouver parmi vous, après tout ce chemin que j'ai parcouru. J'ai ajouté à l'écriture qui est évidemment solitaire (c'est peut-être une jouissance mais solitaire) sauf au moment où on la dit à voix haute.

Concernant l'écriture, je distingue deux écritures qui n'ont rien à voir l'une avec l'autre. La seule, la vraie, est celle qui se rattache au mot grec "phèmi" ou latin for/fari qui signifient "proférer". La divinité profère, le poète profère quand il articule un son porté par le souffle. Mais ce son, indépendamment du sens, en lui-même est un peu comme un oracle. C'était le mot qui était employé pour les oracles (tout poète participe de cette inspiration, c'est pourquoi Platon n'en voulait pas dans la cité). Et puis il y a l'écriture qui vient aussi d'une parole. C'est une racine qui signifie "dire", c'est à dire le fait d'indiquer quelque chose. Ces deux écritures sont de deux mondes différents.

Il y a donc une écriture que d'habitude on appelle poésie (qui est pour moi l'écriture forte) et l'écriture faible de la prose. Je ne fais pas de différence de nature entre ce qu'on appelle communément la prose et la poésie, du moment que c'est un tissu indéchirable. Il faut qu'un texte soit un tissu indéchirable. C'est ça la poésie. Tout le reste, c'est de l'essai, des enchaînements d'idées, de la narration. Il faut faire un saut pour passer d'un mode à l'autre. J'ai écrit des essais et des textes philosophiques, il y a une différence de nature entre les deux. Je réserve le terme "écriture" à ce qui naît du jaillissement de l'inspiration. Je m'y suis essayée : il y a une joie profonde à l'exercice du raisonnement, du développement de la pensée. Cette écriture-là c'est le bonheur d'avoir une pensée qui se révèle un petit peu, de trouver une idée nouvelle et de pouvoir la transcrire. Le plus simple pour illustrer mon propos c'est que je vous lise deux ou trois extraits de poèmes.

Danse douloureuse de parcourir l'imparfait,
Poursuite angoisseuse de la délivreuse unité,
Je danse pourtant au nu de mon âme des rêves parfaits,
Je pense et je tue le geste absolu.(1)

Il est vrai que, dans le milieu lesbien ou gay je ne suis pas encore très connue comme poète. Il existe des barrages, des engouements collectifs, il n'y a pas encore de "véritable culture poétique" (mis à part les classiques, j'essaie d'y remédier par mes éditions). Bernard Blanchet (présent ici même) qui a obtenu le prix des Gémeaux pour l'an 2000 et qui a été édité dans la collection "queer fish" que je dirige aux éditions Clapas sait de quoi je parle. Toute ma vie, j'ai écrit des recueils de poésie, tantôt en inventant la langue, tantôt en utilisant la forme du haïku, tantôt la forme de la chanson, de l'estampe, tantôt la prose poétique, le texte continu, délivré de toute ponctuation et de toute logique apparente. Ce qui est le miel de l'écriture.

Je suis le navigateur maladroit
Qui sous le coup de vent laisse filer les cordages,
Ils s'enroulent autour de sa jambe dont la chair soudain arrachée
Rien ne peut lui ôter sa surprise et sa douleur,
Je suis le chantre des anges amoureuses

Je suis la mémoire de l'amour
De ses impatiences de ses somptueuses maladresses
De sa fébrile mélancolie
Quand la prémonition voile l'éblouissante présence
Je suis la mémoire oublieuse des failles
Je suis la prémonition qui marche sur les eaux.

Même la rupture n'y est que l'achèvement
D'un dessin qui se profile jusqu'au ciel

Je terminerais par quelqu'un que j'admire vraiment beaucoup, Karl Popper. Vous le connaissez peut-être. C'est un philosophe qui en parallèle à ses travaux philosophiques mène des recherches à caractère scientifique. Un peu comme Platon, il utilise parfois des métaphores. Et donc je termine par ça, parce que c'est merveilleux. Il dit que parfois dans la recherche philosophique, vous me direz que ce n'est pas de l'écrit, mais c'est toujours écrit, il faut utiliser des métaphores car cela constitue un moyen de transmission d'une idée, et comme faisait Platon lorsque cela ne pouvait s'expliquer rationnellement. Popper conseille, dans le cadre de recherche philosophique, d'essayer de "sauter sur ses propres épaules", et de "lancer la corde en l'air et chercher la moindre petite prise qui peut nous permettre d'aller au-delà de ce qu'on sait déjà". Voilà, c'est tout ce que je voulais vous dire.

Marie Stogkovic : Bien, j'interviens ici en tant qu'écrivaine. Je ne suis pas une professionnelle du livre, je ne suis pas éditée ce qui ne m'empêche pas de vendre mes manuscrits à chaque fois que j'en ai l'occasion. Après tout, on est libre de faire partager ses plaisirs. Donc, je voulais intervenir ce soir parce qu'il y a plusieurs choses qui m'interpellent, et je pense que vous devez peut-être vous poser la question également, à savoir ce qui peut amener un beau jour à se mettre comme ça à attraper la maladie de l'écriture. Parce qu'en fait, l'écriture, c'est quoi ? Une maladie ? Un plaisir ? Un outil ? Une fin en soi ? J'ai essayé de réfléchir un petit peu là-dessus, je n'ai rien préparé. J'espère donc que cela va être très interactif. Mais avant de commencer, je voudrais faire une toute petite réflexion concernant le collègue qui est parti tout à l'heure. On ne va pas s'éterniser dessus, c'est clair, mais je crois qu'il est peut-être temps aujourd'hui de dépasser le côté sartrien de penser qu'écrire c'est envelopper un refus de vivre. Je crois qu'il faudrait tout de même que l'on arrive à dépasser ce niveau. Il y a aussi le désir dans l'écriture. Il y a aussi (sans rentrer dans les références littéraires) la fuite dans l'imaginaire. Il y a beaucoup de choses qui permettent de comprendre les différentes portes que l'écriture ouvre. Ceci dit, il est vrai que nous n'avons pas seulement ce soir pour discuter et intervenir sur le fait d'écrire, en la matière nous avons eu une bonne semaine, bien remplie, bien chargée. En fait dans la vie, je ne vais pas reprendre ce qu'on a dit, je vais plutôt essayer d'en extrapoler quelque chose. Ceci dit, dans la vie il y a quatre stades à dépasser. C'est un peu mystique, mais cela permet de se donner des repaires. Il y a la peur, la puissance, le pouvoir et la vieillesse. Je pense qu'on est tous et toutes plus ou moins confrontés à ces choses là, tout au long de notre vie. Par exemple lors des émeutes dans les pays de l'ancien bloc de l'Est, il y a quelques années (notamment en Roumanie) à l'occasion de diverses manifestations nous avons pu voir des pancartes où était marqué "Le pouvoir doit appartenir à ceux qui ne l'aiment pas". Ce qui peut poser le problème du pouvoir de l'écriture, du pouvoir des mots, de la manipulation qu'il y a derrière tout langage. Qu'elle soit volontaire, involontaire. Il me semble que cela peut être une piste de réflexion.

Par rapport à la beauté dont a parlé Geneviève, je suis assez d'accord. En soi, c'est quelque chose d'assez intéressant parce que finalement cela pose de vieux problèmes philosophiques comme "est-ce que la raison c'est bon en soi" et autres questionnements de ce style. Au final on se rend compte lorsque l'on discute par exemple avec des personnes qui s'activent très sérieusement à transformer le monde en outil informatique et en échange informatique (des gens qui mettent ainsi les machines en avant) et qu'on leur demande s'ils se rendent compte des implications possibles et probables de leurs actions, ces personnes répondent en général qu'on verra ça dans un siècle ou deux puisque de toute façon la question ne se posera pas avant. Et quand on leur demande ce qu'ils veulent concrètement parlant au niveau du social, ce qu'ils cherchent à développer toutes ces logiques binaires, ils répondent qu'il y a telle et telle profession qui sera au chômage et qu'on n'aura plus besoin d'artiste. Voilà, il me semble que l'on pourrait également aborder ces questions.

Concernant le mot "écrire" (qui quand on se met à écrire envahi un petit peu l'esprit), c'est vrai qu'il y a derrière les mots "décrire", "inscrire" (il y a aussi "délirer"). On se rend compte que l'écriture, même si nous vivons dans une civilisation qui prend sa source dans la tradition orale, l'écriture est quand même ce qui permet de transmettre notre mémoire, c'est ce qui permet d'histirioriser les choses. Peut-être de démystifier parfois à outrance, parfois pas assez. Voilà, en gros c'est tout ce que je voulais dire pour l'instant.

Jacques Fortin : Je suis militant d'extrême gauche et militant homosexuel depuis longtemps, et de ce fait on m'a demandé d'écrire un bouquin sur la question homosexuelle. Ce à quoi j'ai d'abord répondu par l'affirmative, après tout pourquoi pas. J'ai donc commencé à rédiger un vague plan (que j'ai donné), puis j'ai signé un contrat. Mais quand je me suis trouvé à écrire, je me suis dit j'étais un militant qui a fait des choses, que j'étais une vieille révolte qui essayait de s'organiser, mais que je n'avais rien à dire. Je suis quelqu'un qui fait, je suis quelqu'un qui cause, je ne suis pas quelqu'un qui peut écrire. Et alors là, grosse panique. Je me suis demandé qui j'étais donc pour écrire, je me suis demandé avec qui je voudrais écrire, pour qui, comment. Au final, je me suis retrouvé très désarçonné. A partir de là, sachant que de toute façon j'avais signé un contrat, que je m'étais donc engagé, je n'avais pas d'autres choix que de me lancer, histoire de ne pas perdre la face. Aussi j'ai fait un plan, en ce sens où je me suis dit que j'allais faire 5 grandes parties, puis 5 grands chapitres suivis par 5 petits chapitres. Parce que 5 fois 5 ça fait 25 fois 5 cela fait au total 125, et on m'avait demandé 150 pages. Ca m'a sécurisé. Certes j'ai souvent écrit plein de tracts, de trucs, mais un livre c'est quand même autre chose. Pour moi, toute la question était de savoir comment on écrit un livre. Comment faire pour posséder dans sa tête 125 pages afin de ne pas redire 50 fois la même chose ? Pour ne pas être dans le bordel le plus complet ? Comment on s'organise ?

Ensuite j'ai essayé d'organiser les choses. J'ai donc essayé de faire des petits plans détaillés (pour chaque trucs il y avait des petites phrases). A ce niveau, je ne jouissais pas. Puis j'ai commencé à écrire, et ce fut le rouge de la honte car quand je relisais deux jours après ce que j'avais écrit l'avant vieille, j'étais épouvanté. Pourquoi ? Parce que j'oscillais entre me prendre pour un écrivain, ce que je ne suis pas, me prendre pour un chercheur, ce que je suis pas, me prendre pour un théoricien politique (pour moi le politique et l'enracinement personnel c'est la même chose, mais ce n'est pas le sujet), ce que je ne suis pas non plus, ou un témoin. Donc je tournais en rond. Mais j'ai fini par me demander dans quel cadre j'aimerais que ce livre soit lu, à qui que je m'adressais. Je ne suis pas très connu, mais quand les gens de *Têtu,* des chercheurs vont lire ça, je vais me faire couper en petits morceaux par tout le monde, les gens me diront que c'est minable mon truc, pensais-je. Donc je tournais en rond et j'étais paniqué, parce que, quand on écrit ce n'est pas simplement ses idées que l'on expose, c'est aussi ce qu'on expose. Alors j'ai cherché qui j'étais, je me suis demandé qui j'étais pour écrire. Finalement je me suis dit que j'étais un causeur, et qu'il me fallait donc partir de l'idée que je vais causer. Je n'allais donc pas écrire une fiction, j'allais causer. Ce qui signifie qu'il fallait que je mette de l'émotion, des petites phrases, des paradoxes, des images, de l'ironie, et qu'il fallait que je fasse simple. Faire simple fut ma grande hantise. Ensuite je me suis interrogé pour savoir à qui j'allais causer, puisque j'étais un causeur. C'est entre les deux *Universités* (celle de 99 et celle de 2000) que j'ai décidé que j'allais me servir de tout ce que je pouvais avoir alors en tête. Et j'ai pris trois repères, les *Universités d'Eté*, les discussions avec mon ami, et ce que vivait un jeune homme de 15 ans (qui habite dans notre coin) pour qui faire son coming-out représentait de grandes difficultés. Aussi au lieu d'écrire de la politique théorique, j'ai essayé d'écrire en pensant à ces trois repères là, essayant d'écrire et de jouir avec eux. Et c'est à ce moment là que j'ai commencé à jouir. Une jouissance ténue parce qu'il me fallait simplifier, parler avec eux. Ce fut ma petite aventure en écrivant ce bouquin. L'autre truc qui m'a tenu en écriture et qui m'a aussi fait jouir, c'est essayer d'écrire en féminisant systématiquement tout, en utilisant des mots féminins là où on utilise le masculin (comme dire "personne" au lieu "d'homme"). Mon éditrice était très énervée parce qu'il y avait plein de E, de barres et de trucs, mais au final elle m'a dit qu'au fond c'est très lisible. J'en fait pas un plat, mais essayer systématiquement de penser masculin et féminin, d'écrire au féminin là où beaucoup de choses sont au masculin, ça m'a fait jouir. Parce que ce n'est pas facile. C'est très excitant et très intéressant.

Julien Théves : Je croyais qu'il fallait dire pourquoi on écrit. J'ai publié deux livres chez Baland : "*Précarité*" et "*Son histoire*". Je ne suis pas posé tellement de questions sur les raisons qui font que j'écris. C'est quelque chose qui est venu naturellement, quelque chose qui me permet de communiquer avec les autres, de décrire certains trucs comme les gens autour de moi. Il y a des choses auxquelles je pense tout le temps et donc j'essaye de fourrer un peu tout ça sur le papier, comme j'essaye de communiquer pour qu'on m'entende. Il est certain que sur le moment où j'écris, ça m'excite vachement, c'est très, très bon. J'ai beaucoup de mal à redescendre après. Quand je sors de chez moi, je suis encore un peu dans le trip, un peu comme lorsqu'on a baisé, on a d'abord envie de recommencer, puis ça s'arrête. Enfin c'est comme ça pour moi. L'écriture c'est pareil, il peut y avoir beaucoup de temps, de semaines qui se passent sans écrire, et quand ça revient on redémarre, je repars et je suis hyper-excité. Quand l'écriture est bonne, quand ça se passe bien, c'est un peu comme des moments de sexe qu'on additionne. On additionne des moments d'écriture assez jouissifs, puis on arrête car on est crevé. On arrête, on fume une cigarette, on fume beaucoup. Voilà, ce sont des sensations d'écriture que je vous souhaite.

Tim Madesclaire : Bonsoir, je suis journaliste au magasine *Illico*. Ma situation est un peu particulière en ce sens que je n'écris pas pour mon plaisir. J'écris parce qu'on me demande des papiers, parce que j'estime qu'il faut parler de quelque chose. Quand on est journaliste et qu'on doit écrire malgré tout, on jouit avant d'écrire. Quand on écoute les autres, et que l'on cherche après à le transmettre par l'écriture, sans emmerder le lecteur. Sachant que ce qu'on écrit sera publié dans un mois. (mais cela reste existant). Si on écrit ainsi c'est qu'on aime ça, c'est qu'on trouve une grande satisfaction à le faire. Ecrire ainsi permet de rester nomade, en tout cas dans la tête. On peut passer d'un sujet à l'autre, d'une structure à l'autre, d'une forme à l'autre. Et si on se démerde assez bien, on peut le faire selon ses envies. Peut-être que tout le monde devrait écrire en se donnant un but.

Patrick Cardon : Donc j'ai réfléchi depuis tout à l'heure sur les raisons qui font que je n'écris pas (en fait, il y a 30 ans, quand j'avais encore un cul, j'ai commis un petit volume d'histoires cul). Je ne veux pas être marxiste, mais on n'a pas parlé des productions matérielles d'écriture, simplement des anecdotes. On ne parle pas de l'encre ou du stylobille. C'est important pour moi, enfin j'ai surtout des fantasmes, je suppose que c'est ça que ça veut dire des jouissances. Pour moi l'écriture c'est la plume qui grince, l'encre qui sent bon. En fait, bizarrement cette impression je l'ai eu lors des nuits blanches alors que j'étais petit. Il y avait toujours des moustiques qui ronronnaient (on dit ronronner pour des moustiques ?) et quand j'en attrapais un ou une (j'ai toujours eu des problèmes de genre) je l'écrasais contre un mur. C'était ma première impression dans tous les sens du terme. Et là j'avais la jouissance, non seulement j'avais une écriture c'est à dire le sang, mon sang (parce qu'elle m'avait sucé la salope) de ce moustique sur la tapisserie en papier, et donc j'avais ensuite une impression de silence qui était extraordinaire. C'est peut-être ça la jouissance de l'écriture. Vous voyez comment j'ai réfléchi depuis tout à l'heure .....

Mais il ne suffit pas d'écrire, il faut encore se reproduire. Pendant un certain temps, mon unique moyen de reproduction fut la photocopie (voir aussi l'odeur de la photocopieuse). Et effectivement j'ai évolué avec la technologie, j'ai laissé la plume, le papier, de la machine à écrire mécanique je suis passé à la machine à écrire électrique. Puis j'ai compris qu'il était possible de mettre son écriture en mémoire (ce qui est extraordinaire). Voir même se comparer à un ordinateur, se parler devient alors possible, style "ta mémoire vive elle fonctionne bien ? Oui mais alors mon disque dur est un peu fêlé ..... ". Il y a une espèce d'identité au matériel d'écriture. Ecrire sur un écran, c'est assez extraordinaire parce que si vous oubliez d'enregistrer, ça disparaît complètement. Cela a un peu révolutionné l'écriture. Avant on écrivait des lettres, on disait "voilà je me suis fait enculer par un tel, c'était extraordinaire. Il venait d'Orient", mais maintenant qu'il y a l'ordinateur et le téléphone portable, on n'écrit donc plus de la même façon (puisqu'on n'écrit plus sur le même support). Ecrire et jouir c'est devenu la même chose, alors qu'avant c'était différent. J'ai bien aimé ce qu'a dit Tim sur le différé, sur le fait que lorsqu'on écrit un reportage ou un article (ce que je fais de temps en temps) il y a d'abord la jouissance du spectacle dont on doit rendre compte, et ensuite la pénibilité parce que la chose n'est pas évidente. Car l'intérêt est aussi de dire ce qu'on a fait. C'est Oscar Wilde qui disait : "*Ce qui est bien c'est de faire et de dire qu'on a fait*". La conversation c'est hyper important. L'écriture ce n'est pas seulement écrire sur un papier, ça peut être la danse, la chanson ou tout simplement la manière dont vous déambulez quelque part. Et on dira qu'untel a une écriture féminine, sachant qu'il y a aussi les écritures masculines, les écritures de folles .... Pour moi c'est un ensemble d'impasses. Je voulais faire quelque chose sur Jean Lorain que j'adore (il est mort en 1906, comme moi d'ailleurs). Comme c'était une folle, je pensais qu'il devait avoir une écriture de folle, ce à quoi on me disait que non, qu'il n'y a pas d'écriture de folle, il n'y a que des vraies écritures.

D'autre part nous sommes envahis par les majuscules. Je vais peut-être un peut trop loin ? J'ai encore du temps ? Donc je disais que nous sommes envahis par les majuscules, alors que j'aime bien les minuscules. Alors qu'est-ce que cela veut dire d'aimer les minuscules ? Cela veut dire qu'écrire c'est aussi jouir de l'écriture de l'autre. Et c'est pour cela que j'édite. En plus je n'ai pas la prétention d'écrire. Cela viendra. On a déjà écrit sur moi. J'ai un portrait, une page entière, dans *l'Humanité*. C'est comme même incroyable, ils commencent en écrivant "la Comtesse des Flandres est un homme". Ca c'est une jouissance de lire ça. Dans un journal communiste, j'ai trouvé ça extraordinaire. Donc en fait j'édite les autres, c'est pour cela que..... C'est vrai, j'ai oublié de me présenter, donc je suis éditeur de *Gay Kisch Camp*. Alors je reprends. Ce qui m'importe c'est la diffusion, la reproduction, la rafale, enfin jeter des tombereaux d'ordures chez les gens. Et vous allez voir, vous écrivez et vous dite ça, vous jetez ça comme une ordure, les gens vont vous transformer ça en or. C'est ça qui extraordinaire. Et vous vous allez être horrifié. Voilà, je vais passer la torche.

Guillaume Dustan : Merci, alors je suis très reconnaissant de manière générale à tout le monde sauf à mes parents, et spécialement à Patrick Cardon qui est pour moi une identification paternelle positive, c'est à dire non castratrice. Il a été parfait sur l'écriture. Cela met du baume au cœur. Façon de parler. Merci d'avoir fait mon discours à ma place. C'est bien parce que comme ça je vais pouvoir parler des *UEEH* …… Oui, mais je vais avoir la politesse de faire un lien entre dénonciation des *UEEH* et écriture homosexuelle ou écriture gay. Enfin bon.

J'ai décidé que je ne dirais pas "moi", j'ai assez parlé de moi. J'en ai marre de parler de moi. J'ai envie de prendre des distances par rapport à l'écriture de mon propre testament au jour le jour. Fabrice Neau n'est pas là, donc ne lui dite pas ce que je pense. En revanche j'ai bien aimé ce qu'a dit Patrick sur le fait d'écraser les moustiques. Ecrasons l'infâme, et parfois écrasons la femme .... Oui parfois écrasons la femme quand elle veut nous couper les couilles. Je trouve que cette *UEEH* a pour sous-thème occulte, officieux, mais en tout cas bien présent, la castration des hommes par les femmes. Oui, je trouve. On déplore que le taux de lesbiennes a baissé. Je vais vous dire pourquoi il a baissé, elles ont vu Guillaume et sa bande : moins 7%. C'est évident. Des mecs, des vrais, pas des mecs qui ont arrêté de baiser à cause du sida, pas des mecs qui font la folle en permanence. On l'a fait, on sait la faire, on peut la faire, on ne la fait pas tout le temps. C'est ça, partez .... C'est lâche. Mais la jouissance et la virilité ça fait très peur. Parce que cela ne s'apprend pas comme ça. Et moi je trouve que .....

Muriel Guigue : L'un des principes des *UEEH* est de respecter toutes les paroles. C'est important.

Guillaume Dustan : Donc, le mouvement gay ne serait pas le même, et vous ne seriez pas les mêmes, il y aurait un peu moins d'insolents dans cette salle s'il n'y avait pas eu le sida. Parce que le sida, ça a fait quoi ? Pour les gens qui m'ont lu, je vais un peu me répéter, mais pour les autres cela va leur faire une joyeuse mise à jour. Une petite mise au net dans leur tête. D'autant qu'ils n'ont pas l'air d'avoir compris quelque chose. Le sida ça à fait que tous les mecs quetars, ceux qui baisaient avec des organes génitaux (cela existe chez l'homme, la femme aussi en a. Mais ils sont internes, ils ne se voient pas, ils sont inversés, c'est pas grave), bref tous les quetars sont morts. Et qu'est-ce qui en est resté dans le mouvement homosexuel ? Des gens qui étaient moins acros au sexe, des gens qui baisaient moins, des gens sages, un peu trop sages. Il est trop sage le mouvement homosexuel depuis le sida. Il est tellement sage que l'on ne voit plus forcément la différence avec le reste de la société. Est-ce que c'est vraiment très brillant ? Est-ce que c'est vraiment ce qu'on a envie d'être ? Est-ce que c'est vraiment libérateur ? Qu'est-ce qu'on change ? Taisez-vous, je parle ..... Ou est-ce qu'on va ? Est-ce qu'on veut juste le mariage, un pavillon de banlieue, l'adoption et faire absolument comme les autres ? A la limite on va finir par copier les hétéros. Ca risque d'être drôle, ils vont finir par avoir une conception de la non-exclusivité sexuelle dans le couple qui sera peut-être en avance sur nous, si on continue d'être aussi con. Dans quelques années .....

Sur l'*UEEH*, je trouve absolument scandaleux qu'il n'y ait pas de cul, qu'il n'y ait pas d'espace de cul. Je trouve que la "Nuit calmos" c'est vraiment une honte. Vous êtes là pour dormir ? Mais vous avez toute l'année pour dormir. Enfin franchement, c'est pas bien ..... Pour baiser aussi on a toute l'année ? ..... Non, pour baiser on n'a pas le temps. Baiser c'est l'urgence. Non, apparemment vous êtes des gens qui s'intéressent à la littérature et à l'écriture, sinon vous ne seriez pas là, j'imagine. Il y a un type qui s'appelle Michel Welbeck, j'imagine que vous en pensez autant de mal que moi, c'est pas grave, je m'en fous. Je ne pense pas que la littérature c'est arrêté à Proust et que le 20^{éme} siècle s'est arrêté en 1899 comme apparemment un certain nombre de gens dans cette salle. Merci. Donc Michel Welbeck dans son livre "*Plate-forme*", il faut entendre politique (il n'est pas idiot comme moi, il ne dit pas qu'il en fait alors qu'il en fait quand même. Moi je dis que je fais de la politique et tout le monde m'emmerde. C'est très bien, il a de la chance), il dit quoi ? Il dit que les occidentaux c'est pas terrible, qu'ils n'ont plus aucune connexion avec le sexe, que ce sont des gens tristes, blancs, mous et lâches. Il faudrait que ça change. Mais au-delà de 30 ans il faut vraiment s'accrocher. Surtout qu'il y a le sida, que les jeunes ne veulent pas baiser avec vous dès que l'on a plus de 30 ans parce qu'on représente la mort. Déjà dans le milieu gay ce n'était pas brillant d'avoir plus de 30 ans dans les années 70, mais alors depuis le sida faut oublier, on oublie tout. Alors il dit quoi Welbeck ? Il dit la prostitution. Voilà, la prostitution comme programme politique mondial. Evidemment il y a des islamistes et des gens comme un peu d'ici, sûrement qu'il y a des gens qui aimeraient mettre des bombes si on faisait des hôtels de tourisme sexuel, comme Welbeck le demande. Je pense qu'ici il y a des gens qui seraient capables de mettre des bombes pour tuer des gens comme moi. Et je les trouve pas très malins ces gens, pas très sympas.

Jacques Fortin : Je me permets de faire une ou deux remarques sur ce que tu as dit. D'abord il n'y a pas que des quetars qui sont morts. Il y a toute une génération de gens qui sont morts, avec qui nous portions toute une révolte, toute une colère, tous les discours divers, pour changer un certain nombre de choses. Mais ces gens là sont partis. Ceci dit, être c'est aussi une forme de domination, Guillaume .... Si, Guillaume, c'est devenu une forme de domination aujourd'hui. Ce n'est pas qu'une forme de libération, les choses ne sont jamais univoques. Oui, et en attendant la façon dont on lance cette question n'est peut-être pas une façon qui est forcément libératrice. Comment .... ? Non, je ne fais pas le débat quetar/pas quetar. Je dis que dans la génération qui est morte il y avait une inventivité qui n'était pas forcément une inventivité quetar, qui était une inventivité politique au plein sens du terme. C'est à dire des comportements, des provocations. Et cela on l'a perdue. Qui .... ? Non, ce n'est pas qu'une question de queue. Il n'y a pas que la queue Guillaume. Il y a un tout.

Guillaume Dustan : Mais si, il n'y a que la queue. Et c'est la tête qui gouverne le corps opprimé. C'est cela que j'aimerais que vous compreniez. Le corps est opprimé, il est assigné à un genre. La politesse de base aurait été de dire pour les mecs, parce que les mecs ont une sexualité d'organe que les femmes ont du mal à supporter ..... Mais oui, quelles fassent des progrès, qu'elles baisent en backroom, quelles aient un peu confiance en elles, qu'elles apprennent les codes de la virilité (ça sera très bien, je suis pour les butch). Donc, la moindre des politesses aurait été de dire d'allez baiser, par exemple près de l'arrêt du bus. On est pas là pour souffrir, les *UEEH* nous font souffrir. Les *UEEH* mettent en scène notre propre crucifixion comme pédé ou comme lesbienne. La soirée internationale, c'était ça. C'était "j'ai souffert, je souffre". Absolument.

Hervé : Je voulais simplement dire deux mots. Je précise pour les gens qui ne me connaissent pas que je ne fais pas partie de la bande de Guillaume. Cependant il y a trois mots que j'aimerais dire par rapport à ce qui s'est passé ce soir avec les *Sœurs* notamment. C'est censure, humour et insulte. Pourquoi ? Tout à l'heure quand il y a eu ce spectacle, je n'ai pas du tout mais alors vraiment pas aimé ce spectacle. A un moment donné j'avais envie d'hurler dans la salle pour casser le truc. Je ne l'ai pas fait. Censure. Et je crois que j'ai bien fait de ne pas le faire quand j'ai vu après l'ovation qu'il y a eu. Quand il y a eu l'ovation, je suis sorti dehors, j'avais la chaire de poule, je tremblais presque. C'est quand même grave qu'on n'ose plus dire notre opinion. Il y avait François Delor qui disait hier que le consensus c'était l'horreur. Le consensus, c'est quand il n'y a plus de débat, plus de discussion, quand on ne s'écoute plus. C'est le fascisme. Tout simplement. C'est le dogme, c'est quelque chose qui ne se discute pas. La deuxième chose que je voulais dire c'est que je viens d'entendre deux filles dire, pendant que Guillaume parlait, qu'il aurait été bien qu'il assiste cette après-midi au débat sur les butch fem*, malheureusement le débat était non-mixte, il ne pouvait donc pas y aller. Reste qu'il y a un minimum d'écoute à avoir à ce niveau. Faisons attention, les gens qui partent, qui s'insultent, ce n'est pas ça *l'Université*. Alors, calme. Et un peu d'humour.

X : Je voulais intervenir par rapport à certaines remarques qu'a pu faire Guillaume Dustan et que j'ai pu entendre. D'abord sur le fait qu'il aurait voulu un baisodrome ou que les *UEEH* soient en elles-mêmes un baisodrome. Je ne suis pas d'accord, parce que les backrooms c'est là que l'on croise essentiellement la méchanceté des gens, où on croise des gens déshumanisés qui deviennent méchants. Ca peut plaire à certains, mais ce n'est pas la majorité. Ce n'est vraiment pas un modèle quand on cherche des sentiments. Il me semble que les backrooms font énormément de dégâts sur les gens. On en n'a pas parlé lors du débat sur le suicide chez les jeunes*. Je n'ai pas osé en parler parce que j'ai eu peur de me faire lyncher, mais je pense qu'il faudrait également envisager que le suicide des homos est du à l'homophobie, ça c'est connu depuis longtemps on se bat contre l'homophobie (le mouvement homosexuel progresse de plus en plus), mais aussi par nous-mêmes. Il faudrait regarder

---

* Pages 214 à 218

* Pages 19 à 29

chez nous ce qui ne va pas. Notre milieu déconne, il y a certaines parties du milieu commercial qui déconnent vraiment. Je ne suis pas le seul à soutenir cette opinion. L'an passé pendant l'émission Zone interdite spéciale *Gay Pride* au moment du reportage sur les enfants et leurs parents homos, un gars est intervenu en disant qu'heureusement avec ses parents cela c'était bien passé parce qu'à côté de ça le milieu impose des normes et les gens qui n'arrivent pas à les suivre sont rejetés, et parfois se suicident. D'autre part comme je parcours parfois les annonces sur le Web, je suis tombé sur quelqu'un qui a écrit qu'il en avait ras le bol et qu'il menaçait de se suicider à force de subir les excès, les dérives de la culture homosexuelle, de l'hédonisme homo. La glorification des aspects sombres de l'hédonisme homosexuel, je l'ai déjà entendu de la part de Guillaume Dustan il y a quelques jours, y compris la glorification de la house music ..... Non, pas d'accord non plus.

Guillaume Dustan : Facho !

X : Non je ne suis pas facho, je suis simplement quelqu'un de sensible. Il m'arrive de faire du mal aux gens, mais j'en ai marre d'encaisser la méchanceté des gens de ce milieu, essentiellement à Paris et peut-être même ailleurs. J'en ai marre, marre !

Irène : J'ai regardé tous les gens qui sont parti. Je voudrais dire que je suis restée par acte militant, parce que j'avais envie de me barrer aussi. Et pas seulement par rapport à ce Guillaume Dustan a pu dire, mais déjà avant. Je suis venue à un forum sur l'écriture, et personne qui m'a donné envie de lire, ni son livre ni d'autres d'ailleurs. Mais j'ai lu de livre de Jacques Fortin il y a quelques temps. Alors Guillaume ..... Guillaume, tu nous as traité de fasciste, mais c'est quoi le fascisme si ce n'est d'empêcher les autres de parler ? Alors je voudrais te remercier, si tu es capable d'écouter 30 secondes ..... Bon, je voudrais remercier Guillaume de ne pas être venu au débat de dimanche qu'il était censé animer (il y avait peut-être dans la salle quelques quetars déçus par son absence), car grâce à cela nous avons pu réellement discuter de ce que peut vouloir dire l'écriture dans un livre qui ne se prétend pas de la haute littérature, mais qui veut dire quelque chose. J'attends d'un livre que ce soit de la littérature, qu'il exprime des choses personnelles ou non, qu'il dise quelque chose. Et à ce débat, des filles ont, au pied levé, parlé d'un livre "*Attirance*" et alors nous avons vraiment discuté de ce que peut être l'écriture. D'autre part, je voudrais te rassurer Guillaume, le fait que tout à l'heure tu n'étais pas à l'atelier Butch femme, honnêtement tu ne nous as pas manqué. Franchement ça c'est très bien passé. Si pour certaines filles tu as manqué, moi tu ne m'as pas manqué.

Je voulais quand même dire une dernière chose, d'ailleurs c'était déjà le cas mardi, j'en ai marre qu'on s'envoie du "fasciste" à la figure. Vous savez ce que c'est le fascisme ? Les fascistes sont, entre autre, des gens qui n'écoutent absolument pas ce que les autres disent. J'essaye de m'adresser à toi, tu n'écoute pas, tu préfère parler..... Quoi ? Je n'ai rien entendu, j'avais le micro. Effectivement si tu n'es pas venu ici pour dormir, il n'y a personne qui va t'obliger à dormir, il n'y a personne qui va te clouer au lit. S'il y a des gens qui ont envie de dormir, c'est respectable. Le fascisme c'est aussi d'empêcher les gens de faire des choses qu'ils ont choisi de faire tout simplement. Les *UEEH* c'est quelque chose que j'adore (je viens chaque année) et bien honnêtement notamment toi et un peu mardi soir, ça m'a un peu enlevé l'envie de venir. Je trouve cela dommage. Alors maintenant je m'en vais. Je te le dis et je le dis aux autres aussi, effectivement il y a des gens qui sont parti fâchés, et c'était peut-être de la lâcheté, moi ce n'est pas de la lâcheté. J'en ai marre et vous me faite chier.

X : Je veux bien faire ma star aussi, bien que je ne sorte pas de livre. Bref, même lorsque les gens te font chier, même quand les gens remuent des trucs qui font mal, il faut discuter. Je ne sais pas Guillaume si tu as bien entendu ce que Thierry à dit tout à l'heure (à supposer que tu sois capable d'entendre), moi ça m'a fait du mal de voir quelqu'un obligé de se dévoiler comme ça, en public, aussi fort, pour te monter que lui n'était pas un écrivain reconnu comme un chieur, alors que pour une fois il prenait le micro, s'exposant ainsi beaucoup. Après être allé prendre l'air tout à l'heure, je suis revenu et je constate que l'on ne parle toujours pas de littérature. Je suis un peu déçu. Certes, toutes ces questions personnelles, on peut parfois les entendre, reste qu'il t'appartient de voir ce que tu fais des femmes (je te trouve super misogyne), à toi de voir ce que tu fais du mouvement féministe et des discussions sur des conceptions à renouveler sur les hommes ayant une sexualité génitale. Ceci dit, le truc principal que je voulais dire c'est qu'en 1999, la première fois que je suis venu aux *UEEH* j'avais besoin de venir. Et qu'est-ce que j'ai fait en 1999 ? J'avais 22 ans, je suis tombé sur un mec de 48 ans, et ce fut une très belle histoire. On a baisé, j'avais peur du sida avec lui comme avec n'importe qui d'autre. Et par rapport aux backrooms, (où personne n'est obligé d'y aller) on ne va pas reproduire ici la même dichotomie qu'il y a dans les LGP, c'est à dire d'un côté le milieu associatif et de l'autre le milieu commercial. Le milieu commercial a quand même fait avancer les choses. C'est grâce à lui que nous avons plein de lieux de rencontre. D'accords, ils sont liés à l'alcool, à la drogue, mais c'est une avancée et c'est aussi des lieux de liberté. Ce sont les lieux de notre liberté. C'est vrai qu'ici, aux *UEEH*, on ne parle pas du corps. On baise, parfois, mais on ne parle pas du corps. Mais la question est de savoir pourquoi des associations comme *Amour Hard* ou la *SMF* (qui propose déjà à Paris des ateliers sur le corps et les pratiques sexuelles quelles quelle soient) n'ont pas été invitées ?

Erik Rémès : On n'a peut-être pas parlé de littérature directement, mais c'est éminemment politique. Excusez-moi. C'est le forum qui dégage le plus de violence, et pas forcément de notre part en plus.

X : Je voulais demander à Guillaume pourquoi il est venu, si c'était pour souffrir. Il parait que c'est une grande souffrance les *UEEH*. Pour moi, ce n'est pas une grande souffrance. Maintenant concernant le bareback, comment dire .... je respecte les gens qui ont cette pratique, par contre ayant un ami séropositif, je ne trouve pas que d'utiliser le préservatif systématiquement (parce qu'on y est obligé, parce qu'il y a des réalités) soit une partie de plaisir. Ce n'est pas une partie de plaisir que d'avoir un ami qui a des suivis médicaux constants. C'est une réalité. Maintenant concernant le thème de la soirée, "Ecrire = jouir", j'ai vu tous les gens invités ici parler de la jouissance. Personnellement j'écris, je ne suis pas encore édité, et je trouve qu'on a pas assez parlé peut-être du travail d'écriture et du fait que ce n'est pas toujours une partie de plaisir. Ecrire c'est d'abord travailler sur les mots et se rendre compréhensible aux autres.

Geneviève Pastre : Effectivement, ceci dit il me semble que ce qui vient de se passer est extrêmement intéressant. Cela montre que le sujet a explosé, et c'est un signe de quelque chose, il y avait besoin que cela explose. Mais c'est vrai que je regrette aussi qu'on ait pas plus de temps, car on aurait pu davantage creuser la question de savoir quand le fait d'écrire est nécessaire. Pas seulement pour soi comme forme de jouissance, mais dans la relation à l'autre. D'autre part je dois dire que j'aime énormément l'écriture de Guillaume Dustan. Cette écriture est comme un risque. Je me souviens d'avoir assisté à un débat (c'était la première réunion des femmes écrivains internationale), au cours duquel Catherine Riwack à dit "il faut savoir jusqu'où on peut aller". J'ai alors bondi de mon siège, j'étais prête à dire qu'écrire ne devient intéressant que dans la mesure où il y a danger. Even Sicsous m'a devancée, elle a dit "l'écriture commence là où il y a danger, là où il y a un risque". C'est ça qui est intéressant dans l'écriture. Je l'ai applaudi.

Patrick Cardon : L'écriture c'est d'abord des mots, mais ce qui me gêne c'est qu'en fait j'écris comme je parle. Mais je parle bien, je peux faire des phrases complexes, des phrases sans verbes. Il y a ici des gens très différents, c'est normal qu'il y ait des gens de niveau différents, de compétences différentes. D'ailleurs on ne pas s'adresser à tout le monde. France Gall dit "partout je suis chez moi". Il y a deux façons d'être partout chez soi, soit on impose ses idées et donc tout le monde est d'accord, soit on fume un peu et on est heureux. La deuxième façon est peut-être la meilleure. Hier ou avant-hier il y a eu un débat quelque peu houleux sur le devenir des *UEEH*[*], et quand quelqu'un a dit "c'est un monstre, il faut peut-être l'abattre", je ne pense pas, je pense que des monstres il faut multiplier les têtes et peut-être les couper après. Ce n'est pas le problème, de toute façon ça renaît toujours. En fait il faudrait une vraie université studieuse pour les gens qui veulent faire travailler leur cerveau, et une université simple, celle qui est ici, une université populaire. Je ne veux pas faire Madame H, mais ici c'est le règne de la sociologie, du social. On cultive un peu la souffrance, le plaisir c'est ailleurs. Je pense que l'histoire de la souffrance c'est important, la réalité c'est important, mais l'imaginaire c'est important aussi. Il ne faudrait pas gangrener l'imaginaire par la réalité. Ce qu'il manque ici, c'est une histoire du plaisir. C'est ce que j'essaye de faire avec *Gai Kitsch Camp,* qui est complémentaire de l'histoire du militantisme.

Alors évidemment il y a le plaisir du masochisme, le plaisir du militantisme.... mais il n'y a pas vraiment de plaisir pur. Quelque fois il faut dire que baiser c'est baiser, et que les femmes doivent entendre aussi que les hommes ne baisent pas forcément comme elles. Même s'il y a des femmes qui baisent comme des hommes. Mais des lesbiennes, des femmes et des féministes ont demandé, un peu comme celle qui tient une boite et qui fait des romans, qu'une femme doit rester une femme. Ca c'est débile, ça c'est facho. Et qu'un homme doit rester un homme, c'est aussi facho. Nous sommes tous transgenres. Quant à cette histoire de bisexuels, cette histoire d'homosexuels ça ne me convient pas du tout. Et le fait que transgenre ça veut dire transsexuel ça ne m'intéresse pas du tout. Dire par exemple que l'on est séropo ou séronégatif c'est important, mais séro-intérrogatif c'est un petit peu plus embêtant. D'ailleurs on ne l'entend pas tellement. Le terme de transgenre signifie aussi que si on pouvait devenir une femme par une opération assez simple (on se fait une bite, on l'enlève) ce serait une expérience assez intéressante pour montrer le vécu de chacun. Bêtement, alors que j'étais féministe je disais je vais me faire enculer histoire de voir ce que les femmes ressentent, mais c'est idiot parce que les femmes peuvent, elles aussi, se faire enculer. J'ai été idiote pendant longtemps.

Quant à l'écriture, il y a des gens simples qui disent que c'est important. Ils ont un moi, il faut qu'ils l'épanchent. Ils aimeraient tellement être publiés, pensant ainsi trouver des âmes sœurs avec lesquelles échanger des lettres (quelques part écrire un livre c'est écrire une lettre). Il y a ce niveau. Et après il y a le niveau, c'est ce à quoi je voulais arriver, d'ailleurs je vous remercie de me permettre d'arriver là, parce que d'habitude je ne termine pas mes phrases. Voilà j'ai fait une assise et c'est foutu. Non, je parlais de niveau, donc je pense qu'il ne faut pas hiérarchiser, il faut que les choses soient horizontales et pas toujours avec des catégories puis des sous-catégories. Dire que la culture gay est une sorte de sub-culture m'a toujours dégoûté. Mais les niveaux d'écriture, ça veut dire que si vous parlez bien, vous écrivez bien. Mais il y a quelque chose d'important dans la structuration de la pensée c'est là connaissance. Vous savez de quoi vous parlez quand vous écrivez vos sentiments (à coup de "je t'aime", de "il m'aime pas", "je vais me suicider, faire du chantage" .....). Le sentiment, la guimauve, ça me dégoutte un peu, mais bon c'est important aussi (parfois c'est bien de vivre dans la guimauve). Mais lorsqu'il faut mettre en ordre des connaissances, avec des idées que l'on essaie de ne pas imposer, c'est beaucoup plus compliqué. Quand il faut faire des citations, c'est compliqué. Après tout, nous n'avons aucune originalité. Tout ce que nous disons, tout ce qui s'est dit ici (enculé, backrooms, va te faire voir, il faut des backrooms, il faut la tête, le cerveau) ce n'est que des citations. On n'est pas original du tout. A la limite il faudrait mettre des guillemets pratiquement partout. Quand je dis bonjour je me dis que j'ai déjà entendu ça dans un film. Arrêtons de nous prendre au sérieux.

---

[*] Pages 41 à 49

Alors j'ai une proposition, il faudrait faire une *UEEH* parodique. Des *Universités* parodiques qui ne seraient pas la parodie de cette *Université* là. La parodie c'est un style d'écriture, on n'a pas parlé des styles d'écritures. Il y a l'ironie, le second degré (là ça va, il y a un grand progrès dans l'humour), quant au troisième c'est déjà plus embêtant. Quand on dit facho au troisième degré, c'est embêtant. Avec le politiquement correct (écriture importante) l'écriture si elle veut se vendre doit être standard afin de répondre à une masse de gens. Il faut qu'elle soit simple, éventuellement un peu scandaleuse. Bref, il faudrait une *Université* de style parodique. On imite Jacques Lang, Jacques Fortin, Guillaume Dustan .... Quand quelque chose m'énervait, j'allais voir une folle méchante (je les reconnais puisque j'en suis une moi-même), et ensemble on sortait quelques vérités, et les gens ne nous en voulaient pas d'être méchantes. Je pense qu'il faut être méchant. C'est ça aussi le risque de l'écriture. Qu'on ne nous dise pas "vous êtes méchants". On n'est pas méchant, la vérité n'est pas dans la sincérité.

Jean Théves : Je n'ai pas l'impression que c'est dans les livres qu'on est méchant. C'est plutôt le seul endroit où on ne ment pas, où on est complètement libre. Je n'aurais pas du prendre la parole parce que maintenant je n'ai pas grand chose à dire, mais il me semble que le chemin naturel de la l'écriture est la lecture. Une fois qu'on a terminé de lire les livres, on écrit. Et quand on n'arrive pas trop à s'exprimer en public, le fait d'écrire aide à faire passer des choses, à dire ses mots. C'est pourquoi je vous conseille de lire puis d'écrire.

Geneviève Pastre : Il y a la fameuse histoire des différents niveaux intellectuels, des choses compliqués. C'est vrai que les sciences humaines et sociales sont devenues particulièrement compliquées, mais par ailleurs il y a eu des distinctions de faites (distinctions qui ne m'ont jamais plu), selon Barthes entre les écrivains et les écrivants (lui se mettant dans la catégorie des écrivains). Donc là encore il y a une classification. D'autre part il y a l'idée que pour les gens simples il faut faire simple. C'est complètement faux. J'ai l'exemple d'une amie assez âgée qui alors qu'elle était enfant avait assisté au théâtre de Lorca. Ce théâtre jouait dans les villages d'Espagne avant 36 (avant la guerre civile) des tragédies de Voltaire. On ne peut pas dire que les tragédies de Voltaire soient vraiment populaire. Pourtant les gens adoraient, adorent. Ils aiment parce qu'ils aiment la beauté. Ils sont capables de comprendre, peut-être par analogie, par un biais, sans se servir de ce que nous avons appris au lycée, de toutes les conneries académiques qu'on nous a apprises. Il y a aussi l'exemple des ballets de Béjart en Iran (du temps du Chad), il avait inventé une langue qui s'appelait L'oragste. C'était une langue artificielle grâce à laquelle Béjart jouait dans les villages d'Iran. Les gens s'en foutaient de pas comprendre, ils comprenaient d'après le contexte, d'après le jeu. Des paysans simples peuvent comprendre des choses compliquées. C'est une erreur de penser qu'il faut faire des choses simples, compréhensibles. Les gens ont l'impression qu'on se fout d'eux. Un enfant peut comprendre des choses très compliquées. Quand je dis compliquées, j'entends des choses fabriquées, sophistiquées, préparées à l'avance (comme un certain art contemporain). C'est simplement qu'on ne se met à coté d'eux, qu'on ne vulgarise pas sa propre langue. J'allais dire on ne prostitue pas, le mot est idiot. Quand on écrit il faut foncer, même si c'est difficile à éditer. Ce n'est pas gênant. Ce n'est pas important. Où alors faisons du commercial, et ne parlons pas d'écriture. Dans ce cas, je me retire du coup, ça ne m'intéresse pas. Il faut une écriture qui comme je disais tout à l'heure est un tissu indéchirable, c'est à dire une véritable substance, une écriture dotée de résistance. C'est quand j'ai compris ça que je me suis mise à aimer ce que j'écrivais. Parce que je trouvais que c'était tout de même quelque chose comparé au théâtre, à la danse, à ce que j'aime (le visuel, l'espace). Le mot lui-même a une épaisseur, il est chargé de sens, et de sens multiples. A travers l'écriture on cherche. Derrière l'écriture il y a tout un travail intellectuel, esthétique, sensible.....

Pascale Berthault : C'était d'abord pour situer le clitoris qui est externe, et puis les doigts qui sont externes aussi. Tout ça pour dire que je trouve, Guillaume, que ta vision du sexe inversé est un peu médiévale. Bon, ce n'est pas très grave. Ensuite sur les femmes castratrices, c'est possible que ça existe. Mais les hommes castrateurs, c'est possible aussi. Ceci dit je voudrais revenir au thème de la soirée, je l'aurais plutôt mis dans le sens "Ecrire implique jouir", parce que l'égalité est peut-être ennuyeuse. Après tout il y a certainement d'autres jouissances que l'écriture. Donc le titre en lui-même n'est peut-être pas tout à fait exact. Et je voudrais parler en particulier de la jouissance, Guillaume tu centralises un peu les réponses suite à tes interventions, mais quand tu dis qu'il y a des hommes qui ne baisent pas après 30 ans (pour cause de séropositivité), je peux te dire qu'il y a beaucoup de femmes qui ne baisent pas. Simplement parce que les femmes souvent, beaucoup, baisent dans les chambres à coucher, dans les maisons. Aussi les espaces extérieurs ne sont pas pour nous. Ce sont des espaces, je suis d'accords, qu'on peut conquérir. Je ne sais pas si tout le monde le veut, si toutes les femmes le veulent. En attendant certaines le veulent, moi ça me plairait bien. Il n'en reste pas moins qu'on est sous la coupe d'un certain nombre d'années de domination masculine qui fait que l'expression de la jouissance, et même apprendre la jouissance ce n'est pas forcément facile. Ce n'est pas la même chose pour les femmes et pour les hommes. Même si les femmes peuvent se prendre en main (c'est le cas de le dire), il n'en reste pas moins que l'on aurait des choses à faire ensemble, et qu'on aurait à apprendre de vos expériences en matière de jouissance. De ce point de vue là, ce ne serait peut-être pas mal de commencer à transmettre au-delà des craintes de femmes castratrices ou de femmes dominatrices. Quant à l'écriture, je voulais tout de même en parler, il me semble que c'est pareil. C'est à dire qu'écrire ce n'est pas quelque chose qu'on fait comme ça, c'est quelque chose qui s'apprend, qui est long (je parle de moi). J'ai beaucoup appris en lisant les autres, j'ai appris à écrire, et je continue à apprendre. J'ai beaucoup appris en lisant un certain nombre de gens qui sont ici représentés, et je les remercie.

Patrick cardon : Je voulais simplement répondre à Geneviève. Je ne parlais pas de niveaux intellectuels, mais de niveau de compréhension et également de niveaux de jouissance. Juste une anecdote, j'avais fondé de manière féministe un petit mouvement à Aix-en-Provence qui s'appelait *Mouvance Folle Lesbienne*, c'est à dire que l'on avait tout féminisé, mouvement de venait mouvance, et pour ne pas reproduire l'hétérosexualité on avait *Folles Lesbiennes* c'est à dire les folles ensembles. Le mouvement militant n'avait pas compris, pour eux c'était un truc de cheveux en quatre. Mais quand j'en avais parlé à un jeune garçon (il devait avoir 12/14 ans) et il m'a dit qu'en fait nous voulions baiser entre nous. Il avait compris. A l'époque, il n'y avait pas vraiment de mouvement homosexuel, il n'y avait que des *Groupes de Libération Homosexuelle* d'une dizaine, d'une vingtaine de personnes. Et la plupart des gens étaient fascinés par les hétéros qui représentaient le modèle viril (modèle que les homosexuels ont ensuite repris). Ce n'était pas évident de se retrouver entre nous.

Pour terminer, je voudrais simplement dire que j'étais à la première *Université Homosexuelle* de Marseille (il y a donc très longtemps), que j'ai souvent dénigré cette *Université* parce qu'à Aix nous étions des folles bourgeoises et qu'à ce titre nous ne supportions pas les gens qui travaillaient, qui défendaient le travail, la rémunération. Jacques Fortin était un gauchiste invétéré (et continue à l'être), il défendait les ouvriers alors que la notion même de travail nous échappait. Nous étions étudiants, ils étaient ouvriers, il y avait donc une lutte des classes à l'intérieur même du mouvement homosexuel. Maintenant que j'ai mis un peu d'eau dans mon vin, et j'ai besoin de popularité parce que je suis quand même Comtesse des Flandres. Vox populi, vox deï, j'avoue que cette *Université* m'a beaucoup plus. Mais peut-être que j'ai beaucoup fumé.

Gérald : Malheureusement j'ai retenu très peu vos noms (que j'aurais du connaître) bien que vous soyez sur le devant de la scène, et que j'aurais du vous connaître. Ce que j'aimerais dire avant tout c'est que chaque intervenant ce soir m'a intéressé, m'a ému dans chacun des thèmes qu'il a abordé, qu'il a choisi d'aborder. J'ai assez mal vécu les réactions violentes qui ont répondu aux propos du splendide jeune homme avec de très beaux tatouages, dont j'ai évidemment oublié le nom aussi. Mais les noms ne sont pas très importants, il vaut mieux retenir les visages et les yeux. Son propos n'était pas provocateur, il ne se voulait pas provocateur, il l'a dit plusieurs fois. Je ne vois pas de quoi les gens avaient peur quand ils ont voulu lui couper la parole. Dans le groupe que nous sommes ici, il me semble qu'il y a des sujets que l'on peut aborder librement, des sujets qui seraient peut-être à réfléchir si nous étions dans un autre contexte, avec un autre public. Mais étant ici, je ne vois pas où se situe la difficulté, où se situe le problème. Guillaume était volontairement provocateur, après tout cela lui était possible. Et évidemment s'il provoque, c'est normal qu'il reçoive des réactions. Mais être provoquant était volontaire de sa part, c'est donc différent. Ceci dit j'ai ressenti beaucoup d'affection, beaucoup d'amour pour toutes les personnes qui se sont exprimées parce qu'elles ont exprimé des choses fortes, y compris les gens qui se sont exprimé ensuite dans la salle. Quand on parle avec émotion, quand on parle de choses qui nous paraissent importantes à nous, c'est toujours bon à entendre, c'est toujours beau à lire. Voilà, je respecte les gens qui réagissent fort, mais je voudrais que chacun de nous puisse travailler dans ce sens. Ce qui m'a choqué, plutôt que le propos qui avait été tenu, ce sont les réactions qu'il y a eu et l'agressivité qui en a résulté (l'agressivité me convenant mal). Voilà, je vous remercie.

Christophe : Je ne vais pas faire comme tout le monde, tout le monde racontant sa vie. Je ne vais donc pas raconter la mienne. Je voulais simplement dire que si les gens sont parti pour la plupart de façon très agressive, c'est parce que ce dont parle Guillaume et sa bande c'est quelque chose qui dérange réellement. Ce serait mieux d'être un petit peu plus écouté quand même. J'ai 23 ans et peut-être je vis cette situation. Si les gens partent c'est que cela leur pose problème, car cela les renvoie à leur propre "condamnation" à se protéger lors de leurs rapports sexuels.

X : Je ne comprends pas quand Gérald dit qu'on a pas compris la volonté de provocation. Bien sûr que j'ai compris, cela fait longtemps que j'ai entendu parler du personnage de Guillaume Dustan. Après, excuse-moi, si Erik Rémès n'était pas au fond provocateur c'est qu'il était franchement con …..

Erik Rémès : Non, mais je prends l'exemple de la haine anti-techno, il y a eu des soirées pour tout le monde, il y a eu les *Musettes*, les *Popins Gay*. Et il y a quand même eu des injures anti-techno. Pourquoi ? Il ne faut quand même pas se déconnecter complètement de la réalité. C'est vachement élitiste ce qu'on fait ici, on est complètement déconnecté du réel. Et aussi de ce que sont les pédés. Voilà, c'est tout. Cette haine du commercial, de la drogue …… Enfin, de la drogue on n'a pas parlé, justement on n'en a pas parlé. Et pour ceux qui veulent se coucher tôt, il n'y qu'a y avoir une distribution de boules quies. Tout simplement. Il pourrait y avoir, pourquoi pas, un atelier testing lors des soirées. Pourquoi ? …. Pour tester les cachets d'ecstasy. Mais quoi ?…. Enfin mais c'est aussi le réel. Il y a les backrooms, l'ecstasy, il y a tout ça. Il faut en parler.

X : Je voulais juste dire que je trouve que ton désir de ne pas être jugé est assez intéressant. Tout à l'heure quand tu t'es exprimé tu parlais par exemple de sexualité plus élaborée pour les rapports SM, et pour le bareback. Mais c'est quand même un jugement de valeur vis-à-vis des autres sexualités et qui est tout à fait intolérable. On ne peut pas demander à ne pas être jugé quand on porte des jugements de valeur comme ça, insidieusement.

Erik Rémès : Non, il n'y a pas du tout de jugement de valeur dans ce que je disais par rapport à une sexualité de base. Marie-Hélène Boursier .... non vraiment, désolé mais Marie-Hélène Boursier pourrait très bien l'expliquer, avec Béatrice Préciado elle pourrait faire des démonstrations de godes à la fois pour les mecs et aussi pour les filles. Je crois qu'elle l'a fait l'année dernière en plus. C'est ce qu'il faut aussi. L'éjaculation féminine, parlons-en. Il faudrait des ateliers là-dessus. Et pourquoi pas des ateliers avec des séropositifs ? Avec Guillaume on avait marqué, en plaisantant "Ce soir atelier partouze bareback". Il faut aussi un peu d'humour, de décalage. Et là je vais faire comme le fils putatif, comme la fille putatif de Madame H, la fille punk de Madame H, il faudrait des ateliers contamination et des ateliers sur-contamination. Voilà.

Jacques Fortin : Je suis un lecteur attentif de Guillaume, attentif et intéressé. Mais je pense que la politique de la queue et du quetar n'est pas le seul chemin de la libération, et n'est pas le seul qui puisse parler. Qu'il ait une place à s'imposer ici c'est évident, c'est aussi une place à inventer. Je ne suis pas convaincu qu'il faille reproduire ici ce qu'on trouve dans les espaces commerciaux. Non pas que j'aurais une hantise anti-commerciale particulière, j'ai une critique du commercial, c'est autre chose. Quand j'ai écrit mon bouquin, au modeste niveau que j'étais, par rapport au langage politique tel qui s'exprime d'habitude, j'ai essayé de reprendre les choses à partir du corps, à parti de la vie avec des mots que l'on emploie jamais en politique. Ces questions là aussi ont à être interrogées. Tu parles de la drogue, si nous devons ici nous réapproprier ce thème, il est souhaitable qu'on se le réaproprie sous la critique. Sous la nôtre, pas celle des uns en train de fusiller les autres, mais une critique venant de partout, y compris de nous. Quand Guillaume élève le quetar en modèle de libération, je dis que les chemins de la libération ne passent pas forcément par là. Je ne suis pas un quetar, je ne veux pas non plus être culpabilisé d'être un survivant parce que je n'étais pas un quetar. J'étais un homme qui a tenté des chemins de libération qui m'ont fait passer au travers. Je suis là aujourd'hui, j'estime avoir assumé sur le plan personnel, sur le plan individuel et sur le plan politique (au sens général du terme) des tentatives de politisation du corps, des politisations de ma vie, politisations d'une organisation politique, d'une sexualisation d'une organisation politique (et c'est pas de la tarte). Et ainsi de suite. Ma conclusion est de dire de prendre toutes ces questions et de les politiser entre nous. Je ne suis pas d'accords que l'on érige tel ou tel système en chemin de libération, puisque les chemins de libération sont compliqués.

Guillaume Dustan : Non je ne dis pas que le quetar il n'y a que ça. Ce que je dis c'est que le plus réprimé de tous dans le mouvement homosexuel, c'est le mec actif. Celui qui ressemble à un hétéro. Alors celui là on n'en veut pas. C'est super de se faire enculer, c'est super de parler au féminin, mais c'est pas bien d'avoir une incarnation virile. Je suis désolé, vous n'allez jamais réussir à les convertir les hétéros avec vos trucs de tantouzes. Non ..... je suis super sérieux, être un mec, un vrai, c'est pas du tout inintéressant. D'abord c'est très difficile, parce que cela implique un contrôle de chaque instant pour ne jamais laisser voir sa fragilité. Et tout le truc féministe à la con .... Oui, je voudrais finir ..... Donc tout le truc féministe à la con évidemment a produit des infirmes du sentiment. C'est clair, et ça en produit encore. Mais il n'y a pas que des désavantages. Et la performance masculine, il y a un certain nombre de lesbiennes butch, il y a beaucoup de jeunes lesbiennes butch qui étudient ça, qui sont dans la performance masculine. Et pourquoi elles sont dans la performance masculine ? C'est parce que c'est la force. Et la force dans la vie difficile des êtres humains ..... Non, la force ce n'est pas du luxe. Pour survivre, la force vous ne croyez pas qu'il faut en avoir ?

Philippe Varin : Bonsoir, je suis d'*Amnesty International*. Je suis vachement content parce que déjà je ne sais pas écrire. La seule chose que je fais c'est que je reprends bêtement les choses que l'on m'envoie de Londres. C'est ma manière à moi d'être utile. C'est sympa que des gens qui savent écrire pensent à rédiger de belles lettres qui servent à des gens. L'autre chose que je voulais dire c'est que je suis d'accord avec Patrick Cardon sur l'idée de faire une contre-*Université d'Eté* où on se tournerait vraiment en dérision. Je pense que c'est quelque chose qui peut être très sympa. Enfin, pour finir je réponds à Erik Rémès. S'il veut faire un atelier contamination et sur-contamination, je veux bien être invité en tant qu'invité avec 15 ans de séropositivité derrière moi. Je me considère comme un survivant. Si Guillaume Dustan se sent mal dans sa peau, je suis près à échanger ces 15 ans contre 15 ans de sa vie. Il saura ce que c'est ..... Il saura ce que c'est que d'être séropositif, de se retrouver en fin de parcours, que d'avoir tout testé, que maintenant je n'ai plus rien derrière mais de vivre quand même. La seule chose que je regrette Guillaume, je vais te le dire, c'est qu'Hervé Guibert ne soit pas vivant, parce que vous auriez été deux narcissiques ensemble, vous vous en auriez envoyé à travers la gueule, et vous nous auriez foutu la paix.

Guillaume Dustan : Hervé Guibert, la bonne propagande. Ouais, bravo ! Moi c'est la propagande de la vie. On n'aime pas la vie, parce que la vie ça fait peur.

Muriel Guigue : Je ne sais pas si je dois être celle qui dit que c'est fini. C'est fini aussi si personne j'interviens. Oui.... ?

UEEH : LEUR DEVENIR

Jacques Fortin : Le CA des *Universités d'Eté* m'a chargé de vous présenter l'état de nos réflexions sur l'avenir de ce que nous avons relancé il y a trois ans. Je partirai de la question du lieu, parce que c'est des questions concrètes qui nous aident à poser des questions plus fondamentales. Ce lieu, c'est un espace magnifique, plein de commodités. Nous avons les salles universitaires, les chambres, le restaurant, les Calanques et tout cet espace autour. C'est très beau. Durant cette semaine qui éloigne ou relativise pas mal des contraintes sociales auxquelles d'habitude nous sommes soumis, nous vivons dans un monde pour nous un petit peu plus normal que le monde habituel. Je reviendrai là-dessus tout à l'heure. Donc :

Les contraintes structurelles

Nous avons voulu créer un espace où les acteurs et actrices de la scène homo (ce qui procède des affirmations lesbiennes et gays des 30 dernières années) puissent débattre, échanger expériences et réflexions, monter des projets. Trois ans après, ce projet est sur les rails, il a atteint un certain niveau qualitatif. Il commence vraiment à prendre figure. Et vous avez bien voulu y adhérer de plus en plus nombreux. En même temps, jour après jour nous sommes confrontés à des limites, en ce sens que les mots blessent, que le sexisme n'est pas mort, que les générations ne font souvent que se côtoyer, que les différences parfois se heurtent. C'est toute la question du ton des *Universités d'Eté*, et il nous semble que sur ce point, sur cette façon de vivre ensemble, nous avons encore (et toujours) des efforts à faire. C'est le positif.

Ensuite il y a les aspects négatifs. Quand on travaille sur un projet et qu'on le développe, à un moment ou à un autre il n'est plus seulement un projet, une improvisation plus ou moins rigoureuse, il finit par devenir quelque chose qui s'institue. Et là nous touchons des limites. D'abord au niveau de l'étique générale, puis à un niveau personnel. Pour obtenir cet espace nous sommes soumis à un certain nombre de contraintes. Pour venir aux *UEEH* il faut un peu d'argent, on peut toujours essayer de voir pour les désargentés. D'ailleurs c'est ce que nous faisons. Ensuite il y a la contrainte de l'encadrement. Une des conditions pour obtenir le lieu fut de rémunérer un second gardien à l'entrée. Jour après jour il faut présenter son badge. Cette obligation que vous d'ailleurs vous supportez de façon tout à fait tranquille, est une contrainte. Troisième contrainte, c'est le regard des autres. Ici il y a des gens qui travaillent, des jeunes qui viennent s'inscrire (parfois avec leur famille). On ne peut donc ni se balader à poil, ni se livrer à certaines exubérances auxquelles on aimerait se livrer. Ceci nous limite par rapport à que nous essayons de vivre ici. Il y a enfin les contraintes de l'espace, mais qui sont de belles contraintes. Cet espace est tellement fragile qu'il y a beaucoup de choses qu'on ne peut pas y faire. Malgré un énorme espace, on ne peut pas faire de camping sauvage (et l'administration nous surveille), on ne peut pas délimiter un espace où on pourrait aller faire du naturisme où ce qu'on voudrait. On se trouve donc sous cette somme de contraintes que nous pouvons accepter en se disant que c'est la rançon à payer pour avoir l'espace. Ces limites, nous les supportons doublement en ce sens où nous sommes entre le marteau de ces contraintes (comme le refus de nous donner ces bâtiments au départ) ou plutôt le marteau de notre désir de nous libérer et l'enclume du réel qui est contraignant et brutal. Si on déconne, on perd le lieu. Et qu'est-ce qu'on fait après ? Cette contrainte nous pèse parce que nous sommes dans cette enclume, et en plus nous sommes entre celle-là et vous. C'est à dire que jour après jour alors que nous serions peut-être les premiers à vouloir nous trimballer à poil ou faire ceci et cela, nous sommes non seulement contraints de nous contraindre mais aussi contraints de vous contraindre. A coup, par exemple, de "on ne fume pas dehors". A certains moments c'est assez insupportable pour toute l'équipe.

La question est donc de savoir comment ne pas nous laisser étouffer, comment essayer de régénérer l'*Université* malgré ces contraintes, sachant que nous ne savons pas comment les déplacer. C'est une question que nous aurons à discuter, pour laquelle nous n'avons à l'heure actuelle aucune solution. Trouver un espace avec 500 à 600 places confortables, un restaurant universitaire et un camping, en Provence et pas loin de la mer, c'est impossible. Sans forcément trouver de solution, il nous faut peut-être à l'avenir innover afin de desserrer d'une façon ou d'une autre ces contraintes.

Ce que vous pouvez apporter

Notre idée n'est pas d'offrir un joli produit sympa. Nous ne sommes pas des producteurs de loisirs, même de loisirs intelligents. Et nous ne voulons pas que vous soyez des consommateurs. Lorsque nous faisons l'*Université d'Eté,* notre objectif est de créer un espace, et de faire en sorte que dans cet espace viennent s'inscrire (aussi bien à titre individuel que collectif) l'envie de vivre, l'envie de changer les gens, l'envie de rencontrer des gens. Et l'envie de porter ce qu'on fait jour après jour. Aussi nous sollicitons des investissements. Si au départ il n'y avait que notre équipe (qui à fait ce qu'elle a pu), petit à petit certains et certaines d'entre vous ont proposé des choses. Notre objectif maintenant est de solliciter l'investissement des associations, des groupes de fêtes, des chercheurs et des chercheuses (c'est à dire tous les travailleurs de l'écrit et de la pensée), bref des gens qui aiment aussi l'*Université d'Eté,* qui croient en l'*Université d'Eté.*

Quand je dis que nous ne sommes pas des fabricants de produit en chambre, ça veut dire que les thèmes qui seront ceux des *Universités* à venir seront ceux dans lesquels les associations pourront trouver, non pas tous les ans mais au moins certaines années, matière à travailler pour préparer l'*Université d'Eté* ou matière à apporter à l'*Université d'Eté*. C'est pour cela qu'il faut travailler de concert avec les associations, pour que la réalité d'aujourd'hui nourrisse l'*Université d'Eté*, pour que ce ne soit pas une équipe qui dans son coin élabore des thèmes d'année en année. Cela veut donc dire que nous demandons aux associations d'être partie prenante, comme certaines associations l'on fait (en diffusant les documents des *Universités*, en prenant leur part à la cafétéria, et ainsi de suite). Il peut s'agir aussi bien d'une proposition de thème de débat lié à sa raison d'être et ses activités associatives, qu'une aide technique durant la semaine.

Au niveau des chercheurs et des chercheuses (de tous les travailleurs du texte et de l'intellect), nous souhaitons qu'ils apportent à l'*Université d'Eté* leurs préoccupations et le résultat de leur travail. Mais depuis le début nous avons pour position (ce qui a suscité quelques débats avec certaines personnes avec qui nous travaillons) d'exiger des personnes qui viennent ici qu'elles se confrontent à leur public. A un public qui ne se contente pas de les écouter sagement, mais qui change l'histoire, qui fait la vie, qui leur donne matière à penser. Il faut qu'il y ait réciprocité. Pour un chercheur venir aux *UEEH* c'est aussi y puiser de la matière, et donc continuer à penser, à écrire. C'est pour cela qu'à l'égard des chercheurs et des chercheuses, nous voulons qu'ils passent la semaine ou quelques jours, avec nous, dans les mêmes conditions que nous. Faute de quoi nous ne les inviterons plus. C'est une vie commune, c'est une *Université* commune. J'en profite d'ailleurs pour dire, puisque Guillaume fait un coucou.... pour dire qu'an niveau de l'équipe d'auteurs qui est arrivée ici, il n'y a eu vraiment aucun problème pour qu'ils s'insèrent. Pour eux cette immersion est une nourriture fabuleuse, et pour nous cela permet de mettre des visages sur des noms, de rencontrer la personne avec son bon ou mauvais caractère, et donc de mettre de la vie sur l'écriture, et donc d'avoir une écriture vivante et pas seulement sur du papier.

Quant aux personnes, elles sont la chaire de *l'Université d'Eté*. Elles sont ce qui lui donne son sens et sa vie. Il y a ici des personnes très diverses. Il y a des gens qui viennent ici parce que huit jours en *Université d'Eté* cela leur permet ensuite de repartir après avoir fait leur coming-out ou d'être prêt à le faire. Il y en a d'autres qui viennent se ressourcer, d'autres qui viennent s'amuser. Il y a une grande diversité. Ce que nous vous demandons vraiment c'est de conserver cet esprit de non-consommateur. C'est à dire cet esprit de participation..... il y a un débat après Guillaume, tu pourras dire ce que tu veux..... Bref, nous voulons d'ailleurs vous remercier pour la spontanéité que vous mettez quelque fois. Et je remercie tous ceux et celles qui s'impliquent quand on leur demande.

La refondation des Universités d'Eté Homosexuelles

La légitimité de notre équipe était celle d'avoir pris la responsabilité de relancer les *Universités d'Eté*. Mais après, nous nous sommes dit qu'il nous fallait passer à un autre stade. Cela nécessite de changer bien des choses et d'évoluer dans la qualité. Je crois que nous avons évolué dans la qualité d'organisation (on a professionnalisé en partie, il faut continuer), mais nous en sortons encore trop épuisé. Au niveau de la collaboration, je prends l'exemple d'*Amnesty* qui jusqu'à présent joue pleinement le jeu de l'*Université d'Eté*. Non seulement joue le jeu mais trouve dans l'*Université d'Eté* le motif et l'aboutissement de travaux que fait cette commission. C'est exactement cette logique là que nous voulons développer. Nous allons débattre cet automne du sujet du thème de l'*Université d'Eté* 2003, et il faut qu'*Amnesty* soit là. Discuter ensemble du programme des prochaines *UEEH*, telle est la logique que nous voulons avoir et développer. Nous n'avons pas l'intention de travailler rien qu'entre nous. *Amnesty* est un exemple de ce travail. D'autres part l'*Université d'Eté* ce n'est pas seulement des thèmes, des choses qu'on développe, c'est aussi des initiatives qui se prennent et qui nourrissent la semaine. L'été dernier nous avons tourné le film "*Etre et se vivre homo*", et en parallèle nous avions lancé l'idée d'un réseau, en l'air comme ça. Deux heures après des gens se sont réuni et on créé *Moules Frites*, un réseau jeune d'association. L'*Université d'Eté* peut être pour lui le lieu où il peut organiser une de ses deux coordinations annuelles, préparer des campagnes, dresser le bilan de ses actions. Voilà l'articulation que nous voyons avec ce type de réseau. Vous voyez qu'il ne s'agit absolument pas d'un chapeautage d'associations et d'activités, mais d'une relation mouvante entre la vie des associations et l'espace qu'est l'*Université d'Eté*. Mais cela veut dire aussi que l'*Université d'Eté* n'est plus une *Université d'Eté*. C'est pourquoi nous avons pensé à changer le nom, à l'appeler les *Universités Euroméditerranéennes des Homosexualités* dont l'*Université d'Eté* serait l'événement annuel. Par exemple en février dernier nous avons organisé, avec *Moules Frites,* toute une série d'atelier pour préparer cet été. Nous allons en faire deux rencontres de ce type dans l'année qui vient, dont une portera sur la rencontre jeunes européenne qu'on prépare pour l'année prochaine. Notre travail ne se limite pas à un strict travail de préparation de la semaine, c'est un travail qui se prolonge dans l'année, qui mène à des initiatives propres. Lorsqu'on arrivera à mettre sur pied le réseau inter-universitaire, on va se trouver devant le même phénomène. Ce qui ne nécessite non plus une petite équipe, mais un vrai réseau qui nourrisse l'association.

Dernier aspect encore sur cette question là, cette année à l'*Université d'Eté* il y a moins, proportionnellement parlant, de femmes que l'année dernière. Ce n'est pas notre séance en chambre qui doit dire ce qu'il convient de faire pour attirer les femmes, surtout que quelques uns d'entre nous sont mal placés. La réflexion sur cette question doit être menée en relation avec les associations de femmes, avec les initiatives lesbiennes, les équipes lesbienne. C'est un travail de réflexion qui doit se faire au sein de l'association, au sein du conseil d'administration qu'il faut donc largement ouvrir en faisant que la diversité qu'on voit ici soit celle qui est au sein du CA, et qui permette donc de donner les grandes orientations de l'*Université d'Eté*, et de faire les grands choix.

Je voudrais terminer sur un point qui nous tient à cœur, c'est que cette démarche pour nous est une démarche de confiance, fondamentalement. Ce n'est pas une démarche de chapeautage ou de fédération, nous voulons un cadre fédératif mais au vrai sens du mot fédératif, c'est à dire dans l'indépendance totale et radicale de chacune des composantes, et dans la capacité de se mettre ensemble sur des projets. Il faut une plate-forme, elle existe déjà, on peut l'améliorer. C'est une plate-forme éthique globale dont l'objet principal est de rassembler sur des projets et quelques repaires éthiques. C'est l'aspect fédératif. C'est ça que nous voulons essayer de faire de l'*Université d'Eté*, de l'*Université Euroméditerranéenne des Homosexualités* donc maintenant, en faire un cadre de confiance où on travaille ensemble sur un certain nombre de projets, avec un certain nombre de repaires sur le plan éthique et relationnel. Voilà ce que le CA m'avait chargé de vous présenter succinctement, je ne sais pas si j'ai été succinct d'ailleurs. Voilà, la parole est à vous.

Guillaume Dustan : Bonsoir, je crois que je vais être un petit peu plus audible. J'avais pensé vous lire mon badge pour donner plus de solennité à l'instant. Ce sera le seul texte de moi que je lirai ce soir. Désolé. Donc : "*2001 Marseille Luminy HIV+ Intervenant des UEEH Guillaume Dustan*". Je n'ai pas grand chose à dire, mais cela risque quand même de prendre plus de 5 minutes. Ce que je voulais dire d'abord en premier, c'est que je trouve formidable d'intervenir à un congrès depuis les gradins, parmi tous les gens qui contribuent ensemble à faire avancer un truc révolutionnaire et qui bouleverse 2000 ans de judéo-christianisme mine de rien. Je ne sais plus en j'en étais ..... Voilà, des lieux non-mixtes pour les hommes, un changement de nom pour l'*Université d'Eté des Homosexualités*. Parce que "Homosexualité" a une connotation médicalisation du 19^{éme} siècle qui vraiment ne correspond plus du tout à nos oreilles. Mais je ne développerais pas. On pourrait penser à "gay", mais en fait, Tim Madesclaire et moi-même, Guillaume Dustan qui a déjà bien foutu la merde à l'*Université* d'Eté, mais quand même il me semble pour ramener les choses vers un tout petit peu plus de mesure, sur certains points qui concernent non seulement les gens qui sont malades avec le sida mais aussi les gens qui vivent la culture de l'ère de l'après-sida qui est quand même quelque chose qui nous a éclaté au visage de manière peut-être plus violente que la bombe d'Hiroshima ..... Attendez, dans la culture populaire il se passe des choses. C'est quand même un des sens profonds du fait que non seulement il faudrait changer "*Université*" qui a un relent bourgeois, qui est vraiment plus du tout acceptable à l'ère de politiquement correct. Enfin quand même quand on appelle "patio des câlins" une backroom bien nécessaire ..... "Coquin mal liard" ? C'est les jeunes qui veulent fonder une revue homosexuelle importante de référence. Que dire d'autre ..... ? Non je veux pas mettre une mauvaise ambiance. Donc, "Université" non, trop bourgeois, "Homosexualité" non, trop 19^{éme} siècle, on peut garder "d'Eté". C'est important de se détendre. Nous sommes à Marseille, pays du slip Homme, et là je ne vais pas faire mon Lacan de bazar ..... Oui, le truc important pour qu'il y ait une bonne ambiance non exclusivement centrée sur la chose je dirais intellectuelle au sens oppression bourgeoise du terme, c'est que les corps puissent s'exprimer tel qu'ils en ont conquit le droit de le faire dans la culture gay et lesbienne. Dixit Monique Witig. C'est une espèce de culture lesbienne Monique Wittig …… Le doigt ! Ca a bouleversé ma sexualité, il y a une semaine. Ce que j'ai du mal à comprendre, pourtant c'est écrit en grosses lettres sur les deux pages dans "*Le corps lesbien*" ..... Conclure ? Oui, tout ce que j'ai à dire tient en une ligne : il faut donc des lieux non-mixtes pour les hommes (comme des backrooms), des fumoirs, des billards (c'est sympa le billard, les queues, les boules, non mais ça aide à vivre quand on a une identification homosexuelle masculine) et de la house tout le temps aussi, parce que c'est très important, parce que la house c'est la musique de libération générale mais aussi de libération homosexuelle. On a le droit d'aimer des choses en plus que soi-même, mais ça vient en plus. C'est du en plus.

Norbert : Je voudrais vous présenter Anne Maurice qui est au-dessus de moi, et qui est la présidente de *CGay*, association lesbienne et gay de Canal +, crée en mars 2000. Elle a été suivie d'une autre association que je représente, *Gare* l'association des gays et des lesbiennes de la SNCF (née en septembre de l'année dernière). Puis en janvier de cette année la RATP a eu sa propre assos, *Homobus*. Et il y a deux mois, l'Hôtel de ville de Paris et ses 40 000 salariés a créé *3HVP*. Pendant l'été, pendant que nous sommes en train de faire les bourgeois médicalisés, il y a une dizaine d'associations qui sont en train de naître. Il y a *IPM*, les *Unidédic*, *PSA* (Peugeot Citroën), il y a la Police Nationale avec une dizaine de .....? Oui la police nationale avec une dizaine de gardiens en tenue qui se font taper dessus par leurs collègues, qui sont vachement courageux. Il y a la Marie de Marseille, la Marie de Lyon. Bref il y a des travailleurs, non pas des travailleurs de la pensée, mais des travailleurs qui ont les mains dans le moteur, dans des boites qui produisent des objets ou des services, et qui ne sont pas à la recherche de conformité ou de normes mais de droits, des travailleurs qui luttent contre l'homophobie dans leur entreprise, qui défendent les travailleurs séropositifs, des travailleurs qui luttent contre l'isolement.

Alors par rapport à ce projet de refondation des *Universités d'Eté* et l'appel à l'aide des associations que Jacques Fortin vient de nous présenter, si au début on a pensé être des consommateurs, petit à petit on s'est rendu compte que ce n'était pas le cas. J'ai vu Pascale Berthault qui vidait les poubelles, j'ai trouvé ça un petit peu étrange. Puis je me suis dit qu'il fallait peut-être mettre la main à la pâte. De notre côté on a envie de réfléchir à l'homosexualité dans le monde de l'entreprise en organisant l'année prochaine, ici, un colloque sur cette question. On s'est dit que l'*Université d'Eté* pouvait être le lieu de ce genre de rencontre. Alors pour l'idée de l'organisation, je ne sais pas trop s'il faut être forcément dans la CA ou s'il suffit simplement dans le courant de l'année de préparer un événement ou simplement d'appuyer la logistique du truc, de faire les chambres ou faire les poubelles. En tous cas tout est ouvert, et pour ce qui est de la bande des quatre et puis des quinze à la fin de l'année, et bien c'est une porte ouverte. Voilà.

Jean-Michel Dariossecq : Cela fait longtemps que je viens aux *UEEH* (ce n'est pas la première année), et j'ai senti très nettement un saut qualitatif cette année que je qualifierai par un seul mot "professionnalisation". Déjà il y a une grande différence avec l'année dernière, et les années précédentes. Tout de même, je ne suis pas tout à fait d'accord avec ce qu'a dit Jacques tout à l'heure, car il me semble que la professionnalisation comporte à la fois des avantages et des inconvénients. Les avantages, en premier c'est certainement d'acquérir une réelle crédibilité, notamment vis-à-vis des financeurs. C'est un plus incontournable. Le deuxième avantage c'est que cela permet d'avoir de l'argent, cela permet d'embaucher des gens, de faire travailler des gens compétent, amis ou pas amis. Ce qui ne me paraît pas du tout scandaleux, du moment qu'on a des gens compétents et qui font le travail qu'on leur demande. Le troisième avantage c'est que c'est populaire, à la majorité des gens cela plaît d'avoir quelque chose de plus structuré. J'en suis convaincu. Je pense que le côté amateur et un peu improvisé qu'il a pu y avoir avant ne rencontre peut-être pas tous les suffrages. Certes, ce n'est peut-être pas le même public qui venait avant et qui appréciait ce côté amateur, mais aujourd'hui les gens préfèrent le côté professionnel et plus structuré. C'est très populaire, bien que ne soit pas tombé dans l'hyper-profesionalisation non plus. Ce n'est pas le Club Med.

En ce qui concerne les inconvénients, je mets en premier une certaine régidification. Je comprends qu'il y a des contraintes extérieures, j'ai bien compris le stress que vous avez vécu avec cette presque interdiction la veille de l'ouverture des *UEEH*, néanmoins j'ai l'impression qu'il y a une certaine restriction de liberté qui n'est pas totalement lié à ça. D'abord je ne tiens pas spécialement à me mettre à poil sur les pelouses, mais le fait que le premier soir contrairement aux années précédentes, nous n'avons pas pu présenter nos ateliers et que ce soit Monsieur le directeur qui présente tout, je trouve cela dommage. Et je trouve que c'est lié à une évolution. Cela veut dire qu'on a pas voulu prendre le temps, on n'a pas voulu mettre en priorité ce genre de chose. De la même façon, le fait que le lendemain on nous dise que les gens qui ont quelque chose à dire doivent passer par le porte-parole officiel, je ne crois pas que cela soit une exigence de la mairie. Il y a une évolution propre de l'*Université*. Et je sens que ça peut continuer à évoluer dans ce sens là, ce qui me gêne. La deuxième chose qui me gêne, je suis peut-être le seul ici, c'est la place qui est faite à la créativité amateur au sein des *Universités*. On embauche pas mal de professionnels pour faire de l'animation. Je dis ça parce que j'ai proposé l'année dernière, comme cette année, un atelier de création scénique amateur, dont on peut dire que c'est du patronage, que le résultat est totalement merdique mais ce n'est pas l'important. Pour moi et pour les gens qui participent, l'important c'est d'être ensemble et de faire quelque chose, de s'amuser ensemble pendant 4/5 jours. L'année dernière j'ai réussi, malgré des réticences que j'ai bien senti. L'année dernière j'ai gagné cette bataille, j'en suis content. Cette année j'ai échoué. Ce fut une succession pendant des mois de "t'aura pas ci, t'aura pas ça" et la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, il y a trois jours, fut de me dire que je pouvais pas répéter entre 17 et 19 heures, parce qu'il ne fallait pas faire de concurrence aux conférences officielles. Là aussi il y a une évolution qui n'est pas non plus liée à la mairie de Marseille, mais à une évolution de l'*Université* elle-même et de son conseil d'administration. La troisième chose c'est pour ce qui est de l'attitude de consommateur, je suis content que tu dises "ne soyez pas des consommateurs", néanmoins quand on met un karaoké et une boite de nuit, je trouve quand même que l'on flatte l'aspect consommateur des gens. Je sais bien qu'au moins 97% dans la salle vont me dire que non ….. Je vous demande ni de m'applaudir ni de me huer, je suis certainement minoritaire à penser ça. Ce n'est pas grave, j'ai besoin de le dire.

Je reviens à ce que je disais tout à l'heure sur cette histoire que nous n'avons pas pu présenter les ateliers. On nous a dit que l'année dernière les gens on reproché que ce n'était pas assez festif, et donc cette année on se dépêche et on laisse vite la place à Madame H. Très bien, mais là aussi je persiste à croire que c'est un choix politique de faire de l'animation avec des professionnels ou semi-professionels. Et le lendemain, cela m'a frappé hier et avant-hier, sur des sujets aussi graves, aussi douloureux que le suicide des jeunes ou la torture, on nous a placé dans une situation de consommateurs passifs. Comme lorsqu'on regarde à la télé un débat sur ces sujets. Ce sont des sujets importants, c'est très bien qu'ils aient été mis à l'ordre du jour mais dans la situation où on est, dans la situation où on été placé c'est un petit peu comme on voit le combat entre le chevalier blanc que peut être le travailleur social qui se bat de façon dynamique pour une cause ou une association qui fait du travail formidable dans le monde entier, et puis les méchants avec les mêmes recettes qu'à la télévision. On a un petit peu d'émotion qui nous fait presque venir la larme à l'œil, on a les héros qu'on applaudi bien fort. Ce n'est pas ça que j'attends de l'*Université d'Eté*. Je suis peut-être minoritaire mais j'ai besoin de le dire (c'est bon pour ma psychothérapie). Il y a deux conceptions que je pense opposées, celle de la coquille vide et celle de la coquille pleine. J'attends une coquille vide, c'est à dire "on vous organise un cadre, vous donne des moyens techniques, et dites-nous ce que vous vous voulez faire pendant une semaine". La politique de la coquille pleine est celle que vous avez choisie. Vous remplissez beaucoup, maintenant vous demandez aux associations de remplir et ensuite les gens s'inscrivent et viennent consommer ce qu'on leur apporte. De fait il y a une sélection de la clientèle. La clientèle va évoluer, ce ne sera pas la même dans les prochaines *UEEH*. Je souhaite bon vent à ceux qui apprécient cette voie. Pour ma part je m'interroge sur ce que je peux y faire, ce que je peux y trouver. Je constate qu'il y a d'autres choses alternatives (que je ne connaissais pas) qui se créent ailleurs, je peux remercier l'*UEEH* de me les avoir fait découvrir. Voilà, merci.

Cristelle : Bonsoir, je suis membre de *MixCité*, association féministe et mixte où il y a donc des filles et des garçons féministes. Nous nous sommes posés la question comme il a été dit tout à l'heure du sexe ratio aux *UEEH* cette année. Il nous a semblé qu'il y avait peu de femmes en comparaison du nombre d'hommes. Et on s'est demandé à quoi cela pouvait être du. Je voulais d'abord vous demandez si vous aviez des chiffres là-dessus, et sur les années précédentes. Savoir comment cette question là évolue au cours des années pour mieux se représenter ce qu'il en est, et ne pas rester sur des impressions.

On s'est demandé si la sous-représentation des femmes n'était pas due à une question de diffusion de l'information. Comment vous êtes-vous organisé pour diffuser l'information ? Avez-vous contacté par exemple les mouvements féministes (comme *La Maison des femmes,* le *Collectif Féministe Droits des Femmes*) ? Est-ce que l'information est passée par exemple dans *Lesbia Magazine* ? On s'est demandé également si ce n'était pas un problème du aux thématiques de discussions proposées cette année. Et donc à partir de là, nous avons une proposition de thématique pour l'an prochain qui serait de réfléchir aux rapports entre les gays et les lesbiennes dans les mouvements homos, qu'il s'agisse de mouvements mixtes ou non-mixtes, et de savoir comment se pose la question du rapport homme/femme dans le mouvement homo. On se propose aussi d'animer des ateliers l'an prochain sur le thème du féminisme et des liens entre féminisme et les mouvements homos, de réfléchir sur les liens entre sexisme et hétérosexisme et sur les identités de genre .... Merci. On se propose également de vous aider à organiser les *UEEH*, peut être d'une manière plus logistique. Mais cela sera à vous de nous dire de quoi vous avez besoin au cours de l'année. Bref, on aimerait bien s'investir un peu plus dans les *UEEH*.

René Paul Leraton : Le thème dont tu parle, les rapports gays/lesbiennes, a été abordé l'année dernière.

Aurélien : Je voudrais revenir juste trente secondes sur le consumérisme. Lorsque des hétéros se trimballent à moitié à poil (parce qu'ils sont à Marseille, en calbut), ils bronzent, ils font comme tout le monde, on ne leur dit rien. Nous on aurait à se restreindre. Si on commence maintenant à se restreindre, si on joue le jeu de se qu'on nous impose, de ce qu'on nous impose tout au long de l'année, c'est à dire de ne jamais être nous-mêmes, de ne jamais faire ce qu'on veut (je pensais que j'étais venu pour être moi-même pendant une semaine) alors ça veut dire qu'on va faire l'inverse de ce qu'on est venu faire. On perd notre âme à se dire que pour rester ici on va faire toute compromission possible et finalement on est plus les pédés qu'on est et qu'on veut être. Si j'ai envie de consommer mon voisin que j'adore, pourquoi ne pas le faire ? Effectivement je ne suis pas obligé de le faire sous le nez des gens qui sont dehors. Mais puisqu'il est interdit de faire quelque chose aux Beaux-arts, je vous propose le colin-maillard, à la citée universitaire. Vous passez le bâtiment A, vous avez un petit terrain et on vous attend tous à partir de minuit. On vous attend tous pour un nouvel atelier, il y a une rallonge de subvention donc on organise un nouvel atelier nocturne. Donc tous ce soir à minuit après le bâtiment A. Vous verrez on mettra des petites flèches pour que vous ne vous perdiez pas. Merci.

David : Je suis ravi des différentes interventions parce que je retrouve des héritiers de l'Internationale Situationniste à l'*Université d'Eté Euroméditerranéenne des Homosexualités*. Je suis ici grâce à deux personnes qui sont médecins toutes les deux et qui se sont mariées au printemps. Ils ont fondé les *Flamand Roses* et travaillent au centre anonyme et gratuit des MST de Lille. Je tenais à leur rendre hommage, même s'ils ne sont pas là ce soir, parce que j'aime beaucoup les parents de Nicole. Enfin bref, c'est ma vie privée. Je suis à la recherche au sein de ces *Universités* de personnes qui pratiquent la langue des signes. Voilà, c'était un petit message. J'aimerai avec ces personnes discuter de projets culturels.

Gérald : Je voudrais tout d'abord m'enthousiasmer que les *Universités* puissent exister et ensuite remercier tous les gens qui les organisent, tous les gens qui animent tous ces ateliers qui sont divers et variés. Je pense effectivement que la situation urbaine des *Universités d'Eté* impose certaines limites qui sont le pendant du fait d'être dans un endroit qui est très bien desservi, situé, localisé, et qui a d'autres avantages. Si nous voulons une liberté plus grande, il faut accepter d'être non-urbain. C'est ce qui transparaît dans l'exposé de monsieur Jacques Fortin. Sinon je me réjouis des *Universités*, j'ai eu un plaisir énorme à écouter Michel Dorais, parce que cela à tout à fait sa place pour nous aider à nous ouvrir sur des sujets qui sont passionnants et qui redonnent du souffle à l'ensemble du mouvement gay. Mais je voudrais surtout souligner le fait qu'il y a une très grande force dans la présence d'ateliers non-verbaux en fait. Tout ce qui est développement de l'art, de la peinture, du chant, du spectacle représente une très grande richesse. Que ce soit dans des ateliers ou dans de conférences plus grandes. Il y a une très grande richesse à utiliser chez des gens comme nous, nous qui cherchons à dépasser un certain nombre de limites de la société, une communication non verbale, une communication par les yeux, le regard, le touché, l'expression artistique, une communication qui soit au cœur de notre manière d'être ensemble et d'aller beaucoup loin, pour être une minorité qui peut changer des choses. C'est une petite proposition pour essayer d'aller dans cette direction qui me parait très positive. Sinon j'avais une autre chose à ajouter, sur la notion de cadeau. Je pense qu'il est très important de développer une manière de faire des critiques qui soient positives plutôt que de dire ce qui va mal, dire ce qu'on propose ou ce qu'on voit pour améliorer les choses. C'est très important parce qu'on vit dans une société (surtout en France, mais de façon assez générale en fait) où on aime critiquer parce qu'on aime montrer notre intelligence. Montrer qu'il y a des choses qui ne fonctionnent pas, d'une certaine façon nous renforce. Et je pense que c'est une grosse difficulté que nous avons à surpasser, d'arriver à sortir de ces schémas là et faire des cadeaux aux gens, à les aider à progresser, à les aider à être meilleurs quand ils ont fait une intervention, les aider à être meilleurs quand ils organisent quelque chose. Aussi il faut faire des propositions et travailler très, très fort avant d'intervenir pour toujours aller dans ce sens pour qu'il y ait toujours quelque chose de positif, quelque chose de constructif, et qui va aider vraiment les personnes à faire mieux.

Gérard Bach Ignasse : S'il faut vraiment faire le bilan en positif et en négatif, je suis sûr que le positif l'emporte. Et si on regarde les choses depuis la première *Université d'Eté* (en 1979), le nombre de rencontres interpersonnelles et d'initiatives qui sont nées des *Universités d'Eté* est tout à fait considérable. Il faut donc préserver cette possibilité de créativité. Mais je voudrais insister sur un point, sur l'ouverture vers l'extérieur de ces *Universités d'Eté* (ou d'un autre titre si nous en trouvons un autre). Il est important que ce soit l'*Université des Homosexualités* et pas seulement *des homosexuels*. D'ailleurs il faudrait se poser la question de la dénomination, c'est à dire est-ce que cela doit être l'*Université des Homosexualités* ou *des LGBT* ? C'est une première question. Quant à la question de l'ouverture des *UEEH,* au-delà de la visibilité, c'est d'offrir la possibilité pour des non-gays, des non-lesbiennes d'y participer. Car aujourd'hui dans la société française, la visibilité de l'homosexualité se limite presque à la seule *Gay Pride*. Qu'il y ait d'autres situations où les gays se rencontrent et qui puissent apparaître en public, cela me parait très important. Vous avez commencé à le faire avec le colloque qui se tiendra demain, qui se tiendra dans la ville, et qui cherche aussi à réunir un public plus large que le nôtre. Je crois que c'est quelque chose qui faut chercher à développer pour les années à venir.

Jean-Louis : Les *Universités d'Eté* telles que j'y viens depuis trois ans, c'est un peu pour moi une expérience extraordinaire. Aussi je voulais un peu modérer certaines critiques. Je les comprends, elles sont utiles, nécessaires. Ceci dit, pour ma part j'en aurais une particulière qui n'est pas liée à ce que sont les *Universités d'Eté*, mais au monde dans lequel on vit. Depuis 3 ans que je viens, j'ai rencontré des gens vraiment extraordinaires qui m'ont fait avancer et évoluer par rapport à ma vie et à ma propre homosexualité, notamment mes camarades marocains. En parlant avec ces gens j'ai appris énormément de choses. Si l'*Université* n'avait pas existé, je n'aurais jamais rencontré les trois personnes de l'*ALCS*. C'est pour moi un bonheur fondamental. Cependant, au-delà de cet aspect international on peut réfléchir à un certain nombre de choses, comme ce que cela signifie d'être homosexuel, l'amitié entre gays, entre des hommes et des femmes, et qu'est-ce que ça veut dire de ne pas être uniquement dans la compulsion sexuelle. Je ne dis pas ça contre l'*Université d'Eté,* je ne pense pas qu'elle soit responsable de ça. Mais si on est 500 par rapport à des milliards d'homosexuels qui existent dans le monde ..... D'accords, nous sommes six milliards, on va donc dire que nous sommes entre 500 millions et 1 milliard. Bref, on a des efforts à faire, et je ne suis pas persuadé qu'ils soient toujours fait ici. On devrait réfléchir au "marché libéral de l'économie sexuelle", la manière dont les gens se comportent entre eux, cette façon d'avoir entre un rapport ultra-rentabiliste, ultra-utilitariste. Il ne s'agit pas que tout le monde couche avec tout le monde, il ne s'agit pas des gens de vingt ans joliment éphèbes s'amusent à coucher par charité avec des gens de 60 ans ..... Non, je le dis d'une manière provocatrice mais il s'agit de voir ce que ça implique comme relation entre les personnes. Le fait que l'on ne vit pas toujours très bien ce marché libéral du sexe qui existe dans le ghetto (et qui se reproduit aussi un peu ici). Ca ne veut pas dire qu'il faut se forcer à faire des trucs que l'on a pas envie de faire, c'est juste qu'il faut avoir entre nous des rapports plus humains. On a l'habitude de vivre 365 jours par an dans une jungle capitalistes, et nous sommes super aliénés par ça. Et qu'on arrive pas nécessairement une semaine par an à reproduire d'autres types de rapports. Ce qui est assez dommage. Mon truc par rapport à l'*Université d'Eté* c'est ça, c'est que je ne suis pas persuadé qu'on est toujours dans la liberté sexuelle. La liberté sexuelle ne veut pas dire coucher avec tout le monde, par contre ça veut dire aimer et avoir des rencontres avec plein de type de personnes différentes. Et je pense que ici aussi il y a beaucoup de gens qui subissent des violences. Et je pense qu'il faudrait qu'on travaille là-dessus.

X : J'ai bientôt 60 ans, je voudrais réagir en proposant au jeune orateur que je suis près à coucher avec lui par charité.

Daniel Welzer-Lang : C'est la troisième année que je viens. J'étais venu parce qu'il n'y avait plus de lieu central de débat au niveau national. Il y a des lieux à Paris qui s'affirment comme des lieux uniques, mais au niveau national sur la diversité des communautés gays, lesbiennes, bisexuelles, transsexuelles, queers, il n'y avait plus de lieux. La première année j'ai ressenti un peu ce lieu comme par défaut. Il existait parce qu'il n'y avait pas autre chose. J'ai l'impression qu'il y a une ouverture et que par rapport à ça il devient un vrai lieu. Un vrai lieu comme les L*esbiennes et Gays Prides*, comme d'autres lieux qui existent, comme d'autres réseaux qui se créent. Et en même temps je pense que c'est un lieu important parce qu'il y a différentes manières de vivre, de penser qui sont acceptées. J'ai la trouille des sectes où on me dit ce qui est juste et pas juste. C'est important qu'existe le respect de nos différentes manières de vivre et de baiser.

Par contre j'ai l'impression qu'il y a quelques rigidités qui persistent. Nous avons formé ici le réseau bi, on a proposé que la feuille du gueuloir bi soit mise dans le cahier de l'inscrit ce à quoi le CA nous a dit que ce n'était pas possible. Pourtant on y a vu une feuille commerciale. C'est qu'il y avait un contenu contestataire, on avait envie de poser une question par rapport aux bisexualités ici. Je le ressens comme une rigidité. Et encore nous nous sommes organisés, que dire des trans ? Ils sont absents aujourd'hui de l'*UEEH*. Je ne vais pas dire qu'il n'y a personne qui est trans ou travesti, mais la question trans est absente. C'est une rigidité de la communauté lesbienne et gay sur cette question. Je sais qu'il y a des gens qui ont la trouille de perdre les acquis de dix ou vingt ans de lutte identitaire et qui se replient sur des positions sectaires par rapport à ça. Ensuite par rapport au sexe, les premières années j'ai pu profiter des lieux de sexe qui étaient gratuits. Cette année, que dalle. Enfin à propos des travailleurs et travailleuses de la pensée, j'ai la trouille de l'effet paillette et de la course après les stars. C'est bien que les intellectuels passent une semaine ici, après tout ils vivent aussi grâce à la communauté lesbienne, gay, transgenre, queer. On n'a pas à courir après des stars qui veulent juste passer quelques heures ici. Voilà, merci.

Nathalie : J'ai une question à poser et une proposition à faire à propos de la précarité. On nous a rappelé, et c'est certainement vrai, que les *UEEH* coûtent très cher, ceci dit j'avais vu sur les plaquettes que pour s'inscrire il était possible (quand on était concerné par la question) d'appeler des gens afin d'avoir des tarifs correspondant davantage à ses revenus. Alors ma question est la suivante : je voulais savoir ce que vous proposiez lorsque les gens vous appellent, ce que vous proposiez concrètement comme type de tarif ou d'arrangement. Je voulais aussi savoir si beaucoup de personnes précaires vous avaient appelé pour demander des tarifs réduits. Le fait que lorsqu'on est précaire on est obligé de demander et de se justifier me gêne vraiment (je ne dis pas ça méchamment, je sais que l'organisation est difficile). Aussi il serait plus simple de proposer directement sur la plaquette d'inscription des indications chiffrées (que l'on aurait plus besoin de discuter) pour les personnes en situation de précarité, histoire de permettre à un maximum de personnes en situation de précarité de venir et de participer à la richesse des débats et de tout ce qui s'y passe. On peut aussi demander à ceux qui ont des revenus plus élevés de participer davantage, afin de permettre à plus de personnes de pouvoir venir.

Hervé : Je viens aux *UEEH* depuis longtemps (depuis 1981) et j'aime beaucoup. C'est pour cela que je reviens à chaque fois. Cependant je suis un petit peu déçu et extrêmement inquiet. Il y a une dérive que certains appellent l'homocratie. L'homocratie, c'est quoi ? C'est le pouvoir aux salariés de la cause gay. Et le résultat c'est quoi ? Marseille était un milieu alternatif où il y avait beaucoup d'insolence, où les gens pouvaient gueuler et avoir des prises de bec, il y avait des applaudissements, des sifflets. Mais cela se faisait avec humour et tolérance. Et aujourd'hui on me demande d'aller à un colloque et d'y être "crédible". Il faut quand même réfléchir à cette dérive, parce que c'est grave. Parce qu'il y aura plus d'alternative. C'est vraiment les folles au placard. Il faut y réfléchir, sans agressivité. Mais vraiment je tire la sonnette d'alarme, parce que ça me parait vraiment très grave. Demain, je n'ai pas envie d'être "crédible".

Jacques Fortin : Ca devient intéressant. Quand on vous disait tout à l'heure que nous étions dans une contradiction, et qu'elle nous pesait en ce sens que nous en étions les agents, qu'elle nous prend en tenaille entre le possible et les volontés de changer, cette contradiction nous y sommes. Nous y sommes parce que nous avons réussi la relance des *Universités d'Eté*. Maintenant le problème qui se pose, et c'est le problème qu'on vous pose ce soir, c'est de savoir comment faire pour la suite. Vous pouvez très bien nous dire que nous devenons trop durs, trop rigide, la coquille vide ou la coquille pleine. Nous sommes aujourd'hui dans cette rigidité là. Et en plus nous sommes enfermés dedans parce que c'est nous qui organisons. Si nous n'étions pas crédibles à propos du colloque de demain, nous n'avions pas les salles, nous n'avions pas les financements que nous avons et nous ne tenions pas l'*Université*. Et je vous demande de venir l'assumer avec nous, pour voir comment on peut tenir un bout et tenir l'autre. Parce qu'aujourd'hui nous ne savons plus comment avancer, parce que nous avons réussi. Répondre à cette question est l'objectif de ce forum. On peut très bien décider demain de faire une grande partouze à l'extérieur ou tout ce qu'on veut, mais alors on casse la baraque. Ca peut être décidé. Bien des choses peuvent être faites. Cette contradiction, ce n'est pas la peine de nous la renvoyer puisque nous vous l'avons envoyé à vous. Comment fait-on dans le monde tel qu'il est aujourd'hui pour avoir un lieu qui soit à la fois pluriel, un lieu où l'insolence continue à exister et qui néanmoins puisse avoir un minimum de moyens ? Cela renvoie à d'autres choses. La question de la précarité c'est une question dont on débat, c'est un casse-tête incessant depuis le début de *l'Université d'Eté*. Mille réponses peuvent vous être données. La solution que l'on a choisi, c'est de discuter avec les gens. Donner un tarif fixe ? D'accord mais il va falloir discuter quel tarif. On peut dire ce qu'on veut, sauf que l'année dernière, malgré un budget prévisionnel, nous avons eu un déficit de 35 000 Frs. Nous ne pouvons pas recommencer cette année. Ou alors on recommence et on met les clefs sous la porte. Ces contradictions elles sont là, je vous les ai décrites au début, il va falloir qu'on travaille nombreux et ensemble pour voir comment naviguer dedans sans perdre l'âme des *Universités d'Eté* tout en construisant néanmoins quelque chose. Voilà, c'est la contradiction dans laquelle nous sommes. Aujourd'hui nous n'avons pas de réponse, et nous disons qu'il faut essayer de travailler ensemble pour naviguer là-dedans.

En ce qui concerne les festivités, l'année dernière il nous a été dit qu'il n'y avait pas assez de moments festifs tout au long de la semaine. C'est pourquoi cette année nous avons prévu divers et multiples moments festifs, tout au long de la semaine. Ces contradictions vous les aurez pour ceux et celles qui viendront discuter avec nous. Cette année nous avons fait une soirée d'ouverture alors que l'année dernière je crois qu'il y a eut quelque chose comme 2 h 45 de forum d'ouverture. Presque trois heures pendant lesquelles les gens partaient les uns après les autres tellement ils étaient épuisés. Jean-Michel, tu étais peut-être très content de présenter ton atelier, il n'empêche qu'au bout de 2 H 45 l'ambiance du premier soir était morte. Le forum sur la situation internationale de l'année dernière a duré jusqu'à minuit et demi, les invités se tiraient les uns après les autres. Ca faisait vraiment moche, y compris pour les invités qui partaient en dernier. Aussi cette année nous nous sommes dit à propos des annonces, que l'on allait faire court. Tout le monde vient faire son annonce, c'est très sympa mais c'est long. C'est pourquoi cette année nous avons décidé qu'on ne pouvait pas donner à seulement quelques-uns la possibilité de mettre leurs feuilles dans le carnet de l'inscrit sans prévenir tout le monde, car après untel ou untel aurait pu nous dire pourquoi machin avait pu mettre son texte et pas lui. Il a fallut limiter, car si on demande à tout le monde, on se retrouve avec un cahier de l'inscrit épais comme pas permis. Regardez le nombre d'ateliers qu'il y a. Cela peut paraître la petite histoire des choses, mais la gestion des *Universités d'Eté* c'est devenu ça. Soit le monstre va devenir trop monstrueux il faut le tuer avant, soit il faut qu'on soit plus nombreux ensemble et surtout avec plus de prise sur le réel des associations pour ensemble pouvoir essayer de trouver des solutions dans lesquelles nous gardions, nous retrouvions notre esprit. Soit dit en passant, s'il n'y a pas beaucoup d'insolence c'est que les générations d'aujourd'hui ne sont pas très insolentes.

Je tiens à le dire, je suis un vieux con de 56 ans mais alors là ..... Oui Hervé tu peux tourner la tête. Y compris la notre, aujourd'hui toutes les générations ont perdu beaucoup d'insolence. Parce que le poids de tout ce qui se passe depuis 25 ans nous a étouffé. Les *Universités* sont l'un des lieux où nous pouvons essayer de la retrouver. Alors il faut voir comment la retrouver, car ce n'est pas évident. C'est une réinvention à faire ensemble. Aujourd'hui, je vous l'ai dit, nous n'avons pas de solution, à l'heure actuelle nous n'avons pas de réponse sur comment travailler ensemble afin de tenir l'ensemble..... Quoi ? Qu'est-ce que tu veux que je dise sur les femmes ?

Alors les questions sur la publicité, sur la façon de faire connaître les *UEEH*. Cette année nous avons opté pour une option toute bête (qui a une origine financière d'ailleurs) c'est de parier sur le bouche à oreille. Après tout depuis maintenant deux ans beaucoup de monde vient aux *Universités*, il y a un certain nombre de médias parlent de nous, comme le groupe *Illico* depuis peu (pas *Têtu*, pas *Libé*). La *Coordination Lesbienne* a annoncé très officiellement les *UEEH*. L'information est sortie dans les principaux lieux associatifs. Cette année nous avons décidé de ne pas faire de publicité. Heureusement, sinon on aurait été mal à l'aise samedi dernier. On l'a déjà été pas mal. Donc tout ce que vous dites sur la contradiction nous en sommes conscients aujourd'hui. Et en plus ça nous étouffe, littéralement y compris pendant l'*Université d'Eté*. Juste un mot pour finir, Jean-Michel tu as dit que l'on demandait aux associations de remplir le programme. Ce n'est pas ce que nous disons, nous demandons aux associations comme *Amnesty* et à toutes celles qui sont présentes comment travailler ensemble pour bâtir des programmes, une vie, une imagination des *Universités d'Eté*. Ensemble, il faut réinventer et travailler.

Gérald : Effectivement, il est très important de trouver des manières d'être à la fois révolutionnaire, total, tout en restant respectueux. Cela permettra de le rester entre nous, et de mieux nous découvrir. D'autant qu'il y a encore des gens ici qui se sentent exclus ou en difficulté pour exprimer toutes leurs différences. Je pense que c'est un travail à développer. Aussi j'aimerais bien l'année prochaine animer un atelier sur la féminité, parce que je trouve que la féminité est très mal perçue dans la société, très mal travaillée comme thème. Entre nous, dans le milieu homo les lesbiennes ou les féministes ont forcément un rapport particulier, les homos eux-mêmes ont un rapport particulier. La féminité ce sont des valeurs avant tout, des valeurs de civilisation qui vont dans un sens très positif, des valeurs qui permettent d'exprimer une révolution tout en étant respecté et respectueux. Sinon je voulais demander s'il était possible de faire venir pour les années prochaines une équipe de traduction, parce que j'ai été très surpris à la conférence d'*Amnesty International* d'hier de me rendre compte que notre ami albanais n'avait pas suivi l'ensemble des débats parce qu'ils étaient en français. Je pense que ça a été peut-être le cas pour d'autres personnes ici. En sachant que l'on pourrait espérer d'avoir beaucoup plus de personnes d'autres pays ou d'autres langues qui viendraient nous rejoindre. Ainsi j'aimerais proposer d'essayer de mettre en place des possibilités de traduction. Moi-même j'ai l'habitude de faire des traductions de français en espagnol, et je pourrais éventuellement travailler sur d'autres langues que je parle. Je suis sûr qu'il y a ici beaucoup de gens qui parlent plusieurs langues. Donc voilà, je voulais proposer que le plus rapidement possible on mette en place pour les non francophones des espaces de traduction. Cela donnerait une dimension, un accueil plus positif, et plus féminin d'ailleurs. Je vous remercie.

Jacques : Je suis effaré par la bêtise de ce débat. Je comprends très bien, en tant que vieux militant historique que tu sois nombriliste, mais je trouve ça beaucoup trop surfait. On avait peut-être autre chose à faire ce soir que de parler des *UEHH*, de parler de choses plus intéressantes pour nous. Quand je pense que vous avez retenu comme débat l'année prochaine les 20 ans de l'*Université*, alors là carrément je suis sur le cul parce que qu'est-ce qu'on va dire ....

Jacques Fortin : Ce n'est pas les vingt ans de l'*Université*, c'est l'abrogation des lois discriminatoires et répressives à l'égard des homosexuels. Faut dire les choses. En plus elle n'a pas vingt ans l'*Université*.

Pascale Berthault : Je fais parti du conseil d'administration des *Universités d'Eté*, et à ce titre je voulais dire deux choses. D'abord je suis un peu désespérée sur une chose, effectivement nous sommes coincés sur la radicalité, et même bien plus que coincés. Affirmer l'*Université* c'est dans le projet même de l'*Université*, en tout cas c'est dans mon projet en participant à ce CA. J'ai envie d'avancer là-dessus, sur les éléments de changements de nos vies. Et tel est le projet des *UEEH*. Mais la réalité des choses fait qu'au quotidien dans la semaine nous sommes confrontés à mille difficultés de tout ordre qui fait que là-dessus nous sommes dans l'incapacité d'aller jusqu'au bout. Même si on le fait en partie, on ne peut pas aller jusqu'au bout. Premier point. Quand je dis que je suis désespérée, ce n'est pas complètement faux, ce n'est pas du bidon, ce n'est pas un effet oratoire, c'est plus ou moins vrai. Deuxième chose que je voulais dire, c'est à propos de la question qui est posée ce soir, celle de la participation. J'ai entendu *MixCité*, *Gare*, l'ensemble des associations professionnelles, ainsi que d'autres personnes vouloir s'associer aux *Universités d'Eté*, et demander comment faire, quels espaces étaient disponibles. Nous n'avons pas de réponse, pour une raison simple, et j'en profite pour répondre à Jean-Michel, car quand on a essayé de remplir le programme de cette année on s'est dit qu'on se savait pas tout, loi de là, et qu'alors il valait mieux s'adresser à de gens qui savent faire. C'est comme ça qu'on a eu notamment une collaboration très fructueuse avec *Amnesty*, et qu'on a lancé des perches vers d'autres terrains. De toute façon, on n'a pas l'ambition de tout faire parce qu'on ne sait pas tout faire. Il n'en

reste pas moins qu'à propos des soirées qui l'année dernière étaient un peu flottantes, on s'est dit qu'il fallait qu'on y réfléchisse. Nous n'avons pas forcément opté pour les bonnes solutions, mais nous sommes que vingt à réfléchir. Vous me direz que vingt c'est déjà pas mal, n'empêche qu'on se voit seulement entre quatre ou cinq fois dans l'année. Ensuite la grande question c'est de savoir comment organiser tout ce bordel, parce qu'une semaine à 600 vous ne vous rendez peut-être pas compte de ce que cela représente. Rien que d'organiser un séminaire qui commence à 17 heures, de rattraper les gens dans les couloirs qui ne savent pas où c'est, c'est compliqué. Rien que d'entendre toute la journée un certain nombre de remarques judicieuses, justifiées, de propositions et de gérer tout ça, c'est compliqué. Aujourd'hui, nous n'avons pas la recette pour savoir comment faire afin élaborer les *Universités* à venir. Je ne sais pas si ça a été très clair, mais il s'agit vraiment d'une ouverture de l'association, avec une rencontre cet automne afin de travailler sur ces questions. Aujourd'hui, autant le dire, nous n'avons pas la solution. Donc la question est collectivement posée, et c'est aujourd'hui qu'il faut s'en saisir. Nous avons une infrastructure, il y a quelques apports financiers acquis années après années, il n'en reste pas moins que le projet est ouvert. Pour moi, le projet consiste à aller plus loin dans la radicalité.

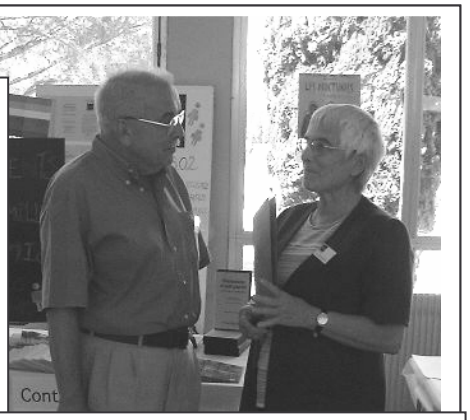
Eric : Je suis un peu mal placé pour parler ce soir puisque j'arrive juste à l'instant. Ceci dit je suis arrivé avec l'idée de l'année dernière, l'idée ce qu'on avait vécu l'année dernière. Sauf que ça a été tout de suite très bizarre quand même. Rien qu'à l'entrée, je suis arrivé avec un van aménagé (comme ça je dors dedans, c'est vachement mieux que dans les piaules de cité U, je vous le garantis) mais on m'a dit que cette année ce n'était pas possible, que je ne pouvais pas garer mon van sur place. C'est des petits trucs comme ça. J'arrive juste, je me dis c'est bien, c'est le forum justement où je peux le dire, donc j'en profite. Je me souviens que l'année dernière j'avais une certaine appréhension en venant ici de venir à une université. Je ne suis jamais rentré dans une université. Franchement je n'ai pas trop capté le délire de discuter pendant une semaine sur plein de sujets, plein de trucs. J'aime bien de temps en temps, mais avec peut-être un autre côté. Je ne sais pas si je peux dormir dans une cité U le soir, arriver et passer ma journée entre les ateliers, puis passer au forum le soir, et directement retourner me coucher. C'est pas vraiment mon rythme de vie. D'autre part, j'aimerai savoir mais à un moment donné on parlait des homosexualités, je sais que ce n'est pas la première fois qu'on en parle de l'homosexualité marchande, de tout le délire marchand, n'empêche que l'année dernière avec une bande d'amis et de tantes on avait installé un petit truc sur le parking. C'était sympa. Je pense que plein de gens avaient adhéré à cette histoire, avaient profité du lieu, de cet espace. Je sais qu'il y a les feux, la pression de la Mairie et de l'Université de Luminy, mais je pense qu'à un moment donné dans un immense espace comme ça, on peut prévoir des espaces de liberté pour chacuns et chacunes. Je ne dis pas qu'il faut résoudre ça maintenant, je ne suis surtout pas là pour en parler. Mais c'était un peu ça ma demande, car personnellement je n'ai envie d'adhérer à une normalité machin. J'ai envie de vivre mon histoire, d'arriver là avec ce que j'ai envie d'offrir. Et si je ne peux pas l'offrir, je me sens emmerdé. Voilà.

Hervé : Je me permets de mettre en doute la volonté d'ouverture parce que l'année dernière aussi il y a un tas de gens qui ont dit qu'ils voulaient faire des choses. Nous nous sommes inscrits sur une liste par Email, et suite à cela on devait recevoir, des infos et échanger des idées. Je ne sais pas si ça a fonctionné, personnellement j'ai rien reçu. D'autre part, c'est d'ailleurs assez significatif que le thème de l'an prochain est déjà établi. Alors si on veut réfléchir à un thème il faut attendre l'année suivante. Ensuite s'il y a vraiment tant de difficultés que ça pour organiser les *Universités*, il n'y a qu'à revenir à la formule qu'il y avait avant, c'est à dire une *Université* tous les deux ans. Comme ça on passe un an à chercher des subventions et la deuxième année on s'intéresse au fond, à ce qu'on va faire. Ce sera peut-être mieux à ce moment là.

X : Tout à l'heure je me suis permis d'interrompre la copine du conseil d'administration quand elle se demandait comment organiser tout ce bordel. Je crois que c'est en foutant le bordel, c'est à dire en affirmant nos réalités, en n'attendant pas d'une organisation quelle qu'elle soit des solutions, en essayant d'être soi-même, en existant dans nos différences et dans nos réalités. Et en ayant envie de le faire. Voilà, je crois que c'est ça la première condition. Et alors je profite d'avoir le micro pour dire un tout petit mot parce que l'actualité nous commande aussi, histoire de prendre l'air je trouverai que ça serait super-bien que demain soir à 18 heures devant le consulat d'Italie il y ait un maximum de lesbiennes et de gays pour manifester devant le consulat d'Italie (56 rue d'Alger, Marseille 5^{éme}) pour manifester contre la répression hétéro-flic, parce qu'on changera pas notre vie si on ne met pas les pieds dans le plat et si on ne descend dans la société. Merci.

René Paul Leraton : Y a-t-il d'autres personnes qui souhaitent s'exprimer ? Bien, alors je vais me payer le privilège du modérateur. Je suis arrivé ici avec énormément de pêche parce que depuis que je suis là je trouve qu'il y a vraiment plein de choses qui sont passé, et je ressort extrêmement triste de tout ce que je viens d'entendre. Bien merci à toutes et à tous .....

LES FLAMANDS ROSES VOUS PRÉSENTENT:
LES TRIANGLES ROSES
LA MEMOIRE INTERDITE



L/GHEI

Amnesty International

ardhis

QUEL MILITANTISME AU MAGHREB ?

Karim Malki : Je vous souhaite la bienvenue à notre atelier sur le Maghreb. Malheureusement seul le Maroc et l'Algérie sont représentés. Ceci dit, je dirais un petit mot sur la situation actuelle de l'homosexualité au Maghreb. On ne s'y attardera pas trop parce qu'on a déjà eu l'occasion d'en parler longuement l'année dernière dans différents forums et ateliers. Je voudrais juste faire vite fait le tour des lois qui dans ces pays font de nous des hors-la-loi sexuels :

- Au Maroc, l'article 489 du code pénal prévoit une peine d'emprisonnement de 6 mois à 3 ans et une amende de 120 à 1000 dirhams pour ceux qui se livrent à des "actes contre-nature avec des personnes du même sexe".
- En Algérie, l'article 388 du code pénal prévoit que les actes de sodomie peuvent être punis d'une peine de 2 mois à 2 ans et d'une amende de 500 à 2000 dinars algériens. Si l'acte est commis à l'encontre d'une personne mineure (de moins de 18 ans) cela peut aller jusqu'à 3 ans d'emprisonnement et une peine de l'ordre de 10 000 Dinars (même si c'est 2 mineurs consentants).
- En Tunisie, l'article 230 du code pénal prévoit une peine de plus de 3 ans pour sodomie entre adultes consentants (il y a certes le terme sodomie mais cela peut être appliqué aussi aux filles).

Le Maroc connaît actuellement certains changements. Nous ne vivons pas vraiment en démocratie, cependant l'apprentissage de la démocratie se fait, selon une courbe tantôt ascendante, tantôt descendante. En ce moment la Tunisie connaît une certaine régression en la matière, l'Algérie se cherche. Au Maroc il y a des choses que se font, pas toujours facilement. Mais en tous cas il y a eu des avancées nettes en matière des droits de l'homme et en matière de liberté individuelle. Avancées dans lesquelles il nous est possible de s'inscrire.

Au début des années 90 (je n'étais pas encore là), les militants anti-sida marocains avaient commencé à réfléchir à propos de la possibilité de travailler sur le milieu gay. Mais à l'époque il n'y avait pas de milieu gay, par contre il y avait un milieu de prostitution. C'est pourquoi on a commencé le travail sur la prostitution. Aujourd'hui, les actions ont été étendues aux hommes ayant des relations avec des hommes, puisqu'il y a des gens qui ne sont pas impliqué dans des rapports de prostitution. Il y a aussi des gens qui ne se retrouvent pas dans les identités gays. Par contre aujourd'hui il existe un embryon de milieu gay. A cela il y a plusieurs raisons. Il y a peut-être que le travail des militants commence à porter quelques fruits. Il y a surtout, je pense, le développement des nouvelles technologies de l'information et de l'Internet. Et à partir du moment où il commence à y avoir un embryon de milieu, une certaine visibilité, on peut se demander s'il est le temps de militer. Ensuite, si militantisme il doit y avoir, dans quelle mouvance doit-il s'inscrire ? Sommes-nous vraiment forcés d'avoir un véritable mouvement gay et lesbien ? Pouvons-nous insérer nos revendications au sein d'un certain nombre de mouvements qui existent aujourd'hui ? Est-ce que ça ne serait pas plus intelligent de passer par ces moyens ?

Sur la première question, nous sommes d'accords pour dire qu'aujourd'hui il est prématuré de construire un véritable mouvement de libération homo, parce que cela serait suicidaire. Il nous semble prématuré de revendiquer, ne serait-ce que l'abolition de certaines lois. Cela peut paraître paradoxal, mais il faut rappeler qu'il n'y a pas eu de mai 68 chez nous, il n'y a pas eu de révolution sexuelle. Ainsi ce n'est pas seulement l'homosexualité qui se retrouve en situation de clandestinité, mais aussi tout ce qui est relation sexuelle en dehors du mariage (quelque part c'est un combat qu'il faudrait mener avec les hétéros). Cependant nous vivons dans une espèce d'hypocrisie générale qui fait que personne ne respecte ces lois. Si elles ne sont pas appliquées tous les jours, il n'empêche qu'elles peuvent servir un jour pour nous intimider, pour nous faire chanter, pour régler des comptes personnels, des comptes politiques.

Je vais vous présenter les personnes qui participent avec nous à cet atelier :

- Habib est l'un des créateurs de l'*ALCS* au Maroc. Il est formateur et l'un des créateurs de ce programme de prévention pour les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes.
- Amine est coordinateur du projet. Il était avec Habib parmi les premiers à mettre au point ce programme.
- Ali est médecin. Il vit à Alger. C'est sa première participation à l'*UEEH*. Il est aussi collaborateur à *Kelmaghreb*. Il nous en parlera avec Amine du projet *Kelmaghreb*.
- Othman membre de l'*ALCS*
- Moi-même, Karim Malki, modérateur du 1er magazine gay maghrébin sur Internet : *Kelmaghreb*

Il est important de dissocier *Kelmaghreb* et l'association de lutte contre le sida. *Kelmaghreb* est une initiative personnelle qui n'a rien à voir avec l'*ALCS*. Je pense que nous aurons l'occasion de discuter tout à l'heure des formes de militantisme et dans quels circuits, dans quelles mouvances, on pourrait intégrer nos revendications. Ceci dit, dans notre combat pour la visibilité, deux moyens ont fait leur preuve de leur efficacité. D'abord la lutte contre le sida. Partout la lutte contre le sida a permis d'avancer. Il n'y a pas de raisons qu'au Maroc cela soit différent. Et donc, malgré tout, depuis 1992 un bout de chemin a été fait (on peut faire une petite évaluation des résultats). Ensuite les nouvelles technologies de l'information comme l'Internet.

Amine : A propos du militantisme dans les pays du Maghreb, et des formes qu'il peut prendre, pour notre part nous avons choisi de travailler à l'intérieur des communautés (si on peut appeler cela communauté) plutôt qu'autour de revendications de lois. Nous avons décidé de travailler davantage sur la construction d'une vie communautaire (qui commence à prendre un peu forme au Maroc et un peu moins en Algérie), de travailler sur la situation des personnes homosexuelles où qui ont des pratiques homosexuelles. D'autant qu'il y a un tel poids de la société sur ces personnes que nous avons à faire à des gens qui trouvent normal de se faire tabasser dans la rue, de se faire arrêter par la police ou d'aller en prison, des gens qui trouvent normal d'être contaminés puisque selon eux ils vivent dans le péché (pour eux le sida est une malédiction de Dieu). L'essentiel de notre travail consiste donc à travailler sur ces questions. Après, la deuxième étape serait éventuellement une politisation du mouvement, si les conditions le permettent.

Habib : Le premier cas de sida au Maroc a été connu en 1986. Et dès le départ l'*ALCS* estimait que le sida concernait tout le monde, pourtant les homosexuels étaient la cible de tous les médias. C'est pour cette raison que les objectifs de l'*ALCS* étaient orientés vers les personnes qui n'ont pas accès aux informations par les filières classiques. Nous avons alors beaucoup réfléchi sur la manière de procéder, et il nous a semblé que la meilleure solution était d'aller sur le terrain, la où travaillent les prostitués. Pourquoi eux ? Parce qu'ils représentaient un peu la face visible de l'homosexualité. Notre travail consistait donc à aller voir ces gens sur le terrain, ce qui au départ était loin d'être évident. Beaucoup n'imaginaient même pas qu'il puisse y avoir quelqu'un qui vienne les écouter. D'autant que, comme l'a dit Othman, se sont des gens qui se sous-estiment beaucoup. A la limite ils ne se considéraient même pas comme des êtres humains. Mais à force notre présence, le fait de les écouter a fini par les valoriser plus ou moins. Au début, ce fut particulièrement difficile d'établir le contact, mais une fois la confiance venue nous avons pu travailler avec eux. Puis avec le temps nous avons essayé d'organiser des réunions thématiques, des réunions de convivialité, où on parlait de tout ce qui les préoccupait. On ne leur imposait pas de discussion, on ne parlait pas spécialement du sida. Grâce au bouche à oreille, ces soirées se sont généralisées. Et donc nous avons essayé d'avoir des personnes relais, issues du milieu (afin de faciliter le travail). En ce qui concerne Casablanca et Marrakech, une équipe performante assure la tenue régulière des soirées et des visites de terrain. Par contre à Tanger et Agadir, c'est resté plus ou moins saisonnier. Ce travail sur le terrain, par exemple, nous a permis de constater que (par exemple) à Casablanca il y a beaucoup d'homosexuels prostitués qui travaillent avec la population locale. Et à part ce travail sur le terrain, nous continuons à travailler dans les cafés, chez nous ou dans des boites (l'information se faisant toujours par le bouche à oreille). Et c'est bien notre travail sur les prostitués qui a motivé notre venue aux *Universités d'Eté* (dès 1999).

Mais notre travail ne se limitait pas à les écouter ou à leur parler du sida. Ainsi au cours des réunions thématiques et/ou de convivialité, nous nous sommes parfois employés à proposer des consultations gratuites sur la question des MST. D'autant que pour beaucoup d'entre le sujet était particulièrement difficile à aborder, sans compter le manque d'argent, ce qui faisait que nombre d'entre eux n'osaient pas aller voir un médecin. Et donc, nous leur offrons la possibilité de venir une fois par semaine consulter un médecin pour des problèmes de santé. Par ailleurs, bien évidemment nous les avons grandement incité à venir faire le test. Par la suite, il s'avère qu'un certain nombre d'entre eux se sont porté volontaire pour participer à la vie de l'association. Bref, beaucoup de gens qui viennent chez nous non seulement pour consulter un médecin ou avoir des informations sur tel ou tel sujet, mais aussi pour parler. A l'*ALCS*, ils ont trouvé une oreille. Ils viennent dire leurs problèmes, raconter qu'ils ne s'acceptent pas, témoigner des épreuves par lesquelles ils sont passés. Parfois ils demandent conseil. Nous servons plus ou moins de repères, de références. D'une certaine façon travailler avec ces garçons qui se prostituent revient, quelque part, à travailler avec nous-mêmes. Après tout, ce sont nos compatriotes

---

Othman : Il y a des gens qui viennent nous voir pour des questions qui n'ont rien à voir avec le sida, ainsi des lesbiennes viennent pour parler de leur vie. Maintenant que nous sommes introduits dans les réseaux, que les gens nous connaissent. Comme l'a dit Habib, nous ne parlons pas forcément aux gens du sida, d'autant qu'actuellement il n'existe aucun espace quand on est gay où il est possible de rencontrer d'autres personnes, d'autres homos, où il est possible de parler librement de ses préoccupations comme de ses problèmes. Notre démarche fut de dire que pour faire accepter aux gens la prévention il fallait déjà qu'ils acceptent leurs pratiques, c'est pourquoi nous nous sommes employés à faire se rencontrer les gens entre eux, pour qu'ils dédramatisent un peu leur situation. Parce que comme disait Habib, à la limite ils trouvaient louche que des gens s'occupent d'eux. Pour eux, nous étions forcément de la police. Tellement l'idée que nous nous occupions d'eux et donc que l'on s'intéresse aux homos leur semblait anormal. Aussi nous nous sommes occupé de les rassembler, de les faire se parler, se

rencontrer, se découvrir des affinités et éventuellement nouer des contacts. Et c'était bien l'objectif premier de ce que Habib a appelé les séances de convivialité, ce que pour ma part j'appellerai des fêtes de convivialité. C'était la fête, les gens venaient boire, danser, il y avait de la musique, il y avait des gens qui chantaient, qui se déguisaient. Cela leur permettait pendant un moment de se rencontrer, de se retrouver entre eux. Grâce à cela des réseaux d'amitié se sont créés, les gens ayant commencé à se connaître, ils finissaient par se voir à l'extérieur. Grâce à cela, les gens ne sont plus isolés, ils ne se disent plus qu'ils sont seuls. A Marrakech nous avons été plus loin, puisque ces séances sont devenues presque hebdomadaires. Parfois on organise un groupe de parole autour des questions de prévention sida et MST, parfois il n'y a rien de précis, rien de prévu, on passe des films et les gens parlent, réagissent. Ces soirées nous permettent de faire ne sorte que les gens repartent avec des capotes et du gel.

Comme l'*ALCS* est une association sérieuse (accrédité par l'Onu Sida à Genève), nous travaillons avec des grands organismes internationaux. Ainsi, le programme national de lutte contre le sida est obligé de nous impliquer à chaque fois qu'il y a des rencontres. Nous sommes les chieurs qui chipotent sur les termes (pas forcément politiquement correct), nous sommes ceux qui assistons à ces réunions quand bien même nous avons que cela ne sert à rien d'y aller (mais nous faisons acte de présence). Au bout de quelques années nous avons quand même réussi à faire avancer les choses, dans la mesure où le ministère de la santé au Maroc prépare actuellement un programme prioritaire sur la lutte contre le sida pour les 4 années à venir, les hommes ayant des relations avec des hommes étant marqués comme groupe vulnérable prioritaire. Pour la première fois le ministère de la santé va commander du gel. Cela fait des années qu'on le demande. On sait qu'ils ne vont pas l'acheter, mais le fait d'en commander est déjà un progrès. En cela notre travail, sur le terrain, avec la police ou avec les institutions, profite d'une certaine reconnaissance politique.

Amine : Nous sommes une structure généraliste de lutte contre le sida, sauf qu'à partir de 95/96 nous nous sommes posé la question de la limite entre homosociabilité et lutte contre le sida. A cette époque, on s'est rendu compte que notre travail commençait à déborder du cadre de la lutte contre le sida. On s'est alors demandé s'il fallait continuer dans cette voie ou bien si on se limitait à la lutte contre le sida. Comme nous ne sommes pas seuls, il nous arrivait de gêner un peu d'autres groupes à l'intérieur de l'*ALCS*, d'autant que l'on commence à avoir une visibilité un peu plus importante que les autres groupes (ce qui est assez normal puisqu'on est la seule structure qui puisse accueillir des hommes ayant des relations avec des hommes). C'est aussi vraiment un choix personnel de notre part que d'aller toujours un peu plus loin. Notre politique est d'aller jusqu'au bout, d'éviter toute autocensure.

Si on se pose la question de savoir si nous pouvons ou pas faire ceci ou cela, on y va jusqu'à ce qu'on nous arrête. Il y a quelques années, les soirées de convivialité étaient inimaginables. En 1992 quand on est sorti sur le terrain, on nous traitait de kamikazes, que c'était dangereux, que ceci, que cela. Puis petit à petit sont venues les soirées et les groupes thématiques. D'autant que c'était une demande des personnes qui avaient besoin de plus que des capotes, de gel ou de conseils sur les MST. A Marrakech et à Casablanca le projet se porte bien pour cause d'une volonté politique de le faire, contrairement à Tanger et à Agadir où les gens de l'*ALCS* sont moins intéressés, et donc moins impliqués par le projet. Je voulais insister sur ce point. On essaie d'aller jusqu'au bout et à échapper à toutes formes d'autocensure. Mais en même temps on connaît nos limites. Cependant à chaque fois que possible nous nous essayons de faire un pas de plus, d'aller plus en avant.

Quant à l'Internet, au Maroc on assiste depuis quelques années à une réelle explosion. On trouve des cybercafés partout, dans les quartiers les plus reculés, les plus pauvres, et même parfois dans des villages. C'est réellement bon marché, une heure de connexion coûte 5 dirhams (moins cher qu'un café). L'Internet représente une ouverture extraordinaire, comme a pu l'être l'introduction de la parabole quelques années avant. Les gens ont commencé à chercher à se connecter sur des sites, à avoir de l'information, à avoir autre chose que l'image traditionnelle du pédé au Maroc (c'est à dire quelqu'un qui a des pratiques sexuelles mais qui aucune conscience militante ou d'appartenir à un groupe). Petit à petit les adresses de divers sites gays ont commencé à circuler, et les gays alors commencé à coloniser les forums de discussion. Il y en a maintenant quelques-uns qui sont presque exclusivement maghrébins, où on ne rencontre pratiquement que des personnes du Maroc, d'Algérie ou de Tunisie. Parce que l'Internet est effectivement le moyen le plus simple, le plus discret et le moins contraignant pour faire des rencontres. A l'*ALCS* nous avons énormément bossé sur la mise ne confiance des gens pour qu'ils puissent s'adresser à nous, pour qu'ils puisent s'exprimer. En peu de temps l'Internet a rempli la même fonction. Les personnes peuvent très facilement se parler et discuter, ce qui n'est pas le cas dans les lieux de drague. Des réseaux ont commencé à s'organiser, des gens se sont rencontrés par Internet. A des gens qui étaient hors milieu, qui ne sortaient pas forcément dans les boites à la mode, dans les bars ou les endroits réputés gay-friendly, Internet leur a donné accès à un autre horizon. Ceux qui sont cloîtrés dans les quartiers périphériques, loin, très loin, ont maintenant accès à ces modes de rencontre et à cette possibilité de dialogue avec d'autres personnes homosexuelles. On rencontre énormément de gens qui n'ont jamais été en boite ou dans les cafés, qui descendent en ville une fois tous les 15 jours (il faut dire que la plupart des gens que l'on rencontre habitent à 10 ou 15 kilomètres du centre ville), et pour eux l'Internet est un moyen de rencontre et de dialogue extrêmement important. D'autre part nous commençons à rencontrer des gens assez et même très jeunes qui se disent homosexuels. Les gens de notre âge sont tous passé par une phase hétéro, une phase où on se cherche, où on croyait être le seul comme ça, où effectivement on pouvait subir ou avoir des relations sexuelles avec des personnes plus âgées mais toujours très vite fait et pas forcément agréables.

L'intérêt de l'Internet est de permettre aux jeunes d'avoir directement accès à une espèce de réseau, une espèce de communauté où ils peuvent parler plus librement. Le téléphone portable a, lui aussi, grandement facilité les choses (beaucoup plus au Maroc qu'en Algérie). A ce jour il y a 5 millions d'abonnés au Maroc (en 3 ans). Et ça continue, d'autant que c'est relativement bon marché. Aussi le portable et l'Internet ont fait le bonheur de beaucoup de gens. Car avant, lorsqu'on rencontrait quelqu'un il était pratiquement impossible de lui donner son numéro de téléphone, à cause des parents (du fait que l'on habite très tard chez eux). Maintenant tout le monde à son portable, tout le monde peut se connecter sur le Web, et donc tout le monde peut communiquer sans problème. Ce qui simplifie grandement les rencontres.

Au niveau culturel, la vitrine homosexuelle était une vitrine de la culture gay occidentale, de blanc, qui ne correspondait pas vraiment à l'image que l'on se fait de l'homosexualité, et tellement éloignée de nos représentations que des gens qui même s'ils trouvaient cela génial ne s'y identifiait pas et continuaient à dire ça ne valait même pas la peine d'essayer quoi que ce soit puisqu'ils sont de pauvres malheureux et qu'ils le resteront toujours. Dès sa création, nous avons noué des contacts avec l'association *Kelma* (bien avant que n'existe son site Internet) car cela nous intéressait énormément d'avoir des interlocuteurs beurs dans des pays du Maghreb. Puis le site de *Kelma* est apparu, ce qui en soit est une très bonne chose. Beaucoup de marocains, de tunisien et d'algériens se connectaient sur ce site, mais pour nous cela n'était pas suffisant. Car nous ne sommes pas des beurs gays, nous n'avons absolument pas les mêmes préoccupations, ni les mêmes intérêts. Nous ne sommes pas dans un problème de double identité (beur/français). Donc on n'a pas besoin d'affirmer notre arabité. On s'en fout un peu de ces logos avec la main de Fatma, on s'en tape. Certes c'est un moyen de se retrouver entre nous lorsque l'on est en France, mais en ce qui nous concerne les questions de double culture, de communauté ne se posent pas. Ce qui nous importait ce n'était pas de se dire que l'on est pédé et musulman, mais de savoir quoi faire. Nous sommes pédés dans un pays où on ne peut pas l'être, et donc toute la question pour nous est de savoir comment être visible et surtout comment rompre l'isolement des centaines de milliers de personnes qui n'ont pas toujours les mêmes moyens que nous. On veut bien s'inscrire dans la démarche de *kelma*, mais on veut être nous-mêmes, parler de ce qui nous intéresse le plus. C'est ainsi que nous avons eu l'idée de créer *Kelmaghreb*.

Kelmaghreb n'est pas une association, c'est un réseau informel de gays surfant sur Internet, vivant dans les pays du Maghreb et travaillant à la visibilité des homos par le bais d'une mise en réseau, pour l'instant de marocains et d'algériens. L'information étant assez contrôlée en Tunisie, les gens n'ont accès qu'aux sites tunisiens. Il faut donc avoir l'Internet chez soi ou avoir un poste assez important et donc avoir une connexion à son bureau pour accéder à des sites étrangers. C'est pourquoi, pour le moment, il y a que très peu de tunisiens qui nous ont rejoint. Ceci dit, notre travail est assez amateur. Nous avons commencé depuis maintenant 6 mois, nous nous employons à bosser sur la visibilité, à écrire des textes, des choses qui nous intéresse, d'être un peu dans la proximité des personnes. Et non pas dans une démarche culturelle identitaire. C'est un site où il y a des choses qui sont à revoir, c'est un site qui est encore en français alors que s'il était bilingue se serait mieux. Si on était un peu en dehors de *kelma,* tout en gardant certains liens, se serait encore mieux. Voilà, en gros c'est ce que je voulais dire. C'est un projet qui promet énormément, si on continue à bosser dessus ce sera peut-être un des outils les plus intéressant pour travailler sur la visibilité homosexuelle. Encore une fois je précise que pour nous le militantisme consiste à travailler de l'intérieur, à rompre l'isolement.

David : Pour ma part, j'ai découvert la diversité de la culture maghrébine par le bais de l'association parisienne *Amal*. Cette association organise de temps à autre des soirées afin de mettre en valeur cette culture (les costumes traditionnels, les danses.....). Ceci dit, si vous êtes venu au soutien aux homosexuels par le biais de la lutte contre le sida, n'est-il pas possible par le biais d'associations comme *Amal* ou *Kelma* d'aller plus loin ? Comme, par exemple, des échanges culturels ? En la matière, je suis prêt à vous donner un coup de main. C'est vrai que le combat identitaire n'est pas facile. Moi en tant que chrétien de confession catholique, j'ai des réseaux influents. Nous sommes tous membres de réseaux, amicaux, professionnels, sentimentaux. Le tout c'est d'arriver à les orienter dans le bon sens.

Karim Malki : Il y a des féministes qui se battent pour le droits des femmes, des gens qui se sont fait les défenseurs des droits de l'homme. Effectivement, il faut essayer de sensibiliser ces gens sur la question de la visibilité des gays et des lesbiennes Aujourd'hui, même aux plus fervents défenseurs de droits de l'homme au Maroc si on leur parle le droit des pédés, à la limite on se fait jeter. Même *Amnesty International,* quand je leur dis de parler avec *Amnesty Maroc* (après tout c'est quand même *Amnesty*, si des gens veulent le label *Amnesty*, bosser avec *Amnesty*, il y a un minimum de respect à avoir) ne serait-ce que pour les sensibiliser à nos questions, j'ai l'impression de ne pas être écouté. J'ai entendu des propos de la part de féministes qui lorsqu'elles sont parties à Pékin ont dit que les féministes européens les faisaient chier avec leurs histoires d'homoparentalité. Des militantes extrême gauche marocaines ! Il existe un site Internet marocain, *Kalima* (c'est la journaliste qui s'est fait arrêter dernièrement qui l'avait créé) sur lequel il y a un forum de discussion. J'y avais émis l'idée, dans un édito, d'organiser une *Gay Pride* sur Internet en allant sur les forums hétéros. Je pensais en particulier au forum du journal *Libération*, car les messages n'y sont pas censurés, ils sont mis en ligne tout de suite. Cela n'a pas marché, peu de gens ont suivi, mais on a essayé. J'ai essayé de balancer des trucs sur le site tunisien où nombre de personnes s'expriment pour critiquer la dictature tunisienne, mais dès que l'on y balance un truc pédé, on te répond que tu es manipulé par le gouvernement pour dire de telle chose, pour saboter tous les mouvements démocratiques. En ce qui nous concerne, nous sommes prêts à travailler avec tout le monde

Amine : Dès que l'on commence à parler de sexualité, et plus encore d'homosexualité, nous sommes accusés d'être manipulés par le Grand Oncle, puissance impérialiste qui veulent répandre la débauche dans le pays. Ceci dit par rapport aux mouvements religieux, il commence à exister des mouvements religieux gays (plus anglophones que francophones), je pense au mouvement des *Musulmans Gays*. Personnellement, nous ne nous inscrivons pas dans cette démarche, même si nous avons quelques contacts. Ce n'est pas notre problème.

Othman : Je me sens plus proche de mouvements gays lesbiens européens que ceux qui se revendiquent musulmans.

Cristelle : Je n'ai pas bien saisi la différence entre *Kelmaghreb* et *Kelma*. Elle n'est pas évidente du tout. J'ai beaucoup d'amies maghrébines lesbiennes en France qui me disent que *Kelma* ça les gonfle, qu'il n'y a vraiment rien pour les filles.

Karim Malki : *Kelmaghreb* est un site lesbien et gay, ce n'est pas un site gay. Au départ on s'est dit que nous ne voulions pas faire de site exclusivement gay, car les filles sont encore plus dans l'isolement que nous parce qu'elles n'ont pas cette "chance" d'être associées au programme de lutte contre le sida. C'est pourquoi il nous a semblé qu'il fallait faire quelque chose. D'ailleurs une copine qui s'occupe de la rubrique lesbienne de *Kelma* n'a pas pu finir. Nous sommes hébergés par le site de *Kelma*, mais tout le travail se fait en dehors. *Kelma* prend les textes et les mets en ligne. On a pris le site de *Kelma* parce qu'il était connu, parce qu'on n'a pas les moyens de monter un site. Et puis surtout c'était plus facile. Comme dit Amine, *Kelmaghreb* est très amateur.

Ali : Il y a encore quelques années, en Algérie, on n'en parlait pas du tout d'homosexualité. Il n'y avait pas de communauté gay. Un homo qui commençait non pas à s'accepter mais à se découvrir, n'avait pas vraiment le choix entre avoir l'étiquette de folle et/ou de tapette, ou entrer dans le moule hétéro en se mariant et en ayant des enfants, bref en suivant le chemin normal de tout bon hétéro. Il n'y avait pas d'endroit où il était possible de rencontrer des gens qui se posaient les mêmes questions que soit. C'est pourquoi les gens se sentaient isolés. Mais depuis environ 2 ans, l'Internet a beaucoup changé les choses, d'autant qu'il commence vraiment à être accessible à tout le monde. Il y a des cybercafés partout, dans chaque coin, dans chaque citée. La connexion n'est pas très chère (quelque chose comme l'équivalent de 7 ou 8 francs par heure). Donc tout le monde s'est mis sur Internet, et a commencé à découvrir cet outil. Cela a provoqué une véritable révolution dans le monde gay algérien. Cela a apporté vraiment beaucoup de choses aux algériens. Il y a maintenant des sites français et/ou étrangers que tous les algériens connaissent et fréquentent. Cela a apporté beaucoup de chose à des gays algériens qui s'acceptent et à d'autres qui découvrent juste leur identité sexuelle, parce qu'ils peuvent discuter sans tabou puisque c'est anonyme (ce qui est une sécurité) et souvent trouver des personnes qui se posent les mêmes questions qu'eux. Internet leur permet de se dire qu'ils ne sont plus seuls dans ce cas. D'autre part, Internet a aussi permis d'organiser une certaine communauté gay. Désormais en Algérie, il existe une communauté gay, il existe des lieux de rencontre (comme des cafés). L'adresse de ces lieux gays se répand par le bouche à oreille, puisqu'ils ne sont pas étiquetés café gay, puisqu'il n'y a pas de drapeau arc-en-ciel. Ceci s'expliquant par le fait que malgré tout l'homosexualité demeure quelque chose d'interdit. Aussi l'Internet représente une certaine liberté d'être, la possibilité de se rapprocher, de se parler, de s'organiser, de se rencontrer plus facilement. Avant, c'était presque mission impossible pour un gay d'en rencontrer un autre. Maintenant, c'est quelque chose d'assez facile. De plus les gens commencent à s'accepter plus facilement qu'avant. Si ceux de notre âge (35/40 ans) sont tous passé par une période hétérosexuelle et sont donc sortis avec une copine, les jeunes d'aujourd'hui (en partie grâce à Internet) ont moins de difficulté pour s'accepter.

Personnellement grâce à l'Internet j'ai pu découvrir le site de *kelmaghreb*. Ce qui m'a apporté beaucoup de chose parce que grâce à *Kelmaghreb* j'ai pu dire mon avis, j'ai pu parler un petit peu de la vie gay en Algérie. Cela nous a rapproché entre le Maroc et l'Algérie. On a constaté que nous avions les mêmes problèmes, que l'on vivait les mêmes choses. Et j'espère que cela apportera encore des choses tout aussi intéressantes dans le futur.

Cristelle : Une petite remarque à propos d'Internet. Je suis d'accords quand vous dites que cela représente une certaine (et importante) ouverture sur le monde. Seulement au Maroc comme en Algérie, il y a un réel problème d'analphabétisme. Ce qui veut dire que l'Internet n'est malheureusement pas accessible à tout le monde. D'autres part, il s'agit souvent de sites en français, ce qui pose la question de la langue. D'autre part j'aimerais savoir ce qu'il en est par rapport aux mouvements politiques berbères qui commence à se structurer. Est-ce que là vous allez pouvoir trouver des alliés ? Il me semble que ce n'est pas plus simple d'être gay ou lesbienne que d'être berbère.

Ali : C'est vrai qu'il y a une partie de la population qui n'a pas d'accès à l'Internet pour cause d'analphabétisme. Mais la plupart des jeunes gays algériens dispose d'un certain niveau d'éducation. Il y a aussi le bouche à oreille qui marche bien, ce qui permet à un jeune qui n'a pas d'accès direct à Internet de savoir que tel ou tel café est assez branché.

Amine : On a présenté la lutte contre le sida et l'Internet comme les meilleurs moyens qui sont aujourd'hui à notre disposition. C'est vrai que l'on a parlé un peu de révolution, mais ce n'est pas la solution miracle. Par rapport à la langue, il y a énormément de gens qui ne maîtrise pas du tout le français. Peut-être que vous allez nous en proposer d'autres, mais la lutte contre le sida et l'Internet sont les seuls moyens que nous avons trouvé. Par rapport aux mouvements militants et/ou politiques, nous en tant que militant de base, nous avons plutôt de la sympathie pour les mouvements berbères et pour les mouvements de défense des droits de l'homme. Sauf qu'il est clair que les libertés sexuelles ne sont inscrites dans aucun mouvement politique, pour le moment. Au Maroc nous avons une espèce de hiérarchisation des causes, les grands militants des droits de l'homme s'occupent des prisonniers politique, ils ne s"occupent pas des pédés et des goudous.

Othman : Surtout que pour l'instant on essaye de travailler à l'intérieur de la communauté. Il y a énormément de travail à faire en la matière. Déjà que l'on se fasse accepter par nous-mêmes, et ce n'est pas forcément acquis. D'ailleurs j'aurais bien aimé avoir l'avis des défenseurs des droits de l'homme, car je n'ai pas compris pourquoi *Amnesty Maroc* ne s'occupe pas de parler de ce genre de question. Le rapport d'*Amnesty International* m'a été envoyé, je l'ai diffusé dans les associations, j'en ai parlé à des journalistes pour qu'ils en parlent, et ils l'ont fait. Cela veut dire que l'on peut quand même parler des choses. Quand Amnesty me dit qu'elle a peur d'impliquer des gens, je ne le comprends pas. Chez nous, à l'*ALCS* quelqu'un qui nous dit qu'il est contre les pédés, il n'a rien à faire avec nous (mais il peut dire nous dire qu'il préfère s'occuper des enfants ou des femmes ou de je ne sais quoi). Il y a des choses qui peuvent s'inscrire à un moment. Il faut bousculer la société, comme nous on essaye de le faire au niveau des ministères. L'*ALCS* existe depuis 1988, il a donc fallu 13 ans pour leur faire accepter l'idée de l'utilité de la prévention chez les gays. Je ne sais pas si Bernard a un commentaire ……

Bernard School : C'est en 1991 qu'*Amnesty* a décidé de défendre les homosexuels. Mais avant (et même encore aujourd'hui) *Amnesty* donnait comme excuse pour ne pas s'occuper des LGBT d'être une association généraliste, qu'il y avait bien d'autres personnes à protéger, que si les champs d'investigations de l'association se multipliaient l'association risquait d'éclater, qu'il valait mieux s'occuper des droits économiques et sociaux plutôt que des droits civils et politiques. Aujourd'hui, en matière LGBT, que ce soit au niveau international ou national, c'est deux pas en avant et un pas en arrière. Plus les LGBT deviennent visibles et plus les gens sortent du bois pour dire que l'association n'a pas à s'en occuper puisque cela ne fait pas partie de son mandat. Au moment même où *Amnesty* lançait sa campagne contre l'Arabie Saoudite, il y a eu le cas de saoudiens flagellés, et pour certains décapités. Il n'était alors pas question de parler des LGBT sous prétexte que cela aurait pu faire capoter la stratégie de l'association. Il ne fallait pas attaquer de front. Mais un soir (pendant cette même campagne), un dimanche soir j'ai reçu un mail m'informant que le bureau de Londres avait fait un virage à 180 degrés à ce propos, et aussi pour nous inviter à en parler. J'en étais vraiment très content. Alors on a foncé et on a ouvert la porte. C'est un exemple. Mais il y a toujours des résistances.

En ce qui concerne le Maroc, Je ne sais pas quoi dire. Je peux te donner le nom de la personne qui a en charge le Moyen Orient. A l'occasion de la *Gay Pride* de paris (en juin dernier) trois personnes sont venues à notre rencontre en nous disant être d'*Amnesty Maroc.* C'était trois psychiatres qui donc étaient membres de la section marocaine et qui étaient venus assister à je ne sais quel type de réunion psychanalytique. Ils sont venus vers notre char, nous avons échanger nos mails histoire de mettre en relation *Amnesty Maroc* et l'*ALCS*. On en parlera. Je t'ai passé trois ou quatre exemplaires du rapport "*Identité sexuelle*" en arabe, eux aussi ont leurs exemplaires (remis en main propre durant la Gay Pride). De toute façon, on envoi systématiquement à toutes les section arabophones le rapport en arabe. Après, ils en font ce que bon leur semble. Bref, il me semble qu'il y a un problème de communication. En la matière, je crois que Londres peut faire mieux.

Anne : N'y aurait-il pas un problème de communication avec les mouvements féministes ? J'ai beaucoup de mal à croire qu'il n'y ait pas d'alliances stratégiques possibles, que les féministes marocaines soient homophobes.

Amine : Individuellement, elles ne sont pas homophobes. C'est que le discours sur les droits de l'homme au Maroc est complètement en dehors, je le répète, de la sexualité en, général. De temps en temps, il y a des voix qui s'élèvent. Il y a quelques temps j'ai assisté à une réunion où un intervenant de la LMDH à, entre différents sujets, évoqué l'homosexualité en disant que c'était un des thèmes sur lesquels il fallait travailler. Mais c'est une voix, une personne, ce n'est absolument pas la stratégie de la LMDH ou des mouvements féministes qui sont en grande partie issus des partis politiques. De plus, actuellement ce n'est pas notre stratégie ……

Othman : Nous sommes une association généraliste de lutte contre le sida, et pas un mouvement homo. Ce que nous essayons de faire, nous le faisons dans le cadre d'une structure de lutte contre le sida. Nous sommes des militants, surtout des militants de la lutte contre le sida. Mais à partir du moment qu'on est gay et que l'on essaie de faire des choses à côté, nous essayons de les faire à titre individuel. Aujourd'hui on ne représente aucun mouvement qui pourrait demain aller aux réunions d'un syndicat ou d'une organisation féminine afin de discuter avec eux. Et on ne peut pas le faire au nom de notre association, parce que nous ne sommes pas seuls. A l'*ALCS*, il n'y a pas que des pédés. C'est une structure généraliste, même si son éthique stipule le respect de toutes le différences.

Habib : N'oublions que nous travaillons avec les moyens du bord. Avant le sida il n'y avait pratiquement rien, et "grâce" au sida on a pu faire quelque chose. Maintenant qu'il y a Internet on s'accroche. Peut-être que maintenant il va y avoir des mouvements féministes. On ne sait pas.

Suzie : Toujours par rapport aux groupes féministes, plus précisément par rapport aux droits des femmes, je voudrais savoir si les mouvements féministes s'occupent aussi du sida ou si vous avez des échanges d'informations à ce sujet.

Othman : Nous sommes en contact avec quelques associations. A Marachek on travaille avec une association *Ennakhil* pour la femme et l'enfant qui est plus ou moins une association dans le secteur du développement. Mais leur façon de travailler ne me plaît pas, en ce sens que l'association continue à enfoncer les femmes dans leur truc de soumission en leur proposant des cours d'alphabétisation, de cuisine, de broderie ou d'élevages de poules et/ou de lapin.

Amine : Ce qui se fait par rapport aux gays en matière de lutte contre le sida ce fait aussi par rapport aux femmes à l'intérieur de l'*ALCS*. On se positionne de plus en plus comme une structure de lutte pour les droits des personnes. Il y a aussi un énorme mouvement très féministe à l'intérieur de l'*ALCS* qui le premier a beaucoup parlé de la vulnérabilité de la femme maghrébine, par le biais du sida mais aussi par le biais de toutes les contraintes socioculturelles qui en la rendant en même temps vulnérable au sida la rend vulnérable au reste des problèmes. Toutes les femmes qui sont avec nous sont des femmes extrêmement militantes et extrêmement féministes. Il y a aussi beaucoup d'associations en fait qui commence à adopter notre approche des problèmes socio-économiques, notamment *Solidarité Féminine* et *Enfants de la Rue*. A l'*ALCS* je fais parti d'un espace qui s'appelle *Espace Associatif* qui est un ensemble d'associations ayant la même vision, la même approche du changement nécessaire. L'ensemble de ces associations forme un réseau, et je pense qu'il y a une réelle collaboration avec des associations féministes et/ou progressistes en matière des droits de l'homme.

Othman : Ce qu'il y a de particulier au Maroc c'est qu'il y a la menace islamiste. Cette menace fait qu'aujourd'hui on ne fait plus de politique pour avancer, mais pour éviter que les islamistes prennent le pouvoir. Les membres du gouvernement de gauche actuel sont tous d'accord sur le plan d'intégration de la femme, mais l'idée a été mise dans un tiroir quelconque. Personne ne veut donner aux islamistes matière à avoir la pouvoir. Aussi, à moins qu'il y ait un nouveau parti politique, vierge, qui n'a rien à perdre (parti qu'il nous appartient peut-être de créer) il est actuellement presque impossible d'aborder la question de la laïcité et des libertés. Il faut vraiment quelqu'un qui soit kamikaze ou qu'il n'ait rien à perdre. Il y a des élections en 2002, tout le monde évite d'être ouvertement critiqué par les islamistes. Individuellement les gens peuvent être convaincus, mais il n'y a aucune réflexions de groupe.

Amine : A propos des droits de l'homme (point très important pour nous), si les procédures étaient respectées à la lettre il y aurait beaucoup moins de problèmes. Une personne homosexuelle ne peut être arrêtée que si elle est en flagrant délit ou si elle a signé des aveux. Il y a beaucoup d'abus de ce côté là. Il y a tout un travail d'information à mener à ce sujet, car si les personnes étaient conscientes de leurs droits et savaient jusqu'où aller, la situation pourrait être meilleure.

Joël : Par rapport à ce que vous disiez tout à l'heure sur la structuration de ce qu'on pourrait appeler la «communauté» homo, j'aimerais savoir quels sont vos projets en la matière. Avez-vous des directions précises, des objectifs ? Des actions que vous avez prévues mais que vous n'arrivez pas à mener ?

Amine : Notre premier projet est la construction de la communauté. Actuellement nous sommes très peu à bosser sur place, mais nous avons quand même développé un réseau de soutien (si on peu appeler ça comme ça). Par le biais de l'*ALCS* nous avons beaucoup bossé sur ça, les gens se sont rencontré. Ceci dit notre objectif premier est toujours de travailler de l'intérieur, de faire de l'éducation. Notre objectif est aussi de développer *Kelmaghreb*, moyen de renforcement communautaire. Mais l'essentiel pour nous c'est que les gens soient conscients de leur valeur, de leurs droits, et aussi de leurs limites afin qu'ils puissent se prendre en charge eux-mêmes.

Othman : Notre objectif, pour l'instant est aussi de continuer dans la lutte contre le sida car tout n'est pas acquis en la matière. Notre projet n'est plus financé depuis novembre. Dernièrement ils ont promis de le renouveler, mais ce n'est pas acquis. A l'heure actuelle nous n'avons pas de financement. Comme nous sommes militant, personnellement impliqués, à Marrakech et à Casablanca on bricole avec des équipes de bénévoles, à Tanger et à Agadir c'est presque arrêté. Sur la question de la forme que doit prendre la solidarité, je pense qu'il convient d'abord de renforcer les structures. Plus que de financer les projets, il faut s'occuper de subventionner les structures. Aujourd'hui les associations sont dans des délires souvent très difficiles à subventionner, aussi il nous semble bien plus utile, bien plus important de subventionner d'abord les associations, surtout au niveau de leur fonctionnement (c'est à dire un local, une ligne téléphonique, des factures d'électricité....). Car c'est extrêmement important qu'il y ait un endroit où les gens puissent venir. Surtout que dans les pays du Sud, subventionner un local associatif peut ne pas coûter grand chose. Arnaud Marty Lavauzel (ancien président de *Aides*

qui devait venir, et qui est très impliqué dans les questions de solidarité internationales, nous a appris, à titre d'exemple, qu'en Côte d'Ivoire pour 1000 Frs il était possible de financer le fonctionnement d'un espace d'accueil. Après les gens peuvent se prennent en charge, mais du moment où ils ont un accueil ils peuvent faire des choses extraordinaires. Ali (qui par ailleurs est médecin) est très intéressé par monter une structure équivalent à la nôtre (d'ailleurs nous l'encourageons en ce sens), une structure qui travaillerait également sur le sida (sujet d'autant plus important puisqu'en Algérie il se passe presque rien en la matière). Notre expérience de 13 ou 14 ans fait que nous serons capables de l'aider. Nous avons formé des gens en Turquie, en Tunisie, et aussi en France (auprès des personnes travaillant sur l'action communautaire). Mais pareil pour lui, trouver des financements n'est pas évident.

Karim Malki : Le site Internet aussi ce n'est pas évident. Certes aujourd'hui nous avons le soutien de *Kelma* qui nous permet de le faire. Mais sans ce soutien, *Kelmaghreb* aurait été un site amateur qui aurait tenu 1 mois, peut-être deux.

Ali : En Algérie c'est plus ou moins la même chose. Pour le moment, les gays commencent à se découvrir eux-mêmes. Mais pour le moment on n'est pas encore au stade d'une communauté homo, nous en sommes encore au stade des rencontres.

Violette : Je suis membre de l'association *Contact*, et à l'association nous avons des témoignages qui proviennent d'Algérie. En particulier, quatre personnes nous appellent régulièrement (ce qui nous permet de les soutenir moralement). Nous sommes très malheureux pour eux, mais on se contente d'être malheureux et de les encourager moralement. C'est vraiment dramatique. Il n'y a rien, mais rien. Et là on me dit qu'il existerait un endroit …..

Ali : A Alger, mais c'est très caché. L'information circule seulement par le bouche-à-oreille.

Alain : J'ai la chance d'aller souvent au Maroc dans le sud et mon long passé de militant fait que j'y ai longuement parlé d'homosexualité avec les habitants, non sans mal. Ceci dit, j'avais deux questions à vous poser. D'abord est-ce que vous pensez que l'abrogation de l'article 489 est possible, ou voyez-vous cela a très longue échéance ? Deuxièmement, à propos de la pédophilie et la prostitution, vous sentez-vous concernés ? Vous en parlez entre vous ?

Karim Malki : Pour ce qui est de l'abrogation de la loi, je pense qu'aucun homme politique ne pourrait actuellement prendre le risque de le faire. Il y a le plan de l'intégration de la femme qui a été joyeusement enterré, ce qui est assez significatif du manque de courage des hommes politiques. Pourtant au sein de l'élite politique actuelle les gens sont plus ou moins d'accord à ce sujet, mais personne n'a le courage de le faire. Les conservateurs nous disent de toutes les façons cela ne correspond pas du tout à la réalité, que la polygamie par exemple se fait de moins en moins parmi les nouvelles générations, que c'est tellement difficile pour un jeune de se marier, donc tout cela est un faux problème, c'est le complot juif international, c'est la banque mondiale et l'Union européenne qui veulent nous faire sortir de notre religion. Et de toutes les façons regardez où ils en sont maintenant, ils sont en train de débattre du mariage des homosexuels (car le PACS était vu comme un mariage). Alors aujourd'hui les femmes, demain les pédés et après on ne sait pas. C'est le genre de chose que l'on entendait. Et face à ces critiques, le gouvernement a fait marche arrière. Ce qui est incroyable pour des gens qui se disent progressistes, qui ont été condamnés à mort (le Premier ministre actuel à été condamné à mort par Hassan II), qui ont souvent montré un grand courage. A la mort d'Hassan II le nouveau roi aurait pu profondément réformer la société parce qu'il y avait une réelle envie de tourner la page, de construire un nouvel état moderne, plus démocratique, seulement il est maintenant dans une position où seul le gouvernement décide. Aujourd'hui personne n'a le courage de proposer l'abrogation d'une loi ou d'en faire voter une qui soit en contradiction avec l'Islam.

Amine : Par rapport à cette menace islamise, il y a comme une espèce de terrorisme à chaque fois qu'il est question de femmes ou de sexualité. Pourtant personne n'a vraiment une idée précise de la force des ces groupes islamistes. La contre manif des femmes a été une énorme surprise pour tout le monde, tant par l'organisation, par l'encadrement que par le nombre de participantes. C'était assez impressionnant. Et à chaque fois qu'il y a quelque chose comme un mouvement de liberté des individus, il y a cette menace énorme. Alors que personne ne parle d'islam lorsqu'il s'agit d'économie, de système de banque, de prêt de la Banque Mondiale. Les islamistes c'est quelque chose que l'on nous sert à l'occasion, et on ne sait pas vraiment à qui cela profite ni d'où vient la menace.

Othman : La question de la pédophilie est très compliqué. De notre côté, nous qui nous occupons de la lutte contre le sida, nous ne pouvons pas aller voir ces enfants pour leur dire d'utiliser des capotes. Un enfant il faut le prendre en charge, pour ce faire il faut un lieu d'accueil. Cela demande des gens spécialisés. Il y a des choses qui se font comme l'association *Bayti* qui fait un travail extraordinaire (ils ont des centres d'accueil) à Casablanca. A Tanger il y a l'association *Darna*. Je les ai rencontré il y a un an, ils ont eu des fonds, ce qui leur permet de faire un travail extraordinaire (même s'ils n'ont pas de lieu d'accueil). Ils recueillent les enfants le matin, ils bossent avec eux toute la journée et le soir ils sont obligés de les libérer sachant qu'ils vont dormir dans la rue. *L'ALCS Essaouira* a essayé de faire un travail l'année dernière avec *Bayti* afin de travailler avec les enfants de la rue, cela avait été très difficile et je pense que cela a été arrêté maintenant. C'est des choses qu'on peut faire, si des structures nous aident. Aujourd'hui notre propre structure ne peut pas le faire.

La prostitution existe au Maroc, comme partout ailleurs. Il y a toutes les formes de prostitution, garçons, filles, enfants, vieux, jeunes, hommes, femmes, hétéros, homos, bi, il y a tout. C'est interdit mais c'est toléré. De temps en temps il y a des rafles, mais sans plus. Et comme nous travaillons sur cette question, nous avons une vision des choses qui dérange en ce sens que nous ne portons pas de jugement moral sur cette activité. Nous savons que parfois cela peut être un choix. Nos partenaires, les gens en général on du mal à le comprendre. Si on assiste à des séminaires, et on les embête avec nos histoires de travailleurs du sexe.

Amine : Nous ne sommes absolument pas abolitionnistes. Les motivations de la prostitution sont multiples, c'est une question avant tout individuelle. C'est trop réducteur de dire que les gens se prostituent parce qu'ils sont pauvres. Dans le cadre de notre action au sein de l'*ALCS* notre objectif premier est de faire en sorte que les gens aient confiance en eux, qu'ils se protègent. Par ailleurs nous avons le projet de travailler avec d'autres associations de s'occuper de reconversion, pour ceux qui expriment cette envie, et qui le souhaitent vraiment. Et c'est vrai que notre discours dérange énormément, des fois même à l'intérieur de notre propre structure.

Othman : Des fois, on se retrouve dans des situations où un bailleur de fond nous dit qu'il nous finance sous réserve que nous apprenions à coudre aux prostituées que nous "sauverions".

Amine : Sauf que tu en fait des putes qui savent coudre, mais c'est tout. Tu n'en fait pas des couturières indépendantes. Et après le bailleur s'en va, la conscience tranquille, se disant qu'il a sauvé 120 personnes de la misère sexuelle. D'autant que les 120 qui quittent le trottoir sont très vite remplacées. Nous ne sommes pas là pour sauver les gens.

Ali : En Algérie malheureusement, les enfants, ceux qui se prostituent, ne sont pas pris en charge. Dans l'article sur la prostitution en Algérie que j'ai écrit pour *Kelmaghreb*, je parlais de ces enfants de 14/15 ans que l'on trouve sur les bords des autoroutes. Il faut savoir que pour l'Etat algérien ils ne sont pas une priorité. Ils sont donc laissés tel quels dans la nature. De plus l'Etat en profite, car comme ils travaillent, ils gagnent leur vie, ils n'ont pas à demander un logement.

Christelle : Est-ce vous pourriez revenir sur les violences policières et votre travail auprès des ministères ?

Amine : Surtout au début, lorsque l'on travaillait avec ce public spécifique des prostitués, nous avions effectivement à faire à des gens qui étaient violentés lors de rafles (sans compter les viols commis par des policiers). Il faut savoir qu'à partir du moment où on distribue des préservatifs, cela peut être pris comme preuve de flagrant délit de prostitution. Quelqu'un qui va sur un lieu de drague en ayant une capote dans ses poches, bien que cela ne soit pas interdit, peut se retrouver inculpée de prostitution. Je reviens à cette histoire de la méconnaissance par les gens de leurs droits, ils sont souvent très intimidés lorsqu'ils se font ramasser par les flics. Et cette ignorance fait qu'ils n'ont aucun moyen de se défendre. Et les personnes qui sont arrêtées pour "actes contre nature entre personnes de même sexe", sont confrontées à un trafic énorme, à des violences (facilitée voir encouragé par les gardiens). La prostitution continue à l'intérieur de la prison, et pas toujours au grès des personnes. Pour les filles comme pour les garçons. Toutes ces violences policières nous posent problèmes car elles sont une entrave à notre travail de prévention. Aussi nous avons approché le ministère de la justice afin de lui exposer cette situation. Et nous avons réussi à signer une convention de partenariat avec la direction pénitentiaire du Maroc, ce qui nous a permis de travailler à l'intérieur même des prisons. Ainsi nous avons pu entreprendre des formations à l'adresse des médecins de prisons, principalement axés sur les notions de confidentialité, d'anonymat et autres choses qui jusqu'à présent leur paraissait absurdes, voir inimaginables, tout cela pour essayer de leur faire comprendre qu'ils sont là pour soigner des malades et pas pour être une annexe du service de l'administration pénitentiaire chargée de contrôler les prisonniers. Nous avons également travaillé énormément avec les gardiens de prison. Et enfin nous avons fait des formations à l'intention les prisonniers. Pour l'instant nous ne sommes pas allés dans toutes les prisons du pays, puisque nous avons rencontré quelques difficulté, quelques problèmes d'organisation. Mais le principal c'est que nous ayons réussi à le faire ici et là. Tout n'est pas encore excellent, parfois cela a été assez difficile, assez dur. Mais nous avons noté une réelle bonne volonté de l'administration pénitentiaire. Nous avons rencontré des gens assez exceptionnels, par exemple la personne qui est chargée de la direction de l'administration pénitentiaire est vraiment exceptionnelle, elle nous a ouvert toutes les portes(elle est très consciente du problème). Sauf que cette compréhension n'arrive pas toujours jusqu'en bas. Mais on nous a ouvert les portes des prisons, nous avons donc pu y faire de la prévention en expliquant aux prisonniers que le préservatif est le principal, sinon le seul moyen de prévention. Mais nous n'avons pas le droit de donner des préservatifs à l'intérieur des prisons. Nous avons essayé de négocier, des gardiens ont refusé, d'autres nous ont dit ce qu'il nous était possible de faire. Ainsi certains gardiens ferment les yeux sur les préservatifs que l'on met dans les paniers que l'on donne aux prisonniers. Car je si je suis en prison je ne vais pas demander à maman ou à ma sœur de me ramener des capotes. C'est le genre de chose qui représente pour nous un énorme poids, de rentrer à l'intérieur des prisons et d'y faire un travail avec le personnel, le médecin.....

Othman : Au début il était hors de question d'y arriver, même d'y penser ou de l'envisager. Maintenant, après bien des efforts nous avons réussi à y mettre un pied. Avant il y avait dans les prisons les dépistages systématiques nous avons réussi à mettre un terme à cette pratique

Amine : Il y a tout le travail qui se fait avec les malades dans les prisons qui sont en principe orientés vers le service des maladies infectieuses (à Casablanca), centre avec lequel nous travaillons énormément. Nous essayons, dans la mesure du possible, de prolonger au maximum le séjour des malades. Et c'est vraiment à la dernière limite qu'on les renvoie dans leur cellule. On a aussi essayé de travailler avec les policiers, et à ce niveau nous avons réussi à mettre en place un cycle de formation dans les écoles de police. Pour les avocats et les magistrats, nous avons aussi organisé un séminaire de formation davantage axé sur la sensibilisation des droits des personnes vivant avec le VIH (éthique et autres questions de ce style). Tout cela s'est un peu débloqué ces deux dernières années.

Othman : Ce programme concerne l'ensemble des prisons du pays, même si nous ne les avons pas toutes faites. Mais à l'heure actuelle nous en avons fait une bonne moitié.

Christelle : Mais est-il possible de porter plainte contre un gardien ?

Othman : Au niveau de notre association de lutte contre le sida, l'un des objectifs était de se porter partie civile en cas de problèmes lié à notre domaine d'action. Mais nous ne sommes pas *Amnesty*.

Habib : Ce n'est alors que nous venons d'arriver dans une prison que l'on va tout de suite dire ceci ou cela. On commence par observer ce qui se passe. Après, en toute connaissance de cause, on décide quoi faire.

Karim Malki : Je voudrais conclure ce séminaire par un témoignage (qui sera bientôt disponible sur le site de *Kelmaghreb*). C'est le témoignage d'un jeune homme prostitué. Il s'appelle Mohamed, il y a 19 ans. Je lis :

> *"C'était un vendredi soir du moi de juin dernier, il était minuit passé. J'étais avec un ami quand une voiture de police s'est arrêtée. Un policier nous a demandé nos papiers, je n'avais pas ma carte d'identité sur moi. Ils nous ont demandé ce qu'on faisait dans la rue à cette heure ci. On a répondu que l'on sortait du travail, qu'on rentrait chez nous. Ils nous ont invité à les accompagner au commissariat pour un contrôle d'identité. Nous sommes donc montés dans la voiture, et une fois arrivés au commissariat ils ont pris nos empreintes digitales sur un document sans rien nous demander, puis ils nous ont descendu à la cave dans une cellule, rien que nous deux. Ils nous ont retiré nos ceintures ainsi que nos lacets de chaussures, mais nous ont laissé notre argent. Vers 4 ou 5 heures du matin, l'un des policiers a amené un type ivre dans la cellule. On en a profité pour leur demander pourquoi ils nous avaient gardé et pourquoi ils ne libéraient pas. Le policier nous a répondu que nous étions arrêtés pour homosexualité (en arabe le terme signifie déviation sexuelle), qu'il n'y aura pas de libération et que nous serons transférés au tribunal pour ce motif. On a essayé de protester en disant que ce n'était pas vrai, que l'on rentrait simplement chez nous. Mon ami a commencé à crier violemment, le policier l'a giflé puis à commencer à lui donner des coups de pied. J'ai eu droit à une gifle.*
>
> *Nous avons passé le samedi et le dimanche au commissariat. Pour manger on donnait de l'argent à un policier pour nous acheter quelques provisions. Il nous ramenait ce qu'on voulait mais ne nous rendait pas la monnaie. Le lundi matin nous avons été emmenés au tribunal. Devant le juge nous avons essayé de nier, mais il a dit que nous étions arrêtés pour homosexualité. Sur le PV il était mentionné que nous avions été arrêtés dans une maison travestis en femmes, en compagnie de quelques hommes. C'était le document sur lequel ils avaient mis nos empreintes. La décision du juge fut de 3 mois de prison ferme. Le lundi après-midi nous avons été transférés à la prison. Une fois arrivés à la prison ils nous ont installé dans une cellule spéciale pour homosexuels. On était isolé des autres détenus pour notre sécurité parait-il. Il y avait 18 détenus dans cette cellule.*
>
> *Le mardi soir on nous a averti de ne pas manger le lendemain matin parce que le médecin allait nous faire des analyses. Et donc le mercredi matin le médecin nous a fait des prises de sang en nous demandant notre avis. On avait peur qu'il découvre chez nous une maladie, mais on ne pouvait refuser de peur de représailles des gardiens. Le jour des résultats on nous a rassemblé, et le médecin a annoncé les résultats à haute voix. Il a dit à 3 détenus qu'ils avaient la syphilis et qu'ils devaient faire des piqûres tous les matins. J'étais soulagé de ne rien avoir. On était jamais en contact avec les autres détenus qui le jour étaient libres de circuler alors que nous étions enfermés. Une porte grille séparait notre cellule du couloir où circulaient les hommes. Des fois ils nous insultaient en nous traitant de pédé ou d'enculés, des fois ils étaient gentils et plaisantaient avec nous. La nourriture de la prison était dégueulasse, on mangeait ce que nos familles nous envoyaient comme nourriture. Les détenus ont droit à une visite par semaine, mais on pouvait recevoir de la nourriture tous les jours. Les gardiens se chargeaient de nous la transmettre, on leur en donnait un peu en contre partie. On avait un système pour réchauffer les plats, une espèce de lampe à huile avec une mèche que l'on cachait.*
>
> *Lors de mon arrestation ma famille était en voyage, personne ne savait que j'étais arrêté et donc je n'avais personne qui m'envoyait de la nourriture. C'était les autres détenus qui me nourrissaient. Quelques jours après mon arrestation ma famille était de retour, ma mère est partie se renseigner au commissariat où ils lui ont dit que j'étais arrêté pour homosexualité. Quand elle m'a rendu visite, elle a refusé de me croire, préférant croire la version de la police. Maintenant mes rapports avec ma famille se sont dégradés.*

O n se fait souvent insulter par les gardiens, mais pas tous. Il y en avait quelques-uns de gentils. Certains abusaient sexuellement des détenus. En particulier un gardien insultait les garçons, des fois il sortait son sexe en nous traitant d'enculés. Le chef de chambre était ami avec le gardien, il était aussi son amant. Quand un gardien voulait coucher avec un détenu, il venait le chercher et le prenait avec lui. Des fois cela se passait tout simplement à travers la grille pendant que les autres détenus dormaient. Les détenus non homosexuels pouvaient aussi se faire un mec, en donnant quelque chose aux gardiens qui les laissaient sortir dans le couloir le soir. En contrepartie ils payaient les garçons en argent, cigarettes et autres. Quand quelqu'un commettait une faute, il recevait la falafa, c'est à dire que des détenus lui tenait les pieds attachés avec une corde pendant qu'un gardien lui donne des coups avec une courroie. Un jour je me suis disputé avec un détenu, j'ai reçu la falafa. Je n'ai plus pu marcher tellement ça faisait mal, les détenu m'ont mis dessus des oignons et des tomates, ce qui m'a soulagé.

Nous avions fait recours au premier jugement. Mon ami a eu recours à un avocat. La peine a été commuée en deux mois, ensuite nous avons bénéficier d'une grâce à l'occasion d'une fête nationale. Et nous avons donc été libérés. Maintenant avec ma famille tout a changé. Un frère a quitté la maison à cause de moi. Ils me sous-estiment tous, j'ai l'impression d'avoir une tare. Si je pouvais quitter la maison je serai déjà parti, hélas je n'ai pas où aller".

Christelle : Est-ce que dans la population il existe des pratiques de délation ?

Othman : Dans le cas de Mohamed, comme pour presque tous les prostitués, les policiers le connaissaient. De temps en temps les policiers font une rafle, en toute connaissance de cause.

Amine : Petite précision, lorsqu'ils arrêtent quelqu'un, ils lui demandent de dénoncer ses copains (en échange d'être relâché). Des fois pendant des mois cela se passe calmement, mais à Casablanca en trois mois il y a eu près de 100 arrestations. Ils ont même été jusqu'à chercher les gens chez eux. Sous prétexte de l'assassinat d'une personne assez influente de la communauté juive (qui était homosexuel). Les policiers ont examiné son agenda, et ils se sont mis à arrêter tout le monde. En premier lieu pour interrogatoire, mais tout le monde était arrêté pour homosexualité. Pendant un an, deux, trois ans tout va bien, jusqu'au moment où les choses vont beaucoup moins bien.

Ali : A Alger, il y a deux mois il y a eu une rafle policière sur l'une des principales avenues de la ville, en fait c'était les gens qui habitaient cette avenue qui avaient signé une pétition contre les prostitués et les transsexuels du coin. Le motif officiel de cette rafle fut "attentat à la pudeur". Les prostitués furent libérés deux ou trois jours après. Parce qu'en principe les policiers doivent les trouver en flagrant délit de prostitution masculine afin de pouvoir les inculper, puis les condamner.

Christelle : Le système judiciaire au Maroc ou en Algérie est quand même du côté du pouvoir. Il me semble que l'on ne peut pas comparer le système judiciaire français.

Karim Malki : Au Maroc il n'y a aucune volonté politique vraiment homophobe. Il n'y a pas de chasse aux sorcières officielle. Actuellement à Casablanca il y a un nouveau préfet qui a une politique de la réduction de la criminalité dans cette ville. Il a donc mené une espèce d'opération nettoyage. Puis il a réuni je ne sais pas combien de journalistes auxquels il a dit que l'année dernière, pour la même période, ses services avaient arrêté quelques chose comme 9 personnes et cette année 100 (il y a un article sur cette conférence de presse sur *Kelmaghreb*). Il était très content de lui, genre je nettoie efficacement la ville. Tout le monde a applaudi, en disant que c'était très bien, qu'ainsi il y aura plus de sécurité. Quant à Mohamed bien qu'il soit prostitué, du moment que les flics ne l'ont pas chopé en flagrant délit, ils ne peuvent lui faire. Il y avait simplement un PV sur lequel sur lequel figurait un aveu, alors qu'il a simplement été arrêté dans la rue. C'est souvent ainsi que cela se passe. Il y a très peu de cas où les gens furent arrêtés alors qu'ils étaient en train de baisser. Et si Mohamed n'avait pas signé ce PV, s'il avait eu connaissance de ses droits, s'il avait eu recours à un avocat, il aurait pu régler cette affaire simplement par les lois que nous avons aujourd'hui au Maroc et qui garantissent un minimum de chose.

Christelle : Il n'y a pas d'avocat systématiquement commis d'office quand les gens n'ont pas les moyens de s'en payer un ?

Karim Malki : Je terminerai en répondant à cette dernière question, puisque malheureusement nous sommes arrivés au terme de ce débat. Ceci dit, le débat est loin d'être fini. Pour ceux et celle que cela intéresse, on peut continuer à débattre à l'extérieur. Donc, officiellement oui, en principe les gens disposent d'un avocat commis d'office. Mais pas toujours. Mais dans le cas particulier de ce jeune, c'est quelqu'un qui à la limite trouvait normal de se faire battre ou violer. Il était dans une espèce de fatalisme, en ce sens qu'il avait intégré toute l'homophobie de la société. Je vous remercie tous et toutes.

DISCRIMINATIONS ENVERS LES LESBIENNES EN TERRE D'ISLAM

Sabrine Al'Rassace : L'objet du présent séminaire est de pouvoir entendre les discriminations faites aux lesbiennes (discriminations dont on entend peu parler), et aussi d'entendre la parole des activistes comme Houlia (dont on va un peu mieux connaître la vie un peu plus tard). Il s'agit aussi d'apprendre ce qu'il en est actuellement des mariages forcés et les tests de virginité, qui pour les organismes internationaux sont considérés comme une forme de torture. Mais pour l'instant la parole est à Anissa Helie.

Anissa Helie : Dans les pays musulmans les personnes homosexuelles voient leurs droits régulièrement bafoués, que ce soit la liberté d'être, d'association ou d'expression. Cela va, souvent, jusqu'à l'atteinte à l'intégrité physique de la personne. Pour faire court, je dirais que cette homophobie est visible à deux niveaux. D'abord au niveau de l'Etat. Bien souvent on voit comment la religion, la référence à l'Islam et/ou au Coran est utilisé pour légitimer une violence institutionnelle, comment la religion a un impact direct et crucial sur les législations nationales. Il y a toute une variété, mais dans un grand nombre de pays l'homosexualité est considérée comme illégale, et éventuellement perçue comme un péché grave. Les punitions varient selon la jurisprudence de chaque pays. Il y a bien évidemment dans l'Islam différents courants de pensée, mais tous préconisent des punitions plus ou moins sévères. Dans un récent rapport (datant de la fin des années 90) *Amnesty* avait compté 83 pays qui à travers le monde où l'homosexualité était explicitement condamnée dans le code pénal. Et parmi ces 83 pays, il existe 26 qui sont des pays musulmans. C'est à dire une grande partie d'entre eux. Ces pays interdisent toute relation sexuelle entre personnes du même sexe. Cela va de la prescription dans le code pénal de la sodomie ou de l'homosexualité masculine et féminine, jusqu'à tout ce qui concerne les relations sexuelles hors du mariage (ce qui parfois recouvre le viol). Et évidemment ceci coupe à travers tous les spectrums politiques, c'est à dire que ces pays qui condamnent l'homosexualité peuvent être soi-disant libéraux ou des dictatures comme le Soudan. Parmi ces 26 pays, sept qui préconisent la peine capitale pour toute personne présumée coupable d'être homosexuelle. Il s'agit de l'Afghanistan, de l'Arabie Saoudite, de l'Iran, de la Mauritanie, du Soudan et du Yémen. Le dernier en date est la Tchétchénie, depuis février 1999. En Iran, en Afghanistan et en Arabie Saoudite, plusieurs cas homosexuels ont été mis à mort depuis ces dernières années. Et même si la mort n'est pas systématiquement appliquée, l'existence même d'une telle sanction est bien évidemment utilisée pour terroriser et menacer les communautés homosexuelles. Par exemple en Egypte, 52 jeunes gays ont été arrêtés en mai de cette année, alors que l'homosexualité n'est pas expressément prohibée dans le code pénal égyptien. Leur jugement est actuellement en cours. Cela prouve bien qu'en l'absence de la loi, l'Etat n'hésite pas à poursuivre les homosexuels. Présentement ces hommes sont accusés selon la formule de "pratiquer l'immoralité sexuelle". Ils risquent jusqu'à cinq ans de prison.

D'un autre côté, évidemment l'homophobie est non seulement visible mais surtout présente au niveau des communautés comme des familles. Le témoignage de Aroda Afal, lesbienne jordanienne le montre bien : "*Même s'il n'y a aucune mention de lesbianisme dans la loi jordanienne, de très fort préjugés existent dans la société jordanienne et qui sont plus forts que toutes prohibitions légales. Les lesbiennes ont peur de devenir plus visibles, elles ont peur de perdre le peu de liberté dont elles jouissent en tant que femme, la liberté de mouvement en particulier. Même si une femme est financièrement indépendante, sa famille peut toujours exercer un grand pouvoir sur elle. La pierre d'angle du soutien social en Jordanie est la cellule familiale, mais dans le cas d'une lesbienne qui s'affirme dans sa sexualité c'est sa propre famille qui risque de devenir coupable de violation sur cette personne*". L'an passé (en octobre 1999) aux Etats-Unis il y a eu le cas qui illustre tout à fait cette question du poids de la famille et du milieu, celui d'une jeune lesbienne d'origine jordanienne qui a été l'objet d'une tentative d'enlèvement perpétuée par sa propre famille. Elle a été battue par ses frères et son père, et mise de force dans l'avion pour la Jordanie. Son cas est actuellement soumis à la justice américaine. L'homophobie est répandue dans le monde entier, les homos, les transgenres sont persécutés et subissent des violences de toutes sortes, dans les pays musulmans comme dans d'autres pays.

Les points sur lesquels je voudrais discuter c'est la façon dont non seulement l'homophobie est répandue dans tous les pays musulmans mais aussi comment la droite religieuse utilise l'homophobie, et comment l'homophobie est systématiquement utilisée dans le monde entier. Que ce soit par les fondamentalistes chrétiens, hindous, juifs, musulmans. Ces derniers ne faisant pas exception. Aussi je vais aborder la question de ce que j'ai appelé "la droite religieuse contre la diversité sexuelle". Je fais attention à ne pas utiliser le terme "fondamentaliste" trop souvent parce que ce n'est pas nécessairement clair. Ce que l'on appelle les fondamentalistes sont en fait des forces d'extrême droite et pas du tout des forces de retour aux fondements de la religion. Ce sont des forces qui essaient d'accéder à un pouvoir politique, et qui utilisent la religion de manière à pouvoir légitimer leur action et de pouvoir avoir accès à ce pouvoir politique. Selon le contexte, ils utilisent non seulement la religion mais aussi les identités culturelles ou ethniques selon le contexte.

Et il est clair que le phénomène fondamentaliste se retrouve dans toutes les grandes religions. Et dans un contexte de fondamentalisme global, il faut bien noter que les femmes sont acceptées de manière différente. A propos des violences faites aux femmes, je voudrais citer Radica Yonesraou. "*Les communautés ont tendance à policier les comportements des femmes. Une femme qui est perçue comme agissant de manière inadéquate sexuellement, tel que cela a été établi par les standards de la communauté doit être punie*". C'est particulièrement vrai dans le contexte musulman, dans la mesure où il y a une contradiction assez claire entre une doctrine religieuse qui est assez permissive en ce qui concerne la sexualité. En Islam on reconnaît le plaisir sexuel, celui de la femme, la sexualité est même vue comme un don de Dieu.

Mais parallèlement nous avons un système social et institutionnel qui privilégie les hommes, et qui de ce fait institue une très forte inégalité entre les hommes et les femmes. Et dans ce système, bien que l'appétit sexuel des femmes soit reconnu, il est synonyme de désordre social. C'est l'appétit des femmes qui est conçu comme source de "fitna". Le chaos de l'ordre social est principalement provoqué par le désordre sexuel et initié par les femmes. Cette idée justifie le fait que les hommes doivent contrôler la sexualité féminine, et donc contrôler le corps des femmes. Et c'est ce principe qui permet de justifier tout un tas de traditions relativement diverses. Comme les crimes de mœurs (dont on a pas mal parlé ces dernières années), les mariages forcés, les tests de virginité qui ont été imposés dans différents pays (comme au Soudan vers le début des années 90). C'est ainsi qu'en Turquie deux jeunes filles se sont suicidées, en 1992. En 1998 l'affaire a rebondi du fait de la ministre du droit des femmes a déclaré "Si quelques jeunes filles se suicident à cause de ces pratiques, et alors ? Nous devons protéger nos familles et les valeurs de la société". Nous avons donc les mariages forcés, les crimes d'honneur, les tests de virginité, la ségrégation sexuelle (plus ou moins importante selon les pays). Et aussi les pratiques de mutilations sexuelles.

Bien évidemment, dans un contexte où la sexualité des femmes doit être maintenue sous contrôle, le fait d'être lesbienne ou transsexuelle apparaît comme la subversion ultime. Et je crois que c'est d'autant plus vrai que les femmes ont été investies d'un rôle assez crucial dans le discours nationaliste musulman, en ce sens qu'elles sont vues comme dépositaires de la culture (plutôt que participantes). Et c'est ici que l'homophobie intervient à nouveaux. L'homosexualité est systématiquement dénoncée par la droite religieuse comme une menace étrangère (à coup de «cela n'a jamais eu cours chez nous, c'est un phénomène importé»). C'est d'ailleurs intéressant de noter que la réplique n'est pas nouvelle. Il y a quelques siècles les arabes attribuaient l'homosexualité à la mauvaise influence des perses. Le discours n'a pas changé. Par exemple en juin 2000 le Premier ministre de la Malaisie a déclaré que selon lui l'homosexualité est contre nature, qu'il n'était pas envisageable de changer les lois du pays à cause de la pression extérieure. Il répondait à un appel de Human Right Watch (l'équivalent d'*Amnesty* aux Etats-Unis) qui demandait à ce que l'on annule les lois anti-sodomite. Plus récemment en mai 2001 Majic Katmé qui a déclaré publiquement que lesbianisme se propageait comme un incendie et qu'en conséquence il fallait vacciner les enfants contre ce châtiment. Plus récemment, à propos de la participation d'un groupe de gays et de lesbiennes musulmanes (dont je faisais partie) à la *Gay Pride* de San Francisco en juin, l'organisation d'*Agaland Amyliming* qui se présente comme les yeux, la voix et les oreilles des musulmans en Angleterre a affirmé (par communiqué de presse) que les membres d'un groupe gay qui se présentent musulmans sont illégitimes, qu'ils ne pouvaient être pas musulmans, que jamais une telle organisation ne pourrait être tolérée par l'Islam, que jamais une telle maladie ne concernerait une véritable société musulmane, un véritable musulman, et qu'enfin (toujours selon eux) que la loi islamique requière la mort pour de tels actes. Pour eux, le devoir de tous musulmans est d'empêcher que de telles conceptions diaboliques soient l'objet de débats (publics ou privés). Ce ne sont que des exemples, qui montrent combien la rhétorique de la menace étrangère et de la maladie importée de l'Ouest est présente.

Et cela pose la question de savoir, face à un tel contexte, comment nous pouvons réagir et comment nous pouvons jeter les bases d'une une véritable solidarité. D'abord, il est primordial d'identifier les obstacles auxquels nous avons à faire face, et ensuite seulement il nous appartient de les combattre. Il est bien évident qu'il y a une hiérarchie entre les différents mouvements de la mouvance LGBT, une hiérarchie de visibilité. C'est toujours les gays que l'on voit en premier, suivi par les lesbiennes, les bisexuels, et enfin (un peu) les transsexuels. Sans compter qu'il y aussi une suprématie masculine assez forte dans beaucoup d'organisations qui sont censées défendre les droits de tous les LGBT. Les lesbiennes sont beaucoup plus en retrait. Je voudrais vous citer Sulliran, lesbienne d'origine pakistanaise, qui au regard de sa propre expérience explique cette prédominance masculine dans les organisations gays de gens originaires d'Asie du Sud établis aux Etats-Unis : "*C'est seulement depuis quelques années que les femmes ont assumé un rôle plus visible et une présence plus active dans les organisations. Certains disent que la dominance masculine est en partie due à la vocation sociale de bien de ces groupes. En tant que lesbienne d'Asie du Sud-est nous avons à faire face à des obstacles supplémentaires auxquels les gays échappent. Non seulement nous devons nous libérer en tant que lesbienne dans une société hétérosexuelle, mais nous devons aussi nous affirmer dans une culture misogyne et patriarcale. Cette discrimination renforcée est une priorité probablement plus politique que sociale*". Et je crois que c'est une explication dans laquelle beaucoup de gens avec lesquels je travaille se retrouveront. Donc suprématie masculine dans les groupes gays. Je reviens, parce que c'est important, sur l'oubli des bisexuels et des transsexuels. Souvent les transsexuels ainsi qui les bisexuels sont simplement considérés comme de simples catégories de personnes qui s'ajoutent à la liste LGBT, sans que leur spécificité soit réellement prise en compte. D'ailleurs, la participation des bisexuels et transsexuels est très minoritaire dans l'émergence des groupes de soutien aux minorités sexuelles. Bien sûr, ces dernières années il y a tout un tas d'associations de transsexuels qui se montent. Mais il faut reconnaître que ces groupes ne sont pas forcément soutenus par les organisations gays et lesbiennes. A mon sens, il faudrait vraiment soutenir les initiatives qui émergent. C'est à dire notamment faire circuler l'information, échanger les contacts, nouer les ponts entre les gens, soutenir les appels urgents qui nécessitent un soutien immédiat. Un autre aspect serait de collaborer avec les alliés potentiels, notamment collaborer avec les mouvements féministes et aussi les alerter sur le besoin

de soutenir les droits de toutes les femmes, y compris les lesbiennes, les bisexuelles et les transsexuelles. Collaborer aussi avec les groupes de défense de droits humains qui commencent à s'intéresser aux persécutions des LGBT. En juin 2001 les Nations Unies ont lancé une étude sur les violations des droits des personnes LGBT, plus précisément en matière de torture, de liberté d'expression et d'opinion et de violence faite aux femmes. C'est la première fois que cela arrive dans l'histoire.

Je voudrais conclure en revenant sur la question de savoir comment soutenir les initiatives primaires. Il faut reconnaître que ce dont nous avons le plus besoin, ce n'est pas d'une aide des mieux lotis vers les plus démunis, mais d'une vraie solidarité. Ainsi, j'ai vu que dans le programme de la semaine, vendredi prochain aura lieu un atelier sur "Nord/Sud, comment organiser la solidarité". La question gagnerait à être reformulée un petit peu. Cela me met mal à l'aise d'entendre des questions sur les possibles effets pervers d'une aide mal placée. Une véritable solidarité est quelque chose qui est mutuellement bénéfique. Ce n'est pas le bon chrétien qui va évangéliser, c'est tu gagnes, je gagne, on gagne tous les deux. Je terminerai par un texte d'une jeune femme du Nigeria qui a participé à un séminaire (dont je faisais parti) sur le monde musulman. Je lis : "*Si tu es venu pour m'aider, tu es en train de perdre ton temps et le mien. Si tu es venu parce que ta libération est liée à la mienne, alors joignons nos mains et commençons à travailler ensemble*".

Sabrine Al'Rassace : Avant de laisser la parole à Houlia, je voudrais vous faire écouter le témoignage d'une algérienne de 20 ans qui a fui l'Algérie où elle était menacée de mariage. Actuellement elle vit en France, en situation irrégulière. J'ai été saisie de son affaire dans le cadre de mon travail à la commission homosexualités et droits humains. Un ami m'avait demandé ce qu'il était possible de faire une foi que cette jeune fille viendrait. Je lui avais répondu que dans le cadre actuel, en ce qui concerne le droit d'asile, qu'il ne fallait pas trop se leurrer et qu'elle risquait donc de vivre dans la clandestinité. Elle a pu entrer en France grâce à un visa touristique, et un mois après elle s'est effectivement retrouvé en situation irrégulière (il se trouve qu'à partir du moment où elle signe un PACS, elle peut demander une régularisation de sa situation au motif de la vie privée et familiale). Dans ce cadre là mon travail s'arrêtait parce qu'*Amnesty International* n'intervient pas dans le droit interne mais dans le droit international. Par conséquent je l'ai orientée vers la *Ligue des Droits de l'Homme* qui s'est emparé du dossier. Actuellement nous sommes en pleine procédure, pour l'instant le dossier est en cours. Bien évidemment, pour des raisons d'anonymat et de sécurité je ne dirais pas le prénom de cette jeune femme. D'autre part, je voudrais préciser que pour préparer ce débat j'ai travaillé avec une lesbienne marocaine (qui vit actuellement au Maroc). Cette dernière était d'accord pour intervenir au cours de ce séminaire, mais pour des raisons de sécurité cela n'a pas pu se faire. C'est donc avec regret qu'elle a donc refusé de venir. Habib qui fait parti de l'association de lutte contre le sida du Maroc, et qui connaît cette fille va nous parler de son combat, et en général des expressions lesbiennes marocaines. Parce qu'encore une fois, je voulais que ce séminaire soit une parole des impressions du Maroc. Puis on verra ce qui se passe en Turquie, et nous finirons, avec Nasser à propos de l'Albanie. Mais pour l'instant :

> "*Je suis lesbienne. Cela fait à peine quatre mois que je suis en France. Je suis très heureuse d'être en France, car j'ai vraiment galéré pour y arriver. En Algérie, je n'avais aucune chance de pouvoir vivre mon homosexualité. J'en avais marre de mentir à ma mère, de faire semblant. La lesbienne algérienne n'existe absolument pas, elle ne doit pas exister. Si je fais cet enregistrement aujourd'hui c'est au nom de toutes les lesbiennes qui sont en Algérie et qui n'ont jamais l'opportunité de pouvoir s'exprimer comme je le fais aujourd'hui. Je vais vous parler de la lesbienne en Algérie, de ce que j'ai vécu. Donc vivre dans un pays où les lois sont faites par les hommes et pour les hommes, où la religion musulmane est contre nous, la lesbienne algérienne doit rentrer dans le moule comme toutes les autres femmes. C'est à dire se marier et avoir des enfants. La lesbienne ne peut pas invoquer ses tendances, ces préférences pour la femme. Refuser les demandes afin de gagner du temps du temps, mais mentir jusqu'à quand ? Si par malheur elle craque et elle dit qu'elle est lesbienne le risque est énorme. Elle risque d'être exclue par sa famille, par ses amis. Quelle soit mise à la porte, d'être marginalisée. La pression familiale est énorme. J'ai décidé de venir en France car je savais que je n'allais pas pouvoir résister longtemps, mentir plus longtemps. J'avais peur que ma mère le sache. J'ai donc eu assez de courage car venir en France et le vivre ici ce que je n'avais pas pu vivre, ni même pas prononcer là-bas. Je suis très contente de mon choix, d'avoir pu y arriver. Et je pense toujours à mes amies lesbiennes que j'ai laissé en Algérie, à mon amie qui vient tout juste de refuser un mariage et qui a été mise à la porte par sa mère. Elle vit en ce moment chez des amis. Je pense à une autre qui fait une dépression parce que personne ne lui parle. Ses frères, sa mère, parce que tout simplement elle aussi a refusé de se marier avec quelqu'un de la famille. Je pense à elles, et j'ai très mal de ne pouvoir les aider qu'à travers ce témoignage. Savoir que l'on parle d'elles, qu'on pense à elles, c'est déjà quelque chose.*
>
> *En Algérie il n'y a aucun endroit comme ici en France où les femmes peuvent se retrouver, où les lesbiennes peuvent parler de leur homosexualité en toute liberté. Les livres qui parlent de l'homosexualité sont censurés. Le seul moyen d'avoir une idée de ce qui se passe ailleurs, d'avoir des renseignements, de ne plus se sentir seul, c'est l'internet. Mais c'est un moyen qui malheureusement reste assez cher en Algérie pour les jeunes et pour les moins jeunes d'ailleurs. Les livres écrits par des lesbiennes qui parlent d'homosexualité n'existent pas. Vous ne trouverez jamais un livre écrit par Nathalie Barney ou autres lesbiennes. Ils ne sont pas en vente en Algérie.*

C'est vraiment un manque énorme parce que les lesbiennes sont chacun de leur côté, elles croient qu'elles sont seules. Personne ne parle de ça. Elles se disent qu'elles sont peut-être seules, anormales. Et la plupart malheureusement n'auront jamais le courage d'en parler de ce grand vide, car elles savent qu'elles risquent beaucoup. Mais heureusement d'ailleurs j'ai eu le courage aussi non seulement de venir en France. Mais quand j'étais en Algérie de rentrer en contact avec d'autres lesbiennes, et j'ai été stupéfaite de voir leur désarroi, leur façon de dire «on rentre dans le moule, on se marie, on se sacrifie, on fait la fille violée» parce que c'est comme ça qu'elles le voient. La nuit de noce elles l'a voient comme un viol. A qui parler ? Comment refuser ? Comment gagner du temps ? Jusqu'à quand ? A qui faire confiance ? Est-ce que ça va changer ? Tout ça c'est les questions que toutes les lesbiennes se posent là-bas, que je me suis posé".

Sabrine Al'Rassace : Pour la préparation de ce séminaire, j'ai également travaillé avec Karimene. Je la remercie d'intervenir aujourd'hui, d'autant qu'elle n'a pas été facile à convaincre. Je la comprends parce que nous sommes à Marseille où tout se sait, où il est facile de traverser la Méditerranée. Ceci dit, il serait intéressant d'avoir tes impressions sur ce témoignage. Surtout que, je rappelle qu'elle est jeune, elle à 22 ans (c'est assez rare d'avoir des témoignages de jeunes lesbiennes). Dernière précision, Karimene jouit du droit d'asile en France, depuis un peu plus de trois ans, au motif qu'elle a été agressée.

Karimene : Si je suis arrivée en France, c'était pour une autre raison que l'homophobie, mais plutôt parce que j'étais une femme qui ne portait pas le tchador. Alors sur ce qu'a dit cette jeune fille algérienne, je crois qu'il n'y rien à dire et beaucoup à dire. Déjà que la femme a du mal à s'affirmer dans la société en tant qu'individu, alors en plus vouloir défendre ses droits d'homosexuels signifie courir la mort. Quand elle dit qu'elle a beaucoup risqué, c'est vrai. Une fille qui déclare à sa famille, à ses proches qu'elle est homosexuelle risque gros. Elle peut être battue à mort, voir assassinée. Cela peut aller de la relégation à l'assassinat. Aux yeux de la loi et de la société, la lesbienne n'existe pas.

Sabrine Al'Rassace : La peur de déclarer sont homosexualité est telle que la fille que j'ai interviewée ne savait pas qu'il existait une loi en Algérie qui pénalisait l'homosexualité. Elle n'avait peur que sur le plan social. Elle avait encore plus confiance en cette liberté finalement qu'elle a acquise en sortant de l'Algérie.

Karimene : Très nombreuses sont celles qui s'ignorent, qui ignorent qu'elles sont homosexuelles. Croyant être anormales, elles refoulent toutes cette impression. D'autant que les endroits où peuvent se rencontrer les lesbiennes en Algérie sont très rares. A part l'université et le milieu sportif.

Sabrine Al'Rassace : On parle d'une visibilité, d'une existence collective ou citoyenne. C'est vrai que les lesbiennes ont énormément de problème. Karimene nous a dit qu'elle s'était faite agresser parce qu'elle avait un look (comme on dit en Occident), un type lesbien. Il y a ce délit de comportement qui est l'une des formes discriminatoires les plus répandue vis-à-vis des lesbiennes. Ceci dit, peut-on revenir aux réactions du public ? Je fais intervenir Karimene de manière exceptionnelle, en tant que témoin. Je reviendrai sur sa réaction.

Karimene : Si l'homosexualité des femmes est bannie par l'islam, celle des hommes est plus ou moins tolérée.

Sabrine Al'Rassace : D'où la nécessité de l'ouverture des gays vers les femmes, vers les lesbiennes. Même si ce n'est pas demain. Je te remercie beaucoup Karimene. Bien nous allons maintenant laisser la parole à Houlia, que je vais vous présenter plus en détail. Houlia est tout simplement la première femme à s'être déclarée lesbienne en Turquie. Ce qui ne lui a pas valu que des encouragements. J'ai interdit de filmer ce séminaire pour des raisons de sécurité, car suite à sa déclaration les menaces ont été assez fréquentes. Houlia travaille actuellement à la création d'un magazine lesbien (qui serait donc unique en Turquie). C'est un très beau projet. Et là je me tourne vers Joël Bedos qui va animer le débat solidarité Nord/Sud. Je pense qu'elle a besoin non pas de promesses mais de concret. Des promesses, des belles paroles pour la mise en place de ce projet, elle n'en a pas manqué. Houlia est quelqu'un de très actif en Turquie. Je la remercie d'être présente parmi nous, d'autant qu'elle souffre d'une maladie assez grave. Mais elle a quand même accepté d'intervenir pour *Amnesty*. C'est courageux.

Houlia : Avant tout j'aimerais dire bonjour à tout le monde. Je suis très heureuse d'être parmi vous. J'aimerai commencer par le fait qu'en Turquie, au regard de la loi, l'homosexualité n'est pas un crime ou un délit. Maintenant, nous avons tout de même quels articles de loi qui représentent une certaine menace. Dans la république turque il n'y a pas de liens entre la raison et le droit, les deux sont toujours écartés, l'un n'a rien à voir avec l'autre. Et malgré que la Turquie soit signataire de toutes les déclarations universelle concernant le respect des droits de l'homme qui puissent exister, récemment le nouveau ministre de la santé a de nouveau publié un arrêté instituant le contrôle de virginité avant le mariage. En Turquie le fait de défendre l'honneur de l'humanité a toujours été sanctionné et a toujours coûté cher. J'ai payé, je suis en train de payer et je vais continuer à payer pour ça.

La Turquie est un pays musulman, c'est pourquoi il y a plusieurs mouvements islamistes radicaux et fondamentalistes. De temps en temps en ces mouvements sont sanctionnés, quand cela arrange le pouvoir. Hier, lorsque j'ai appris le thème de ce séminaire je n'ai pas pu m'empêcher de penser à Goundja Goulouch. Il s'agit d'une femme qui ne s'est jamais identifié et présenté comme islamiste féministe mais que les médias ont présenté comme telle. Véritable croyante, elle n'en a pas moins pris conscience des mauvais traitements infligés aux femmes, du fait de leur seule différence biologique, dans un monde musulman fait par et pour les hommes. Cette femme a été enlevée par l'organisation Hezbola, puis assassinée. Personne ne l'a défendue. L'association des droits de l'homme, ainsi que le milieu de gauche démocrate a gardé le silence. Principalement parce que pour eux Gonja Coulouch était une islamiste réactionnaire. Malheureusement nous ne faisons pas d'effort pour se comprendre. Je ne maîtrise pas vraiment la science religieuse de l'Islam, mais j'ai certains connaissances sur les dires de l'Islam à propos des lesbiennes. Dans le soufisme nous voyons des exemples d'homosexualité. Par exemple, dans le soufisme, malgré une «acceptation» de l'homosexualité, il n'y a pas de véritable amour tant qu'il n'est pas dirigé vers Dieu. Tout le reste, tous les amours matérielles qu'on vit dans le monde sont des amours secondaires, passagères.

J'aimerai bien parler de notre projet qui a été rendu public en août 2001. Comme dans toutes les autres parties du monde, en Turquie il y a aussi beaucoup de lesbiennes. Et donc, après notre déclaration nous avons été contactés par 174 lesbiennes turques, que nous avons pu rencontrer en personne. Pour moi cela fut particulièrement difficile, particulièrement éprouvant. Mais cela m'a permis d'entendre des témoignages parfois très durs, allant jusqu'au traumatisme psychologique. Je m'excuse de ne pas avoir accepté que des photos de moi soient prises (et diffusées) parce que j'ai peur que si mon image est médiatisée d'autres lesbiennes aient peur de me rencontrer. Parce qu'à partir du moment où vous êtes prises par les médias, vous vous retrouvez comme emprisonné une cage. Malheureusement c'est comme ça. C'est pourquoi nous préférons nous tenir loin de la presse. Mais comme partout, et surtout en Turquie nous pensons que nous autres les opprimés, nous devons nous réunir face à ceux qui nous oppriment. C'est donc pourquoi nous essayons de mettre en place un large front antifasciste. De métier, je suis psychiatre et j'ai eu à faire à nombres de craintes de la plupart des organisations de médecine et de psychiatrie. Je n'exerce plus mon métier, d'autant qu'aujourd'hui encore l'homosexualité en Turquie est perçue par les médecins comme une maladie. C'est pourquoi nous tenons beaucoup au projet de la publication de cette revue, car elle sera un moyen d'ouverture de ces femmes. La femme est présentée comme étant le produit de l'homme, le plaisir féminin est considéré comme secondaire et indexé à celui de l'homme. Et pour la Gauche turque, l'homosexualité une maladie bourgeoise, ce à quoi nous leur répondons que s'ils se battent contre leur propre homophobie, nous sommes prêts à être ensemble contre ce milieu fasciste qui tient le pouvoir. Nous sommes arrivés dans un point qu'on ne peut plus supporter, on dit que cela suffit.

Je citerai le cas d'Echine (elle a 19 ans, elle est sourde). Quand je suis allée la voir Echine, pour pouvoir communiquer avec elle j'ai fait la connaissance de sa mère. Tout ce que disait cette dernière c'était que sa fille devait aller se suicider, puisqu'elle avait mis la honte sur la famille. Nul part Echine ne pourra vivre en paix. Nous sommes en train de penser à une solution et nous essayons de concrétiser cette solution. Soit nous allons essayer de sortir Echine de Turquie, soit nous allons essayer de la mettre en relation avec un bureau officiel qui prendrait sa défense. Je l'ai dit au début, l'homosexualité n'est pas un crime en Turquie mais d'une façon ou d'une autre on peut s'en prendre aux homosexuels. En ce moment nous avons une autre amie susceptible d'être soumise à de lourdes sanctions pénales. Le motif n'a aucune importante, n'importe quelle raison peut être invoquée. Dès l'instant qu'il y a une homosexualité supposée, ils font un procès. Un père qui a porté plainte contre sa fille, dit "*quand j'ai vu les livres que lisait ma fille, au départ je croyais qu'elle était lesbienne mais elle n'est même pas lesbienne. Elle est qualifiée dans un statut que j'ai honte de prononcer*". La plainte du père est également dirigée contre l'amie de sa fille. Et donc le procès est également engagé contre cette femme. Le père raconte que selon lui sa fille lit des livres subversifs qui l'influencent. Là-dessus le procureur général de la ville où habite cette femme a immédiatement ouvert une instruction judiciaire, sans invoquer bien sûr l'homosexualité. On invoque une subversion, une pollution intellectuelle. Dans notre initiative (*Tikidane*, l'autre moi) nous avons des amis juristes et avocats avec lesquels nous avons pris la défense de cette femme. Cette femme avait très peur que son mari soit au courant de ce procès, c'est pourquoi nous nous sommes employés à lui assurer le plus possible l'anonymat (par une demande de huit clos), car si son mari apprenait l'existence de ce procès il ne divorcerait pas et la tiendrait sous menaces psychologiques, sous pression.

Sabrine Al'Rassace : Je te remercie. Pour ton témoignage et ton action. Je voudrais que tu lui transmettes mes encouragements pour continuer ce travail. Parce que c'est grâce à des actions comme celles-ci que nous pouvons être au courant de ce qui se passe de l'autre côté de l'Europe, et rendre les actions sur les violations des lesbiennes plus lisibles. Nous allons revenir après plus amplement sur Ulya. Dès le début j'ai dit que ce séminaire constituerait en quelque sorte un pont en tout cas une parole pour les minorités dans les minorités. Et je présente Demet Démir qui est transsexuelle turque. Elle a reçu le prix de l'IHRC (*International Lesbian and Gay Human Right*), le prix de défenseur de droit humain en 1997, et en 1998 elle a pris part d'une manière très active à la campagne d'*Amnesty International* dans le cadre du cinquantième anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme. Et d'après les dernières informations que j'ai, elle est la première prisonnière d'opinion en 1992. C'est pourquoi j'ai demandé à Demet Démir de nous parler de la situation des transsexuels en Turquie, de manière brève parce qu'on t'aura dans le grand forum sur l'international ou tu auras tout le temps de nous éclaircir. Mais je voudrais que tu interviennes aujourd'hui afin d'alimenter notre réflexion présente, mais surtout de compléter ce tour d'horizon consacré aux lesbiennes du Maghreb et de la Turquie.

Demet Démir : Je voudrais dire bonjour à tout le monde. Etre transsexuel en Turquie commence avec l'ostracisme, l'oppression et le rejet que suscite le choix pour les transsexuels le rejet de l'identité masculine. Comme on ne vous donne du travail nul part, la seule alternative est l'industrie de sexe. Mais même travailler dans le secteur sexuel est difficile car constamment nous faisons l'objet des répressions policières. Nous sommes obligés de corrompre la police. Cette situation existe depuis des décennies, et continue encore aujourd'hui. A l'époque de la dictature militaire, c'est à dire après le coup d'Etat du 12 septembre 1980, les travestis étaient battus et poussés à l'extérieur de la ville. On leur coupait même les cheveux. En 1991 les mêmes agissements se sont reproduits. C'est pourquoi les travestis et les transsexuels ont commencé à se regrouper dans un quartier particulier, ce fut le début de leur ghettoïsation. Puis à cause de plaintes de quelques familles, nous avons constamment subi des répressions policières. Les portes de nos appartements ont été forcées, après avoir été battus nous avons été emmenés de force au commissariat, nos appartements ont été pillés. Au bout du compte nous avons été contraints de quitter nos appartements. Et puis nous avons recommencé à nous géthoïser ailleurs, et les mêmes représailles se sont reproduites. Nos portes ont été à nouveau forcées, nos fenêtres cassées, avec les encouragements de la police nos voisins nous menaçaient de mort et nous disaient qu'ils allaient nous tuer et nous brûler. Ces répressions quotidiennes ont poussé cinq ou six travestis à la résistance active, mouvement dont je pris la tête. C'était en 1996. La police et le maire de l'arrondissement où nous vivions sont allé jusqu'à nous interdire de faire nos courses dans les épiceries du quartier (le maire étant membre du Parti de la Prospérité, parti islamiste). Durant une année nous avons vécu sans regarder la télévision ni même utiliser la lumière électrique. Pendant les chaleurs d'été nous vivions les fenêtres fermées, notre eau était coupée, nous étions contraintes d'acheter de l'eau que nous partagions entre nous avec beaucoup de mesure. Nous n'avions plus d'argent, nous ne pouvions plus travailler. Nous nous contentions de pâtes et de soupe. Mais malgré tout nous avons résisté, nous n'avons pas quitté nos maisons. Et finalement nous avons gagné. Les travestis sont très exposés, dans la société turque celui ou celle qui affirme publiquement son identité devient de fait une cible visible.

Il me semble que c'est ainsi dans le monde entier, les premiers à s'exposer sont les travestis, suivis par les gays et les lesbiennes. Quant les ghettos furent supprimés, beaucoup de travestis se sont éparpillé dans d'autres quartiers, et beaucoup se sont prostitué aux abords de l'autoroute E5. C'est là que beaucoup de travestis ont trouvé la mort. A raison de 1 par mois pendant 3 à 5 ans, environ 30 à 40 travestis ont été écrasés par des voitures. Et je ne compte même pas les travestis tués volontairement par des chauffards homophobes, et par les balles des policiers tout autant homophobes.

Dans les religions polythéistes, on retrouve de façon récurrente cette histoire de la cité de Sodome et Gomorrhe. Cette cité est mentionnée dans la Bible, le Coran et la Thora (son emplacement se trouverait aujourd'hui quelque part entre la Jordanie et la Palestine). A Sodome et Gomorrhe les relations homosexuelles ayant libre cours, Dieu aurait blâmé puis puni les habitants de cette cité. Dieu aurait chargé le prophète Loth de répandre la bonne parole dans la cité (style "N'ayez pas de relations avec les personnes de votre sexe, c'est déviant, ayez des relations hétérosexuelles, reproduisez-vous"). Mais le peuple de Sodome et Gomorrhe n'a pas écouté les recommandations divines, alors Dieu demanda à Loth de quitter la ville avec femme et enfants parce qu'il allait abattre sa colère sur la cité. Loth quitta donc la cité, une pluie de pierre et de feu s'abattit alors sur la ville et tous les habitants périrent. Hors les scientifiques ont démontré que le site de Sodome et Gomorrhe se situe à la conjonction de deux plaques tectoniques (d'où les risques importants de séismes), et que le secteur est très en deçà du niveau de la mer (et qu'en plus il y avait un volcan éteint). Mais ils utilisent cette réalité scientifique, géographique comme un argument pour que la malédiction divine frappe à chaque fois qu'il y a des choses immorales de faites. La même chose s'est reproduite à l'époque de la Rome antique, à la suite de l'éruption du Vésuve la ville de Pompéi avait disparue sous la lave. Les relations sexuelles ayant libre cours à cette époque, on avait aussi invoqué une punition divine. C'est un argument qui est repris aujourd'hui en Turquie, notamment après les tremblements de 99 où une députée appartenant au parti d'extrême droite de Turquie a affirmé dans la presse que nous avions encore une fois à faire à une punition divine dans la mesure où le tremblement de terre avait frappé Istanbul et que la ville comporte une forte présence de transsexuel. Nous avons tenu tête à notre manière, nous avons réuni de la nourriture et secouru les gens qui étaient en difficulté après ce tremblement de terre. Le seul point où se retrouve à la fois les fascistes, les gens de droites et les socialistes c'est d'une certaine manière cette homophobie commune à tous ces gens, malgré qu'ils se disent ennemis.

Personne n'a le droit de nous exclure pour ce que nous sommes. Si j'avais la chance ou l'opportunité de revenir sur Terre, ce serait avec la même identité. Nous sommes vraiment très résistants. Ce qui nous est fait est totalement injuste. Je me pose la question de savoir si les hétérosexuels subissaient les mêmes répressions quelle serait leur réaction. Mon dernier mot est juste celui là : nous sommes fiers de ce que nous sommes, nous sommes honorables.

Sabrine Al'Rassace : Meri Demet. C'est vrai qu'il y a une construction quand même toujours religieuse qui revient et qui veut (ou voudrait) tout justifier. C'est vrai qu'il y a toujours cette référence, quelle soit biblique ou même islamique, il y a toujours cette référence religieuse où tout le monde se retrouvera pour condamner l'homosexualité ou toute sexualité différente de la norme hétérosexuelle. Alors avant de passer aux questions, je vais faire intervenir Habib de l'association *ALCS* (*Association de Lutte contre le Sida* au Maroc). Habib est en contact avec cette amie marocaine (dont nous avons écouté le témoignage) et je sais aussi que tu as rencontré d'autres lesbiennes marocaines. Brièvement, mais de manière très précise, quelles sont ces lesbiennes et comment finalement elles entament cette démarche de venir te voir et finalement de parler de cette intériorisation, de parler finalement de ce lesbianisme ?

Habib : Ce n'est pas facile de parler à la suite des autres, et qu'autant plus parler à la place de lesbiennes d'un pays ou le lesbianisme n'existe pas. Il y a moins d'un an je ne connaissais aucune lesbienne (pareil pour mes amis), cependant nous en entendions parler, il y avait des rumeurs un peu partout comme quoi il y avait des lesbiennes. Alors grâce à Sandrine, l'année dernière cette jeune marocaine est venue me voir (elle a parcouru 100 kilomètres pour venir me voir). Personne ne savait, ni sa famille, ni ses amis, personne. J'étais un peu ému, je ne savais pas quoi faire. Je n'avais rien à lui présenter comme solution, comme aide. Nous avons discuté toute une journée, j'ai appris quelle avait 32 ans, qu'elle n'avait jamais eu de relation sexuelle avec une autre fille, qu'elle a été violée avant l'âge de 10 ans. Dans son coin elle dévorait tous les bouquins et les revues, tout ce qui parlait d'homosexualité et spécialement de lesbiennes. Elle a de la chance parce qu'elle travaille, elle a un PC dans son travail et a donc accès à Internet, ce qui lui permettait quand même de nouer quelques contacts ici et là. C'est d'ailleurs ainsi qu'elle est rentrée en contact avec Sandrine. Bref, suite à cette rencontre nous avons lié amitié. Sa famille ignorait que parfois elle arrêtait le travail pour venir me voir. Elle passait vers 17 heures, avant le couché de soleil. Avec le temps, elle a finit par exprimer l'envie de rencontrer d'autres filles avec lesquelles il lui était possible de partager beaucoup de choses.

C'était difficile parce qu'à l'association on rencontre beaucoup de pédés mais pas de lesbiennes. Volontaire depuis 1991, j'ai croisé une seule fille qui m'ait dit avoir une relation suivie avec une autre fille. Elle a passé une année avec nous, puis elle est partie faire ses études en France. Mais il se trouve qu'il y avait à l'association une fille qui connaissait un certain nombre de pédés (c'est elle qui m'avait expliqué que souvent les lesbiennes se cachait auprès des homos pour ne pas être avec les hétéros) et qui après que je lui ai parlé de cette fille a accepté de la rencontrer. Depuis elles sont ensemble. Cette fille (qui est universitaire) a mené de nombreuses recherches pour elle-même, apprenant à l'occasion qu'il y avait bien d'autres personnes dans son cas. Le fait qu'elle ait une amie, cela l'a beaucoup motivée. Son grand espoir est de rencontrer d'autres lesbiennes, pas de faire une association mais de créer un milieu où elles pourraient se rencontrer, discuter, parler. Aussi de mon côté j'ai contacté Sabrine qui m'a beaucoup aidé. Elle n'est pas la seule il y a beaucoup d'autres personnes pour soutenir et écouter cette jeune marocaine. Elle était plus ou moins d'accords de venir aux *UEEH*, mais comme beaucoup de choses se sont passées dans sa vie, elle a changé d'avis. Il faut tout de même dire qu'entre le moment où je l'ai rencontrée et maintenant, bien des choses ont changé pour elle. Petit à petit elle sort de sa coquille. Je crois que dans les années à venir, nous pourrons la voir venir aux *UEEH*.

Il y a maintenant de cela quatre mois, j'ai eu un coup de téléphone à la maison de quelqu'un qui disait ne pas me connaître mais vouloir faire ma connaissance. Cette personne voulait également que je lui donne des conseils, des recettes pour vivre le mieux son homosexualité. Elle voulait me rencontrer, que l'on se connaisse davantage, affirmant que nous des choses en communs. Je lui ai répondu que j'étais à l'*ALCS*, association marocaine de lutte contre le sida, et que si elle souhaitait me rencontrer il lui suffisait de demander Habib. Il s'avère que cette fille est assez courageuse, en ce sens que sa famille connaît son homosexualité. Elle s'est imposée par le fait qu'elle fait beaucoup de choses, sa famille la respecte dans la mesure où elle-même respecte aussi sa famille. Elle ne sort pas à droite et à gauche, elle est là. Elle m'a chargé de vous transmettre à toutes et à tous son bonjour.

Sabrine Al'Rassace : Je voudrais juste préciser que la lesbienne dans les sociétés où la tradition à son poids, subit un certain nombre de mauvais traitements. Par exemple cette fille à 30 ans n'était pas encore mariée commençait à être la cible de la pression familiale. On a échangé longuement une correspondance où elle expliquait qu'elle subissait une forte pression sociale, les gens autour d'elle commençaient à parler. On lui demandait pourquoi elle n'était toujours pas mariée, si elle allait se décider à avoir des enfants. Cela montre que la femme, dans ce type de société, a pour mission première d'être soumise, mère, et gardienne des traditions et des valeurs. Il est nécessaire d'instituer une véritable solidarité envers les lesbiennes, parce qu'elles ont besoin. Il se trouve que les femmes marocaines féministes font un boulot magnifique pour développer la reconnaissance de leurs droits, mais il s'avère qu'elles ignorent un peu le droit des lesbiennes, pensant que si les revendications lesbiennes s'additionnent aux luttes féministes cela portera fatalement préjudice à la lutte féministo-femme marocaine maghrébine. Cela montre combien l'histoire d'Habib, l'écoute qu'il a su donner à cette jeune femme est importante. Bien, la parole est à Nasser, malheureusement très brièvement car le temps nous est compté.

Nasser : Bonjour à tous. C'est la première fois que j'ai l'occasion de sortir de mon pays pour témoigner. En Albanie la population musulmane est très importante, en fait 80% de la population est musulmane. Et de fait, la situation est beaucoup plus difficile pour les lesbiennes que pour les gays parce que les femmes sont le centre de la famille. Quant à savoir si les lesbiennes sont libres, elles entament leurs démarches plus facilement qu'au Maroc,. Ceci dit, je dirais qu'il est difficile, qu'il est impossible de faire de comparaison entre un pays comme l'Albanie et les pays musulmans. Mais malgré tout, la situation des lesbiennes et des gays est très difficile.

Sabrine Al'Rassace : Bien, merci Nasser. Malheureusement le temps nous est compté. Mais de toute façon dans le courant de la semaine nous aurons le temps de revenir sur toutes ces questions. Merci à tous et à toutes.

Joël Bedos : Bienvenue à tous, et merci de continuer avec nous ce cycle international. Nous sommes en fin de semaine et nous avons donc eu pas mal l'occasion de se rencontrer et de se connaître, nous allons donc pouvoir approfondir les différentes discussions que nous avons eut durant les ateliers précédents. L'inconvénient c'est que nous avons déjà beaucoup parlé de nombreux sujets et vous risquez donc d'entendre des choses que vous avez déjà entendues. Aussi, nous allons essayer d'aborder un terrain nouveau. Au cours de cet atelier je vais m'occuper de faire l'animateur en posant un certain nombre de questions, puis en renvoyant la parole vers des personnes avec lesquelles j'ai déjà discuté et que je sais qu'elles ont des choses à dire sur le sujet. Maintenant pour les autres, si vous avez envie d'intervenir ou de répondre, surtout n'hésitez pas. Il ne s'agit pas d'une simple série de présentation éventuellement suivie (s'il reste du temps) de quelques questions, sous réserve (et c'est le principal) bien évidemment de ne pas nous éloigner du sujet.

Bref, histoire de dresser rapidement le cadre de cet atelier, nous sommes tous ici en contact avec nombre de personnes qui essaient dans des pays où la situation est difficile de monter des groupes, des réseaux, des activités et qui de fait se retrouvent en tant qu'organisation (et non pas en tant que personne) confrontées à des problèmes de structures, d'environnement, de moyens (et bien d'autres encore). Dans un premier temps nous allons essayer d'approfondir cela afin d'identifier les besoins concrets de ces groupes qui essaient de se constituer. Nous savons aussi qu'au sein de la sphère qu'à défaut d'autre terminologie j'appelle Nord ou Occidentale (on pourrait consacrer tout l'atelier à essayer de trouver d'autres termes) nous avons des mouvements qui sont parfois extrêmement structurés, puissants qui ont déjà des actions de solidarité à l'encontre des groupes du Sud ou de l'Est, mais où parfois il n'y a pas la réponse aux besoins que ces groupes identifient et s'il y a réponse à ces besoins, celle-ci n'est pas forcément adaptée. Aussi, en conclusion du présent atelier nous allons essayer d'établir un plan d'action concret que chacun d'entre nous (ainsi que les organisations que nous représentons) pouvons éventuellement décider d'organiser d'ici l'année prochaine. Afin que par rapport aux personnes du Sud nous puissions être en mesure de proposer autre chose que d'écouter à quel point c'est difficile de travailler, sans plus. Car même si la phase d'échange d'expériences est complètement indispensable, cet atelier a pour ambition d'aller au-delà. L'autre objectif de cet atelier est de garder suffisamment de place pour permettre aux gens qui ont assisté non seulement au forum sur l'international* mais aussi aux premiers ateliers, d'approfondir certaines questions. Pareil, par rapport aux intervenants je leur demanderais dans la mesure du possible d'être courts et d'intervenir dans le cadre de la question posée.

La première question que j'ai envie de poser, c'est que vous êtes ici en tant que représentants de mouvements dans des pays où il n'est pas toujours évident d'avoir des activités en tant que groupe gay et/ou lesbiens, en tant que mouvements confrontés à des difficultés à la fois d'exister et d'agir, et justement j'aimerais savoir si vous pouvez nous dire quelles sont vous principales difficultés, et ce que vous pouvez imaginer d'avoir besoin afin d'agir mieux et agir plus. Pour commencer, je vais donner la parole à Othman parce que durant l'atelier spécifique sur le Maghreb* nous avons déjà abordé nombre de ces questions, et nous sommes déjà arrivés à certaines conclusions en terme de pérennité de la structure. Il serait intéressant qu'il nous fasse un petit récapitulatif puisque tout le monde n'était pas à l'atelier .

Othman : Hier, on se demandait si c'était vraiment le moment de militer pour les droits des gays et des lesbiennes dans un pays comme le Maroc. Dans mon pays, l'apprentissage de la démocratie se fait progressivement, il est indéniable que les choses commencent tout de même à évoluer. Nous nous sommes donc posé la question de savoir si c'était le moment de militer, et si tel était le cas s'il fallait ou non construire un mouvement de libération gay et lesbien proprement dit (comme cela se fait dans les pays occidentaux), ou s'il n'était pas plus intelligent (et plus prudent) d'insérer nos revendications au sein d'un certain nombre de mouvements qui existent déjà, comme la lutte contre le sida (un peu partout dans le monde les mouvements de lutte contre le sida ont apporté beaucoup à la cause des gays et des lesbiennes) ou des mouvements de défense des droits de l'homme et de défense des libertés individuelles. Il est important d'avoir présent à l'esprit (et je l'ai rappelé hier) que les pays du Maghreb n'ont pas connu Mai 68, au Maroc comme d'autres pays il n'y a pas eu de révolution sexuelle. Et c'est toute la sexualité en dehors du mariage qui se retrouvent en situation de clandestinité, ainsi toutes relations en dehors du mariage peuvent être condamnées par la loi. On peut même dire que pour les hétéros comme pour les homos les choses ne sont pas très différentes. Nous avons conclu cet atelier en disant qu'il existait une possibilité de progrès pour les gays comme pour les lesbiennes avec le développement rapide de cette nouvelle technologie de l'information qu'est l'Internet, cet outil ayant permis l'émergence d'un embryon de milieu gay. On s'est également demandé comment on pouvait l'exploiter afin d'obtenir une plus grande visibilité et de développer les contacts entre les personnes. Même si pour l'instant il n'y a rien de politique dedans, que cela reste plutôt ludique. Mais c'est une possibilité.

---

* Pages 53 à 63

Donc la question est de savoir comment en plus de renforcer les structures de lutte contre le sida, comment renforcer et développer ce qui commence à se faire sur Internet, et aussi de définir quelle collaboration avec les associations de défense des droits de l'homme il est possible d'établir. Hier j'expliquais qu'il était important pour la lutte contre le sida de renforcer les moyens des ces associations, j'avais cité en exemple notre association (l'*ALCS*) qui dispose de quelques moyens (ayant des locaux c'est un peu plus facile de travailler). Reste à déterminer la façon d'aider les associations. Il me semble qu'au lieu d'aider sous forme de financement de projet, il est important de subventionner les associations dans leur fonctionnement. Voilà, c'est à peu près tout ce que j'avais à dire. On pourra par la suite développer telle ou telle question.

Robin : Est-ce que tu préfère avoir un soutien continu ou au cas pas cas ?

Othman : En fait c'est au cas par cas. Par exemple le projet que nous avons présenté l'année dernière est un projet qui est financé par un bailleur de fond (*Onu Sida*) sauf que depuis novembre dernier nous n'avons plus de financement. Ce qui fait que le projet continue à Marrakech et à Casablanca parce que nous sommes très impliqués, mais à Tanger et à Agadir nous avons carrément stoppé nos actions. A Marrakech nous avons un budget de fonctionnement, ce qui fait que nous n'avons pas besoin de trouver des financements pour payer un loyer ou un salaire, et à partir du moment où nous n'avons pas de local pour faire de l'accueil on ne peut pas fonctionner. Après, une fois que la structure existe, c'est assez facile de développer des projets. Mais le plus dur c'est de commencer.

Amine : Je travaille pour l'*ALCS* et pour *Kelmaghreb*. A ce titre je voulais témoigner du fait que lorsque l'on veut faire de la collaboration Nord/Sud au Sud/Sud à l'adresse de gens qui sont porteur de projet, la première étape à une véritable solidarité internationale, c'est l'aide, le soutien qui peut être apporté à des structures déjà existantes qui travaillent par le biais de la lutte contre le sida (Othman a en parlé). Seulement, il me semble que ce n'est pas toujours possible. Dans le cas de groupes plus ou moins informels qui travaillent sur la visibilité homosexuelle ou sur des questions liées à la problématique gay et lesbienne dans des pays ou c'est interdit, il faudrait alors imaginer qu'elles seraient les solutions possibles pour pouvoir soutenir et aider ces groupes. C'est un problème qui pourrait se poser dans des pays ou des régions où des structures de lutte contre le sida travaillent en parallèle sur les questions gays et éventuellement lesbiennes.

Joël Bedos : La difficulté pour les structures d'exister au-delà des difficultés techniques, c'est parfois tout simplement que parfois elles ne peuvent pas exister. C'est presque en amont du sujet de notre atelier, mais parfois se pose la question de savoir si les associations ou réseaux internationaux peuvent permettre à des associations ou à des activités d'exister au niveau national. Par exemple si dans un pays un groupe ne peut pas se constituer, un groupe international qui est implanté dans le pays peut-il prendre le relais, ou voir si la structure en question ne pourrait pas se former dans un pays voisin. Je prends l'exemple des *Gais et des Lesbiennes Branchées* qui proposent éventuellement de domicilier des sites Web à l'étranger (notamment en France) quand il n'est pas possible pour des raisons légales et/ou matérielles de domicilier ces sites sur place, et ce pour des questions de censure de l'information ou de sécurité des personnes qui seraient investies dans ce type de projets. Et si j'ai bien compris c'est ce problème dont tu parles.

Raphaël Barka : J'aimerai savoir si c'est ou non le bon moment pour créer un mouvement pour défendre les droits des gays et des lesbiennes, ou si les revendications des gays et des lesbiennes devraient s'insérer dans un mouvement plus large. Existe-t-il des difficultés pour créer un mouvement autonome ?

Othman : C'est ce que je disais à l'instant. Dans l'immédiat il est un peu trop tôt, nous n'en avons pas la possibilité. De plus cela ne peut se faire que dans le cadre du respect des libertés individuelles. Dans la mesure où mêmes des relations hétérosexuelles sont interdites, en fait avant d'avoir une *Gay Pride* il faudrait une *Hétéro Pride*, histoire de décoincer un peu. Au Maroc il n'y a pas eu de révolution sexuelle, aujourd'hui nous sommes dans la même situation que les hétéros. Même si les lois ne sont pas toujours appliquées, pour les hétéros comme pour les homos (peut-être un peu plus pour les homos). Je pense qu'il existe un mouvement gay et lesbien indépendant est quelque peu prématuré, mais pour l'instant nous pouvons faire certaines choses par le biais de la défense des droits de l'homme, tout simplement. D'autant que les lois qui existent aujourd'hui au Maroc peuvent régler 90% des cas, car souvent les gens sont arrêtés de façon arbitraire.

Donald : Je voudrais rappeler, et c'est peut-être nouveau pour vous, que même en France le mouvement gay n'est pas né du néant. En fait cela s'est produit à la suite de 68, dans un ensemble de mouvements qui avaient cette particularité d'être des mouvements du quotidien. Je pense au mouvement des femmes (sans lequel le mouvement gay n'aurait jamais existé), aux anti-militaristes, aux anti-nucléaires, tous ces mouvements du quotidien qui en 68 ont fait le consensus. Et effectivement, dans quelle mesure n'est-il pas préférable secouer la société en soutenant systématiquement les autres marginalités et en partageant le soutien réciproque avant d'avoir une lutte spécifique ?

Amine : Lorsque nous parlons de mouvement gay et de militantisme, il y a peut-être une espèce de décalage par rapport à ce qui peut être entendu ici comme mouvement militant. Nous pensons qu'il y a énormément de travail à faire de l'intérieur, et telle est notre priorité, c'est à dire de travailler à l'intérieur même de la communauté homosexuelle sur toutes les questions relatives à l'estime de soi, à la confiance en soi, sur la valorisation de la personne. Actuellement c'est l'une de nos priorités absolues. Et à partir de là, nous pouvons envisager d'avoir une action politique plus traditionnelle par rapport au reste de la société. Je pense que l'essentiel du travail à mener est à l'intérieur de la population homosexuelle.

Joël Bedos : Avant de passer la parole à un autre intervenant, histoire de faire une synthèse de ce que nous venons d'entendre, il me semble que nous parlons en terme de besoin de soutien ou de lien. C'est déjà un élément de réponse à la question qui nous occupe. Il semblerait donc que les mouvements parfois ne peuvent pas se structurer, et à ce niveau il y a un besoin très spécifique en terme d'aide. Je crois qu'il y a aussi ce que disait Othman, un besoin d'insertion de ces mouvements dans des mouvements plus généraux de lutte pour les libertés civiles. Et à ce niveau, il existe certaines difficultés pour créer des liens avec divers mouvements et organisations nationales. Et c'est ici que nous pouvons aborder la question en terme d'actions possibles. Et enfin il y a la question du soutien aux structures. Othman a bien signalé que les besoins s'expriment en terme de structures, de moyens (et je passerai la parole à Nasser qui va développer cette question) et enfin l'aide au projet. Quand bien même ce n'est pas l'essentiel pour permettre d'avancer, il est tout de même important d'être dans l'action avec les autres mouvements de lutte pour les libertés civiles. Pour l'instant la parole est à Nasser.

Nasser : Bonsoir à tous, et merci de me donner l'occasion de m'exprimer. Je suis membre de l'association gay Albanaise *Nasta*. L'idée était, après notre libération du régime communiste, de créer un mouvement, et de fait un groupe de jeunes gens enthousiastes ont décidé de créer une telle association avec le soutien de quelques amis d'Europe occidentale (surtout d'Allemagne). Et avec un peu de travail de pression exercé auprès des tribunaux et des diverses instances judiciaires, nous avons fini par obtenir de pouvoir créer (tout à fait légalement) une association homosexuelle. Ainsi l'association des gays albanais a été crée en 1994. Depuis la création de l'association, notre lutte principale s'est focalisé sur le combat contre les discriminations et également sur la baisse du nombre de cas de répression de la part de l'Etat, ainsi que d'essayer de faire évoluer les mentalités. Il y a quelques signes qui indiquent que l'opinion publique est en train d'évoluer, les discriminations contre les gays et les lesbiennes de la part de l'Etat sont moindres (sauf rares exception, en tous cas pas systématiques). Cependant, comme la plupart d'entre vous le savent, l'Albanie est l'un des pays les plus pauvres d'Europe ce qui influe sur la nature et l'étendue de nos activités (qui traduisent notre grande pauvreté). Pour être précis sur nos besoins, nous avons besoin surtout de savoir comment réunir les fonds. En Albanie les gays et les lesbiennes ont leur association, de la sorte on peut dire que la première étape d'une organisation homosexuelle a été réalisée, mais depuis 3 ans nous essayions d'obtenir des fonds européens, sans succès. Très concrètement ce dont nous avons besoin c'est d'un ordinateur avec une imprimante, car chaque fois que nous voulons consulter nos email il faut que nous allions dans un web-café (ce qui nous coûte de l'argent). Je peux dire que pour venir ici en France j'ai été obligé de payer de ma poche. Nos besoins ne sont pas très grands, et ce serait vraiment bien si une association plus riche que la nôtre pouvait nous offrir un ordinateur. Merci.

X : Est-ce qu'il y a des alliances stratégiques possibles avec les mouvements féministes ?

Nasser : Il n'y a pas de mouvements féministes en Albanie, il n'existe qu'une seule organisation légale (juridiquement acceptée), *Nasta*. Il y a deux ou trois ans nous avions essayé de développer notre association mais le gouvernement nous a répondu que nous avions déjà une association pour défendre nos intérêts. Si les lesbiennes n'ont pas d'organisation propre à elles, les organisations de défense des droits de la femme ne s'occupent absolument pas (les évite même) des questions relatives à la sexualité. Elles s'occupent seulement de la condition de la femme au sein de la famille et du travail.

Joël Bedos : Il serait intéressant de se demander si nos mouvements féministes ne pourraient pas davantage intégrer les questions sur la sexualité, notamment dans le cadre des liens qu'elles ont avec les groupes féministes des pays du Sud. Cela dépasse quelque peu le cadre de ce débat, aussi nous pourrions peut-être y revenir plus tard. Pour l'instant je voudrais donner la parole à Unit pour qu'il nous donne son sentiment sur les besoins auxquels font face les associations qui essayent de se constituer parfois dans des conditions assez difficiles. Je ne pense pas spécifiquement à des associations gays et/ou lesbiennes dont il est là question, mais il me semble qu'homo ou pas toutes les associations, structures ou mouvements doivent être confrontés aux mêmes difficultés d'organisation puisqu'il s'agit de mouvements de défense des droits de l'homme.

Unit : Je travaille pour *Amnesty International* du réseau des journalistes, je travaille également pour une autre association qui s'appelle *Réseau des Ressources Méditerranéennes*. Depuis que je suis activiste militant, je n'ai pas trop vu les choses évoluer. Si nous parlons de la solidarité, du travail en commun il y a quand même des décalages, des problèmes, des pièges. Bien que les points que je vais aborder pourrait paraître quelque peu techniques, je les considère comme très importants. Le

premier problème c'est déjà la communication entre les groupes existants. Savons-nous vraiment qui fait quoi dans les différents pays ? D'après mon expérience, dans les organisations du Nord nous parlons beaucoup, nous donnons beaucoup de conseils mais nous n'écoutons pas. C'est vraiment une question que nous devons nous poser, sommes-nous vraiment à l'écoute des gens du Sud ? Ensuite il y a la question des difficultés concrètes rencontrées par les associations dans les pays du Sud. Je pointerai d'abord un manque de communication du fait des faibles ressources techniques des différentes associations du Sud, malgré le soutient international. A propos de la modification des législations nationales, nous sommes confrontés au fait que les associations nationales ne sont pas suffisamment efficaces. De nombreux groupes et/ou associations locales ne peuvent pas se développer au-delà de leurs limites géographiques. D'ailleurs elles sont souvent situées dans les seules capitales, les provinces étant totalement ignorées. Le manque de formation des personnes est un autre problème. Nous avons vraiment besoin de créer un réseau Sud, ce qui ferait que les gouvernements concernés seraient moins enclins à agir contre les associations homosexuelles en sachant que cet organisme international les surveille. Pour résumer, la question est de savoir quoi faire (et comment le faire) pour que toutes ces questions trouvent leur réponse.

Joël Bedos : Depuis une vingtaine d'années, sur le pourtour du bassin méditerranéen, à propos des problématiques ayant trait au droit de l'homme, il est vrai que les besoins en terme de mobilisations des ressources, en terme de formation et de construction des capacités et des compétences militantes, ainsi que le besoin des associations d'étendre leur propre représentation à travers le pays et de constituer des réseaux transfrontaliers avec d'autres associations, sont au centre de nombreuses interrogations militantes. C'est des éléments de réflexion sur lesquels vous avez peut-être envie de réagir, cette espèce d'organisme référant qui serait une sorte de filet de sécurité dont l'objet serait d'agir afin de préserver la sécurité des personnes qui s'engagent dans des actions militantes alors qu'elles sont exposées (dans leur propre pays) à des risques. En fait, il convient de considérer que le niveau international, ou en tout cas le niveau supranational non pas comme une garantie absolue mais au moins comme une certaine sécurité (comme peut l'être l'audience d'*Amnesty international*).

Daniel Weishut: Pour ma part, je travaille au sein de la coordination internationale d'*Amnesty International*. En Israël (où je vis), quelque part nous sommes entre Nord et Sud. Même si nous avons quelques ressources, c'est parfois difficile de faire des choses. Une des choses réalisées c'est le centre gay et lesbien de Jérusalem qui existe maintenant depuis trois ans. Des gens du monde entier viennent nous voir. Nos financements proviennent du monde arabe et d'Israël même, financements que nous n'arrivons pas à dépenser. En Israël il n'existe pas de loi qui condamne l'homosexualité (il en existe même qui protègent les homosexuels contre les discriminations), ces lois sont valables pour tous ceux et celles qui habitent en Israël, aussi bien les juifs que les arabes israéliens. Pourtant, malgré cela il est difficile de créer des liens entre arabes et juifs du fait des différences culturelles, notamment en ce qui concerne l'homosexualité.

Donald : Nous autres les occidentaux, nous sommes confrontés depuis longtemps à la moralité chrétienne. Ce que j'ai pu constater avec des amis grecs mais aussi à travers d'autres exemples (comme l'accueil du Pape à Moscou ces derniers temps), c'est que nous sommes presque contraints de nous poser une question de géopolitique dans cette histoire d'homosexualité internationale pour la simple raison que ces pays qui sont autour de nous, que ce soit des pays du Maghreb, de l'Europe de l'Est sont culturellement confrontés au problème d'une orthodoxie religieuse. En l'occurrence, même si en France nous ne sommes pas très informés à ce propos, la religion orthodoxe se révèle infiniment plus intégriste que ce que nous pouvons connaître en France, et peut-être que la géopolitique des mouvements homos de l'Europe de l'Est et/ou du Maghreb doit intégrer cet élément comme fondamental dans l'analyse des frontières. Les frontières idéologiques ne sont peut-être pas celles qui existent sur une carte, elles sont peut-être celles des religions. Daniel vient d'exprimer la difficulté, du fait de la différence culturelle, de communiquer avec des arabes. Sur ce point précis, en France nous ne sommes pas tout à fait ignorants. Mais en ce qui concerne la religion orthodoxe nous sommes confrontés à une grande ignorance et de ce fait nous risquons d'avoir quelques problèmes. Ainsi les français n'ont pas compris l'attitude des grecs durant la guerre du Kosovo.

Joël Bedos : Effectivement, ce sont des éléments qu'il nous faut intégrer dans notre réflexion. Il me semble que jusqu'à présent nos organisations militantes n'ont pas vraiment réfléchi à ces questions. Cette ignorance signifie peut-être que nous devons aider à la constitution de groupes s'occupant de faire de l'entrisme au sein des religions.

Donald : En réalité, si nous écoutons nous n'entendons pas, car effectivement nous ne comprenons pas le contexte. Notre attitude consiste à voir des frontières géographiques (nations, pays et législations) pourtant il me semble qu'au-delà de ces frontières, nous autres occidentaux, nous voyons mal qu'en fait il y a des frontières géopolitiques qui relèvent des religions. Il faut que nous prenions en compte cette dimension afin de mieux comprendre de quoi il est question.

Joël Bedos : En résumé, tu dis que les solidarités qui doivent se créer doivent prendre en compte cette dimension régionale, au sens culturel et religieux du terme. Et c'est sur ces dynamiques là que doivent se baser sur des réseaux militants. Par exemple, si on parle d'un réseau de solidarité, on peut imaginer que des pays orthodoxes peuvent créer un réseau allant de Sibérie jusqu'en Arménie, par dessus les logiques géographiques.

Joël Bedos : Avant d'entamer la dernière partie de cet atelier qui sera de dresser un résumé de nos propos et éventuellement de définir un plan d'actions militantes, j'ai envie de demander aux représentants des associations ici présents quelle est leur approche vis-à-vis des questions qui viennent d'être posées. Pensent-ils y répondre ? Et sinon qu'ils nous disent ceux auxquels ils ne répondent pas, et s'ils pensent que cela restera en l'état ou s'ils ont des stratégies afin de faire évoluer leur organisation pour répondre à ces besoins spécifiques. Pour ce faire, je passe d'abord la parole à Raphaël Barka.

Raphaël Barka : Je peux représenter la section internationale d'*Amnesty*, je ne peux pas parler pour ma section nationale (*Amnesty* a pour règle que ses membres ne peuvent pas travailler sur leur propre pays). Chaque section décide en toute indépendance de ses actions. *Amnesty* a autant besoin des ONG locales que les ONG ont besoin de nous.

Othman : La démarche d'*Amnesty international* est presque une démarche, je pèse mes mots, limite colonialiste de blancs bien pensants qui viennent défendre les pauvres persécutés des pays du Sud. Ce que je voudrais c'est que nous réfléchissions ensemble sur comment faire les choses. Je ne vois pas pourquoi les gens des sections locales ne s'en occupent pas eux-mêmes, puisqu'ils sont directement sur place. Défendre des cas spectaculaires (hollywoodiens) de personnes, c'est bien, mais il y a un travail de fond qui doit être menée avec les groupes et autres structures associatives. Cela rejoint l'interrogation de certains d'entre nous quant à ce qu'*Amnesty* peut faire avec les groupes en les considérants comme des partenaires et pas seulement comme des gens qui donnent des informations qui après avoir été traitées par le bureau de Londres seront étudiées afin de savoir si elles correspondent à la politique de l'association.

Raphaël Barka : Si nous défendons une personne victime d'acte de torture, même une seule, c'est quelque chose qu'il ne faut pas négliger. Et si des gens comme vous ne nous donnez pas le nom de cette personne qui a été torturée, nous ne savons pas la défendre, car les sections nationales sont dans l'incapacité (du fait de nos règles) de faire ce travail. Telle est la structure, le mode de fonctionnement d'*Amnesty International*. Je ne vais pas vous interroger sur la structure de votre propre association si vous décidez de ne pas travailler avec *Amnesty International* , mais je vais plutôt m'occuper de créer des liens avec telle ou telle section nationale.

Joël Bedos : Je vous rappelle que l'objet du présent atelier est de définir, tous ensemble, un plan d'actions concret. Au cours d'une discussion que j'ai eu avec Raphaël à ce propos, il m'a fait part du travail qu'il souhaite mener une fois rentré afin de faire avancer l'écoute globale des questions LGBT au sein d'*Amnesty International*, notamment à l'adresse des sections nationales du Moyen-Orient. D'abord pour que les sections nationales puissent avoir une écoute plus forte qui va ensuite permettre des partenariats entre les sections nationales et les mouvements LGBT au niveau national, basés sur autre chose que de simples défenses de quelques personnes ou de la transmission d'informations. Car effectivement les pays du Sud ont surtout l'impression d'être des prestataires de services pour *Amnesty International* plutôt qu'organisations auxquelles *Amnesty* apporte un soutien concret. Même si personne n'ignore la valeur du travail d'*Amnesty* et du progrès que l'association apporte au niveau des questions qui sont défendues. Raphaël, tu peux-tu assez brièvement nous dire ce que tu compte faire pour associer plus étroitement la section Moyen-Orient au travail de la commission homosexualités et droits humains ?

Raphaël Barka : La section internationale s'occupe de faire avancer le travail sur les droits des personnes LGBT dans toutes les régions du monde. Une des choses que je vais faire une fois rentré à Londres, c'est d'aller voir les gens du groupe Moyen-Orient et de leur répéter ce que j'aurais entendu durant cette semaine.

Demet Démir : A propos des relations entre les pays du Nord et ceux du Sud, le poids des organisations internationales et notamment d'*Amnesty International* est réel. Je prends l'exemple de la campagne contre la torture de l'année dernière qui à permis à différentes délégations d'être sur place, de faire pression et par conséquent de faire diminuer les cas de torture. En 1997, lorsque j'ai reçu un prix international, à mon retour le fait d'être médiatisée m'a assuré une certaine protection. Cette action était très importante pour l'ensemble des travestis car pour la première fois un travesti turc recevait un prix international. Cela a fait que la police s'est quelque peu calmé à mon égard. Ceci montre qu'il doit y avoir une stratégie pour agir au niveau international, comme par exemple différencier les diverses réalités culturelles. Dans les pays comme le nôtre, les mouvements homosexuels ont besoin de soutien précis et concret, des soutiens économiques et de solidarité politique.

Ali : En matière d'action de solidarité concrètes nous avons tenté l'expérience, de concert avec d'autres pays méditerranéens, de parrainer des gens (*Amnesty* est très spécialisée là-dessus). Vis-à-vis des pays du Sud, il est intéressant de profiter de certaines occasions comme les procès ou autres moments forts durant lesquels l'intégrité de telle ou telle personne est mise en danger pour être présent sur place, par le biais d'une forte délégation internationale. Et transformer cette présence en manifestation afin d'attirer l'attention de l'opinion nationale et internationale. Cette formule est une forme de solidarité internationale qui ne demande pas de moyens mais qui est particulièrement efficace.

Joël Bedos : Ce débat, en matière d'idées et de propositions est loin d'être pauvre. Nous aurions certainement de quoi discuter encore 3 heures, malheureusement nous arrivons au terme du présent atelier. Pour l'instant on peut essayer de résumer ce qui s'est dit ici, ainsi qu'à d'autres moments. Il me semble que nous avons pointé assez fortement le besoin de créer un réseau basé non pas seulement sur des logiques géographiques mais aussi sur des logiques culturelles et religieuses (logiques extrêmement diverses sur le bassin méditerranéen). Et de nos discutions, de ce qui a pu se dire durant le forum, il semble que nous pouvons donner à ce réseau associatif un certain nombre d'objectifs, comme celui d'être un forum d'expression des violations des droits humains, d'être un support visant à aider les associations à se structurer, à avoir des moyens, à accéder à des financements internationaux, à développer leur capacité à se mettre en relation avec l'extérieur (notamment dans un objectif de recherche de moyens), et aussi de leur offrir une plate-forme afin d'accroître leur capacité à se mettre en réseau les unes avec les autres dans des logiques très spécifiques (une logique Maghreb, orthodoxe ou autres). Cette plate-forme, ce réseau, devrait également servir de base à des bourses projet, à un échange d'informations sur les différentes actions qui sont menées ici ou là (afin de se motiver les uns et les autres). Si on parle d'une plate-forme, d'un service global, se pose alors la question de son identité, de ses moyens, de son organisation au quotidien. Se pose aussi l'obligation de passer du discours "y a qu'à" à l'identification de qui est qui et qui fait quoi. Toujours dans la rubrique des actions concrètes à entreprendre, les nouvelles technologies (comme Internet) offrent des possibilités militantes intéressantes. Donald, des *Gais et Lesbiennes Branchés*, va nous en parler. Après, je voudrais laisser la parole à l'*ILGA* et à l'*UEEH*. Isabelle va peut-être nous parler du réseau Sud/Sud qui est existe au sein de l'*ILGA* dont la vocation est "*de s'assurer que les préoccupations et les questions soulevé par la problématique LGBT restent à l'ordre du jour au niveau international, identifier des actions stratégiques menées par les groupes LGBT du Sud et s'assurer de leur répercussion au niveau international, identifier des domaines clefs de collaboration dans les activités en direction de la reconnaissance légale et sociale des personnes LGBT, mettre en lumière le rôle spécifique des groupes LGBT dans le combat plus large pour les droits humains*". Cela correspond beaucoup à ce que nous avons dit, avec des éléments que nous pouvons encore plus intégrer en matière de soutien à l'action. Ensuite je voudrais donner la parole à Christian, histoire de conclure et surtout afin qu'il nous dise le rôle que l'*UEEH* peut jouer dans l'émergement ou l'animation de cette plate-forme dont l'objectif serait de développer des actions concrètes de solidarité. Comme celles des *Gais et Lesbiennes Branchées*, dont Donald va nous parler.

Donald : Je suis donc le représentant des *Gais et des Lesbiennes Branchés* qui est une association qui s'occupe d'Internet. Nous sommes des communicants dans le domaine associatif, nous ne sommes pas des commerçants. Nous tenons sur Internet un répertoire des associations, du rédactionnel (par exemple en ce moment nous couvrons l'*UEEH*) et nous nous occupons de relayer l'information. Nous avons un énorme fond documentaire qui a commencé à se constituer en 1994, et qui contient pratiquement tout ce qui a été sorti (en France et à l'étranger) en matière de lutte militante sur Internet. Ce fond documentaire est d'ailleurs consulté par des universitaires qui souhaitent rédiger des bibliographies. Par ailleurs nous apportons une aide aux associations en tenant leur Web, en leur fournissant des mailing-lists, en suivant certains événements comme l'*UEEH* ou les *Gay Prides*. Nous avons aussi tout un secteur petites annonces de service. Enfin nous avons une forte consultation de la part du public général en quête d'informations diverses et multiples, et nos techniciens nous permettent d'avoir une excellente indexation ce qui est quand même important lorsque l'on est Internet pour être retrouvé.

En ce qui concerne la problématique Nord/Sud, depuis trois ans nous avons fait différentes propositions aux *UEEH*. D'ailleurs nous sommes un peu déçus de voir qu'elles n'ont pas eu de suite, mais si on en est déçus on se rend bien compte que les étrangers avec lesquels nous avons établi des contacts étaient dans des situations de fragilité telles qu'effectivement ils n'ont pas pu donner suite. Et on se sent vaguement coupables de ne pas pouvoir aller vers eux, mais quand on a une adresse en Roumanie qui ne nous répond plus nous ne pouvons plus rien faire. Bref, que pouvons nous vous apporter par rapports aux problématiques qui ont été très clairement posées tout à l'heure par nos amis turcs ? Nous avons tous compris que l'élément majeur est de pouvoir communiquer, d'abord dans le pays du fait que souvent les populations locales n'ont pas ou peu de lieux de rencontre. Et en l'espèce Internet comble ce trou par la création de communautés virtuelles, c'est à dire que sans avoir un lieu spécifique les gens peuvent tout de même se rencontrer sur un réseau. Il y a également un fort besoin de communiquer à l'extérieur pour faire savoir que vous existez, et éventuellement pour être cautionnés au niveau international. Sur ces questions nous pouvons vous apporter une aide. Nous sommes associatifs, nous ne vous demanderons donc pas d'argent. Notre aide peut s'exprimer en hébergeant des sites Web (si vous voulez en faire) que nous pouvons vous aider à construire (sous réserve que vous en assumiez le contenu parce que nous n'avons pas à parler à votre place). Nous nous présentons comme des techniciens proposant une aide technique. On peut donc faire du Web de présentation, mais on peut aussi vous monter des mailing-lists qui vous permettent de passer vos informations dans votre propre pays à un certain, nombres de gens (qui vous auront communiquer leur adresse). Dans le même esprit on peut vous aider en matière de répression, par exemple en vous faisant accéder à un système de mailing-lists où il y aurait de nombreuses organisations et associations internationales, ce qui vous permettrait d'alerter immédiatement des réseaux entiers. En France nous utilisons souvent cette méthode pour saturer la boite aux lettres des sénateurs ou des députés. Voilà en gros ce que nous pouvons faire. Mais n'oublions pas que peu de gens sont connecté à Internet et que le Web n'est pas la solution idéale mais seulement une partie de la solution.

Joël Bedos : L'idée du présent atelier est bien de définir des pistes de travail, des propositions d'actions très concrètes. Et d'ici l'année prochaine nous verrons ce qui s'est passé, ce qui a avancé. Isabelle, peux-tu nous parler de l'*ILGA* ?

Isabelle : Alors l'*ILGA* est un réseau d'associations LGBT. Pour gagner en efficacité ce réseau s'est organisé en régions (comme celle de l'Europe qui est aujourd'hui une région très structurée et qui fonctionne bien). Je suis dans cette région européenne, c'est pourquoi il m'est difficile de vous parler de *ILGA Monde*. Cependant, c'est lors de précédentes rencontres (une conférence internationale tous les ans ou tous les deux ans est prévue) plus précisément à Johannesburg en 1999, que le besoin de relations Sud/Sud s'est exprimé. L'*ILGA* est un lieu des possibles, ce qui fait que bien des choses peuvent se créer et y vivre. L'*ILGA* est également un lieu de circulation d'adresse émail, afin de constituer le réseau de personnes militantes.

Suite à cet atelier, j'ai noté plusieurs points sur lesquels *ILGA Europe* peut éventuellement intervenir ou du moins fournir des pistes. J'ai entendu notamment le besoin de rendre permanente la question des LGBT dans les ONG s'occupant de la défense des droits de l'homme de façon générale, dans les pays en général. Et il s'avère que *ILGA Europe* est membre d'un réseau quoi s'appelle *La Plate-forme des ONG à Caractère Social*. Dans cette plate-forme on rencontre aussi bien des associations d'immigrants ou d'handicapés, que des associations à caractère religieux. Notre travail serait alors, au sien de cette plate-forme, de demander à ces associations quelle est l'attention qu'elles portent aux questions LGBT et aux droits des personnes LGBT. A ce niveau il y a peut-être une intervention possible de l'*ILGA*. Au niveau du besoin de pression extérieure pour faire changer les législations nationales, question qui a été soulevée tout à l'heure, il se trouve que c'est l'une de nos activités principales. C'est même la raison d'être de l'*ILGA*. Quand on nous remonte une discrimination ou une action pénalisante, comme la *Gay Pride* à Belgrade, tout de suite l'*ILGA Europe* en tant que bureau s'occupent d'envoyer des courriers à qui de droits dans les différentes instances européennes et d'envoyer ce même courrier en demandant à chaque pays européen de faire de même au niveau de leurs instances nationales. Il ne s'agit pas ici d'une aide concrète au niveau de tel ou tel pays, mais nous faisons pression par le biais de personnes publiques et politiques qu'il s'est passé quelque chose de grave. C'est un des axes de travail de *ILGA Europe*. J'ai également compris que nos préoccupations se focalisaient principalement sur le pourtour méditerranéen, aujourd'hui *ILGA Europe* dispose d'une petite expérience en matière de relation Est/Ouest. Pour un certain nombre d'associations (notamment en Roumanie avec *ACCEPT)*, en Pologne, en Bulgarie où nous avons des associations européennes essentiellement du nord de l'Europe (les néerlandais sont très puissants à ce niveau) qui parrainent le montage d'associations en Europe de l'Est. Je ne connais pas aujourd'hui d'équivalent Nord/Sud ou Nord/Pourtour méditerranéen mais cela voudrait vraiment le coup d'en discuter. Je me trouve dans une situation difficile parce qu'en l'espèce nous arrivons à la frontière de *ILGA Europe*. Nous sommes déjà confrontés à cette question au niveau de nos pressions politiques quand on dit que dans le cadre des relations avec des pays tiers (hors Europe) on doit faire pression pour que les droits des gays et des lesbiennes soient pris en compte. La conférence annuelle d'*ILGA Europe* est un moment où il convient de proposer ce genre de chose, où il faut dire que des pays qui sont à la frange de l'Europe, comme la Turquie qui frappe à la porte ou ceux qui à travers l'histoire ont eut des relations privilégiées avec l'Europe, méritent de faire l'objet d'un atelier. Et donc lors de la prochaine conférence qui aura lieu à Rotterdam (en octobre) il nous appartiendra de manifester le besoin d'un réseau actif, sachant que *ILGA Europe* se résume aujourd'hui à un salarié et demi, ce qui est peu en terme de moyens (surtout financiers). Certes nous sommes (enfin) reconnus, mais seulement depuis février alors que nous existons depuis 10 ans.

Joël Bedos : Je voudrais maintenant passer la parole à Christian de Leusse pour qu'il nous dise comment il voit ce genre d'initiative (le réseau militant international) et quelles responsabilités les *UEEH* pourraient prendre à son égard. Par exemple, est-il ou non envisageable que les *UEEH* servent de support à ce réseau, son salarié consacrant deux heures par semaine à l'animation de ce réseau et à la diffusion d'information en collaboration avec les *Gais et Lesbiennes Branchés* ?

Christian de Leusse : Je crois que le plus important qu'a fait les *UEEH* s'est de s'offrir comme un lieu d'accueil. C'est ainsi qu'au cours des années précédentes sont venues toutes les personnes qui avaient envie de venir (certains ayant exprimé combien il leur était difficile de venir, des aides ont pu être apportés). Cette année nous nous sommes quelque peu professionnalisé, surtout grâce à la prise en charge très importante par Am*nesty International* du cycle international. Ainsi cette année *Amnesty* a été le maître d'œuvre de l'ensemble des débats sur l'international, ce qui a donné (et là je voudrais publiquement les remercier) une qualité de contenu bien plus grande. Maintenant, je ne suis pas sûr que ce soit à l'*Université d'Eté* de prendre en charge les choses, mais il lui appartient tout de même d'éventuellement appuyer les recherches ou les actions qui vont être menées, soit par l'*ILGA*, soit par *Amnesty* ou par d'autres. Et de trouver des financements pour cela. L'*UEEH* a peu de moyens (en terme de salarié), mais si porter l'étiquette "*Université d'Eté*" peut aider à obtenir des financements européens ou internationaux, il faut que cela soit le cas. Nous devons, ensemble, faire en sorte de construire ce réseau militant dont vous avez parlé, nous devons aussi faire en sorte que davantage d'étrangers viennent. Quant à savoir si les *UEEH* peuvent être un appui logistique à ce réseau militant international, il me semble difficile de répondre à cette question, mais la réflexion est ouverte. Reste qu'au fil des années l'*Université* aura de plus en plus de moyens, ce qui rendra à terme une telle chose possible.

Joël Bedos : Evidemment le débat est loin d'être fini, nous pourrions discuter encore des heures. Merci à toutes et à tous.

ETRE HOMO EN ITALIE, EN ESPAGNE

Luis : Malgré les innombrables améliorations qui ont vu le jour ces dernières années, la condition des gays, des lesbiennes, transsexuels et bisexuels en Espagne n'est toujours pas en mesure d'être comparée à celle en vigueur dans le reste des pays européens où les gouvernements eux-mêmes s'activent à éradiquer la discrimination à l'égard des homosexuels par le biais d'une régularisation des minorités sexuelles. Malheureusement ce n'est pas le cas en Espagne. Le gouvernement conservateur espagnol semble faire la sourde oreille aux revendications des gays et des lesbiennes, et malgré le fait qu'il a promis d'instaurer une loi sur le concubinage homosexuel, il semble bien que cette loi ne voit pas le jour avant longtemps.

La réalité sociale en Espagne est bien différente. En effet, nous sommes passé de la condamnation, de la persécution des gays et des lesbiennes à une acceptation de fait, à une certaine tolérance qui malgré tout ne saurait se substituer à l'égalité que nous réclamons. La tolérance a eu raison de la persécution, à l'exception de celle dont se rendent responsables certains petits groupes radicaux. Mais elle ne remplace pas l'égalité revendiquée. Les sondages réalisés par la plupart des quotidiens nationaux montrent qu'une majorité d'espagnols est favorable à l'égalité des droits des gays et des lesbiennes. Mais cette égalité n'existe que dans les sondages. Le gouvernement espagnol continue de ne pas vouloir reconnaître l'existence de relations affectives au sein des couples non hétérosexuels, rendant hors de question les mariages entre homosexuels ou l'adoption d'un enfant par un couple homosexuel, car il menace leur unique modèle de famille. Sur les 17 régions autonomes qui composent le pays, au moins la moitié d'entre elles comptent des lois sur les couples plus ou moins progressistes. Mais ces lois ne sont que de maigres palliatifs au manque d'une loi nationale qui unifie le statut légal des lesbiennes et des gays espagnols.

Les médias, en particulier la télévision, ont réalisé un travail considérable dans la diffusion de la culture gay. Malgré le fait regrettable que l'unique représentation des gays soit, à peu d'exceptions près, soit celle d'un personnage comique et/ou efféminé, assez stéréotypé. Les lesbiennes, pour leur part, n'ont pas encore atteint ce niveau de représentation médiatique. Si le paysage audiovisuel espagnol compte quelques gays, il n'y a toujours pas de lesbiennes reconnues.

Quant aux malades du sida, leur situation s'est améliorée depuis l'apparition des trithérapies. Mais ce progrès médical s'est vu ralenti par la politique conservatrice du gouvernement espagnol, en ce sens que ce dernier a imposé des conditions draconiennes aux séropositifs pour pouvoir bénéficier d'une aide financière de l'Etat. Jusqu'au mois de janvier de cette année, les paramètres grâce auxquels était calculé si oui ou non un malade bénéficiait d'une aide financière étaient le nombre de CD4 ou le degré de présence du virus du sida dans le sang (la charge virale). Depuis, le gouvernement ne reconnaît plus le statut de malade du sida ayant droit à une aide financière qu'a celui ou celle qui a été hospitalisé au moins un mois durant. Ainsi, beaucoup de malades qui jusqu'alors pouvaient obtenir une aide financière de l'Etat n'y ont aujourd'hui plus droit. Le sida reste un sujet tabou dans la société espagnole, un sujet que personne n'ignore mais dont on parle peu de peur de la discrimination qui règne encore dans notre pays. Ce fait a été démontré à maintes reprises, notamment dans le cas d'élèves séropositifs dans certains collèges et lycées espagnols.

Dario : Pour ceux qui s'intéressent à l'Italie, il est à noter que l'une des choses les plus intéressantes à savoir, c'est que par rapport aux autres pays de l'Europe, dans la tradition juridique italienne il n'y a jamais eu une loi spécifique à l'homosexualité. C'est à dire que l'homosexualité masculine (féminine on n'en parle même pas) n'a jamais été pensée dans le code pénal ou civil. Elle a toujours été totalement ignorée. Sauf dans la période du fascisme et de l'adoption du code napoléonien (avant l'unification du pays). Et c'est assez intéressant en ce sens que l'homosexualité n'a donc jamais été considérée comme quelque chose qui pouvait agresser le code pénal. Seulement durant la période du fascisme on a eut en parallèle avec les lois raciales contre les juifs, la condamnation de l'homosexualité (mais on compte seulement une cinquantaine de personnes arrêtées du fait de cette loi). Il faut aussi considérer (point important) que l'Italie a été un pays essentiellement agricole, et ce jusqu'au début des années 60. C'était donc une société très traditionnelle et patriarcale, à l'exception des enclaves du Nord-est, c'est à dire Milan et Turin (et leur province).

Une grande et profonde modification du pays commence fin des années 50/début des années 60. C'est à cette époque que la société commence à bouger. La période du fascisme est une période durant laquelle l'Italie était restée isolée, comme coupée du monde, de l'Europe. Plusieurs historiens ont défini cette période comme étant celle de la matraque et du goupillon, parce qu'il y avait la matraque fasciste et le goupillon du Vatican. Avec la fondation de la république, après l'effondrement du fascisme en 1948, une constitution a été votée. Et on y trouve l'article 23 qui interdit toutes discriminations (de quelle que nature que ce soit). Et donc depuis l'adoption de cet article, toute discrimination (âge, sexe, condition sociale, religion .....) est juridiquement non fondée. Bref, le début des années 60 voit l'émergence d'un très fort développement économique et d'une

explosion démographique. En même temps, avec le mouvement de 68 (grand mouvement ouvrier) les bases de l'Etat (qui était jusqu'alors très traditionnel) sont profondément remises en question. D'autant que parallèlement la société italienne assiste à l'émergence du mouvement féministe. Phénomène important puisque c'est dans le sillage de ce mouvement que se développe le mouvement homosexuel.

Au cours des années 70 le droit des familles connaît une évolution radicale, avec l'introduction du divorce et surtout de l'IVG. La société patriarcale disparaît du code civil. Bien évidemment l'Eglise catholique se positionnât contre, en menant une campagne en vue de la tenue d'un référendum pour l'abrogation de la loi sur le divorce et sur l'IVG. Seulement ils ont perdu la partie, la loi sur le divorce et celle sur l'interruption de grossesse ont été confirmées. Ceci montre qu'il existait alors un certain écart entre la vie institutionnelle et la vie du pays, en ce sens que les autorités traditionnelles comme l'Eglise catholique ou les partis politiques du moment (la démocratie chrétienne d'alors) prirent position contre des lois votées par le parlement. La société vivait et se pensait de façon totalement indépendante par rapport à des campagnes menées par des autorités qui étaient jusqu'alors normalement écoutées par la majorité de la population.

La situation actuelle des gays et des lesbiennes est particulièrement intéressante à ce niveau, car on observe un écart important entre l'attitude des institutions et celle de la société civile. Au cours des derniers gouvernements, avant l'effondrement de la démocratie chrétienne et le scandale de l'opération main propre, avant le gouvernement de Berlusconi et de son entourage, et après dans les cinq années de gouvernement de centre-gauche, du point de vue institutionnel des gays n'a pas progressé du tout. Par contre au niveau social, nous avons assisté à un important développement de la visibilité homosexuelle, et de l'organisation des gays et des lesbiennes, et ce dans toute la péninsule. L'exemple caractéristique est la *World Gay Pride* de l'année dernière (à Rome) où l'Eglise catholique avait fortement exprimé son opposition, argumentant qu'elle coïncidait avec le Jubilé, l'ensemble de la Droite et des catholiques intégristes (et même le gouvernement) s'étaient tenu à une position assez floue afin de ne pas blesser le Pape et le Vatican. Pourtant la *Wordl Pride* a eu lieu, elle a même connu un succès considérable. Pas seulement en nombre de participants mais aussi du fait qu'une partie non négligeable de la population de Rome a participé à la marche, même si elle n'était pas directement concernée par le fait d'être homosexuel. Il s'agissait de monter que la société italienne, sur ces questions, n'était pas sur la même longueur d'onde que le monde politique. Je parle du Vatican et non pas du monde catholique parce que je considère que les deux sont différentes. Le Vatican sur les sujets de société est d'un certain avis, alors que le monde catholique est beaucoup complexe, beaucoup plus divers, et certainement bien plus tolérant.

Pour revenir un peu sur la question des organisations, durant les années 70 une importante organisation nationale (la *Tugay*) a vu le jour. Celle ci est très proche des parties de gauche, surtout de l'ancien parti communiste et de partis politiques d'origine catholique qui font partie de la coalition de l'olivier. Et au cours des cinq dernières années une autre organisation militante à vu le jour, plus indépendante des partis politiques. Ainsi le pays se retrouve avec deux organisations militantes homosexuelles qui concerne, géographiquement parlant, l'ensemble du pays. Aux dernières élections il y a eu trois députés ouvertement homos (une femme et deux hommes) élus au Parlement national. Nous avons aussi le cas de ce député européen, qui outre le fait qu'il est un philosophe très connu est aussi un homosexuel reconnu. Il s'était présenté sous la bannière de l'ancien parti communiste.

En Italie, la Ligue du Nord et le parti de Berlusconi (qui d'ailleurs dispose à présent de la majorité relative) ainsi que l'Alliance Nationale et l'Alliance Internationale (que la presse appelle les post-fasciste, c'est à dire les fascistes convertis à la hâte) ont tous eu en leur sein un bureau concernant les homosexuels. Mais cela n'a pas duré. La personne qui s'occupait des questions homosexuelles à la Ligue du Nord comme celle des fascistes convertis ont été expulsées. A Forza Italia, ils n'ont pas vraiment une attitude négative vis-à-vis des gays et des lesbiennes. Il y a même des gouvernements locaux qui soutiennent, qui financent des initiatives homosexuelles. Par exemple le film que nous avions présenté l'année dernière aux *UEEH* (tourné par l'association *AGECO*) avait été financé par la province de Milan, province gérée par un conseil à majorité de centre droit et une présidente de droite. La même personne qui, par exemple, a apporté le soutien officiel de la province de Milan aux *Gay Prides* de Milan. Il y a une situation assez ambiguë, tout dépend en fait de la personne qui a en charge le dossier. Mais de façon générale, sur les questions homosexuelles, la ligne politique des partis de droite n'est pas ouvertement contre. En fait, ils se gardent bien de prendre position.

Juste pour conclure, avant la *World Gay Pride* (qui a eut lieu à Rome cette année) les marches de fierté homosexuelle étaient très peu fréquentées. Au mieux, à Rome comme à Milan, on comptait 2000 personnes. Et cette année, après l'attitude et les propos du Vatican, la *Gay Pride* de Milan (ainsi que celle de Rome) a compté près de 50 000 personnes. Cela montre qu'il y a quelque chose qui bouge, même s'il manque encore une volonté politique. Par ailleurs La société italienne, la population italienne dans son ensemble a un esprit républicain assez et même très faible. Il y a toujours certains groupes de personnes qui veulent plus de droits et qui militent en ce sens, mais ils ne sont pas la majorité. Loin s'en faut. Cependant sur certains principes généraux, comme par exemple le divorce, il y a une espèce au fond de faiblesse générale qui est encore pire après l'effondrement des fondements du parti communiste quand l'Italie était une organisation très importante. D'ailleurs c'est une tendance chez tous les pays de l'Europe, mais disons que l'Italie qui était déjà un pays faible de ce côté n'a pas amélioré les choses. Et les a peut-être même empirées.

Voilà, telle est la situation actuelle des gays et des lesbiennes en Italie.

Guillermo : L'objectif de notre association est d'aider l'étranger vivant en France en situation irrégulière, ainsi que l'étranger vivant dans un autre pays (et désirant rejoindre son ami qui lui vit en France). Dans les deux cas nous essayons de demander au Consulat de reconnaître le lien contractuel entre deux personnes de même sexe. C'est toute la question de la reconnaissance d'un PACS contracté par un français et un étranger. Il nous semble extrêmement important de défendre le droits à deux personnes qui s'aiment à pouvoir vivre ensemble en France si tel est leur désir. Notre objectif est aussi de défendre le droit d'asile pour les étrangers qui pour fuir une certaine intolérance (religieuse, politique ou sexuelle) viennent se réfugier en France. Sur ce, je passe la parole à Karine qui est l'auteur d'un film sur l'*ARDHIS*.

Karine : En réalisant ce documentaire je voulais m'inscrire dans une démarche citoyenne. Sur un plan tant juridique que social, je me suis intéressée au PACS, et ayant conscience que je ne pouvais pas traiter du sujet dans sa globalité en quelques 12 minutes, je me suis plus focalisée sur la question PACS/titre de séjours. C'est au cours de mes recherches que je suis rentrée en contact avec l'*ARDHIS*. Ce film, "*Image et société*", s'inscrit davantage dans une dénonciation des travers de notre système juridique.

Diffusion du documentaire …..

Guillermo : Nous avons beaucoup travaillé avec cette personne que l'on voit dans ce documentaire, notamment en sollicitant beaucoup les médias. Cependant la préfecture s'est toujours refusée à lui donner un titre de séjour. Récemment il a apporté les preuves de trois ans de vie commune, et bien que les services de la préfecture connaissent très bien son dossier, il lui a fallut commencer une nouvelle procédure auprès de la préfecture de Lyon. D'autre part je dirais que parfois pour avoir ces papiers être malade du sida peut aider. C'est un comble, mais c'est comme ça. Très souvent chez les demandeurs d'asile on constate que si la personne à la malchance (ou la chance, c'est selon) d'être malade du sida, il lui est possible de rester en France alors que s'il n'est pas malade il est susceptible d'être expulsé n'importe quand. En la matière nous nous trouvons souvent face à des situations quelques peu paradoxales. Simplement pour fermer la parenthèse, je dirais qu'après le film nous avons assisté à certaines avancées. Ainsi par exemple il me semble que le gouvernement souhaite, à la rentré prochaine, ramener le délai de trois ans de vie commune à un an. Ceci dit, notre objectif est que les partenaires pacsés soient considérés au même niveau que s'ils étaient mariés. Et donc, à la rentrée prochaine nous verrons de plus près ce qu'on nous propose, et quelle seront les suites données à ces différentes affaires. D'autant que différents ministères sont concernés par ces histoires de droits d'asile, nous verrons bien ce que chacun propose et/ou est disposé de faire. Ainsi le ministère des affaires étrangères qui est plus compétents pour toutes les histoires de visas sera au centre de notre attention. Quant à la question de l'imposition commune, il semblerait que le ministère des finances montre une assez bonne volonté à engager le dialogue. Pareil pour le ministère du travail et de la solidarité, concerné par toutes ces questions relatives aux allocations. Dès fin août prochain s'enclenchera toute une partie de négociation purement politique avec les différents ministères, mais d'après ce que j'ai pu entendre que nous serions mieux écoutés. Voilà la situation actuelle.

Il faut dire aussi que presque tous les dossiers présentés à la Préfecture depuis janvier ont déjà reçu un avis d'expulsion. Et pour ceux qui ne l'on pas encore reçu, nous savons que ce n'est qu'une question de temps. Aussi, en temps voulu nous verrons bien ce que nous pourrons faire. Nous avons pu contacter un des membres du cabinet du Premier Ministre, que nous avons alerté sur quelques uns des dossiers dont nous nous occupons. Certains concernent des personnes célibataires, d'autres des couples. Reste qu'en dernier ressort cela dépend des préfectures qui se montrent extrêmement avares en droit de séjours.

Lionel Povert : Ce documentaire évoque les tous premiers combat de l'association. Et même si c'est sur un format très court avec des qualités et peut-être des défauts, mais comme je ne suis pas un professionnel je ne porterais pas de jugement à ce propos. Reste que cela demeure un témoignage très exact du combat que nous menons depuis maintenant 3 ans. Certes, il s'agit d'un regard subjectif, mais en tant que membre de l'association je m'y reconnais. Et j'avoue avoir été très ému après avoir ce film. Pour moi, ce type de témoignage est beaucoup plus important que les multiples interventions ridicules et dérisoires (même lorsqu'elle débouche sur quelque chose) des différents ministères. Parce que nous savons très bien que de côté il n'y a que du cynisme, de l'instrumentalisation, de la technicité, de la politisation, de la politique politicienne et très

peu de conviction et de "pâte humaine", de sincérité. J'aimerai que nos interlocuteurs politiques ressemblent au regard que Karine a porté sur nos vies communes et sur ce combat que nous menons pour que justement ces vies soient reconnues et respectées, pour que des demandeurs d'asile célibataires soient également reconnus et respectés en tant que tel.

Sur ce qu'a dit Guillermo, je voudrais rajouter qu'à titre personnel je suis très content qu'éventuellement soient apportées des modifications aux circulaires d'application. Mais je ne prendrais pas cela pour argent comptant, j'attendrais (avec une certaine impatience) qu'il y ait des déclarations de faites, que cela soit écrit noir sur blanc. Là aussi, je ne me fais pas d'illusion. Après tout, cela ne ressemble pas (nous sommes entre nous donc on peut le dire) à une prise de conscience politique au niveau le plus élevé de la réalité de nos vies, des vrais besoins qui sont les nôtres, mais c'est une conjoncture circonstancielle près-électorale qui fait qu'éventuellement nous allons peut-être obtenir quelque chose en plus. Ce qui m'intéresserait davantage (avec ou sans ces éventuelles modifications d'ici la fin de l'année 2001), c'est de voir si dans les différents projets politiques qui vont nous êtres proposés (pour cause d'élection) à Gauche comme à Droite, il y aura de vrais projets visant à une véritable égalité et à moins de discrimination, voir plus du tout. Pour que des partenariats de même sexe et les demandeur d'asile soient enfin respecté comme ils doivent l'être. Je me félicite du travail que l'association, à travers Guillermo et d'autres, a mené tout au long de cette année et de l'année précédente. Peut-être que les politiques ont enfin entendu une partie de ce qu'on leur disait. Nous verrons bien ce qu'ils nous diront fin août. Mais je serais d'un optimisme très mesuré, je ne crois pas que nous devons porter la parole du gouvernement en relatant par avance des mesures gouvernementales aujourd'hui hypothétiques. Je ne serais pas angélique ou naïf, car je n'oublie pas les blessures et le coût humain de l'attentisme et de la lenteur du politique à réagir face à de telles situations. Je n'oublie pas les blessures ainsi que le coût humain de l'attentisme et de la lenteur du politique à réagir.

Thomas : On a beaucoup parlé des gays, qu'en est-il des lesbiennes ? Dans le documentaire que nous venons de voir, il n'y a pas une seule fille. La question des sans-papiers ne concerne que les gays ?

Guillermo : L'*ARDHIS* est une association mixte, et malheureusement le jour du tournage il n'y avait pas une seule fille. Mais avec des images tournées durant la dernière *Gay Pride* nous allons essayer de remixer la chose, justement afin d'introduire cette notion de mixité. Très rapidement, j'avais contacté le cabinet de Jospin afin qu'il visionne le film (lorsque pour la première fois j'ai vu ce film, j'étais vraiment ému), ainsi que la commission parlementaire. Actuellement le film doit être encore visionné par Patrick Bloch et Jean Pierre Michel.

Ceci dit, pourquoi l'association s'est posé la question de la reconnaissance du couple homo au niveau européen ? C'est assez bizarre que des associations franco/françaises ne se soient toujours pas posé la question de savoir s'il était ou non possible d'envisager la reconnaissance d'un couple homosexuel au niveau de l'Europe. C'est une question que nous nous sommes déjà posée parce que nous nous sommes déjà fait piéger avec le PACS. On avait dit qu'il fallait impérativement discuter des conditions d'accès au droit de séjour pour les partenaires étrangers, les politiques ne nous ont pas écoutés et ont accouché d'une circulaire qui nous a mis vraiment dans des situations très difficiles. Et le gouvernement nous a poussé à gérer cette situation. Mais aujourd'hui nous voulons passer à un autre niveau. Sur la question européenne, les effets du PACS en France aboutissent à développer des processus parallèles en Allemagne, en Belgique, en Espagne. Notamment nous avons lu dans un journal suisse que le pays est actuellement en train de discuter d'instituer quelque chose comme le PACS français, et que la majorité de cet article était consacré à la question du séjour des étrangers. D'autre part nous nous sommes posé la question de savoir si un couple franco/français pouvait circuler en Europe dans les mêmes conditions qu'un couple marié, la réponse est non. Et dans le cas d'un couple binational, la réponse est également négative. Car à partir du moment où le PACS est une loi française, uniquement appliqué uniquement l'ensemble du territoire national, dès que les personnes quittent la France ils ne sont plus reconnus comme un couple mais seulement comme deux étrangers.

X : Sur le problème technique de la reconnaissance européenne des couples homos, nous sommes confrontés à la difficulté que les pays eux-mêmes ont limité l'accès à ces contrats d'union homosexuelle à leur seul territoire national. Aucun pays a eut la démarche d'entamer sur cette question un dialogue au niveau européen. Ils ont bien pris soin de préciser que cette loi ne concernait que leurs ressortissants et s'appliquait à leur seul territoire. Dans le cas de la Hollande, les législateurs ont pris soin de préciser qu'il ne s'agissait pas d'un mariage sachant qu'un mariage entre deux personnes est reconnu internationalement, car alors les pays voisins auraient été obligés de reconnaître ces unions. C'est une contrainte technique qu'il nous faut dépasser, faute de quoi nous n'avancerons pas sur cette question.

Lionel Povert : Ce qui en soit est assez logique car à partir du moment une loi est votée dans tel ou tel pays, elle s'applique d'abord aux citoyens du pays en question. Et tu ne peux pas imposer aux habitants d'autres pays l'application de cette loi.

X : Vous venez de parler de ceux et celles qui vivent en couple, mais pour les célibataires ? Pour ceux qui n'ont pas comme projet de souscrire un PACS ?

Guillermo : L'*ARDHIS* fonctionne sur deux relais, le relais couple qui jusqu'à maintenant est demeuré l'objet central de notre action (en tout cas le plus visible) et le relais célibataire. Notamment ceux et celles qui sont demandeurs d'asile politique ou territorial. Et à ce propos nous utilisons la jurisprudence mise en place afin d'aider des personnes dans leurs démarches. Ainsi par exemple nous nous occupons actuellement d'une douzaine de demandeurs d'asile en région parisienne (plus deux autres personnes sur Toulouse). Des africains, des algériens, des marocains, des jordaniens, des russes …..

Lionel Povert : Il faut savoir qu'à travers la question du demandeur d'asile nous touchons la question de l'indignité complète des législations actuellement en vigueur dans l'ensemble des pays européens, et notamment en France. Pour faire court, je dirais que les demandeurs d'asile homosexuels sont exactement dans la même situation épouvantable (par rapport à la santé, au logement, à la précarité) que les demandeurs d'asile en général. Et effectivement si nous étions une association qui ne s'occuperait que des couples nous aurions peut-être une vision plus "confortable" de la situation. Car être en couple signifie vivre avec quelqu'un qui est déjà inséré, alors qu'un demandeur d'asile (hétéro ou homo) est tout seul, ce qui lui rend les choses beaucoup plus rudes.

Ceci dit, à propos de ce concept de PACS européen je dirais qu'à la base il y a une contradiction dans les termes car le PACS est une invention à la française et pas européenne. Aussi, le titre de mon intervention pourrait être "Idées d'avenir derrière une mauvaise formulation" . Et tant qu'à faire de s'auto flageller disons pour commencer que les français ne changent pas. Car quand nous avons commencé à réfléchir sur la nécessité de dépasser les frontières de l'hexagone pour faire avancer la reconnaissance sous toutes ses formes des liens gays et lesbiens, nous avons contemplé notre nombril de pacsés tout neufs et nous nous sommes dit pourquoi pas un PACS européen. Le problème (et en même temps la bonne nouvelle) est que la réalité européenne est fort heureusement mobile et changeante. Derrière la diversité des formules et des avancées, un point commun : la volonté très claire (dans la plupart des pays européens) des gays et lesbiennes de voir accorder à leurs couples des droits égaux à ceux des couples hétérosexuels.

Dans un premier temps, je voudrais, sans pouvoir être exhaustif, faire une rapide revue des différentes situations et quand c'est le cas, des formules déjà existantes à ce jour chez certains de nos voisins européens. Ensuite, dans un second temps, je voudrais vous démontrer à l'aide d'exemples concrets, la nécessité d'unir nos énergies, notre capacité de réflexion et d'action, afin de promouvoir (au sein de l'Europe) à terme une harmonisation des différentes formules existantes. En un troisième et dernier temps, j'essaierai de dessiner les lignes de force quelque peu imprécises d'un projet politique et citoyen (qui il me semble a déjà commencé à se dessiner) axé sur la reconnaissance des couples homosexuels en Europe, en espérant vous convaincre que ce projet est en soi porteur des valeurs d'échange, de cohésion culturelle et politique, bref de solidarité transnationale dont devrait être porteuse l'Europe si nous souhaitons que celle-ci soit autre chose qu'un simple espace de libre-échange économique. C'est à dire construire un pacte citoyen de solidarité européenne, la volonté de l'*ARDHIS* étant de travailler avec les différents partenaires associatifs et politiques pour que demain le droit à une vie privée, le droit à la libre circulation, la reconnaissance des couples de même sexe soit plein et entier partout en Europe. Telle est notre ambition, notre projet, notre utopie.

Revue rapide et non exhaustive des différentes formules en matière de reconnaissance légale des couples homos

Danemark : Il a ouvert la voie fin 1989 avec une loi sur le partenariat homosexuel qui accorde les principaux avantages du mariage, à l'exception notable (déjà) du droit à l'adoption et à la procréation médicalement assistée. Le droit d'adopter les enfants du conjoint a été reconnu depuis aux homosexuels danois mariés en mai 1999. L'adoption demeure interdite aux homosexuels en dehors du mariage.

Scandinavie : L'exemple danois fut suivi par la Norvège en 1993 et la Suède en 1994, et l'Islande en 1996. Le droit à l'adoption et à l'insémination artificielle est exclu, pour le reste il est reconnu aux couples de même sexe la plupart des droits des couples mariés. Depuis 1996, un accord des ministres nordiques de la justice prévoit la reconnaissance des partenariats souscrits dans un des pays nordiques dans les autres "dans la mesure où les quatre lois (au Danemark, en Norvège, en Suède et en Islande) prévoient une "clause de citoyenneté". Pourtant des situations inextricables voient le jour, comme ces deux hommes suédois vivant ensemble depuis 25 ans en Norvège ne peuvent enregistrer leur partenariat ni en Norvège (ils ne sont pas norvégiens), ni en Suède (ils n'y résident pas).

Finlande : Ce pays qui a élu en février 2000 une présidente très gay-friendly en la personne de Tarja Halonen (ex-présidente puis conseillère du groupe gay finlandais *SETA*) ne reconnaît toujours pas légalement les couples de même sexe. On peut penser néanmoins que sous sa mandature, la situation a des chances d'évoluer. Une proposition de loi sur le "partenariat homosexuel" avait été déposée le 28 mai 1996. La commission des lois l'avait rejetée tout en proposant au Parlement de demander au gouvernement de préparer un projet de loi supprimant les discriminations législatives dont sont victimes les homosexuels. Aujourd'hui le code pénal interdit toute discrimination fondée sur l'orientation sexuelle. Un nouveau projet de statut légal pour les couples gays a été proposé par le ministre de la justice en décembre 2000, il devrait être voté en 2001. Détail intéressant, les agents des services de l'immigration ne font pas de distinction entre les couples hétérosexuels et homosexuels vivant maritalement. Ces couples doivent prouver qu'ils vivent ensemble depuis au moins un an pour pouvoir prétendre à un permis de séjour.

Pays-Bas : Le mariage homosexuel est légal depuis le 1er avril 2001 suite à l'entrée en vigueur d'une loi votée en décembre 2000. C'est le premier pays de l'Union Européenne à autoriser officiellement les mariages homosexuels. S'il y a des enfants, seul un des deux parents peut être le tuteur légal de l'enfant. Les Pays-Bas avaient précédemment légiféré en 1998 pour donner un cadre légal aux concubins homo et/ou hétéro.

Belgique : La loi du 23 novembre 1998 instaurant la cohabitation légale n'est entrée en vigueur que treize mois après son adoption. Elle n'est donc devenue "légale " que le 1er janvier 2000. La loi s'adresse à tous les couples qu'ils soient sexués ou non. Les parties remettent une déclaration écrite à leur administration communale. Pour régler les modalités de leur cohabitation, ils ont la possibilité de passer, devant notaire, une convention (il y a certaines similitude avec notre PACS). Les permis de séjour pour une durée illimitée ne sont accordés qu'au terme de trois ans et six mois de cohabitation. En juin 2001, le conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi ouvrant le mariage aux personnes de même sexe, ayant déclaré : "Les mentalités ayant évolué, il n'y a plus aucune raison de ne pas ouvrir le mariage aux personnes de même sexe". La Belgique serait donc le deuxième pays de l'Union Européenne (après les Pays-Bas) à reconnaître le mariage homosexuel. Mai s dans la mesure où le projet de loi doit être soumis au Conseil d'Etat puis revenir au Conseil des Ministres pour adoption définitive, puis déposé au Parlement pour discussion et vote, la loi pourrait donc entrer en vigueur début 2002. Sauf que si la loi devait aboutir, en l'état, elle établirait alors clairement une discrimination entre couples hétérosexuels et homosexuels en ce qui concerne l'adoption.

Allemagne : En juillet 2001 la Cour constitutionnelle a donné son feu vert à la loi instaurant un contrat de vie commune pour les homosexuels, rejetant ainsi le recours de la Bavière et de la Saxe qui entendaient bloquer son application. La loi, adoptée début décembre 2000 entrera en vigueur le 1er août 2001. Le texte définitif ne prévoit plus comme cela avait été envisagé l'alignement du droit fiscal sur celui des couples mariés en matière d'imposition sur le revenu. Les couples auront la possibilité de s'unir devant "les autorités compétentes" (et non pas comme cela été initialement prévu les représentants de l'état civil. En positif, les membres du couple auront la possibilité d'adopter le nom de famille de l'autre ou de recourir au double nom. Si l'un des deux partenaires est étranger, la loi permet le rapprochement familial, ainsi en la matière les couples homosexuels ont des droits similaires à ceux des couples hétérosexuels. C'est une amélioration substantielle de la situation des couples binationaux dont le partenaire étranger n'avait jusqu'alors aucun droit, sauf à avoir une relation ancienne, et encore, et ce pour n'obtenir qu'un titre de séjour ne donnant pas droit au travail. La loi aligne les droits en matière d'héritage, de don, d'imposition des propriétés foncières, de droits de transmission aux parents proches, d'assurance maladie ou d'assurance chômage, sur ceux des couples hétéros. A titre d'anecdote, c'est un député écologiste du Bundestag, Volker Beck qui a annoncé le premier son intention de s'unir avec son compagnon.

Royaume-Uni : La situation est contrastée et paradoxale. Il semblerait que les sujets de sa gracieuse majesté courent toujours après l'espoir d'une reconnaissance des couples de même sexe. Des droits ont pourtant été accordés, notamment en ce qui concerne les partenaires étrangers qui peuvent, à condition de prouver une vie commune depuis deux ans, bénéficier d'une autorisation de séjour de deux ans transformée ensuite en autorisation permanente. Depuis l'Affaire Martin Fiztpatrick, suite à une décision de la cour suprême le 28 octobre 1999, l'un des partenaires homosexuels peut conserver le logement après la disparition de son ami décédé signataire du bail. Dans le cas d'espèce, la cour avait jugé que M.Fitzpatrick devait être considéré comme un membre de la famille de son partenaire. Par ailleurs, le maire de Londres (Ken Livingstone) a pris l'initiative, à l'occasion du London Mardi Gras (le 27 juin 2001) d'annoncer l'ouverture d'un registre pour les partenaires de même sexe en septembre 2001. Bien que l'enregistrement en mairie ne confèrera en rien des droits comparables à ceux du mariage, il pourra éventuellement être utilisé comme élément de preuve concernant les problèmes liés à la location d'un appartement, aux droits à pension ou au droit au séjour. L'enregistrement ne sera possible uniquement pour les couples dont l'un des deux partenaires au moins réside à Londres et coûtera 85 Livres sterling (1000 francs).La Mairie de Londres est la première à entreprendre ce type d'enregistrement.

Suisse : C'est ce pays européen (même si elle n'appartient pas à l'Union Européenne) dont le président socialiste fut le premier chef d'état au monde à participer en juin 2001 à une *Gay Pride*, Moritz Leuenberger, a promis aux manifestants dans son discours que le gouvernement présentera en 2001 un avant-projet de partenariat officiel pour personnes du même sexe, tout en leur demandant leur compréhension à l'égard de la "politique des petits pas", en raison des différences culturelles et politiques du pays. Deux projets de partenariat sont proposés par le mouvement *Pink Cross* et une organisation lesbienne qui proposent la légalisation du mariage gay et/ou l'institution d'un partenariat fournissant les mêmes droits que le mariage.

Italie : Rien ne semble être à l'ordre du jour, même si les associations gays et lesbiennes souhaitent se voir octroyer la possibilité d'un partenariat gay.

Hongrie : En mars 1995 la Cour constitutionnelle a rejeté une loi interdisant aux homos de vivre en concubinage mais a exclu les partenaires de même sexe du mariage civil. En février 1996, un projet de loi relatif au concubinage est déposé par le gouvernement du Premier ministre ex-communiste Gyula Horn. Une législation sur le partenariat homo et hétéro a vu le jour en 1997 malgré le maintien d'une discrimination sur l'âge légal des relations homosexuelles. Ce statut est calqué sur le mariage (notamment pour le droit des successions) à l'exclusion du mariage proprement dit et de l'adoption, sous la forme d'un amendement au Code civil.

Espagne : A trois reprises le Parlement espagnol a enterré une proposition de loi sur le concubinage, tant hétéro qu'homosexuel (la dernière fois en avril 2001). Mais en attendant, certaines régions espagnoles (qui disposent toutes d'un parlement), ont d'ors et déjà pris les devants. Ainsi sur les 17 communautés autonomes, quatre, la Navarre, la Catalogne, l'Aragon et le Pays Valencien ont voté des lois de concubinage plus ou moins progressistes. Le 28 mars 2001, le Parti Populaire de Valence a fait approuver au Parlement une loi sur le concubinage, et le président de la région, Eduardo Zaplana (catholique pratiquant) a bataillé ferme contre les évêques de Valence et Castellon scandalisés qu'une loi mette "sur un pied d'égalité les droits de couples homos et ceux des mariages civils". Sauf que ces initiatives régionales trouvent leurs limites dans la mesure où par exemple la région valencienne ne dispose pas de prérogatives en matière de fiscalité et de sécurité sociale. La loi régionale ne peut accorder des droits en matière d'héritage, de régime fiscal, de séparation tant que Madrid n'aura pas donné son feu vert.

Portugal : Dans ce pays majoritairement catholique, le mariage homosexuel n'est pas autorisé. Les députés ont voté, le 15 mars 2001 une loi accordant aux couples homosexuels vivant ensemble depuis deux ans les mêmes droits fiscaux et légaux qu'aux couples mariés selon le droit commun, texte voté grâce à la majorité de gauche et de centre-gauche.

Argument pour l'harmonisation des législations européennes en matière de couples homos

Dans un arrêt rendu le 31 mai, la Cour européenne de justice a estimé que les pays de l'Union Européenne n'étaient pas tenus de reconnaître les partenariats enregistrés ou les mariages célébrés entre personnes de même sexe dans d'autres Etats-membres. Il s'agissait de répondre à la requête (soutenue par la Suède, le Danemark et les Pays-Bas) d'un fonctionnaire du Conseil de l'Union européenne, vivant avec un partenaire suédois dans le cadre d'un partenariat enregistré et qui demandait "l'annulation du refus du Conseil de l'Union européenne d'admettre le requérant au bénéfice de l'allocation de foyer" à laquelle ont droit les fonctionnaires mariés ou ayant des enfants à charge. Le Parlement européen, pour répondre aux besoins de ses fonctionnaires, a pourtant créé un "Registre des partenaires domestiques du Parlement européen" sur lequel les employés du Parlement peuvent faire inscrire leur partenaire de même sexe ou de sexe différent afin que ceux-ci puissent bénéficier de l'accès aux cours de langues, aux bâtiments et au restaurant d'entreprise.

Six recommandations en faveur des droits des homosexuels ont été présentées par le Parlement européen, le 5 juillet 2001, dans son rapport annuel sur le respect des droits fondamentaux au sein de l'Union Européenne. Les Etats membres sont invités notamment à inclure l'orientation sexuelle dans le Protocole Additionnel de la Convention Européenne des Droits de l'Homme comme l'un des fondements de la définition des discriminations et d'étendre les termes de référence de la Convention européenne contre le racisme et l'intolérance afin d'y inclure l'homophobie fondée sur l'orientation sexuelle. Cela aurait à terme une influence sur les législations et les jurisprudences nationales. Les droits des homos et ceux des couples homos ne pourraient qu'en sortir renforcés. Le Parlement demande par ailleurs aux Etats membres de modifier leur législation dans le sens d'une reconnaissance des relations non maritales entre personnes du même sexe ou de sexes différents, et l'attribution de droits égaux à ces personnes. Mais ces recommandations n'ont pas l'impact d'une ordonnance européenne, les différents pays de l'Union légiférant à leur guise. La crédibilité d'une telle démarche est un peu entachée, surtout quand elle recommande aux Etats membres de ne pas donner leur accord à l'accession à l'union pour des états qui, à l'instar de la Roumanie, auraient conservé une législation et/ou des pratiques discriminatoires. Il est à noter que le gouvernement roumain a d'ailleurs approuvé (le 21 juin 2001) un projet d'ordonnance visant à supprimer l'article 200 de son code pénal afin de se mettre ainsi en conformité avec les recommandations européennes, et ce afin de répondre aux critères de son accession à l'Union. Reste aux deux chambres du Parlement Roumain à suivre la volonté du gouvernement. C'est néanmoins une avancée qui valide la volonté du parlement européen de définir une ligne commune claire, non discriminatoire, en matière de législation en faveur des homosexuels. Les Etats membres doivent donc montrer l'exemple en veillant à adapter leur législation de façon à ce que les couples homos aient des droits égaux à ceux des couples hétéros non mariés, en inscrivant l'objectif de la reconnaissance mutuelle au sein de l'Union Européenne de ces diverses formes légales de cohabitation non conjugale ainsi que des mariages légaux entre personnes de même sexe sur l'agenda européen, en introduisant dans leur législation les éléments qui permettent d'interdire la discrimination à l'encontre des partenaires durables et une protection juridique équivalente à celle offerte aux couples mariés.

Un pacte citoyen de solidarité européenne

La recommandation évoquée précédemment n'est pas une première. Déjà, en février 2000, sous l'angle plus restreint de la "situation des gays et des lesbiennes et de leurs partenaires en matière d'asile et d'immigration dans les Etats membres du Conseil de l'Europe", Le Conseil de L'Europe, à travers un rapport de sa "commission des migrations, des réfugiés et de la démographie" promouvait la nécessité de reconnaître à ces couples des droits équivalents aux autres couples non mariés. Le constat est simple : je cite "les politiques de l'immigration de la plupart des membres du Conseil de l'Europe sont discriminatoires à l'égard des homosexuels" , "La majorité de ces Etats ne reconnaissent pas la persécution pour raison d'orientation sexuelle comme un motif valable d'octroi de l'asile et ne prévoient aucun type de droit de séjour pour les membres de nationalité étrangère de couples homosexuels binationaux. Les règles en matière de regroupement familial et des prestations sociales ne s'appliquent généralement pas aux couples homosexuels. Les homosexuels qui craignent avec raison d'être persécutés du fait de leur préférence sexuelle doivent être considérés comme des réfugiés(…) en leur qualité

de membres d'un certain groupe social et doivent, par conséquent, bénéficier du statut de réfugiés". L'Assemblée se dit par ailleurs "consciente que le refus de la plupart des Etats membres de l'Union Européenne d'accorder un droit de séjour aux membres de nationalité étrangère de couples homosexuels binationaux est à l'origine de situations douloureuses pour de nombreux couples homos qui peuvent se trouver séparés de ce fait et contraints de vivre dans deux pays différents", et estime que "les règles applicables aux couples en matière d'immigration ne doivent pas établir de distinction entre relations homosexuelles et relations hétérosexuelles" et d'en tirer la conclusion qu'un document établissant l'existence d'une relation suivie, autre que le certificat de mariage, devrait pouvoir être admis parmi les pièces demandées pour l'admission au bénéfice du droit de séjour dans le cas des couples homosexuels. Il n'est pas impossible que la réflexion qui a accompagné en amont l'élaboration de cette recommandation ait contribué en France et en Allemagne à accélérer les prises de décision politique.

La question aujourd'hui est de savoir comment aller plus loin, mieux et vite. Il ne saurait être question de laisser la définition du statut légal octroyé aux couples de même sexe à des experts, si bien intentionnés soient-ils. Il est à noter que le parlement européen s'est largement appuyé sur le milieu associatif gay et lesbien (en particulier sur des institutions à vocation internationale comme l'*ILGA)*. Le temps est venu que l'ensemble des associations qui, au niveau national, dans chacun des états membres se sont impliquées pour la défense des couples homos et plus généralement dans la lutte contre les discriminations fondées sur l'orientation sexuelle s'organisent entre-elles au-delà des espaces nationaux. Cela suppose des instruments, des outils commun, des moments de rencontre et d'échange, de réflexion pour qu'au-delà des différences culturelles et linguistiques l'ensemble des acteurs de l'espace social gay et lesbien européen sache formuler plus précisément, plus clairement les aspirations qui sont les nôtres en terme de droits. L'Assemblée parlementaire européenne a recommandé que les comités ministériels européens compétents apportent leur concours et leur soutien aux groupes et aux associations de défense des droits de l'homme, des homosexuels en matière et d'immigration dans les Etats membres. Il doit en aller de même aujourd'hui pour l'ensemble des associations qui défendent les droits des couples de même sexe, plus largement. Il nous faut nous manifester, et prendre notre place dans cette démarche. Cela suppose que nous soyons actifs, entreprenants, inventifs. Non pas des consommateurs plus ou moins patients, dans l'attente de la mise sur le marché de nouveaux produits en matière de droits, mais créateurs, à l'initiative de ces droits nouveaux.

A cet effet, il faudrait par le biais d'Internet rassembler toutes les ressources utiles déjà existantes qui permettent un état des lieux, nous donner les moyens de dépasser les problèmes linguistiques (j'aimerais bien avoir une version en français et/ou en anglais du texte de loi du partenariat allemand) ; créer un ou des forums de discussion, créer des liens durables et étoffés entre les différents acteurs déjà présent sur ces terrains et faire entendre, au-delà des diversités, les éléments de convergence en organisant, par exemple, dès l'année prochaine une rencontre européenne des associations qui voudront bien s'impliquer dans ce projet, dont l'objectif est de peser de façon plus visible sur les décisions européennes et nationales. En demandant, comme nous l'avons déjà fait au niveau national, à être entendu par les instances européennes. La situation de nos amis italiens, et dans une autre mesure, de nos amis anglais, pour ne prendre que ces deux exemples, devrait nous interpeller. Dans le même esprit, il faut entreprendre de soutenir les efforts des pays candidats à l'accession à l'Union Européenne pour à travers leur législation mettre fin aux discriminations fondées sur l'orientation sexuelle. 13 pays sont candidats à l'accession. Le soutien apporté aux associations gays locales œuvrant pour l'abolition de ces discriminations d'une part, des initiatives de communication au niveau européen pour promouvoir la nécessité et le contrôle de ces évolutions avant l'intégration de ces pays dans l'Union d'autre part sont indispensables et vitales pour à terme permettre la disparition de toute discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et la mise en œuvre au sein de l'Europe d'une législation commune concernant le partenariat et le mariage pour les couples de même sexe. Le travail d'ors et déjà entrepris par l'*ILGA* en rection du Parlement Européen est une excellente base de départ. Les Associations françaises doivent s'investir dans la dynamique de cette structure internationale. La prochaine conférence de l'*ILGA Europe* qui doit se tenir du 24 au 28 octobre de cette année 2001 à Rotterdam aura pour thème "La création des partenariats". Ce rendez-vous devrait être inscrit en priorité sur nos agendas associatifs si nous voulons, tout en continuant à travailler sur l'évolution de notre législation nationale, contribuer à faire évoluer le système juridique européen.

Devons-nous attendre d'être entravés dans nos vies privées et nos vies professionnelles pour agir ? Il y a des opportunités à saisir. Saisissons-les. Le PACS doit être amélioré, c'est pourquoi nous demandons l'annulation des circulaires d'application, le réexamen des délais, et une égalité de traitement, notamment pour l'ensemble des couples binationaux. Pourquoi faire des distinctions discriminatoires entre ces couples, selon qu'ils sont composés d'un Français, d'un Européen ou d'un étranger issu d'un Etat tiers, voire d'un Algérien ou d'un Tunisien ? Le mariage doit être envisagé. Nos partenaires doivent pouvoir ou nous-mêmes devons bénéficier, dans des conditions équivalentes à celles faites aux conjoints, de l'accès à une carte de résident, de l'accès à la naturalisation. Nous devons être égaux en matière de fiscalité, de droits de successions, de droit à la réversion des pensions, etc. Nous avons devant nous des échéances politiques. Certains de nos élus se mettent dans la perspective d'un projet politique "nouveau". Il dépend aussi de nous que cette nouveauté réponde à nos attentes. En nous faisant entendre plus largement, en rassemblant partout en Europe nos énergies jusqu'à présent concentrées sur des objectifs strictement nationaux. Cette première étape est ou sera bientôt dépassée. Si nous ne voulons pas être pieds et poings liés, contraints à accepter le clef en main des politiques, il nous faut les aider à avancer mieux et plus vite. Ils ont assez réfléchi, me semble-t-il. Aidons-les à passer du stade de la recommandation au stade de l'action concertée et négociée.

Voilà, je pense avoir fait un tour assez complet de la situation législative en Europe de couples gays et lesbiens. Ceci nous montre qu'il nous reste du travail. Merci à tous et à toutes.

REFUGIES ET DEMANDEURS D'ASILE

Philippe Varin : Bien, au cours de ce débat nous allons nous employer à vous présenter le travail de la section française d'*Amnesty International* à propos des réfugiés et des demandeurs d'asile LGBT. Nous commencerons par expliquer la position de l'association vis-à-vis du droit d'asile avec Anne Sophie Wender, puis Isabelle Denise nous parlera de la problématique du fonctionnement de l'OFPRA (avec un exposé sur l'évolution de la jurisprudence vis-à-vis des transsexuels). Guillermo Rodriguez nous parlera du travail de l'*ARDHIS* en ce qui concerne la circulation d'informations et la nécessité de la collaboration communautaire. Mais pour l'instant la parole est à Anne Sophie.

Anne Sophie Wender : Sur la question des demandeurs d'asile et des réfugiés LGBT (objet du présent séminaire), il faut savoir que c'est la Convention de Genève qui donne la définition du réfugié. A savoir, l'article 1 déclare "*est considérée comme réfugié toute personne qui craignant avec raison d'être persécutée, du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à tel groupe social, de ses opinions politiques, se trouvant hors de son pays et qui du fait de cette crainte ne peut se réclamer de la protection de son pays d'origine*".

Amnesty International avant tout est une association de défense des droits humains. Son objectif est de promouvoir l'ensemble des droits fondamentaux proclamés par la déclaration Universelle des Droits de l'Homme, et a choisi de centrer son action sur ces droits très particuliers. C'est pourquoi *Amnesty* se bat pour obtenir la libération immédiate et inconditionnelle des prisonniers d'opinion, que tous les prisonniers politique puissent obtenir dans un délai raisonnable un procès équitable, pour l'abolition de la peine de mort, de la torture et de tous traitements inhumains ou dégradants, pour la fin des assassinats et des disparitions politiques. C'est en 1985, à l'occasion du Conseil International, que l'association a décidé d'élargir son mandat en incluant dorénavant les actions en faveur des réfugiés. C'est une action un peu particulière en ce sens qu'elle intervient à titre préventif, ainsi *Amnesty* s'oppose au renvoi de toute personne contre son grès vers un pays où elle risque des violations de ses droits fondamentaux. C'est un peu une exception dans le travail d'*Amnesty* parce que l'association a pour règle principale de ne pas travailler sur son propre pays, ce qui permet une garantie d'indépendance et surtout de sécurité pour certaines sections.

Ceci dit, je voudrais vous parler plus particulièrement du travail que nous faisons au jour le jour au sein du service des réfugiés de la section française d'*Amnesty*, qui se traduit pour une grande part par la diffusion d'informations utiles à l'encontre des demandeurs d'asile, que ce soit vers les demandeurs eux-mêmes, les avocats ainsi que les administrations concernées. Nous travaillons également au cas par cas, essayant de suivre au mieux la situation des demandeurs d'asile, toujours en fonction de notre mandat. Surtout celle des personnes qui se trouvent en situation de risque de renvoi, soit parce qu'elles se trouvent à la frontière et que de fait elles sont exposées à un refoulement, sans accès au territoire national ni à la demande d'asile, soit elles sont déjà sur le territoire national mais qui sont déboutées de leur demande d'asile ou qui ont eut un refus de la première instance qui décide d'attribuer les statuts de réfugié. Quand cela nous est possible nous procédons à un examen approfondi du dossier, puis après avoir fait des recherches sur le pays d'origine (dans le domaine des réfugiés, la section française d'*Amnesty* qui est amenée à travailler sur des demandeurs d'asile se trouvant déjà sur le territoire français ou non, s'occupent de démonter que ces personnes étaient soumises à des violations de leurs droits fondamentaux dans leur pays d'origine) nous travaillons en collaboration avec les chercheurs du siège international et avec les différentes coordinations de pays de la section française ainsi que les différentes commissions (la commission femme, la commission enfant ou la commission "Homosexualité et droits humains" dont Philippe Varin fait parti). Dans ce domaine, pour la recherche d'information nous nous orientons d'abords sur le fait de savoir si l'homosexualité est criminalisée dans tel pays. Ce qui n'est pas forcément facile en ce sens que dans nombre de pays l'homosexualité n'est pas officiellement réprimée. De ce fait nous avons parfois quelques difficultés à trouver des informations fiables et claires. Cette recherche est la même pour tout demandeur d'asile, on va aussi faire des recherches sur tel pays plus précisément pour quelqu'un qui sera persécuté en raisons de ses opinions politiques ou de sa religion. Mais comme le cas par cas ne suffit pas toujours, nous essayons aussi de suivre l'évolution de la législation et des pratiques des administrations dans le domaine de la ville, en France et au niveau européen. Et quand c'est possible et/ou nécessaire nous essayons de faire part de nos préoccupations au gouvernement, aux administrations, aux parlementaires. Concernant l'accès à la procédure nous cherchons à nous assurer que ceux qui souhaitent demander l'asile puissent accéder à la procédure nécessaire. Et en plus de la garantie de procédure nous essayons de nous assurer que ces procédures soient conformes à des principes fondamentaux qui ne forment sur des normes internationales (comme les recommandations du Conseil de l'Europe). D'autre part *Amnesty* lutte contre la détention des demandeurs d'asile, sauf si cette personne a été inculpée d'un délit de droit commun, c'est à dire détenue non pas pour le simple fait qu'elle est demandeur d'asile mais parce qu'elle a commis un délit. A ce moment c'est au gouvernement qu'il appartient de le démontrer.

Voilà en gros le travail d'*Amnesty*. Tout à l'heure j'ai invoqué l'article 1 de la Convention de Genève, en France le droit d'asile est régit par la loi du 25 juillet 1952 qui stipule qu'est reconnue comme réfugiée toute personne qui est persécutée en raison de son action en faveur de la liberté ou qui répond à la définition de l'article 1 de la Convention de Genève. En France l'organe qui examine les demandes d'asile et qui décide d'attribuer ou non le statut de réfugié, en première instance, est l'Office Français de la Protection des Réfugiés et des Apatrides (OFPRA). En cas de refus, le demandeur d'asile peut faire appel devant la commission de recours des réfugiés. Isabelle va justement évoquer la jurisprudence de cette commission, surtout en ce qui concerne les persécutions liées à l'orientation sexuelle.

Philippe Varin : Isabelle va donc nous parler de la difficulté de travailler sur le thème de l'orientation sexuelle, et notamment des difficultés administratives que nous rencontrions avec l'OFPRA.

Isabelle Denise : Effectivement je vais donner les grandes lignes de ce qui se passe en pratique en matière du droit d'asile pour les minorités sexuelles. Je pense que sur cette partie là, le plus intéressant sera d'entamer avec vous un question/réponse car cette question ne manque pas de susciter des interrogations. De toute façon, je vais m'employer à vous donner un aperçu de la situation. Bref, quand nous parlons de droit d'asile il nous faut distinguer deux procédures. D'une part la procédure dite conventionnelle, on vient de vous parler de la Convention de Genève, c'est ce que l'on appelle l'asile politique. Et d'autre part la procédure d'asile territorial qui est une procédure assez récente (elle date que de 1998), procédure qui dépend d'une autre autorité publique. L'asile politique est de la compétence de l'OFPRA, l'asile territorial dépend du seul Ministère de l'Intérieur.

En ce qui concerne l'asile politique la jurisprudence est très récente, les décisions qui concernent des personnes particulièrement menacées en raison de leur orientation sexuelle ne datent pas de très longtemps. La première décision qui a été prise par la commission des recours des réfugiés (en mai 1998) concernait un transsexuel algérien, elle a admis que cette personne pouvait effectivement craindre pour sa sécurité, pour sa vie en raison de son appartenance à un certain groupe social. Telle est la base légale qui a été prise pour reconnaître à cette personne le statut de réfugié. Un an plus tard (en mai 1999) cette construction juridique a été reprise pour une personne algérienne homosexuelle. Déjà en 1993 la commission de recours des réfugiés avait eu à connaître le dossier d'un homosexuel algérien, celui-ci avait été reconnu réfugié non pas en raison de son orientation sexuelle (et des craintes pour sa vie qui pouvaient en découler), mais parce qu'elle était également militante politique. Finalement la commission a préféré donner le statut de réfugié sur la base du militant politique craignant pour sa vie que sur celle de personne homosexuelle craignant pour sa vie en raison de son homosexualité. Ensuite, en avril 2000 la commission prend une décision en faveur d'une personne roumaine car à l'époque le code pénal roumain érigeait l'homosexualité en délit. Trois décisions qui se sont succédé de manière assez rapprochée, mais il est certain que par rapport au nombre global de décisions rendues octroyant le statut de réfugié, le nombre de dossiers qui sont accepté est dérisoire. Guillermo me souffle1%. Ainsi donc en ce qui concerne l'asile politique nous avons une application des textes au cas par cas très restrictive, avec pour les instances publiques la peur d'une commission de recours qui pourrait aboutir à un appel d'air si elle donnait trop souvent des décisions favorables.

En ce qui concerne l'asile territorial, c'est une procédure très administrative puisque c'est le ministère de l'Intérieur qui décide si la personne en question peut ou non obtenir l'asile territorial. De nombreuses personnes homosexuelles et transsexuelles, notamment des ressortissants algériens ont déposé des dossiers sur la base de l'asile territorial. Tout simplement parce qu'à l'époque où l'asile territorial est arrivé dans les textes, les premières décisions de la commission de recours des réfugiés octroyant le statut au titre de l'asile politique n'étaient pas encore rendues publiques et donc connues. Et donc pour les personnes homosexuelles ou transsexuelles l'asile territorial c'était l'aubaine, c'était la nouvelle procédure dans la quelle ils pouvaient s'engouffrer, puisqu'en matière d'asile politique rien n'existait. Aucune décision, aucune jurisprudence. Seulement, très vite les demandeurs d'asile ont été rappelés à la dure réalité de l'administration française puisque l'asile territorial est une procédure qui est longue (les gens attendent deux ans, voir plus), c'est une procédure qui est opaque (en ce sens que le ministère de l'intérieur n'est pas tenu de motiver sa décision). En tant que participante à la *Ligue des Droits de l'Homme*, je dois dire que de tous les dossiers d'asile territorial basés sur l'orientation sexuelle des personnes (et donc des menaces dont ils étaient l'objet) aucun n'a abouti favorablement. Sur les 10 dont nous nous sommes occupé, certains sont actuellement en cours, les autres ont été rejetés. Je prendrais juste deux exemples.

> Le premier est celui d'un homme de nationalité algérienne qui est arrivé en France en 1995, et qui avait demandé la régularisation de sa situation administrative en 1997, expliquant qu'il craignait pour sa vie et sa sécurité s'il retournait en Algérie du fait de son orientation sexuelle. En plus, en 1995 il avait joué dans un film en interprétant un homosexuel. L'administration a mis plus de deux ans avant de lui répondre négativement. En raison de la spécificité du dossier, et des éléments en sa possession, nous sommes intervenus. Son dossier fut examiné, mais à nouveau (en mars 2001) il lui a été notifié un refus.
>
> Le deuxième exemple est celui d'une jeune femme algérienne de 27 ans qui est arrivée en France en janvier 2000. Elle et son amie ont demandé l'asile territorial parce qu'elles avaient reçu des menaces et qu'elles avaient même été violentées (parce que repérées comme couple lesbien). La décision, six mois plus tard, fut négative. Aujourd'hui cette personne à fait un recourt qui malheureusement vient d'être rejeté, quant à son amie elle a tenté un mariage de

complaisance avec un ressortissant français dans l'espoir de pouvoir obtenir des papiers (en qualité de conjointe d'un français). Malheureusement cela n'a pas abouti puisqu'elle est en situation irrégulière et que les accords franco/algériens dans leur rédaction actuelle ne permettent pas la délivrance automatique d'un titre de séjour. Alors ce qu'il y a de dramatique dans ces blocages c'est que cela pousse les personnes à des situations de désespoir comme la prise d'hormones sauvage afin d'avoir une apparence féminine et ainsi être entendu par l'administration dans leur crainte à retourner dans leur pays d'origine. J'en reviens à ce jeune algérien (arrivée en France en 1995) qui a décidé au début de cette année de commencer une prise d'hormone sauvage, et c'est avec un début d'apparence féminine qu'il s'est rendu à la Préfecture. Suite à cette visite, la Préfecture a suspendu le traitement de son dossier pour le reprendre à zéro. Et il y a 15 jours il nous a contacté pour nous dire qu'il allait être régularisé et avoir sa carte de séjour d'un an. Dans ce cas précis nous disons attention, car les prises d'hormones sauvages peuvent avoir des conséquences médicales dramatiques. Ce sont ces blocages administratifs qui conduisent les gens à avoir de tels comportements désespérés pouvant mettre en péril leur santé.

C'est vrai que ce combat pour la reconnaissance d'un droit d'asile des personnes qui craignent pour leur vie ou leur sécurité en raison de leur orientation sexuelle ne mobilise pas les foules. C'est un combat qui peut paraître moins noble que celui en faveur des défenseurs de la liberté. Il est vrai aussi que les associations qui interviennent sur la question des droits des étrangers ne s'occupent que depuis très récemment de ce type de dossier. C'est vrai qu'a la *Ligue des droits de l'Homme* nous n'avons pas fait exception, nous nous sommes réveillé un peu tard (ayons le courage de le dire). Aujourd'hui nous avons enclenché une mécanique, nous intervenons, nous essayons de faire le plus possible dans l'inter associatif (avec l'*ARDHIS*, *Amnesty International*) histoire de bouger les choses. Il faut continuer sur la lancée, afin d'aller encore plus de l'avant.

Philippe Varin : Merci Isabelle pour cet intéressant exposé qui montre les dangers que peuvent entraîner la lenteur et la non-reconnaissance administrative. Maintenant nous allons écouter Guillermo qui justement va nous parler de ces étrangers en situation irrégulière qui courent de graves dangers s'ils retournent dans leur pays d'origine, et de la difficulté à entreprendre toutes ces démarches longues, pénibles et extrêmement usantes.

Guillermo Rodriguez : L'*ARDHIS* est l'association pour la reconnaissance des droits des personnes homosexuelles et transsexuelles à l'immigration et au séjour. Nous nous occupons des dossiers concernant des gays et des lesbiennes et des transsexuels. Nous accompagnons ces personnes qui se trouvent être sans-papiers dans leur démarche auprès de la Préfecture comme dans le dédale des procédures, en vue d'obtenir la régularisation de leur situation. L'*ARDHIS* travaille auprès des réfugiés appartenant aux minorités sexuelles. Depuis la fondation de notre association, nous avons déposé 26 dossiers d'asile territorial dans diverses préfectures, ainsi que des dossiers de demande d'asile politique auprès de l'OFPRA. Actuellement nous avons en cours neuf dossiers. Si nous travaillons en ensemble, notamment avec *Amnesty International*, c'est parfois avec succès puisque nous avons obtenu le statut de réfugié pour certains. Ceci dit, en général les difficultés auxquelles nous sommes confrontés (nous autres associations qui nous occupons des demandeurs d'asile) c'est que nous devons systématiquement chercher des jurisprudences afin de justifier nos demandes. Ainsi dans le cas d'un indien qui demandait l'asile politique, en dépit des violations de ses droits fondamentaux et des maltraitances qu'il a subi, comme il n'y a avait pas de preuves directes des sévices endurés, il a fallut se balader dans les réserves américaines afin de trouver des preuves d'une situation homophobe. Et c'est sur la base de cette accumulation de preuves que nous avons réussi à obtenir pour cette personne le statut de réfugié, sans passer par la commission des recours. C'est quelque chose d'exceptionnel (c'est même une première). Et nous essayons de nous baser sur cette jurisprudence pour les dossiers suivants. Parfois nous sommes confrontés à la difficulté de recueillir suffisamment d'informations probantes, sachant que nous avons à faire à des personnes originaires du Pakistan, du Cameroun, d'Amérique Latine, de Russie et de bien d'autres pays où l'homosexualité n'est pas explicitement mentionnée dans le code pénal. Et de fait la juridiction de ces pays (notamment musulmans) n'aborde pas de front la question de l'orientation sexuelle. Ce qui fait qu'il nous ait très difficile d'établir les preuves que telle personne, originaire de ces pays, est discriminée et/ou persécutée en raison de son orientation sexuelle. En général, l'*ARDHIS* travaille avec la Belgique, l'Angleterre et différents autres partenaires avec lesquels nous nous employons de croiser nos informations. Chacun envoyant à l'autre les cas dont il a connaissance. Sur les 36000 demandes d'asile politique qui sont annuellement déposées, seulement 6000 seront traitées. Et seulement 16% d'entre elles connaissent une conclusion positive. Face à cette réalité et du fait que nous travaillons tous sur les mêmes questions, il nous est apparut nécessaire de se coordonner et de travailler en réseau. Travailler en commun nous permet de mieux trouver les informations nécessaires.

Ceci dit, actuellement l'Europe est en train d'harmoniser les procédures d'accès au statut de réfugié. Heureusement car comme les procédures diffèrent selon les pays, un argument utilisé en Belgique n'est pas valable en France. Ce processus d'uniformisation des processus aboutira, normalement, en 2005. Mais il nous faut rester très vigilant, et voir ce qui se passera réellement. D'autre part, selon certaines études l'Europe aurait un important besoin de main-d'œuvre étrangère, et les parlementaires européens ont comme idée de mélanger les demandeurs d'asile aux flux migratoires qui seront contrôlé par la commission européenne. Sur ce point, l'*ARDHIS* (ainsi que d'autres associations je suppose) est en total désaccord, estimant que les demandeurs d'asile ne peuvent pas être inclus dans les quotas d'immigration préalablement fixés car cela signifierait une grave violation des droits de l'homme en ce sens que les injustices à l'encontre des personnes homosexuelles et/ou transsexuelles ne cesseront pas sous prétexte que les quotas seront dépassés.

Je reviens sur la question du réseau associatif. Et je voudrais que les associations concernées (*ARDHIS*, *Amnesty International*, *France Terre d'Asile*, la *Ligue des Droits de l'Homme*, le *MRAP*, le *CGL Paris*, *Act-Up*) se rencontrent et se mettent d'accords sur la meilleure façon d'aborder la création d'une banque de données en matière de droit d'asile. Il me semble que l'*ILGA* qui est l'une des instances les plus représentatives de la particularité lesbienne et gay est le partenaire idéal pour cette tâche. En tout cas c'est une proposition que nous avons formulée, et dont nous avons discuté avec *Amnesty International*. Ces derniers nous ont répondu qu'à un moment ou à un autre, effectivement ce projet devra être réalisé. Etant donné ses compétences, *Amnesty* peut bien évidemment nous aider mais sans pouvoir être le dépositaire d'un aspect minoritaire (qu'est l'homosexualité) au sein de la grande politique des ses actions pour la lutte pour les droits de l'homme. D'autre part, il y a tout un secteur où nous avons besoin de travailler, des domaines qui ne sont pas spécifiques aux gays et aux lesbiennes (comme le logement ou la santé). Nous avons beaucoup de problèmes à traiter, ensemble. C'est pourquoi, j'insiste, il nous faut travailler ensemble et de préférence en même temps. Même si les demandeurs d'asile pour appartenance à une minorité sexuelle (notre domaine d'action) ne sont pas si nombreux, je crois que cette année cela ne concerne qu'une vingtaine de personnes. Mais ensemble nous pourrons faire avancer les choses, et tout le monde en profitera.

Philippe Varin : Merci Guillermo. Je voudrais juste rajouter que depuis 1998 nous avons eu connaissance du cas de personnes qui ont obtenu le statut de réfugié au niveau de l'OFPRA, dans le cadre de la commission des recours, alors qu'il était question de leur orientation sexuelle mais aussi d'autres motifs. Je pense au cas de cet algérien qui a plaidé le fait que sa famille ainsi que son entourage avait lancé une mise à mort à son encontre (en Algérie comme en France). Depuis cette personne a changé d'identité, après avoir obtenu le statut de réfugié. Il y a le cas de Nicolas, ressortissant russe qui était persécuté sur la base de l'antisémitisme et de l'orientation sexuelle. De ce ressortissant géorgien pour lequel il a fallut fournir des affiches de prévention VIH éditée en Géorgie sur lesquelles on pouvait lire des messages ouvertement homophobes, du style que les homosexuels étaient les seuls responsables de la contamination VIH à travers le pays. Il faut savoir aussi que lorsque des personnes font la demande de statut de réfugié politique, ils n'ont pas la possibilité de travailler ce qui est une porte ouverte à leur exploitation (salaires de misères payés au noir) ainsi qu'à la prostitution, puisqu'elles se trouvent en situation de grande précarité et de danger social. Ceci dit, nos invités sont là pour répondre à vos questions.

X : Vous avez parlé de l'uniformisation au niveau de l'Europe, mais dans ces cas de figure ne peut pas craindre que cela se traduise par un nivellement par le bas avec des conditions d'octroi du statut de réfugié plus strictes ? D'autre part, je voulais demander si on fait recours parfois à des circulaires européennes qui sont des choses plus généralistes par rapport au droit des pays, car j'ai entendu dire qu'en Belgique il valait mieux se servir des directives européennes que de la loi belge.

Isabelle Denise : Pour la première question quant à un éventuel risque de nivellement par le bas, dans toute la construction européenne actuelle nous sommes effectivement confrontés à ce risque. Par ailleurs je pense que structurer ce réseau européen dont parlait à l'instant Guillermo est une chose importante. En plus, c'est quelque chose qui s'est fait sur d'autre thématique comme par exemple les luttes générales contre les discriminations, puisqu'il y a eut pas mal de regroupements associatifs européen pour essayer de faire pression sur Bruxelles. Maintenant, bien entendu que nous travaillons ensemble, en revanche nous n'avons rien de structuré avec une armature qui puisse nous permettre de tenir la route. Et cette histoire de réseau serait pour nous un outil très utile en ce sens qu'effectivement il nous faut être très attentifs face à ce risque non négligeable de nivellement par le bas. Car malgré toutes les critiques que nous pouvons émettre sur ce que nous avons comme pratiques administratives qui ne nous convient pas forcément à 100%, nous sommes tout de même pas mal lotis. Il ne faut pas non plus exagérer. Quant à l'utilisation des textes européens, nous ne sommes pas vraiment en avance parce que les associations françaises un peu anciennes n'ont pas cette culture. Elles ont davantage l'idée de faire référence aux textes français. Ces réflexes plus internationaux que l'on retrouve dans les pays scandinaves ne sont pas vraiment communs à la culture associative française. Tout de même nous notons quelques progrès en la matière, nous nous y sommes mis tardivement et lentement mais le mouvement est lancé.

Guillermo Rodriguez : Sur la question des procédures, nous avons procédé à une étude assez approfondie sur cette question. Ce qui a débouché sur deux rapports, l'un de la commission nationale consultative des droits de l'homme, et l'autre sur le droit d'asile par le parlement européen. Les conclusions de ces deux documents lancent un appel à la création d'une seule procédure de régularisation au niveau européen. Parce qu'un certain nombre d'accords européens sont appliqué différemment selon les pays. Par exemple la France applique des procédures accélérées lorsque l'Etat estime que la demande n'est pas fondée. Il faut savoir que la France à trois niveaux de procédure, la première étant l'OFPRA, la deuxième étant la commission des recours et la troisième étant le Conseil d'Etat. A la base, tous les Etats ont ce type de procédure. A l'exception de la Belgique qui a éliminé la procédure accélérée. Actuellement il existe différentes procédures en Europe, c'est pourquoi une harmonisation sera bienvenue. Mais il nous appartiendra de veiller à ce que ne s'opère pas un nivellement par le bas et par la suite que cette procédure soit appliquée partout en Europe, et surtout de la même façon. L'utilisation de tout ce qui existe comme instrument juridique européen est un axe fondamental du travail des associations comme les nôtres, ainsi à l'occasion nous n'hésitons pas à aller jusqu'au Conseil d'Etat (ce qui avant était très rare).

X : Au-delà de l'intérêt d'organiser un front commun afin de dresser un état des lieux pays par pays, les témoignages de réfugiés qui ont subi des discriminations sont-ils un aspect important de cette question ? Sachant que ces témoignages peuvent également servir de preuve.

Philippe Varin : Le problème avec la question des témoignages, c'est que lorsque des gens nous contactent ou nous écrivent (pour nous dire que dans leur pays ils sont victimes de mauvais traitements, souvent de la part de la police), nous entrons en contact avec ces personnes et nous leur demandons si elles acceptent de témoigner par écrits (afin de faire parvenir aux chercheurs du secrétariat international de Londres ces informations) nous nous trouvons face au problème que la personne a peur que son nom figure en toute lettre dans ce rapport et que de fait son identité soit dévoilée ce qui, en retour, ferait qu'elle serait victime de discriminations encore plus fortes. Il y a des personnes qui ont obtenu le statut de réfugié mais qui n'ont jamais voulu témoigner parce qu'elle craignait que leur famille restée au pays soit victime de discriminations. Je prendrais l'exemple de Nicola, originaire d'une région en Russie où l'extrême droite est aux commandes politiques. Le jour où il a obtenu le statut de réfugié politique, son frère a été battu puis chassé de son travail, et sa propre photo a été publiée dans toute la ville en disant que c'était un sale juif homosexuel. Nous avons eu connaissance de ces faits car en France il existe une communauté russe qui est toujours en contact avec ceux restés sur place.

Isabelle Denise : N'oublions pas que les audiences de la commission des recours des réfugiés sont publiques, puisqu'il s'agit d'une juridiction. Et si les gens veulent obtenir certaines informations, ils peuvent très bien s'alimenter de cette manière.

Philippe Varin : La seule chose qui est possible à ce niveau, c'est que lorsque la personne est convoquée par la commission des recours il lui est demandé si elle préfère que les délibérations aient lieu ou non en comité restreint. Dans cette dernière hypothèse, c'est uniquement les membres de la commission, l'avocat, le traducteur et le demandeur d'asile qui sont présents. C'est une procédure assez rare, les personnes ne demandant pas d'en profiter puisqu'ils en ignorent l'existence.

Isabelle Denise : Sans compter le fait que parfois les gens sont défendus par des avocats qui ne connaissent rien aux procédures de demande d'asile. A l'exemple de cette personne homosexuelle venant d'un pays du Maghreb, domicilié sur Mulhouse et à laquelle on a indiqué un avocat local. Quand je l'ai rencontré, ce dernier m'a avoué que c'était la première fois de sa carrière qu'il montait à Paris afin d'aller à la commission des réfugiés, et quand je lui ai indiqué qu'il existait un certain nombre de jurisprudences il m'a répondu qu'il ne fallait surtout pas en parler aux magistrats car "ils n'aiment pas qu'on leur rappelle ce genre de choses". Il était beaucoup plus existé de monter sur Paris pour plaider devant la commission des recours que de plaider pour son client. Il ne connaissait pas la procédure de huit-clos.

X : Vous avez cité un pourcentage de recours favorables extrêmement faible. Cela me semble tout de même très faible.

Guillermo Rodriquez : Sur 22373 demandes de statut de réfugié, nous obtenu au total 16% de réponses favorables.

Isabelle Denise : Il s'agit d'un chiffre global. Si on prend le cas des enfants dont les parents ont eux-mêmes obtenu le statut de réfugié ils l'obtiennent quasi automatiquement, et ceux-là sont compris dans les 16%. De fait, ce taux de 16% n'est absolument pas représentatif de la réalité.

Lionel Povert : Tout à l'heure nous parlions de l'uniformisation spectacle des procédures qui s'appelle la Charte Européenne des Droits de l'Homme, charte qui sans prendre la place des conventions précédentes essaye de créer un espace européen des droits de l'homme. Et les critiques que j'ai pu lire dans la presse m'amènent à penser que pour arriver à une espèce de consensus au niveau de l'Union Européenne nous risquions d'aboutir à une définition beaucoup plus restrictive des droits de l'homme. Tant qu'elle ne remet pas en cause les conventions internationales qui existent actuellement, cela ne pose pas trop de problème. Seulement en ce qui concerne le droit d'asile ou la question du partenariat homosexuel au sein de l'Europe, on peut être favorable à une harmonisation des procédures et des législations à condition que nous, en tant que citoyen ou en tant qu'association, nous soyons capables (là-dessus j'ai certains espoirs et également quelques craintes) de faire entendre aux différents partenaires institutionnels (Etats membres, Parlement, Conseil de l'Europe ….) que nous sommes en tant que citoyens favorables à une harmonisation du droit d'asile pour l'ensemble des pays européens à condition que la formule retenue retienne les droits positifs les plus intéressants pour les personnes concernées. Car s'il s'agit d'un nivellement par le bas du droit d'asile, cela nous simplifiera peut-être la vie en tant qu'associatif, que juriste ou qu'avocat, mais le sort réservé aux demandeurs d'asile n'en sera pas meilleur. C'est à ce niveau que se situe l'intérêt du réseau associatif dont parlais à l'instant Guillermo, à faire en sorte que cette uniformisation (en soit incontournable car poussée par une forte volonté politique au niveau européen) se fasse dans les conditions les plus positives.

Isabelle Denise : Ce n'est pas qu'il nous faudrait être vigilants mais bien davantage qu'il nous faut être vigilant. L'Europe est un processus en marche, la Convention de Dublin est mise en place, le règlement Eurobase (qui est un instrument qui permet de ficher les demandeurs d'asile) est désormais en service. Le problème auquel nous sommes plus au moins confrontés en la matière, c'est que nous intervenons presque trop tard.

Lionel Povert : Il est trop tard, malheureusement, d'autant que toutes ces décisions ont été prises sans qu'à aucun moment les associations concernées aient été consultées. A aucun moment les citoyens ont été consultés. Ce qui pose la question du fonctionnement démocratique de l'Union Européenne. Et quand on demande l'avis de la population, je pense au cas de l'Irlande où suite au résultat du dernier référendum la presse internationale ainsi que les représentants institutionnels se sont scandalisé et ont proclamé qu'il fallait faire voter à nouveaux les irlandais histoire d'obtenir un résultat plus conforme.

Isabelle Denise : Mais il est vrai aussi qu'on ne communique pas, on ne donne pas vraiment d'informations quant au fonctionnement de la machine européenne. Quand on n'est pas juriste ou lorsque l'on ne s'est pas penché sur le droit européen l'Europe apparaît, du moins en matière juridique, extrêmement floue. Et ce "flou artistique" est largement entretenu par les pouvoirs publics. Et ils nous maintiendront dans ce flou jusqu'à ce que la construction de cette Europe soit terminée. De la sorte nous arriverons après, quand il ne sera plus possible d'influer sur les choses.

X : J'aimerais avoir des précisions sur cette question d'asile territorial, sur la différence entre les deux formes d'asile.

Isabelle Denise : En deux mots, l'asile territorial a été crée par la fameuse loi Chevènement du 11 mai 1998dont l'objectif était de répondre à une sorte de vide juridique. L'asile politique tel qu'il est défini part du principe que les persécutions commises à l'encontre des personnes sont le fait des pouvoirs publics. Maintenant on a vu beaucoup de dossier arriver, notamment de ressortissants algériens (et nous ne parlons pas ici d'orientation sexuelle) menacés par des groupes privés auxquelles ont répondait que l'asile politique ne les concernait pas puisqu'ils n'étaient persécutés par l'Etat algérien. Et donc, histoire de mettre en phase nos textes de loi avec nos engagements européens (comme la Convention Européenne des Droits de l'Homme) la formule de l'asile territorial a donc été mise ne place. Cette formule est aussi une réponse à l'existence des dispositions européennes que l'Etat français a ratifié, et qui permet aux personnes qui s'estiment menacées de solliciter une procédure particulière qui va démarrer au niveau de la Préfecture (puisque le dossier y est déposé). Suite à ce dépôt, le demandeur s'entretiendra avec un agent de la Préfecture, tous les documents qui peuvent venir appuyer le fondement de la demande d'asile devant être transmis. La Préfecture donne seulement un avis, puis transmet l'ensemble du dossier au Ministère de l'Intérieur qui seul va statuer sur le dossier, ce dernier n'étant en aucune façon lié par l'avis de la Préfecture. Et dans les exemples que j'ai cité, d'un homme et d'une femme demandeur d'asile territoriale, nous avions eut au niveau des préfectures des avis favorables. La différence entre les deux formes d'asile, en terme de documents administratifs c'est que l'asile politique donne lieu à la délivrance d'un certificat de réfugié, d'une carte de résidence valable 10 ans ainsi que d'un document de circulation qui tient lieu de passeports (car si on a des craintes émanant des autorités du pays d'origine, il faut que l'on soit coupé d'elle, donc si on est obligé de faire des démarches auprès du poste consulaire, on revient dans l'enclave de son pays ce qui n'est pas possible). L'asile territorial, fondé sur d'autres arguments, fait que la personne garde un lien avec son pays d'origine (c'est à dire que l'on garde son passeport national) et la personne se voit remettre une carte de séjour d'un an renouvelable chaque année, délivrée par la Préfecture. C'est donc un statut beaucoup plus précaire.

X : La notion de persécution de la part des Etats est directement inspirée d'une interprétation de la Convention de Genève. Si nous avions vraiment voulu étendre la protection à tout le monde il aurait suffit de l'imposer, mais on a préférer créer l'asile territorial pour précariser les gens, dans une logique de mise au rencard progressive de la Convention de Genève, face à la crainte d'un flux migratoire.

Isabelle Denise : C'est une dérive très inquiétante, le droit d'asile devenant synonyme d'immigration pour nombre de personnes. Pourtant on ne peut pas raisonner de la même façon en matière de maîtrise des flux migratoires et de délivrance de titre de séjour que l'on donne au demandeur de droit d'asile. C'est une confusion qui me semble très inquiétante.

X : Pour les Etats, les réfugiés sont un flux migratoire parmi d'autres. De la sorte ils font l'amalgame. Et ce n'est pas en disant aux gens qu'il ne faut pas confondre demandeur d'asile et immigrant, le seul moyen de préserver le droits des réfugiés c'est de se battre pour la liberté de circulation de tous. C'est seulement à cette condition que nous arriverons à avancer.

Isabelle Denise : Dans l'avenir je crois qu'il va nous falloir être encore plus vigilant car si on ouvre davantage les frontières de l'Europe, particulièrement en intégrant les pays de l'Est, nous n'allons vers un nivellement par le bas.

X : Il y avait un atelier de l'*ARDHIS* sur la question du PACS*, et j'ai entendu parler que dans le cadre de la République une et indivisible, certaines régions (comme la Réunion) refusaient de faire des PACS. Alors on sait que les réunionnais ont le défaut particulier (pour les français de métropole) d'être pauvres. Sans compter le fantasme de créer un carrefour à une immigration massive entre continents. Il semblerait donc que la France une et indivisible ne respecte pas l'ensemble des

* Pages 80 à 85

droits sur l'ensemble du territoire. Quel recours juridiques existent et sont possibles en la matière ? Ensuite des copains ayant une carte de résidant n'ont pas pu signer un PACS auprès des services consulaires. Et sur cet autre point, avez-vous connaissance de recours possibles ? Car entre les départements d'outre mer et les consulats qui représentent la République, il y a comme un manque. Deuxième question, nous n'avons pas encore atteint le terme de ce fameux délais de 3 ans ce qui ne nous permet pas vraiment de dresser une radiographie de la situation, cependant savons-nous s'il y a eut beaucoup de personnes qui après avoir souscrit un PACS ont été expulsées ? Les gens restent-ils dans des situations de précarité tout en étant sûrs de ne pas se faire expulser ? Bref, qu'en est-il actuellement de l'expulsabilité des personnes pacsées ?

Guillermo Rodriguez : Le cas de la Réunion n'est pas unique, dans certains endroits il est pratiquement impossible de signer un PACS car les instances publiques refusent de donner les papiers nécessaires. Nous avons eu connaissances de quelques cas. Et sur l'exemple plus particulier de la Réunion actuellement une procédure intentée par des couples voulant se pacser est en cours devant le Conseil d'Etat. Et nous attendons le verdict final. Sur la question des couples ayant pacsé à l'étranger, nous avons déjà eut de nombreux problèmes à ce propos. Actuellement il existe deux procédures possibles, d'abords procéder à un recours gracieux devant le tribunal administratif de Paris en demandant le rejet de la décision du consulat du pays concerné, ou (formule beaucoup plus rapide) de faire un recours en référé. La réponse devant être donnée sous 48 heures. Il y a eut des cas de partenaires qui se sont présenté en préfecture et qui se sont entendu dire de rentrer chez eux, la loi a prévu qu'une fois de retour dans son pays d'origine la personne pacsée peut demander un visa long séjour qui octroie un visa de visiteur (sans droit de travail). Mais le problème c'est que de façon générale les consulats français ne donnent pas ce type de visa, et les étrangers pacsés qui sont retournés dans leur pays s'y retrouvent coincés. Suite à un cas concret, le ministère de Affaires Etrangères a adressé une circulaire aux différents consulats afin de les inviter à appliquer de la même façon la loi. Depuis nous n'avons eu aucune nouvelle. Le problème de l'arbitraire est un problème très français. Les préfectures vont prendre en considération seulement telle ou telle partie du dossier, les avis d'expulsion (pour une même préfecture) peuvent être oui pour telle personne et non pour telle autre, à situation assez semblables.

Raphaël Barka : La loi roumaine jusqu'à peu, pénalisait l'homosexualité. Et du fait que la Roumanie souhaitait intégrer l'Union Européenne l'article 200 du code pénal roumain a été aboli. Du point de vue législatif les choses ont changé. Mais si un roumain vient s'établir en France alors que la loi qui criminalisait l'homosexualité n'a plus cours, bien que l'homophobie existe toujours, qu'elles sont ses chances d'obtenir l'asile ?

Isabelle Denise : Dans le cas de ce roumain, la préfecture s'était basée sur nombre d'éléments autres que les dispositions du code pénal, en particulier sur le fait que lui-même ainsi que son ami avait été arrêté. Il avait été victime de répressions policières. Et pour ce dossier précis, même si la législation roumaine a changé, il est apparut très clairement que d'autres éléments probants démontraient le bien fondé de la demande d'asile. La situation sociale des homosexuels roumains n'a fondamentalement pas changé, malgré la suppression de l'article 200 du code pénal roumain.

Philippe Varin : Il faut savoir qu'il y a beaucoup de roumains qui ont engagé une procédure de demande d'asile sur la base de leur orientation sexuelle, et que leur demande a été rejetée. Il faut savoir aussi qu'en Roumanie l'article 100 (lié au scandale public) est utilisé, souvent en remplacement à l'article 200. Les gens ne sont plus condamnés au nom de leur orientation sexuelle mais au nom du scandale public. De fait il y a toujours répression. Je pense au cas d'une personne originaire de Cuba (où elle y avait été torturée), l'office de réfugié avait écrit que les preuves de tortures n'étaient suffisamment nettes pour étayer le dossier. Le même argument avait été avancé pour deux autres personnes pour lesquels on avait dit que les traces de torture ne se voyant plus il n'y avait donc aucune preuve qu'ils avaient bien été torturés.

Lionel Povert : A propos de la différence du droit entre les demandeurs d'asile (le droit à la santé, au travail, au logement), il me semble qu'il n'est pas inutile de rappeler que depuis que la Couverture Médicale Universelle a été instituée, et sauf erreur de ma part, les demandeurs d'asile en demandant de profiter de cette couverture doivent être en situation régulière. Et donc normalement un demandeur d'asile doit pouvoir bénéficier d'une couverture santé, il doit pouvoir accéder à la gratuité ou au remboursement des soins. Compte tenu de la complexité administrative, des réticences et des blocages administratifs de certaines instances (au niveau des sécurités sociales, des DDASS …) il n'est pas évident que les demandeurs d'asile soient toujours informés qu'ils ont droit à la santé et qu'ils soient en mesure d'en bénéficier. En tant qu'associatifs, c'est quelque chose sur quoi nous devons travailler, parce que compte tenu la situation de précarité sociale dans laquelle se trouvent ces personnes, c'est un minimum. Quant au droit au travail, il faut rappeler qu'auparavant il existait pour les demandeurs d'asile en attente d'une réponse. Ce droit fut supprime en 1991 par une circulaire signée Pasqua. Cette disposition depuis n'a pas été remise en cause. C'est l'un des points sur lesquels l'actuelle majorité aurait du revenir, et sur lequel elle n'a pas eu le courage de le faire. Dans les mois qui viennent, avant et après les élections, il va nous falloir leur demander des comptes mais aussi de revenir sur cette disposition, dans la mesure ou les systèmes d'aide temporaire dont devraient normalement bénéficier les demandeurs d'asile sont tout de même extrêmement restreints. D'autant que sans droit au travail il n'y pas de droits à la dignité, il n'y a pas de possibilité matériellement d'assumer son quotidien et éventuellement un logement.

Lionel Povert : Tout à fait. Mais il me semble que la volonté politique (comme les décisions politique) devrait se mettre en accords avec la réalité. C'est une question de respect humain. En tant qu'association (quel que soit le niveau auquel nous intervenons) il faut que nous mettions la pression sur les pouvoirs publics afin qu'ils débloquent davantage de fonds. La France est suffisamment riche pour cela. L'Etat a pris l'habitude de nous demander (à nous autres les associations) de se substituer à ses propres défaillances. C'est pourquoi l'Etat doit débloquer une ligne budgétaire plus conséquente afin de pourvoir au mieux les associations qui organisent tant bien que mal l'hébergement et l'accueil des demandeurs d'asile. Nous avons reçu dernièrement un mail de l'un de nos adhérents qui nous disait qu'il en avait marre de faire la pute pour pouvoir trouver tous les soirs un lit ou coucher. C'est brutal mais c'est une situation très concrète auquel ces personnes, du fait de la législation actuelle, sont confrontées. J'aimerai que demain nous puissions dire à l'*ARDHIS* qu'aucuns de nos demandeurs d'asile est en situation de précarité sociale, confrontés à des problèmes de logement et de travail, ni devenu au bout de quelques mois séropositif parce qu'il n'avait pas accès à l'information, à la prévention et aux soins.

Ignacio Saïz : Vous avez évoqué le problème de l'absence de documentation au sujet des violations des droits humains dans le pays d'origine, mais il me semble qu'il y a un problème encore plus grave qui est la façon dont l'information est traitée par les autorités. Par exemple la question législative, les autorités se centrent trop dessus, ils s'occupent trop de savoir si l'homosexualité ou la transsexualité est ou non pénalisée. Autre exemple pris dans le rapport qu'*Amnesty International* vient de publier sur la torture, on fait référence au cas d'une lesbienne russe qui a été menacée d'être enfermée dans une institution psychiatrique, ce qui ne peut pas être assimilé à de la persécution selon la définition de la Convention des réfugiés parce qu'il s'agissait d'un traitement médical. Je pense qu'il y a beaucoup de persécutions basées sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre qui sont très spécifiques aux gays et lesbiennes. Une des recommandations d'*Amnesty*, dans le cadre de sa campagne contre la torture, c'est que les autorités (en collaboration avec les ONG) élaborent des directives pour aider les autorités migratoires à bien analyser, à bien interpréter les données qu'ils recueillent sur les violations des droits humains dans le pays d'origine. Ce n'est pas uniquement l'accès à l'information, c'est aussi savoir l'analyser. Notamment à propos des femmes, car sans cette analyse qui cible très spécifiquement la problématique on risque d'être aveugle aux persécutions.

Philippe Varin : La grande difficulté à laquelle nous sommes confrontés c'est que nous devons agir contre des agents non étatiques, puisque nous sommes obligés d'essayer de sensibiliser l'Etat sur la pression que la société exerce sur les personnes elles-mêmes. Ce qui est extrêmement difficile à faire. En l'espèce, à titre d'exemple, il est vrai que la condition des femmes en Turquie est absolument épouvantable. Mais c'est quelque chose contre quoi les femmes doivent se rassembler et lutter ensemble. Je sais que je ne donne pas une réponse concrète, mais que dire à une femme turque ? De quitter la Turquie et de venir s'installer en France ? Cette femme va se retrouver au milieu d'un flot de personnes qui ont quitté leur pays pour des raisons économiques, elle va se retrouver incluse dans cette population où il ne va pas être tenu aucun compte des discriminations qu'elle aura subi en tant que lesbienne (on lui dira que son dossier n'est pas étayé faute de preuve). Toutes les personnes qui viennent nous voir à l'*ARDHIS* sont en très grand danger, elles nous disent toutes qu'elles ont quitté leur pays parce que justement c'était pour elles une question de vie ou de mort.

Guillermo Rodriguez : Je ne crois pas que cela soit un problème de question ou de réponse précise, nous avons des réponses mais il nous est possible des les formuler dans un cadre plus restreint que la présente assemblée pour des questions évidentes de confidentialité. Indépendamment de cela, le plus important pour nous est, j'insiste, mieux on étoffe un dossier, mieux on donne des exemples qui montrent qu'ici ou là les gays et les lesbiennes sont persécutés et/ou discriminés, et plus nous avons de chance d'obtenir le statut de réfugié. Il est vrai que seule nous ne ferons pas grand chose, mais l'ensemble des informations qu'il est possible de récolter y compris des directives du HCR ou d'autres sont les bienvenues. C'est pourquoi j'invite à travailler, et surtout à communiquer. Car c'est notre faiblesse. Plus d'une fois j'ai remarqué combien il est difficile d'obtenir le texte des jurisprudences françaises. Nous devons communiquer, et ensemble travailler.

Isabelle Denise : Après avoir entendu de tels chiffres et de tels faits, je me dis qu'une action inter-associative doit être menée. Je n'ai pas d'idées précises en la matière, mais il est vrai qu'en tant qu'auditrice et participante à ce séminaire je ne peux rester avec des chiffres en tête, sans plus. Depuis mars dernier je suis salariée à l'association *L'Amicale du Nid*, et plus particulièrement chef du service qui gère les deux bus qui la nuit sillonnent les boulevards extérieurs. Certaines des personnes que je suivais en tant responsable du service juridique à la *Ligue des Droits de l'Homme*, je les ai retrouvé dans le cadre de mes fonctions actuelles. Car comme le disait Lionel, il y a des gens qui pour survivre sont malheureusement contraints à la prostitution. Cette réalité nous oblige à travailler ensemble.

Philippe Varin : Bien nous allons en rester là. Je vous remercie beaucoup pour votre participation. Merci à tous et à toutes.

VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS LIEES AU VIH

Philippe Varin : Nous allons aujourd'hui nous occuper des violations des droits humains pour cause de VIH. Je vais vous présenter les différentes personnes qui vont témoigner de la situation en la matière dans divers pays du bassin méditerranéen. Nous allons donc entendre Amine Loussaba qui est le coordinateur des actions de l'*ALCS* à Casablanca (Maroc), Habib el Ali qui est lui-même l'un des fondateurs de cette association, et Othman Mallouk qui en est le président. Nous avons aussi parmi nous Ali Salem, médecin, originaire d'Alger et qui est aussi membre de *Kelmaghreb* (réseau d'internautes maghrébins). J'espère que ce réseau prendra une grande ampleur afin, justement, d'aider à la diffusion d'idées et de projets à travers les pays du Maghreb. Nous avons aussi parmi nous Daniel Veichut qui vient de l'autre côté de la Méditerranée, d'Israël, psychologue de formation, et également membre d'*Amnesty International*, qui travaille plus particulièrement à la mise en place d'une politique de diffusion des actions et du développement du mouvement lesbien, gay, bi et transgenre. Nous avons aussi Luis Garcia (originaire de Madrid) également membre d'*Amnesty International*, Démet Démir qui est turque et transsexuelle, Franck Stevens qui pour sa part est membre de la section néerlandaise d'*Amnesty International*. Et enfin moi-même, Philippe Varin (intervenant en tant que membre de la commission Homosexualité et Droits Humains d'*Amnesty International* Paris) qui va essayer d'être le facilitateur de ce séminaire. Cela fait beaucoup de personnes qui vont prendre la parole. J'aimerai que tout le monde puisse s'exprimer et que le débat puisse avoir lieu, aussi je vais être rapide dans la présentation des grandes lignes du présent séminaire.

Donc, en 1981 paru un numéro d'un journal (l'*Ancêtre*) qui publia un article parlant de l'éradication de la variole, disant qu'il s'agissait d'une grande victoire. Sauf que dans le même numéro il y avait un tout petit entrefilet sur six américains morts d'une maladie inconnue, après avoir présenté les mêmes symptômes. Ce fut le tout premier article parlant sida. 20 ans après nous pouvons parler d'épidémie mondiale. Cette maladie qui commença par frapper les homosexuels masculins, s'est aujourd'hui largement répandu à travers le monde touchant dorénavant les hétérosexuels. Nous sommes maintenant très loin de cette histoire des 4 H (haïtiens, homosexuels, hémophiles, héroïnomanes). D'ailleurs aujourd'hui nous assistons à la présence assez catastrophique de cette pandémie, notamment en Afrique où le pic de contamination et de décès risque d'être atteint dans les prochaines années, ainsi qu'en Asie (notamment en Inde et en Chine) où le nombre de personnes contaminées risque d'atteindre des proportions absolument épouvantables d'ici la fin de ce siècle. Cette situation engendre de très nombreux déséquilibres en matière d'accès aux soins entre le Nord et le Sud, en plus des discriminations commises à l'encontre des différentes minorités ethniques ou sociales (comme les minorités lesbiennes, gays et transsexuelles). Dans les régions du monde les plus touchées, nous assistons à une destruction du tissu social avec des générations entièrement décimées, avec des centaines de milliers d'orphelins. A court terme, cette maladie est en train d'entraîner une très grave régression au niveau économique de certains pays, ainsi certains qui avaient jusqu'à présent un statut relativement correct sont actuellement en train de régresser (économiquement et socialement parlant) à l'exemple du Zimbabwe qui est devenu un pays à la population laminée par l'effondrement du système éducatif, par la disparition de tout ce qui est culture et tradition, à l'économie paralysée.

Et à propos des relations entre le Nord et le Sud, nous constations l'apparition de tensions et d'affrontement. L'exemple le plus criant est ce qui s'est passé à Pretoria qui a vu les laboratoires (producteurs de ces molécules) s'opposer à la production de molécules génériques par certains pays. Cette histoire s'est conclue par un bras de fer entre le Brésil et l'Inde contre les laboratoires. Ces derniers ont fini par lâcher du lest en acceptant de baisser le prix de vente de leurs médicaments, mais ceci reste toujours d'actualité. Cela n'a pas empêché un pays comme la Thaïlande qui produit aussi des anti-rétroviraux génériques de perdre la partie, après avoir été attaqué devant les tribunaux par ces mêmes laboratoires.

Après ce rapide aperçu, je vais aborder plus précisément la question des violations des droits (considérés comme élémentaires par les Nations Unies) des personnes pour cause de sida. En 1996 eut lieu une rencontre internationale au cours de laquelle fut mis en parallèle la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et l'affection VIH. La présence à ce séminaire d'*Amnesty International* s'explique par le fait que l'association a adopté en 1995 le principe de la défense des personnes victimes de discriminations liées à l'infection VIH. Depuis des actions ont été menées en direction du milieu carcéral (notamment sur la question de l'accès aux soins pour les prisonniers malades), pour la liberté de droit d'association et la lutte contre les traitements inhumains et dégradants. Ainsi dans le cadre d'une campagne contre les traitements dégradants à l'encontre des Etats-Unis, la section nationale de France s'est occupé du cas de l'Etat de Louisiane où les prisonniers séropositifs sont obligés de signer un document les engageant, afin d'avoir accès à un traitement, à porter en permanence une ceinture électro-neutralisante à télécommande tout en étant enfermés dans les quartiers de haute sécurité avec les prisonniers les plus dangereux. Autre exemple d'action en faveur des défenseurs des droits humains, il y a eut le cas de William Fernandez militant salvadorien qui fut victime de pressions et de menaces de mort à cause de son travail de prévention VIH auprès des personnes homosexuelles, travesties et transsexuelles. C'est une action qui est toujours en cours malgré une interruption temporaire, d'autant que les menaces ont depuis repris.

Les droits particuliers qui ont été mis en avant lors de cette réunion à Genève sont :

- A la non-discrimination, à l'égalité devant la loi.
- Au meilleur état possible de santé physique et mentale.
- A la liberté et à la sûreté de la personne.
- A circuler librement.
- A bénéficier de l'asile.
- A la vie privée.
- A la liberté d'opinion et d'expression, et de recevoir et répandre librement les informations.
- A la liberté d'association.
- Au travail.
- A se marier et de fonder une famille.
- A l'égalité d'accès à l'éducation.
- A un niveau de vie suffisant.
- A participer aux progrès scientifiques et aux bienfaits qui en résultent.
- A ne pas subir des tortures ou être soumis à des peines et traitements inhumains et/ou dégradants.

L'ensemble de ces droits ne rentre pas dans le cadre du mandat d'*Amnesty*, seuls quelques-uns peuvent être pris en considération par l'association. Ceci dit, on se rend compte que l'homophobie peut être un obstacle puissant à la lutte contre le VIH. Ce qui a été démontré lors de la dernière réunion de l'ONU sur cette question (à New York en juin dernier) au cours de laquelle les représentants de certains pays ont tenté d'empêcher la présence d'une observatrice représentant des associations gays, lesbiennes à la tribune. Notamment certains représentant de pays du Moyen-Orient ont refusé que figure dans les textes la notion de relation sexuelle entre partenaires de même sexe et plus particulièrement entre hommes.

Sur ce je vais arrêter mon bavardage afin de permettre à nos invités de nous parler de la situation dans leur pays, en matière de discriminations liées aux VIH. Il peut ne pas s'agir de violations évidentes mais davantage de contextes sociaux différents, de réalités diffuses. Bref, je donne la parole à Amine Loussaba qui va nous parler du travail de l'*ALCS*.

Amine Loussaba : Il est important de savoir que le Maroc est signataire des accords qui garantissent les droits des personnes vivant avec le VIH. Et comme tous les traités signés par le Maroc, le respect de celui-ci est soumis au fait que son observation ne soit pas contraire au respect de l'Islam. Maintenant, de la part de tous les acteurs de la lutte contre le sida il y a une réelle politique de préserver l'intégrité des personnes atteintes par le VIH. Les tests de dépistage sont gratuits et anonymes, et toujours volontaires. Il y a un programme national mis en place sur cette question avec lequel nous travaillons d'une manière relativement fructueuse et profonde. Cependant il y a une différence entre la théorie et la pratique, les actes ne suivant pas toujours. Il y a effectivement des personnes qui vivent dans des situations de précarité et de stigmatisation du fait d'un rejet de leur propre famille et de l'entourage. Nous notons aussi des problèmes de la part du personnel médical qui ne respecte pas toujours leur devoir de confidentialité. Mais il s'agit davantage d'une mauvaise information du public et du personnel médical que d'une réelle stigmatisation des personnes malades.

Le premier problème qui se pose, c'est la question du droit à l'accès aux soins. En la matière il existe un protocole national pour accéder à un traitement par trithérapie qui est géré par le ministère de la Santé (auquel est associé l'*ALCS*) qui permet à un certain nombre de personnes de bénéficier de ces traitements, grâce à un budget accordé par le ministère et le *Front de Solidarité Thérapeutique Internationale* (qui en fait n'est pas si international que cela puis qu'actuellement il n'y a que la France qui donne de l'argent). Ce budget permet de soigner 160 personnes (nous avons une liste d'attente de 200 personnes). D'autre part, une trithérapie coûte par mois 6000 dirhams (4000 Frs) quand le SMIG est de 1800 dirhams. Et encore, il y un an le traitement coûtait deux fois plus cher. L'*ALCS* a travaillé à la rédaction d'un projet de loi (aujourd'hui voté) afin d'éliminer la taxe douanière sur les médicaments VIH, et dans la foulé a fait en sorte de supprimer la marge bénéficiaire des pharmaciens (puisque les traitements sont directement commandés auprès des laboratoires), l'*ALCS* faisant office de relais entre les patients et les laboratoires. Ainsi nous avons réussi à faire diminuer de 50% le prix des trithérapies, mais cela reste tout de même assez cher. D'autre part nous avons aussi beaucoup travaillé auprès des mutuelles afin qu'elles acceptent de prendre en charge les personnes qui y sont affiliées. A l'heure actuelle la mutuelle des fonctionnaires a refusé de prendre en charge ces traitements, contrairement à une ou deux assurances privées.

Il y a aussi la question de l'accès des personnes aux messages et aux moyens de prévention (et de la possibilité de les utiliser). En la matière, les choses ne sont pas toujours très évidentes. Ainsi parler ouvertement du sida est tout à fait permis tant que cela reste un discours généraliste. C'est ainsi que l'on entend des discours à propos des moyens de préventions prônant l'abstinence, la fidélité mutuelle. Le préservatif vient toujours en dernier, et sur un mode quelque peu confidentiel. Mais c'est la seule façon de parler publiquement de la question du sida et des moyens de s'en protéger. Ceci dit, à l'intérieur même de l'association, il existe différents programmes plus spécifiques. A l'exemple du programme à l'adresse des hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes, programme mis en place à Marrakech, Casablanca, Tanger et Agadir. A notre niveau nous menons un travail presque confidentiel du fait qu'il n'est absolument pas question de le rendre public. En fait, plus nous travaillons dans la discrétion et plus il nous est possible de faire des choses. Nous allons sur les

lieux de drague, où nous distribuons préservatif et gel lubrifiant et dépliants d'information. Et en dehors des permanences sur le terrain nous essayons d'inciter les gens à venir à l'association afin de les renseigner sur les centres de dépistage, les modes de transmission, l'utilité du préservatif et autres questions. Nous avons aussi essayé de créer une consultation juridique gratuite. Très souvent ces personnes qui sont de milieux défavorisés et qui vivent dans une très grande précarité ont une grande appréhension à approcher les structures officielles ou tout ce qu'ils identifient comme tel. Ainsi l'*ALCS* avec ses bureaux, son accueil est de fait perçu par ces personnes comme une structure étatique. C'est pourquoi nous avons imaginé de mettre en place des soirées conviviales, histoire d'attirer les visiteurs. Ces soirées ont connu un grand succès, les gens sont venus en nombre, se familiarisant avec les structures de l'association (d'ailleurs nombre d'entre eux sont devenus par la suite volontaires au sein de l'association). Et le succès aidant nous avons vu émerger des revendications de la part de personnes qui dépassaient le strict cadre de la lutte contre le sida.

C'est ainsi que nous menons un très gros travail sur l'estime de soi, en ce sens que nous avons à faire à des personnes qui reproduisent entre elles et contre elles toute la pression sociale, toute l'homophobie de la population marocaine. Pour eux, le fait d'être discriminés, de se faire tabasser dans la rue, de se faire abusivement arrêter par les flics est quelque chose de normal. Ils ont un tel mépris d'eux-mêmes, et n'ayant aucune (ou si peu) vision à long terme, qu'ils ne pensent pas à se protéger. Aussi nous travaillons beaucoup sur ces questions. C'est pourquoi nous avons essayé de mettre en place des groupes de parole et autres séances thématiques durant lesquels les gens pouvaient en premier lieu se rencontrer, pouvaient avoir un espace où il leur était possible de se retrouver et de parler des choses qui les intéressent. Et souvent il n'est pas du tout question de VIH et de sida, mais davantage de leur situation (par rapport à l'homosexualité, à la religion, à leur propre vécu).

Les problèmes auxquels nous sommes confrontés durant notre travail sont, en premier, l'insécurité sur le lieu de travail. Très souvent nos intervenants sont arrêtés par la police, et passent plusieurs heures à expliquer la nature de leur travail. De la sorte, ils sont souvent témoins des maltraitances que peuvent subirent les garçons quand ils sont arrêtés. Je précise qu'au Maroc l'homosexualité est interdite et passible de 3 à 6 mois de prison. Nous avons aussi les témoignages de personnes qui au sortir de prison nous racontent des cas d'abus, de viol ou de proxénétisme de la part des gardiens et des autres prisonniers. Donc nous sommes gênés dans notre travail de prévention par police, d'autant qu'elle considère que le port d'un préservatif sur un lieu de drague comme la preuve de flagrant délit d'homosexualité. Ce qui est complètement dément, d'autant qu'aucune loi ne dit que d'avoir sur soi des préservatifs est un délit (surtout que les préservatifs sont en vente libre). Ce qui fait que si nous passons du temps à en distribuer, les gens les jettent de peur d'être contrôlés et arrêtés par la police et donc d'être accusés d'homosexualité. Sans compter qu'il y a une forte intimidation des jeunes garçons (souvent analphabètes et inconscients de leurs droits) par les policiers, qu'ils n'ont pas l'idée de leur répondre que les textes de loi précisent qu'une arrestation n'est valable qu'en cas de flagrant délit. Les gens sont arrêtés dans la rue sur présomption d'homosexualité (parce qu'ils ont sur eux des préservatifs, parce qu'ils ont une allure "bizarre", parce qu'ils ont été dénoncés), et une fois arrivés au commissariat comme ils sont tellement terrorisés ils acceptent de signer des PV (sans même les avoir lu) pensant qu'il s'agit d'un simple contrôle d'identité. De la sorte ils se retrouvent le lendemain au tribunal avec des aveux d'homosexualité signés. A partir de ce moment il n'est plus vraiment possible de faire quelque chose.

Philippe Varin : Cela signifie-t-il qu'aux yeux de la population la communauté homosexuelle est un bouc émissaire ? Ou bien est-ce que les gens pensent que c'est quelque chose qui concerne toutes les couches de la société ?

Amine Loussaba : La problématique VIH/homosexualité n'a jamais été très importante au Maroc. Il faut savoir qu'aujourd'hui la transmission VIH est très majoritairement hétérosexuelle, ainsi seulement 9% des contaminations sont homosexuelles (14% il y a quelques années). Cependant il convient de faire une lecture critique de ces chiffres. Car lorsqu'on vous présente un formulaire sur lequel il vous est demandé si vous êtes ou non homosexuel, vous ne répondez pas forcément la vérité. Ensuite n'oublions pas que des gens peuvent avoir des pratiques homosexuelles sans pour autant se considérer comme homosexuel. Dans les pays du Sud les questions d'identité sexuelle sont différentes. On n'est pas homo ou hétéro, on est un homme qui couche parfois avec d'autres hommes tout en ayant une identification d'actif (en cas d'identification de passif, les choses sont différentes en ce sens que la personne est alors considérée comme une femme). Et si officiellement la transmission du virus VIH est pour 9% des cas homosexuelle, il faut prendre en considération tous ces éléments.

Othman Mallouk : Il y a aussi la question particulière du sida dans les prisons qui se pose au niveau de la prévention à l'intérieur même des établissements pénitenciers et au niveau de l'accès aux soins des prisonniers. En ce qui concerne la prise en charge des prisonniers malades, il s'avère que le Ministère de la Justice (dont dépend l'administration des prisons) cotise au fond réservé à l'achat des médicaments anti-rétroviraux, ce qui permet à tous les prisonniers malades (normalement) de bénéficier de traitement. Ce qui est un point extrêmement positif. Actuellement, dans le code pénal marocain il n'existe aucune loi discriminatoire à l'encontre des personnes infectées par le VIH. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas de violations, elles existent et sont commises par des gens qui ignorent la loi, qui le l'appliquent pas ou qui prennent des initiatives personnelles. Cela peut être un médecin, un directeur de prison, un policier, un gardien. Au niveau de l'association nous sommes vigilants par rapports aux accords et traités que le Maroc a signé, et dans la mesure du possible nous nous employons de dénoncer toutes violations, toutes discriminations et à ce que les lois soient appliquées. Lorsqu'un prisonnier arrive dans le centre pénitencier il est ausculté par un médecin afin de vérifier qu'il n'est pas atteint qu'une quelconque maladie contagieuse, et nous avons eu connaissance du cas de directeurs et/ou de médecins de prison qui imposaient aux personnes

arrêtées pour fait de prostitution (et notamment aux hommes prostitués) des tests de dépistages systématiques, sans demander l'avis de la personne concernée. Là aussi, les gens ignorent la loi. Lorsque nous faisons nos entretiens, nous demandons aux gens si on leur a demandé ou non leur avis, ils nous répondent que non, trouvant bizarre que l'on puisse le leur demander. En plus, ils ont peur de dire non. C'est ainsi que les médecins nous disent qu'ils étaient consentants. J'ai en tête le cas d'une dizaine de prostitués qui une fois arrêtés ont subi un test de dépistage et dont les résultats furent publiquement annoncés. Heureusement qu'il n'y avait aucune sérologie positive, mais la syphilis de deux d'entre eux fut ainsi dévoilée.

En matière de prévention, à l'association nous avons essayé de plaider auprès de l'administration pénitencière la possibilité de faire de la prévention en prison. Et l'année dernière nous avons fini par réussi. Ceci dit, nous avons fait des formations pour les médecins et les gardiens afin de les sensibiliser à certaines réalités (car il ne suffit pas de sensibiliser le seul détenu). A la nuance près que nous pouvions leur donner l'information mais par des préservatifs. Il nous a été notifié que les préservatifs demeuraient interdits dans l'enceinte des prisons. On nous a sorti toutes les raisons possibles, comme par exemple le fait qu'un préservatif pouvait s'étirer et servir à se pendre (alors qu'il suffit de déchirer un drap). Cependant nous continuons à travailler, à négocier. Il existe une réelle volonté d'avancer mais les gens ne savent pas trop comment faire. On entend parfois des gens nous dire qu'ils sont disposés à fermer les yeux si les préservatifs sont distribués dans les colis expédiés par les familles des détenus. Sauf qu'un détenu ne demandera jamais à sa mère, à sa sœur ou sa femme de lui envoyer des préservatifs, puisque cela implique qu'il entretient des relations avec d'autres hommes (et avec tout ce que cela peut signifier dans la société marocaine). Ainsi, en matière de prévention en milieu carcéral nous sommes confrontés à ce problème. Au niveau de l'association nous nous employons de constituer des dossiers administratifs afin de faire bénéficier les personnes malades de libérations anticipées ou de les transférer au service des maladies infectieuses de Casablanca.

Habib El Ali : Il y a maintenant trois ans, l'*ALCS* a organisé une grande réunion afin de sensibiliser les magistrats marocains à ces questions. Depuis nous avons organisé deux formations à l'adresse des gardiens de prisons (à Rabat et à Casablanca). La première s'est déroulé dans la prison elle-même (j'étais l'un des formateurs). Les gardiens ainsi que le directeur étaient présents et nous écoutaient leur expliquer que la prévention ne concernait pas seulement les prisonniers mais tout le monde, qu'ils leur appartient à leur niveau, dans leur cercle personnel de répandre les messages de prévention puisque le VIH concerne tout le monde. Seulement les gardiens étaient traumatisés par la présence du directeur. La seconde formation s'est déroulé dans les locaux mêmes de l'*ALCS*, ce qui nous a grandement simplifié le travail (les gens se montrant plus réceptifs). Quant à la formation des magistrats, notre propos était de les faire bouger, d'autant qu'ils sont au sommet de la pyramide. Je termine en disant que nous organisons des conférences un peu partout dans le pays, à l'adresse de différentes catégories de personnes et de professionnels (médecins, infirmiers.....) puisque les tests de dépistage se font dans les prisons mais aussi dans les centres de transfusions sanguines. Les chiffres que nous avons actuellement ne reflètent pas la réalité, d'où l'utilité de formations au plan national. Aujourd'hui, l'un des piliers de notre action est l'accès aux soins pour tous. Et si le coût mensuel du traitement a baissé à 6000 dirhams, nous continuons à faire en sorte que les tarifs baisent encore. La question du prix de la trithérapie est un point extrêmement important, et si au début de notre travail de prévention nous nous contentions de parler des tests de dépistage, aujourd'hui nous insistons davantage sur l'utilité de faire le test puisque maintenant il existe des traitements qui sont relativement accessibles. Par ailleurs nous avons plus ou moins arrêté le travail sur le terrain, car depuis janvier nous sommes confrontés à une recrudescence importante des descentes de flics, sa,s compter quelques faiblesses au niveau du financement de nos actions sur le terrain (qui normalement sont en grande partie subventionnées par des organismes étrangers).

Amine Loussaba : Nous sommes confrontés au problème de l'accès aux médicaments, aux soins. D'autre part, nous sommes également confrontés à la question des personnes victimes de la double peine et qui débarquent après avoir été expulsés notamment de France. Actuellement je gère le cas d'une personne expulsé qui arrivant à l'aéroport fut accueillie par les autorités et la police (et qui annoncèrent son statut sérologique). Je pense au cas particulier de cet homme expulsé après 95 (alors qu'une circulaire du ministère de l'intérieur français précise que les malades ne sont pas expulsables si les trithérapies ne sont pas accessibles dans leur pays d'origine). Dans ce cas, visiblement les autorités françaises ont considéré que le Maroc est un pays ou les gens peuvent être facilement soigné (s'appuyant le cas de ces 160 personnes traitées) alors que c'est faux. D'ailleurs souvent des personnes voient leurs droits bafoués et sont expulsées alors qu'ils sont parents d'enfants nés en France (qui sont donc français) ou parce qu'ils sont malades du sida.

Philippe Varin : Merci pour ce témoignage. Maintenant nous allons enchaîner avec Ali Salem qui va nous parler de l'Algérie.

Ali Salem : L'Algérie est certes voisin du Maroc, il n'empêche que la situation est différente. Malheureusement l'Algérie reste très en retard en matière de politique de prévention contre le sida. Situation qui s'explique, en partie, par les événements qu'a connu le pays ces dernières années. Confronté à la guerre civile, la santé n'a pas été l'une de ces priorités. Le financement de la sécurité nationale étant à ses yeux prioritaire sur celui de la santé. Aujourd'hui ce dernier reste parmi les derniers a être financé (en terme d'importance budgétaire). Pour les autorités, le sida n'est pas le problème majeur. Sans compter le fait que les médias ne parlent absolument pas du sida et de la prévention. La population (à l'exception d'une très

petite minorité) entend parfois parler du sida, mais sans rien savoir des modes de transmission ou des moyens de prévention. Je vais davantage parler de ce qui se passe à l'hôpital, domaine que je connais assez bien puisque je suis médecin. Il faut savoir que le dépistage gratuit n'existe pas en Algérie. Malheureusement il n'y a que les personnes hospitalisées qui bénéficient de ce "privilège". Et souvent les tests de dépistage sont effectués à l'insu du malade. En cas de résultats positifs, les personnes se retrouvent dans le flou le plus complet puisqu'il n'existe aucune prise en charge psychologique ou thérapeutique. En matière de traitement, il existe certes quelques associations qui peuvent parfois proposer des médicaments (mais sont souvent confrontées à des ruptures de stock), mais de façon générale aussi bien dans les pharmacies que dans les hôpitaux il n'y a pas de trithérapies.

Philippe Varin : Tu nous as parlé des dépistages fait à l'insu des patients dans les hôpitaux, s'agit-il de dépistages fait au seul motif d'un quelconque "délit de sale gueule" ou est-ce qu'il existe des catégories de population qui sont visées plus particulièrement que d'autres ?

Ali Salem : Ces dépistages sont effectués selon la situation pathologique du patient. Dans le cas d'une chirurgie, le test est systématique. Mais on ne le dit pas au malade. En Algérie, être séropositif c'est comme être malade du sida, car excepté pour certaines personnes qui peuvent se permettre de venir en France se soigner, la grande majorité des gens se retrouvent sans rien. L'état comme les institutions hospitalières ne prennent en charge les personnes séropositives qu'au stade de la maladie, et encore pour prodiguer de simples soins palliatifs.

Philippe Varin : En Algérie, l'histoire du sida est liée à quoi ? Comment le sida est arrivé ?

Ali Salem : C'est au début des années 80 que le pays a connu le premier cas de sida. Il s'agissait d'un émigrant (hétérosexuel) qui à l'origine vivait en France et qui était venu s'installer en Algérie. Ceci dit, on suppose que le virus s'est propagé surtout par le biais des personnes qui vivent majoritairement en France et qui viennent au pays à l'occasion des vacances. Selon les chiffres officiels, la transmission homosexuelle ne concernerait que 4 à 5% des cas et 50% des contaminations se faisant par voie hétérosexuelle (le reste par voie sanguine). Mais il ne s'agit que d'estimations. Ainsi, toujours selon les chiffres officiels il y aurait dans l'ensemble du pays seulement 997 personnes atteintes par le VIH. Mais selon certaines estimations, c'est plutôt entre 11 et 12000 personnes qui seraient contaminées. Ces dernières années l'Algérie (surtout le sud du pays) a connu une vague d'immigration de population issue du sud du Niger et du Mali. Suite à cela la population a changé d'attitude vis-à-vis des personnes atteintes (les acceptant moins facilement), d'autant que nombre de jeunes femmes viennent se prostituer alors qu'elles sont atteintes. Pour le moment la population algérienne ne considère pas le sida comme quelque chose d'important, puisque depuis des années le seul souci des gens est tout simplement de survivre au milieu de cette guerre civile. Aujourd'hui les gens s'occupent de vivre le plus correctement possible. Pour eux, le VIH n'est pas un sujet de préoccupation majeur. En plus les médias ne s'occupent pas de sensibiliser les gens sur l'importance et les dangers du sida. Ainsi, pour la grande majorité des gens le sida une maladie comme les autres.

Jean-Louis : Parmi tous les pays dont nous venons de parler, j'aimerais savoir si certains d'entre eux ont "profité" du cadeau qu'a fait la France avec ces poches de sang et de plasma contaminées qu'elle a retiré de ses propres circuits de distribution nationaux (et qu'elle a refourgué à l'international) ?

Othman Mallouk : Le Maroc n'en a pas eu pour la simple raison qu'à l'époque le pays n'avait pas les moyens de les payer.

Philippe Varin : Effectivement, dans certains hôpitaux parisiens plusieurs personnes originaires du Maghreb (aisées et hémophile) ont bénéficié de ces produits sanguins. Selon les statistiques nationales, 94 personnes hémophiles originaires du Maghreb ont été contaminées (et ont été ensuite traitées). Ceci dit, nous allons continuer le tour de la Méditerranée en laissant la parole à Luis qui va nous parler de l'Espagne. Durant les années 80, ce pays avait ceci de particulier que contrairement au reste de l'Europe (qui connaissait une contamination majoritairement homosexuelle) les contaminations du fait de l'usage de drogue par voie intraveineuse représentaient la grande majorité des cas de VIH.

Luis : Aujourd'hui encore l'Espagne est le pays d'Europe qui connaît la plus forte proportion de contamination par voie intraveineuse (du fait de l'usage de drogue). Les hétérosexuels représentent la deuxième source de contamination (les homosexuels arrivant en troisième position). Comme au Maghreb, nous avons un gros travail à mener en direction du milieu carcéral d'autant que plus de 40% des prisonniers sont contaminés. Cependant la situation s'est quelque peu amélioré avec l'arrivée des trithérapies, sauf que pour beaucoup de personnes elles demeurent difficiles. Le plus grand problème auquel nous sommes confrontés c'est que (cette année) le gouvernement espagnol a modifié les critères d'attribution d'une prise en charge médicale. Ainsi près de 2000 personnes se sont retrouvé à ne plus recevoir d'allocations. Avant janvier, les critères d'attribution reposaient sur un bilan immunologique alors que maintenant les gens doivent être hospitalisés au minimum un mois. D'autre part, de façon générale il est difficile de trouver des préservatifs dans les bars. En plus les associations ne sont pas (ou peu) sur le terrain. Sans compter que de plus en plus les gens pensent que la sida est une ancienne histoire, et donc ne se sentent pas concernées.

Philippe Varin : Nous allons continuer le tour de la Méditerranée avec Démet et Houlia qui vont nous parler de la Turquie. Leurs témoignages risquent d'être extrêmement intéressants en ce sens que la situation des transsexuels et des travestis est somme toutes similaire à celle de pays où ces populations différentes ne sont pas reconnues

Démet Démir : C'est seulement en 1984 (j'étais alors un homosexuel efféminé) que nous avons commencé à entendre parler du sida. La presse en a d'abord parlé comme d'une maladie homosexuelle, la population regardant les homosexuels comme étant le véhicule de cette maladie. Après l'introduction médiatique du VIH en Turquie, cette vague a duré quelque chose comme un à deux ans puis après on a commencé par ne plus en parler parce qu'il n'y avait (soi-disant) pas de cas. A partir de 1987, suite à une nouvelle médiatisation du sida à travers le monde, la population turque s'est à nouveau retourné contre les homosexuels. En 1987/1988 le maire d'Istanbul avait donné une interview dans laquelle il déclara que le sida était une maladie homosexuelle résultant d'une malédiction divine.

C'est à cette époque que nous avons commencé à avoir vraiment peur. En 1991 la situation avait pris des proportions très grave, nous avions parmi nous deux amis qui étaient atteints. Nous avons pris alors l'initiative d'utiliser désormais le préservatif lors de relations sexuelles, mais le problème (et l'enjeu) pour nous était de communiquer sur son utilisation systématique. D'autant que le non-usage du préservatif est un argument commercial, certains clients n'acceptant absolument pas de coucher avec un travesti si ce dernier impose l'usage du préservatif. Et voyant que cela ne marchait pas trop, nous avons poussé jusqu'à l'exagération en disant que c'était une maladie qui tuait. Et à certains travestis qui demeuraient hermétique à ce que nous leur disions, nous leur demandions à quoi servait l'argent une fois que l'on était condamnés. N'empêche qu'à partir 1991, à peu près 10% de cette population s'est mise à utiliser régulièrement le préservatif.

A partir de 1995 nous nous sommes associés avec une association non gouvernementale (qui s'occupait d'informer sur le sida) afin d'informer les homosexuels, les transsexuels ainsi que les prostituées des maisons de tolérance sur l'utilisation du préservatif et sur le sida en général. Et à partir de cette époque, d'autres cas apparaissant parmi nos camarades travestis nous avons alors vraiment pris conscience de l'ampleur de l'épidémie. A la fin la pratique du préservatif s'est largement répandue parmi nous, mais nous avons du batailler avec la clientèle. D'autant que lorsque nous leur expliquions qu'ils risquaient d'être atteints, ils nous répondaient que comme ils étaient turcs c'était tout simplement impossible. Plusieurs fois j'ai eu des clients qui refusaient d'utiliser un préservatif, et parfois j'ai été obligée d'en venir aux mains, de prendre un bâton qui était près de moi et presque de les taper. C'était le seul moyen de leur faire comprendre l'importance du port du préservatif. Cela montre à quel point ils étaient réticents. Ceci dit, ma clientèle se partageait en deux groupes distincts, d'un côté des gens issus d'un milieu intellectuel et social élevé qui ne posaient aucun problème (bien au contraire ils avaient d'eux-mêmes un préservatif sur eux), et de l'autre côté des gens issus des couches défavorisée et/ou populaire pour lesquelles il m'était assez difficile de faire passer le message de prévention. A ceux qui refusaient d'entendre parler de prévention je disais que même le berger qui travaille dans les campagnes les plus reculées avait entendu parler du sida et du préservatif. C'était une manière de l'abaisser et de lui faire comprendre qui lui fallait accepter cette pratique.

Et aujourd'hui en 2001, je vois le grand chemin que nous avons parcouru. Si seulement (il y a 10 ans) 10% des travestis utilisaient des préservatifs, aujourd'hui 90% d'entre eux imposent le port du préservatif à leurs clients. D'après mes propres informations durant ces dix années, simplement pour Istanbul, 5 transsexuels et un gay sont morts. D'après les chiffres officiels il y a aurait actuellement 1500 cas de contamination chaque année, chiffres qui progresserait de 50% par an. Mais ce ne sont que des chiffres officiels. La réalité est bien plus élevée. Nous avons aussi connu une affaire de contamination par voie de transfusion sanguine, le croisant rouge turc qui a adressé du sang contaminé à la femme (qui était alors enceinte) d'un imam. Ils sont actuellement sur le point de mourir. Actuellement nous notons un réel progrès de la part de la population quant à sa perception de la maladie. Autant au début les gens pensaient qu'il s'agissait d'une maladie d'homosexuels, aujourd'hui du fait que des hétérosexuels témoignent dans les médias de leur propre maladie les gens ont compris que le sida concerne que tout le monde était concerné. Parmi les deux amies qui avaient été atteint par le virus, l'une est morte en 1998. Au départ les hôpitaux ont refusé de prendre en charge cette amie. Elle nous a informé de sa situation, et je l'ai mis en relation avec des gens que je connaissais à l'organisation non-gouvernementale. Et c'est en mettant en rapport différents médecins et amis que nous avons pu lui trouver un lit dans l'un des hôpitaux d'Istanbul. Le fait qu'il soit travesti constitua un obstacle car de façon générale on s'occupe plus facilement des hétérosexuels. Nous avons du procéder de même pour une amie qui est mort dernièrement. Et pour cette amie mort en 1998, l'Etat n'a rien voulu entendre et n'a pas pris en charge les frais de santé (à l'époque cela coûtait environ 1000 dollars par mois pour obtenir les médicaments contre le sida). Il existe en Turquie ce que l'on appelle la carte verte qui permet aux plus démunis d'avoir une protection sociale minimale, sauf que cela prend des mois pour boucler le dossier. Ce qui était trop tard pour cette personne.

Franck Stevens : Jusqu'à présent il semblerait que le sida soit un phénomène exclusivement masculin, nous n'avons pas peu des nouvelles de la part de la communauté lesbienne ou des femmes. Peut-être qu'Houlia a des choses à dire à ce propos ?

Houlia : Ce n'est pas que nous ne nous intéressions pas à la maladie, c'est que les lesbiennes en Turquie se retrouvent à vivre seule bien souvent. Même si elles ont une partenaire, le fait de la rencontrer est un véritable parcours du combattant. C'est principalement pour cela que généralement on ne rencontre pas de MST chez les lesbiennes. En tout cas, parmi celles que je connais, aucune n'est porteuse du virus.

Démet en a déjà beaucoup parlé de la situation en Turquie, je ne vais donc pas m'attarder. Je voudrais simplement rajouter que la chose la plus intéressante en Turquie (et que l'on pourrait qualifier de phénomène le plus démocratique) c'est l'union des médecins turcs. D'autant que lorsque j'écoutais les exemples du Maroc, de l'Algérie et de l'Espagne je me disais que ce qui se passe en Turquie est comparativement assez génial. Ainsi dans plein d'endroits il est possible de trouver des préservatifs gratuits. A Istanbul, des gays à la tête de grandes organisations organisent tous les 15 jours des grandes fêtes où à chaque fois des préservatifs sont largement distribués. D'ailleurs ces derniers sont souvent distribués gratuitement par des sociétés commerciales qui de la sorte se font de la pub. A Istanbul en particulier mais aussi dans beaucoup de grandes villes vous avez des vendeurs de préservatifs qui ont pignon sur rue. Aujourd'hui on peut dire que la population est informée, les gens savent que cette maladie peut être transmise autrement que par le sexe. Ceci dit, j'ai été peinée par ce que dernièrement m'a appris une amie transsexuelle à avoir qu'à partir du moment où un transsexuel ou un travesti est pris en flagrant délit (de relation tarifée) par la police, contrairement au client (qui n'est jamais inquiété) il est systématiquement envoyé passer tests et examens. C'est d'ailleurs pareil pour les femmes turques et pour toutes les jeunes femmes originaires de Russie ou de Roumanie qui travaillent dans l'industrie du sexe. D'autre part le système de santé turc fait que pour ceux qui sont prise en charge, les traitements médicaux (contre le sida) sont gratuits, sauf que lorsqu'un travesti n'a pas de couverture sociale il lui est presque impossible administrativement parlant d'être pris en charge. C'était le cas de cet imam contaminé par du sang frelaté. D'ailleurs dans ce cas, suite à un procès qui a duré des années, l'Etat turc a été condamné à verser une indemnité au motif de non-assistance à personne en danger d'autant que son épouse était alors enceinte et que le bébé fut contaminé. En fait, c'est pour cette raison qu'ils ont obtenu réparation. Cette décision de justice fut d'autant plus importante que cette famille a été socialement exclue, car à l'époque le sida était perçu comme une maladie dont on mourrait et le simple fait de s'approcher de personnes contaminées suscitait la crainte. C'est pourquoi ces personnes ont été obligées de s'expatrier. Cette décision de justice a eut une portée assez exceptionnelle, et le verdict fut largement repris dans la presse. L'avantage de toute cette affaire fut d'éduquer et de sensibiliser les gens à propos du sida.

Philippe Varin : Nous allons maintenant écouter le dernier témoignage, celui de Daniel. Avec lui nous aurons presque fait le tour de la Méditerranée pour arriver jusqu'en Israël.

Daniel Veichut : Israël qui compte quelque 4 millions d'habitants, est une société extrêmement multiculturelle constitué de toutes sortes de groupes de populations différentes. Certains de ces groupes se mêlent très bien les uns aux autres, certains pas du tout. Si on dressait une sorte de cartographie de ces groupes, nous distinguerions les juifs laïcs (non-religieux), les juifs religieux pratiquants, les intégristes et enfin la minorité des non-juifs. Faire de la prévention auprès des juifs laïcs est relativement facile car ils abordent le sujet de façon directe (de façon générale les gens en Israël sont assez directs). A l'exemple de ces autocollants conjointement réalisés par un fabricant de préservatif et par *Israël Aids Force* qui portent l'inscription "*Aids, Who are you fucking around with*". Nous n'avons pas l'habitude de se cacher les choses, nous allons droit au but. Ce document comporte un certain nombre de recommandations et dénonce les déclarations comme "cela va se poser sans problème", "fais-moi confiance". Ensuite, en ce qui concerne la population religieuse (et pratiquante) les choses sont radicalement différentes. Ces personnes ignorent l'éducation sexuelle, ce qui fait qu'il nous est impossible de les atteindre, d'autant qu'ils ne lisent pas les mêmes journaux, ne suivent pas les mêmes programme radio ou télévisuel que le reste de la population. Au sein de cette population, il en existe une autre tout aussi particulière, celle des éthiopiens. Ces derniers qui forment une communauté très soudée, vis-à-vis du sexe est quelques peu différente de celle des religieux et encore plus des laïcs. Il est presque impossible de leur parler de sexualité puisque pour cette population le sexe est un sujet extrêmement tabou. Pourtant parmi eux on compte un nombre important de personnes séropositives et de malades du sida qui se contaminent les uns les autres. A cette fin nous avons rédigé un notice en arabe, probablement la première du genre (je ne pense pas qu'il en existe de semblable). Bref, au sein de la population israélienne parler de sexe est quelque chose qui pose problème. Les gens sans instruction acceptent mal d'en parler, et même avec les gens instruits cela pose problème. Par exemple, à l'Université d'Haïfa il y avait un livre de cours destiné aux professeurs d'éducation sexuelle dont les chapitres consacrés à l'homosexualité ont donné lieu à controverse, certains professeurs ayant déclaré que ces choses n'existent pas chez eux. Il est également très difficile d'entrer dans cette Université si on est sidéen.

Au sujet du gouvernement, nous n'avons que peu de problèmes avec la loi. Quoiqu'il en soit, le gouvernement ne peut pas étendre les soins à tous, mais quand la situation s'avère problématique il ne fait pas forcément face. Ainsi l'accès aux soins est obtenu par l'intermédiaire des travailleurs sociaux, ces derniers voulant dépenser aussi peu que possible. Et dans le cas où les soins nécessaires deviennent trop onéreux ou s'il y a un élément (même minime) non conforme dans le dossier administratif, ils créent des problèmes. C'est là qu'interviennent les différentes organisations de lutte. Ainsi il y a de très nombreux travailleurs immigrés en Israël (originaires du monde entier) qui viennent sur contrat, qui vivent dans des conditions très dures, qui n'ont souvent aucune assurance ou partielle qui sont ignoré par le gouvernement. Beaucoup d'entre eux, une fois leur visa expiré restent au pays et deviennent illégaux ce qui fait que pour eux la situation s'aggrave, ne recevant ni aide ni soin si une association ne s'occupe pas d'eux. Au sujet des prisonniers, la situation est similaire à celle du Maroc. Officiellement ils sont censés recevoir des soins mais en pratique ce n'est pas toujours le cas. Sans compter que le secret de leur statut sérologique n'est pas préservé. Quant aux prostitués, comme la prostitution est illégale, seules les ONG s'en occupent, le gouvernement ne voulant pas en entendre parler. Les palestiniens (qui de fait relève de l'autorité palestinienne) sont confrontés au fait que leur gouvernement dispose de peu de moyens financiers. C'est pourquoi ils viennent

en Israël se faire soigner, ce qui est rendu particulièrement difficile avec les tensions israélo-arabes. S'il existe des centres de dépistage gratuits, ils ne sont pas anonymes. De plus, les habitants de telle ville préfèrent aller à l'hôpital de telle autre ville pour ne pas risquer d'être reconnus. De façon générale les séropositifs sont confrontés à une grande peur du personnel médical, comme cette infirmière qui déclare à ses patients qu'en tant que séropositif les gens ont le choix entre devenir fou, se suicider ou apprendre à vivre avec. Avoir le sida est infamant, être gay l'est aussi (tout du moins dans certaines couches de la population). Les associations de lutte gays et/ou lesbiennes et celles de lutte contre le sida entretiennent une relation d'amour/haine assez marquée, chacun travaillant de son côté. Ceci est également valable pour *Amnesty* (dont je fais partie). Cependant ces dernières années la situation, à tous les niveaux, s'est amélioré.

Philippe Varin : Merci Daniel. Nous allons laisser à Franck le soin de tirer la conclusion de ce séminaire. Puis nous allons essayer de répondre à une ou deux questions. Mais pour l'instant la parole est à Franck.

Franck Steven : Pour être bref, je dirais qu'au sein d'*Amnesty* le sida est une question qui aujourd'hui est prise en compte. Ainsi nous nous sommes occupé de quelques cas de personnes emprisonnées. Par ailleurs nous avons eu connaissance de cas où des personnes séropositives emprisonnées étaient isolées, ce qui représentait une aggravation de leur peine et de leurs conditions d'emprisonnement. Cependant, du fait de sa nature *Amnesty* ne s'occupe que des droits humains primaires, non politiques ou civils. Cela ne veut pas dire pour autant qu'on ne peut pas coopérer avec les organisations qui s'occupent par exemple des questions d'accès au traitement. Bien évidement nous pouvons travailler ensemble afin de trouver des financements pour quelques organisations en Méditerranée. Souvent on entend dire que le sida n'est rien d'autre qu'un simple problème de santé, ce qui est totalement faux puisque la restriction de liberté des personnes contaminées et/ou malades est une violation très grave des droits primaires de celle-ci. Et à ce niveau il y a beaucoup de choses à faire. Il y a aussi le fait que des organisations qui s'occupent du sida n'informent pas *Amnesty International* des cas de violation portés à leur connaissance. C'est principalement pour cette raison qu'il ne faut pas surestimer le rôle que pourrait avoir *Amnesty*. Si aujourd'hui nous avons à peu près gagné la bataille des LGBT au sein d'*Amnesty*, celle contre le sida ne fait que commencer. Et c'est à ce niveau que nous avons besoin de votre coopération, parce que vous êtes nos yeux et nos oreilles.

Pour ma part je vais progressivement m'éloigner des questions LGBT, et moins m'occuper du développement du réseau international LGBT. Pour autant, durant la deuxième moitié de cette année je vais animer un premier séminaire sur le VIH à l'intention du personnel d'*Amnesty* (à Londres ou à Amsterdam) et au début de l'année prochaine je vais m'occuper d'organiser une conférence internationale (à Amsterdam) sur les compagnies multinationales, les droits humains et le sida. Afin que cette question soit plus largement discutée au sein de l'association. Actuellement nos actions sont quelques peu limitées mais au moins nous avons commencé à aborder ces questions, et peut-être que l'année prochaine j'aurais beaucoup plus à dire. J'espère qu'*Amnesty* va continuer à être sensibilisée sur les droits des personnes séropositives.

Othman Mallouk : Je voudrais demander à Démet quelle est actuellement la visibilité des personnes infectées ou malades. Est-ce que les malades sont visibles à la télévision ? Y a-t-il des gens célèbres malades ? Est-ce que des malades témoignent de leur maladie ? Ou des gens célèbres ? Car nous faisons de la prévention, nous parlons aux gens du sida mais les malades se cachent (même les familles cachent leurs parents malades) ce qui fait que les gens ne voient pas de malades (s'ils en voient c'est sur les chaînes de télévision étrangères, grâce au satellite) et finissent par se demander si le sida existe vraiment.

Houila : Bien souvent, et c'est d'ailleurs dommage, lorsque les médias parlent du sida ils le font de manière sensationaliste. Par exemple pour la famille de l'imam, la Turquie entière s'est passionné pour cette histoire simplement parce que le père était non seulement imam mais qu'en plus il avait exceptionnellement demandé le droit à l'euthanasie pour son enfant (sachant qu'il était condamné), sans à aucun moment aborder les questions de fond.

Ali Salem : La télévision algérienne ne parle absolument pas du sida. Et c'est seulement grâce au satellite (et donc aux chaînes de télévision étrangères) que les gens peuvent s'informer quelque peu. Ceci est le fait d'une politique délibérée qui voudrait faire croire (et qui prétend) que le pays n'est pas concerné, que le sida ne concerne que l'étranger. Ce discours fait que les gens ne se sentent pas trop concernés.

Philippe Varin : Je vais juste conclure en disant que je vous remercie pour vos témoignages. Ceux-ci nous renforcent dans l'idée que le VIH ne concerne pas seulement la communauté LGBT. Vous avez témoigné que le sida concerne aussi la population hétéro, que le sida est un combat pour le respect de droits élémentaires. Comme le droit à la non-discrimination, au meilleur état de santé, à l'asile, à la vie privée, à la liberté d'opinion et d'expression, à ne pas subir de torture ou d'être soumis à des peines et/ou traitements dégradants, à l'accès à l'éducation, à un niveau de vie suffisant. Je vous remercie beaucoup.

LA RENCONTRE AMOUREUSE ET/OU SEXUELLE

René Paul Leraton : Nous allons commencer par l'aspect théorique de la question avec Pierre-Olivier Busscher (directeur adjoint de *Sida Info Service*) et moi-même, René Paul Leraton présent au sein de cette *Université* en tant que coordinateur de la *Ligne Azur*. Pierre-Olivier Busscher va donc faire une présentation du travail sur les gays que nous avons mené à *Sida Info Service*, puisque le thème de cet atelier est la rencontre amoureuse et/ou sexuelle. Tel est le point de départ de ce débat, mais bien évidemment questions, prises de positions et autres déclarations seront bienvenues, le débat est ouvert.

Pierre-Olivier Busscher : Je voudrais vraiment que mon intervention soit la plus brève possible pour que nous puissions très vitre ouvrir le dialogue. Aussi pour commencer je parlerai des données relatives aux multiples appels de gays et de bisexuels qui ont contacté *Ligne Azur* durant l'année 2000. Je précise que toutes les tendances que je vais vous exposer semblent se confirmer, voir s'accentuer durant les 6 premiers mois de l'année 2001. Comme chaque année nous avons procédé (mais cette foi-ci de façon beaucoup plus réactive puisque nous sommes arrivés cette année à avoir un service de restitution à peu près valable) à l'analyse annuelle des appels de gays et de bisexuels qui nous contactent. Par rapport à la prise de risque, aux rapports entre les gays et l'épidémie, cette enquête a fait apparaître des éléments récurrents et nouveaux que l'on ne voyait pas au moment de l'arrivée des trithérapies, et que l'on voit maintenant émerger (surtout pour les moins de 20 ans).

Mon propos se déclinera autour de 4 grands axes, qui sont les 4 points essentiels par rapport à la prévention aujourd'hui. Sachant qu'en toile de fond, en ce qui concerne les jeunes, il semblerait que nous soyons en face à un changement de situation qui relève d'une certaine banalisation de l'épidémie, d'une distance plus grande par rapport au virus. Ce qui n'est pas simplement un problème d'information, de distanciation générationnelle par rapport à l'épidémie qui est en train de se jouer, mais davantage qu'on commence à ressentir ce que l'on pourrait définir par ce qui a changé (en 10 ans) dans la manière de se socialiser en tant qu'homosexuel. Probablement que ce processus allant de la découverte d'une attirance jusqu'au coming-out (et après le coming-out) a été bouleversé. Bouleversement que peuvent expliquer un tas de facteurs aussi importants que la multiplication d'associations de jeunes gays et le PACS. Nous sommes sur des points qui dépassent le conjoncturel pour être probablement des lignes de fond en matière de changement des mentalités, des comportements et des pratiques.

Donc pour en revenir à l'étude, nous avons travaillé sur la base de 8256 appels (reçus en 2000). Ces quelques 8200 appels constituent une base statistique des plus importantes que l'on puisse avoir à propos de la population de jeunes homosexuels. Je rappel, à titre de comparaison que les données de l'INVS recueillies non par le biais du téléphone mais par le canal de la presse gay se "contente" d'un échantillon de 4000 individus, que la grande enquête sur les comportements sexuels de l'ensemble des français datant de 1992 et qui avait été faite par l'ARNS dans une perspective de prévention du sida, reposait sur un échantillon de 20000 personnes. Aussi avec une base de 8200 appels, nous avons un observatoire relativement important et somme toute suffisamment représentatif de la population gay et bisexuelle par rapport à l'épidémie. Il ne faut pas oublier que cet observatoire repose sur ce que nous dit l'appelant au téléphone (il n'y a pas de questions obligatoires, nous ne sommes pas dans une procédure d'enquête mais de prévention et de conseil), et donc nos fiches sont remplies par rapport à ce que la personne qui nous téléphone nous dit (une personne atteinte qui ne nous parle que de traitement durant tout son appel téléphonique, nous sommes incapables de la caractériser comme hétéro, bi ou homo). Les tranches d'âge majoritaires pour la population homosexuelle se situe entre 25 et 35 ans (avec une majorité entre 20 et 24 ans) et toute la question des premiers rapports sexuels n'est pas abordée (c' est la problématique que l'on retrouve souvent sur *Ligne Azur)*, car tant que le problème de leur identité n'est pas réglé ils ne vont pas nous appeler pour évoquer directement les questions de prévention. Au niveau des régions d'appel, pas de surprise au sens que c'est un phénomène que l'on connaissait déjà tant au niveau des enquêtes sur les comportements sexuels au niveau national que des enquêtes de la presse gay, il y a une forte sur-représentation de l'Ile-de-France qui s'explique par l'hypothèse (jamais réellement vérifiée mais très fortement probable) d'un vaste phénomène migratoire des gays (et aussi des lesbiennes) vers Paris et sa banlieue. Phénomène qui explique une sur-représentation des gays et des lesbiennes dans la capitale. Pour les lesbiennes, je vais "expédier" la question en ce sens qu'elles sont ultra minoritaires parmi les personnes qui s'adressent à *Sida Info Service* (souvent par rapport à des problèmes de prévention, à propos du cunnilingus ou l'échange d'objets pénétrants, mais c'est vraiment très minoritaire). Même si sur la *Ligne Azur* nous assistons depuis deux ans à une recrudescence des appels de femmes relatifs aux questions d'orientation sexuelle. Cet échantillon de quelques 8200 personnes est donc constitué principalement de parisiens, majoritairement âgés de 20 à 35 ans. Enfin juste pour resituer le contexte des appels que nous recevons, il faut savoir que soit la personne appelle pour une demande d'information ou de soutien sans évoquer une prise de risque (genre demander si la fellation est une pratique à risque), soit elle nous appelle par rapport à une situation réelle, concrète qu'elle a vécue qui explique qu'elle a cette démarche de nous téléphoner suite à cette prise de risque.

Ceci dit, je voudrais dégager quatre points qui nous ont surpris au fur et à mesure que nous produisions ces données, et qui nous semblent être le départ d'un nouveau travail visant à terme à modifier profondément les axes de prévention et de communication que nous avions depuis ces dernières années. Je vais commencer par ce qui nous a semblé le plus choquant, à savoir la déclaration de prise de risques ou non selon les tranches d'âge. Ce qui nous a surpris, c'est que nous pensions (au niveau théorique) que nous devions rencontrer des prises de risque davantage chez les plus jeunes, ceux qui ont souvent une vie sexuelle étalée entre une première relation puis quelques temps après une seconde relation, suivie au bout d'un certain temps par une accélération du rythme des rencontres sexuelles. Pourtant les moins de 20 ans sont ceux qui nous appellent le moins pour s'informer. Lorsqu'ils le font, c'est pour nous déclarer une prise de risque. Toute la question est de connaître la nature de cette prise de risque. Déclarer avoir eu une fellation sans préservatif ou une pénétration sans préservatif, ce n'est pas exactement la même chose, les mêmes risques. Et c'est là où les choses deviennent autrement plus inquiétantes, le taux de ceux qui déclarent une pénétration annale (active ou passive, occasionnelle ou régulière) sans préservatif est de 28 % sur l'ensemble du territoire national, de 38 % en banlieue parisienne et 48 % à Paris intra-muros. Sachant que les accidents de préservatifs ne sont pas comptés. A l'inverse, donnée quelque peu plus rassurante, les autres tranches d'âge nous appellent davantage à la suite d'une fellation sans préservatif et sur tous les doutes qui existent à propos cette "pratique à faible risque". Aussi, à partir de 20 ans c'est surtout par cette problématique que les appelants sont interpellés. Le troisième type de prise de risque que les appelants nous déclarent (ce qui corrobore le premier élément) ce sont les accidents de préservatif. Et là encore les moins de 20 ans représentent la majorité des appelants.

En résumé, nous avons ces chiffres particulièrement sensibles, préoccupants même, quant à la pénétration annale sans préservatif, avec ce pic très important en banlieue parisienne et surtout à Paris. Sous réserve qu'il faille confirmer ces chiffres puisqu'il s'agit de données brutes qui n'ont pas encore été redressées, et qui portent sur six mois. Ceci dit, il semblerait que le différentiel Paris/province se resserre, en ce sens où la Province commence à rejoindre Paris. Phénomène de mimétisme social Paris/Province assez classique (Paris inaugure le mouvement, suivi ensuite par la Province). Il est donc possible que l'an prochain nous ayons un différentiel Province/Paris encore plus faible. Même situation par rapport aux accidents de préservatif, 16% des moins de 20 ans déclarent un tel accident (glissement ou déchirement).

Enfin, au-delà des chiffres il importe d'expliquer une telle situation. Outre les données statiques (âge, sexe ....), la fiche d'écoute comprend une rubrique de commentaire où l'écoutant peut transcrire ce qui se passe au cours de la conversation. Cette rubrique est d'une certaine façon "l'aspect qualitatif" de la fiche d'appel. Et à ce niveau, 2 choses sont apparues de manière importante. Une première assez classique, nous nous y attendions (c'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles *Ligne Azur* avait été crée en 1997) à savoir qu'il est très difficile de gérer à la fois ses premières relations lorsque l'on découvre son homosexualité et en même temps de gérer la prévention. C'est un point qui n'a pas trop évolué depuis que nous travaillons sur la population des jeunes homosexuels masculins. Par contre, et c'est à ce niveau que réside la nouveauté, nous avons toute une série de fiche d'appel de moins de 20 ans (et de jeunes de 20/24 ans) où certains éléments de base de pratiques relatives à la prévention ne semblent plus être assimilés comme auparavant. Par exemple, on retrouve souvent des questions que nous avions jusqu'alors de manière rarissime tournant autour de la dualité actif/passif, comme de savoir si un actif peut être contaminé par un passif. Nous avons toute la panoplie, comme l'usage de la vaseline en lieu et place du gel, ou autres questions de ce style. Nous sommes revenus à des éléments basiques de prévention que nous pensions être assimilés. Pourtant, quand on entend de telles questions, il nous semble revenir quelques dix ans en arrière.

Second aspect qui aide à dépasser la question des jeunes, c'est celle du dépistage. Et là aussi nous avons eu une réelle surprise, non pas que l'information semble aberrante mais davantage qu'elle semble contradictoire avec celles que nous avions au niveau national. Quand quelqu'un nous appelle et qu'il nous dit ne pas connaître son statut sérologique ou qu'il nous dit avoir eu une prise de risque récemment, toute la question est de savoir quand et comment aborder avec lui la question du dépistage. Globalement, au niveau de la population générale la réponse à cette question est celle de l'ignorance. Ce n'est guère surprenant, dans 50% des nouveaux cas de sida déclarés (tant chez les homos que chez les hétéros) les gens découvrent leur séropositivité en même temps qu'ils entrent à l'hôpital pour une maladie opportuniste. Par contre lorsque l'on sépare les homos des hétéros, on s'aperçoit que la population homo et bisexuelle, encore plus que la population hétéro, n'a pas ce réflexe d'évoquer la question du dépistage. Cela nous a posé problème, puisqu'on sait qu'au niveau national la population homo et bisexuelle est beaucoup plus testée que la population hétérosexuelle. Il a donc fallut déterminer pourquoi nous avions cette dichotomie, sachant que nous avions conscience d'être seulement un service téléphonique et pas un observatoire dont les données seraient raccordables à celles de l'INSEE, et que nos travaux reposaient sur des commentaires d'appel.

Situation posée davantage comme hypothèse que comme résultat acquis, mais par rapport à la question du dépistage selon les enquêtes nationales ou selon les déclarations aux centres de dépistage anonyme et gratuit nous savons que les homos et les bisexuels ont un recours important au test. Et en même temps nous avons 70% des gays et des bisexuels qui nous appellent et nous déclarent ne pas connaître leur statut sérologique, et que 68% de ceux qui ont pris un risque n'abordent pas le sujet du dépistage. Alors comment expliquer ce paradoxe ? D'une part, et c'est une donnée qui ressort des différentes fiches d'appel, nous avons une constante, un élément que nous pouvons difficilement chiffrer puisqu'il n'était pas avant chiffré à *Sida Info Service* et qui nous ait paru relativement plus important auparavant, qui est la volonté "rationnelle" d'ignorer son statut sérologique. Rationnelle parce que la personne se trouve des tas de bonnes raisons pour rester dans l'ignorance. La personne réalise un choix coût/bénéfice dans sa tête par rapport au fait de savoir son statut sérologique ou maintenir son emploi, son environnement, son couple, et pensant que le bénéfice médical est moins important que le bénéfice social, décide de ne pas connaître son statut sérologique.

Le second aspect est une donnée qui ne provient pas des fiches d'appel mais d'une fiche sur la sexualité que nous avons eu les moyens conséquents de réaliser, ce qui nous a permis de faire ce que l'on peut difficilement faire habituellement lorsque l'on est dans le milieu associatif ou dans la prévention, à savoir un vrai test publicitaire. Nous avons donc eu les moyens d'effectuer des près-tests tels que les publicitaires en font pour les publicités privées. Il s'est avéré que l'organisme qui a effectué ces près-tests avait déjà travaillé pour le ministère sur des campagnes à l'adresse des gays, en particulier toute la campagne qu'avait réalisée en bande dessinée Cuneo. Dans le cahier des charges nous avons exigé que les 12 individus (notre panel représentatif) qui seraient recrutés soient totalement en dehors du milieu associatif. On ne voulait pas que l'organisme de près-tests contacte une association qui elle-même demande à un volontaire ou au copain du copain de venir. Nous voulions rompre radicalement avec cette logique, et nous avons donc exigé que ces personnes soient totalement étrangères au milieu associatif. Aussi, le personnel de cet organisme en question s'est rendu au *Cox*, à l'*Open* et autres bars où il a abordé différentes personnes. Chose en soit intéressante parce que nous avons appris que c'était la première fois que nous étions réellement en dehors du domaine associatif. Il est clair que si une campagne de prévention repose sur l'avis ou le témoignage du copain d'un copain d'une association, nous avons un accès à la prévention qui est autrement diffèrent que la personne lambda qui ne fréquente que la scène commerciale. Et donc, de ce pré-test qualitatif est ressorti le fait que par rapport au dépistage, la réaction (unanime) est qu'effectivement une prise de risque n'entraîne absolument pas un recours au dépistage, ce n'est pas une suite logique comportementale. A l'inverse une prise de risque entraîne davantage une méthode Couée où l'on se dit que l'on ne refera pas telle ou telle erreur, et point final. Hors donc, par rapport au dépistage, ce n'est pas tant une donnée négative en ce sens que nous avons une appropriation très forte du dépistage par les gays et les bisexuels (qui en fait est une démarche complètement individualiste). Ils y ont recours lorsqu'ils vont estimer que le bénéfice est suffisant pour y recourir, il n'y recourt pas forcément suite à une prise de risque. Alors autre point intéressant dans ce pré-test, il est apparu que le seul endroit où le test se justifiait ou devenait suffisamment intéressant était le moment où se créait une nouvelle relation fixe. J'établis une relation fixe, durable, et là le test devient intéressant parce qu'à ce moment je vais pouvoir vérifier mon statut sérologique et donc abandonner ou non l'usage du préservatif, contrairement à une prise de risque.

Alors autre point important, la question des personnes atteintes. 9% des gays et des bisexuels qui nous appellent déclarent être atteints par le VIH, et 14% d'entre eux déclarent une pénétration anale (active ou passive) non protégée. Ce n'est pas un chiffre énorme, nous trouvons exactement le même ratio chez les hétérosexuels qui se déclarent atteints. De même dans le commentaire de la fiche d'appel j'ai vu un commentaire passer sur un séropo qui déclarait baiser sans capote, ne pouvoir baiser que sans capote, se foutre du statut sérologique de son partenaire. Mais ce n'est qu'un seul cas. Sur 8256 appels, cela relativise quelque peu les choses. En même temps on peut se dire que quelqu'un qui a ce type de comportement aurait a priori peu de raison d'appeler *Sida Info Service*. Point important, par rapport aux hétérosexuels atteints, nous avons une proportion beaucoup plus important d'homos qui parmi les questions secondaires abordent surtout celle de la lypotritose. Et dans ce débat sur la prévention, par rapport à toutes ces questions sur ce que signifie d'être gay et atteint, tout en conservant une vie sexuelle (et avoir une bonne santé), nous sommes dans un groupe social ou les valeurs de l'apparence sont excessivement fortes, et ce qui ressort de ces entretiens c'est une crainte de désocialisation vis-à-vis de la communauté homo du fait d'une apparence amoindrie. Je ne peux plus aller dans les bars ou sortir du fait de mon apparence physique.

Effet pervers par rapport à ça, l'un des aspects pour les plus jeunes (les 18/32 ans) qui apparaissait fondamentalement, et là nous avons un retour de bâton des nouveaux traitements, c'est que tous déclaraient qu'être séropo c'est quelque chose qui se voit. Et effectivement, quelque part ce n'est pas totalement faux, probablement dans un bar à Paris être séropo se voit beaucoup plus qu'il y a dix ans. A cette époque, les personnes qui étaient très atteintes ne sortaient plus tant leur état de santé ne le leur permettait plus, soit il s'agissait d'une séropositivité asymptomatique et donc sans traitement ce qui excluait des symptômes tels que les lypotrophies. C'est pourquoi dans la brochure figure une page "séropositivité" qui initialement devait se nommer "jeunes gays", mais nous sommes revenus à des éléments de base en matière de communication prévention, en revenant sur cette histoire que la séropositivité est quelque chose qui ne se voit pas. Mêmes si ce n'est pas totalement faux, il importe de redire aux jeunes que le recrutement au faciès du partenaire "sain" (phénomène qui aujourd'hui connaît une certaine ampleur) est une erreur.

René Paul Leraton : Il y a aussi un autre élément, pour les plus jeunes il est apparu que pour eux un séropo est quelqu'un qui n'a pas de sexualité. Si on est séropo, on ne baise pas. Et finalement on se retrouve dans une espèce de machin où un séropo ça se voit, ça ne baise pas, et donc le mec avec lequel je m'envoie en l'air sans capote, qui n'a pas l'air séropo, ne l'est pas (puisque cela se verrait et en plus il ne baiserait pas). Donc, il n'y a pas de problème. C'est ce que l'on appelle les "protections imaginaires", et là encore, sur ce sujet nous partons en arrière.

Pierre-Olivier Busscher : Dernier point et après nous entamerons un débat avec vous tous, la question du traitement post-exposition. Seulement 12% des gays qui déclarent avoir pris un risque abordent cette question. Et toute la question est de savoir s'ils abordent d'eux-mêmes cette question où si c'est nous qui allons devoir leur apporter l'information. Ce chiffre de 12% montre que le traitement post-exposition est quelque chose de peu connu, malgré tout plus connu que chez les hétéros. Mais ce qui est intéressant c'est que 44% des gens qui déclarent un accident de préservatif abordent d'eux-mêmes le traitement de post-exposition, alors que seulement 15% de ceux qui déclarent une pénétration anale (active ou passive) sans préservatif l'abordent. Ceci signifie que ces 44% sont déjà dans une démarche préventive ce qui explique leur démarche vers un traitement, alors que pour ceux qui sont au-dehors d'une démarche d'emblée de prévention (en n'utilisant pas de capote) ce traitement de secours demeure complètement inconnu.

Pour conclure, afin d'essayer d'aller au-delà de ce qu'on peut voir depuis six mois dans la littérature par rapport aux jeunes gays, nous pouvons poser comme hypothèse de travail que tous les comportements à risque chez les plus jeunes s'expliquent par toute une série de facteurs (outre leur âge) relatifs à la représentation sociale de la jeunesse (jeunesse = promiscuité = rapports sexuels multiples). D'ailleurs on retrouve le même discours chez les jeunes hétéros. Ainsi la jeunesse est vécue d'emblée comme étant à risque. Mais surtout on explique ce phénomène par un effet de distanciation générationnelle, en ce sens où les jeunes gays n'ont pas connu les grandes années de l'épidémie. Sauf qu'en 1991 on disait exactement la même chose à propos de ceux qui avaient alors 20 ans ! Mais pour les jeunes actuels il y aurait comme une moindre perception de la dangerosité de l'épidémie (du fait de son ancienneté, des trithérapies ....), d'où une moindre protection. Loin de moi de dire que ce raisonnement est faux ou stupide, il est évident que cette différence générationnelle est un élément non négligeable, c'est l'un des facteurs qui explique la présente situation.

En même temps, toujours sur cette histoire de distanciation générationnelle par rapport à l'épidémie, Franck Arnal a posé un certain nombre d'hypothèses. En particulier (sous réserve que nous n'avons pas de données chiffrées pour le confirmer, comme pour l'infirmer) l'importance du rôle d'initiation des plus jeunes par les plus âgés. Très souvent les premières relations des 18/20 ans s'effectuent avec des hommes d'une génération au-dessus (genre 25/30 ans). D'ailleurs (en 1991) la politique de l'AFLS s'appuyait en grande partie sur l'idée d'une possible transmission du savoir des plus âgés vers les plus jeunes. Et si on prend l'état du champ associatif en 1991 (comme celui des lieux commerciaux d'alors) et qu'on le compare à celui d'aujourd'hui nous pouvons nous demander si aujourd'hui il n'y aurait pas les conditions sociales nécessaires pour qu'il y existe une plus grande homogamie chez les jeunes, en terme de génération, qu'en 1991 (en 1993 au moment de la création de la fédération *Gémini*, 5 associations en étaient membres. On en comptera 21 en 1993 au moment de sa dissolution. A cette même époque nous ne comptions que 2 associations de campus). On note aujourd'hui l'évolution, l'explosion des conditions sociales favorables à ce que les débuts de la vie sexuelle d'un jeune homosexuel soient les plus proches de ceux d'un jeune hétéro, c'est à dire que l'écart générationnel entre les 2 partenaires soit beaucoup moins important. Mais effet pervers de cette évolution, la transmission générationnelle qui fonctionnait en 1991 ne fonctionne plus aujourd'hui. Voilà, j'en ai fini.

Rémi : J'aimerai aborder la question de la prévention, sujet dont on ne parle pas souvent. Les préservatifs ont bénéficié d'une avancée technologique réellement prodigieuse, par contre je remarque qu'au niveau de l'emballage ce n'est toujours pas très facile. Par exemple, on voit que les dates de péremption sont de plus en plus longues, ce qui fait que nous avons des emballages de plus en plus étanches qui protègent de la lumière, de tout. Mais lorsqu'on est dans son lit et que l'on cherche à sortir de l'emballage le préservatif, on le fait parfois, souvent même, avec les dents. Ce qui peut abîmer le préservatif. Deuxième point, je suis déjà tombé sur des gels conditionnés dans des emballages avec bouchon. Désolé mais pendre un peu de gel tout en s'occupant de son partenaire, ce n'est pas forcément évident. Il me semblerait important que nous militions pour des emballages plus sûrs, plus pratiques pour les préservatifs, et qu'en ce qui concerne les gels nous essayions de voir si on ne peut pas faire (en plus réduit) un peu comme dans les sex-shop où l'on trouve des pompes bien pratiques. Système, il me semble, mieux approprié pour s'occuper du garçon tout en ayant du gel. Il ne faut pas non plus oublier que lorsque l'on habite en Province il n'est pas toujours très facile de trouver des préservatifs 008, préservatifs plus durs et plus à même de résister à des pénétrations anales. Et quand on a un pharmacien qui est incapable de dire si tel gel est gras ou pas, les choses ne sont pas évidentes. Pour ma part cela va, j'ai actuellement 32 ans, je fouille sans complexe, sans problèmes dans les rayons, je regarde, je vérifie. Mais un jeune ne le fait pas forcément. Il faudrait s'intéresser à tout ce qu'il y a autour du préservatif, s'intéresser aux questions d'emballage, de conditionnement. Parce que ce n'est pas vraiment au point.

Pierre-Olivier Busscher : Cela peut paraître anecdotique, mais c'est quelque chose de très sérieux. Je note une grande différence entre les générations. A 30 ans, si on est en train de s'occuper d'un garçon et si on a un problème avec une capote, on l'a jette, on en prend une autre. Puis on reprend son calme, parce qu'on a déjà toute une vie sexuelle derrière soi, et que finalement on sait que l'on réussira à reprendre le cours des choses. Lorsqu'on a 20 ans, on arrache l'emballage avec les dents, puis on jette la capote abîmée, et dans la lancée on peut ne pas en reprendre une autre. J'ai eu des copains qui craquaient à la première capote, et je leur disais d'en reprendre une autre. C'est le propre d'avoir une certaine vie sexuelle, et de s'assumer.

Rémi : Sinon, il y a pour les jeunes toute la question de se procurer des préservatifs et du gel. Aller dans une pharmacie demander des capotes est une démarche assez difficile pour un jeune, mais surtout du gel car cela peut soulever une certaine ambiguïté pour le pharmacien. Et existe-t-il, au niveau national, des projets de campagnes de prévention sur cette question ? A une époque nous avions des distributeurs de préservatifs, mais dernièrement je suis passé du côté de Lyon et sur une bonne dizaine de distributeurs je n'en ai trouvé qu'un qui fonctionnait encore.

Pierre-Olivier Busscher : Ceci vaut pour le préservatif comme pour le fémidon. Nous avons une véritable bagarre à mener, et pas seulement vis-à-vis des pharmacies. Actuellement à Nantes, il n'existe que cinq pharmacies qui en proposent. Nous sommes comme sur des charbons ardents. Ceci dit, je ne suis pas persuadé que la question centrale en la matière soit celle de l'accès aux moyens de prévention que sont les capotes ainsi que le gel, toute la question est de réussir à l'imposer durant la relation. On parlait de l'aspect générationnel, mais quand il y a le petit copain qui a déjà eu dix relations alors que soi-même on n'en compte que deux ou trois, l'autre paraît bien plus expérimenté, et on lui fait donc confiance. Alors s'il ne veut pas utiliser de préservatif, on n'en mettra pas. A mon sens, l'enjeu majeur est là.

Nicolas : Je fais partie d'une association où nous faisons de la prévention, en tout cas nous essayons, et à cet effet nous avons reçu plusieurs centaines de fémidon que nous nous sommes employés à distribuer, tout en expliquant de quoi il s'agissait. Et nous avons entendu des rumeurs comme quoi ils pouvaient être utilisés par les gays. Effectivement cela a un côté assez pratique, vous pouvez le mettre chez vous avant de sortir. Reste que pour ma part j'ai essayé, et sur les trois fois, deux fois l'anneau de soutien a pété, même avec beaucoup de gel et bien des précautions. J'ai rarement eu des problèmes avec des capotes. Sur ce, j'ai entendu parler d'un fémidon amélioré qui sortirait prochainement.

Pierre-Olivier Busscher : Le fémidon s'adresse aux femmes, et ne peut donc pas être considéré par les hommes comme un moyen de substitution par rapport au préservatif. Selon des études nord-américaines, le taux d'accident par rapport à celui des préservatifs est assez similaire. Par contre il est vrai que cela demande, question emploi, une plus grande certaine technicité que le préservatif.

Stéphane : Sur cette histoire de rapport entre aîné et jeune, j'aimerais savoir si les études statistiques de Pierre-Olivier se sont limitées à la tranche d'âge des 18/20 ans, sachant que c'est un type de rapport que l'on retrouve plus encore dans la prostitution. Ma deuxième question porte sur le titre même de ce débat qui ne comprend pas le terme de prévention ou de sida. A la *LGP* de Lille (dont je suis président) nous avons constaté qu'aujourd'hui, contrairement à avant où parler du sida permettait d'aborder différentes questions relatives à la sexualité, parler de sexualité permet d'aborder le sida. Mais globalement les jeunes homos n'ont guère envie de parler directement du sida. A notre niveau, il est difficile d'annoncer le sida comme sujet de discussion ou de débat, faute de quoi personne ne vient, à l'exception des mêmes personnes.

René Paul Leraton : C'est ce qui s'est passé l'année dernière ici où *Aides* avait mis en place toute une série d'ateliers. Ce fut le bide le plus total.

Pierre-Olivier Busscher : Il n'est effectivement pas très agréable de se retrouver seul à un débat, mais le phénomène est assez général. Je prends l'exemple du comité Paris de *Aides* où il ne reste que 10 volontaires pour faire face aussi bien à l'aide au malades qu'à la prévention (à l'adresse des gays, des lesbiennes et des hétéros). De fait ils essaient de se décharger en disant qu'ils ne peuvent pas tout faire et demandant aux acteurs homos locaux s'ils ne peuvent pas prendre en charge eux-mêmes la prévention en direction des gays. Ce à quoi ils s'entendent dire que non, puisqu'ils travaillent non pas sur le sida mais sur la convivialité. Actuellement les associations de jeunes gays ainsi que les associations sportives doivent retrouver cette démarche (qui en plus existait au début des années 90). D'accord ce n'est pas l'objectif premier de ces associations, mais il est impératif que ressorte la question du sida au sein de l'associatif "de convivialité", sinon nous ne nous en sortirons pas.

Stéphane : Sauf qu'il faut s'y prendre différemment, faute de quoi on se retrouve à travailler comme il y a dix ans. Et justement, dix ans après nous en sommes là. Est-il question de refaire le même chemin ?

René Paul Leraton : Ce n'est pas ce que nous proposons, contrairement à d'autres. Pour notre part nous savons ce que donne ce discours du "tout-capote".

Stéphane: Quant à ma première question sur cette histoire des jeunes, et plus globalement sur celle de la pédophilie, j'aimerais avoir quelques éléments de réponse. Est-il aujourd'hui dérangeant de parler aujourd'hui de ces jeunes de 14 ans qui ont des relations avec des adultes ?

Pierre-Olivier Busscher : C'est quelque chose qu'il nous arrive d'entendre au téléphone. Mais derrière cela se pose la question de l'abus sexuel, de l'entrée dans la vie sexuelle. Il ne faudrait pas oublier que l'abus sexuel entre hommes cela existe, que c'est un problème beaucoup plus enfoui, un sujet dont on ne parle pas ou peu. A *Ligne Azur*, cela ne représente pas un pourcentage énorme des appels que nous recevons, ça existe mais ça reste néanmoins extrêmement minoritaire. Il faut savoir que nous n'avons à notre disposition aucune enquête, en milieu gay, réellement équivalente à ce qu'il peut y avoir en milieu "généraliste". De fait nous n'avons aucune donnée fiable sur l'âge moyen du partenaire lors de la première rencontre.

René Paul Leraton : On peut préciser par rapport à cette question d'abus qu'il ne s'agit pas forcément de viol. Cela peut être (on entend cela également de la part des filles) un rapport qui a été plus loin dans les pratiques que celui ou celle qui s'y est plié aurait souhaité. Peut-être qu'il aurait voulu une simple branlette alors que cela s'est fini par une sodomie. C'est quelque chose sur quoi il convient de s'interroger.

Christophe : C'est simplement pour revenir sur cette histoire que seulement 14% des personnes déclarent des pénétrations anales non protégées. Bien que je travaille moi-même à *Sida Info Service*, je n'ai pas vraiment de réponse quand j'entends de telles choses. Que dit-on, que doit-on dire face à ce genre de propos, de situations ? Quand *Sida Info Service* reçoit l'appel d'un gay qui affirme avoir souvent des rapports non protégés, que doivent répondre les écoutants ?

René Paul Leraton : En fait, il y a plusieurs cas de figure. Soit c'est la question basique, style la personne qui appelle et dit avoir eu un rapport non protégé et qui s'inquiète des risques encourus (faute d'avoir peu d'information sur cette question) dans ce cas l'écoutant donne des informations. Sinon tu as le cas du type qui va appeler pour poser des questions sur les traitements, et qui au cours de la conversation (après tout, c'est notre travail de pouvoir mettre la personne en confiance) lui faire entendre qu'il peut parler, s'il le souhaite, d'autre chose et qui de ce fait va mentionner que lorsqu'il est dans une backroom il ne se protège pas forcément alors qu'il est porteur du virus puisqu'il est sous traitement. Il est bien évident, et cela nous est reproché par certaines associations, que nous n'allons pas tenir un discours du "il faut", du "y a qu'à" parce que nous savons pertinemment que c'est un discours qui ne fonctionne pas.

Il faut peut-être s'interroger, et pouvoir permettre à cette personne de dire le pourquoi de ces "souplesses" dans sa prévention, de voir avec lui quelles sont les circonstances dans lesquelles il se protège et celles où il ne se protège pas. On sait très bien aussi qu'il y a beaucoup de séropositifs, et la sexualité des personnes séropositives est importante, qui en ont ras le bal de se faire jeter quand ils disent qu'il faut mettre une capote parce qu'ils sont eux-mêmes séropos, de voir le mec ou la nana se barrer. Certains ne disent rien et portent seul le "poids" de la prévention. Certains séropos disent en avoir assez d'être toujours "l'agent de prévention". Après tout, une relation se fait à 2 (voir plus) et tout le monde est responsable, tout le monde est concerné. Il est évident que notre discours à *Sida Info Service* est bien sûr de faire passer un message de prévention, mais aussi d'aider la personne à voir où elle en est. A un mec qui est porteur du virus (et sous traitement) qui baise sans capote, il convient de lui signaler qu'il court le risque de se faire contaminer par une souche virale différente et/ou de développer des résistances. En la matière il y a tout un travail d'information à faire, mais il n'y a pas de discours type. Jamais depuis l'ouverture de *Sida Info Service* nous n'avons dit "il faut mettre des capotes", "il n'y a qu'à mettre des capotes". Bien sûr qu'il faut parler de prévention, mais il faut que ce discours soit adapté à la personne.

Pierre-Olivier Busscher : Si la personne téléphone à *Sida Info Service*, c'est que déjà qu'il y a de sa part une demande. S'il en a rien à foutre, il n'appelle pas .....

René Paul Leraton : Il est bien évident que si le mec est dans une revendication de la non-prévention, il ne nous appellera pas. Mais ce n'est pas une multitude de gens, contrairement à ce qu'on aimerait nous faire croire.

Florant : A propos du bareback, à propos d'un discours de type hédoniste vis-à-vis de la sexualité tenu par certains jeunes, (du genre "on est jeune, le sida n'existe plus, on ne veut plus le voir, on en meure plus, on s'en fout, et donc on ne se protège pas") des études sont-elles menées ? Existe-t-il des études à l'adresse des très jeunes sur cette question ?

Pierre-Olivier Busscher : Il n'y a aucune étude de faite sur la population gay. Certes tu peux rajouter quelques micro enquêtes ici et là, des enquêtes presse assez réduites. L'ANRS agit par appel d'offre, et même si on peut mettre "jeunes gays" comme priorité dans leur appel d'offre, si personne n'y répond il n'y aura pas d'étude en la matière. De plus les équipes universitaires qui travaillent sur la population homos sont de moins en moins nombreuses. La reconnaissance par les institutions n'est pas terrible, je prends l'exemple de ce chercheur (qui avec 24 publications a été classé numéro 2 au CNRS) dont le patron osa dire qu'il n'était pas digne d'appartenir à l'institution.

René Paul Leraton : C'est tout le problème des études gays et lesbiennes, il y a des gens qui vont être considérés comme pestiférés". Attention, sujet très brûlant. Et par rapport à cette question de l'existence études sur les jeunes gays, il conviendrait de faire attention à ne pas donner une dimension trop importante à ces discours sur le bareback. Discours qui existe, il ne faut pas le nier. Mais de là à faire de cette pratique une espèce d'idéologie revendiquée, il me semble qu'il y a une marge. Nous n'en sommes pas à ce point. Ceci dit, cela existe et c'est quelque chose dont il nous faut tenir compte. Une autre source d'information qui va pouvoir être donnée, c'est celle de l'enquête "jeune et sexualité" mise en place par le *CGL Paris* avec le concours de *Ligne Azur* et du Ministère de la Santé. Il y a eu un peu plus de 1000 réponses, elles sont actuellement en cours de traitement. Nous aurons quelques résultats dès la fin de cette année. Par rapport à l'enquête "presse gay", il faut se dire que c'est un certain type de population qui est touchée par cette enquête, celle des gays qui lisent la presse gay et qui fréquentent les lieux d'homo-socialisation. Il faut donc relativiser les choses.

Eric Verdier : A propos des études gays et lesbiennes, il y a pas mal de DESS qui vont s'ouvrir à Reims sur "Genre et sexualité". Je le dis parce qu'on n'en parle jamais aux *UEEH*. Moi-même je l'ai suivi ce DESS, nous étions trois homos quand il avait vingt hétéros qui suivaient un cursus de droit normal. Si on veut qu'il y ait des militants qui prennent corps dans le DESS afin qu'il évolue beaucoup plus dans un sens étude gay et lesbienne, il faut y aller.

Pierre-Olivier Busscher : Il y a des personnes qui ont effectivement investi la place. Gérard Bach Ignasse, Marie-Hélène Boursier, Daniel Welzer-Lang, toujours les mêmes. Si aujourd'hui un étudiant vient me voir pour me dire qu'il souhaite faire un DEA sur la culture gay, je lui réponds que s'il désire faire carrière il est préférable pour lui de ne pas y aller.

Stéphane : Je reviens sur cette histoire du manque de volontaire à *Aides*, il est clair que nombre d'associations de lutte contre le sida sont confrontées à un manque important de volontaire. Ceci dit, au sein d'un comité *Aides* basé dans les Hauts-de-Seine, nous nous sommes interrogé sur les messages de prévention que l'on souhaitait faire passer. Le manque de volontaires fait que nous ne pouvons pas toujours être présents dans les structures et les associations de convivialité. Sans faire de généralités, souvent les associations ne prennent plus en charge cette fonction de porteur d'un message de prévention. De fait nous avons un peu l'impression d'être des rabâcheurs, de toujours dire la même chose. Il y a peu, nous étions au Festival de *Solildays* où nous avons fait remplir un mini-questionnaire avec des questions basiques sur les lubrifiants, sur les modes de contamination et autres sujets de ce style. Et deux questionnaires sur trois comptaient des erreurs. Nous avons eu droit à la vaseline, au beurre, au rapport anal sans éjaculation et sans risque, et autres réponses du style. Ce qui montre bien que nous devons toujours et encore porter les messages de prévention, toujours les redire. Les associations de lutte contre le sida, en manque de volontaires, sont prises à la gorge, et s'il n'y a pas un relais de la part des associations de convivialité nous allons arriver (nous y sommes presque) à une sorte de limite. Aussi question militantisme, il faudrait vraiment une prise de conscience, une réaction du milieu gay.

René Paul Leraton : Dernièrement nous avons mené une petite étude sur une population majoritairement jeune, de banlieue, 100% hétéro (ou prétendant l'être) avec des questions basiques de chez basique. Nous avons fait les mêmes constatations.

Rémy : Le thème de cet atelier est "amour et sexualité", et jusqu'à présent nous n'avons parlé que de sexualité et de son corollaire le sida. La question est de savoir comment aborder maintenant la question de la rencontre amoureuse, comment aborder cet aspect important chez les jeunes ? Faut-il étudier les différents modes de rencontre ? Faut-il parler en détail de la vie amoureuse chez les jeunes ? En tout cas, je suis venu ici surtout pour cela.

René Paul Leraton : A *Ligne Azur*, question sexualité pure, ce sont surtout les garçons qui s'expriment. Les filles restent dans l'affectif, dans le rapport d'individu à individu. Les garçons vont être dans un rapport affectif, quelque chose que l'on pourrait presque de façon caricaturale qualifier de romantique (main dans la main sur la plage devant le couché de soleil), mais du moment où il y a eu le passage à l'acte sexuel nous n'entendons plus parler que de "mécanique". Il faudrait s'interroger sur la socialisation des hommes, sur la façon dont elle se produit, si elle permet l'expression de l'affectif. Affectif qui pointe son nez tant qu'il n'y a pas eu de sexualité, car à partir du moment où il y a eu sexualité le mec s'y réfugie.

Pierre-Olivier Busscher : Pour aller dans le sens des propos de René Paul, je rappellerais ce questionnaire proposé par la fédération *Gémini* en 1997. Il s'en dégageait que la socialisation des hommes est marquée par les institutions comme les bars, les boites ou les saunas, alors que l'institution essentielle pour les jeunes lesbiennes était le couple. En son temps ce questionnaire avait mis en évidence la profonde différence des axes de socialisation entre gays et lesbiennes.

Nicolas : Les pédés sont exclus de l'amour, quoi qu'il arrive, il ne leur reste donc que le sexe. J'ai l'impression que pour les femmes c'est l'inverse, les femmes ont le droit de s'aimer, elles peuvent se tenir la main dans la rue, ce n'est pas quelque chose qui va choquer. Par contre la sexualité des femmes étant niée, elles-mêmes ont intégré cette notion et sont donc moins sexuelles. C'est une hypothèse que je formule. J'aimerai savoir si c'est exact.

Christophe : Il me semble qu'il n'y a aucune éducation pour les garçons à l'amour ou au sexe. Chez les hétéros, le pire qualificatif pour une femme c'est d'être une salope, et pour un mec c'est d'être pédé. On demande à la femme de ne pas avoir de rapports sexuels puisque cela ne relève pas de sa fonction sociale, et au mec on demande de ne pas être pédé.

Xavier : Il y a déjà le fait que nous sommes, nous autres homosexuels, un groupe social défini prioritairement par notre sexualité. C'est quelque chose que j'ai cru longtemps et qui m'a posé bien des problèmes. La construction identitaire chez le jeune gay reposait sur le fait d'être homosexuel selon ce que l'on faisait avec sa bite. Personnellement j'en suis arrivé à un stade où je pense que sortir avec un garçon c'est tout simplement sortir avec un garçon, ce n'est pas être homosexuel. En matière de prévention, le plus efficace c'est de parler de l'affectif. Effectivement il convient de parler de l'anatomie, de la technique, de ce que c'est que d'utiliser une capote, de ce que c'est que d'avoir une relation purement physique, mais ce qui fait avancer les mentalités (on en parle pas mal à *Aides* pour ce qui est de l'accueil des personnes confrontées à une prise de risque) on sait que ce qui importe beaucoup c'est l'émotionnel et l'affectif. Si tout n'était qu'une histoire de technique et de sexualité proprement dite, cela se saurait. Nous mettrions des capotes, et puis voilà, nous serions tranquilles.

Emmanuel : Hier j'ai participé au sondage organisé par *Aides* afin de tester de nouveaux slogans de prévention, et donc à cette occasion j'ai lu des trucs du style "être actif c'est moins contaminant que d'être passif". Est-ce la nouvelle tendance de la prévention de manière générale en France ou est-ce seulement des apparitions ?

Stéphane : En matière de discours sur la réduction des risques, l'axe principal reste la capote. Mais on adapte le message selon les personnes. Ainsi dans le cas où sur un lieu de drague quelqu'un vient vers moi et me dit ne pas utiliser de capote, je travaille alors plutôt à la réduction des risques. Et il est vrai que pour certains ce n'est pas forcément facile à entendre, mais il faut parfois adapter les messages de prévention des risques selon les personnes. Et l'un des axes de ce discours adapté est de dire qu'il n'y a pas que le sida mais qu'il y a aussi les MST, ou de dire à la personne qui ne se protègent d'utiliser au minimum du gel histoire de limiter au maximum les risques. Quant à cette nouvelle campagne, je n'en ai pas entendu parler.

Emmanuel : Ma question ne se posait pas spécialement à *Aides*, mais davantage au niveau de la DGS, du Ministère de la Santé. Est-ce que ce genre de discours de prévention va être développé ? Est-ce cela l'avenir de la prévention sida ?

Pierre-Olivier Busscher : Ce type de slogan, dans le cadre d'un dialogue privé au téléphone, me parait tout à fait possible. En revanche, dans le cadre d'une communication publique c'est quelque chose qui me semble impensable. Il y aurait sans aucun doute des effets pervers que je n'ose même pas imaginer. Nous avons déjà suffisamment souvent au téléphone le coup de l'actif/passif, alors stop.

René Paul Leraton : Actuellement il y a un grand désarroi dans les associations de lutte contre le sida du fait que le sida est maintenant beaucoup moins fashion qu'avant. Les gens s'en foutent, ils se démobilisent. Aussi nous nous retrouvons face à des gens qui sont dans la réduction des risques mais qui demandent un rapport personnalisé, et des associations et plus particulièrement *Act Up* (qui cette semaine, un fois de plus nous joue la politique de la chaise vide) qui découvrent le "tout capote", le "faut tout protéger". Or, ce type de discours a déjà été essayé. On sait qu'il y a des gens qui peuvent tenir ce discours jusqu'au jour où ils vont péter les plombs dans les grandes largeurs. C'est pourquoi il convient de dresser une échelle des risques, chose qui est encore en débat. Il y a des gens qui disent que non il n'y a pas d'échelle, qu'il faut tout protéger. Si une personne éprouve des difficultés face à la prévention, il faut certainement faire un deal avec elle en lui disant qu'il y a des pratiques qui représentent un réel danger qui de ce fait doivent être protégées, et d'autres qui représentent un risque bien moindre, et qu'en fonction de cette "échelle" il lui appartient d'apprécier l'opportunité ou non de se protéger. Il faut responsabiliser la personne en lui donnant les moyens de décider elle-même des moyens de sa propre prévention. Et comme le disait Pierre Olivier, nous savons l'embarras des Ministères et autres pouvoirs publics par rapport aux campagnes sida. J'en rajoute une louche, car en tant que citoyen je suis écœuré de voir que nous avons un Premier Ministre qui cet été a censuré une campagne de prévention (parlant assez directement de sexualité) avec des réflexions du style "la sexualité c'est sacré, c'est du domaine de l'individuel". Discours que l'on entend depuis des années, et à côté on vient te faire de grands reportages à sensation sur les tournantes et le porno chez les jeunes. De plus, nous sommes dans une année pré-électorale durant laquelle les politiques vont être extrêmement courageux.

Stéphane : Il me semble que rapport amoureux chez les gays se situe davantage à un niveau organique. Avec un rapport également narcissique. Cependant cela commence à changer, parce que la représentation sociale des gays commence elle aussi à changer. Même si en terme de campagne de prévention on continue de nous montrer des jeunes et beaux éphèbes. Nous sommes face à un rapport social qui est vraiment en train de changer avec une imagerie qui évolue parce qu'on aborde d'autres sujets comme l'homoparentalité, et qui change aussi parce que nous avons de moins en moins peur d'être un jeune, marié avec un vieux. C'est en train de changer, pour autant dans les comportements sexuels je ne suis vraiment pas convaincu que cela a changé. Surtout lorsque l'on voit le mode narcissique dans le milieu gay.

Olivier : Sur cette question des rencontres, en 1998 fut menée une étude sur le sujet sous l'angle de l'Internet et du téléphone portable. Dans les grandes lignes, on s'est aperçu que les gays s'appropriaient le téléphone portable (qui n'était pas celui des parents), et les jeunes se rendaient compte pour la première fois de leur vie qu'ils pouvaient téléphoner à d'autres hommes, et être joints sans que cela passe par le filtre parental. Cela peut sembler bête, mais le simple fait de rencontrer quelqu'un et de lui communiquer son numéro de téléphone (qui était aussi des parents) était simplement impossible. Car il suffisait qu'un seul garçon se fasse insistant et/ou dérape pour que les parents commencent à poser des questions, pour au final déboucher sur un coming-out pas vraiment prévu. Avec le portable c'est une réalité qui n'a plus cours. De la même façon, à une époque pas si lointaine nous étions en train d'inventer avec Internet quelque chose entre l'écrit et l'oral. Il y avait d'un côté le Minitel et les réseaux (dont nous ne voulions pas), et de l'autre côté Internet où durant deux ou trois ans a prévalu les comportements de gentleman. Je veux dire par là que lorsque nous allions dans un bar ou une association et que nous rencontrions quelqu'un qui nous plaisait physiquement, on l'abordait puis on passait la nuit avec. Avec Internet on a pu d'abord discuter avec la personne. Si l'un habitait Strasbourg et l'autre Marseille, ce n'était pas important puisque avec Internet ils pouvaient continuer à communiquer. D'ailleurs il me semble que l'Internet a aidé les rencontres intergénérationnelles. Je crois que dans le cadre d'une rencontre avec quelqu'un de plus jeune (ce qui m'est déjà arrivé) c'est l'aspect "pédagogique" de la relation qui prime. Et il est vrai qu'il y a des moments où on se sent chiant parce qu'on est en train de demander à notre petit copain s'il a pris des préservatifs, qu'on lui dit que l'on toujours y penser. Sauf qu'à un moment on pète les plombs, on se dit que le petit copain a des copains de son âge qui ne le font pas chier avec ces histoires de capotes, et que l'on a pas envie de

de passer pour un vieux con. Et même si la différence d'âge peut être faible (elle peut être de cinq ans), il y a des moments où on a plus envie d'être "l'aîné", et parfois survient un petit coup de folie qui fait que l'on prend des risques parce qu'on se dit que l'on ne veut être chiant à force de parler capotes et prévention. L'amour peut être lié à la sexualité.

Eric : Juste deux petites choses. D'abord sur cette histoire de rencontre amoureuse, je suis assez d'accord avec ce qui vient d'être dit. Aussi j'aurais envie de suggérer que dans le courant de cette semaine soit invité Daniel Welzer-Lang car il me semble qu'il a des choses très intéressantes à dire sur cette question, notamment sur le fait que la construction du masculin joue très fortement (contrairement à ce que l'on croit) de la construction identitaire gay. Nous ne sommes pas dans une construction identitaire si différente. Pareil pour la construction identitaire lesbienne. Finalement en tant que gay on ressemble beaucoup plus à un mec hétéro qu'à une femme, qu'elle soit lesbienne ou hétéro. Il a des choses réellement intéressantes à dire sur cette question, et c'est pourquoi je pense qu'il serait utile de l'entendre. Deuxième truc que je voulais dire, régulièrement je dis à des gens (j'anime souvent des formations par rapport au VIH pour des gens qui sont travailleurs sociaux) d'aller en pharmacie et de demander des préservatifs ainsi que la vaseline pour aller avec, puis de revenir avec leurs achats pour en parler, et finalement de retourner à la pharmacie. En province, entre 50 et 70% des pharmaciens vendent de la vaseline avec des capotes. Dans la plupart des grandes surfaces, la vaseline est au même rayon que les gels et les capotes. J'ignore si sur Paris les choses sont différentes, mais en province c'est quelque chose de général.

Xavier : Quand tu parle d'une façon différente de travailler, je pense que cette histoire de vaseline est une opportunité. Les associations homos de province peuvent s'occuper de cette question (les adhérents faisant le tour des pharmacies). Expérience extrêmement instructive, autant instructif que ce que l'on peut amorcer avec les pharmaciens eux-mêmes.

Emmanuel : Personnellement j'ai pu constater assez récemment sur Marseille (que je n'ai pas constaté ailleurs) c'est que dans la plupart des pharmacies que j'ai pu visiter, je n'ai pas vu de préservatif. A Lyon, à Paris j'en ai toujours vu, souvent en évidence. Je connais un nombre non négligeable de pharmacies dans le centre ville de Marseille où ils ne sont pas du tout visible. C'est quelque chose qui m'interroge.

René Paul Leraton : En plus il faut avoir conscience que nous assistons à une baisse générale des ventes de préservatif.

Jean-Michel : La thématique de la rencontre amoureuse chez les gays est quelque chose que nous avons des difficultés à aborder, surtout du fait de la culture sexiste et du rôle que l'on donne au masculin, ce dernier ne devant pas parler de choses sensibles, affectives. Même si cela n'empêche pas que cela soit vécu dans une relation, bien que l'on en parle pas.

Stéphane : Les temps de parole que tu as méconnu ne sont sûrement pas ceux qui parlaient de la relation amoureuse et/ou sexuelle mais ceux relatifs à l'instant qui suit une relation de cul avec le partenaire du moment. C'est à ce moment qu'il est possible d'établir une réelle connexion, de parler de ce que nous venons de vivre, étant mieux disposés puisque le sensuel est satisfait. Certes, il y a certaines réalités, il y a un dominant, un dominé, aujourd'hui on s'appelle gays et pas homosexuels, mais derrière tout cela il y a des rôles. Il y en a qui jouent beaucoup avec les rôles, mais souvent c'est pris comme une simple provocation. Et les gays se retrouvent eux-mêmes homophobes au sens du rôle, au sens du genre.

Ce qui est pour moi très gênant, parce que quand on appelle à la diversité, on doit aussi appeler à la diversité dans les rôles de chacun, et notamment dans les rôles avec son partenaire. Il y a ici une vraie jonction entre la relation amoureuse et la relation sexuelle. Il est évident que l'on peut se retrouver parfois avec quelqu'un du même âge mais avec une sexualité d'adolescent. Et alors on accepte de prendre une position d'éduquer (ce qui est, me semble-t-il, un véritable acte d'amour) et de recherche sexuelle. Ce qui fait que cela n'impose pas les rôles d'homme et de femme, mais peut permettre d'inventer de nouveaux mots à poser sur les nouveaux rôles. Lorsque l'on parle de rôle social, sans pour autant ne parler que de rôle sexuel, on peut aussi parler de la tapiole. La vie rêvée de sainte Tapiole, c'est top. Le militantisme est aussi dans la relation amoureuse. Quand la folle qui est devant moi me sort que les folles sont détestables, je me sens plutôt visé. Mais après une relation sexuelle et amoureuse avec elle, je suis ravi que son discours ait changé du fait que nous avons eu une explication sur la notion de genre, sur les rôles, nous avons osé en parler. Nous avons osé intellectualiser un acte organiquement sexuel, sans pour autant se priver de jouer sur le charnel, sur le sensuel. L'intellectuel comme le sexuel ou l'amoureux ne doivent pas s'opposer, ce sont des notions et des réalités en fait transversales, et donc qui doivent être possibles dans l'acte amoureux.

René Paul Leraton : Pour ceux que cela intéresse de continuer cet après-midi assez sexuel, à partir de 17 heures nous allons parler d'éducation sexuelle avec Jean-Paul Martin*. Ceci dit, merci à tous et à toutes.

* Pages 122 à 129

Aurélien : Depuis ces dernières années on tente de créer des associations que l'on appelle "jeunes", et qui ont quelques difficultés à avoir une cible privilégiée. Faut-il donner une limite d'âge pour qu'elles se disent jeunes ? Le MAG a choisi de s'occuper des personnes jusqu'à l'âge de 26 ans. Pour celui qui a 27 ans, cette limite est comme le passage d'un monde à l'autre. En fait, je crois que nous avons là une face totalement visible d'un problème totalement caché, c'est à dire le regard que l'on peut avoir les uns sur les autres. Quand une personne descend dans une backroom le regard continue d'être présent. Ainsi certaines personnes préfèrent aller dans les endroits totalement sombres pensant que leur place est ici, et croyant qu'elles n'ont pas la possibilité de rencontrer quelqu'un à leur convenance ailleurs. Le problème intergénérationnel est aussi dans les mots puisque nous n'arrêtons pas de parler de jeunes, de vieux. Cette semaine quelqu'un a déclaré "Nous les jeunes, nous n'allons pas faire dans l'humanitaire en se tapant des vieux ……". Sans vouloir solutionner le problème, on peut au moins essayer d'en trouver la cause. François Delor avait évoqué la possibilité de mettre au centre de toute relation le phallus, de préférence un phallus qui marche bien (parce que derrière l'idée jeune/vieux il y a l'idée que les vieux ne sauraient plus utiliser intelligemment ou à la perfection leur petit bout en colère). Nous avons aussi chez certains la volonté de revenir à une période gréco-latine avec des relations pédérastiques (au sens vraiment étymologique du terme) entre l'éducation d'une personne d'un certain âge et ayant des poils sur le menton, et un jeune n'ayant pas encore ces poils. Donc une volonté de se dire que l'on est vieux à partir du moment où nous ne sommes plus éduqués, passant ainsi dans l'âge adulte. Et j'aimerais savoir la façon dont vous voyez le problème, si vous connaissez personnellement ce problème. J'aimerais également voir si nous pouvons proposer des solutions concrètes aux premiers touchés, c'est à dire les associations jeunes qui ont à lutter contre cette discrimination absolument absurde.

Jean-Claude : Je n'ai pas compris contre quoi les associations jeunes ont-elles à lutter ?

Aurélien : Elles ont à lutter contre une norme qui consiste à faire une césure qui n'a absolument aucun sens. On accorde une importance extraordinaire à l'âge alors qu'il y a des couples qui s'entendent très bien avec 20, 40 ans de différence. Nous sommes confrontés non seulement au regard des jeunes sur leurs aînés, mais aussi au regard des aînés entre eux. On ne peut pas reprocher perpétuellement aux jeunes de parler des "vieux". D'autre part, comment expliquer que des "vieux" eux-mêmes veulent absolument se taper des petits jeunes ? A ce niveau, il y a aussi un problème avec la beauté. Doit-on considérer qu'un corps beaux est un corps de 25 ans ?

Hervé : Il ne faudrait pas confondre les associations jeunes avec les associations étudiantes. Un jeune travailleur n'a pas du tout le même statut qu'un jeune étudiant, à la limite ce dernier ne sera pas considéré comme un jeune puisqu'il n'a pas le même statut que l'autre dans la société. C'est une distinction à faire. Je ne sais pas s'il y a ici parmi nous des militants du *MAG*. Le *MAG* n'est pas une association étudiante, il n'a pas été créé par des étudiants.

René-Paul Leraton : Dans les ateliers précédents c'est quelque chose qui a été pointé à plusieurs reprises. Nous avons même discuté de ces associations qui se créent au sein des grandes écoles, espérant que les membres actuels des dites associations n'oublient pas leur engagement associatif lorsque quelques années plus tard ils seront dans les allés du pouvoir.

Mathieu : Pour aller dans ce sens, au sein du réseau *Moules Frites* il y a eu débat nous en sommes à organiser un réseau d'associations d'étudiants et de jeunes. Le *MAG* fait partie de *Moules Frites*, de même que des associations qui se sont monté sur les campus ou dans les grandes écoles. Nous avons aussi cette démarche de se demander si les jeunes qui sont en milieu professionnel peuvent faire parti de *Moules Frites*, la réponse est claire, il ne peut pas y avoir d'exclusion à ce niveau. C'est vrai, au départ du réseau *Moules Frites* il s'agissait d'associations qui s'étaient crées sur les campus et à des endroits où les identités étudiantes sont assez fortes. Ceci dit, sur la question de l'âge il y a d'abord la sexualité, puis les rapports qui peuvent exister entre les personnes d'âges relativement différents. Et évidemment cette question de la sexualité est très présente dans les associations parce que beaucoup de gens y viennent aussi pour faire des rencontres. Et comme ils sont a priori en recherche de rapports sexuels, se pose la problématique de l'accueil de ces personnes. Ainsi s'est posé la question de savoir si d'être accueilli par des gens qui n'ont pas leur âge pouvait leur poser problème. Sachant qu'ils ont déjà un questionnement sur la, sur leur sexualité, n'est-ce pas beaucoup de leur imposer une différence d'âge au niveau de l'accueil ? Est-ce que les jeunes ne sont pas bien placés pour faire l'accueil des jeunes ?

Ensuite sur les rapports intergénérationnels au sein des associations, il importe de savoir ce que les associations dites de jeunes font avec les associations comme l'*APGL*, comment elles travaillent ensemble, et ce qu'elles peuvent apporter les unes aux autres. A *Moules Frites,* nous avons la peur de la récupération et de l'utilisation des associations gays par d'autres associations du fait que les jeunes forment un vecteur facile pour obtenir des subventions, que les problématiques jeunes profitent de pas mal de financements publics. Ce sont deux types de questionnement que je pose.

Rémi : Les associations au sein du milieu étudiant ne sont pas spécifiquement destinées aux seuls étudiants. Dans l'association dont je fais partie, nous avons des étudiants, des chercheurs extérieurs et des professeurs. Avec un éventail d'âge allant de 20 à 40 ans, je n'ai pas eu l'occasion de compter parmi nous des gens encore plus âgés, mais cela ne poserait aucun problème puisque l'association est destinée à tous (bien que cela soit une association étudiante).

Julien : Je fais parti d'une association étudiante sur Bordeaux, et nous accueillons des personnes qui font parti du personnel de la faculté ainsi que des étudiants. En même temps nous acceptons les jeunes âgés de 16 à 25 ans, car il est vrai que les jeunes travailleurs ne savent pas trop où aller. Quant à l'accueil, c'est surtout un problème de mentalité. Un homme de 40 ans avec une adolescence complètement différente d'un jeune de maintenant peut difficilement accueillir un jeune d'aujourd'hui. Seul un jeune de maintenant peut comprendre ces problèmes. Il y a aussi le fait que certaines personnes fréquentent les associations de jeunes parce qu'ils pensent y trouver de la chaire fraîche. C'est un problème récurent. Beaucoup de personnes plus âgées sont intéressées par les jeunes, ce qui en gêne certains. D'autre part, quand nous avons des discussions entre jeunes étudiants, je ne sais pas si des gens un peu plus âgés se sentiraient à l'aise, se retrouveraient dans ce cadre. C'est un cadre assez spécifique, c'est un cadre typiquement étudiant.

Hervé : J'ai 42 ans, et je suis frappé par cette impression que les choses n'ont pas tellement changé. Lorsque j'avais l'âge des jeunes d'aujourd'hui, je pouvais dire exactement les mêmes choses. Les choses que nous avons vécues, nous ne les avons pas vécues aux mêmes moments, mais j'ai vraiment l'impression que tout le monde passe par là.

René-Paul Leraton : Je suis tout à fait d'accord avec ce qu'Hervé vient de dire puisque sur *Ligne Azur* c'est une des choses qui nous frappent (puisqu'il n'y a pas que des jeunes qui nous appellent). Certains nous disent que parfois ils entendent des garçons leur dirent des choses qu'ils ont dit lorsqu'ils étaient plus jeunes.

Jean-Paul : Etudiant, non étudiant, jeune travailleur, ce n'est pas çà l'essentiel. L'important est l'attitude des plus âgés (ceux qui ont connu le *CUARH*, les *Gays pour les Libertés*, *Act Up* dans sa première période) vis-à-vis des jeunes. Nous avons connu la clandestinité, et les jeunes actuels connaissent un certain mal-vivre malgré les bars que nous autres les plus âgés nous n'avions pas. Aujourd'hui se posent plus ou moins les mêmes questions. Aussi il me semble que nous pouvons essayer de travailler ensemble, en disant ce que de notre côté nous pouvons apporter. Nous pouvons travailler ensemble, bien que nous n'avons pas le même âge. Nous pouvons être utiles en disant que nous avons connu cette époque de clandestinité. Car malheureusement les choses ont aujourd'hui assez peu changé.

Ensuite sur cette histoire de jeune et de vieux. Je pense que l'on parle surtout d'une espèce de figure type. Comment nous on peut essayer d'inventer au-delà de la réalité de la "chaire fraîche" ? Par exemple en essayant d'inventer d'autres types de relations, comme les anciens. Nous avons un rôle, celui d'essayer d'aider les jeunes générations. Après *Arcadie* nous avons quand même essayé d'ouvrir un peu tout ça, il y a encore des verrous et des choses fermées. Mais il y a le PACS, même si ce n'est pas un élément extraordinaire, c'est quand même un élément essentiel. Dans les années 70/75, 80/82 on en était loin. Souvenez-vous les anciens, quand on voit à Paris 500 000 personnes, c'est tout de même extraordinaire, ça c'est la première chose. La deuxième chose quand on va dans un bar, on est tellement imprégné par les limites que quand on a 40 ans, 50 ans, 70 ans (et oui, on vieillit et on meurt) on s'autocensure. Quand par exemple tu vois des jeunes qui boivent et discutent, et bien la peur fait qu'on s'autocensure parce qu'on se dit que même ici on n'a pas de place. Les jeunes sont tellement adulés, connerie, la jeunesse ce n'est pas un état. Et bien il faut pouvoir aller dans cette communauté qui à l'origine était révolutionnaire. A l'origine on disait que l'homosexualité était révolutionnaire (c'est les années 70, on en est loin avec le PACS). Mais je crois qu'il est possible de changer tout ça. Nous avons un message à dire, au moins à la communauté homo.

Patrick : J'avais trois choses à dire. Premièrement à propos des associations, il y en a certaines (surtout celles des grandes écoles) qui sont élèves et anciens élèves. Ensuite, le débat est du privé ou du public. C'est à dire est-ce que c'est le problème des associations ou les problèmes de la vie privée ? Je suis en couple depuis 14 ans avec quelqu'un qui est un peu plus jeune que moi, et cela pose des problèmes. Et troisième chose que je voulais dire c'est que cette question de l'intergénérationnel me semble être quelque chose d'assez culturel et occidental. J'ai vécu récemment un an au japon où le problème est assez différent. Il n'y a pas mal de publications où on voit des gens assez âgés qui connaissent un réel succès.

Benjamin : Afin d'alimenter la réflexion, j'aimerai apporter mon propre témoignage. Très souvent (30 fois par mois au minimum) je couche avec des vieux, puisque je travaille dans la prostitution. J'ai commencé à l'âge de 14 ans. Mon parcours est classique pour un mineur qui fait le tapin, avec tout ce que cela comporte comme problématique. J'ai mis énormément de temps pour concevoir d'avoir du désir dans le cadre d'un rapport sexuel avec ce que l'on nomme un "vieux". Dans ma tête cela me questionnait (à 16 ans j'ai eu mon premier client jeune, de 25 ans, mais pour moi c'était un vieux). J'ai progressé vers l'idée de plaisir, en ce sens où si je fais un travail sexuel pour répondre aux exigences du client, je choisis le travail afin d'éprouver du plaisir (faute de quoi cela deviendrait l'usine). Et comme je n'ai pas envie de travailler à la chaîne, j'ai donc cherché le plaisir dans mon travail. Je suis toujours en quête de plaisir, je suis toujours en train de découvrir ce que pour moi c'est le plaisir. Aujourd'hui, j'ai du plaisir dans mon travail. J'ai du plaisir parce que pour moi la sexualité est aussi un partage, même si je suis payé pour ça. D'autant qu'il existe différents plaisirs, ce n'est jamais le même plaisir avec une personne comme avec une autre, cela change. Effectivement pour moi ce n'est pas la même chose d'avoir un jeune comme client. C'est plus facile avec un client jeune, parce qu'alors il m'est plus facile de bander. Tandis qu'avec un vieux, il faut se forcer, il faut que je découvre du plaisir à être avec un vieux. Ce plaisir peut être celui d'être choisi, d'être fier de moi, fier de mon corps, de répondre à une recherche de plaisir de l'autre. Et ainsi je découvre plein de choses à mon sujet, je découvre qu'il y a tout plein de contradictions. C'est pourquoi je compte continuer à faire mes expériences, mes découvertes, continuer à apprendre à voir mes clients de manière différente. Pendant longtemps les vieux incarnaient le boulot, jamais le plaisir. Tout ce que je voulais d'eux c'est qu'ils paient. Souvent on me demande comment j'arrive à gérer le dégoût. Je ressens du dégoût, mais je ne peux pas en éprouver pour un corps vieux ou handicapé. Malheureusement les conditions de vie des handicapés sont telles qu'il y en a certains qui ont fait la démarche de faire appel à mes services. Et c'est très rare que cela marche.

René-Paul Leraton : A propos de cette histoire d'âge, je suis un petit verni parce quand j'avais quelque chose comme 20 berges et que je commençais à me dire que c'était vraiment les mecs que je préférais, les types qui me plaisaient avaient 35/40 ans. Et j'avais vraiment aucun problème à baiser avec des mecs de cet âge. Quand je dis que j'étais verni c'est que j'ai eu le bol d'évoluer en même temps, c'est à dire que lorsque j'ai eu 35 ans c'était les mecs de 50 ans qui me plaisaient. Et ce qui me permet de relativiser cette question de différence d'âge c'est que j'ai eu une longue histoire d'amour avec un mec de 10 ans plus âgé (j'avais 27 ans, il en avait 37), et maintenant que j'ai 52 ans je vis avec un mec de 42 ans. C'est pourquoi je pense que cette histoire d'âge est un "machin" assez subjectif, et surtout assez mouvant.

Ensuite cette histoire d'âge tient beaucoup au physique. L'éternel débat sur le rapport au physique, à la beauté, à tout ce que vous voulez. Mon physique a évolué, je suis aujourd'hui ce que l'on appelle un ours (d'ailleurs les "ours" pourront faire l'objet d'un atelier l'année prochaine). Lorsque je n'étais pas moi-même un ours, les ours me plaisaient déjà vachement et j'avais envie d'être avec des mecs de ce style. Je n'ai pas l'impression d'avoir été une exception, il y a des mecs de 20/25 ans qui ont envie de ce taper des "ours", mais ils se font virer des bars. C'est un truc qui m'avait frappé lorsque j'avais entendu parler de l'ouverture, à Paris d'un bar "ours", d'entendre qu'ils n'étaient pas acceptés, ils se sont entendu dire que c'était une soirée privée (j'ai des copains à qui c'est arrivé). Qu'est ce que c'est que ce truc à la con ? C'est un truc que je trouve aberrant. C'est un peu comme si on recréait des catégories de genre. Attention à ne pas se créer des choses comme ça.

Donald : A propos des associations de jeunes gays, à 50 ans (et un long passé militant derrière moi) je me suis trouvé assister à l'émergence d'une association de jeunes gays à Aix en Provence. Au départ c'était des copains jeunes qui se retrouvaient souvent dans les bars, pour au final se constituer en association. Pour ce faire ils se sont mis à la recherche d'un local et à rédiger des statuts (ce qui n'est pas évident). Du fait de mon expérience militante je me suis trouvé à les aider, tout en refusant d'avoir le moindre pouvoir politique au sein de l'association (n'ayant pas souhaité être président ou secrétaire) par ce que je pensais que la parole leur appartenait. Reste que je me suis retrouvé trésorier. Nous n'avions pas posé de limite d'âge pour être membre, pensant que nous devions être ouverts à tous les jeunes. Et le jour où l'association a décidé de m'envoyer (en tant qu'administrateur) la représenter auprès de la fédération *Gémini* (celle-ci regroupant les associations de jeunes gays, elle refusait les gens de plus de 26 ans) mes 50 ans lui ont posé problème. Il a donc fallu que *Gémini* avale la couleuvre, ce qui c'est passé assez gentiment. Finalement il est apparu qu'un vieux dans une association de jeune est quelqu'un qui apporte des possibilités matérielles (j'ai mis à leur disposition mon appartement pour qu'ils puissent y tenir leurs apéros et autres réunions) ainsi qu'une connaissance, une mémoire du passé. J'ai également constaté, grâce à cette association, qu'un vieux est celui qui apporte un modèle, ce qui est quelque chose d'important. Cependant quand j'entends que l'accueil doit être fait surtout par des jeunes, tout à l'heure Aurélien disait qu'être accueilli par un vieux cela peut poser problème, c'est totalement vrai. Car lorsque le jeune arrive à l'association, il arrive avec ses propres problèmes avec lui-même, il est donc inutile donc d'en rajouter un de plus. C'est pourquoi il me semble tout à fait normal que l'accueil soit fait par des jeunes. Le rôle des vieux au sein des associations est un rôle d'exemple, puisqu'ils sont comme des "modèles sociaux". Lorsque les jeunes voient les vieux circuler dans l'association, vivre au quotidien et assumer leur identité homosexuelle, ils ont enfin les modèles qu'ils cherchent partout. C'est pourquoi je suis persuadé que nous autres les vieux nous avons notre rôle. Nous avons également un rôle d'appui moral. Combien de fois il y en un qui m'a téléphoné à 2 heures du matin en me disant que cela n'allait pas ? C'est un aspect extrêmement important. Aussi je me demande si les jeunes lorsqu'ils fixent dans leurs associations des limites d'âge s'ils ne s'enferment pas eux-mêmes. C'est un questionnement, pas une affirmation.

Quand on parle du fantasme de "chaire fraîche", en réalité on parle du désir dans son ensemble. Et ce que les gamins en disent, c'est quelque part on les renvoie à leurs propres désirs. Il y a quelque chose qui relève de leur propre symbolisme intérieur (qu'ils n'ont pas épluché) et pas forcément d'une réalité. Et je renverrai aussi aux rapports différents que l'on a dans le monde associatif et dans le monde commercial. Il est vrai que dans le monde commercial (comme dans les backrooms parisiennes), on y va sans connaître la voix ou le physique de son partenaire. Et effectivement il y a des vieux qui peuvent se glisser dans les backrooms. Dans une association, en principe on y va pour discuter. Aussi le contact avec l'autre n'est pas le même. Certes, il ne faut pas être angélique, j'ai commencé à avoir une sexualité à l'âge de 13 ans à une époque où la majorité (civile, sexuelle et compagnie) en France était seulement à 21 ans. Et cavaler après les mecs quand on a 13 ans .... Je me suis fait remballer plus d'une fois, pour la simple raison que cela représentait un danger juridique majeur. Ce rejet me blessait terriblement, j'avais vraiment beaucoup de mal face à ces adultes qui me repoussaient.

Je finirai en disant que nous autres les "vieux" nous avons un rôle qui est d'aider les jeunes à vivre, de les aider à se rendre compte de leur âge et qu'effectivement que les choses changent, à les aider à prendre conscience qu'ils ne sont pas des produits de consommation qui se périment comme des yaourts. Pour ma part, et je conclus sur ce point, je suis très intéressé par les relations humaines en général et en particulier les relations de type pédagogique. Ce que je vis depuis une dizaine d'années avec de jeunes hétéros que je croise ici et là. Avec eux j'établis des relations humaines dont la référence est celle de la pédérastie grecque, à la nuance près que je ne cherche pas à coucher avec eux. Mais petit à petit, parce qu'ils trouvent un point d'appui ou une aide, il y a un lien fort qui se crée. Certains ont grandi, certains ont des enfants ou se sont mariés, on ne se voit plus vraiment, mais on reste en contact téléphonique, on se raconte des trucs (très souvent c'est à la suite de ce lien humain très fort qu'effectivement j'ai couché avec certains d'entre eux). Ce que je n'arrive pas à reproduire dans le milieu gay, car beaucoup de jeunes gays ont d'abord un a priori contre les plus âgés.

Serge : J'ai peut-être vécu mon approche du monde associatif de façon quelque peu différente de celle des autres, en ce sens où quand j'ai voulu rejoindre une association à Strasbourg, il n'y avait rien pour les jeunes. Du coup je suis allé à *David et Jonathan* (malgré certains a priori sur cette association fréquentée par des gens âgés et plutôt religieux). Mais j'y suis allé, vu que je ne connaissais aucun gay. Ceci dit, j'ai été vachement bien accueilli, au point que se fut très différent de ce que je pensais que cela allait être. Par la suite lorsque je racontais mon expérience aux jeunes qu'ensuite je rencontrais, je remarquais qu'il y avait beaucoup d'a priori sur la façon dont les jeunes sont perçus dans le milieu gay par des gens qui ont dans les 30/40 ans (je ne dirais pas que c'est vieux, mais c'est plus âgé que lorsque l'on a soi-même 18 ans). C'est une expérience qui m'a appris beaucoup de choses. Etant bien accueilli, j'en ai profité pour discuter avec des gens plus âgés que moi. Il m'a semblé que l'on n'a pas forcément besoin de rencontrer d'autres jeunes pour s'accepter, pour s'affirmer en tant que gay. C'est une expérience qui m'a vraiment aidé. Maintenant, je dois dire qu'au bout d'un moment (j'ai été pendant près d'un an à *David et Jonathan*) j'éprouvais le besoin de rencontrer d'autres jeunes. Ce fut très bien, j'ai reçu beaucoup de choses, mais j'avais quand même le besoin de rencontrer d'autres jeunes. Et du coup j'ai entrepris différentes démarches, pour finalement réussir à rencontrer d'autres jeunes avec lesquels j'ai formé différents groupes de jeunes. Ceci dit, je pense que même si on peut recevoir beaucoup de la part de personnes plus âgées, on a aussi besoin de rencontrer des jeunes qui vivent la même expérience que nous, et au même moment. Les gens plus âgés ont certes vécu les mêmes choses que nous, mais c'était il y a 20 ans. Aussi ils sont maintenant dans leur vie, dans leur travail, ce qui explique que l'on a peut-être un peu de mal à établir de véritables amitiés. On a parfois de vraies amitiés, mais on ne peut pas aller trop loin dans la relation parce qu'ils ont leur propre vie alors que nous nous sommes encore étudiants, encore un peu perdus. On peut beaucoup discuter, parler, mais on ne peut pas vraiment vivre des choses ensemble. En tout cas c'est ce que je ressens. *David et Jonathan* c'était bien, mais cela ne me suffisait pas. C'est pourquoi je pense qu'il est important qu'au sein des associations étudiantes de jeunes il n'y ait que des jeunes. Je ne suis pas pour les sectarismes, mais il y a des choses que l'on ne pourra pas recevoir. Personnellement je n'ai pas réussi à trouver certaines choses dans des associations où il n'y avait que des gens plus âgés. C'est pourquoi il me semble important que les jeunes puissent se retrouver entre eux, parce que les personnes plus âgées ne peuvent pas nous apporter tout ce dont nous avons besoin en tant que jeunes.

Jean-Pierre : Je crois qu'il convient de relativiser la notion de changement d'époque. Si nous voulons voyager dans le temps, le meilleur moyen est de voyager dans l'espace et d'aller dans les pays où l'homosexualité n'est pas reconnue. Ainsi on s'aperçoit que les choses sont beaucoup plus relatives que ce que l'on veut bien le croire. A savoir que même si c'est complètement interdit, voir puni de mort, en fait il existe partout des petits espaces dans lesquels les gens sont équilibrés, où ils n'ont pas trop de problèmes. Et en fait il faut comprendre que quelle que soit la société dans laquelle nous vivons, il y a des gens pour lesquels il n'y a pas de problèmes. Ils ont un environnement familial positif et éventuellement un environnement plus large sans problème. Il y aura toujours des gens, même dans la société française ou hollandaise actuelle qui ne seront au courant de rien, et qui même en ayant à portée de main les informations n'auront jamais le réflexe de s'en servir. Il y en a plein qui n'ont jamais été au-delà de la *Gay Pride* et de ses images très typées. En fait ceci explique bien que finalement à toutes les époques il y a des gens qui ont vécu exactement les mêmes problèmes, sauf que les comportements ne sont pas partout les mêmes. Mais par contre l'homophobie subsiste.

Sur cette histoire de la jeunesse qui passe, je ne suis pas d'accord, la jeunesse c'est quelque chose qui ne passe pas. Par contre on peut me dire que les jeunes, eux, ils se renouvellent. Chez les homos (comme chez les hétéros) il y a des gens qui au fur et à mesure de leur évolution personnelle ont des partenaires toujours du même âge. Cela ne veut pas dire grand-chose que de nier le fait que la jeunesse est un état qui peut subsister. La question qui m'intéresse le plus c'est de savoir comment faire éventuellement évoluer tout ça. Pour ma part je constate malgré tout que lorsqu'on regarde différentes sociétés, a priori je serais assez pessimiste. Parce qu'il y a des sociétés dans lesquelles être vieux ce n'est pas bien, c'est quelque chose de mal vu. Il y a des sociétés qui correspondent à la nôtre avant où être vieux c'était très bien puisque être jeune c'était impossible de s'affirmer. Et j'ai l'impression que l'une des solutions on peut la trouver non pas chez nous mais chez les hétéros. Etre vieux dans la société actuelle est très mal vu de façon générale. Pour moi, vieux, ayant vécu en Afrique, alors que j'entends trop souvent "vieux" de façon négative, c'est quelque chose de positif. Il y a des enfants dans les pays africains que l'on appelle vieux, mais c'est alors un terme valorisant. Ainsi en regardant autour de soi, on s'aperçoit que quelques personnes de 60, 70, 80 ans simplement à leur manière de se comporter on se dit tout d'un coup que c'est exactement ce que j'ai trouvé ailleurs, et en fait on s'aperçoit que cela dépend de ce que les personnes dégagent. Je pense que la solution est difficilement dans la société, puisque la société elle-même est difficile à bousculer. Imaginer que dans 20 ans le fait d'être vieux sera une valeur ..... Aussi il me semble qu'il vaut mieux, en tout cas au niveau de ce qu'on appelle les "vieux" (cela devient un mot péjoratif pour le moment, mais en fait c'est une situation, une position individuelle) savoir relativiser cette histoire d'âge. D'ailleurs si quelqu'un qui a 20 ou 40 ans de plus que les autres, s'il déclare être dans sa tête encore jeune, il n'y aura pas vraiment de réaction de rejet, parce qu'en fait c'est quelque chose que l'on sent très bien.

Une autre piste que j'aimerais bien que l'on évoque un petit peu, c'est que lorsque l'on parle de la vieillesse chez les homosexuels, on ne parle que des hommes. Qu'est ce que ça devient une vieille lesbienne ? J'aimerais bien savoir. En posant cette question, j'ai levé la tête et je me suis demandé s'il y avait des femmes parmi nous dans cette salle. Je n'en ai pas vu beaucoup ..... Ceci dit, à propos de la manière dont on pourrait rénover l'image que nous avons des vieux, il y a un truc qui me parait un tout petit peu délicat, c'est de se baser sur la prostitution pour imaginer d'avoir de meilleures relations entre les jeunes et les vieux. Cela me parait franchement être une mauvaise base.

Benjamin : Tout à l'heure, lors de mon intervention, j'ai parlé de moi, de mon propre vécu, de ma propre expérience de la prostitution. Cela n'engage que moi.

Aurélien : Benjamin a réussi à démystifier son corps, et je crois que le secret est là. Nous avons beaucoup à apprendre de son témoignage. Il ne nous demande pas de se prostituer du jour au lendemain, il nous dit simplement comment il a fait quand il était obligé de le faire, alors que nous autres nous pouvons choisir.

René-Paul Leraton : C'est l'un des tous premiers débats sur cette question, et cela va certainement foutre le camp dans tous les sens, mais de ce que nous allons aujourd'hui échanger entre nous il conviendra de tirer des trucs pour plus tard.

Arnaud : Nous avons beaucoup parlé de la difficulté des vieux à aller vers les jeunes, je voudrais évoquer la question inverse, c'est à dire la difficulté des jeunes à aller vers les vieux. En la matière il existe plusieurs problèmes. Effectivement il existe un bar "ours" à Paris, je suis passé devant et je n'ai pas osé rentrer. Les "ours" se retrouvent entre eux. Il y a aussi le fait que dans les autres bars un jeune (et même très jeune) qui y met les pieds se sent vulnérable dans le sens ou effectivement il est de la chaire fraîche que les vieux sont là à attendre, des vieux qui ont de l'expérience, qui savent, et qui ne sont pas forcément près à l'accueillir comme il faudrait. Et c'est à ce niveau que les associations ont un rôle intéressant à jouer. Il y a aussi un problème interne entre les jeunes, une espèce de discours dominant. Quand je sorts avec mon petit ami (il n'est pas moche, il a dix ans de plus que moi), un certain regard "jeune" me pèse. Une sorte de dicta qui dit que lorsque l'on est jeune il faut forcément sortir avec des jeunes, entre jeunes. J'ai eu l'occasion d'exprimer mes goûts à des personnes, il y en un en rigolant (mais quand même) qui m'a sorti "tu ne penses pas aller voir un psy ?". Réaction assez banale. C'est vrai, si on sort avec des vieux c'est bizarre. Mais le problème se pose aussi avec mes amis hétéros, pour eux non seulement je suis homo mais en plus je me tape des plus vieux que moi. Voilà, c'est juste un problème à régler à ce niveau.

Bruno : Dans la lancée, moi-même je sors aussi avec quelqu'un de plus âgé que moi. Et cela est mieux passé auprès de mes amis hétéros que de mes amis gays.

Julien : Je suis parfaitement d'accord avec toi. J'ai connu la même chose. J'adore les ours, et c'est clair que j'ai énormément de problèmes. Il y a énormément de gens qui n'arrivent pas à comprendre. Heureusement mes meilleurs amis comprennent, sinon le reste c'est plus de la moquerie qu'autre chose.

René-Paul Leraton : Arrête de tirer la tête. Bientôt cela va être totalement à la mode, être total tendance .....

Rémi : J'interviens juste pour dire que dans ce genre de situation il y a un regard des autres extrêmement gênant. Déjà qu'il n'est pas forcément facile d'être homosexuel, alors si en plus quand on est avec quelqu'un de "vieux" le regard des autres est critique, ce n'est pas évident à vivre.

Jean Le Bitoux : Si on continue à dire les jeunes /les vieux, il faudra qu'on explique qu'elle est la frontière entre les deux. Que l'on m'explique quand est-ce que je suis devenu vieux, alors que je ne le savais pas. J'ai 52 ans et je suis très content de vieillir. Je pense que l'on devrait aborder de front ce qui jusqu'à présent ne l'a pas été, à savoir la peur de vieillir. Je suis ravi de vieillir, pour l'instant le sida a oublié de me frapper. J'ai trop d'amis jeunes qui sont morts du sida. C'est quelque chose qu'il convient de ne pas oublier. Se poser la question de vieillir ou de ne pas vieillir, c'est parfois un luxe. Par ailleurs, je voudrais aussi brouiller les cartes, un peu comme Donald. Très jeune ce n'était pas avec un jeune que j'allais trouver une solution sexuelle à ce qui était en train de m'arriver, et donc je draguais des messieurs plus âgés que j'avais visibilisé comme étant homosexuels, mais ces derniers partaient en courant. J'étais alors dans des tentatives de détournement de majeurs.

Par ailleurs, concernant les références, le savoir et l'expérience entre les générations, nous parlons insuffisamment (et cela continue d'ailleurs dans la communauté gay) de l'amitié. J'ai eu beaucoup d'amis qui avaient 15 ou 20 ans de plus que moi, il ne s'agissait pas de rapports sexuels mais de me nourrir de références, d'observer dans certaines situations comment ils s'étaient comportés et donc comment ils pouvaient me passer des messages, de l'expérience que j'ai intégrée dans mon propre comportement. Quand on dit jeune/vieux il y a aussi une espèce de sous-entendu sur la pédophilie qui est assez désagréable. Je pense que c'est bien que l'on continue la discussion à partir de nos expériences personnelles afin d'échapper au discours. Si le *MAG* déclare qu'à partir de l'âge de 26 ans on ne peut plus faire parti de l'association, c'est un autre débat. C'est un débat de structure. Restons sur nos expériences pour brouiller les cartes.

René-Paul Leraton : Sauf que ce n'est pas toujours évident pour tout le monde d'aborder l'intime. Nous sommes beaucoup dans cette salle, et il ne faut pas non plus se dire que comme c'est quelque chose d'intime on ne va pas prendre la parole.

Aurélien : Coupe le micro .... La première fois que j'ai rencontré Jean je m'étais dit combien il était beaux. Et plus je le vois, plus le temps passe, et plus je le trouve beau.

Jean-Michel : Je dirai à peu près la même chose que Jean, c'est à dire que je suis blessé par l'état du monde vieux actuel depuis que je suis rentré dans cette salle. J'ai 53 ans, je ne me sens pas vieux. Je suis perçu comme "vieux" par des plus jeunes que moi, et quand je dis des plus jeunes, ce n'est pas forcément des adolescents, cela peut être un type de 40 ans. Je crois que l'on oublie de considérer ce qu'il y a à l'intérieur des individus. On fait des catégories entre les gros, les maigres, les ours, les poilus, les ..... Ce qui m'intéresse c'est la flamme qui est derrière les yeux.

Eric : Je voudrais intervenir non pas sur le fond mais sur la forme, sur la méthode. Effectivement il s'agit de savoir comment on peut passer d'expériences intimes à l'expérience collective, comment on peut travailler sur l'intime. C'est une question dont nous devrions nous saisir à l'*UEEH*. Je pense que cela pourrait se faire dans le cadre d'un cycle "mode de vie" avec la préoccupation de recoller les expériences et les témoignages de chacun. Et de tout cela en faire un savoir. Ce cycle "mode de vie" pourrait intégrer l'histoire des rencontres intergénérationnelles, mais cela pourrait aussi porter sur la question de la rencontre, de la drague, du désir. Toutes ces questions ne relèvent pas de la généralité, ni de la question des droits qui est ici ouvertement posée. Je crois que l'on perdrait beaucoup à ne pas s'en saisir.

Donald : Sur la question du jeunisme et de l'âgisme (et de la relation entre les deux), un peu aux marches de l'*UEEH* nous avons entrepris d'établir des contacts avec des universitaires. Ainsi il y a des choses qui vont ce faire du côté de Gérard Bach et de Welzer-Lang, travail que nous allons essayer de coordonner avec d'autres sujets.

René-Paul Leraton : N'oublions pas que lorsque l'on travaille sur l'intime, il est impératif d'avoir une assise très solide car tu travailles sur du machin qui peut à tout moment te péter à la gueule. Il ne s'agit pas que les gens se retrouvent en morceaux.

Yves : Je crois qu'on ne peut pas rester entre une dichotomie entre les expériences individuelles (qui deviennent tellement personnelles que l'on pourrait considérer que cela ne concerne personne d'autre, et que cela ne serait rien de plus qu'une expression spontanée des choses) et d'autres part les grandes messes. Je suis persuadé que nous avons beaucoup de choses à apprendre de nos expériences personnelles respectives pour les traduire en quelque chose que j'appellerais (malheureusement) le politique. Ceci me parait important. La deuxième chose qui me parait essentielle, c'est que nous avons une sorte de devoir à accomplir qui est de vivre ensemble (c'est quelque chose qui doit se construire) au-delà de nos identités, et que cela veut donc dire que nous sommes tous avec évidemment plusieurs casquettes, que nous sommes tous des sédimentations, que nous avons tous des histoires que l'on soit jeune ou que l'on soit vieux. Et au fond si nous n'arrivons pas à vivre les différentes sédimentations de notre personnalité, on peut parler des bis (je suis moi-même hétéro, d'ailleurs dans l'histoire du mouvement homosexuel ce fut assez difficile de vivre son hétérosexualité) mais je veux dire par là que les catégories binaires ne me paraissent pas suffisantes pour élever le niveau, j'entends le niveau de ce que nous devons faire tous ensemble. En ce sens, je dirai que je me sens quelque peu déçu par rapport aux attentes que je pouvais avoir, y compris sur des questions plus personnelles et que je ne pourrai pas aborder ici présentement.

En deux mots, j'ai eu une caractéristique que je partage avec d'autres ici présents (que je connais depuis longtemps) qui est d'avoir toujours été considéré comme quelqu'un de jeune (on me demandait encore ma carte d'identité dans les cinémas alors que j'avais 40 ans). Il est clair que pour moi la question de l'âge ne se pose pas de la même manière que pour Gérard Bach qui m'a dit ne s'être jamais posé cette question de l'âge et du comportement de l'autre par rapport à l'âge. Ce sont des choses qui sont de l'ordre de l'intime et qui renvoient à une chose qui est du regard social. Si on n'arrive pas à aborder ici cette question, il me semble que nous faisons une erreur. On fait une erreur, y compris par rapport aux gens qui arrivent pour la première fois (ou la deuxième fois) dans une *UEEH* ou qu'ils commencent à fréquenter des groupes identitaires.

Michel : Je suis probablement le doyen des *UEEH*, si quelqu'un a plus de 72 ans qu'il se déclare. Ceci dit, il existe à Paris une association qui s'appelle *Les Gays retraités* , il y a 2/3 ans j'avais pris contact avec eux. Nous avons eu par la suite l'occasion de se téléphoner, mais malheureusement ils n'ont jamais reçu de demande de retraités marseillais afin de créer éventuellement une antenne en province (à Marseille, à Toulon ou ailleurs). Je regrette qu'il y ait à cette *UEEH* si peu de retraités, si peu de gens qui se situent entre 50 et 70 ans. Parce qu'il y a beaucoup à apprendre. Je suis présent chaque année depuis 3 ans et j'y apprends plein de choses. Autre chose auquel il a été fait allusion (sans en prononcer le mot) dans les relations entre personnes d'âge différent, c'est la question de l'affectivité, de l'amitié. Il m'est parfois arrivé que les choses aillent au-delà. Les relations peuvent débuter sur de l'affectif, sur le fait de se retrouver sur un certain nombre de choses. Il y a aussi, pour les vieux, la question de l'autocensure. Il m'est arrivé il y a une dizaine d'années de passer quelques jours avec un groupe, et à la fin quelqu'un (de 15 ans de moins que moi) m'a dit qu'il se demandait quand est-ce que j'allais me décider. Aussi je conseille aux jeunes de cueillir dès aujourd'hui les roses de la vie, parce que ça ne dure pas.

Jean-Claude : Je voulais réagir d'abord sur ce qui a été dit de l'accueil des jeunes par des jeunes dans les associations, simplement par un témoignage personnel, et plutôt d'accueilli. Et plutôt indirectement parce qu'à Lyon ce sont des gens que j'ai rencontré par hasard dans le milieu, trois ou quatre jeunes (je n'ai l'expérience que de trois ou quatre jeunes) qui ont été très déçus par l'accueil qu'ils ont reçu du groupe jeune d'*ARIS* du lundi. Hors de l'association, ces jeunes m'ont raconté qu'ils ont eu l'impression de servir de chaire fraîche (notion qui est certes toute relative, au chasseur et au chassé). Ils m'ont dit combien c'était déplaisant, qu'ils sentaient le désir derrière l'accueillant. D'autant que ceux qui m'ont fait part de ce témoignage étaient encore peu ou pas initiés. Ensuite, c'est vrai que je trouve regrettable que l'on sectarise ainsi les lieux de rencontre, il va y avoir des endroits pour les gros, des lieux pour les vieux, pour les jeunes. Il faut tout de même se rappeler que les hétéros ont la terre entière pour se rencontrer. Pas pour baiser, pour se rencontrer. C'est à dire laisser jouer le hasard des rencontres, des discutions, des échanges verbaux (l'homme est un être dont la part cérébrale est quand même importante). Et souvent je reprocherais aux homos de faire ressortir d'abord leur animalité (c'est un biologiste qui parle), de penser d'abord à la baise et après si on a le temps on prendra le temps de se connaître. Effectivement les hétéros ont beaucoup d'avantages par rapport à nous à ce niveau, ils ont toute la terre et en plus ils peuvent se donner le temps.

Je rajouterai une limite de plus, pour rentrer chez les SM il faut être habillé en cuir, il faut être déguisé. Je trouve cela regrettable. Moi qui parfois ai ces tendances, je ne peux pas aller dans les établissements SM parce que je déteste le cuir. C'est stupide de devoir se déguiser. Je suis un SM civil (dans mes pratiques de compensation, parce que je suis quelqu'un de paternel). Et justement je n'arrive pas à me situer parce que je suis au carrefour de rien du tout, je suis trop gros pour les minces, je suis trop maigre pour les autres, je suis trop vieux pour les jeunes. Je n'arrive donc à me placer. Et trop bien habillé pour les cuirs. La question de la frontière de l'âge a été posée. J'ai 52 ans, et j'estime mon âge à 45 ans. La dernière fois que j'ai fait l'amour j'avais 45 ans. Depuis des touches pipi il y en a eu, mais cela ne m'apporte rien. Dans quelque canard que ce soit, au niveau des petites annonces le maximum que l'on trouve c'est 45 ans. Mais c'est dans mon métier (je suis enseignant) que je trouve une petite consolation. A 2 reprises je me suis entendu répondre, dans le courant de cette année scolaire, alors que je disais à mes élèves (qui sont lycéens) qu'ils étaient des gosses, que le plus gosse était sur l'estrade.

Enfin j'ai été très affecté lorsque l'on a évoqué la question de l'autocensure des mecs mûrs. C'est une expression que j'aime bien parce que "mecs mûrs" cela implique une connotation valorisante. Effectivement on s'autocensure. Ici dans ces *UEEH*, j'hésite d'aller vers certaines personnes, j'évite d'insister du regard. Je suis un esthète, je regarde les gens qui me plaisent au niveau tête (je suis très tête, pas bite, pas corps). Et que je vois que l'on me regarde, je détourne le regard. Dès que l'on tombe sur mon regard je le détourne parce que c'est vrai que cela fait en général un bon moment que je regarde la personne.

Nicolas : J'ai deux positions, pour certains je suis déjà vieux et pour d'autres je suis encore jeune. Parfois il peut m'arriver d'aller vers telle personne qui est plus jeune que moi, je suis alors assez pato dans ma façon de faire. A certains moments, j'ai le côté animal qui ressort en ce sens où j'ai envie d'aller vers cette personne parce qu'elle est bandante. Et à d'autres moments je suis destressé du cul (j'appelle cela le stress du cul, c'est à dire préoccupé par la bite ou une partie du corps de l'autre). Ce n'est pas forcément une question d'âge, il y a des trucs qui accrochent, d'autres qui n'accrochent pas. Quand cela passe par la parole, il y a du coup une espèce de désamorçage du désir ce qui permet que d'autres choses puissent se mettre

en place. Si un jeune me drague juste au niveau du cul, cela ne me dérange pas, parce qu'il est jeune. Si c'est un vieux, cela me dérange. J'utilise la même dichotomie que l'on retrouve sur les lieux de drague, où le personnage A suit le personnage B qui lui-même suit le personnage C (et ainsi de suite). Cela colle rarement, sauf à l'intérieur d'une même catégorie. Tout le monde en a fait l'expérience. La question du désir fait qu'il faut éviter de jeter la pierre à la personne qui éprouve ce désir, avec toutes les oppositions qui existent, pas seulement jeunes/vieux mais aussi beaux/moches, cuirs/pas cuirs, ceci/cela et tout le panel imaginable qu'on peut retrouver. On peut toujours jeter la pierre aux jeunes, comme on peut toujours jeter la pierre aux vieux sous prétexte que l'on ne peut pas bander (du fait que l'on éprouve pas de désir). Je peux toujours me dire qu'il faudrait que, qu'il serait mieux si, mais cela ne changera rien à mon désir. A ce niveau il faut arrêter de se stigmatiser les uns les autres. Néanmoins sur un autre plan il y a un travail à faire, surtout au niveau de la convivialité. Ici j'ai constaté, au bout de la troisième année, que je n'ai pas trop ce stress du cul car même si je dois ou non coucher ou rencontrer telle ou telle personne, il y a moins de stress. Et comme il y a moins de stress, d'autres choses qui peuvent se passer. Ce qui veut dire que la finalité sexuelle est moins indispensable, il n'est forcément nécessaire de conclure par une histoire d'orgasme ou de contacts physiques. Même le sexe au sens réducteur de la pratique sexuelle, même quand on prétend qu'il n'y a rien d'autre que du sexe. En fait il y a toujours quelque chose d'autre qui passe. La frontière entre du sexuel et du pas sexuel est assez floue. Juste cette idée qu'il faut arrêter de jeter la pierre parce qu'en fait on ne fait que reproduire la stigmatisation qui existe sur les lieux de drague (celui-là est moche, celui-ci est vieux). J'ai pu constater qu'en fait c'est beaucoup plus subtil que cela, qu'il y a parfois des gens qui vous font bander parce qu'il y ont un petit quelque chose. Cela peut être une situation, un contexte. Il y a des caresses qui sont plus efficaces que d'autres. Donc arrêtons de stigmatiser avec ces termes de "vieux" et de "jeunes". Mais il ne faut pas non plus se leurrer, des fois j'évite le regard parce qu'à des moments où je vois dans le regard de l'autre ce que je suis pour des jeunes je me dis qu'il ne m'envisage que du point de vue du cul, et je détourne le regard. C'est cela qui est difficile de renoncer à cette manière d'être envisager que par son cul alors que l'autre regarde pas seulement. D'ailleurs on ne peut pas savoir ce qu'il y a dans son regard.

Jean-Claude : Dans tout ce que l'on dit il y a une confusion regrettable entre désir et amour. Le désir est quelque chose d'immédiat et en général on fait fausse route. Je prendrais l'exemple d'une expérience (vécue aux *UEEH*) : les premiers jours il y avait quelqu'un qui me plaisait beaucoup. Il s'est trouvé que j'ai pu parler avec. Et ça a été foutu. Ce matin je sors de ma résidence où je croise quelqu'un qui m'adresse la parole, et là j'ai totalement flashé. Je reproche aux homos de confondre cette dimension psychologique (plus profonde) de l'être humain et (je reprends le terme) l'animalité. Pour finir sur une note quelque peu comique, je le dis, je m'en fous, je suis éjaculateur précoce. Ce qui pose un problème pour beaucoup, alors que pour moi ce n'en est pas un. Cela correspond à mon mental, en ce sens où lorsque je suis dans une relation sur la durée, je ne suis plus éjaculateur précoce. Et l'avantage de la chose est sur les lieux de drague, parce que finalement je jouis avec qui je veux étant donné que le mec avec qui j'ai joui n'a pas eu le temps de se rendre compte que je ne lui plaisais pas.

Alban : Mon copain a 39 ans. Cela ne me pose pas de problème contrairement aux autres. C'est à dire au niveau familial et amical. Lorsque je l'ai dit à ma mère, elle m'a répondu "tu te rends compte, il a presque le double de toi". Ou dans l'autre sens, la mère de Joël lui a dit qu'il exagérait. Les amis auxquels je l'ai dit (sans qu'ils le voient) m'ont dit "39 ans .... je ne pourrais pas". Alors qu'ils ne savaient pas qui il était. Voilà, c'est tout.

Rose : Je suis une femme hétéro, et il se trouve que j'ai beaucoup de chance parce que j'ai 52 ans et je ne me sens vraiment pas vieille. Aussi il semblerait qu'à ce niveau nous n'ayons pas le même problème. Vous parliez d'accueil et de ressentir pour les gens qui se considèrent comme jeunes et de ressentir pour les jeunes qui se considèrent comme jeunes, et ceux qui se considèrent comme les plus vieux, en fin de compte les mêmes problèmes, les mêmes appréhensions. Lorsque vous allez pour la première fois dans une association ou quand vous découvrez être homosexuel. Vous avez maintenant les mêmes problèmes que vous aviez il y a 20 ans. Je pense que vous le saviez, vous êtes tous issus de familles hétérosexuelles qui ne connaissent pas du tout l'homosexualité et qui fait que vous avez du être élevés plus ou moins de la même façon. Et qu'il y a 20 ans ou maintenant, ce n'est pas dans une famille hétérosexuelle que l'on va s'ouvrir à une connaissance sur l'homosexualité. Je pense que c'est ça le fait qu'on pouvait ressentir la même chose. Cela m'amène à dire que je fais de l'accueil dans une association à Paris qui s'appelle *Contact*, où il y a des parents, des hétéros hommes et femmes (plutôt des hommes que des femmes, ce n'est pas un choix, c'est une réalité). L'accueil se fait toujours à 2 personnes, dont une plutôt âgée (un parent). Ce qui apporte ce "sérieux" que va chercher le jeune (jeune/vieux, je n'aime pas les étiquettes). Et là je trouve que l'on parle beaucoup d'étiquette (les gros, les poilus, les pas ci, les pas ça). Je discute beaucoup et je suis effarée par des gens qui luttent contre les discriminations et qui sont capables de dire "je ne suis jamais allé avec un vieux, je ne suis jamais sorti avec un mec qui avait plus de 27 ans". C'est quelque chose qui vraiment m'étonne. Parce qu'après on tombe dans le désir. Et le désir c'est quelque chose de personnel, que l'on soit homo ou hétéro, le problème est dépassé. Ce n'est plus des étiquettes. C'est pour moi quelque chose que j'ai du mal à comprendre. Mais hors du désir, il y a l'amitié. Et l'amitié inter-générationnelle, que l'on soit homo ou hétéro, c'est bien la même chose. J'ai découvert dans l'associatif homo des amitiés avec des gens beaucoup plus jeunes que moi, et j'ai beaucoup appris de leur part parce qu'il n'y a pas que des jeunes qui peuvent apprendre à des vieux, il y aussi des vieux qui peuvent apprendre à des jeunes.

René Paul Leraton : Juste une remarque, il y a quand même des choses qui m'interrogent sur ce qui a pu être dit ici, sur cette histoire d'être une "chose" homo. Désolé mais cette histoire de prédation, de chaire fraîche, de ne pas sortir avec un vieux, ces histoires de rapports qui se basent sur la séduction ou le look, tout cela se sont des trucs très hétérosexuels. Je ne dis pas que ce sont les hétéros qui nous imposent cela, mais qu'est ce que nous autres homos nous produisons ? Il me semble qu'il y a des choses que l'on pense spécifiquement homo alors que ce n'est pas vraiment le cas.

X : Par rapport à la culture hétérosexuelle, si la publicité jusqu'à ces derniers mois montrait que c'était avec l'image féminine que l'on flattait les mecs. Je vais citer mon psychothérapeute (c'est une femme) sachant que beaucoup ne seront pas d'accord, "Cherchez pas, le problème n'est pas que vous soyez pédé, avant d'être un pédé vous êtes un mec. Et les mecs ça cavale. Hétéro ou pas". Ce sont les mecs qui sont sensibles à l'esthétique, à l'image.

Aymeric : Je suis ancien président (et fondateur) de l'association *Etudions Gayment* de Nanterre. Ceci dit, je regrette qu'aucune lesbienne soit présente parmi nous. Mais il me semble que la problématique de la rencontre est spécifique aux gays masculins. Problématique masculine d'abord et ensuite gay. Effectivement les hommes sont sensibles à esthétisme, à la beauté. Ensuite sur cette histoire de la limite d'âge, au sein de l'association nous avons ce problème (puisqu'il s'agit d'une association de campus). Mais en fait on accueillait des gens qui n'étaient pas forcément de Nanterre, et de fait nous avons vu des gens de 30 ans débarquer. Tu as des gens de 30 ans qui viennent parce que dans leur esprit, dans leur comportement ils sont jeunes bien que n'étant plus étudiants. Et c'est vrai que l'on se sent assez mal à l'aise avec eux parce qu'on a l'impression qu'ils viennent profiter du vivier que représente l'association. En ce qui concerne la dichotomie entre jeune et vieux, il me semble que les vieux ont une responsabilité. Je connais des gens qui sont plus âgés que moi, et pourtant je ne les considère pas comme étant vieux. Ils sont jeunes dans leur esprit. Il a quand même une question d'esprit, de mentalité. Ainsi Rose, je ne te considère pas du tout comme une vieille. Et j'étais même très content que tu le dises parce que j'avais envie de le dire. Alors ensuite il y a un autre problème, on oppose jeunes et vieux, c'est le problème du fascisme (chez les jeunes aussi). C'est forcément le plus beau, le plus musclé, le plus machin qui va mieux s'en sortir que tous les autres. Alors forcément quand tu vieillis, et qu'au départ tu n'étais pas parmi les plus beaux, cela devient de plus en plus dur. L'opposition ne se fait pas forcément entre jeunes et vieux, elle se fait aussi entre beaux et pas beaux. Si tu te maintiens, si tu as 40 ans mais que tu les portes assez bien, tu peux continuer à en profiter. Mais si déjà à 20 ans tu ne plaisais pas beaucoup, à 40 ou 50 ans peut-être que tu baiseras plus, mais avec des gens de ton âge.

Hervé : Il y a un truc qui m'inquiète, j'ai 28 ans, je suis encore dans la catégorie des jeunes beaux, et je suis toujours sorti avec des minets. Et d'années en années, les minets rajeunissent. Au début ils étaient de 78, puis de 79, maintenant ils sont de 8o et je vais peut-être passer à ceux de 81. Cela m'inquiète parce qu'en même temps je prends de l'âge, et je me demande ce qui va se passer. Je souhaiterais tout de même à un moment donné de m'intéresser aux gens de mon âge, mais j'ai ce blocage vis-à-vis des minets. Aussi y a-t-il des gens qui peuvent me rassurer en disant qu'à un moment donné leurs goûts ont évolué ? Etant donné le débat que nous avons sur l'opposition entre jeune et vieux, je m'inquiète.

Jean-Michel : Ce que tu viens de dire est le reflet de l'opinion générale. C'est à dire que non seulement tu as l'âge mais aussi la beauté physique, et tu n'es pas différent des autres. Et c'est bien là le problème qui se pose à ceux qui ne sont pas beaux et/ou pas jeunes et qui de fait sont condamnés à la solitude.

Michel Dorais : On est toujours le jeune ou le vieux pour quelqu'un d'autre. Pour moi qui ai bientôt 48 ans, pour mes amis qui sont dans la soixantaine, ils me disent la chance que j'ai d'être encore jeune. Pour mes étudiants ainsi que pour mon fils, je suis plutôt vieux. Il n'est pas vrai dans tous les cas qu'à 20 ans on plaît davantage qu'à 40 ans. Pour ma part, c'est tout à fait l'inverse. A vingt ans, je m'entendais dire que j'étais trop maigre, trop ci, trop ça (en plus je portais des lunettes "fond de bouteille"). Je n'étais pas attirant du tout, et vers la trentaine je me suis mis à attirer beaucoup plus, notamment des garçons que je n'aurais certainement pas eu à 20 ans. L'âge peut apporter certaines séductions, non seulement physiques. Il me semble que plus âgé on est plus intéressant. En tout cas je suis plus intéressant à la fin de la quarantaine que je ne l'étais à la vingtaine. A cette époque, je n'avais rien à dire. Cela rejoint ce que certains ont dit durant ce débat, dans les relations entre les personnes il y a (évidemment) l'aspect sexuel, sensuel mais aussi l'aspect affectif. Je rencontre de plus en plus de jeunes (par rapport à moi) homos ou hétéros, et qui se plaignent beaucoup du vide affectif dans lequel ils sont, et qui donc sont en recherche affective. En ce sens, les plus vieux comme moi, ont beaucoup d'avenir.

Daniel : Tu parlais de l'affectif, depuis que je suis inscrit à *Rando's* (Avant j'étais à *Rando's Provence*, maintenant je suis à *Rando's Ile-de-France*) j'ai trouvé beaucoup d'affectif, beaucoup d'amour entre les générations. J'ai trouvé plus d'affectif chez des personnes qui avaient 15 ans de plus que moi que chez des jeunes. Avec ces derniers c'était surtout du sexe. Quand je suis arrivé j'ai été chaleureusement épaulé par des vieux, sachant qu'alors je ne m'assumais pas trop. Je dirais qu'une personne de 60 ans et même de 70 ans ne va pas y rencontrer ce problème de rejet.

Rémi : Pour ma part je ne me situe pas sur le plan du désir mais de l'affectif. Je fais partie des gens pour lesquels l'image que j'ai des autres est modifiée parce que je sais d'eux. Il y a des gens que je peux trouver très beaux sauf qu'une fois où je leur aurais parlé, je serais revenu sur ma première impression. Et au contraire, d'autres qui au premier abord m'auraient paru être moyens, une fois que j'aurais discuté avec je les trouve beaucoup plus beaux. De façon générale je dirais que j'ai été impressionné lorsque je suis venu ici, parce que déjà j'ai trouvé que la plupart des gens ne faisaient pas leur âge, ils font beaucoup plus jeune. J'ai l'impression qu'ici les gens rayonnent. Ici à l'*Université* il semblerait que nous nous soyons tous détendus. Ce qui fait que les gens rayonnent. Des gens comme René-Paul ou comme Michel, je les trouve beaux, tout simplement. Et j'espère que les gays en particulier (les hétéros ....) arriveront à se sentir bien dans leur peau. Je suis convaincu que lorsque l'on se sent bien dans sa peau, cela se voit et cela nous rend 100 fois plus beaux.

Aurélien : Je vais être beaucoup moins lyrique que mon camarade, et je vais en venir à des trucs beaucoup plus terre-à-terre, mais j'ai un point de désaccord avec Rose (je n'en ai pas beaucoup, j'ai celui là) sur le fait qu'il me semble que classifier c'est sain. Je pense que l'on doit le faire et ne pas être rebuté par cette classification, parce que oui nous parlons de jeunes, de vieux. Après tout nous parlons bien d'hétéros et d'homos, de femmes et d'hommes. Je me sens tout à fait apte à parler des poilus, des imberbes, des gros, des maigres, parce que je n'y mets aucune connotation péjorative et que cela m'aide beaucoup pour spécifier un certain nombre de choses. C'est très réducteur, mais cela permet de dialoguer.

Donald : Lorsque j'étais plus jeune je m'intéressais à des gens de mon âge, et après je me suis aperçu que je continuais à m'intéresser à des gens plus jeunes. Et finalement ce qui m'émeut, ce qui me motive ce n'est pas le physique des gens mais cette différence, et ce qu'elle contient de richesse. C'est bien cela qui me motive et qui continue de m'intéresser. Certains ont dit que cette histoire de décalage était un problème spécifiquement masculin et pas trop lesbien. Je ne sais pas si cela a réellement un rapport, mais je ne peux pas m'empêcher de penser au phénomène du milieu commercial qui s'est développé pendant 30 ans. Et je me demande si le phénomène de la réduction de la relation humaine qui s'ensuit quand on fréquente le milieu commercial n'a pas quelque chose à dire ou à faire à propos de cette brutalité du contact (ou du non-contact) qui existe entre les générations. Peut-être que les lesbiennes parce qu'elles n'ont pas la chance ou la malchance d'avoir ce circuit commercial, qu'elles y échappent un peu. La dernière chose que je voulais dire, à propos des associations où nous avons la peur à propos du phénomène de drague des plus âgés, nous avons eu la surprise à notre association de jeunes gays de voir des jeunes arriver, draguer quelqu'un et se trouver un petit ami (on perdait ainsi deux adhérents).

Hervé : Je voulais dire que j'étais complètement bouleversé par certains interventions, notamment celle de Benjamin. C'est quelque chose qu'il faut absolument intégrer dans les discussions futures. Il y a des choses à lui répondre, mais maintenant c'est trop tard et d'ailleurs je n'y arriverai pas. Je suis complètement bouleversé quand certains évoquent leur solitude. C'est certainement quelque chose de terrible à vivre. Et je voulais le dire parce que l'autre soir* j'ai fait une intervention très critique (très mal perçues par certains). Si on critique c'est pour faire avancer les choses, c'est parce que l'on y tient énormément, parce qu'on adore ce qui se passe ici. Je voulais le dire parce qu'il y a des jeunes qui n'ont pas forcément un recul que nous autres nous pouvons avoir, parce que nous avons vécu des choses. Je voulais le dire ici.

René Paul Leraton : Beaucoup de choses qui ont été dites au cours de ce débat m'ont touché. Et j'aimerais que les choses puissent continuer à se dire, à s'entendre. Si certaines personnes ont dit des choses intimes (ce qui n'est pas facile), cela prouve aussi que nous sommes capables d'installer un climat de confiance. Ainsi beaucoup de choses sont passées. Il y a un truc qui me touche beaucoup ici, c'est qu'il y a vraiment des rapports de tendresse entre un certain nombre de personnes gens. On se touche, on se fait des bisous, ce qui ne veut pas dire que l'on va immédiatement aller s'enculer sauvagement dans les chiottes. Dommage ? …….. Non justement parce que pour moi c'est hyper important cette espèce de tendresse érotisée qui peut exister entre nous, et qui fait que les critères d'âge, de physique, de machin n'existent plus. Et c'est un truc que je trouve absolument fantastique aux *UEEH*. Cela peut permettre de se dire certaines choses, par exemple j'ai dis hier soir à Sed combien j'étais heureux de travailler avec lui, ce que je n'avais encore jamais eu l'occasion de lui dire. Et c'est un truc que nous sommes en train de créer ici et qui me semble être très, très fort. Par rapport à ce que nous avons échangé, c'est vrai que cela fout le camp dans tous les sens parfois, mais c'est la richesse des *UEEH*. En tout cas, c'est ce qui m'a fait m'y engager. Et à partir de tout ce que nous avons échangé cette après-midi, il y a vraiment des choses sur lesquelles il faut que l'on revienne, que l'on retravaille ensemble, parce que nous avons vraiment des tas de choses à se dire. Voilà, je vous remercie vraiment beaucoup, beaucoup.

---

* Pages 47

EDUCATION SEXUELLE ET ECOLE

Jean-Pierre Martin : Avant tout je voudrais préciser que je suis historien de l'éducation, de formation et aussi de profession puisque j'enseigne à l'université de Lille III. Si je m'intéresse à l'histoire des représentations sociales et culturelles de cette question, je ne l'aborderai pas sous l'angle pratique, c'est à dire sous l'angle de savoir ce qu'on peut faire aujourd'hui, ce qu'il faudrait faire pour former les profs. Je laisse ces questions pour la discussion. Je m'occuperai donc plus simplement de mettre la question de l'éducation sexuelle à l'école en perspective historique.

Je rappellerai d'abord que la tradition éducative française ou occidentale que l'on peut appeler homophobe, s'inscrit dans le cadre d'un projet éducatif qui s'est développé depuis trois ou quatre siècles en Europe (depuis la Contre Réforme), éducation essentiellement centrée sur le dressage du corps, sur la répression de la sexualité (ce que Foucault a appelé la discipline). A partir du 18éme siècle (époque des lumières) cette tradition éducative prend sa véritable dimension en écho d'une part à la découverte de l'adolescence comme âge critique de la vie (ce qui un siècle plus tard débouchera sur l'émergence des sciences que l'on a appelé de l'adolescence, la psychologie de l'adolescent), et d'autre part à un processus de scolarisation qui se poursuit dans le cadre de collectivités mono-sexuées et fermées (c'est à dire des collèges, puis des lycées qui à partir de Napoléon reprennent le modèle des collèges des jésuites de l'Ancien Régime). Nous avons donc à faire à des collectivités uniquement composées de garçons (celles de filles apparaissant beaucoup plus tard dans le 19^{éme} siècle), et fermées au sens où l'internat est la norme (et même la norme absolue dans certains pays à l'exemple des Public School en Angleterre). On pense que pour bien élever les adolescents il convient de les soustraire à l'influence de la famille, afin de mieux réguler les transformations de la puberté notamment. Mais en même temps les éducateurs, les responsables scolaires prennent un risque, puisque ces collectivités mono-sexuées (dans lesquelles malgré tout le sexe existe) forment un terrain propice à la déviance. Ce qui d'ailleurs est la hantise permanente des éducateurs. Je pourrai citer énormément de textes sur ce sujet, sur le non-dit, sur le à-moitié-dit de cette hantise. Je citerai l'un des plus connus, un extrait du premier règlement des lycées de 1809, à savoir : "*Article 67 : il y aura toujours pendant les heures de classe et d'étude un maître d'étude surveillant l'extérieur pour empêcher les élèves sortis pour des besoins de s'arrêter et de se réunir. Article 68 : après la prière du soir les élèves seront reconduits au dortoir où les maîtres les feront coucher aussitôt. Article 69 : les maîtres ne se coucheront qu'après s'être assurés que chaque élève est dans son lit. Article 70 : les lits seront séparés par des cloisons de 2 mètres de hauteurs et les dortoirs seront éclairés pendant la nuit*". Voilà ce que j'appelle une façon de dire les choses sans les dire.

Voilà donc un peu le cadre de mon propos. Et pour répondre par avance aux éventuelles questions et remarques qui pourraient être faites par des gens avisés qui se trouvent certainement parmi vous, je dirai qu'il y a condamnation et en même temps fascination pour ce sexe adolescent. Je citerai Florence Tamagne qui dans un livre que je signale à votre attention "*L'histoire de l'homosexualité dans l'entre-deux guerres, Paris, Londres, Berlin*" a consacré d'excellents chapitres à montrer que dans les Public School anglaises l'homosexualité est ritualisée au point d'y être presque intégrée. Le deuxième exemple qu'elle donne, c'est celui des réformateurs pédagogiques allemands du début du20^{éme} siècle. Surtout le cas de ce créateur d'une école expérimentale vers 1905/1906 (lui-même lié au mouvement des Vandervögel) quelqu'un qui était à l'avant-garde d'un mouvement culturel et sexuel, et qui a prétendu établir une école expérimentale en utilisant l'énergie homo-érotique pour rendre la pédagogie plus attractive. Il en a été empêché, alors qu'il s'agissait de relations homo-érotiques à la fois entre les profs et les élèves, entre les élèves entre eux, mais n'allant pas jusqu'à des relations sexuelles avérées. Pour l'essentiel, ce discours homophobe est un discours de stigmatisation, de condamnation.

Une précision sur ce point. D'abord au départ la condamnation de l'homosexualité à l'école ne se sépare pas du problème de la masturbation (le grand danger, le grand problème du 18^{éme} siècle). A l'instar du célèbre docteur genevois Tissot qui lança ces grandes campagnes pour culpabiliser la masturbation, en même temps que paraissait l'*Emile* de Rousseau (vers 1760). L'adolescent qui se masturbe se met en danger, ainsi que la société. C'est toute la litanie sur les maladies de dégénérescence. Nous en avons retenu cette histoire de surdité, mais cela allait bien au-delà de cette simple peur. Homosexualité et masturbation c'est au fond un peu la même chose dans les représentations sociales. Le vice solitaire devient l'onanisme à deux par des glissements insensibles. Ainsi l'adolescent est à la fois victime et menace. C'est à la fois un vice et une maladie. Il y a toujours l'idée que lorsque l'on est malade c'est que bien évidemment on est vicieux.

Je voudrais juste ajouter une précision, à propos justement de la littérature noire, la littérature du roman homosexuel. Sans me livrer à une analyse, je prendrais l'exemple (pour le 20^{éme} siècle) de Musil avec "*Les désarrois de l'élève Törless*", Montherlant avec "*La ville dont le prince est un enfant*", Roger Peyrefitte et "*Les amitiés particulières*". Je schématise sans doute mais ne dit qu'une chose, n'adresse qu'un seul message qui est de dire que ceci ne peut conduire qu'au malheur. C'est à dire que durant les années de collège où l'on s'est livré à de telles pratiques ne peuvent laisser qu'un goût de culpabilité ou de trahison ou de débauche. Je citerai juste une phrase de Florence Tamagne "*Les élèves n'ont finalement que 2 destins possibles, s'abandonner au vice et sombrer dans la prostitution ou se donner la mort.*"

Toujours du point de vue des représentations officielles, la parade ou plutôt les parades consistent évidement en de nombreuses mises en garde contre tous les dangers qui sont susceptibles d'arriver. C'est un dispositif varié qui va porter de l'architecture des établissements (l'aménagement des latrines et des dortoirs) à la discipline. La naissance de l'éducation physique comme discipline, comme pratique scolaire dans les établissements est une réponse (il faut fatiguer ces jeunes pour qu'ils ne pensent pas à mal). Ce qui au final débouche sur l'éducation sexuelle, avec en toile de fond la grande question de parler de sexualité, de déviation sans éveiller le désir chez ceux qui justement en auraient été préservés. Quel vocabulaire employer ? Fallait-il nommer les choses (l'acte sexuel, les organes sexuels) ? C'est la grande question, et le premier essai d'éducation sexuelle va échouer parce qu'on n'arrive pas à sortir de cette contradiction.

C'est à la fin du 19ème siècle, en France, que resurgi cette thématique de l'éducation sexuelle. Avec en arrière plan, plus que la question de l'homosexualité, le péril vénérien, le contrôle des naissances et la revendication de la libre maternité. Derrière ces revendications d'une éducation sexuelle nous trouvons des courants sociaux assez différents. Comme les femmes (avec le mouvement féministe) ou le mouvement libertaire, et aussi un courant que l'on pourrait appeler eugéniste dans le sens large dans lequel on trouve des médecins proches de la ligue des droits de l'homme ou la Ligue d'hygiène sexuelle (avec en arrière plan le thème de la dégénérescence de la race). Tout ceci aura relativement peu de portée sur l'école. L'école est assez réticente finalement, et c'est surtout des discours qui s'adressent à la famille ou dans les milieux libertaires, une sorte d'auto-éducation sexuelle. Cela va durer assez longtemps comme ça puisque même en 1947 où une commission d'enquête est nommée pour examiner à quelle condition on pourrait introduire de l'éducation sexuelle dans les lycées, l'inspecteur général qui rédige un rapport sur cette question affirme que "l'éducation sexuelle dans les établissements publics n'est pas pour aujourd'hui, peut-être pas pour demain, mais on peut parfaitement l'envisager pour après-demain si les organes compétents de l'Education Nationale veulent bien dès maintenant se mettre au travail". Pour expliquer cette prudence on peut se rappeler de la résistance des milieux conservateurs (notamment catholiques), mais aussi une certaine vision de la laïcité et de la neutralité qui affirme qu'aborder ces problèmes risquerait de choquer les familles, et donc d'introduire à l'école des controverses. Résistances que l'on trouve également chez ceux qui étaient alors les plus en pointe. Des enseignants chevronnés font faire de l'expérimentation dès les années 50 pour finalement hésiter à proposer des généralisations. De ce point de vue là, la France prend du retard par rapport à une série d'autres pays de tradition plus protestante. Très vite le modèle suédois (dans les années 60) va devenir quelque chose d'un peu fascinant en France (y compris pour le problème des minorités sexuelles qui est posé en Suède). Je me souviens du livre "*Les minorités érotiques*" traduit en 1964. Il y a tout de même des expériences marginales chez les pionniers de l'éducation, notamment chez ceux qui préconisent l'éducation nouvelle, ceux qui voient dans l'éducation sexuelle une façon d'obtenir de nouveaux rapports avec les élèves. Ce modèle d'éducation sexuelle qui est soutenu aussi par des mouvements associatifs comme *Ecole des Parents* (créé dans l'entre deux guerres, et qui existe toujours), et plus tard dans les années 60 le *Mouvement Français pour le Planning Familial* qui crée avant Mai 68 des cycles dans les lycées d'éducation sexuelle. Bien sûr, le modèle reste profondément hétéro-normatif.

Arrive Mai 68 qui va permettre une certaine officialisation de tout cela. Mai 68 qui introduit un contexte de "libération" sexuelle, avant tout hétérosexuelle. L'apparition d'un mouvement homosexuel (le *FHAR*) est très loin de bouleverser les conceptions sexologiques dominantes, y compris dans la frange la plus soixante-huitard du mouvement de libération sexuelle qui se réclame de Reich. Je vous cite un passage du fameux trac du Docteur Carpentier (grosse affaire du début 1971). A la suite d'une affaire de répression dans un lycée de corbeille Essonne où des élèves (hétéros) avaient été exclus après avoir été surpris en train de s'embrasser sur la bouche. Suite à cela un comité se crée, et le Docteur Carpentier qui est un militant du Planning écrit un trac "Apprenons à faire l'amour", dans lequel il parle ouvertement de sexualité mais aussi du plaisir, non seulement dans les dimensions de reproduction mais aussi une morale du plaisir (ce qui correspondait à l'esprit de Mai 68). Et à propos de l'homosexualité il écrit "*l'intérêt de l'homosexualité vient surtout du fait que les relations hétérosexuelles sont généralement interdites aux jeunes par l'hypocrite autorité morale qui a d'ailleurs le culot de blâmer l'homosexualité. Les relations hétérosexuelles paraissent cependant plus riches de plaisir*". Ceci résume bien l'état d'esprit de cette époque. Ce discours est évidemment repris et bétonné par les sexologues officiels, notamment la fameuse encyclopédie Hachette de 1973 où l'homosexualité sans être qualifiée explicitement de maladie est cataloguée comme un risque si elle s'installe durablement dans la personnalité.

Par contre se produit alors le découplage de l'homosexualité et de la masturbation, celle-ci changeant de statut. La masturbation n'est plus une maladie, mais une "étape normale dans la sexualité de l'adolescent parce que c'est à la fois une soupape de sécurité qui permet de soulager les tensions sexuelles et le socle futur de la vie hétérosexuelle à venir". Grâce à elle, "le garçon ainsi que la fille vont pouvoir développer leur attrait pour l'autre sexe". C'est dans ce contexte que paraissent en 1973 les premières circulaires sur l'information sexuelle à l'école. Le tout sous la responsabilité du ministre de l'Education d'alors, Joseph Fontanet. Ce qu'il faut retenir de tout cela, c'est la distinction qui est faite entre information et éducation sexuelle. Seule l'information entendue comme information sur la physiologie de la reproduction est prise en charge obligatoirement par l'école, information que l'on va l'inscrire dans les programmes de biologie et de sciences naturelles. Quant à l'éducation sexuelle qui devrait normalement aborder les dimensions relationnelles, étiques et autres, elle est bien prévue dans les textes mais de façon absolument facultative, et surtout avec la contrainte qu'il faut l'accord des parents. Il n'y a donc pas d'éducation sexuelle sans un accord explicite des parents. Les textes en la matière freinent des quatre fers. C'est la hantise des familles qui réapparaît. En fait le bilan de ces circulaires de 73 est très mince, parce qu'une fois retombé l'élan de 68, il n'y a pas plus de choses qu'avant qui se passent.

Aujourd'hui, il y a eu les années sida (et l'obligation dans laquelle l'Education Nationale s'est trouvée d'introduire la prévention dans les lycées et établissements secondaires) ainsi que la transformation des mœurs (le PACS, l'évolution des relations hommes/femmes, les droits de l'enfant). De privée, la sexualité est devenue publique. Elle est passé de l'espace privé à l'espace public. Qu'est ce que cela change pour l'éducation sexuelle à l'école ? Récemment la nouvelle loi sur la réforme de l'IVG qui fut votée par le Parlement (en mai dernier) a même prévu dans l'un de ses articles une disposition pour qu'il y ait entre 20 et 40 heures (dans toute la scolarité secondaire) d'éducation sexuelle. Institutionnellement des choses se mettent en place. Qu'est ce qui caractérise cette nouvelle orientation ? Je dirai que l'on reprend ici la tradition Fontanet en renforçant l'information sexuelle d'une part, mais aussi on introduit des séquences obligatoires d'éducation à la sexualité (c'est le cas pour l'instant en collège) où la parole des jeunes devrait être entendue. Les textes disent "travailler en petits groupes de 10 à 15 élèves dans un cadre favorisant l'écoute et le dialogue, la réflexion. Ces séquences devant être prises en charge dans l'établissement par une équipe de personnes volontaires dans un souci de pluralité, associant autant que possible enseignants, personnel de santé et intervenants extérieurs qualifiées". Les objectifs définis par la circulaire de novembre 1998 sont (j'en cite 3 sur 7) : le droit à la sexualité et le respect de l'autre afin de comprendre qu'il peut y avoir des comportements sexuels variés, le développement de l'esprit critique à l'égard des stéréotypes en matière de sexualité en amenant notamment les élèves à travailler sur les représentation sexiste (il y a d'ailleurs d'autres textes sur le sexisme et l'homophobie), construire une image positive de soi-même et de la sexualité comme composante essentielle de la vie de chacun. Cela annonce-t-il une prise en compte positive de l'homosexualité ? S'il n'est pas nommément question d'homosexualité, en revanche dans les documents d'accompagnement et notamment un document d'une soixantaine de pages qui date de moins d'un an et (très mal) diffusé depuis septembre dernier, et qui est un document de référence du ministère appelée "Repaires pour une éducation à la sexualité et à la vie", on voit que la notion d'homosexualité est abordée à travers celle d'orientation sexuelle, donc à travers une distinction faite entre identité, orientation et pratiques sexuelles. L'orientation sexuelle est rapportée à l'intimité personnelle. Il y a là une espèce de droit imprescriptible à adopter une orientation sexuelle, hétéro, homo ou bisexuelle. Ainsi la question de l'orientation homosexuelle est assez clairement abordée. Après on peut discuter sur les applications, mais ce qui est important c'est que cette nouvelle représentation de la sexualité parait en phase avec les discours des prescripteurs d'opinion en matière de sexualité (sexologues, psychologues, psychiatres d'enfants et d'adolescents). Il me semble qu'un certain nombre des productions de ces dernières années ont une tonalité extrêmement nouvelle et extrêmement différente de celle qui régnait encore dans les années 70.

Entre les productions des années 70 et celles d'aujourd'hui, il me semble que dans les années 70 (après mai 68) la note dominante correspondait à un schéma freudien classique disent que l'homosexualité est une déviance de la sexualité "normale". Cependant elle n'est plus un vice, elle n'est plus stigmatisée, et davantage présenté une maladie dont la cause est psychologique et non pas physiologique. Cela renvoi au schéma œdipien classique. L'homosexualité ne peut être qu'un trouble (le terme revient souvent) du schéma normal, les explications d'un éventuel échec se trouvant une identification trop forte à la mère, un père absent, effacé, dans l'incapacité de s'intéresser à l'autre. Ce qui me frappe lorsque je regarde ces "explications" c'est combien elles sont culpabilisantes. Car même si l'homosexualité n'est plus évoquée avec les termes du 19^{éme} siècle, c'est toujours une sexualité de seconde zone. Et quand on relit les textes de ces sexologues normatifs, ils semblent très assurés sur les causes, mais gambergent totalement sur les solutions. L'homosexualité est pour eux un douloureux problème. Ainsi on est ramené à des propos inconsistants ou fantaisistes, par exemple l'un d'eux écrit que "les enfants, pour éviter cette éventualité, doivent bénéficier très tôt d'un substitut paternel. Ce peut être un oncle, un parent ou encore un maître. En dernier recours une psychothérapie". Ce sont des discours finalement embarrassés et prisonniers de leurs schémas d'une famille idéale, d'un œdipe idéal.

Aujourd'hui on ne peut plus dire ce genre de choses. Même si cela continue d'être dit par une partie des sexologues (comme Anatrella, qui a développé à outrance cette vision normative). A ce propos je formulerai trois remarques. D'abord la volonté de déculpabiliser est évidente, et générale. En renversant la charge de la culpabilité non plus sur les jeunes qui ceci ou cela, mais sur la dimension sociale de l'homophobie qui est presque évoquée implicitement ou explicitement. C'est le thème du "il n'est pas facile d'être homosexuel aujourd'hui". Il y a prise en compte de la souffrance. Selon ces auteurs, il n'y a rien qui empêche l'homosexualité, mais socialement ce n'est pas très facile de l'être. C'est le discours essentiellement déculpabilisant "ce n'est pas une maladie", repris en cœur par tout le monde ou presque (notamment des publications grand public comme *Co Ado* paru cette année chez Gallimard Jeunesse sous la direction de Catherine Dolto). Un médecin écrit "Tu ne dois pas penser que c'est une maladie, c'est une modalité de la relation à l'autre". Il y a également un refus général de juger. La deuxième remarque porte (hypothèse d'analyse que je formule) sur un certain assouplissement voir effacement de la norme hétérosexuelle, au sens où elle tend non pas à disparaître mais à devenir moins visible, moins évidente. Je dirais qu'aujourd'hui, sans avoir complètement disparu, ce discours fait place à un autre discours du va et vient entre des comportements différents, des alternances. On peut passer de l'hétérosexualité à l'homosexualité, de la bisexualité à l'hétérosexualité et ainsi de suite. Tout cela est possible, d'ailleurs pour justifier tout cela une certaine parole des homosexuels eux-mêmes est prise en compte de façon plus ou moins forte. Enfin, troisième point, le discours sur les causes de l'homosexualité a carrément disparu. A la limite c'est une question qui n'a pas a être posée. Dans un ouvrage paru l'année dernière du pédopsychiatre Stéphane Clairget "*Adolescence, la crise nécessaire*", on y trouve une dizaine de pages sur l'homosexualité, dont ce passage "l'homosexualité naît rarement à l'adolescence, la future orientation sexuelle se met probablement en place durant les premières années même si des remaniements secondaires ont lieu autour de la puberté, il n'existe pas de cause à l'homosexualité. Il est aussi complexe de devenir homosexuel que de devenir hétérosexuel. Les facteurs d'influence sont les mêmes, ils comprennent notamment les désirs inconscients et conscients des ascendants et les choix identificatoires inconscient de l'enfant".

Quel est le statut de ces discours nouveaux qui semblent pointer ? Quels sont leurs effets sociaux et politiques ? Allons-nous vers une égalité des sexualités, vers une espèce de reconnaissance des sexualités dans une indifférenciation des sexes ? Je ne pense pas que nous allons vers des affirmations nettes de l'égalité de droit entre toutes les sexualités. Le test sera quand on verra apparaître un ouvrage qui traitant de la maturation présentera le choix d'homosexualité dans le cadre d'une logique du développement psychologique personnel. Car dans tous ces ouvrages la question de l'homosexualité est quand même traitée à part, elle est renvoyée à une espèce de problème en soi (même si c'est pour dire finalement que ce n'en est pas un).

Michel Dorai : La notion même d'orientation sexuelle sous-entend l'idée qu'il y a comme une évolution, que l'on doit trouver ou reconnaître ses désirs. Je ne suis pas certain que cette notion évolutionniste de la sexualité soit complètement dépassée. Certes il y a une tolérance relativement nouvelle face à l'homosexualité comme le montre le fait que l'on retrouve dans nombre d'ouvrages récents des chapitres qui tendent à déculpabiliser, à banaliser l'homosexualité (jusqu'à un certain point). Cela dit, je n'ai pas vraiment l'impression que nous soyons débarrassés de ce schéma évolutionniste. Cette idée de choix (évoquée à l'instant) sous-entend que l'on a cheminé vers un choix, une découverte. Ce qui tend à éliminer la bisexualité, à négliger le fait que la recherche du plaisir sexuel est une recherche continue. Je ne suis pas sûr que l'on puisse considérer que la sexualité puisse avoir un développement différent à divers âges de la vie. La majorité des auteurs sont encore aux prises avec le schéma qu'au début de la vie adulte, "normalement" ont devrait avoir son ou sa partenaire ou du moins sa préférence majoritaire et durable. Nous ne sommes pas débarrassés de ce concept.

Jean-Pierre Martin : Je me suis contenté de présenter le problème sous un angle auquel les homosexuels militants ont peu l'habitude de se référer, puisqu'ils pensent que la société de manière générale est contre eux. Que le schéma évolutionniste ait encore de beaux jours devant lui, d'accord, en revanche sur la notion d'orientation sexuelle je ne partage pas votre avis. Vous nous avez dit hier soir* que les programmes scolaires du Québec ne parlaient pas d'homosexualité. Je suis en contact avec les personnes qui au Québec s'occupe actuellement de la formation des profs qui s'occupent d'éducation sexuelle. Leur plan de formation présente les sexualités de manière égale.

Michel Dorai : Sauf que le passage sur les orientations sexuelles est facultatif. Et je peux vous assurer, pour vivre au Québec depuis 48 ans et pour avoir moi-même écrit une partie de ce texte, que cette dimension n'est presque jamais donnée. C'est rarissime. Parfois il y a de très bons textes, mais ils sont inégalement diffusés. Et ce n'est pas un hasard.

Jean-Pierre Martin : C'est un autre problème que je n'ai pas abordé ici, du moins en ce qui concerne la France. Car effectivement nous pourrions par ailleurs nous interroger sur la portée internationale de ces textes. Ceci dit, il me semble que la notion d'orientation sexuelle de la circulaire française de 1998 vient en droite ligne du Québec.

René-Paul Leraton : Par rapport à ce vous êtes en train d'échanger sur ce qui existe en matière de potentialité et de ce qui est véritablement abordé, on peut parfaitement l'adapter à ce que nous avons appelé "La mallette Ségolène Royale" qui renferme énormément de choses. Mais toute la question est de savoir ce que nous allons en faire, concrètement parlant, dans les collèges. Car comme d'habitude, cela dépend des établissements, des équipes éducatives, des principaux et des associations de parents d'élèves. C'est toujours l'histoire de la différence entre ce qui est mis à disposition et ce qui en fait.

Olivier : Dans le domaine de la sexualité vous avez évoqué la fluidification entre la notion d'homosexuel et d'hétérosexuel, une sorte de fluidité qui ferait qu'il y a de plus en plus des passages de l'un à l'autre. Hypothèse intéressante. Mais quant au thème que vous avez traité, vous n'avez pas traité la notion de fidélité. Question qui ne semble pas avoir de rapport, et pourtant si. A partir du moment où il y a tout un discours qui prône la fidélité, un homme va être obligé de choisir d'être avec un homme ou une femme parce qu'il va falloir qu'il reste fidèle à cet homme ou à cette femme. Débat qui n'a pas eu lieu lors du PACS. Avec le PACS on peut être avec un homme ou une femme, mais pas avec les deux en même temps. Et donc un homme qui aurait cette fluidité entre les hommes et les femmes va être bloqué par des structures. Pourtant aujourd'hui on peut tout à fais envisager des cas de figures autres que le couple traditionnel (homo ou hétéro). Mais aujourd'hui on nous dit d'être dans une structure qui s'appelle le mariage (ou le PACS), d'être avec quelqu'un et de lui être fidèle, ou d'aller la nuit dans les backrooms et d'y faire ce que bon nous semble. Il y a donc toute une question de la sexualité qui n'est pas encore posée, une certaine bisexualité qui serait intégrée dans différents pactes qui seraient plus fluides que ce qui existe actuellement.

Sylvie : Je voudrais savoir si dans l'esprit des textes récents que vous nous avez cité il s'agit vraiment d'éducation sexuelle ou d'éducation à la citoyenneté. Parce que j'ai cru percevoir qu'il s'agissait davantage d'éducation à la citoyenneté, c'est à dire de savoir qu'il existait d'autres formes de sexualité plutôt qu'une éducation sexuelle proprement dite. Pendant longtemps l'éducation sexuelle était de l'éducation à la reproduction. Je suis née dans les années 60, et on m'a enseigné la reproduction à partir de la souris. Il n'était pas question d'éducation sexuelle.

* Pages 19 à 29

Jean-Pierre Martin : Dans les textes, l'éducation à la sexualité est présentée à la fois comme de l'éducation à la santé. Et l'éducation à la santé est présentée elle-même comme relevant de la citoyenneté. Et le thème de la citoyenneté est aujourd'hui envahissant. Donc forcément dans ce sens là, la réponse est oui. Mais avec quand même des spécificités qui viennent de la nécessité de former les intervenants, d'avoir des intervenants spécialistes capables d'écouter ou de recueillir la parole des élèves en ne transformant pas ces séquences en lieux où l'intimité serait déballée.

Gérard : Je voudrais rebondir sur l'échec spectaculaire de la famille fermée, et sur les solutions qui permettent de concevoir des familles élargies, plus riches culturellement. Problématique posée par certains depuis longtemps. Actuellement il y a un très gros développement aux Etats-Unis d'un mouvement puissant qui revendique la possibilité de construire des ménages à trois ou à quatre, comme alternative à l'échec du couple (afin que chaque individu puisse s'épanouir). Effectivement le PACS se limite aux couples (on a même dit quelquefois qu'il était un sauvetage du couple menacé par l'évolution de la société). Dans un petit journal homosexuel parisien (*Illico*) on a pu lire un petit article très intéressant de Delanoë qui expliquait qu'il fallait trouver des solutions pour des nouvelles formes de vie familiale. Il se trouve que j'en connais beaucoup. Vous avez tous les cas de figure, deux garçons bisexuels qui vivent avec une fille, une femme bisexuelle qui vit avec son mari et une amante ..... Et ça fonctionne bien (il y a trois salaires qui rentrent). En fait, qu'est-ce qu'on attend du couple finalement ? Quatre choses. D'abord la sécurité affective, savoir que l'on est soutenu, que l'on est pas seul dans la vie. Deuxièmement la sexualité, l'épanouissement sexuel. Troisièmement la communauté culturelle, le fait que se constitue une culture commune. Et enfin, quatrièmement, une certaine sécurité matérielle.

Jacques : Vous avez parlé de la place des parents, et en particulier de la façon dont l'Education Nationale avait mit en place l'obligation de l'autorisation des parents. Il y a une évolution à ce niveau, mais dans quel sens ? Comment ? Question importante en ce sens où les enfants et les adolescents sont encore mineurs jusqu'à 18 ans. Ensuite cette évolution que l'on sent pointer à travers ces différents textes (sans aborder la question de leur application, nous en parlerons peut-être après), quel type de rapports a-t-elle, à l'heure actuelle, avec le débat (à mon avis plutôt l'hystérie) que l'on peut connaître autour de la pédophilie et de ces problèmes ?

Jean-Pierre Martin : Sur le rôle des parents, l'éducation sexuelle cela concerne la famille. C'est quelque chose qui a été dit depuis longtemps. Cela ne me parait pas une idée récusable, mais il y a toute une partie de cette éducation sexuelle incombe aux parents. Ceci dit, il me semble que l'action de Ségolène Royale était une action très subtile sur ce terrain là, en ce sens qu'en s'affichant comme "moi aussi je suis mère de famille", en affichant un discours familialiste, elle a fait évoluer les choses en douceur. Je pense par exemple à une chose qui ne concerne pas directement l'homosexualité, la loi sur l'IVG et la question de la pilule du lendemain administrée par les infirmières scolaires à l'école. Le fait que cela soit passé, c'est un sacré truc. Finalement à ce niveau le pouvoir familial a perdu du terrain. La possibilité pour une adolescente de transgresser l'autorisation familiale, qu'il y ait un adulte référent pour qu'il accompagne auprès de l'infirmière, c'est quand même un point sur lequel le contrôle des familles a perdu du terrain. Il faudrait qu'on l'analyse ce phénomène comme un précédent, afin d'aller plus loin. D'autre part il me semble qu'au niveau des représentants des familles, des associations de parents d'élèves on entend aujourd'hui de plus en plus un discours du type "l'éducation sexuelle ça nous dépasse et il faut que l'école finalement s'en occupe. On n'est pas forcément toujours qualifié pour". Dans le style, il y a ainsi beaucoup de problèmes qui sont renvoyés à l'école, à tort ou à raison. L'école devenant une instance de socialisation, une méga-instance de socialisation, elle ramasse tous les problèmes sociaux. Et je crois que l'évolution est là, elle est dans cette tendance lourde plus que dans les textes. Quant à la question de la pédophilie, il est certain que ce débat est ce qui empêche d'aller plus loin. C'est ce qui empêche d'avancer sur ces questions, notamment sur l'homosexualité. C'est justement cela a été dit au moins de juin, au cours d'une journée organisée par *Sida Info Service* où beaucoup d'enseignants ont témoigné là-dessus. C'est un verrou qui censure beaucoup de prises de position d'enseignants qui ont peur d'être taxé de pédophiles.

Eric Verdier : Je suis membre de l'Association des *Parents Gays et Lesbiens (APGL)*, et à ce titre je serais assez d'accord avec le fait que c'est probablement intéressant de regarder ce qui se passe au niveau du Ministère, des tutelles, des circulaires. Sauf qu'il y a une différence colossale par rapport à ce qui se passe sur le terrain. Et ceci est valable pour toutes les circulaires en général qui sont quelque peu innovantes. J'en veux pour preuve la façon dont l'enquête réalisée par le *CGL* de Paris n'a pas pu recevoir un aval réellement officiel, tant au niveau national bien sûr qu'au niveau local. J'ai tenté au niveau du rectorat, par le biais des infirmières, de faire passer ce questionnaire. Cela a été un blocage total. Je n'ai pas connaissance d'endroits où cela a pu passer. Alors qu'il ne s'agissait pas d'intervenir, il s'agissait simplement de pouvoir soumettre un questionnaire à des jeunes. C'est pourquoi je ne crois pas beaucoup aux avancées par le biais des circulaires. Je pense que c'est quelque chose qui fait écho à ceux qui veulent faire des choses. Sous réserve que l'on veuille bien sûr s'en saisir (c'est extrêmement important pour nous de pouvoir s'en saisir). C'est comme les grandes campagnes, quelque soit le domaine, elles ont un effet d'écho, de caisses de résonance.

La deuxième chose que je voulais dire, c'est que l'*APGL* est essentiellement composée de parents homos. Et avec d'autres partenaires (le *MAG*, *Contact* ….) nous avons monté un groupe de travail pour intervenir en milieu scolaire. J'ai le sentiment (c'est vraiment une intuition) qu'en ouvrant ainsi un tel espace (de tolérance) nous poussons les homophobes dans leurs retranchements. J'ai le sentiment qu'on met les pieds dans le plat en disant qu'il y a des gamins à l'école dont les modèles familiaux sont autres que le modèle hétéro-normatif, largement effrité. Lorsqu'on voit des expériences qui sont faites comme en Italie ou aux Etats-Unis (comme *X Elementary,* excellent film sur les interventions en milieu scolaire depuis les tous petits, réalisé par une équipe suisse) on voit bien qu'il y a des enfants dont les parents sont deux hommes ou trois femmes, et que cette réalité fait que l'on a du mal à nous opposer un discours normalisant.

Sylvie : On peut faire le lien avec la question de la pédophilie. A partir du moment où l'institution propose, de fait les enseignants disposent. Et pour ceux qui veulent bien disposer il y a un cadre, un thème sur lequel s'appuyer.

Eric Verdier : Certes, mais à condition qu'il y ait au moins un moteur. C'est à dire que cela n'obligera pas ceux qui n'ont pas envie. Et c'est la majorité.

Sylvie : Je suis éducatrice spécialisée auprès d'adolescents en difficulté à la protection judiciaire de la jeunesse. Le monde dans lequel je travaille est à mille lieues de ces circulaires. Nous travaillons encore sous le modèle psychanalytique œdipien. Au mieux avec la systémique, mais on est quand même toujours sur des modèles familiaux ultra classiques. Il ne se passe de jours où j'ai à faire à des gamins pour lesquels la psycho me dit "celui là est un candidat à l'homosexualité, sa mère vit en fusion avec lui et son père est absent". Je travaille là-dedans. Je ne parle même pas des gamins qui sont dans les cités, qui s'appellent Mohamed et qui sont homosexuels avec lesquels c'est une catastrophe. Mais je voulais surtout parler de cette histoire de modèle familial, je n'en reviens pas qu'il y ait à l'Education Nationale une circulaire comme ça qui soit passé. Je peux vous dire que dans mon administration (le Ministère de la Justice), le jour où on aura ce genre de choses je sauterai au plafond. On en est loin, vraiment loin. Je voulais aussi préciser que l'éducation ce n'est pas seulement l'Education Nationale, il y également les éducateurs spécialisés qui travaillent avec des gens qui sont certes à la marge, mais qui sont aussi des êtres humains. Et c'est eux qui disent encore "sale pédé", "sale gouine", "sale machin. Et c'est vers eux qu'il y a un boulot monstre à faire. Je ne sais pas comment m'y prendre, parce que j'ai vraiment l'impression de n'être pas entendue du tout. Dans notre administration la question de l'homosexualité se pose encore en terme de pathologie.

René-Paul Leraton : Les choses qu'évoquait Jean-Paul concernant un certain discours psy, nous en avons été plus que gavés pendant les débats sur le PACS. Pendant longtemps les gardiens d'un certain ordre sexuel étaient les médecins. Ce sont les psy qui ont pris la suite. Les médecins et la religion, les médecins, les psy et la religion. Les Anna Tréva et compagnie se sont déversé tant qu'ils ont pu. Ces discours sur "c'est une phase et ça doit vous passer, si cela ne vous passe pas vous devez aller voir un psy" c'est une chose que beaucoup de gens qui appellent *Ligne Azur* nous disent avoir entendu. On a de multiples témoignages de jeunes qui nous racontent que lorsqu'ils avaient 18/19 ans, ils étaient tellement mal qu'ils sont allé voir un psy et se sont trouvé face à un discours normatif dont il ne faut surtout pas penser qu'il a disparu. L'homosexualité a peut-être été supprimé de la liste des maladies mentales, mais pour certains psy cela reste encore une maladie mentale. A *Fil Santé Jeune* nous avons été confrontés à de telles réponses. En discutant avec eux, je sentais bien que certains écoutants et surtout certaines écoutantes étaient dans un discours "oui mais tout de même un jeune à 18 ans il ne peut pas exactement savoir ce qu'il veut, il est sous l'influence d'un adulte. S'il est pédé ce n'est de sa faute, on le pousse à ça". Le vieux fantasme du "on va forcer tous ces pauvres jeunes gens à devenir homo". C'est vrai, et je le dis souvent, c'est vrai que l'on peut forcer quelqu'un à avoir une sexualité qui n'est pas la seine. Il y a des tas de gens qui mènent une vie sociale hétérosexuelle, alors que ce n'est pas du tout ça dont ils ont envie.

Marie-Noëlle : Je suis du Planning Familial, et par rapport à la "mallette Ségolène Royale" je n'ai pas du tout vu ça. Il me semble que la façon dont l'homosexualité est traitée est très dangereuse, parce qu'on parle de "différence". De plus il faut faire appel aux psy, il faut revaloriser la profession d'infirmière, il faut faire appel au corps médical. Ils ont tous ces mots à la bouche, les proviseurs, les recteurs et autres. Et en fait quand on recoupe les choses, on a des histoires de différence, des histoires de médecin, de médecine et de santé. Lorsqu'au final on arrive dans des classes puisqu'on nous demande d'intervenir, on nous demande surtout de parler de contraception (sous prétexte qu'il n'y a que cela qui les intéresse), alors que le point fondamental c'est de dépasser tout ce qui est biologique et de montrer qu'autour de la sexualité il y a des oppressions, que les femmes subissent des oppressions, et que ce n'est pas du à leur vagin. Quant aux thèmes de la mallette, les concepteurs ont utilisé des termes qui à mon avis représentent un danger en ce sens qu'ils reprennent un certain nombre de concepts. Ainsi le concept de genre est intégré dans les textes et dans les circulaires. Mais à mon avis c'est aussi un moyen de nous affaiblir et de nous mener à la baguette. Et toujours par rapport à cette mallette, ce qui est scandaleux c'est la vidéo qui va être l'outil certainement le plus utilisé, et qui est un truc vraiment discutable. Comment avons pu accepter qu'un tel document existe ?

Pour résumer, la sexualité c'est un spermatozoïde bleu, battant, qui va trouver la chère ovule rouge et lascive qui attend son homme. C'est une image de la femme assez triste. Il est important de rappeler qu'il faut se méfier des médecins qui ne sont pas de notre côté ou très rarement, et rappeler que la première fois où l'éducation sexuelle a été instaurée c'était dans le cadre de la loi Nevirs, qui en fait se résumait à des instructions sur des heures d'informations sexuelles. Cependant cette loi fut malgré tout une mini conquête des femmes et du mouvement gay. Mais c'est en revendiquant et non pas en acceptant certaines choses qui nous sont proposées (qui sont aussi des moyens de ne pas avoir ce qu'on a envie) que l'on avance. En l'espèce l'avancée serait un discours qui nous parlerait de plaisir et pas simplement en terme de risque, de prévention, de santé et jamais en terme de plaisir ou de jouissance.

Georges : Je suis psychologue et à ce titre je prends la parole derrière tout ce que vous avez dit. J'ai en thérapie des personnes homosexuelles, séropositives, transsexuelles. Pendant 6 ans (maintenant je fais autre chose) j'ai travaillé surtout avec des populations défavorisées. Parlant en connaissance de cause, je suis effaré parce que vous dites. Je sais qu'il y a des collègues qui ont détruit plutôt que construit, qu'il y a des psychiatres ou des psychologues qui ont des discours normatifs. Mais à partit du moment où on a un discours normatif, on ne peut pas faire de la thérapie dans le vrai sens du terme, puisqu'on ne prend pas en compte la parole de la personne. Je ne comprends pas qu'un psy puisse faire autant de mal. Certaines des personnes que je suivais ont pu se retrouver et construire quelque chose au niveau identitaire. Ceci dit à propos d'œdipe (j'ai écrit beaucoup sur ce sujet) source d'homosexualité, il ne faut pas oublier que Freud n'avait pas à ce propos de discours normatif, il faut que cela soit très clair. Nous avons certaines lettres dans lesquelles il répond à une dame (qui lui écrit que son fils est homosexuel) que l'homosexualité n'est pas une maladie. Freud n'a jamais eu un discours normatif et culpabilisant. Il a découvert le complexe d'Œdipe en ne voyant pas l'homosexualité du père d'Œdipe, père qui était tombé amoureux d'un jeune garçon qu'il avait enlevé. Il y a donc toute une partie du mythe que Freud a complètement occulté, ce qui lui a permis de découvrir l'œdipe comme il l'a découvert. Certes il y a eut refoulement de la dimension homosexuelle, mais ce n'était que symptomatique de son époque.

Jacques : L'évolution que l'on commence à rencontrer dans l'Education Nationale est un phénomène très récent (1 an ou 2 et encore). Ceci dit, il se trouve que la circulaire de Ségolène Royale, c'est pour cela que je posais la question sur la pédophilie, s'est trouvé conjointement avec ces affaires. Cette mallette est peut-être une réponse à une situation d'urgence dans laquelle pour la première fois des enseignants étaient mis sur la sellette. Jusqu'à présent on n'en parlait pas, maintenant il faut que l'on en dise quelque chose, on ne peut plus se taire comme auparavant. Parce que la société ne le permet plus. Il faut répondre. Maintenant comment répondre ? Reste qu'il me semble (et en cela je rejoins les différentes personnes qui sont intervenu) que c'est à travers les groupes et associations qu'il faut s'engouffrer dans la brèche. D'autant que je ne suis pas certain qu'elle soit ouverte tout le temps. Je n'en suis pas sûr du tout. C'est une opportunité, il faut la saisir, l'attraper par les oreilles, surtout qu'à mon avis cela va se refermer assez rapidement. Dès que les affaires sulfureuses actuelles ne seront plus sous les feux de l'actualité. Mais pour l'instant il est possible de travailler en amont, par exemple auprès de la formation des enseignants. C'est à dire aller voir à l'intérieur des instituts de formations des profs comment cela se passe, et mettre en place des réseaux d'information auprès des gens qui sont prêts et disponibles pour le faire, et coordonner les travaux là-dessus. Je crois qu'il y a vraiment quelque chose à ne pas laisser tomber.

Dernier aspect, la question des parents. A ce niveau, je crois qu'il faut s'appuyer sur ce qui change en la matière. Si nous avons les parents contre nous, nous avons à faire à une espèce de blocage, un mur très difficile à rompre. D'autant qu'il y aura toujours des gens qui s'occuperont à ce que les choses ne bougent pas, n'évoluent pas. Par contre, c'est vrai que face à tous ces modèles de parentalités nouvelles certains parents sont un peu ébranlés. Aussi nous pouvons peut-être avancer sur un certain nombre de choses, nous pouvons travailler les associations de parents d'élèves pour éviter, à défaut d'une collaboration, qu'il y ait blocage de leur part sur une information plus importante et une éducation à la sexualité. Et pas seulement une information sur "comment arrive la petite graine en rose et les jolis ovules en bleu". Il faut se dire ça très vite. Dans les quelques mois qui viennent.

René-Paul Leraton : Je tiens à préciser qu'au nom de *Ligne Azur* je fais parti d'un comité de pilotage qui a été mis en place par l'Education Nationale au Ministère, comité qui se veut être la suite de la mallette de Ségolène Royale, genre la Mallette 2 le retour, qui serait en direction de tous les lycées (d'enseignement général, technologique, professionnel et autres). Actuellement nous sommes dans une phase d'audition, et donc nous recevons en ce moment absolument tout le monde. Ainsi nous avons reçu le MAG, *Act Up*, les syndicats de lycéens, les associations de parents d'élèves, certaines personnes (des professionnels de la profession comme aurait dit Godard). Mais je suis entièrement d'accord, nous savons sait très bien que les échéances électorales qui se profilent à l'horizon et l'inconnu que nous réservent les prochaines élections présidentielles et législatives (en terme de donne politique) change quelque peu les perspectives. C'est pourquoi il faut profiter maintenant du fait que nous avons des interlocuteurs à l'Education Nationale. Ainsi demain on va recevoir Gilles Garnier qui est chef de cabinet de la région. En effet la brèche est actuellement ouverte, elle peut en effet se refermer en juin 2002.

Une autre chose, et je suis surpris que cela n'a pas été évoqué, c'est le fait que l'épidémie de sida tout de même a tout d'un coup (au forceps qui avec toutes les maladresses que l'on veut) a forcé une entrée de la sexualité dans l'école, dans le lycée. Personnellement je me demande si la pilule du lendemain qui est maintenant à la disposition de certaines élèves, via l'infirmière scolaire, n'est pas une conséquence de l'épidémie de sida. Parce que tout d'un coup on s'est aperçu que si on voulait faire de la prévention sida il fallait parler de sexualité, il fallait parler de toutes les sexualités. J'ai déjà discuté ici avec plusieurs d'entre vous sur ce que beaucoup d'associations veulent faire, il me semble qu'il y aurait peut-être à regarder dans le passé afin d'éviter les erreurs qui ont été faites au niveau de la prévention sida. C'est parti dans tous les sens, et il y a eu pas mal d'élèves qui ont été soumis à des discours extrêmement divers et parfois totalement contradictoires par rapport à la prévention sida dans le sens le plus large.

Rémi : Justement, pour ce qui est des rencontres avec les lycées il y a des choses qui se font. Il y a le réseau *Moules Frites* qui s'y intéresse de près. Il y a déjà eu des tentatives de faites sur Lyon, malheureusement cela a échoué, mais on attaque à nouveau à la rentrée avec une approche différente. Mercredi lors du colloque il sera présenté un projet qui consiste en un travail administratif de fond pour permettre que ces interventions soient plus faciles, en collaboration avec l'Education Nationale. Effectivement il y a une brèche, et on essaie de faire tout ce qu'on peut, le plus vite possible, sachant qu'il a tout de même des grosses barrières au niveau juridique dès que l'on reste au niveau local. Effectivement nous avons des gens au niveau national dans les ministères, mais il ne faut pas oublier que cela passe par les Préfectures et les lycées puisque les proviseurs nous bloquent complètement la porte d'accès. Nous sommes actuellement sur un projet qui vise à briser la souveraineté des proviseurs dans le cadre de la prévention et de l'éducation sexuelle.

René-Paul Leraton : Il y a Chantal Picod (elle est sexologue) qui mène toute une formation sur ce qu'on appelle "le formateur en sexualité", c'est à dire des profs qui se forment pour pouvoir aborder ces questions là. Au niveau de certaines IUFM, bien que cela soit labellisé "Education Nationale", il n'est pas question d'y rentrer. En effet, c'est au niveau des IUFM, c'est à dire des instituts de formation des maîtres qu'il faut sensibiliser les gens. Pour ensuite pouvoir s'appuyer sur eux

Rémi : Quoique les proviseurs adjoints représentent un bon moyen de contourner la difficulté, car ils ont tout de même un certain pouvoir au sein de l'établissement. N'oublions pas qu'ils sont les plus proches du proviseur. D'autant qu'ils ont souvent plus de temps. Et s'ils ont le personnel suffisant, ils pourraient, par exemple, s'investir davantage au niveau du comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté.

René-Paul Leraton : Ceci dit, les circulaires de l'Education Nationale que l'on évoquait, peuvent permettre à un proviseur qui n'est pas contre mais qui les a à zéro parce que les parents sont pas d'accord, de s'abriter derrière, de se couvrir. Style "mais il y a une circulaire qui nous permet .... ". Je prends l'exemple du matériel de *Ligne Azur* (affiches, brochures et autres), beaucoup d'infirmières scolaires nous en demandent. On essaie actuellement d'obtenir une circulaire du Ministère qui puisse permettre que cela soit mis à leur disposition, et qu'ainsi ceux qui ont la trouille auront une circulaire qu'il les protégera. De la sorte ils n'auront pas de problème. Ceci montre qu'il est exact qu'il faut savoir utiliser ces personnes.

Michel Dorais : En France comme au Québec la situation est très semblable, il y a une grande diversité de discours autour de l'homosexualité. Ce qu'a dit tout à l'heure madame le montre très bien, selon les lieux, la ville ou le niveau des élèves, les choses sont différentes. Il y a toujours un rapport de pouvoir. Et c'est vrai qu'avec le sida, on ne pouvait pas parler de prévention sans parler d'homosexualité. Il n'y avait vraiment pas le choix. Les institutions publiques en quelque sorte on été forcées. Au Québec (d'ailleurs j'écris beaucoup de textes là-dessus) au départ on m'a commandé des textes en raison de la prévention sida. Il fallait parler d'homosexualité, on avait plus le choix. Et évidemment il fallait le faire de façon à ne pas offenser les groupes gays ainsi que les groupes de pression. Très bien, sauf que j'ai l'impression qu'effectivement il n'y a rien de gagné, il faut s'accrocher aux acquis tout en tentant d'aller plus loin, et ne pas considérer que quelques discours, quelques circulaires ont réglé à tout jamais la question de la "dépatholisation" de l'homosexualité. J'ai aussi travaillé en milieu judiciaire, et ce que dit madame est très juste, aussitôt que des enfants sortent du circuit "normal", quand on peut les "patholosiger" par ailleurs sur d'autres plans on va appliquer les schémas traditionnels très rapidement.

René-Paul Leraton : Pour enchaîner sur ce vient de dire Michel, en France je crois qu'il ne faut surtout pas se dire que l'on a gagné, que le PACS est définitif. Si la majorité change on peut très bien transformer certains trucs. Il faut savoir que pendant des années à l'Assemblée Nationale des députés ont déposé des projets de loi pour annuler la loi Veil. Il faut savoir qu'au Sénat il y a tous les ans des sénateurs qui déposent un projet de loi pour rendre le dépistage du sida obligatoire. Il ne faut surtout pas se bercer d'illusion, il faut vraiment garder la main au-dessus du col. Bien, merci à tous.

Jacques Fortin : Je vous présente Gilles Garnier, chef de cabinet du ministre de la jeunesse et des sports. C'est avec lui que dans la mesure des crédits d'Etat, des chantages affectifs que je faisais que nous avons réussi à avancer pour les *Universités*. Ainsi nous avons réussi à obtenir des financements qui ont permis la rencontre des associations cet hiver, de faire des réductions pour un représentant par association (jusqu'à 15 associations en tout), et de développer l'action jeunes dont nous demanderons aux associations jeunes d'être les porteuses, dans le cadre de l'*Université* durant l'année à venir. Gilles nous avait reçus là-dessus et nous a aidé. Et continuera à le faire. Aussi, au nom de l'*Université*, un gros merci.

René-Paul Leraton : Lundi nous avons fait un premier atelier sur l'état des lieux en la matière. Aussi nous allons commencer par faire la synthèse de ce qui a pu être échangé lundi. Mais avant, Gilles, tu veux peut-être te présenter d'avantage ?

Gilles Garnier : Je suis donc chef de cabinet de Marie Georges Buffet, en charge de l'animation de l'équipe qui s'occupe des questions d'éducation populaire, et moins des questions purement sportives qui sont de la responsabilité de mon adjoint. Et ce depuis 1997, avec une attention particulière envers les associations qui sont représentées ici, en particulier celles qui sont pilotées par les jeunes eux-mêmes. Il s'agit d'un poste qui jusqu'alors n'existait pas au sein de ce ministère, ce qui fait que nombre d'associations qui avaient demandé à être reconnues par les pouvoirs publics ont du attendre 1997 pour l'être. Aujourd'hui nous comptons (au plan national) une dizaine d'associations agrées "Education populaire". L'agrément n'étant pas à mon avis, seulement une question d'argent. Certes cette question est importante, nous en parlerons tout à l'heure, mais c'est surtout une question de reconnaissance, le fait d'être automatiquement partenaire des pouvoirs publics. Comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire, pas seulement par le biais des questions de santé mais aussi par le biais des questions relatives aux discriminations et à la manière dont vous les faites reculer sur le terrain. Et c'est l'angle qui nous a permis de commencer à travailler avec certaines associations, quelles soient à caractère culturel ou sportif. Il y a aussi des associations de revendications. J'espère que par la suite il y en aura encore plus, sur l'ensemble du territoire national.

Certain d'entre vous m'ont fait part de difficultés au plan local d'écoute de la part de notre administration qui a parfois du mal à concevoir que des associations de jeunes gays ou de jeunes lesbiennes viennent frapper à la porte de Jeunesse et Sport, ce qui s'explique par le fait surtout parce qu'elles n'ont pas cette habitude. Il y a certaines habitudes qu'il faut changer. Certaines ont commencé à changer, et je m'appuie sur ce qui avance. C'est d'ailleurs dans cet esprit que je suis venu aujourd'hui, sachant que nous sommes là encore pour une année. Et à ce propos je lance un appel aux représentants d'associations pour qu'ils viennent me voir, en particulier afin que nous ayons un échange sur la manière avec laquelle vous avez été reçu ou pas reçu ou mal reçu par les fonctionnaires de Jeunesse et Sport (je m'en expliquerai avec eux) afin de faire en sorte que sur l'ensemble du territoire il y ait un grand nombre d'associations reconnues et que ainsi elles puissent être aidées. Tout ce qui peut fédérer ce travail, comme ce que fait l'U*niversité d'Eté* ainsi qu'un certain nombre de festivals ou associations à caractère national. Il ne s'agit pas simplement d'une aide morale ou d'une simple participation (à la *Gay Pride* ou à d'autres moments festifs), bien que ce dernier point soit important, mais aussi de tout un travail que nous menons avec les associations. Travail dont l'objectif est d'aider à ce qu'il y ait un meilleur accueil des jeunes puisque que nombre d'entre eux éprouvent des difficultés sur leur lieu de travail et/ou durant leurs études, et parfois même dans leur propre environnement familial. En fait, je crois que notre travail consiste surtout à faire en sorte que tous les jeunes de ce pays, quel que soit leur orientation (homos ou hétéros), se réalisent pleinement. C'est le travail que nous essayons de mener avec le ministère de la Jeunesse et des Sports. Voilà.

René-Paul Leraton : Juste pour cadrer un peu ce débat, nous allons donc commencer par faire la synthèse de notre échange de lundi dernier, pour ensuite laisser la place au débat. Si vous le souhaitez, n'hésitez pas à poser vos questions à Gilles. En n'oubliant pas que contrairement à ce que j'ai pu dire lundi, moi le grand méchant modérateur qui castrait toute envolée militante, vous pouvez sortir vos réflexions militantes. Toutes vos questions par rapport à une action militante ou toutes réflexions sur le militantisme seront bienvenues. Ceci dit, la parole est à Bruno.

Bruno : Il s'agit de la synthèse du premier atelier du cycle jeune de cette semaine, des idées fortes qui sont revenues plusieurs fois. Je ne vais pas lister dans l'ordre d'importance mais dans l'ordre d'apparition. N'y voyez donc pas une quelconque hiérarchisation subjective. Donc :

- Le problème de l'accueil, et de ses limites.
- La légitimité des moyens.
- La pérennité de l'association, avec en corollaire le problème du fonctionnement interne (sachant qu'il s'agit d'associations étudiantes par définition limitées dans le temps).
- Le manque de lien avec les jeunes non-étudiants, ceux qui sont déjà engagés sur le marché du travail ou du moins qui sont hors du cadre de la Fac.
- L'importance du militantisme et de la démarche globale des associations.
- Le besoin qu'ont les acteurs publics d'avoir des interlocuteurs nationaux.

René-Paul Leraton : Avant de commencer la discussion, vous vous y reconnaissez, vous avez le sentiment que nous aurions oublié des choses ? Nous nous sommes basés sur les notes prisent par Bruno. Non ? Donc, souhaitez-vous que nous abordions les sujets dans l'ordre ou est-ce que vous souhaitez que nous abordions un sujet prioritairement ?

Lionel : Il faudrait peut-être commencer par répondre à la question du jour : Quel militantisme et quels modes d'expression ? En tant que chef de cabinet du ministre de la jeunesse et des Sports, comment Gilles Garnier voit le militantisme des associations gays étudiantes ? Quel type de militantisme lui semble plus légitime ? On va voir déjà ce qu'il en pense, avant que nous nous puissions nous positionner.

Xavier : Plus que savoir quel type de militantisme vous attendez, j'aimerais savoir quelle est votre orientation sur la question de la prise en charge, de l'aide pour les jeunes gays et les jeunes lesbiennes ? Il y a des choses qui sont mises en œuvre dans un certain nombre de pays (je pense au particulier au Canada) où il y a une prise en charge des structures d'accueil par les institutions, au niveau des mairies et autres services sociaux. Ainsi j'aimerai savoir, au niveau de du ministère de la Jeunesse et des Sports, où en est la réflexion par rapport à cette question ?

Gilles Garnier : Sur la question de la légitimité, ce n'est pas à moi de dire si untel est ou non légitime. C'est aux associations elles-mêmes qui pensent, à juste titre, qu'il y a nécessité de s'organiser sur un campus, un quartier, dans une ville ou un département afin de porter un certain nombre de choses. En plus, ce n'est pas l'année du centenaire de la loi sur la liberté d'association que je vais commencer à dire qu'il y a des associations légitimes. Par contre, quant à la question de savoir ce qui peut faire que tel ou tel type d'association soit reconnu par les pouvoirs publics (je parle sous le contrôle de ceux qui connaissent mieux que moi l'histoire du mouvement), je dirais qu'historiquement il y a eut une période de conflit jusqu'au années 80, suivies par une période de "reconnaissance" qui n'en était pas vraiment en ce sens que les associations étaient perçues comme mettant en cause l'ordre établi (ce qui était assez justifié) et il a fallut attendre les années 90 pour voir un certain nombre d'associations occuper des champs qu'elles n'occupaient pas précédemment (culturel, sportifs et autres). Face à cela, jusqu'en 1997 les pouvoirs publics dans leur ensemble ne reconnaissaient pouvoir travailler avec les associations gays et/ou lesbiennes que sous l'angle de la santé, du sida. Les seuls crédits publics qui sont arrivés dans les associations jusqu'en 1997 étaient des crédits sida. Et aujourd'hui nous nous retrouvons face à une mouvance associative qui vient nous dire qu'elle fait autre chose que d'accueillir des gens en souffrance ou de l'accueil psychologie. Face à cela nous donnons comme réponse (comme à n'importe quelle autre association) qu'il fallait voir si ce qu'elle fait correspond aux objectifs du ministère (c'est à dire répondre au principe de l'éducation populaire). Contrairement au principe de l'Education Nationale, le principe de l'éducation populaire c'est que les gens s'organisent, se fixent ensemble des objectifs et viennent les présenter aux pouvoirs publics. C'est au nom de ce principe que nous avons commencé à dialoguer avec un certain nombre d'associations.

Le deuxième angle sur lequel nous travaillons, c'est celui de la lutte contre les discriminations. Des pans entiers de la jeunesse de France (qui est l'objet même de notre travail) restent discriminés. Qu'il s'agisse de discriminations raciales, sociales ou sexuelles. Nous avons répondu à cela en nous demandant comment travailler sur un certain nombre de projets dont l'objectif est justement de mettre à mal ces discriminations. Et c'est ce que nous avons fait avec différentes associations.

Le troisième angle de notre travail, malheureusement l'exemple que vous donnez est juste, c'est qu'en France nous sommes très pauvres en connaissances du vécu et de la vie de la plupart des jeunes gays et des jeunes lesbiennes. Contrairement au Canada et aux Etats-Unis où dans chaque université il existe un département qui travaille sur des questions communautaires. En France de telles structures n'existent pas ou si peu. Aussi nous nous sommes employés de collaborer avec des gens qui venaient nous proposer de travailler sur ces sujets. Par exemple sur la question du suicide chez les jeunes homos, parce qu'on sait (d'autant que je ne vois pas pourquoi elles seraient vraies au Canada comme aux Etats-Unis et fausses en France) qu'il y a une proportion plus importante de jeunes gays et de jeunes lesbiennes qui vont jusqu'au suicide parce qu'ils se sentent mal dans la société dans laquelle ils vivent. C'est pourquoi il nous a paru important de travailler sur ce genre d'études. C'est vrai que nous avons du construire une parole publique qui dépasse le cadre du symbole, parce que la première action qu'ont mené les pouvoirs publics au-delà des questions liées au sida et/ou MST fut surtout symbolique. Les pouvoirs publics ont dit partager un moment de visibilité, mais c'est tout. C'est une action, je ne la mets pas en cause. Les pouvoirs publics proposent un cadre pour répondre ou non à la totalité des demandes des associations. Nous l'avons pris par notre biais qui consistait à

voir ceux qui voulaient travailler avec nous (d'ailleurs je conçois que toutes les associations n'ont pas forcément envie d'être reconnues, comme ces associations qui historiquement ne souhaitent ni être reconnues, ni avoir de subventions publiques) et voir avec elles, après examen de leur projet d'action comment au regard de ce qu'elles proposaient travailler ensemble, voir ce qu'il nous était possible de faire de notre côté. Cela correspond à l'histoire et à la philosophie de ce ministère. Il ne faut pas oublier que nous ne sommes pas un ministère pyramidal en ce sens que notre principe d'action est de voir ce qui bouge et avance, et en fonction de cela d'y trouver des réponses. C'est pour cela d'ailleurs 80% de notre budget part sous la forme de subvention aux associations, et que nous menons très peu d'actions en propre (contrairement à l'Education Nationale ou à la Culture). Et c'est une logique que je défends puisque j'estime que l'Etat ne doit pas simplement quadriller le territoire de dispositifs (ce qu'il fait pour la santé, la culture, les transports ou pour l'éducation, puisque c'est son boulot), mais par rapport à notre place à nous c'est de voir ce qui avance, ce qui bouge dans cette société pour ensuite faire en sorte que tout cela émerge des choses. C'est vrai que la reconnaissance publique comme on en parlait tout à l'heure permet après d'ouvrir un certain nombre de portes, mais en France nous avons pris le chemin inverse aux exemples que vous donnez et que l'on retrouve en Allemagne et dans les pays scandinaves. Là-bas, la reconnaissance est d'abord venue des collectivités locales, et l'Etat intervient ensuite. C'est notamment le cas allemand et italien. En France une fois que l'Etat vous a donné son label, les collectivités locales vous disent que vous êtes des gens sérieux puisque l'Etat vous reconnaît. Démarche qui s'explique par le fait que nous avons une forte tradition centralisatrice et jacobine qui fait que même si les communes ont leur propre logique et leur propre indépendance, elles se calent sur la reconnaissance par les pouvoirs publics du travail des associations. Aussi, avec vous, nous nous emploierons à continuer à aider un certain nombre de travaux dont l'objet est d'aider à une meilleure connaissance de l'ensemble des questions posées par la communauté gay et lesbienne, pour finalement mieux répondre aux besoins des associations. Ensuite viendra la lutte contre les discriminations.

René-Paul Leraton : Nous avons évoqué l'idée de travailler avec le ministère de la Jeunesse et des Sports, seulement en matière de prévention du suicide nous sommes confrontés au problème que bien qu'il soit question des jeunes cela relève de la compétence d'un autre département. Avec Michel Dorais, moi-même, un représentant de *David et Jonathan* et un représentant d'*Homosexualité et Socialisme*, nous avons assisté une réunion à la DGS (à la direction de la santé mentale, puisque c'est eux qui s'occupent de la prévention du suicide), réunion de laquelle il n'est rien ressorti en ce sens que Michel Dorais a été jugé comme étant un chercheur trop engagé et trop militant, que ce qui se passe au Québec n'est pas transposable en France, et enfin (et c'est pour cela que je me suis foutu en colère l'autre soir) on nous a sorti que tous les chiffres que nous leur communiquions ne signifiaient pas grand-chose. Nous nous sommes retrouvés dans un cadre que ceux qui sont sur le terrain connaissent bien, c'est à dire face à des interlocuteurs dont le souci est de trouver dans ce que vous leur dite les arguments nécessaires pour justifier le fait qu'ils ne feront rien. C'est une chose qui est importante à savoir, les interlocuteurs sont divers et variés et que parfois ce genre de problème peut se poser.

Et justement une chose sur laquelle vous pouvez rebondir, d'ailleurs c'est quelque chose qui est apparu durant certains de nos débats, l'histoire des "gay and lesbians studies" au sens général du terme, et des "risques" pour leur carrière professionnelle pour ceux qui souhaiteraient s'engager dans cette voie.

Lionel : Vous avez parlé du communautarisme à l'anglo-saxonne, la question posée était de savoir si le gouvernement entérine cette reproduction du schéma communautariste anglo-saxon (dans la spécificité unitaire de la république française) comment on se situe. Le modèle français est-il suffisamment universaliste pour englober les communautés ? Quelle est la position des pouvoirs publics sur ce sujet ?

Gilles Garnier : Il me semble difficile de répondre au nom de l'ensemble des pouvoirs publics, je peux répondre seulement par rapport à ce que nous faisons, nous le ministère de la Jeunesse et des Sports. Si j'applique les critères qui sont actuellement ceux du ministère par rapport à l'agrément, aucune association gay et/ou lesbienne ne pourrait l'être. Pour la simple et bonne raison que dans les statuts de certaines associations il est notifié que nul ne peut y adhérer s'il n'est pas homo. Heureusement que nous appliquons d'autres critères comme le travail qu'effectue l'association ou l'esprit d'ouverture dans lequel elle travaille. C'est un aspect que nous avons fait évoluer. J'ai donné comme exemple de l'*Union Française des Femme*s (où il n'y a que des femmes) et les *Scouts d'Europe* qui ne reconnaissent que l'esprit catholique, associations que nous avons agrée. Ce ministère fut le premier à reconnaître le *Planning Familial* (dans les années 60), avant même le ministère de la Santé. Si j'applique à la lettre les textes, je ne peux pas agréer ce genre d'associations. C'est quelque chose que nous avons pu faire évoluer puisque c'est à partir du travail que font les associations et la manière dont elles le font que nous décidons ou non de les agréer. Ce n'est pas parce que je suis moi-même homosexuel et chef de cabinet de ministre que je vais aider à la mettre en place une telle politique, mais je vais y contribuer. Avant tout, ce qui m'intéresse c'est que dans l'avenir il y ait des choses irrévocables qui soient mise en place. Et je veux que les associations qui vont être agrées puissent continuer à être partenaires des autorités publiques, quel que soit le choix des interlocuteurs. Et plus il y aura d'associations reconnues et plus elles seront incontournables aux yeux des pouvoirs publics. Pour l'instant cela demeure assez infime, parcellaire.

Fabienne : Sur le fait que vous disiez qu'au regard de la loi de 1901 il est impossible d'être "sectaire" (et qu'il ne peut donc pas y avoir d'associations lesbiennes ou gays) quand je pense à une association de joueurs de pétanque il me semble bien qu'il s'agisse d'une association "sectaire". Je ne sais pas si c'est la formulation de la loi (dont l'objectif est de permettre aux gens de vivre) mais l'appliquer à la lettre empêche justement les gens de vivre. Effectivement il convient d'être souple puisque le cadre est beaucoup plus large que ça.

Aurélien : Est-ce que c'est notre rôle de trouver notre légitimité auprès des pouvoirs publics ? Nous parlons ici encore de sida et de suicide (on reste dans la maladie), et je me demande si notre combat ne concerne pas avant tout les normes. Pour cela, je ne suis pas sûr qu'il faille nouer une quelconque compromission avec les pouvoirs publics.

Lionel : Sur l'histoire de lutter contre les normes, il me semble que l'hétéro-normalité est tout de même assez remise en question par l'ampleur du mouvement homo. Après il nous appartient de sectoriser les actions (ce qui est tout à fait possible) en matière de prévention, en matière de droits ou d'autres questions. C'est l'essence même du mouvement universitaire.

Fabienne : A propos de ce que vient de dire Aurélien, c'est peut-être une question de différence d'âge, mais se poser contre le pouvoir ou le gouvernement ne me semble pas être la solution puisque l'un comme l'autre est élu par la population afin de mettre en place une politique qui permette aux gens de vivre. Par contre, il faut avoir des exigences vis-à-vis du gouvernement sans pour autant aller jusqu'à la guerre. Je ne crois pas que la guerre soit la solution. Cela donne peut-être l'impression de vivre mais je ne crois pas que ce soit la solution à long terme. Je crois davantage en des actions menées de concert avec des personnes qui dans les ministères seront disposées à entendre (il semblerait que de telles personnes existent). Plutôt que de se fâcher avec eux sans même les connaître, on peut essayer de les rencontrer. Et selon ce qui nous est répondu, nous pouvons réagir, plutôt que d'avoir une position stricte de "jeune révolutionnaire", sans vouloir faire de polémique.

François : Par rapport à ce que viens d'entendre, je dirais que nous devons mener différents types d'actions. Le meilleur exemple en la matière est *Act Up* qui à la fois n'a cessé de combattre systématiquement les pouvoirs publics (lorsqu'ils ne prenaient pas leurs responsabilités) tout en revendiquant. Il nous appartient de voir comment obtenir (d'ailleurs cela fait parti des questions que l'on posait) une aide à la pérennité de nos actions (pouvant être relayées par les pouvoirs publics) et pas forcément de nos associations. Si on part du principe qu'il y a un problème d'isolement et de visibilité encore aujourd'hui sur la question de l'homosexualité, afin de combattre ce problème de façon importante il est nécessaire d'avoir des moyens de diffusion à grande échelle. Alors si nous pouvons profiter des moyens qui sont ceux des pouvoirs publics, pourquoi s'en priver ? Après tout, le but est de faire en sorte que le jeune n'ait aucun effort à faire pour avoir des informations ou des références sur l'homosexualité, que cela ne soit plus pour lui un parcours du combattant, que cela ne soit plus un vague numéro de téléphone aperçu dans un quelconque magazine, que ce soit quelque chose de visible, quelque chose qui s'impose.

Lionel : Nous avons un devoir par rapport aux jeunes qui sont dans les associations et ceux qui n'y sont pas. Pendant tout le temps où j'ai milité, je me suis employé à obtenir des subventions car sans cela on ne peut pas fonctionner correctement. Et pour une fois que l'Etat vient vers nous, ce n'est pas se compromettre que de regarder ce qu'ils ont à nous offrir. Pendant des années les gens se sont battu pour avoir des interlocuteurs, aussi on peut regarder ce qui se passe avant de fermer la porte. Après quand il y aura encore des jeunes qui se suiciderons on pourra nous dire qu'il y a quelques années des choses nous ont été proposées nous avons fermé la porte. La moindre des choses (c'est notre responsabilité) est de voir ce qu'on nous propose.

Yan : Je voudrais revenir sur ce qu'a dit Aurélien à propos de cette idée de se rebeller contre certaines instances des pouvoirs publics, je pense qu'il ne faut pas voir cette proposition comme un refus en masse, comme de refuser toute aide que peut nous fournir tel ou tel ministère parce qu'il ne nous plaît pas. Mais en même temps le militantisme jeune doit pouvoir reconnaître qu'il y a bien eu quelques petites avancées, tout en affirmant qu'il reste d'énormes progrès à faire. Quand j'ai voulu obtenir des renseignements sur l'agrément Jeunesse et Sports, je suis tombé sur une interlocutrice qui est allé jusqu'à me mentir en me disant que l'agrément n'est pas disponible pour des associations "comme ça". Durant tout un discours contre les associations homosexuelles, elle a réussi à ne jamais employer le terme "homosexuel", "gay", "lesbienne". Elle m'a sorti les associations "comme ça" ou "de votre genre". D'accord il faut discuter avec ceux qui représentent les pouvoirs publics, mais ce genre d'attitude me met particulièrement en colère. Et c'est vraiment cela qu'il faut penser comme une évolution nécessaire à entreprendre, en disant que nous refusons de telles choses. Il faudrait que les pouvoirs publics mettent en place des instances afin de responsabiliser les instances locales. Le ministère devrait quand même être capable de diffuser une circulaire sur laquelle il serait marqué noir sur blanc que l'éducation populaire concerne aussi la lutte contre l'homophobie, l'information des jeunes sur ce que c'est d'être homosexuel, des solutions qu'il est possible de trouver afin de mieux le vivre.

Marylou : Je voudrais revenir sur la question des subventions, dans le mouvement féministe (et en particulier lesbien) nous avons toujours eu une certaine réticence à demander des subventions par peur d'être politiquement dépendantes. Attitude qui évolue quelque peu. Ceci dit, je pense qu'il va falloir une fois pour toutes (je ne mets aucune agressivité dans mon propos) se poser en tant qu'électeur, c'est à dire en revendiquant le droit que nous avons d'utiliser l'argent de nos impôts pour de bonnes causes. Je ne dis pas cela dans un esprit catho. Manifestement, toutes les associations gays et lesbiennes sont à visée Education Populaire, ne serait-ce parce que nous accueillons des gens qui cherchent dans la société quelqu'un qui comme eux pourrait être un monstre gay ou lesbien, puisqu'ils n'en connaissent pas d'autres. C'est de l'éducation populaire. C'est pourquoi il me semble que nous avons deux choses à affirmer, d'abords que nous sommes en capacité de faire de l'éducation populaire (d'ailleurs nous en faisons depuis des années) et ensuite que nous avons le droit de récupérer l'argent que nous versons à travers nos impôts. Cela nous donne le droit de demander des subventions. Quant à l'utilisation de ces subventions, je crois que nous sommes en droit de les utiliser, ce sera ou non accepté par les pouvoirs publics, comme nous souhaitons le faire, et de pas craindre de dire que nous ne souhaitons dévier comme cela nous est demandé sur telle ou telle action.

Aurélien : Si on regarde l'histoire du mouvement gay, on peut se demander quel est le type d'associations qui a fait avancer nos droits et obtenu toutes les avancées que nous connaissons aujourd'hui. Il me semble que se sont les "jeunes révolutionnaires", pour reprendre l'expression de Fabienne. On parle d'*Act-Up,* je crois qu'elle a perdu son âme dès lors qu'elle a cessé de s'autofinancer et qu'elle est allée taper dans les subventions. On va cracher sur les industries pharmaceutiques pendant qu'on va leur réclamer du fric. On est aussi en porte-à-faux quand on tape du poing sur la table et qu'en même temps on va quémander du fric. Les subventions me semblent légitimes, mais lorsque nous avons un objectif précis. Depuis que la mairie de Paris a changé, toutes les associations gays se sont réveillé en se disant qu'elles allaient maintenant avoir des subventions, pourtant on n'entend pas beaucoup parler d'objectifs précis quant à leur utilisation. Il ne s'agit pas seulement d'avoir des subventions, il s'agit aussi d'avoir un projet. Oui, il faut des associations qui soient en accords avec les pouvoirs publics et quelles fassent passer un certain nombre de choses calmement. Les associations revendicatives sont nécessaires.

Fabienne : Je suis féministe et je veux l'être, aujourd'hui c'est assez révolutionnaire d'être féministe. Il faut l'être. Pour ma part je ne mettrais pas en doute les associations qui existent, les gens ont leur vie à mener, ils savent ce qu'ils veulent. Je ne suis pas au courant de tout parce que je ne peux pas tout savoir, mais c'est difficile d'être aussi stricte. Quand j'ai parlé de "jeune révolutionnaire", je parlais de ceux qui refusent tout en bloc. C'est difficile de refuser en bloc, surtout que toutes les luttes qui ont été menées durant des années ont enfin apporté quelque chose. Aujourd'hui nous avons enfin des interlocuteurs et des ouvertures d'esprit. Et c'est bien l'ouverture d'esprit qui rend possible certaines avancées.

Lionel : Il est vrai qu'il est facile de se penser révolutionnaire mais en même temps la réforme est difficile. Il est plus facile de faire la révolution que de faire la réforme. Je crois qu'il vaut mieux voir les choses en terme de réforme qu'en terme de révolution libertaire. Ce qui est un autre débat. Même si je comprends tout à fait cette attitude, la réforme est ce qui doit nous tenir à cœur. Effectivement il y a tout un travail à faire vis-à-vis des administrations. L'homophobie est sous-jacente, elle est dans l'inconscience des gens. Par exemple au Québec où il y a eut tout un travail qui a été mis en œuvre auprès des pouvoirs publics, des administrations et autres partenaires (ce fut même une cause nationale). Aussi plutôt que de s'attaquer à l'anorexie ou je ne sais quoi, on pourrait (pourquoi pas) envisager de mettre en place des formations au sein de l'administration afin de lutter contre l'homophobie. Pour finir, à propos de l'homophobie libérale, cette attitude qui fait dire à certains que nous sommes relégués à la sphère du privé, on peut répondre que nous sommes malgré tout des citoyens et qu'a ce titre nous avons besoin d'une existence sociale et qu'on n'a pas à nous condamner à une double identité. La sexualité est bien du domaine du privé mais la reconnaissance sociale du couple homosexuel et de notre amour doit se faire par les instances publiques. On s'engage vis-à-vis de la société pour construire et avancer avec elle.

René-Paul Leraton : Petite remarque personnelle, attention de ne pas trop fantasmer sur le Québec. Rappelez-vous ce qu'a expliqué Michel. Cela ne s'est pas fait comme ça, spontanément. Il a bien expliqué qu'il y a eut la sortie de son bouquin et la révolte en direct à la télévision de Daniel Pinar (quelqu'un d'extrêmement populaire, c'est une espèce de Patrick Poivre d'Arvor québécois) qui a mit les pieds dans le plat. Les choses ne se font pas aussi facilement que ça.

Rémi : Il me semble important de bien se rappeler que sur le plan associatif et militant il existe plusieurs niveaux. A la base, effectivement nous avons besoin d'actions révolutionnaires afin de provoquer, de pointer du doigt ce qui ne va pas et d'impulser une certaine dynamique. Nous avons aussi besoin de gens qui vont aller travailler avec les gouvernements car il ne suffit pas de monter, il faut leur faire voir, leur faire comprendre. C'est à cette condition qu'ils pourront passer à l'action.

C'est pourquoi il est indispensable que des gens soient en contact avec le gouvernement, et à tous les niveaux. Enfin il faut des gens qui travaillent sur le terrain comme nous le faisons au niveau local. Pour ma part je vais voir les élèves de mon école et je leur demande ce qu'ils croient ce que c'est qu'être homosexuel. Les tabous sont là, et ils tombent tout de suite. Il faut travailler à tous les niveaux. Il ne faut pas dire que cela et mieux que cela ou qu'il faut faire cela comme ça et pas autrement. Nous avons besoin de la révolution comme nous avons aussi besoin des subventions et de travailler avec le gouvernement. Il faut être de tous les côtés. C'est un ensemble global et pas quelque chose à une seule face.

Xavier : Avant tout il faut admettre qu'il existe plusieurs type d'association. C'est essentiel. Parce que justement il y a un tissu associatif qui est en train de se développer, nous avons quelques peu tendance à vouloir faire des associations qui centralisent, qui parlent de tout et qui font tout, en même temps. Ce qui par nature n'est pas possible. Effectivement je pense que les associations qui partent de l'accueil et qui peuvent élargir leurs actions à une parole plus politique, selon les problèmes rencontrés, c'est quelque chose d'essentiel et cela doit être développé. Mais par rapport à cette histoire de compromission avec les pouvoirs publics, je reprends le cas d'*Act-Up* qui n'a pas quémandé de l'argent mais en a exigé. C'est cela qu'il faut faire, car si effectivement ceux qui jusqu'à présent ont fait bouger les choses sont ceux qui se sont opposés, aujourd'hui s'opposer c'est dire qu'il est de la responsabilité des pouvoirs publics de donner de l'argent. Ce n'est pas aller dans leur sens, mais c'est dire qu'il est normal que le pouvoir public donne cet argent, qu'il le doit. La question est qu'il y a que les pouvoirs publics ont des sous et qu'il faut prendre l'argent là où il est. Ce n'est pas forcément faire une compromission que de prendre l'argent là où il est. Des associations homos ont accepté pendant des années de faire des projets bidons de lutte contre le sida afin de prendre de l'argent, ce qui faisait que la question homosexuelle n'était pas reconnue en tant que telle. Aussi, je crois que parfois il faut savoir être cynique vis-à-vis de l'argent et le prendre là où il est, s'il nous permet de mener à bien des projets. Après c'est important de reconnaître d'avoir des subventions en tant que tel, mais encore une fois il ne s'agit pas d'une compromission, ce n'est pas quelque chose qui nous empêche de nous opposer. Et comme le disait Gilles Garnier, le fait de demander l'agrément Jeunesse et Sport (alors la procédure est en principe impossible pour des associations comme les nôtres) peut finir par remettre en cause cette idée insupportable d'universalisme blanc, hétéro, masculin, chrétien qui existe aujourd'hui. C'est aussi cela qui nous permet de faire avancer les choses.

Christophe : A propos de l'intervention de Michel Dorais, j'ai bien aimé quand il disait que face à un pouvoir il fallait répondre par un pourvoir. Il ne faut pas que quémander de l'argent, il faut aussi en exiger. Je suis tout à fait d'accords avec cette idée. Mais avec derrière une idée, une éthique, une philosophie. Pas des actes révolutionnaires de type mai 68, c'est dépassé.

René-Paul Leraton : A propos de l'histoire de la capote sur l'Obélisque, il me semble que les types d'*Act-Up* sont allés demander du fric à Benetton au moment où il se trimballait le gros boulet de la campagne de pub avec le tatouage HIV +. Qu'en reste–il aujourd'hui ? Cette image hyper forte de l'Obélisque de Paris avec dessus une capote géante, le jour de premier décembre. C'est cela qui reste, et pas l'histoire Benetton.

Arnaud : Aujourd'hui nous avons l'opportunité d'agir comme un groupe de pression face à ceux qui en France ont le pouvoir de changer les mentalités et les comportements, c'est à dire les pouvoirs publics. Aussi il faut leur demander des subventions, et les engueuler, voir les éduquer quand ils sont incapables de dire le mot "homosexuel". Tout cela va dans le sens du changement. C'est pourquoi il nous faut aller dans ce sens. Effectivement les associations qui ont fait avancer les choses n'avaient pas cette possibilité. Aujourd'hui les choses sont différentes, autant en profiter.

Jean le Bitoux : Nous ne sommes pas du tout dans une alternative révolution/négociation, et si on regarde les années précédentes on se souvient que tout était bloqué, à la mairie de Paris nous n'avions aucune envie d'aller voir Chirac ou Tiberi pour ouvrir des négociations. Aussi nous étions de gré ou de force dans une opposition constructive que l'on pouvait dire être révolutionnaire. Aujourd'hui nous sommes plutôt dans négociation sociale, et s'il y a des ouvertures nous devons nous employer à faire en sorte qu'elles deviennent de grandes brèches, et que l'on puisse expliquer (même au niveau de Jeunesse et Sport) en quoi le sport est ultra machiste. Il faudrait voir si le ministère a une politique afin de corroder le machisme de certains sports. A ce niveau nous avons peut-être des brèches possibles de stratégie. D'ailleurs nous ne demanderions jamais à un ministère de nous financer la révolution. D'ailleurs, quelle révolution ? Les associations de jeunes gays ont un côté révolutionnaire en soi parce qu'elles corrodent l'hétéro-normalité. Je crois qu'il faut travailler dessus, d'autant qu'il y a un travail énorme à faire par rapport aux jeunes homos. Mais est-ce que chaque association de jeunes gays et/ou d'étudiants gays a un axe pour corroder la notion de normalité qui est la chose la plus difficile à atteindre ?

Si on demande des sous il faut avoir des projets, il ne s'agit pas simplement de payer une secrétaire et des timbres. Si les pouvoirs publics disent non, ils ont raison. Nous ne sommes pas là uniquement pour trouver des sous et faire des voyages. Il nous faut redéfinir ce qui tient plus de la négociation sociale. Par contre, y compris dans le domaine du sport, nous pouvons très bien faire des actions d'éclats qui ne coûtent pas un rond (et que l'on peut médiatiser) comme envahir un match de rugby et hurler au machisme phallocrate qui traîne dans le secteur.

X : Tout à fait d'accords. Envahissons les vestiaires !

Xavier : Dans la rubrique des choses qu'il est possible de faire, nous avons le projet d'une centaine d'affiches à la fois contre l'homophobie et contre l'isolement. La réalisation et la diffusion demandent des sous. Est-ce que ce type de diffusion est possible ? Pouvez vous nous dire que dès la rentrée il y aura des moyens de diffusion importante ?

Gilles Garnier : Je vous dirais oui puisque nous l'avons déjà fait. Pas forcément avec vous, mais avec d'autres. Comme les relais institutionnels sont institutionnels, se serait bien qu'il y ait un maximum d'associations qui interviennent à ce niveau. Parce qu'il y autant de jeunes homos qui franchissent les portes de centres d'information jeunesse qu'il y en a (voir plus) qui franchissent les portes de vos associations ou des bars, il faut multiplier les lieux de diffusion. Jeunesse et Sport dans les stades cela peut faire sourire certains, il n'empêche que c'est ce n'est pas plus mal d'aller discuter dans des milieux où nous n'avons pas forcément l'habitude d'entendre ce genre de discours. Et pour avoir fait déjà des interventions sur les questions de discrimination ou de bizutage dans le milieu sportif, il me semble qu'il y a des choses à dire. Alors pourquoi pas.

Sur la question des relations entre pouvoirs publics et associations, cela fait belle lurette que les organisations syndicales et les partis politique bénéficient de l'argent public. Et c'est une bonne chose. Même si le parti politique critique (d'ailleurs il est là pour cela) le gouvernement qui lui donne cette subvention. En l'espèce, il ne s'agit pas de subventions fixées sur la base de critères subjectifs mais objectifs, à savoir le nombre de voix obtenu aux élections. A mon avis, dans une démocratie comme la nôtre si on reconnaît que les syndicats et les partis politiques sont des instruments indispensables à la vie démocratique, il faut que l'ensemble de la vie associative soit également reconnu comme étant l'un des piliers de notre démocratie. Et en ce sens je suis d'accords avec ce que vous dites. D'ailleurs au ministère de la Jeunesse et des Sports nous essayons de nous battre pour l'idée (qui n'est pas majoritaire, y compris au sein de la gauche plurielle) que les associations en tant que l'un des piliers de la démocratie doivent avoir les moyens d'exercer leur propre responsabilité. C'est pour cela que nous avons rétablit les subventions de fonctionnement et d'aide au projet. Il est de la responsabilité, du devoir du gouvernement de donner aux associations les moyens nécessaires à leur action, y compris pour donner la contradiction. J'estime que c'est un devoir, en ce sens que c'est une attitude profondément démocratique. Et même si l'argent distribué par Jeunesse et Sport ne représente pas une somme énorme, nous nous sommes employés à rétablir cette subvention de fonctionnement car même si telle ou telle action ne convient pas avec l'orientation ministérielle je ne dois pas pouvoir l'interdire par l'argent. Aussi je dis au *DAL* de faire des cours d'alphabétisation ou d'Internet, et comme cela correspond à la position du ministère je leur donne de l'argent pour cela (avec en plus une subvention de fonctionnement) même si avec cet argent l'association va tirer des tracs pour que les gens occupent des appartements vides. Qu'il y ait une contradiction ou une tension entre pouvoirs publics et associations ne me gène pas, on est fait pour ça. Le principe même de l'éducation populaire comporte en lui-même la critique du monde, la nécessité de transformation sociale. Les auberges de jeunesse ou les foyers de jeunes travailleurs, à l'époque, répondaient à des choses qui n'existaient pas (comme le droit aux vacances ou au logement) et pourtant un pouvoir public les a reconnu. Je voudrais que le ministère de la Jeunesse et des Sports soit un ministère capable d'aider une association, y compris si elle compte critiquer.

Je reçois tous les jours des courriers de gens qui me disent avoir demandé une formation qu'ils n'ont pas eu (la direction départementale les ayant envoyé paître). Je peux compter sur les doigts de cette seule main (seulement 3 lettres) les associations gays ou lesbiennes qui se sont plainte d'avoir été mal reçues. Pourtant c'est quelque chose que je veux savoir, non pour dire qu'untel est un mauvais fonctionnaire, mais pour voir comment en interne on peut changer ce genre de choses. Autre exemple, les télévisions associatives. Grande nouveauté, le gouvernement a reconnu aux télévisions associatives le droit d'exister. Très bien, sauf qu'il ne leur a pas donné les moyens de vivre puisque la loi sur l'audiovisuel ne permet pas qu'il y ait un fond de péréquation comme il en existe pour les radios. Aussi elles sont venues vers nous, nous expliquant qu'elles faisaient un travail d'éducation populaire. Nous en avons agréé certaines. Je ne regarde pas la ligne éditoriale de la télé associative, ce qui m'intéresse c'est que cette possibilité de vie démocratique existe. Et quand des télévisions ont été mal reçues par les directions départementales de Jeunesse et Sport, il ne faut hésiter à se plaindre (ce qui en soit n'est pas scandaleux) car cela me permet de voir en interne où est le blocage, de savoir si ce blocage est le fait d'une personne ou à une atmosphère générale. Du style "je n'ai pas suffisamment de fric pour m'occuper du sport ou des centres de vacances, je ne vais donc pas en plus m'occuper des associations gays, lesbiennes, bisexuelles, et des télévisions associatives". Aussi, je crois qu'il important que vous nous alertiez. Et je n'hésite pas à dire que je suis en totale contradiction avec le Secrétariat à l'Economie Solidaire quand il dit que le but des associations est d'occuper le tiers secteur en allant vers la création d'emploi pour répondre à des besoins ou mener des actions dont ni le privé ni le public ne saurait s'occuper. Pour une association cela peut être une orientation mais pas le fondement de son action. Ce n'est pas à l'Etat d'interférer dans la logique, dans les actions d'une association, bien au contraire il doit leur reconnaître (comme il le fait pour les syndicats et les partis politiques) le fait d'avoir les moyens d'exercer leur contestation contre les actions qui sont menées. Et il est possible de le faire, sans renoncer

à son âme, à sa propre logique. Je trouve que c'est très bien qu'il y ait de plus en plus d'associations gays et lesbiennes qui soient reconnues par l'Etat, parce que cela donne de la visibilité, parce que cela permet d'être reconnus (par les pouvoirs publics). Ce qui rend plus facile après le fait d'aller frapper à la porte d'autres partenaires.

Autre exemple, le directeur adjoint Jeunesse et Sport de la région PACA qui a vu transiter la subvention versée aux *UEEH*, m'a accompagné jusqu'à la porte et après avoir salué Jacques Fortin, il est parti. Parce que cela ne fait pas partie de son horizon. Vous défrichez dans un certain nombre de lieux, il n'empêche que l'on défriche là où nous sommes. Et pour ce faire nous devons convaincre nombre de partenaires publics. Quand on a demandé à la direction générale de la Santé (qui a dit que les financements publics ne devaient plus se faire sur les crédits sida) et à l'Education Nationale qu'ils aient enfin une réflexion sur le contenu de l'éducation sexuelle, nous avons eu un grand silence. Pourtant il existe une mallette pédagogique dont pas un prof, pas un élève a vu la couleur. Elle existe, la circulaire a été rédigée, elle a même été réécrite afin d'y mettre le mot "homosexualité" (au départ on parlait de "sexualités différentes"). Ceci montre que les administrations n'ont pas l'habitude de parler de ça. Les pouvoirs publics peuvent changer, sauf que cela ne se fera pas de leur seule volonté.

Arnaud : Le principal lieu d'oppression des jeunes homos c'est l'école. Et c'est aux profs qui enseignent et les principaux qui font la loi dans l'école (et aussi à l'Education Nationale) de faire en sorte que les choses bougent.

Gilles Garnier : Tout à fait, sauf que l'Education Nationale a dit dans l'une de ses circulaires que "l'école est son propre recours". C'est dans la charte des écoles du 21^{éme} siècle, signée par Claude Allègre. A partir du moment où sur ce point il y a consensus, y compris à l'intérieur de l'Education Nationale, entre les enseignants et l'Education pour dire que les seuls qui peuvent transmettre un message sont les enseignants, je pense que c'est une erreur. Il faut que dans l'enceinte de l'école il y ait une co-pénétration du milieu associatif, de l'ensemble des gens qui connaissent des choses que les enseignants ignorent. Dans le cadre des UEFM, on ne peut pas reproduire éternellement les modèles classiques papa dit et maman fait, en même temps il faut que l'on permette aux associations comme aux jeunes gays et aux jeunes lesbiennes d'intervenir sur ces questions. Je pense aussi à la question de l'usage des drogues, quand on sait comment sont faites les formations à l'intérieur de l'Education Nationale, on peut comprendre que cela tienne plus du château fort que d'autre chose. Il faut que des gens qui connaissent ces questions puissent les aborder sans tabou, sans verser dans le prosélytisme. Il faut que l'Education Nationale accepte d'ouvrir le pont levi et que des gens y entrent. Il faut aussi que les enseignants acceptent d'avoir des formations communes. Et c'est une vraie difficulté. Les formations santé sont faites par la Santé, les formations jeunesse et sport sont faite par Jeunesse et Sport. C'est quelque chose sur quoi nous devons avancer, parce que c'est dans l'ensemble des milieux (sport, animation jeunesse, action sociale, protection de la jeunesse) les questions liées à la sexualité et à l'homosexualité sont des sujets transversaux et doivent donc profiter de formations communes. Sans le concours des associations, nous serons incapables de porter nous-mêmes cela.

René-Paul Leraton : Il y a quand même un truc qui me frappe sur cette histoire que l'Etat ne savait pas faire, il a balancé des millions aux associations dans le cadre de la lutte contre le sida et qui aujourd'hui les retire avec le même cynisme, en laissant crever des tas d'associations. Après L'*ALCS* (l'année dernière), c'est *Sol en Si* qui est en train de crever.

François : J'aimerais réagir par rapport à ce que je viens d'entendre. Vous voulez nous aider, mais j'aimerais vraiment que vous ayez conscience que s'il y a certes de notre part une demande, nous ne sommes pas complètement cons. Si vous faites des promesses, nous attendons que vous les respectiez. Car si être homosexuel n'est pas toujours facile, cela ne nous empêche pas d'avoir le droit de vote et d'avoir des opinions. Pendant très longtemps on nous a promis bien des choses, nous avons aujourd'hui un gouvernement de gauche (depuis quelques années) et à moins d'un an des prochaines élections nous aimerions autre chose que des paroles. Nous sommes des gens qui réfléchissons, ces gens qui peuvent se souvenir longtemps. Nombre de personnes sont quelque peu énervées par ce genre de discours.

Gilles Garnier : Ce ne sera certainement pas sur un bilan, on n'est jamais élu sur un bilan. On n'est pas non plus élu sur des promesses. On est élu sur des orientations et des objectifs …….

François : C'était juste pour dire que nous ne sommes pas que demandeurs …..

Gilles Garnier : Globalement, au-delà des promesses nous avons fait un certain nombre de choses. Certes, cela n'a pas avancé partout, dans chaque département ministériel, y compris le nôtre. Certaines sont de notre responsabilité, d'autres sont de la responsabilité de l'environnement général, du fait que nous avons des problèmes d'interlocuteur. Ensuite je ne vous ferais pas l'injure de ne pas savoir qu'il y a aussi cinq composantes dans la majorité plurielle qui ne sont pas forcément d'accord sur tout. Chacune de ces composantes portera ses projets, et comme la question de la sexualité et en particulier l'homosexualité sont maintenant dans le débat public seront partagées par chacun des candidats, à leur mesure.

François : C'est tout simplement le fait de ne pas nous donner de faux espoirs …..

Gilles Garnier : Cela dépendra de qui à qui vous confierez votre espoir.

Marylou : Tout à l'heure je ne me suis pas présentée, je suis présidente des *Universités d'Eté* et pour expliquer un peu plus la suite de mes demandes, je suis également co-présidente du *CEL* (qui est une association lesbienne sur Marseille) et également représentante de la *Coordination Lesbienne Nationale* au sein des *UEEH*. Ce n'est pour situer mes titres mais pour situer mes questionnements. J'interpelle le réseau *Moules Frite* en leur demandant où sont les *Moules*. Il y a beaucoup de garçons qui défendent les gays, et c'est très bien. Sauf que les lesbiennes sont toujours un peu occultées, c'est une constatation que je fais. Autre constatation, l'aide aux associations gays et/ou lesbiennes s'adresse surtout aux gays. Cette aide a été détournée grâce aux subventions sida, les lesbiennes n'en ont jamais vu un kopeck. Nous sommes actuellement à la *Coordination Nationale* en train de monter des dossiers de demande de subvention, alors quand vous nous dites que les fonctionnaires des ministères ne regardent pas trop le bilan des associations, j'ai envie de dire que le *CEL* a 11 ans d'existence, compte quelques 350 adhérentes, dispose d'un local de 400 M2, et on fait tout un travail sans aucune subvention, aidées par quelque chose comme une centaine de bénévoles qui tournent toute l'année. Nous allons donc demander des subventions, nous faisons déjà un gros travail et on aimerait pas seulement le continuer (parce que nous en sommes vraiment capables) mais l'améliorer, et éventuellement si nous avons les financements nécessaires faire des lignes écoute et des choses comme ça. Nous avons les projets, nous avons la volonté, mais il nous manque un gros coup de pouce financier. Alors j'aimerais savoir par rapport aux réticences que nous avons reçu (en particulier de la part de la Direction régionale de Jeunesse et Education Populaire), on aimerait savoir comment vous envisagez les aides aux actions typiquement lesbiennes, et est-ce qu'on pourrait ne plus entendre les réponses genre "vous faites du sexisme, de la ségrégation en tant qu'associations non-mixte" ? Est-il possible d'avoir une écoute un peu plus particulière en tant que lesbienne très largement occultée dans la société ? Nous aimerions être écoutées et pouvoir parler, d'autant que cela fait longtemps que l'on parle.

Sonia : Je sais qu'à Toulouse il y a une association non-mixte qui a eu l'agrément Education Populaire.

Rémi : Depuis le début de la semaine nous parlons de la difficulté de faire venir les lesbiennes, et nous ne savons pas comment faire. Aussi nous nous employons de trouver des lignes d'attaque pour y arriver. A *Homonormalité* de Lyon nous n'en avons pas du tout, et c'est assez pénible.

Sinon, qu'est-ce que nous attendons des ministères et du gouvernement ? Qu'ils initient ou aident à l'initiation des projets, qui les suivent tout au long de leur cheminement et surtout qu'ils entérinent les résultats (par des lois ou des décrets). Pendant ce temps les associations ont bien l'intention d'agir et de travailler, mais c'est vrai que l'on trouve souvent (comme cela transparaît dans ce débat) l'initiation par le gouvernement est rarement présente. Forcer le passage est le rôle des actions révolutionnaire dont on parlait tout à l'heure. Après le suivi et l'action pendant, on n'y arrive pas parce qu'on n'arrive pas à accéder jusqu'aux gens. Vous avez parlé des UIFM qu'il faudrait y changer bien des choses, on sait que des tentatives en ce sens ont déjà été faites. Nous avons aussi tenté d'intervenir dans les lycées mais à ce niveau ça a planté, en ce sens qu'on nous a carrément bloqué l'accès. Alors nous nous sommes dit que comme dans les IUFM, sachant qu'il n'y a pas de principal cela devait passer, sauf que là aussi nous nous sommes retrouvés face à un blocage total. Pourtant c'est bien là qu'il faudrait que l'on travaille. Au niveau théorique nous avons besoin d'avoir un suivi de l'Etat, et nous ne pouvons que constater qu'il est totalement absent. Mon voisin faisait remarquer que de toute façon ce n'est pas vous qui prendrez les décisions, mais on espère malgré tout que vous allez transmettre tout ce que nous avons dit aujourd'hui à vos supérieurs et en particulier au ministre…… pardons, à la ministre. En tout cas à *Moules Frites* nous avons plusieurs projet qui sont lancés, pareil pour le *MAG*. Dès que vous êtes prêts à nous aider, nous sommes là nous allons faire changer les mentalités dans les IUFM, dans les lycées et les écoles. Il faut juste que vous nous y laissiez rentrer.

Aurélien : A *Moules Frites* il y a une représentation des femmes supérieure à celle que l'on rencontre au sein du mouvement associatif homo dans son ensemble. Dans le mouvement associatif gay, il y a quand même une sur-représentation masculine. Et lorsque dans un texte nous avons voulu mettre en avant la sexualité lesbienne et le sida, on m'a dit ……..

René-Paul Leraton : Je t'ai dit que l'histoire de la contamination du sida chez les lesbiennes était parfois présentée d'une manière totalement fausse, et que dans ce texte vous avanciez qu'aucune étude n'avait été faite, ce qui est faux. Je te conseille d'en parler avec Brigitte Lhomond qui sera là à la fin de la semaine. Certes, les risques durant les rapports entre femmes sont extrêmement faibles, mais de vouloir populariser l'idée qu'il y a des centaines de milliers de lesbiennes qui sont mortes du sida dans le silence le plus total est totalement faux. Quelque part, et c'est une réflexion tout à fait personnelle, je me suis dit que c'était assez fou de vouloir revendiquer une existence à travers une mise en danger de mort. Je peux t'assurer Marylou que nous nous en serions bien passé des millions de subvention sida versés aux associations gays. Si nous

avions pu l'éviter, nous l'aurions fait. Par contre, je l'ai déjà dit ici et je continue à dire, il nous faut faire très attention. D'ailleurs c'est quelque chose à propos de laquelle je serais extrêmement attentif dans la future ligne téléphonique que nous allons monter (*Sexualité Info Santé)* aux risques MST dans les rapports entre filles. Il n'y a pas ou très peu d'information en la matière. Excepté, pourtant d'habitude je suis assez critique, dans la petite brochure faite par *Têtu* dans l'édition de juin.

X : Est-ce parce que les risques sont très faibles qu'il ne faut pas parler des moyens de prévention qui existent, si jamais il y a des meufs que cela intéresse ? Le problème c'est qu'elles ne savent même pas que cela existe, elles ne savent même pas que dans le cadre d'une sexualité entre filles il est possible de se protéger. Le problème est là.

René-Paul Leraton : Il y a une différence entre dire qu'il est nécessaire d'informer sur les risques qui peuvent exister dans le cadre de rapport entre filles, et dire qu'on ne le fait pas ou de dire que des milliers de lesbiennes sont mortes du sida ……. Si, j'ai parfois entendu des démonstrations assez aberrantes de lesbiennes radicales disant qu'il y avait plus de risques avec un cunnilingus non protégé qu'avec une pénétration annale non protégée. C'est n'importe quoi, c'est excessif. Il faut faire attention de ne pas raconter n'importe quoi, et de ne pas vouloir exister à travers une mise en danger de mort.

Aurélien : Je voulais juste dire que nous pensons à vous, aux lesbiennes. Il a été voté qu'il y ait deux modérateurs au sein de *Moules Frites*, l'un des deux devant être une femme. Quand nous avons des filles dans nos associations, elles sont toujours à des postes de responsabilité (excepté si elles ne le souhaitent pas).

Marylou : A propos de la santé des femmes il y a une chose à laquelle on ne pense jamais parce que c'est les mecs qui réfléchissent à la santé des femmes, c'est la prévention des cancers gynécologiques. Des copines lesbiennes mortes du sida, je n'en connais pas, par contre des copines qui sont mortes d'un cancer du sein ou de l'utérus (parce que diagnostiquées à un stade beaucoup trop évolué) nous en connaissons plein.

Aurélien : Je reviens à la question que je voulais aborder. Les subventions versées aux syndicats sont bien en ce sens qu'elles ne dépendent pas du gouvernement en place, elles sont donc totalement indépendantes vis-à-vis des pouvoirs publics. Je ne remets pas en cause l'idée de subvention pour les associations, sauf qu'une association qui est en opposition avec la loi qu'elle juge mauvaise peut difficilement penser trouver une subvention. D'autre part, pour répondre à Jean qui affirme que nous sommes actuellement en période de négociation sociale, les administrations ne font que reproduire le schéma de pensée que nous trouvons dans la société. Les gens n'y sont pas meilleurs ou pires qu'ailleurs. C'est assez pernicieux de lutter contre une norme alors qu'il n'y a aucune négociation sociale. D'accords pour la négociation sociale, mais sous réserve de ne pas se faire entuber. Aussi le côté association révolutionnaire peut continuer à marcher. Sur le PACS, par exemple, si réellement il n'y avait pas de normes hétéro-sexistes il serait passé sous une autre forme que celle que nous connaissons. Il serait passé entier, alors qu'il a été tronqué. Quant aux IUFM et aux écoles normales, elles perpétuent incessamment un mode de pensée hétéro-normée. Et ce n'est pas la négociation sociale qui changera ce mode de pensée.

Jean-christian : Il y a quelques personnes qui ont parlé des pouvoirs publics et de l'Etat comme quelque chose de très monolithique, mais il ne faut pas avoir une vision monolithique des pouvoirs publics. Effectivement, l'Etat a la responsabilité des pouvoirs publics, mais comment vous en tant que responsables d'associations de jeunes gays et/ou de jeunes lesbiennes, gardiens de l'esprit révolutionnaire ou machin, vous vous situez ? Dans un an, en face de toi tu n'auras plus d'interlocuteur aussi attentifs pour t'écouter. Ceci dit, je rejoins Xavier sur cette histoire de prendre le fric là où il est, tout en ne se gênant pas pour garder une certaine indépendance d'esprit. C'est plutôt un joli challenge. Et non seulement il y a du fric à prendre, mais c'est aussi des espaces où il y a des décisions politiques qui se prennent. D'accord la négociation sociale est un leurre, de toute façon on va se faire entuber, ce qui nous intéresse c'est notre fric, notre vote ……

Aurélien : Si nous voulons dénoncer ce qui pour nombre de personnes coule de source (comme le 14 juillet avec des chars et des militaires qui défilent sur les Champs Elysées ou la fête des mères) ce n'est le pouvoir public qui nous aidera à le faire. D'ailleurs ce n'est pas son boulot. Il y a énormément de normes à combattre. Tout à l'heure on parlait du sport, c'est à nous de trouver un moyen de dénoncer cet état de chose, de monter en quoi c'est totalement normatif.

Jean-Christian : Regardons ce qui s'est passé cette année, on peut dire que ce n'est qu'un symbole mais cela me semble important de voir l'équipe nationale de rugby poser à poil dans un calendrier avec des références gays, avec des interviews dans les médias gays. C'est un signal. Certes, c'est peut-être machiste en ce sens que c'est masculin. Ceci dit, je comprends très bien la nécessité de se dire que l'on va continuer à faire la révolution. D'autre part ce que je trouve rigolo le manque de lien avec les jeunes non-étudiants. Il me semblerait important de jeter le nez sur le fait qu'au sein de l'administration il y a des gens qui répondent au téléphone en disant qu'il n'y a rien pour des gens et/ou des associations "comme ça". C'est non seulement insupportable, mais surtout il me semble que depuis maintenant 4 ans que vous êtes dans la place vous auriez déjà du faire ce diagnostique. D'autant qu'effectivement les échéances se rapprochent et que le temps presse.

Fabienne : Gilles a dit qu'il fallait que les profs et autres intervenants soient formés à accepter et à diffuser la normalité de l'homosexualité, sauf qu'avant il y a avait une structure de formation interne qui aujourd'hui a disparu. Et actuellement il n'y a presque plus de formation. Les pouvoirs publics sont des interlocuteurs, mais il n'y a pas qu'eux. Il y a des pouvoirs ailleurs. Et vous messieurs qui êtes dans de grandes écoles, un jour vous vous retrouverez au pouvoir, pas tous bien sûr mais nombre d'entre vous vont se retrouver sur des postes de pouvoir, j'espère qu'alors vous vous rappellerez de tout cela.

Christophe : J'ai retenu que Monsieur Garnier attendait, comme les jeunes, une reconnaissance de l'associatif. J'ai l'impression que le ministère cherche à savoir ce que c'est que le monde associatif (ses actions, sa politique). Cependant, il ne faut pas oublier que les gens des ministères sont des gens comme vous et moi, c'est à dire que l'on va y rencontrer des homophobes, des cons et des gens super. Je ne crois pas que Monsieur Garnier soit actuellement le ministre et qu'il ait les pleins pouvoirs (peut-être qui le deviendra, je le lui souhaite si c'est son ambition), mais il ne faut pas oublier que nous avons à faire à des gens, à des êtres humains. La politique attend de la politique, elle n'attend pas des actions révolutionnaires. Les actions révolutionnaires seules ne feront pas avancer la politique, car elles ne font que bloquer les choses. Obligatoirement il faut une stratégie plutôt politique, philosophique.

Benjamin : J'aimerai intervenir par rapport au thème central du sujet d'aujourd'hui qui est le militantisme, je me demande si je me considère comme militant. Oui. Mais quelle est ma motivation pour militer ? D'où je tire mon énergie pour que j'ai envie de m'investir ? Personnellement je continue de rêver d'une nouvelle société sans patriarcat, puisque jusqu'à présent nous avons toujours à faire à une domination masculine qui engendre le sexisme et l'homophobie. En tant que jeunes, nous avons à apprendre comment fonctionnent les mécanismes de cette société qui nous livre tout ce bazar. Alors, on a parlé du militantisme aujourd'hui, mais on a parlé que du militantisme qui s'adresse à l'extérieur, c'est à dire que d'un point de vue gay et/ou lesbien on regarde ce qui se passe ailleurs et ce qui fait que nous nous sentons opprimés dans ce que nous faisons. A mon avis, il y a aussi un militantisme à l'intérieur de nos structures, de nos amitiés et de nos connaissances. Finalement un travail d'enseignement puisque nous avons beaucoup de choses à apprendre, puisque tout d'abord on ne sait rien et que c'est par l'apprentissage que l'on apprendra. On apprendra à fonctionner en collectif dans nos structures et ce collectif a justement besoin de remettre en cause le fonctionnement intérieur de nos structures. Notamment quant au sexisme, notamment quand je parlais des jeunes gays, puisque je parle depuis ma place de gays, notamment dans les structures de jeunes gays où nous avons toujours à faire face à une phobie des tantes, ce qui est hallucinant. Il y a un machisme, une idéalisation du virilisme par les jeunes qui pue, il y a un sexisme face aux lesbiennes, les mâles qui se permettent toujours de parler au nom des lesbiennes. Ou est l'intérêt toujours de parler pour elles ? Est-ce qu'on pourrait trouver un militantisme qui partirait à nouveau de notre propre identité et de pas se mêler de choses qu'on ne vit pas ?

William : Entre hier et aujourd'hui il y a des choses très intéressantes qui ont été dites, seulement je n'ai pas bien vu le rapport avec l'intitulé du débat. Durant la semaine nous avons parlé de prévention VIH, bien, d'autant que nous avons besoin de ces bases (que nous n'avons pas plus forcément) mais il n'empêche que le thème de la rencontre sexuelle et/ou amoureuse n'était malheureusement pas au rendez-vous. Et aujourd'hui c'est un peu le même problème, on a dit des choses très intéressantes sauf que nous avons dévié du sujet. Et cela me déçoit un peu. C'est tout.

François : A l'association nous sommes toujours confrontés au pouvoir de l'Education Nationale, et au fait que l'agrément qui n'est pas facile à obtenir (surtout pour des petites associations). Aussi, il faudrait peut-être réfléchir à quelque chose d'intermédiaire afin de garantir aux associations une certaine légitimité sur leur campus. Pour des associations de boulistes ou de pêcheurs il n'y a jamais d'opposition à ce qu'elles créent, contrairement à nous. Souvent c'est le problème auquel nous sommes confrontés. Cela provient souvent de la fac, voir de l'Education Nationale, et pour nous cela serait utile d'avoir un statut particulier, quelque chose de plus facile et de plus simple à obtenir, un soutien clair sur ce genre de chose. Je pense que ce serait que se serait vraiment très utile, et pas vraiment difficile à mettre en place.

Lionel : Réflexion plus générale sur l'associatif, puisque Gilles Garnier en a parlé tout à l'heure, aujourd'hui on parle de l'associatif. Cela traduit davantage un renouveau politique avant d'être un renouveau économique, et qu'il faut reprendre le vrai sens de l'associatif qui est de créer du lien. Et non pas reproduire des schémas de domination et de hiérarchie, mais d'inventer de nouveaux modèles. Le modèle salarial en lui-même n'est pas une bonne idée, c'est vrai qu'il faut rémunérer les gens qui passent du temps mais sans assurer le renouveau du capitalisme. Ce n'est pas l'objet de l'associatif. Il faut trouver des modalités de fonctionnement, et faire attention à cette dérive.

Gilles Garnier : Par rapport à cette question du statut particulier des associations qui sont (qui travaillent) en milieu étudiant, c'est vrai qu'actuellement les grands regroupements associatifs qui sont dans le mouvement étudiant ont la double casquette Education Nationale et Jeunesse et Sport. Cela rassemble un certain nombre d'associations de caractère (et de problématique) très différent. C'est peut-être un débat qu'il nous faudrait mener. Après je ne choisis pas, vous irez voir ceux qui vous plaisent, ceux qui vous intéressent. Je pense que se ne serait pas plus simple mais pas plus mal de les forcer, parce que cela me permettra de faire le lien avec les organisations syndicales, de faire que ces associations qui sont des associations d'associations en milieu étudiant prennent aussi conscience qu'il existe des associations comportant des gays et des lesbiennes. Cela leur ferait du bien.

Ensuite sur les syndicats et les partis politiques, je crois qu'il y a eu des combats qui ont été menés, qui ont mis du temps à émerger mais qui n'ont pas été jusqu'au bout, des combats de société à l'intérieur des organisations syndicales et des partis politiques. Je pense en particulier à la question du féminisme et de la discrimination des femmes dans les entreprises, et celles à l'encontre des personnes atteintes par le VIH dans l'entreprise, il a fallut attendre longtemps, trop longtemps pour que des organisations syndicales s'en emparent. J'estime qu'il n'y a pas de hiérarchie à avoir en matière de combat syndical. Lorsque je me battais avec mes collègues pour des augmentations de salaire, j'estimais que c'était de même niveau d'engagement que de me battre pour que dans une entreprise ou un service public une femme ne subisse pas de discrimination sous prétexte qu'elle est susceptible de tomber enceinte. Il faut lutter contre toutes les formes de discrimination, y compris là où on milite. En même temps je voudrais faire la différence entre militantisme et engagement politique. L'engagement politique est une chose, l'action des pouvoirs publics en est une autre. C'est à dire que je suis militant politique et élu politique et en même temps je travaille dans un ministère, et pour moi (comme pour vous), il y a forcément des moments où je suis en contradiction avec moi mêmes. Ce n'est pas simple. Je prends l'exemple du PACS, qui a d'abord été porté par un certain nombre d'associations puis relayé par les partis politiques, vous dites qu'il est tronqué, c'est juste (en tant que citoyen je le dis), après je pense que l'on arrête avec cette idée de délégation générale de pouvoir, genre l'association porterait les choses à un tel niveau qu'à un moment elle se sentirait dépassée qu'elle en viendrait à dire qu'il appartient désormais aux pouvoirs politiques ou aux partis politiques de prendre la relève. Non, il faut maintenir une tension politique entre des associations qui sur un certain nombre de sujets (comme l'a dit Lionel) portent des revendications politiques et les pouvoirs publics. L'une des grandes nouveautés, et j'espère qu'ils vont s'en apercevoir, c'est que l'on ne fait pas de la politique uniquement dans les partis politiques. Que l'entrée sur la lutte des droits des femmes ou des gays et des lesbiennes est un combat politique qui ne doit pas être d'abord mené dans un parti politique. Parfois ils s'en sont saisit, bien, mal, pas assez, mais il leur appartient d'admettre (et c'est aussi un combat à mener) que l'on peut faire de la politique ailleurs que dans un parti politique. Mais il en reste dans un certain nombre de mouvements politiques. C'est pour cela que sur cette tension entre ce que l'on veut à propos du PACS et ce que l'on a obtenu, n'oublions pas que la loi est l'exact rapport de force dans une société. La société de 1999 qui a voté le PACS en était à ce niveau là d'un point de vue majoritaire. Cela ne veut pas dire qu'il n'y avait pas de gens qui voulaient aller plus loin ou qu'il y avait des gens qui n'en voulaient pas, c'est simplement une question de rapport de force. Je pense à un autre combat qui a été gagné en 3 étapes. Le combat pour l'IVG, première étape. On dit qu'une femme qui pratique l'IVG ne sera plus condamnée. Le deuxième combat (qui n'a pas été gagné de suite) fut de dire que l'IVG est un acte médical devant être remboursé. Le troisième combat (qui vient seulement d'être gagné) fut d'affirmer qu'il est possible de faire du prosélytisme IVG en affirmant qu'ici les avortement sont possible, chose qui était interdite par la loi. C'est à dire qu'au moment où cette revendication a été portée par les femmes et le Planning, elles voyaient déjà les 3 volets. Et bien les trois volets ont correspondu à une tension entre l'engagement citoyen et le rapport de force politique. C'est cette tension qui fait qu'a un moment donné on arrive à une adéquation. C'est en cela que je dis que votre position est révolutionnaire (et vous avez raison de le dire) dans son objectif. Après, il ne faut renoncer à ce qu'on a pu ouvrir une porte pour ensuite l'enfoncer encore plus loin. Sur l'IVG on aurait dit que la loi Veil suffisait, que l'avortement sera seulement un acte reconnu, à la nuance près que l'on ne donne pas aux femmes les moyens de le faire. C'est bien d'avoir continuer le combat, jusqu'à avoir obtenu le remboursement de l'IVG…… Effectivement rien n'est jamais acquis.

Autre chose, sur les contacts entre les jeunes et les pouvoirs publics, nous avons durant deux ans fait l'expérience (reconnue par la loi) du Conseil National de la Jeunesse et des Conseils Départementaux de la Jeunesse. Je peux le dire off micro (même s'il y en a un), au début le *MAG* s'est présenté comme association de jeunes gays, face à des scouts et à des jeunes issus du monde syndical, associatifs ou politique (de la droite classique à l'extrême gauche), il a fait passer un certain nombre de revendications qui étaient au départ celles de son association, revendications qui ont été ensuite portées par l'ensemble du Conseil. Ils ont fait avancer les choses, ne serait-ce qu'au sein de ce conseil, maintenant des jeunes affirment que les discriminations à l'encontre d'un jeune parce qu'il est homo, les concernent également, bien qu'ils ne soient pas eux-mêmes homosexuels. Quand on dit qu'il y une discrimination raciale qui est portée et que l'ensemble d'une génération dit être également agressée, c'est faire prendre conscience aux gens qu'il est possible de faire changer les choses. Dans (c'est ce que je voulais dire en off) beaucoup de conseils départementaux les éléments moteurs (j'en connais plusieurs dans la Manche et le Gard) sont issus des associations gays et lesbiennes. Parce qu'ils sentent que c'est un moyen de porter au plus haut (sachant qu'ils ont 12 ministres par an face à eux) un certain nombre de revendications. On peut s'engager dans son association, dans son parti ou ailleurs mais aussi dans des lieux qui permettent cette contradiction. Il faut que les politiques arrêtent de concevoir la politique comme le fait de recevoir le pouvoir durant un certain laps de temps en échange de quoi il s'engagent à faire ce qu'ils peuvent pour revenir voir les électeurs au bout de 6 ans. C'est la vision la plus lambda de la politique. Les citoyens et les citoyennes ont le droit d'intervenir à chaque étape. A chaque étape il faut que les citoyens soient entendus. C'est une autre manière de concevoir la démocratie et de concevoir le dialogue avec la population.

Je voulais juste terminer sur le sport, qui est l'autre partie du ministère. Il y a des choses avec lesquelles je ne suis pas totalement d'accords. Le sport, comme n'importe quelle activité humaine peut porter en lui de l'oppression, de la normalisation. Je dis aussi que le sport peut être porteur d'autres choses. Par exemple (et cela a mis du temps à arriver) que les femmes qui ont pratiqué des sports collectifs, vous avez parlé du rugby, de plus en plus de femmes pratiquent ce sport, elles ne le font pas (et je peux vous l'assurer pour avoir vu des matchs de rugby féminin) pour reproduire le schéma qui est porté, elles le font parce qu'elles ont envie de pratiquer ce sport, parce qu'elles en acceptent les règles. Et entre un match masculin et un match féminin, il y a une réelle différence. Je voudrais qu'il n'y ait pas de portes ou de sports qui soit fermés à l'un au l'autre sous prétexte que ..... Il a fallut attendre 99 ans pour que l'on accepte qu'en France les femmes fassent de la boxe, je ne sais pas si j'aime ou non la boxe féminine (d'ailleurs ce n'est pas mon problème) mais je n'ai pas le droit d'interdire à des femmes qui ont envie de faire de la boxe d'en faire, sous prétexte que je considère que c'est un sport qui est porteur de ceci ou de cela. Sur ce point, tout dépend de la manière dont on le pratique. Y compris dans les associations sportives qui sont animées par des gays ou des lesbiennes. Je suis très heureux d'avoir pu aider à l'organisation des *Gays Games* Natation, c'était la première fois que cela avait lieu en France, et qu'il y avait une reconnaissance des pouvoirs publics. Et je trouve cela normal. On permet à la pétanque d'exister, pourquoi pas, depuis des années on reconnaît qu'il pourra exister des clubs corpos (c'est à dire des clubs qui réunissent des portugais ou des comoriens ou des algériens) alors que l'ion ne reconnaissait pas le fait que des mecs ou des nanas puissent jouer en semble parce qu'homos. C'est quelque chose qu'il faut faire évoluer, y compris dans les fédérations sportives. Ainsi la fédération française de natation pour la première fois à reconnu la possibilité que les *Gays Games* se passent en France, et en plus les a aidé. En ce domaine il y a des façades à faire tomber. C'est vrai que c'est dur, le milieu sportif est un milieu où très peu de gens acceptent de dire qu'ils sont homos. Regardez ce qui est arrivé à Amélie Mauressmo quand elle a osé dire qu'elle avait une amie (pourtant elle n'était pas la première) et maintenant excepté quelques imbéciles qui lui sortent encore parfois deux ou trois conneries, les gens la regardent avant tout comme une sportive. On peut la regarder comme une très jolie femme (ce qu'elle est) mais on peut aussi la regarder comme sportive. Il faut faire tomber partout ces masques, et le sport peut être un lieu d'émancipation à partir du moment où il ne se fait pas sur des représentations aussi stupides. Parce que ce qui est gênant dans le sport c'est moins le match que l'après-match, quand je vois ce qui se passe lors d'une troisième mi-temps de rugby ou dans un vestiaire de football (et Dieu sait que mon métier m'a amené souvent à y aller, j'avoue parfois par plaisir) je vois des choses que bien évidemment aucun n'oserait mettre sur la place publique, parce que ça ne se fait pas, parce qu'on est entre soi, parce que c'est un milieu clos. Je souhaiterai qu'un certain nombre de sportifs, comme des gens du spectacle ou des personnalités politiques puissent dire qu'elles sont homo, et que cela ne soit pas vécu comme un problème.

Ce que je disais tout à l'heure par rapport à mon engagement je le redis, j'aurais été dans un autre ministère j'aurais fait la même chose. Ce n'est pas parce que je suis homosexuel que je l'ai fait mais parce que j'estime que les pouvoirs publics ont cette obligation de reconnaissance. Après je suis d'accords avec ce qui a été dit, tout ne va pas aussi vite qu'on le souhaiterait, on n'a pas forcément les moyens de notre politique et ceux qui viennent nous voir le savent. Nous aimerions avoir plus de moyens, nous disposons d'un budget de trois milliards pour s'occuper des questions de sport et d'éducation populaire (ce qui représente 10% du budget de la ville de Paris) pour l'ensemble de la France, pour les 25 millions de personnes qui font du sport. Et quand je prends le seul secteur de l'éducation populaire sur lequel vous pourriez émarger, c'est 60 millions de Frs. Là aussi il y a un débat à avoir, ça ne me gêne pas de le porter, de dire que je suis pas d'accords avec les arbitrages ministériel.s. J'estime que c'est mon boulot de le dire. Après si on arrive à une augmentation des budgets, tant mieux. Ensuite, si jamais je ne suis vraiment pas d'accords, sachant que j'ai des responsabilités politiques, je m'en vais en disant que je ne peux pas faire le boulot que je suis amené à faire. Mais ça c'est un vrai débat politique qu'il faut mener à tous les échelons, de l'échelon associatif à l'échelon gouvernemental.

Comme êtes très peu à franchir la porte des ministères, je suis bien content d'avoir entendu ce qui vous m'avez dit durant ce débat quant à l'Education Populaire. Car cela nous permettra, y compris au sein de la maison Jeunesse et Sports de changer, de faire en sorte que les choses évoluent. Et c'est bien pour cette raison que je vous demanderais de systématiquement nous alerter quand vous avez connaissance de cas de discrimination dans l'octroie de subventions. Je connais bien le cas de Toulouse puisque c'est moi qu'il y a 2 ans je les avais mis en contact avec le Ministère de la Jeunesse et des Sports afin qu'ils soient agréés, et je m'aperçois qu'il y a deux poids, deux mesures. Il faut maintenant que tout soit appliqué partout pareil. Maintenant que nous avons des cas qui peuvent servir d'exemple, il faut que nous nous appuyions sur des cas concrets, sur des associations qui existent. C'est pourquoi je souhaite vivement que vous nous fassiez remonter les exemples de discrimination dont vous pouvez avoir connaissance, car c'est notre boulot que de faire en sorte que les discriminations dans l'enceinte de notre ministère reculent.

René-Paul Leraton : Je terminerais sur une chose que nous nous sommes dit plusieurs reprises lorsque nous nous sommes rencontré, profitons-en pendant que des gens comme Gilles sont dans les ministères, pendant que l'actuel gouvernement est au pouvoir, parce qu'on ne sait pas ce qui se passera en juin 2002. Peut-être qu'il n'y a pas à perdre de temps. Je vous remercie toutes et tous d'être venu.

QUELS BESOINS POUR LES ASSOCIATIONS HOMOSEXUELLES ?

Olivier Maguet : Pendant deux heures nous allons essayer d'avoir une réflexion et un échange sur les besoins des associations gays et lesbiennes. Cet atelier est animé par l'association *FAG* (pas celle d'Aix en Provence) dont le sigle signifie "*Formation pour une Approche de la Question Gay*." A l'origine, dans le cadre de mon travail d'animateur de prévention dans un des pôles de *Aides* en banlieue, dans un coin où il n'y avait rien en terme de lieu de rencontre convivial, d'association, de bar associatif et autre structure dans lesquels les gays et les lesbiennes du département (l'Essonne) pouvaient se retrouver, échanger, s'identifier, se retrouver (tout ce que vous faites toutes et tous dans vos associations) j'ai eu la démarche bien naturelle de créer une association homo. Très rapidement cette association (*Angel 91*) a voulu mettre en place des permanences d'accueil et d'écoute ainsi que des soirées conviviales, et au fur et à mesure une forte demande de la part de personnes qui fréquentaient l'association (et utilisaient ses services) nous a poussé à mettre en place des moments d'écoute plus personnels. Cependant l'association n'était pas vraiment armée pour répondre favorablement et surtout efficacement à cette demande, aussi face à ce besoin clairement identifié et avec les volontaires de l'association nous avons contacté René-Paul, Jean le Bitoux et Catherine Daniel afin de mettre en place une formation à l'accueil et à l'écoute dont la finalité était de mettre en place un lieu (et un moment) d'écoute. Et aussi de pouvoir réfléchir sur le pourquoi de son engagement dans une association homosexuelle, s'interroger aussi sur la notion de l'accueil, notion importante et en question dans toutes les associations gays et/ou lesbiennes. Bref, nous avons donc monté, bricolé ce module de formation. Et comme par la suite nous nous sommes aperçus que cela correspondait à la demande de diverses associations qui elles aussi avaient identifié ce besoin nous nous sommes dit qu'il fallait continuer sur la lancée, que ce qui avait été profitable pour nous on pouvait très bien le proposer à d'autres. *FAG* est donc né de cette expérience.

Par la suite nous avons animé des sessions de formation pour une association (le *MAG*) et un collectif d'associations (*AGIL*) sur Clermont Ferrand. Ce qui, du coup, nous a permis de tester cette démarche, car nous avions des publics, des âges, des profils différents. Après avoir constaté que nous tenions plus ou moins la route nous avons décidé de nous structurer. Nous avons volontairement pris du temps pour le faire. Et voilà pourquoi nous nous trouvons ici aujourd'hui, c'est un peu notre coming-out associatif et institutionnel. Nous sommes là d'une part pour nous faire connaître mais aussi surtout pour échanger sur les besoins des associations par rapport à leurs activités, sachant qu'ils sont certainement multiples et variés. Et voir qu'elles peuvent être les réponses collectives que nous pouvons apporter à ces besoins. Nous sommes une des réponses possibles, mais il est bien évident qu'il y en a beaucoup d'autres. Certaines étant encore à inventer. Et c'est justement l'un des objets de cet échange que nous vous proposons d'avoir avec nous durant cet atelier.

René Paul Leraton : Bonjour, pour ma part je m'occupe de *Ligne Azur* à *Sida Info Service*, après avoir été écoutant durant 6 ans *à Sida Info Service.* Sans vous raconter ma vie (je suis une vieille dame), j'ai commencé à militer relativement jeune puisque j'ai fait parti du *FHAR* dans les années 70. C'est en 1991 que j'ai commencé à travailler à *Sida Info Service*, et même si c'est un travail salarié avec des exigences et un cadre précis (on est payé pour effectuer telle ou telle tâche), je n'y suis pas arrivé par hasard (comme on n'arrive pas dans une association gay et lesbienne par hasard), et moi ce qui m'a fait tilt c'est quelque chose que j'ai connu dans mon travail. En 1991, quand j'ai commencé à être écoutant, nous étions dans l'œil du cyclone de l'épidémie et de la maladie, vu qu'il y avait très peu de traitement et beaucoup de gens qui mouraient, et qu'au téléphone nous étions confrontés à des situations extrêmement douloureuses (deuil, peur de la mort ….). En plus mon mec était mort du sida, aussi je me retrouvais au téléphone à écouter des gens qui vivaient ou qui avaient vécu les mêmes choses que moi. Et c'est un point sur lequel je me suis beaucoup interrogé, et qui à fait que j'étais très partant pour le travail que m'a proposé Olivier dans le cadre de *FAG*. Quand on est homo ou trans et que l'on veut rejoindre une association afin de s'y investir, il y a un cheminement personnel, à la base il y a une impulsion positive (l'envie d'aider ou de faire bouger les choses). Mais la question importante à se poser c'est de savoir ce que l'on vient foutre dans cette association, et surtout si on envisage bien les choses auxquelles nous risquons d'être confrontés. C'est à dire que peut-être je suis un garçon qui dans son adolescence à vécu des choses très dures (comme dans le film "*Etre et se vivre homo*" que vous verrez pendant le colloque de mercredi) qui m'engage dans une association, et du fait de cet engagement je vais un jour recevoir un garçon ou une fille qui va me raconter des choses qui vont me renvoyer à moi-même. Et toute la question est de savoir comment on gère ce genre de situation. Je ne pense pas que si on s'engage dans une association gay et/ou lesbienne c'est pour en sortir en mille morceaux quelques mois après, l'association se cassant la gueule. En plus de mon travail, c'est vraiment cette question qui m'a motivé de travailler avec *FAG*, d'amener une expérience, à faire en sorte que les gens se protègent puisque lorsqu'on est dans une association on n'est pas là pour s'ouvrir le bide et se faire bouffer. C'est important que les gens sachent créer des limites, un cadre, jusqu'où aller, que les gens réfléchissent bien à leur engagement militant et se donnent les moyens d'être efficace, sans y laisser trop de plûmes.

Sébastien Quercy : Il y a un an j'ai rejoint l'équipe de l'association *FAG*, mais depuis maintenant une dizaine d'années je travaille au sein de *Aides* (plus particulièrement sur le soutien et aussi l'accueil des personnes). Tout ce travail m'a convaincu qu'il était nécessaire de transposer quelque part toute cette expérience acquise durant ces années quant à l'accueil, à l'écoute et au soutien des personnes par rapport à une problématique donnée. Apporter cette expérience associative afin de pérenniser nos motivations et ce que nous avons envie de faire dans le milieu associatif, c'est en gros ce qui m'a motivé à rejoindre l'équipe du *FAG*.

Olivier Maguet : Quand nous avons décidé de passer de trois ou quatre petites expériences à un projet associatif réellement structuré, nous nous sommes dit qu'il y avait plein d'organismes de formation qui s'occupaient de l'écoute et/ou du conseil, mais ce qui nous distinguait c'était que nous sommes nous-mêmes homosexuels (ou proches) et que nous avons été ou sommes militants. Cette connaissance de la réalité homosexuelle, du vécu homosexuel nous semblait extrêmement importante quand il s'agissait de travailler avec des associations homos, n'étant pas extérieur au public associatif sur lequel nous souhaitions travailler. Notre public sont les associations gays et/ou lesbiennes, ainsi que les services de droit commun, les services de santé, les éducateurs, pourquoi pas la police, tous ceux et celles qui veulent intégrer dans leur pratique professionnelle l'homosexualité, accueillir dans leurs services un homosexuel par rapport à la question homosexuelle (ce qui n'est pas forcément évident). D'autre part nous permettons aussi de faire face au fait que lorsque les gens quittent telle ou telle association, c'est une expérience, une mémoire qui disparaît. Parfois, rarement cet acquis est transmis. Et en s'occupant de former les gens, en s'occupant de travailler à la pérennité des structures, nous nous employons à que cette matière militante ne soit pas perdue et au final profite à tout le monde. Pour finir là-dessus, nous sommes confrontés au besoin d'étoffer l'équipe, d'assurer la pérennité de notre association. Et donc toutes celles et tous ceux intéressés par notre démarche qu'ils n'hésitent pas à nous contacter.

René Paul Leraton : Sur *Ligne Azur* nous avons énormément de demandes de la part de jeunes gays et de jeunes lesbiennes qui ont réalisé que leur affectifs et leur sexualité s'exprimait avec les gens du même sexe qu'eux (ou les deux) et qui ont de fait envie de rencontrer qu'autres jeunes dans la même situation. Pas dans un cadre commercial (d'ailleurs il serait intéressant de s'interroger sur ce rejet du cadre commercial) mais dans un cadre plutôt convivial. Et parfois nous sommes extrêmement embarrassés car nous n'avons pas d'adresses d'associations proches de chez eux à leur fournir, sauf éventuellement une association qui se trouve à quelques 30 kilomètres (mais quand on a 17 ans c'est à l'autre bout du monde car toute la difficulté est de se déplacer, et de se justifier vis-à-vis des parents). C'est pour cela que nous nous sommes dit qu'il y avait une très forte demande de lieux associatifs, et donc aider des associations à se créer, à se pérenniser était quelque chose d'extrêmement important. Car ces structures apportent un service indispensable aux personnes afin de les aider à mieux vivre, à être visibles.

Jean-Paul : J'étais à *David et Jonathan* (il y a bien longtemps) puis j'ai milité au sein des *Gais pour les Libertés*, et *Act Up*. Maintenant, travaillant à AXA, avec d'autres personnes nous voudrions créer une association professionnelle (comme à la SNCF avec *Gare*). Et en la matière je me retrouve tel un novice, ne sachant pas comment faire. Nous sommes deux ou trois qui dans l'entreprise essayons de recruter, d'autant que le but n'est pas seulement festif mais aussi d'établir des contacts avec différentes organisations syndicales à propos du PACS (à titre d'exemple). Il est vrai que depuis quelques années nous sommes certains à vouloir se dévoiler, à dire que nous existons. J'ai appartenu à diverses associations mais en ce qui concerne la mise en place des fondations d'une association, j'avoue que je n'en sais rien.

René Paul Leraton : On se doute bien qu'un syndicat gay ne sera pas un syndicat comme les autres. En matière d'association professionnelle tu as actuellement diverses structures qui se sont monté. D'ailleurs durant cette semaine différents représentants des ces associations sont parmi nous (je pense en particulier au représentant de l'association *Gare*, pour la SNCF). Les employés de la RATP ont également créé leur association, ceux de Canal + également, ainsi que le personnel de l'Hôtel de Ville de Paris. En ce domaine, comme pour les associations étudiantes, les choses bougent. Quand je disais que cela ne sera pas un syndicat ou une association professionnelle comme les autres, il est évident que vous allez être confrontés à des gens qui pour s'être caché, pour avoir travesti leur vie privée (en s'inventant une copine ou un copain), vous qui voulez être visibles au sein de l'entreprise, qui luttez pour obtenir certaines avancée (PACS …..), vous allez vous retrouver face à des gens qui ne vont pas forcément vous identifier comme militants homos mais comme des gens avec qui il est possible de parler. Le gros problème auquel sont confrontées les associations (ou une ligne de téléphone comme celle dont je m'occupe) c'est d'être souvent le premier interlocuteur de gens qui sont dans le silence depuis plusieurs années, et il faut être prêt à l'entendre. Il est important que dans un cadre purement associatif que les gens soient prêts à recevoir et entendre une telle parole, et sachent renvoyer quelque chose sans trop de difficulté. C'est vrai que nous n'avions pas envisagée l'idée d'association professionnelle, car il y a 4 ans (lors de notre création) il n'y avait pas ce mouvement de reconnaissance professionnelle dans un cadre plus ou moins syndiqué. Et effectivement c'est quelque chose dont il va nous falloir se saisir.

Eric : Je suis membre de l'association *Popin Gays*. Nous avons crée cette association il y a 4 ans, nous comptons aujourd'hui près de 70 adhérents. Comme toute association nous avons besoin d'évoluer, et je vois en particulier deux points sur lesquels l'expérience des autres peut nous aider. Tout d'abord il y a des gens qui nous ont demandé de créer des antennes régionales, et donc se pose la question de gérer un réseau associatif (notamment au niveau juridique). Il y a certainement des gens qui l'on déjà fait, nous sommes donc à la recherche de ces expériences. Ensuite, nous avons organisé un festival au moi de juin (à Issy les Moulineaux) qui nous a servi d'expérience pour de futurs projets plus importants. Et donc, deuxième question, la recherche de financements. En matière de dossier de subvention ou de financement privé, nous sommes à la recherche d'expériences. Sachant que nous sommes désireux d'aider à formaliser cette expérience, histoire d'aller plus loin.

Gabriel : Je suis membre d'une association étudiante, et au sein de cette association nous nous posons actuellement de nombreuses questions quant à la mise en place de groupes de parole relative aux violences sociales. Nous nous sommes rendu compte que nombre de nos adhérents avaient cette envie. Mais la question est de savoir comment faire.

Arnaud : Comment convaincre ceux qui ne savent pas ou qui ne sont pas sûrs, ceux qui sont dans le placard, ceux qui n'y sont pas, que cela sert à quelque chose que d'avoir des permanences téléphoniques, qu'ils peuvent venir nous voir ? Comment faire pour les faire venir, non pas pour avoir de la main d'œuvre, mais parce que cela peut leur servir dans leur vie personnelle ?

René-Paul Leraton : *Ligne Azur* ne sonne pas en permanence, et c'est vrai qu'il n'y a rien de plus chiant pour les écoutants que d'être face à un téléphone qui ne sonne pas. Offrir un service que personne n'utilise, c'est difficile à vivre. Il y a l'accueil téléphonique dans un cadre anonyme et l'accueil face à face, mais pour les deux il faut savoir se donner du temps car pour certain et certaine il faut une énergie énorme pour pousser la porte d'une association. Et c'est là, vous qui recevez et accueillez, que vous preniez la personne en charge car elle aura mis toute son énergie à arriver jusqu'à vous. C'est un peu la même chose pour le téléphone, il y a des gens qui nous disent que c'est la énième fois qu'ils nous appellent et la première fois qu'ils nous parlent. Car lorsqu'on décrochait et qu'on leur disait "*Ligne Azur*, bonjour" ils ne savaient plus quoi dire. C'est quelque chose qui peut être frustrant, mais il faut savoir le gérer. Il faut se donner du temps, d'autant que les associations étudiantes sont un phénomène assez récent, les gens n'ont de fait que peu d'éléments auxquels se référer.

Fabrice : Je suis membre de la *LGP* Bordeaux. Je crois qu'il ne faut pas non plus négliger l'impact invisible de l'existence d'une association. Même si les gens ne viennent pas ou ne téléphonent pas, au moins ils savent que telle association existe. Même s'il n'y a pas d'action lié à la nature de l'association, le fait que l'association existe les rassure.

Sonia : Bonjour, je suis membre de l'association *Jules et Jolies* sur Toulouse. Dans une association, à un moment ou à un autre on est amené à faire de l'écoute, de l'accueil. Et en ce qui nous concerne, la difficulté est que les accueillants ne sont pas toujours forcément les mêmes, aussi notre question se situe au niveau de la transmission de ce savoir (en matière d'accueil et d'écoute). Comment réussir à transmettre entre tous les gens qui se suivent et prennent chacun le relais au fur et à mesure ? Ensuite, deuxième question, nous sommes une association qui comptait (au niveau de son fonctionnement) sur les subventions, et donc au niveau du budget nous avons quelques difficultés (renouvellement des subventions ……). De plus Nous avons tenté l'expérience d'une permanence d'écoute (1 fois par semaine) qui a été arrêté du fait qu'il y avait très peu d'appel. Mais on se demande comment retenter l'expérience de manière plus performante.

René-Paul Leraton : A propos de l'écoute, je ne dirai pas que seul un professionnel peut en faire (même si cela ne s'improvise pas), après tout *Sida Info Service* au départ fut créé par des bénévoles de l'association *Aides*. Il n'en reste pas moins qu'une formation est absolument nécessaire. Ensuite, sur la question de la transmission c'est quelque chose qui ne peut se faire que par le biais de ceux qui vont arriver. Ceux-là, intéressés par le travail de l'écoute vont vous voir opérer (histoire d'apprendre). C'est d'ailleurs indispensable dans la formation à cette fonction. La formation théorique peut être faite par l'intermédiaire de *FAG*, à partir d'exercices et de mise en situation, ensuite la formation pratique se construit autour d'une double écoute passive (tu écoutes les gens qui appellent, en compagnie de quelqu'un qui leur répond) puis d'une écoute active (tu écoutes avec l'aide de quelqu'un). Le problème qui peut se poser, c'est que certains soirs vous allez avoir plusieurs appels alors que d'autres soirs le téléphone ne sonnera pas du tout. Cet élément d'inconnu peut parfois décourager les gens. Quant à la question des budgets, c'est plutôt la partie d'Olivier. Ceci dit, il y a un aspect qui me semble important, c'est la différence entre le cadre d'une association et celui plus professionnel de *Ligne Azur*. Pour notre part nous travaillons dans un cadre anonyme, et nous ne nous revendiquons pas comme étant homosexuels. Les écoutants de l'équipe ne parlent pas d'eux-mêmes, ils ne répondent pas en tant que gay ou que lesbienne, mais en tant qu'écoutant professionnels. Et il est bien évident que notre travail se passera uniquement au téléphone, jamais nous ne rencontrons les gens. Nous ne faisons pas de suivi organisé.

C'est un petit peu différent pour une ligne associative en ce sens que tel jour tu as quelqu'un au téléphone qui est très seul, paumé dans la campagne. Cette personne va peut-être rappeler, et il est possible que tu l'écoutes à nouveau. Et à force tu va finir par établir un contact avec elle, et au final elle va se décider à venir à l'association. A cette occasion elle va te rencontrer. C'est alors qu'il convient de fixer un cadre, car alors tu sorts de l'anonymat. Il va mettre un visage sur cette voix qui l'a écouté, il va se retrouver à dialoguer avec un individu. Toute la question est de savoir gérer l'émotionnel, le relationnel. Parce qu'il ne faut pas non plus s'interdire systématiquement des choses. Tu l'as eu au téléphone et entre vous deux il s'est passé quelque chose. Il ne faut pas non plus ne plus exister en tant que personne. Mais il faut savoir gérer ce relationnel.

Donald : Nous avons eu une expérience par le biais d'une association de jeunes gays à Aix en Provence où nous avons tiré un trait sur l'écoute téléphonique parce que nous avons estimé qu'il y a avait des gens (comme ceux de *Ligne Azur*) qui étaient largement plus promotionnés et compétents que nous dans ce domaine, et donc nous n'avons pas voulu gérer cela en circuit fermé à un niveau local. Par contre dès le début de l'association nous avons créé un groupe de parole. Il y avait l'association d'un côté, où l'accueil des gens se faisait à travers des apéros publics (une fois par moi), et à partir de cet espace où les gens étaient susceptibles de venir, dans l'information que nous donnions il y avait les coordonnées du groupe de parole qui n'était pas géré directement par l'association. Pour ce faire, nous avions un partenaire (un psychologue professionnel) qui animait en externe ce groupe pour ceux qui voulaient y venir. Ce qui supposait que ceux qui s'engagent dans ce groupe devaient se sentir motivés, passer une sorte de contrat moral avec le psy en question (ce qui ne déteignait pas sur les relations qu'ils pouvaient avoir au sein de l'association). Nous avions comme règle que ce qui se disait dans le groupe de parole ne devait pas être répété dans l'association. Ce psychologue n'était d'ailleurs pas membre de l'association, volontairement. C'étaient des gens qui arrivaient jeunes dans une ville qu'ils ne connaissaient pas, et qui avaient des problèmes d'identité personnelle, tout en étant pas forcément purement homosexuel mais ayant certaines difficultés à se situer. Et à ces gens il était possible de proposer un accueil personnalisé qui ne consistait pas à leur dire que l'homosexualité existe, qu'il y a des bouquins sur le sujet mais en leur proposant une réponse personnelle à un questionnement personnel.

Marc : Je fais partie de l'association *A Jeux Egal* (sur Grenoble) qui connaît actuellement un fort développement. Et justement le groupe accueil se développe, ce qui fait que nous avons besoin de formation. Pour l'instant, le responsable de ce groupe est un ancien de *Aides*, et du fait de son expérience en la matière (sa connaissance de la question) il a érigé un certain nombre de règle qui conduisent la marche de ce groupe accueil. Cependant nous avons différentes questions qui ne sont toujours pas résolues, aussi je pense que nous avons vraiment besoin de l'intervention et de l'expérience de *FAG*. Afin de faire évoluer notre écoute, dans la mesure où aujourd'hui nous ne sommes pas vraiment sûrs de ce que nous faisons, de la qualité de nos actions. Pour l'instant nous avons décidé que si un écoutant se trouvait en difficulté, le groupe accueil dans son ensemble était là pour l'écouter et l'aider. Par rapport à la question de l'accueil, en général, nous sommes très demandeurs.

Eric : Comment en tant que militant associatif acquérir et transmettre un savoir à la fois politique, historique et militant ? Il me semble que c'est un aspect important de la construction d'une association.

René-Paul Leraton : A propos de cette question d'histoire, et c'est une réflexion personnelle, un jour quelqu'un m'a dit que ce n'est pas parce qu'un jeune gay apprend qu'il y a eut avant lui d'autres jeunes gays que cela va résoudre ses problèmes. S'il est bien évident que c'est exact, en revanche il me semble important, étant donné que nous sommes toutes et tous (en particulier dans notre jeunesse) confronté à l'invisibilité (mais ceux d'aujourd'hui le sont moins que ceux d'hier puisque aujourd'hui il y a tout de même un peu plus de visibilité, il y a un discours qui évolue) c'est de se dire qu'avant nous il y a eu des gays et des lesbiennes qui ont vécu et qui ont fait tout un parcours. Et cette question de l'histoire est un de nos modules de travail, parce qu'il important de savoir que l'on est un moment d'une histoire, que l'on fait partie de cette histoire. C'est quelque chose pour moi de capital. La question de la culture gay est importante, dans tous ses aspects. Y compris les folles que certains jugent critiquables. Mais cette culture, cette histoire, ces folles, tout cela fait partie de nous.

Stéphane : Il est vrai qu'il est existe une histoire, et qu'il est important de le savoir. Mais pour cette histoire de formation, de réfléchir à son engagement associatif, il y a des gens qui avant nous ont fait des choses sans être des professionnels, sans être formé pour. Et j'ai l'impression que l'objectif actuel est surtout de penser à la forme, à réfléchir, à se former, à professionnaliser. Un peu comme l'ont fait ceux avant nous, genre un groupe de copains qui ensemble font une association.

Olivier Maguet : La question de l'engagement personnel soulève bien des questions. Il y a le cas de figure, souvent rencontré d'un groupe d'amis qui crée (ou transforme) une association. A la limite tant mieux si ce groupe a besoin de l'association pour exister. Cela signifie quelque chose, dans son parcours individuel ou collectif de créer une association. Effectivement dans

certains cas il n'y a pas cette réflexion préalable sur le pourquoi d'un engagement militant. Au départ nous étions un groupe d'amis, nous sommes toujours des amis mais quand nous travaillons nous savons pourquoi et comment nous le faisons, et si nous souhaitons nous voir à un autre niveau il nous suffit de se voir dans un autre cadre. C'est une question sur laquelle il est essentiel de réfléchir. D'ailleurs, à ceux et celles que cela intéresse nous proposons de prendre du temps afin de réfléchir aux implications et à la signification de l'engagement associatif.

René Paul Leraton : Sans vouloir ironiser, à propos de ceux qui avant nous ont fait des choses, si cela avait si bien marché que cela ces structures existeraient encore. Hélas, on a pu constater que la dépénalisation de l'homosexualité en 1981 a beaucoup démobilisé pas mal de structures associatives et de groupes politiques. Ce qui fait que lorsque l'épidémie de sida est arrivée, le monde associatif homosexuel n'existait presque plus. Par la suite il s'est refait parce qu'il y avait des choses à faire. Il est exact que les premières personnes qui se sont engagé dans *Aides* ou *Act Up* l'on fait dans l'urgence. Mais petit à petit ils se sont dit qu'il fallait se former, faute de quoi ils s'en prenaient plein la gueule. J'ai pas mal de copains qui sont sorti de structures associatives (où la formation était des plus légère) en mille morceaux. Ma préoccupation actuelle n'est pas de professionnaliser mais de faire en sorte que lorsque tu t'engages dans une association tu saches pourquoi tu le fais, et que tu apprennes à ne pas prendre toute la misère du monde à travers la gueule (car tu va te retrouver confronté à des choses parfois très dures). Des gens très gentils (des anciens d'*Act-Up)* m'ont dit que j'étais la nouvelle Ménie Grégoire, il c'est vrai que je suis constamment en train de parler de trucs douloureux, mais les pédés qui vont bien ne nous appellent pas pour nous dire qu'ils sont heureux, qu'ils ont des parents intelligents, qu'ils ont rencontré un mec superbe. Ce serait effectivement merveilleux mais ce n'est pas le cas. Parfois nous avons des gens qui nous appellent pour nous dire qu'ils vont mieux, ce qui nous fait extrêmement plaisir. Dans les associations ce n'est pas cela non plus que tu as majoritairement à gérer, mais davantage des situations pénibles, douloureuses. Ces situations difficiles peuvent te renvoyer à des trucs que tu as vécu. Lorsque tu entends de la difficulté à longueur de temps, cela fini par t'atteindre. D'où l'intérêt de réfléchir à ton engagement et à la façon de le faire. Histoire de ne pas te faire bouffer. Ce n'est pas le but du jeu et ce n'est pas bon pour l'association. Car si tous les membres disent qu'ils en ont marre, qu'ils n'en peuvent plus, l'association se casse la gueule.

Donald : A propos de la question de la transmission au sein des associations, dans le cadre d'une association de jeune gay il convient de se poser également cette question parce qu'on est alors, de part son engagement associatif, dans une histoire personnelle. On ne s'engage pas par hasard. Le groupe d'amis qui au départ a créé l'association de jeunes gays (sur Aix) était animé par une conscience politique, sauf que très vite ils se sont rendu compte que ceux qui venaient à l'association n'en étaient pas du tout là, qu'il n'était pas possible de leur servir un discours sur l'histoire du militantisme, et que finalement il leur fallait faire un choix. C'est à dire que dans une association de jeunes gays, nous avions à faire à des gens qui étaient dans une émergence et en tant qu'accueillant nous étions amenés à répéter tous les jours la même chose à des gens différents. Nous en étions donc arrivés, c'est un problème de cadre, à se dire qu'une association de jeunes gays (comme d'autres) doit savoir si elle fait essentiellement de l'accueil ou si les gens qui viennent ont une conscience d'eux–mêmes et/ou politique suffisante pour travailler avec eux sur la transmission de l'histoire. C'est par moment contradictoire. Certaines associations assez solides peuvent arriver à faire les deux, mais en tant que petite association de province nous avons été amenés à faire un choix. Nous avons opté pour l'utilité, pour s'occuper d'aider les gens à se trouver.

Eric : Je suis d'accords avec les difficultés que tu soulèves mais je ne pense pas qu'il faille dire les choses de cette façon. Pour moi l'important est de savoir comment concilier le tout, faute de quoi à un moment ton association s'écroule. Car tu ne peux pas faire de l'accueil s'il n'y a pas quelque chose derrière, tu ne peux pas faire quelque chose derrière s'il n'y a pas d'accueil avant. Certes, c'est compliqué, mais indispensable.

Christophe : Je souhaiterais intégrer une association, mais je ne sais pas pourquoi faire. En fait si, il s'agit pour moi de mettre mes compétences professionnelles au service d'une association (je suis infirmier de formation, j'ai fait de la psycho, je fais par ailleurs pas mal d'actions de santé publique), sauf qu'actuellement j'en suis à me demander où et comment. Plus précisément j'en suis à faire le point sur ma vie afin d'être bien au clair avec moi-même pour d'entamer ensuite quelque chose en toute connaissance de cause. Ce qui me paraît important, et également difficile.

Jean-Paul : Quand j'ai commencé à militer en 1982, c'est vrai qu'il y avait urgence. Il n'y avait alors pas de mouvement ludique (comme *Rando's*), mais il y avait des exigences revendicatives contre l'article de loi qui criminalisait l'homosexualité. Cet article (qui datait de Vichy) sera seulement aboli en 1982, et pour beaucoup durant les années qui ont suivi la partie était gagnée. Sauf que l'épidémie du sida est arrivée, on parlait du "cancer gay" (David Gérard demandait s'il fallait vraiment fermer les backrooms). Suite à cela s'est créé toute une série d'associations (*Aides*, *Act Up* …..), tout un militantisme qui aujourd'hui a des problèmes. Et aujourd'hui on commence à s'apercevoir qu'après tout ce qu'on a fait il y a encore des jeunes gays qui éprouvent un certain mal vivre, bien que la visibilité des homos soient assez extraordinaire par rapport à ce que nous

avons connu dans les années 80. A cette époque on se demandait si regarder un garçon nu était normal. Il y avait certaines publications qui ne tenaient pas trois mois. Aujourd'hui, si on travaille à ce que les gays et les lesbiennes de l'entreprise soient visibles et profitent des même droits que les employés hétérosexuels, par le bais d'une loi, il me semble extrêmement important de connaître notre histoire. Savoir d'où on vient, car ne pas connaître ses origines fait que l'on risque d'aller vers un avenir incertain. Il faut savoir que l'on fait parti d'un mouvement, d'une histoire. Et même s'il s'agit d'une association d'écoute ou de visibilité, il faut connaître cette histoire. De manière ludique, en trouvant des façons différentes de raconter cette histoire afin d'y intéresser les jeunes d'aujourd'hui. Pour créer une association, il me semble vraiment indispensable de connaître cette histoire. J'ai un certain nombre d'amis (plus jeunes que moi) qui ne vont pas dans des associations, par contre ils vont en boite s'amuser. La fête est un élément essentiel pour justement leur faire découvrir cette culture gay. Vouloir créer une association ou en rejoindre une est une démarche politique, aussi qu'il nous faut faire en sorte que ces jeunes gays et jeunes lesbiennes prennent conscience qu'ils font partie d'un mouvement et d'une histoire. Ceci dit je pense qu'il y a une façon de dire que l'on est un vieux de la vieille. Nous sommes tous des anciens combattants. Pour certains jeunes ce genre de propos est rébarbatif. Il existe certainement une façon plus agréable de faire découvrir cette histoire aux jeunes qui fréquentent aujourd'hui les associations. Peut-être par la fête, en tous cas par quelque chose de ludique.

René Paul Leraton : En la matière il y a plusieurs entrées. Tout à l'heure Donald évoquait qu'à leur niveau ils avaient fait le choix de créer une structure à côté de leur association. A l'instant j'évoquais le fait que sur *Ligne Azur* on nous demande si dans tel coin il existe une association homo, je crois que pour certains jeunes si on leur dit qu'a cette association il y a un accueil, qu'il est possible d'y rencontrer quelqu'un, ils y iront. Pour d'autres, être tout de suite dans de l'intime face à quelqu'un sera trop difficile. Il y a donc plusieurs entrées possibles. Et c'est ce qu'avait fait *Angel 91* en proposant une structure conviviale où il est possible de déboucher sur des questions d'histoire ou de réflexion sur la notion de culture gay. Quand la structure associative en a la possibilité, et c'est toute la question des bénévoles et des moyens, il est utile et préférable qu'elle propose plusieurs entrées. Mais proposer un moment convivial où la personne prend contact avec l'association, est l'une des bases d'une association (dans sa nature comme dans ses fonctions). Il est important de donner aux gens plusieurs possibilités d'entrée, de faire en sorte qu'ils puissent choisir. Certains reviennent, d'autres pas.

Eric : Je voulais juste préciser que pour moi il n'était pas question d'aller porter la bonne parole en parlant de l'histoire. C'est important d'un point de vue culturel, mais l'aspect accueil et convivialité (dont il a été beaucoup question) me paraît tout aussi important, sinon plus. Il y a tout un tas d'associations qui s'occupent de cette question, et c'est très bien. Il y a aussi des associations qui se veulent politiques. Seulement c'est quelque chose qui ne s'improvise pas. Cette volonté politique est souvent due à la volonté d'une ou deux personnes, et c'est souvent un projet qui n'est pas facile à pérenniser. Sur cette question, il est nécessaire d'avoir une réflexion qui doit passer par la connaissance des idées qui ont été défendues (par qui, quand et comment), par la connaissance de ce que tout cela a donné et pourquoi le cas échéant cela à échoué. Cette réflexion est actuellement presque inexistante. Ce que j'appelle une association politique c'est une association qui a un but militant, au sens que son objectif est de faire évoluer la société ainsi que ses règles.

René Paul Leraton : Le rôle politique d'une association peut être de faire passer la parole. Je prends l'exemple de *Ligne Azur* qui a un rôle politique en ce sens qu'elle apporte dans les ministères et ailleurs la parole de ceux et celles qui appellent. En tant qu'écoutant, il m'est souvent arrivé d'être confronté à des situations en relation avec le suicide. Et je fais remarquer aux gens que la question peut interpeller qu'il existe cette dimension (et qu'il convient de prendre en considération) suicidaire chez pas mal de jeunes gays et lesbiennes. Pareil pour les associations de lutte contre le sida, elles avaient obligatoirement un rôle politique car lorsqu'elles venaient témoigner des discriminations, des difficultés auxquelles les publics étaient confrontés, elles étaient politiques. Je crois que plus une association aura un rôle de service solide (c'est ce que je me tue de répéter au *CGL Paris*) afin non seulement d'accueillir des gens mais aussi de recueillir des témoignages, et plus une parole politique aura de force. Car il sera possible de la baser sur des paroles entendues, sur des témoignages. Ce qui permet de dire que sur tel et tel sujet, il convient d'intervenir en mettant telle chose en place. Cela me semble être le rôle politique que peut avoir une association.

Xavier : Certes, il n'empêche qu'il peut exister plusieurs type d'associations, à l'exemple de l'association *OutRage* qui est moins dans le vécu que dans la réaction systématique. Quant à cette question de l'histoire, de militant/pas militant, il y a deux excès à éviter : raisonner uniquement en termes personnels et raisonner en tout sociétal (genre nous sommes les produits d'une société homophobe, on subira donc toujours l'homophobie). S'inscrire dans une histoire, en partant de son expérience à l'accueil, c'est avoir un discours politique. C'est bien de s'inscrire dans une démarche de filiation historique, mais c'est aussi important de se centrer sur le vécu et l'aspect personnel, sans pour autant se centrer exclusivement sur cette question. Car alors on ne permet pas aux gens d'aller plus loin parce qu'il y a des choses que l'on peut pas maîtriser, des choses contre lesquelles il est possible d'agir selon le type d'association dans laquelle on travaille. Il est important de prendre en compte cette vision plus globale, faute de quoi on reste dans un truc assez culpabilisateur. Il ne faut donc pas avoir une vision trop craintive de la question militante en se disant que cela fait peur. Ca fait peur d'avoir une histoire mais à un moment donné c'est ça qui permet d'avancer. Quant à la notion d'avancer par étape, je n'y crois pas. Je crois davantage à l'existence de plusieurs portes d'entrée, à savoir que dès que quelqu'un arrive il puisse savoir que l'aspect militant, éducatif, convivial existe. D'autant que cette personne peut être venue pour telle raison, voir pour plusieurs.

Donald : Je tiens à lever immédiatement l'ambiguïté, pour moi tout cela n'est pas antinomique. Je ne voudrais surtout pas que quelqu'un perçoive mon discours comme contradictoire. L'accueil, l'écoute, l'histoire, tout cela va ensemble. Mais en même temps tout le monde est d'accord pour dire que cette histoire, cette connaissance doit se transmettre, qu'il est nécessaire qu'elle soit transmise. Pour autant il ne faut pas projeter ses désirs, puisque cela ne marche pas. Je veux dire que proposer un discours qui raconte l'histoire et qui intègre les jeunes (et les moins jeunes) dans l'histoire de l'homosexualité, dans la mesure où on souhaite que cela soit transmis, peut être dangereux. Car alors on peut se trouver face à des gens que le côté militant de l'association peut rebuter. Il faut bien évidemment avoir tout, mais il faut que pour chacun d'entre nous cela arrive à son heure. Il ne faut pas que celui qui est dans l'association, que ce soit du côté de l'accueil ou de la militance, la ramène avec une science qu'on ne lui a pas encore demandé. Mais nous sommes bien d'accord sur le fait que tout doit exister en parallèle. Sur ce terrain, nous avons rencontré des jeunes qui sont venu nous voir alors que l'homosexualité était cadrée par la découverte d'un milieu commercial (boites, backrooms .....) et qui de fait ont découvert qu'être homo pouvait être tout à fait autre chose. Ils découvraient que derrière la rigolade de la *Gay Pride* à laquelle ils avaient assisté, en ignorant tout de l'histoire politique du mouvement homo, qu'il y avait eu le *FHAR*, que l'on défilait le 1er Mai avec des étoiles roses. De la sorte ils découvrent un nouveau monde, ils se découvrent aussi. C'est vrai que la majorité des associations de jeunes gays ont tendance à poser des critères d'âge qui quelques fois les enferment. Pourtant il ne faut pas avoir peur des grands anciens. Récemment, dans ma vie de militant, j'ai été choqué d'être contacté par des amis qui m'ont demandé de prendre contact avec telle personne afin qu'elle vienne donner une conférence. Ils savaient que je connaissais assez bien cette personne (pourtant connue). Je leur ai répondu qu'il suffisait de lui téléphoner. Ils m'ont répondu qu'ils n'osaient pas que c'était le genre de personne à être sur un piédestal. Parfois, il faut savoir oser.

Marc : Pour moi, le milieu associatif homosexuel actuel est ce qui offre une autre voie, un autre espace à certains gays et à certaines lesbiennes, un espace différent des lieux de consommation (du type boites et autres bars). Je n'y mets aucun jugement moral, mais il s'agit simplement d'une autre voie intéressante pour certains et pas pour d'autres. Et ce qui est intéressant dans ce milieu associatif homo, c'est d'ailleurs le principe de base d'une association, c'est qu'il s'agit d'un projet humain. Ce sont des hommes et des femmes qui sont derrière ces associations. Il me semble que c'est une manière de répondre aux questions de politique et de militantisme. L'association va avoir des buts et des statuts légaux, mais elle sera créée et animée par des gens qui auront un affectif. C'est une réalité que l'on ne peut pas nier, l'association est directement issue de cette réalité humaine. C'est d'ailleurs ce qui fait sa richesse. C'est un élément important que de considérer que l'association va évoluer en fonction des gens. Je suis tout à fait d'accord avec l'idée d'avoir plusieurs entrées, de permettre aux gens d'être seulement accueilli s'ils le souhaitent (sans les inciter à militer), leur permette de prendre connaissance de l'histoire du mouvement homo. Ceci dit, dans une association homo qui accueille des jeunes, ceux et celles qui viennent seront-ils de la chaire fraîche pour ceux qui sont installés ? Lorsqu'on discute avec des gens des associations, c'est une des visions assez répandues de l'association.

René Paul Leraton : C'est quelque chose que l'on rencontre également dans le milieu commercial. Il ne faut pas se mettre la tête dans le sac, c'est une réalité. Le fantasme de la chaire fraîche existe aussi bien dans les lieux commerciaux (boites et autres) que dans les associations.

Marc : Par rapport à cette réalité, nous avons eu toute une réflexion au sein de notre association. Ainsi nous avons décidé que les gens qui viennent pour la première fois, avant de participer à une activité conviviale, passent par le sas de l'accueil. L'intérêt de la chose c'est que le groupe accueil puisse faire aussi en sorte de les protéger en les informant. Il y a une sorte de parrainage. Nous employons de faire en sorte, à travers cet entretien d'accueil (si jamais s'exprime le besoin d'une écoute, nous passons à l'écoute) que celui ou celle qui pour la première fois vient nous voir soit informée sur l'association, et sache ce qu'il peut y trouver, tout en la prévenant de cette réalité.

Barthélemy : Dans l'opposition association/lieu commercial, à partir du moment où on sépare les lieux à la limite on renforce encore plus le ghetto commercial. Il y a nécessité de trouver un discours afin de ne pas renforcer les ghettos qui existent. Quant à la parole politique d'une association, je prends l'exemple du partenariat homosexuel, ou plus exactement du mariage homosexuel (grand débat de société), si une association milite pour l'ouverture du mariage aux gays et aux lesbiennes, je crois qu'il y a toute une partie des gens mal à l'aise dans leur peau qui vont se positionner contre l'ouverture du mariage aux homos parce qu'ils ne sont pas capables de se positionner en tant que gays ou lesbiennes (de se dire et se revendiquer homosexuel), et au final fuir l'association qui était supposée les accueillir. Je vois donc une opposition entre l'accueil et la prise de parole politique. Il y a des précautions à prendre en la matière. Ensuite, tout à l'heure quelqu'un a parlé de groupe d'amis. Sur Toulouse il y a plusieurs sortes d'associations, les militants généralement s'étant réunis autour d'une idée à défendre. Nombre d'entre elles ne se développent pas beaucoup, elles ne sont pas forcément bien perçues par l'extérieur au niveau de la convivialité. Personnellement, je suis membre (comme Sonia) de *Jules et Jolie* qui est une association fondée par un groupe d'amis. Cette association existe toujours, elle a évolué, ainsi petit à petit elle s'est étoffé. En même temps il y a toujours ceux qui ne veulent que du loisir et qui crient dès que l'on veut faire dans le militantisme. Ils n'ont pas forcément tort ou raison. Mais ou moins cette association a une dynamique, alors que les associations qui sont seulement militantes sont parfois bloquées niveau développement.

Olivier Maguet : Souvent le problème que nous avons c'est cette opposition entre convivialité et militance. On pose le débat sur les personnes qui mènent les actions, sur la façon dont cela s'inscrit dans l'association, mais du coup on oublie de partir des besoins de personnes. On revient sur l'histoire des portes d'entrée, sur la question de connaître les besoins des gens qui viennent poussés par l'objet social de l'association. Si on commence par se poser cette question, on règle souvent les difficultés de réponse aux besoins, en l'occurrence en déterminant si on fait de la militance, du social, du convivial ou une backroom. Il est beaucoup plus facile de répondre à ces questions quand on prend le temps de le faire.

Danielle : Il faudrait faire attention à certains mots qui sont chargés émotionnellement et affectivement par nous-mêmes, de part notre histoire, comme militant politique deviennent repoussoir. Je pense au terme de "féminisme" qui malheureusement devient repoussoir. Je fréquente nombre de jeunes femmes de 30 ans, et j'entends certaines dire qu'elles ne sont pas féministes bien que tout ce qu'elles disent par la suite est du féminisme. Le militantisme est de fait contenu dans le terme "association" ou '"lieux commerciaux". Je ne rejette pas ces derniers, il me semble qu'ils sont nécessaires et complémentaires, mais prenons un restaurant ou un bar (je parle de lieux lesbiens), des femmes vont rester seules durant toute la soirée, elles boivent leur verre puis elles s'en vont. C'est quelque chose qui normalement ne se passe pas dans une association à but ludique. Mais ce n'est pas la même chose de faire une association à but de rencontre, de boire un verre ensemble et d'aller dans un bar ou un restaurant. Je ne parle pas pour ma chapelle, j'ai crée une association sur Paris (les *Gourmettes*), je ne suis pas partie d'une analyse des besoins mais je réunis régulièrement (avec d'autres personnes) tous les mois 25 à 30 personnes qui viennent parce que c'est une association et parce qu'il est possible de créer des liens. Elles se voient à l'extérieur, et il y a un petit noyau de femmes qui sont contentes de se retrouver. Pour moi c'est du militantisme de base. Durant les années 70 j'ai beaucoup milité (je fais partie des vieux de la vielle, et j'en suis fière. Je n'ai aucun problème avec le fait de prendre de l'âge), et je me rappelle très bien que lorsqu'on militait on s'amusait également. On avait tellement de choses à faire, et maintenant c'est peut-être moins amusant pour les jeunes car ils ont quasiment tout. Il faut faire attention, mais ce n'est pas parce que nous avons gagné quelques miettes que l'on a tout gagné.

Cécile : Je suis adhérente de l'association *Jeux Egals* de Grenoble. Comme disait Marc, notre association connaît actuellement un développement assez important, développement rendu possible par la convivialité. Mais nous nous sommes rendu compte que la convivialité avait fini par prendre le pas sur tout ce qui était réflexion et débat. Et de fait nous nous sommes posé la question de l'équilibre entre convivialité et activités de réflexion. C'est quelque chose que nous aimerions pouvoir recadrer, d'autant que nombre de personnes qui viennent nous voir expriment le besoin de réflexion et de débat.

Eric : Qu'une association ait une dimension politique ne signifie pas obligatoirement qu'elle doit s'engager et militer pour le mariage (par exemple), surtout dans le cadre d'une association d'accueil et de convivialité. Avoir une dimension politique c'est aussi de donner aux gens les clefs afin de pouvoir s'inscrire dans ce débat, c'est aussi (par exemple) dire qu'il y a 30 ans le militantisme homo préconisait de dynamiter le mariage alors que maintenant par soucis d'égalité les gays et les lesbiennes le revendiquent. C'est donc donner des pistes et des éléments de réflexion. Ensuite, il s'agit de réfléchir aux moyens de faire avancer ces revendications.

Sylvie : Je suis de l'association les *Voix d'Elles*. A la base, une association est créée sur un certain nombre de principes (qui sont écrits dans ses statuts), comme celle dont je fais partie qui ne renie rien du féminisme, qui s'en réclame. Nous étions une association qui avait tendance à ronronner sur son passé, et récemment elle s'est redynamisée en tablant sur le potentiel créatif des individus. Chaque adhérente s'inscrit dans ce qui l'intéresse. Ainsi nous avons des copines qui font du convivial, qui organisent des fêtes ou des soirées, et d'autres qui réfléchissent sur le passé du féminisme lesbien. Il y a donc toute une série d'initiatives qui émerge, finalement la mayonnaise prend et de plus en plus de filles viennent. D'autre part nous nous employons à faire les choses un minimum ludiques. Par exemple, les conférences sur le féminisme en tant que telles n'attirent pas les foules, aussi chacune apporte un bouquin ou un disque qui l'a intéressé et nous échangeons nos impressions. Ce qui m'intéresse, c'est cet échange d'expérience car il me permet de réfléchir sur l'avenir de mon association. Et à ce propos, j'aimerai savoir si vous proposez des stages de formation ou autre chose de ce style.

René Paul Leraton : Il y a des éléments de base. L'histoire est pour nous une question incontournable. Il nous semble que toute association qui souhaite une formation doit s'occuper de cette question de l'histoire. Le reste dépend de ce que les gens souhaitent. Par exemple la formation (un module spécifique à l'écoute téléphonique) que nous avons fait avec *Agil* sur Clermont Ferrand, par rapport au projet d'ouvrir une ligne téléphonique d'écoute sur l'Auvergne était précédée du module "Mon histoire dans l'histoire". Cette formation s'est étalée sur deux week-ends, la majorité des gens travaillant la semaine. Cette automne nous allons refaire un week-end/bilan, et comme depuis ils ont ouvert cette ligne téléphonique, nous allons pouvoir travailler sur ce qu'ils ont entendu. Par rapport à un projet précis, nous nous adaptons à la demande. Nous n'avons pas de trame définie et systématique, à part ce module de base qui nous semble fondamental.

Quant à cette question d'engagement et d'histoire, je pense qu'actuellement une des choses que peuvent faire les associations c'est de rendre visible ce qui est invisible. Les petits hétéros ont leur histoire à l'école dans tous les manuels scolaires, contrairement aux jeunes homos. Ces derniers ne savent pas qu'il a des tas de gays et de lesbiennes qui au cours de l'histoire ont réalisé des tas de trucs. Le combat des femmes durant les années 70 en soi est exemplaire. Lorsqu'il y a eu une amélioration du droit des femmes, les gens se sont dit que la partie était gagnée. Les gays et les lesbiennes, aujourd'hui, devraient vraiment s'inspirer de ce combat car nous savons très bien que les droits des femmes soient plus que fragiles. Il ne faut surtout pas se dire que parce que nous avons une petite visibilité une petite prise de parole que les jeux sont faits. D'ailleurs il ne faut pas oublier que cette prise de parole s'est faite dans une certaine violence, on a dit que l'on en avait plus qu'assez que nos copains soient malades et crèvent et qu'il fallait que l'on nous écoute. C'est ainsi que les homos ont repris la parole durant les années 80. Cela est également très fragile.

Sylvie : Même si on a un projet politique, nous n'avons pas des idées arrêtées sur tout. Une association ne doit pas forcément avoir un programme politique défini. On a eu des filles qui sont arrivées à un moment où les débats au sein de l'association étaient assez forts, nous ne les avons jamais revues. Il me semble que parfois les gens ont peur des débats. Quant au fait que les élèves hétéros ont leur histoire à l'école, nous autres les femmes nous savons que l'histoire est essentiellement masculine. Aussi j'aimerais savoir justement quoi faire en direction de l'Education Nationale dans le cas, par exemple, où dans un manuel scolaire on lit un truc homophobe ? Que pouvons-nous faire en tant que personne ? Au niveau des associations nous sommes quelques peu dispersés, et donc quels combats nous seraient-ils possible de mener ensemble ?

Olivier Maguet : Il semble utile de préciser la nature et l'objet du *FAG,* comment nous nous situons par rapport aux associations d'accueil, de service, de loisir, de militantisme. Nous ne voulons surtout pas parler à la place des associations qui font remonter la parole à travers un service qui est rendu. Vous connaissez la situation des femmes que vous accueillez, vous connaissez celles avec qui vous menez des projets ou faites la fête. C'est vous qui êtes légitimes pour en parler. Pour ceux qui ont rencontré des difficultés personnelles sur leur lieu de travail (par exemple au sein de l'Education Nationale), pareil, c'est surtout (et seulement) eux qui ont la capacité d'en parler. Nous n'avons rien à dire de façon générale en politique, ce qui peut paraître bizarre pour une association. Par contre pour ce qui est d'agir en allant rencontrer le personnel de santé, des services sociaux ou de l'Education Nationale afin de les former sur les questions liées à l'homosexualité, là nous sommes compétents et c'est notre rôle. En la matière nous sommes capables de nous exprimer. C'est ce que nous avons commencé à faire avec certaines structures, je pense en particulier à la mairie de Paris (du fait que le maire a changé). Mais la personne qui est au guichet social et qui accueille un mec qui se retrouve à la rue est toujours la même. Cela va être la même chose pour l'Education Nationale. En fait, c'est une question de moyens et de temps (c'est d'ailleurs pour cette raison que nous lançons un appel à d'éventuels futurs formateurs), et l'un de nos objectifs est de former les personnels de santé socio-éducatifs pour qu'ils intègrent dans leur pratique professionnelle la prise en compte de l'homosexualité. Maintenant voilà la réponse que nous pouvons t'apporter, une réponse technique. Par contre tout ce qui est travail de pression ou de parole politique, c'est votre travail. C'est vous qui êtes à même de vous en occuper car vous êtes compétents en la matière du fait de votre expérience de terrain. *FAG* n'a pas vocation à être l'auteur d'un quelconque mouvement communautaire. En revanche si une fois qu'un projet est conçu il y a des pistes de travail ou des dossiers à explorer ou à monter, là nous sommes compétents. Nous pouvons vous y aider si vous nous le demandez, mais nous ne pouvons pas le faire à votre place.

René Paul Leraton : Bien, nous arrivons au terme de ce débat. Ceci dit, il me semble extrêmement important de ne pas oublier que nous avons une échéance électorale en 2002 qui peut être catastrophique pour certain d'entre nous, en ce sens qu'il ne faudra pas attendre d'un Guy Dru que les associations gays et/ou lesbiennes reçoivent l'agrément Jeunesse et Sport. Autant en profiter maintenant que c'est possible, car une fois que l'agrément est obtenu il est obtenu. Ensuite, toujours dans le cadre de cette bataille électorale nous allons assister au concours du plus ouvert, du moins homophobe. On va nous inviter à venir parler de ces pauvres petits homos mal dans leur peau. Et il est important que nous prenions soin de ne pas refaire les mêmes erreurs lors de l'épidémie du sida, je pense en particulier aux interventions en milieu scolaire où les gamins se sont retrouvés avec 25000 interventions différentes qui ne disaient pas toujours la même chose. Il suffisait que le proviseur soit copain avec un médecin un peu réac pour les élèves entendent un discours prônant l'abstinence et le mariage.

C'est pourquoi il me semble qu'il est préférable d'utiliser les structures existantes, d'organiser des partenariats plutôt que de faire du coup par coup, sachant que cela peut avoir le résultat que l'on sait aujourd'hui. C'est à dire ces jeunes qui disent que le sida les gonfle, qu'ils savent tout là-dessus, qu'ils ont eu droit à plus de 25 interventions différentes, mais qui finalement ne mettent pas de capotes. N'oublions pas également que nous avons actuellement un premier ministre qui a censuré la campagne de prévention sida de cet été au motif que "le sexe est une chose sacrée du domaine auquel il ne faut pas toucher". Il est évident qu'il y a des choses qui se mettent en place, ainsi nous avons aujourd'hui des interlocuteurs que nous n'avions pas auparavant. Avant il fallait mettre des gros morceaux de sida dans un projet homosexuel afin de trouver des financements. Et peut-être que ces interlocuteurs ne vont pas rester en place, alors ne perdons pas de temps. Et surtout, votons. Sur ce, merci à toutes et à tous.

BILAN D'UNE SEMAINE

René-Paul Leraton : Le présent atelier dont le titre est "Mise en commun des différents ateliers du cycle jeune" peut se décomposer en deux temps. D'abord de tirer un bilan des différents échanges qui ont eu lieu durant le cycle jeune, puis de voir ce que l'on peut en tirer. Durant l'année 2002, voir 2003 (un dossier européen est impressionnant question document, sans compter les joies de l'administration européenne) nous prévoyons une rencontre jeune, au niveau européen. Aujourd'hui il peut donc s'agir d'un bilan de ce que nous avons fait (aussi bien durant les ateliers qu'à d'autres occasions) puis de fixer le cadre de discussion de ces rencontres jeunes lesbiennes et gays européenne des *UEEH* 2002 ou 2003.

Rémi : Il a été beaucoup question du fait qu'il n'y avait pas suffisamment de jeunes pour parler aux jeunes. Aussi j'aimerais bien que l'on s'interroge sur cette réalité, que l'on sache comment nous avons fait pour en arriver là. J'ai le sentiment que durant cette semaine nous n'avons pas suffisamment parlé de ce qui intéresse les associations jeunes et les jeunes en général. Il semblerait même que le programme n'a pas été exactement celui qui était initialement défini lors de la réunion à Mirabel. De façon assez générale, il a été noté une distance entre ce que les jeunes auraient aimé et ce qui a été fait. J'aimerais beaucoup que l'on aborde de front cette question.

Bruno Pommier : Au niveau du programme, nous avons eu comme problème que certaines personnes ont eut du mal à respecter leur parole. Des gens s'engagent, en décembre, sur l'organisation de différents débats, et la veille de la dite semaine ils nous téléphonent pour dire qu'ils arrivent mardi soir et repartent mercredi après-midi. Du coup, différents événements furent annulés. Et quand tu multiples cela par 3 ou 4 personnes, cela pose de sérieux problèmes.

Aurélien : Il me semble que l'atelier qui a le mieux marché c'est celui qui n'a fait intervenir aucune personnalité, et qui n'abordait aucun sujet trop théorique. Il s'agit de l'atelier sur les relations inter-générationnelles où nous avons pu chacun tirer quelque chose de très important des témoignages des autres. Et peut-être que l'année prochaine on peut penser à multiplier ces ateliers de prise de parole personnelle, parce que c'est vraiment là que l'on avance.

René-Paul Leraton : Tout à fait d'accords. En effet, hier (nous étions une quarantaine) il s'est passé quelque chose de vraiment très fort. Mais parfois il y a quelque chose qui fige les choses, et qui de fait ne permet pas l'expression de choses du domaine de l'intime (ce qui n'est pas facile à exprimer) qui est l'amoureux, le relationnel, le sexuel, le désir. Effectivement, il faut proposer l'année prochaine un cycle là-dessus. Sauf qu'il faudra obligatoirement lui donner un cadre car (et c'est le professionnel qui s'exprime) sur de tels domaines il faut faire gaffe car il peut y avoir des choses qui vont trop loin et l'on risque d'être dépassés en se retrouvant dans de l'émotionnel. Il ne s'agit pas de mettre du psy, mais de fixer un cadre. Personnellement je ne me vois pas travailler sur certains thèmes avec 40 personnes, ce serait trop casse gueule. C'est pourquoi il faut réfléchir au cadre que l'on souhaite mettre en place, aux intitulés et autres modalités.

Aurélien : Par ailleurs j'ai noté chez la plupart d'entre nous un certain ras-le-bol de continuer à parler de la prévention sida et de séropositivité. Certes la question est importante, nous sommes tous d'accords là-dessus, mais parfois on aimerait passer à d'autres sujets. Ce qui en soit est une bonne chose, sur un plan théorique, en ce sens que les associations jeunes ont longtemps trouvé une légitimité en parlant du sida.

François : Je suis membre de *Clash*. Durant tous les ateliers et pendant le colloque les jeunes ont été traités en temps que sujets, en tant qu'objets et jamais en tant qu'acteurs. Il faut que cela change, car pour nous ce n'est pas intéressant. Venir pour entendre des gens parler de nous, sans nous en parler, n'a rien de gratifiant. Je pense qu'il faut aussi essayer (sachant qu'avec cette histoire de subvention, les choses sont plus ou moins cadrées) de parler des jeunes sous un jour plus positif. Car même si on se dit pas séropositif ou suicidaire, nous pouvons avoir quelques chose à dire, on existe tout de même. Les jeunes ne sont pas seulement des sujets dont on parle, ce sont des gens qui ont des choses à raconter, en particulier dans les associations. Durant le colloque il y aurait très bien pu avoir un atelier sur les associations jeunes.

René Paul Leraton : Entièrement d'accord que les jeunes prennent la parole. Mais qu'ils la prennent. Je trouve toujours un peu facile ce discours de dire que seul des vieux viennent parler des jeunes. D'accord de dire qu'il n'y a pas seulement des vieux qui ont écrit ou dit des choses sur les jeunes, mais la balle est dans votre camp. A vous d'élaborer quelque chose, de proposer une communication. Tu ne peux pas simplement décréter de faire un atelier sur les associations de jeunes, cela doit se préparer. Michel Dorais comme les autres arrivent avec quelque chose. Il faut arriver avec des biscuits.

Patrick : Membre de *Mousse*, étudiant à Sciences Po. Si on nous prête un temps de parole nous avons des choses à dire. Toutes les associations du réseau *Moules Frites* ont une expérience de travail, ont une théorisation de leurs actions, ont une capacité de parler de ce qu'elles pensent de la situation des jeunes, des problèmes des jeunes comme des choses positives qui leur arrivent. Il suffit de nous laisser nous exprimer. La question, pour moi, se pose dans l'autre sens.

Pascal : Je voulais d'abords remercier, si j'en ai le droit, au nom de *Moules Frites* les *UEEH* de nous avoir invité et de nous avoir offert un espace afin de discuter entre nous de nos problèmes. Il me semble que c'était une année zéro, et qu'en fait c'est à nous d'apporter ce sur quoi nous souhaitons travailler pour attirer les jeunes dans les ateliers que l'on mettra en place les prochaines années. Il faut que tout le monde se mette au travail, dans chaque association et au niveau de *Moules Frites,* afin de proposer des choses pour les jeunes. Et là on aura fait des choses par les jeunes et pour les jeunes.

Lionel : Sur le fait que les *UEEH* nous ont permis de se rencontrer et de voir ensemble ce que l'on pourrait faire, il ressort du débat que c'est quelque chose d'un peu flou, de l'ordre de la relation d'échange entre associations avec des actions et des projets mis en place que chaque association qui est intéressée s'investisse (et en parle aux autres). Nous parlons de mettre en place un groupe de travail afin de déterminer le cadre dans le quel nous pourrions intervenir et nous faire entendre.

René Paul Leraton : Mais attention de ne pas vous installer dans une position que peuvent prendre d'autres personnes, à savoir qu'à vous entendre on pourrait croire que l'on vous a complètement castré, censuré et empêcher de prendre la parole. Attention de ne pas tomber dans cet extrême. Que de ce qui s'est fait cette année, vous en sentez une frustration et que vous nous disiez que vous aviez des choses à dire, que les gens qui ont pris la parole n'ont pas abordé ce que vous auriez souhaité aborder, d'accords mais arrêtez d'exiger de nous la perfection. A partir des manques ressentis cette année construisons quelques chose qui d'année en année s'améliorera. Cette année, certaines choses ont réussi, il faut le dire et éviter de tomber dans l'auto-flagellation systématique. Construisons, construisez quelque chose.

Xavier : C'est la troisième année que je viens, et chaque fois j'entends des gens dire qu'il faudrait faire ça. Ce n'est pas particulier à la thématique jeune, c'est général. L'important, c'est de savoir ce que nous aurons appris, ce qu'on fera une fois de retour dans nos associations, et ce que nous apporterons l'année prochaine.

René Paul Leraton : J'ai envie de pointer un truc qui a montré le bout de son nez durant la semaine, vous êtes à la fac ou dans les grandes écoles, et de ce fait vous avez actuellement une visibilité (avec tout ce qu'on sait que cela peut représenter de courage, je continue à dire qu'aujourd'hui il faut avoir du courage pour se montrer en tant que gays ou que lesbienne, en particulier quand on est jeune), et justement il vous appartient d'œuvrer pour ceux qui ne sont pas là, pour tous les autres qui ne sont pas étudiants et qui ont besoin des rencontrer et de parler à d'autres jeunes.

Maxime : Je suis membre de l'association *Exit* de Lyon. Ce qui vient d'être dit quant au bilan des ateliers est vrai, mais le dire ne résout pas le problème. Même s'il y a pas mal de positif, c'est vrai que c'est difficile de se sentir motivé sur des thèmes qui n'ont pas été choisis par nous-mêmes. C'est vrai qu'il y a eu la rencontre de Mirabel, il y a eu des semblants de concertation qui n'ont pas forcement été suivis. Par exemple le projet d'une rencontre européenne l'année prochaine, a priori cela paraît intéressant sauf que je ne sais pas si c'est quelque chose que nous aurions prévu, si nous en avons vraiment envie.

Bruno Pommier : Je répondrai en précisant qu'au cours de la réunion de Mirabel nous avions invité des gens de différentes associations jeunes afin de discuter ensemble du programme des prochaines *Universités* (celles de cette année). Comme je parle pour les *UEEH* je peux donner l'impression de me dédouaner, il n'en reste pas moins que de vos idées nous avons essayé de faire quelque chose. C'est à dire de trouver soit un intervenant, soit une dynamique, bref de mettre les choses les unes avec les autres. Sauf que cela nous ne pouvons pas le faire tous seuls. Il y a eu des bonnes thématiques qui nous ont été proposées, mais en face il n'y avait personne pour venir les porter. On ne peut pas non plus tout faire porter par un Eribon ou autre tête d'affiche. Je comprends bien que vous avez tous plein de boulot associatif (sans compter votre vie personnelle et vos études) mais il n'est pas interdit qu'une association prenne en charge un atelier sur telle ou telle thématique. C'est dans

l'ordre du possible. Rendez-vous compte d'une chose, les *Universités d'Eté* jusqu'à il y a un mois c'était Jérémie qui s'occupait des inscriptions et de l'administratif, tout le reste se sont des bénévoles qui assurent. Ce n'est pas parfait, tout à fait d'accords, mais vous pouvez venir nous aider. N'hésitez pas à vous emparer d'une chose, d'un sujet et de nous dire que c'est telle association qui portera tel atelier. Et justement quand un certain Daniel B fait sa diva, on est quelque peu emmerdés. Le Daniel en question, mercredi matin nous ne savions pas qu'il était arrivé, alors qu'il était censé animer plusieurs choses tout au long de la semaine. Et justement on pensait qu'il soit là, que vous soyez là, que dans le contexte de l'*Université* où il est facile de discuter avec un René-Paul Leraton, un Michel Dorais ou avec n'importe qui, que les choses ne pouvaient qu'être intéressantes. Si des gens font des caprices, forcément cette dynamique se casse.

Sonia : De *Jules et Jolies*. Je tiens à préciser que toutes les associations au sein du réseau *Moules Frites* ne sont pas universitaires ou de grandes écoles. Il y a des associations qui simplement accueillent des jeunes quels qu'ils soient. Dans notre association il n'y a pas de limites d'âges, autant pour les très jeunes que pour les plus âgés.

Bathelemy : Comme Sonia membre de *Jules et Jolies*. Comme elle vient de le dire, ce qui me plaît dans *Jules et Jolies* c'est qu'il n'y pas de limites d'âge. Ces limites me mettent mal à l'aise, même si je suis encore dans la limite. J'ai 27 ans, j'ai donc dépassé la limite, pour autant je n'ai pas changé d'avis par rapport à l'époque où j'avais 22 ans. Pour ma part je formulerai une petite critique, tout en étant conscient de l'importance du mouvement jeune, c'est par rapport à l'hypocrisie de faire des groupes jeunes et de les comparer avec les jeunes des partis politiques. La plupart du temps c'est souvent des groupes qui certes permettent d'avoir certaines idées innovantes mais qui sont plus ou moins cadrées par des gens en relation avec les adultes du parti en question. Et le fait qu'ils soient sous la coupe d'adultes, comme ici avec le support des *UEEH* (que d'ailleurs je ne critique pas) fait qu'ils ne sont pas si jeunes que ça. Dans les partis, on a l'impression que dès que les jeunes ont quitté le groupe jeune ils oublient leurs idées innovantes et deviennent tous plus ou moins conservateurs. Il ne faudrait pas faire la même chose dans les associations jeunes gays et lesbiennes. Il faut faire attention à tous ce qui est discrimination (dont les discriminations de l'âge). Je suis sensible à tout ce qui ressemble à de la discrimination anti-moins jeunes.

Nathalie : Je suis d'accord avec le fait qu'imposer une limite d'âge est une forme de discrimination, mais une association homo (réservée aux homos) est aussi une forme de discrimination. Il s'agit en fait de simplement fixer un cadre et non pas d'une réelle volonté de discriminer qui que ce soit.

Bathelemy : Sauf que toute la différence sera dans la façon dont la discrimination sera abordée. Si c'est simplement un regroupement et une ouverture sur l'extérieur ou s'il est question d'un repli sur soi-même.

Clément : J'en ai ras le bol des gens qui disent que sous prétexte qu'il y a des gens qui se rencontrent et partagent quelque chose ce soit vécu comme une discrimination par les autres. Je pense qu'être jeune répond à une logique des pairs, et même une logique d'affinité. C'est pour cela que fixer une limite d'âge est une connerie parce que les affinités ne sont pas formelles, c'est quelque chose qui relève du vécu. Après, la définition de jeune c'est de l'ordre de l'humain, c'est un peu flou. Le coup des associations homos vécues comme discriminatoires par des gens non-homos, cela m'énerve quelque peu. Et quand le Ministère de Jeunesse et Sport nous dit que dans nos statuts il est marqué que l'association est réservée aux homosexuels, je réponds que dans toutes les associations il n'est jamais marqué que pour être adhérent il faut avoir une carte d'homosexualité ou prouver que l'on est homo. C'est de l'hypocrisie. Nous sommes des associations de jeunes, nous avons un fonctionnement type, et j'entends que l'on aurait voulu que ce soit des jeunes qui modèrent ou qui créent les sujets, qui mènent les débats et participent à l'élaboration des sujets. Ce qui peut émerger c'est une logique de pairs, des jeunes parlant à des jeunes. Et qui parlent au niveau intergénérationnel, je trouvais cela très intéressant que l'on puisse passer au cap au-dessus, justement ne pas rester sur ses affinités mais élargir son horizon. Un peu comme les ateliers non-mixtes, de ce que l'on peut en tirer on le partage et on s'en sert.

Aurélien : Je ne pense pas qu'il faille Borrillo pour animer un colloque ou un cycle jeune. Pour parler de son expérience comme de son vécu en tant que jeune, il me semble que les jeunes sont les mieux placés. Certes il y a des sujets qui sont plus graves que d'autres, plus difficiles à aborder et qu'il faut donc mieux des adultes pour encadrer les débats, des personnes dont la fonction serait de faire en sorte que les choses prennent un bon chemin. J'ai parlé à Jacques de faire un cycle sur le transgenre l'année prochaine, il m'a dit oui et non. Non si personne s'en occupe, oui s'il y a un travail de fait durant toute l'année. Effectivement il est préférable qu'un travail préparatoire soit entrepris, il est tout à fait possible de faire venir Michelle la Méditerranéenne pour qu'elle nous parle de son expérience et réponde aux questions que les gens peuvent se poser. Les hétéros viennent nous voir pour nous demander qu'elle est la différence entre un pédé et une pédale. Les homos viennent voir certains travestis pour leur poser des questions qui peuvent paraître à ces derniers tout aussi bêtes, mais auxquelles il est nécessaire de répondre. Pourtant je ne crois pas qu'il faille toujours un intervenant pour organiser un cycle.

Rémy : Je suis d'accords sur le fait que l'on n'a pas forcement besoin d'intervenant, et que de façon générale les faits personnels ne suffissent pas, qu'un échantillon de quelques personnes n'est pas représentatif de l'ensemble de la population jeune. Il est bien plus intéressant d'avoir des données qui peuvent nous permettre de mieux appréhender un sujet, et donc avoir un intervenant capable de nous apporter des informations quantitatives (ou qualitatives) est nécessaire, la plupart du temps. Pour l'inter-génération c'est quelque chose de concert, un intervenant n'est pas nécessaire. Il y a d'autres sujets où c'est beaucoup plus important d'avoir des données informatives, car l'expérience personnelle ne suffit pas pour généraliser.

René Paul Leraton : Sur un point très pratique, le fonctionnement des *UEEH* (les ateliers de 14 à 16 heures, les séminaires de 17 à 19 heures) au fur et mesure de la semaine est une véritable explosion. Quand on m'a demandé si je souhaitais jouer au modérateur, on m'a envoyé par mail le programme et je me suis retrouvé face à un nombre de débats assez impressionnant. Je me suis dit alors que l'on arrivera jamais à tout organiser. Et c'est pourquoi avec Aurélien, vendredi soir dernier, on s'est dit qu'il nous fallait essayer de recadrer les choses. Et donc, de fait il y a eu des choses, des débats que nous avons laissé de côté. Mais n'oubliez pas le fonctionnement des *UEEH*, nous avons beaucoup de talents les uns et les autres, mais nous n'avons pas pour autant le don d'ubiquité. Forcément, systématiquement on se trouve face à la situation extrêmement frustrante de ne pouvoir assister à tout. Le seul plaisir que je me suis offert, c'est l'intervention de François Delor hier soir*. Ne fixons pas la barre trop haut en voulant aborder trop de sujets, faute de quoi les gens se trouvent face à un choix de plus en plus difficile. D'autre part, je trouve qu'il y a des garçons et des filles dans les associations de jeunes (étudiantes ou non) qui sont en train de développer une réflexion, des actions, une pensée qu'il serait dommage qu'elle se perde. La solution serait peut-être que les associations ne soient pas que des associations de jeunes mais comptent une section jeune, car je trouve dommage que toute la réflexion (et le savoir-faire) que vous avez entamé se perde. C'est à dire qu'elle ne permettra pas, quand vous serez devenu grand, d'aider le mouvement gay et lesbien. C'est vraiment un avis personnel, je me demandais si ce n'était pas dans le syndicalisme (après les études, on bosse) gay et lesbien que les savoir-faires seront utiles à la cause des lesbiennes et des gays.

Xavier : Au risque de montrer que j'ai loupé le coche, je vais être beaucoup plus direct. Qu'a décidé *Moules Frites* cette semaine ? Ce qui n'est pas clair c'est que l'*UEEH*, pour tous les gens qui viennent, est un cadre avec des temps difficiles à gérer, avec des moyens limités, des sujets qui n'auront pas le temps d'être traités voir mal traités, mais cela a été proposé comme un cadre à ceux qu'ils le souhaitaient. Cette année *Moules Frites* a été l'interlocuteur des *UEEH* pour parler des questions relatives aux jeunes. Et donc, je demande ce que *Moules Frites* a décidé au terme de cette semaine.

Patrick : De *Mousse*, Science Po de Paris. D'abord nous avons été un interlocuteur au moment du colloque jeune de mercredi, mais pour ce qui est des moments où nous avons parlé entre nous, nous avons lancé un certain nombre de projets communs. Ainsi nous avons essayé de définir un planning ainsi que des responsables d'actions. Je peux te communiquer cette liste. Plus particulièrement pour la journée d'hier, nous avons décidé de la mise en commun d'archives afin de retrouver les bonnes pratiques et de communiquer sur ce qu'ont fait bien ou mal les uns et les autres, afin de pouvoir avancer. Nous avons également décidé d'intervenir dans les lycées, à travers une prise de parole, pour parler de sexualité et d'homophobie. Il y a aussi la poursuite du travail sur le suicide des jeunes à travers le lancement d'un tract commun et d'actions communes, vis-à-vis des pouvoirs publics, chacun à notre niveau géographique. Sur ces sujets nous allons essayer d'avancer et de porter nos revendications. La question des études gays et lesbiennes fut également discutée, les associations membres du réseau ayant des choses à dire sur ce sujet s'occupant de créer des liens entre elles et avec les chercheurs travaillant dessus. Nous avons aussi discuté d'un projet d'affichage à la fois sur la visibilité de nos associations et contre l'homophobie (avec toutes les questions relatives à leur conception et à leur financement). On s'est engagé à avancer sur la construction du site Internet du réseau (puisque *Moules Frites* c'est surtout des échanges par mail et par sites) en le mettant à jour. Et ce matin nous avons surtout parlé de la manière dont on organise notre travail les uns avec les autres, vis-à-vis de l'extérieur. J'ai le sentiment que nous avons vraiment avancé.

Aurélien : Nous avons passé notre vie à nous positionner par rapport aux *UEEH*, car contrairement à ce que tu dis les *UEEH* ne sont pas seulement un cadre mais tendent à se positionner comme interlocuteur privilégié des pouvoirs publics. Et donc nous avons passé la semaine à se positionner vis-à-vis de cela, afin de savoir (et de déterminer) où est notre place.

François : Juste pour dire que ce n'est pas très pertinent de comparer les *UEEH* à *Moules Frites*, nous n'avons pas les mêmes buts. *Moules Frites* n'a qu'un an puisque nous avons lancé la chose l'année dernière, ici même. Donc, vu le peu de temps d'existence, je crois que nous pouvons être contents de ce qui se passe actuellement.

Xavier : Ma question n'avait pas pour objet de critiquer. C'était juste pour montrer qu'il y a bien quelque chose qui se passe.

Aurélien : Il y aussi tout un aspect informel qui n'est pas négligeable. Lorsque je croise René-Paul au coin d'un couloir et qu'il me dit qu'il n'est pas d'accords avec ce qu'on fait, c'est aussi une façon de faire avancer le réseau *Moules Frites*. Il évoque une opinion personnelle que je répercute, et ensemble nous en discutons pour savoir comment en tenir compte.

---

* Pages 199 à 209

Rémy : Durant les différentes réunions nous avons fait le point, mais ce qui a été le plus important pendant ces *UEEH* c'est toutes les discussions informelles dans le patio et ailleurs, ainsi que les multiples prises de contact. C'est essentiellement cela que *Moules Frites* a fait durant la semaine, établir des liens avec des gens pour qu'on puisse avancer.

Bruno Pommier : Je vais essayer de clarifier certains points. Actuellement il y a un truc qui s'appelle *UEEH*, *Université Euroméditerranéenne des Homosexualités*. C'est l'interlocuteur dont parle Aurélien. L'*UEEH* organise un truc qui s'appelle *Université d'Eté Euroméditerranéenne des Homosexualités*. C'est le cadre dont Xavier et Patrick parlent. C'est le cadre dans lequel nous sommes encore aujourd'hui. Dans *l'Université Euroméditerranéenne des Homosexualités* il y a deux logiques différentes : celle de la semaine avec des ateliers ou des conférences (peu importe le terme) qui permet d'articuler les choses entre elles selon une thématique précise (le cycle jeune, le cycle international, le cycle culture) et celle du colloque. Cette année le colloque avait le même thème que l'un des cycles. L'intervenant, qu'il soit Daniel B ou Brigitte L, est celui qui est au-dessus de la mêlée et qui peut infuser un savoir, que l'on apprécie ou pas d'être sujet d'une étude. Il ne faut pas oublier que la logique du colloque était d'être un acte de visibilité en plein centre de Marseille. C'était aussi un moyen d'obtenir des subventions afin de financer le séjour de certains d'entre vous, c'était aussi le moyen de permette au cycle jeune de faire venir des intervenants.

Sonia : A propos de la transmission de nos expériences et de nos savoirs, j'ai l'impression que le défi que nous avons relevé au sein de nos associations c'est justement cette transmission d'année en année. J'ai l'impression qu'il y a beaucoup de gens, pas forcément dans le syndicalisme homo mais tout simplement dans d'autres associations qui s'en occupent. Après les associations jeunes il y en a beaucoup d'autres. Il y a beaucoup de personnes qui sont dans des associations comme la mienne (*Jeunes et Jolies*) qui militent dans d'autres associations et qui à la limite sont arrivées en passant avant par ailleurs. Cela ne se passe pas que dans un sens, il faut aussi voir les choses de différentes façons, il y a des relations partout.

René-Paul Leraton : Dans mon boulot je suis parfois extrêmement embarrassé pour orienter quelqu'un vers une association, car il y a des régions entières où il n'y a rien.

Sonia : Le tissu associatif jeune actuellement connaît un fort développement, mais essentiellement dans les grandes villes. Là où existe un autre réseau associatif homosexuel plus large, ce qui permet aussi de travailler tous ensemble en mélangeant expériences et savoirs, et de travailler au quotidien sur le terrain avec nombre de gens différents. Ce n'est pas parce que nous sommes une association jeune que nous allons travailler dans notre coin, seulement avec des jeunes et pour des jeunes.

René-Paul Leraton : Il faut que tout ce que vous êtes en train de faire ou d'acquérir en ce moment ne s'arrête pas lorsque vous aurez quitté l'association. Il est important qu'il existe quelque chose pour vous permette (si vous le souhaitez) de continuer à vous investir ailleurs, comme de continuer tout ce travail. C'est extrêmement intéressant ce que vous êtes en train de faire et de dire. Il faut que cela puisse continuer à apporter à ceux et à celles qui n'ont pas encore pris la parole, qui sont isolés (sans tomber non plus de victimisation du pauvre pédé ou de la pauvre gouine qui pleure sur son sort).

Nathalie : Toutes les expériences que nous menons au sein de l'association font également mûrir cette dernière. Le *MAG* qui a 16 ans n'est plus une association puérile comme elle a pu l'être en 1985 lors de sa création. On passe beaucoup d'épreuves qui nous font mûrir, et l'important est de les transmettre aux générations qui viennent. Justement je trouve intéressant de devoir passer le relais car cela nous permet aussi d'avoir toujours de nouvelles idées et profiter d'expériences différentes. Ceci dit, une fois que tu as 26 ans (la limite d'âge pour le MAG) si tu as souvent l'envie de continuer à militer (on a tellement donné durant des années que l'on n'a pas envie que cela s'arrête) il y a d'autres associations où tu peux continuer. Cette histoire de limite d'âge est un des moyens pour que cela reste jeune, que cela se renouvelle sans cesse.

Sonia : Vu l'implantation de nos associations jeunes, je ne pense pas que dans une région l'association jeune soit la seule qui existe. A la limite, si dans un coin une association est isolée ce n'est pas une association jeune.

Emmanuel : Je voudrais revenir sur une question qui m'a semblé relativement absente des débats durant cette semaine, la prévention sida (je ne suis arrivé que mardi). Par rapport à ce que disait Aurélien, je suis tout à fait d'accord qu'il ne faut pas attaquer la question des jeunes homos sous l'angle du sida mais il ne faut pour autant oublier la prévention sida. C'est bien de donner des chiffres, mais cela ne suffit pas. Actuellement on parle de crise relative à un certain relâchement en matière de prévention, nous sommes dans une structure où plein de gens se rencontrent et je me disais que l'*UEEH* pourrait être un laboratoire où nous pourrions essayer d'inventer de nouveaux messages de prévention. On n'arrête pas de dire que la prévention ne marche plus, que les anciens slogans sont dépassés, qu'il faut faire quelque chose de nouveau, qu'il y en a marre d'en parler. Mais alors pourquoi ne pas oser définir et de proposer de nouvelles méthodes de prévention sida ?

Rémy : Pour réagir par rapport à ce que je viens d'entendre, je dirais que justement *Aides* (durant toute la semaine) demandait à des volontaires de remplir un questionnaire sur de nouveaux axes de campagnes de prévention. Ce qui d'ailleurs nous a été utile en ce sens que nous avons soulevé le problème au sein du réseau *Moules Frites*. D'ailleurs, parmi les différents projets lancés il y en a un qui est accès sur la recherche de nouveaux messages de prévention pour les campagnes de prévention à l'adresse des lycées notamment, ceci afin de toucher différemment le public visé et éviter que les gens auxquels nous nous adressons (comme ceux qui animent la campagne de prévention) se fassent chier. Actuellement ceux qui parlent de prévention sida se font chier, ce qui fait qu'ils ne peuvent pas être convaincants.

René-Paul Leraton : Sur la question de la prévention sida, je vous invite à faire gaffe. Ne vous avancez pas sur un terrain que certains d'entre vous connaissent peu ou mal. Je prends l'exemple du machin que vous avez signé avec *Act Up Paris*, je ne suis absolument pas d'accords. Vous pouvez me dire ce que vous voulez, j'y vois un grave danger d'instrumentalisation. Maintenant vous pouvez me dire que vous êtes complètement d'accords avec *Act Up Paris*, vous en avez tout à fait le droit sauf que je vous dis qu'*Act-Up Paris* s'est engagé pour continuer à exister (nous savons très bien dans quel cadre se déroulait l'action d'*Act-Up*), depuis un an ils essayent d'exister sur un terrain qu'ils ne connaissent pas du tout, celui de la prévention, en disant (avis tout à fait personnel) des conneries. Aussi, attention sur ce terrain. Il y a certes des choses à inventer, mais le gros problème de la prévention c'est que jusqu'à présent le discours était surtout "attention danger". D'ailleurs en la matière je trouve que ce que vous avez peut-être mis en place, une solution avec ces jeux de Coquin Malliard. Au début de l'épidémie il existait un groupe qui s'appelait *Santé et Plaisir Gay* qui justement essayait de populariser les pratiques safe en proposant des jeux (genre Jack Off Party) afin de monter aux gens qu'il était possible de prendre son pied et d'érotiser les choses malgré la capote, tout en faisant de la prévention. A ce niveau il est possible d'inventer, de faire des choses. Cette histoire de Coquins maillards me semble extrêmement intéressante car cela met en avant le plaisir, l'érotisme (le sexe comme l'amour c'est avant tout du plaisir) ainsi que de la prévention. Mais je vous invite vraiment à faire attention de ne pas tomber dans des machins fourre-tout où tout est mis au même niveau, où on dit "capote et point barre". On sait ce que c'est "capote et point barre", justement les problèmes de relapse sont du au fait que ce discours à ses limites.

Patrick : J'interviens parce que j'ai personnellement participé à l'écriture du texte dont vient de parler René-Paul. Je pense que tu ne peux parler de récupération, c'est faux. Là-dessus nous avons été assez grands pour parler en notre nom propre, pour avoir un avis sur la question. Toutes les associations jeunes n'ont pas signé ce texte, toutes ne l'ont pas fait car nous avons été capables d'avoir un débat sur cette question. Certains n'ont pas voulu signer ce texte, ils ne l'on donc pas signé. D'autres ont voulu le signer. Il y a un certain nombre d'associations (pour des raisons pratiques essentiellement parisiennes) qui ont participé à l'écriture de ce texte. Il a été écrit avec nos mots, avec nos revendications. *Act-Up* n'a pas proposé à la signature un texte déjà écrit, il a été l'une des plumes. Déjà il faut être clair là-dessus. Dire autre chose serait faux. Maintenant, à propos du relapse nous avons un diagnostique différent. A chacun sa vision des choses. Il nous semble que le relapse est un phénomène qui concerne des pédés d'un certain âge qui au bout de 20 ans en ont marre de la capote (ça fait débander, il y a les trithérapies….). Chez les jeunes, on ne peut pas parler de relapse.

René-Paul Leraton : Petite parenthèse, dans ce texte on peut lire "Le relapse est incontournable". Je lis un texte avec de tel propos, je me dis que tous ceux qui l'on signé sont donc d'accords avec cette idée.

Patrick : Nous autres jeunes gays et jeunes lesbiennes, nous avons des choses à dire sur le sida. Et ce que nous avons à dire, c'est que les jeunes homos n'entendent pas le discours capote. Les associations qui ont signé ce texte, de leurs expériences comme de leur point de vue, il n'y a pas matière à polémique. Dans l'élaboration de ce texte nous sommes partis de l'idée que dans les collèges et les lycées on ne fait plus de prévention et que les discours de prévention sont épisodique et manquent singulièrement de courage et de franchise. On ne nomme pas les choses, on de donne pas des messages simples. Cette idée de niveau de risque et de réduction des risques est très pertinente, mais si les personnes n'ont pas l'idée du risque et de la solution (la capote) en tête, il est particulièrement stupide de parler de prévention des risques. Ca ne marche pas, il faut les bases. C'est ce que nous voulions dire, nous voulions aussi mettre les pouvoirs publics devant leurs responsabilités et les inciter à faire des campagnes de prévention explicites, parlant aux jeunes de la capote. C'est la base.

Clément : Cela fait maintenant très longtemps qu'on entend parler de prévention. Et également qu'on en fait (bien ou mal) au sein de nos associations. C'est peut-être là qu'est la question. Quand on parle de sexualité, la première chose qui vient c'est prévention. Et peut-être qu'il y a un vécu, des problèmes qui mériteraient d'être exprimés. Quand nous réfléchissons sur notre sexualité, nous avons tel et tel problème, telle et telle question dans notre démarche de prévention. C'est quelque chose qui mériterait d'être discuté aux prochaines *UEEH*, entre acteurs de prévention. Plutôt que d'arriver avec un cours tout prêt. Il faut se placer à un autre niveau. De la prévention nous en parlons, souvent, mais à un niveau assez théorique. On n'en parle pas comme nous la faisons, et de fait nous sommes dans un discours où la prévention se place en principe. Aussi, à part de dire que l'on fait de la prévention, nous ne faisons pas grand chose, sauf que dire que nous faisons de la prévention. Cela me semble creux. En plus, dans tous ces discours il n'y a pas de vécu, on parle technique ou chiffre. La prévention c'est bien d'en parler sauf que nous en parlons d'une manière qui ne me semble pas pertinente. Je crois qu'il faudrait en parler de manière plus humaine (je parle d'ici, dans les ateliers). Car si on ne parle que de technique de prévention on finit par donner

un cours magistral. Pourtant il serait bien de se placer en tant qu'acteur de prévention, en tant que personne qui subit la prévention. D'ailleurs j'aimerais bien savoir comment chaque personne dans les associations est touchée par les messages de prévention, et témoigne des problèmes qu'elle peut rencontrer face à ces messages. Je crois qu'il faut profiler du lieu que sont les *UEEH* pour se rencontrer afin de réinventer de nouvelles choses, notamment parler de notre vécu en tant qu'acteur de prévention et de cible de prévention.

Olivier Maguet : J'interviens en tant que membre de *Aides*. Cela fait maintenant trois ans que nous sommes aux *UEEH*, nous avons à peu près tout essayé, dehors, dedans, la nuit, le jour, et ce n'est pour cela qu'il y a plus de monde qui vient nous voir. Ce qu'il y a de plus intéressant c'est de profiter justement des *UEEH* en tant que laboratoire (j'aime bien l'expression) pour essayer d'inventer de nouveaux discours de prévention. C'est le fameux test que nous sommes en train de faire. Quant à la place de la prévention dans vos associations, il me semble que vous ferrez dix fois plus et mieux de la prévention en étant visibles, en tant qu'homosexuels dans les lycées et les collèges dans le cadre de vos interventions vis-à-vis des jeunes, en permettant à des jeunes de s'identifier, de se connaître, se reconnaître, se sentir plus fort et moins vulnérable, qu'en faisant des cours plutôt théoriques sur la prévention et qu'en devenant de simples distributeurs de capote. Vous avez la chance de faire ce que les associations de lutte contre le sida ne peuvent pas faire (surtout parce que ce n'est pas leur rôle) c'est à dire d'être un exemple. Vous êtes ceux et celles qui sont concernés. Et à ce titre, aller rencontrer d'autres jeunes et leur permettre ainsi de se reconnaître c'est un travail de prévention bien plus efficace qu'un discours théorique sur le sida. Aussi, investissez ce champ d'autant qu'il n'y a que vous qui pouvez le faire. Ce ne serait pas crédible que moi ou René Paul allions dans un lycée pour expliquer ce qui se passe. Nous pouvons le faire mais en complément. De toute façon cela ne remplacera pas l'expérience personnelle de laquelle on peut tirer un enseignement collectif qui aide vos semblables à avancer.

Olivier : Je suis volontaire depuis peu à *Aides* (ce n'est pas pour faire de la pub pour la boutique), mais si on décide de renouveler la prévention, il convient d'examiner de quoi on parle. Quand vous dites que la prévention est épisodique, il faut savoir de quoi on parle. On parle de message de prévention primaire, c'est à dire des informations sur la nature du sida, sur les modes de contamination. Nous sommes abreuvés de messages, et souvent on se contente de penser que c'est la solution toute simple à quelque chose de tout simple qui est le risque. Pour moi il n'y a pas de risques tout court. A *Aides* nous nous sommes rendu compte que ce qui marchait avec les personnes qui venaient nous voir alors qu'elles étaient en demande, c'est ce qu'on appelait la prévention secondaire, c'est à dire que tout le monde savait au moins à peu près de ce qu'était le sida et les modes de contamination. Par contre, il fallait savoir écouter toutes les questions que les gens avaient sur leur propre parcours, leur propre vécu, leur propre accident de prévention. C'est un travail qui a été lancé par *Sida Info Service* sur les accidents de prévention, la réduction des risques, les absences de prévention. Et si vous voulez vous occuper de ces questions, il faut arrêter de croire que la solution est simple. Le relapse ce n'est pas un truc de vieux, c'est un truc de gens qui en ont marre. Moi-même, quand j'ai vu le titre de ce texte "Le sida a 20 ans, nous aussi", je me suis dit que cela avait l'air assez séduisant comme raccourci, sauf que j'en ai marre du sida même si je ne peux pas faire autrement, mais ce n'est pas la même façon d'en avoir marre que ceux qui ont mis en place la prévention. Il m'est arrivé d'avoir des accidents de prévention. Je ne fais pas partie d'une classe d'âge qui ne se protège pas, mais c'est quelque chose qui m'arrive.

Patrick : L'entrée dans la sexualité est spécifique, et de ce point de vue la prévention doit être spécifique. L'autre chose que nous voulions dire c'est que le message tenu actuellement par rapport à cette population n'est pas pertinent. Il nous a semblé que les messages actuels n'étaient pas adaptés, qu'il fallait communiquer autrement.

X : Mon association n'a pas signé ce texte. Il y avait une forte opposition. Reste que la prévention c'est aussi de l'éducation sexuelle. Et là est toute la complexité de la chose. Il y a la prévention type *Act Up*, et là vous avez repris prévention large en direction de tous les types de sexualités et de pratiques sexuelles, il y aussi le besoin de retrouver une prévention qui soit dans le retour de l'affection. Beaucoup de jeunes le demandent. Entre les deux, il faut se dire que l'on s'adresse au plus grand nombre et qu'en parlant de fist-fucking on parle de choses ciblées et minoritaire. Et on risque ainsi de dire que c'est "la sexualité qui prime sur l'affectivité", et de choquer des gens et de stigmatiser les gays sur la radicalisation sexuelle.

René-Paul Leraton : Parmi toutes les questions que nous pourrons aborder l'année prochaine il y a tout cela. Dans un an je crois que nous en serons au même point, parce qu'en juin 2002 il ne se passera rien. Il faut être clair, à *Sida Info Service* on nous a laissé entendre qu'il ne fallait plus trop penser au projet que nous avions d'une ligne téléphonique sur la sexualité, puisque le gouvernement ne s'engagera pas sur le terrain de la sexualité. Ceci dit, revenons au sujet même du présent atelier. Maxime avait exprimé son questionnement sur le fait de savoir si la priorité est bien une rencontre jeunes européens.

Bruno : Derrière cette idée de rencontre de jeunes européens nous avions l'envie d'ouvrir massivement l'*UEEH* aux jeunes (en réaction à celle de 1999). Nous nous étions dit que le problème c'est que les jeunes qu'ils soient étudiants ou non n'ont pas forcément beaucoup d'argent. N'ayant pas de budget de fonctionnement, nous ne pouvons pas avancer des fonds donc il nous faut trouver de l'argent. Et nous avons appris que l'Europe était disposée à subventionner des actions dont la finalité était de

faire se rencontrer des jeunes européens. Aussi j'ai passé une après-midi à la Maison de L'Europe à Marseille où j'ai expliqué ce nous faisions et ce que nous voudrions faire, et la femme qui s'occupait de ces questions nous a répondu favorablement. Donc nous nous sommes mis d'accords pour monter un dossier afin de financer la venue de jeunes européens aux *UEEH* afin qu'ils se rencontrent, qu'ils créent des *Moules Frites* européens ou autres. Sauf que lorsque nous avons vu la complexité administrative du dossier et comme le projet du documentaire "*Etre et se vivre homo*" était déjà bien avancé nous nous sommes dit qu'il serait préférable de s'en occuper plus tard. Le fait que l'année dernière ayez créé le réseau *Moules Frites*, nous avons pensé qu'il était temps de relancer ce projet de rencontre de jeunes européens. Mais si vous jugez que ce n'est pas une priorité, cela ne se fera pas. Si vous estimez, à titre individuel et surtout associatif, que vous ne pouvez pas porter ce projet, il ne se fera pas puisque nous ne pouvons pas, nous seul, le porter.

Patrick : De *Mousse*. Au sein de *Moules Frites* s'il y a un truc que l'on arrive à faire c'est de discuter ensemble, et échanger sur la manière de travailler de chacun. Ceci dit, je trouve cela très intéressant d'avoir l'opportunité de rencontrer les associations de jeunes de différents pays européens. Là-dessus nous sommes prêts à avancer.

Rémy : Juste pour dire que le réseau *Moules Frites* à été contactée par la responsable d'une association en Suisse qui va transmettre ce que nous nous sommes dit à quelqu'un qui devrait nous contacter par la suite afin de savoir comment le réseau *Moules Frites* fonctionne, histoire éventuellement d'en créer un en Suisse (puis de le connecter avec celui de France).

François : Vous nous dites que si nous ne pouvons pas vous aider, vous ne pourrez pas mener à bien ce projet. Aussi j'aimerais savoir précisément ce que vous attendez des associations.

Bruno Pommier : Principalement des gens qui s'engagent à porter le projet. C'est à dire qui nous aident à monter le projet, qui discutent dans leur association pour qu'elle soit l'un des acteurs, l'un des pivots du projet (il nous faut au minimum 3 associations partenaires). Sachant qu'il faut ensuite trouver d'autres associations dans d'autres pays européens qui de leur côté fassent pareil, et au final coordonner le tout. Il s'agit donc de suivre le projet, de le mettre en place, de tisser des liens, de remplir des cases, d'initier des choses. Et encore, il ne s'agit que de l'aspect "administratif", ensuite il s'agit de créer le contenu. Il nous faut donc des gens pour porter ce projet, pour dire que l'objet de la rencontre jeune sera ceci, en espérant que le ceci en question intéresse l'Europe. Mais il y a des milliards de choses qui l'intéresse. En fait, ils sont disposés à financer presque n'importe quel projet à condition que cela serve à créer du lien entre les européens.

Nathalie : Je voudrais parler d'un projet européen inter-associatif d'associations européennes de jeunes. Et dans le cadre de ce projet nous sommes en communication permanente. Au MAG nous avons des liens particuliers avec différentes associations européennes, et pouvons servir de relais pour ceux et celles que cela intéresse.

René Paul Leraton : *Moules Frites* a un an, et s'il n'existe pas de réseau équivalant ailleurs en Europe, l'un des thèmes de cette rencontre jeunes européens pourrait justement être la création d'un tel réseau. Il ne s'agit pas que vous arriviez en disant que vous êtes les spécialistes qui savent, mais que vous fassiez part de votre expérience. Ce que vous avez mis en place est quelque chose d'extrêmement important, et il serait très intéressant que cela se sache et soit partagé.

Sébastien Quercy : Je voulais réagir à propos de ce que je viens d'entendre mais en même temps faire un rappel de tout ce qui s'est dit durant cette semaine. A travers tous vos échanges il est apparu quelque chose d'extrêmement positif, c'est votre militantisme. Il se trouve que le militantisme nourrit le lien social, et en la matière vous représentez une relève par rapport à nous qui sommes sur la place depuis des années. Et cette relève, en soi, est très importante. C'est extrêmement important de pouvoir échanger avec vous. Et il se trouve que nous ne pouvons vous rencontrer seulement qu'une fois par an, aux *UEEH*. Une semaine c'est un peu court pour travailler à fond sur certains dossiers. Ceci dit, il me semble qu'il y a des choses qui sont en train de se décanter. Mais d'un autre côté si le principe est de vous retrouver chaque été ici, il vous faut peut-être penser à organiser d'autres moments dans l'année.

Patrick : On se rencontre aux *UEHH*, et cette année nous nous sommes rencontrés au printemps dernier à Lyon. Sans compter la réunion à Mirabel. Je pense que nous allons essayer de conserver ce rythme.

Sébastien Quercy : D'autre part, pour finir, durant ce cycle jeune de nombreuses personnes sont venues aux ateliers. Et pas forcément des membres d'associations jeunes. Il y a eu des jeunes et des moins jeunes, des militants associatifs ou de simples particuliers. Il me semble que c'est important d'avoir pu présenter à ces gens vos réflexions, votre travail. Continuez sur la lancée, sachant que nous sommes là pour essayer de vous faciliter le boulot. L'idée de la récupération tient souvent du fantasme, nous ne sommes pas là pour faire de l'entrisme, voulant être sûrs que le message de prévention sera entendu.

Hervé Latapie : Irène m'a dit ce matin à la piscine que ce qui est très gênant est que durant cette semaine il y a eu un tas de gens qui ont pris la parole sans dire ce qu'ils étaient. Certains connaissant différentes personnes, ils font comme si tout le monde les connaissait. Je suis donc Hervé, j'ai été prof de sciences économiques et sociales pendant 14 ans jusqu'au moment où j'en ai eu marre d'être prof. En fait, je ne supportais plus les élèves que j'avais en face de moi, ainsi que mes collègues. Je suis donc parti, j'ai ensuite crée une association (les *Gais Musettes)*. Puis je me suis retrouvé à tenir une boite de nuit (le *Tango*) et maintenant un bar (la *Petite Vertu*). Ceci dit, j'ai l'impression que les associations jeunes (en la matière le *MAG* a été précurseur) qui étaient au départ des associations de convivialité sont devenues plutôt politiques. Ce qui explique un certain désarroi sur le fait de savoir de quoi nous allons parler maintenant. Sur cette histoire de rencontre de jeunes européens, c'est quelque chose qui me fait rire. Il faut être clair avec l'argent. Faire venir des jeunes pour avoir de l'argent ne me semble pas une bonne idée. Il convient en fait de s'interroger sur le fait de savoir si nous sommes des associatifs qui s'occupent de la convivialité, et pas forcément des questions d'argent. Pour ma part j'ai créé une association de convivialité, dans laquelle j'ai fini par introduite de la politique. Ce qui peut paraître étrange vu le propos de l'association. Mais quand on entend les propos de Guillaume Dustan sur la techno, on peut comprendre qu'être *Gai Musette* c'est être politique. Quand j'ai organisé un bal contre l'homophobie (avec *Ras l'Front*), la moitié des membres de l'association a voulu me virer au prétexte que selon eux une association de convivialité ne pouvait pas faire de la politique. Il convient de se demander si on fait de la convivialité ou s'il y a des choses contre lesquelles nous voulons lutter. Et alors il nous faut les définir. Et la priorité est là. Après, on avise quant aux questions d'argent. Je crois que nous devons surtout nous interroger sur ce qui est impératif de faire pour que les choses avancent.

Lionel : Il est vrai que chez les anciens militants il y avait un contenu politique (pas forcément au sens idéologique du terme mais davantage au sens de l'action sur la société), et aujourd'hui *Moules Frites* est parti sur une impulsion assez neutraliste. C'est à dire que nous menons des actions sur des points précis, sur des choses très pragmatiques. Ceci dit, nous avons eu toute une réflexion sur le militantisme et sur la ligne revendicative, sur le fait de souhaiter mener les associations (d'autant qu'il y a des associations politiques au sein de *Moules Frites*, des associations qui veulent agir sur la société) vers telle direction. Et actuellement il y a en discussion l'existence d'un groupe de travail, celui-là même qui sera peut-être amener à intervenir auprès des *UEEH*, et qui justement sera chargé de décider d'une ligne revendicative comme d'agir d'une manière plus politique et plus militante. Il ne faut surtout pas nous réduire à de la convivialité.

Rémy : Il faut savoir que les actions de nos associations (qui sont majoritairement des associations dites de convivialité) se partagent entre l'accueil, la convivialité et le militantisme. Ces trois aspects ne font pas intervenir les mêmes personnes, car si l'ensemble de l'association se retrouve sur la convivialité, en revanche l'aspect militant se réduit à un noyau dur d'une dizaine de personnes. Et d'ailleurs c'est tout l'intérêt du réseau *Moules Frites* que de nous permettre plus facilement de mener des actions militantes importantes en engageant le nom de nos associations et pas forcément les individus qui s'y trouvent. Sinon, quant à cette histoire de se faire du fric en invitant les jeunes européens …….

Hervé Latapie : Tout à l'heure nous avons parlé d'instrumentalisation par rapport à *Act Up*. Il ne faut pas être naïf à ce sujet (je me souviens du mouvement de grèves des lycéens en 1986, leur grande peur était d'être manipulés), quand j'ai vu certains parmi vous arriver à la réunion sur les *LGP* en ayant été instrumentalisés par *Act Up* (au nom de querelles inter-associatives dues au passé) j'étais triste. Si d'un coup *Act Up* s'intéresse aux associations jeunes c'est peut-être pour parler prévention aux jeunes mais aussi parce qu'ils n'étaient plus, à ce moment de leur histoire, en contact avec les pédés. Ils se sont complètement plantés dans leur attitude vis-à-vis de Dustan. C'est de l'instrumentalisation.

Patrick : Il nous a fallu presque 1000 heures pour écrire chaque mot de cette lettre, aussi *Act-Up* n'a pas vraiment eu le temps de nous "former" sur le reste. Nous sommes arrivés à la réunion sur la *LGP* avec nos idées, nos propositions d'actions. *Act-Up* vient une fois par an aux réunions de préparation à la *LGP*, histoire d'y foutre le bordel. Nos associations sont tout de même assez grandes, elles font ce qu'elles veulent au sein de la *LGP*.

Rémy : Je ne pense pas qu'il faille pousser à la parano, je ne pense pas forcément que les *UEEH* veulent nous instrumentaliser. Je milite non pas pour faire évoluer la société mais pour aider les gens. Et si je peux partager ce que je sais ainsi que mes expériences avec des gens qui vivent en France ou ailleurs, afin qu'ensemble nous puissions lieux éviter des erreurs, je suis partant. Quant à la possibilité de se faire instrumentaliser, tant pis du moment que j'ai eu ce que je voulais, que j'ai réussi à avoir de la communication, à aider les gens.

Bruno Pommier : Comme vous l'aurez noté, aujourd'hui je parle pour la première fois. Ce n'est pas parce que j'ai seulement aujourd'hui quelque chose à dire, mais c'est qu'avant je ne me sentais pas capable. Aujourd'hui je m'exprime pour dire que ce qui me semble extrêmement important c'est de savoir que le projet européen n'a pas pour unique finalité de trouver des sous. D'ailleurs c'est une question qui a été pas mal discuté, il y a certes la question du financement mais aussi celle de savoir pourquoi le faire. Le but de la manœuvre n'est pas seulement de prendre de l'argent mais de faire en sorte que des gens qui font des choses bien dans leur coin puissent dire à des gens qui sont dans un autre coin ce qu'ils font afin qu'ils en profitent.

Aurélien : Dès lors qu'un groupe qui tout au long de l'année milite pour une idée donnée, par exemple *Act Up*, il est normal pour lui d'essayer de convaincre les autres qu'il prêche la bonne parole. Partant de là, on ne tombe pas dans la peur constante d'être instrumentalisé. D'autant que c'est ce que fait tout le monde, c'est normal. Quand j'ai envie de faire passer une idée dans mon association, je commence par essayer d'en convaincre Pitout. On peut en parler comme on veut, instrumentalisation ou autre chose, le fait est là, on le fait tout le temps. Ceci dit, pour parler des jeunes et de l'Europe on trouvera toujours un moyen, mais je crois qu'il faut être intelligent dans notre démarche, il ne s'agit pas de se dire qu'avec l'Europe il y a du fric à récupérer et donc qu'est-ce qu'on peut faire pour trouver comme idée pour en récupérer. La démarche devrait être inverse, on commence par avoir un projet et seulement ensuite on s'occupe de trouver l'organisme qui nous permette de financer (du moins en partie) le projet en question. On peut aussi se demander comment organiser ce projet sans avoir recours aux subventions. Je prends l'exemple du trac que nous avons diffusé lors de la *LGP* de Paris en juin dernier, pour 20 000 exemplaires cela nous a coûté 0 francs Depuis que la Gauche est au pouvoir et depuis qu'elle est à la mairie de Paris, les associations pédés ne cessent de se dire qu'il y a du fric à récupérer. Qu'elles s'occupent davantage de porter de véritables projets militants, plutôt que comme un certain nombre d'associations qui montent, des trucs bidon pour seulement récupérer des subventions. Il faut que l'on s'occupe de garder notre âme, il ne faut pas que l'on se mette à faire du mauvais tapin.

Bruno Pommier : J'ai peut-être fait le tapin, mais si tu as réussi à tirer 20000 tracs pour pas un sous, tant mieux, c'est super. Lorsqu'il s'agit de faire venir des gens à Marseille notre interlocuteur est la SNCF. C'est pas gratuit.

Aurélien : D'accords, il y a des subventions qui sont normales. Ce soir c'est super ce qu'on va faire (la soirée de clôture dans le centre ville) mais peut-être que nous aurions pu faire nous-mêmes le spectacle. Avons-nous vraiment besoin d'un spectacle pyrotechnique qui coûte très cher ? L'intervention de *Bang Bang* dans le patio n'a pas coûté un franc. 100 personnes dans le patio, 4 à la soirée house. Parfois on a besoin de spontanéité, parfois on a besoin de ces trucs qui ne coûtent pas chers mais qui font du bien parce qu'on les fait nous-mêmes.

Bruno Pommier : Si pour nous l'intervention de *Bang Bang* n'a rien coûté, je ne suis pas sûr que pour eux cela n'a rien coûté. Il leur a fallu venir, avoir du matériel. A un moment ou à un autre, cela coûte à quelqu'un. Vos 20000 tracs gratuits, le papier a coûté à quelqu'un. Quelqu'un vous a dit que ce que vous faites c'est super et qu'à ce titre il vous offrait les tracs, mais le papier comme l'impression cela coûte.

Aurélien : C'est la débrouille, style faire les photocopie dans les ministères …..

Bruno Pommier : Donc cela a coûté aux ministères. Il y a quoi que tu fasses, à un moment ou à un autre un coût.

Aurélien : Certes, mais la question est de réduire ce coût plutôt que de penser systématiquement courir après les subventions. Il y a des subventions normales parce que nous avons des coûts incompressibles, et que c'est normal que l'Etat aide tel ou tel projet parce que cela fait avancer la société. Mais pour d'autres projets on peut se dire que c'est du superflu et qu'il possible de faire autre chose et faire moins cher.

Hervé Latapie : Hier, au cours d'un atelier, quelqu'un a proposé que l'année prochaine ait lieu un débat sur la prostitution. Je pense que nous pouvons obtenir des subventions sur ce thème, et cela serait pleinement justifié. Je pense que c'est quelque chose d'important. Certes cela n'est pas facile mais important.

Olivier Maguet : Dans notre société, il s'avère que la reconnaissance sociale, symbolique et politique d'un mouvement organisé passe par l'octroi de moyens financiers destinés à soutenir son existence ainsi que ses actions. Sans rentrer dans une polémique du "se faire acheter par les pouvoirs publics", je trouve important (et politiquement c'est quelques chose qui sera intéressant à suivre) dans la mesure où les associations homos ont des projets pertinents et répondent aux besoins des personnes, qu'elles doivent mériter l'attention des pouvoirs publics, attention qui doit se traduire par l'attribution de subventions et une reconnaissance politique.

Lionel : L'associatif c'est aussi donner quelque chose de soi-même. Tu dis que quelqu'un de toute façon a payé, mais nous de notre coté nous donnons du temps, de l'énergie. Quelque part c'est pareil.

Bruno Pommier : Dans le genre j'ai donné tous mes week-ends et mes vacances scolaires. Je ne le regrette pas, je ne le reproche à personne, mais c'est vrai que cela ne suffit pas. Même si j'avais donné encore plus de temps, à un moment ou à un autre, de toute façon, il m'aurait fallut de l'argent pour faire que le projet se fasse.

René Paul Leraton : Je crois que nous pouvons nous remercier les uns les autres pour ce que nous avons fait durant cette semaine tous ensemble. Merci à tous et à toutes.

Pascale Berthault : Alors je m'adresse à vous trois (et aux autres s'ils sont également concernés) pour vous demander selon vous, qu'est ce qui fait qu'un jour on passe à une production publique ? C'est à dire qu'on souhaite montrer, que l'on souhaite diffuser, être publié, que l'on se mette à écrire ou peindre, bref produire une œuvre que l'on montre ? Dans votre cas, quels ont été les mécanismes de décision ?

Franck Résat : Bonjour, je suis artiste peintre (c'est moi qui ai fait les décors, les portraits qui sont dans le hall). J'ai commencé à peindre vers l'âge de 14/16 ans, puis quotidiennement à partir de 18 ans quand je suis rentré aux beaux-arts. J'ai exposé il y a quelques années en Europe du Nord (Suède et Danemark) ainsi qu'en Allemagne. Mais depuis quelques années je n'expose plus puisque je ne fais plus aucune démarche. Mais je ne m'arrête pas de travailler. Mon travail n'est pas branché directement sur l'homosexualité, mais étant donné que je suis homo (depuis que je suis gamin), il est évident qu'elle est présente. Même si elle n'est pas traitée directement. D'ailleurs cela ne m'intéresse pas. Ceci dit, dans mon travail il y a beaucoup de choses sur l'ambiguïté des corps, les sexes ne sont pas toujours très définis.

La question de l'envie de peindre en fait ne s'est pas posée, puisqu'au départ la création était pour moi une réelle nécessité. Cela s'est donc imposé à moi. Au départ je travaillais dans la mode. J'étais alors une espèce de sapin de Noël, j'avais besoin d'extérioriser un tas de choses par le biais d'une certaine excentricité. Et après énormément d'humiliations, cela s'est transformé en besoin de se focaliser sur autre chose, sur la peinture. Mais il n'y a pas eu de question de représentation, de réflexion par rapport à l'extérieur. C'était une nécessité totale. Vitale. Et ça l'est toujours d'ailleurs.

Christophe Marc : Je suis Madame H, personnage public qui existe depuis trois ans, qui est né ici en 1999 lors de la première *Université d'Eté*. Tout cela est parti d'un coup de bluff, basé sur tout ce qui m'était tombé dessus auparavant. Geneviève Pastre qui était présente cette année (déjà) m'a vue et m'a proposée d'éditer mes textes de scène. C'est le livre, "Madame H, Université" qui est sorti il y a un an. Après on m'a proposé de faire des spectacles, ainsi je me suis produit au *Tango* à Paris et en Province dans le cadre de festivals. Mais je ne fais pas que des spectacles, je fais aussi des interventions, des inaugurations comme la *Lesbienne et Gay Pride* de Lyon et autres manifestations. Je donne aussi des interviews, enfin Madame H donne des interviews. Mon nom apparaît en fait rarement. Depuis quelques mois je joue au Point Virgule à Paris (l'année prochaine je jouerai tous les dimanches soirs). Par ailleurs il y a un livre qui se prépare avec Cunéo "*Le petit Madame H illustré à l'usage des non-homosexuels*" où il y aura tous les mots liés à l'homosexualité, illustrations à l'appui. Sa sortie est prévue pour novembre prochain, chez Ballant. Bref, toute cette histoire c'est quelque chose qui m'est tombé dessus. Ce n'est pas pour me déplaire, mais il n'y a pas eu de ma part la volonté de devenir un personnage public. Je n'avais pas du tout cette envie. C'est quelque chose qui m'est vraiment tombé dessus.

X : D'accords, mais il y a bien quelque chose qui t'a amené à ce coup de bluff.....

Christophe Marc : Bien sûr. Les gens ont eu l'impression dès la première fois que j'avais fait du cabaret depuis vingt ans, mais ma seule expérience en la matière se résumait à avoir fait du théâtre amateur, au lycée et ailleurs par la suite. J'ai fait parti d'une troupe où il n'y avait que des garçons, et dans le cadre de la pièce que nous montions je devais jouer (pur rôle de composition) un mec viril. C'est à cette occasion que j'ai été repéré par un metteur en scène. Par la suite il a voulu me faire jouer la Comtesse de la Fausse Suivante. On a travaillé dessus pendant 6 mois, et ça a fini en gros clash comme souvent dans les troupes de théâtre amateur. Cela ne s'est donc jamais réalisé. Après je suis resté pendant presque six ans sans rien faire au niveau théâtre. Je suis resté sur la frustration de ces six mois de travail qui n'avaient débouché strictement sur rien.

Si je n'avais pas encore en tête le nom de Madame H, en revanche depuis longtemps j'avais l'idée de lier homosexualité et bourgeoisie. A la base je suis plutôt militant, j'étais au *Centre Gay et Lesbien* de Paris (où j'ai milité assez longtemps), et déjà là-bas je délirais là-dessus. D'ailleurs j'avais rédigé un texte sur "*Backrooms et bonnes manières*" que j'avais souhaité éditer dans le journal du *Centre Gay et Lesbien*. Mais cela ne s'est jamais fait. C'est resté comme ça, en suspens. Et quelques années après j'ai récupéré tout cela pour construire le personnage de madame H. Ce qui m'a fait faire ce coup de bluff c'est à la fois des délires entre amis, des gens avec qui je préparais *l'Université d'Eté*, et toute une série d'énervements par rapport à plein de choses. C'était en 1999, juste après le débat sur le PACS où on avait eu droit à "pédé au bûcher", et à des discours où des

hétéros nous disaient ce qu'on devait faire ou pas. Tous ces gens qui nous disaient que nous autres, les homos, nous n'avions pas le droit d'avoir des enfants. Sans compter tous ces propos autour du couple qui m'avaient beaucoup énervé. Selon eux, du moment où nous étions fidèles cela pouvait aller, par contre l'idée que l'on se traîne à 4 pattes dans les backrooms leur posait problème. Ce côté pédé sale et pédé propre, cette manie de toujours vouloir dire aux pédés ce qu'ils doivent faire et de vouloir leur imposer une place, m'énervait vraiment beaucoup. Et c'est donc à la suite de tout cela que j'ai créé le personnage de Madame H (personnage ambigu parce qu'il dit aux pédés ce qu'ils doivent faire mais il n'y arrive pas). Au début cela n'a pas du tout été compris par certaines personnes. Il y a aussi le fait que j'avais vu un spectacle d'un travesti Marie-Thérèse Porchet. Si au début elle avait un public essentiellement homo, quand j'y suis allé il y avait dans la salle trois quarts d'hétéros qui riaient beaucoup. Et ça m'a vraiment emmerdé de rire avec les hétéros. J'étais dans l'autodérision, contrairement à eux. A aucun moment ils étaient remis en question dans leur sexualité, dans leur choix sexuel. On leur servait la soupe avec tous les clichés (sur les phoques ….) qu'ils avaient envie d'entendre. Madame H est donc tout un ensemble d'énervements.

Fabrice Neaud : Mon un parcours en fait est assez classique. A Angoulême il y a une école d'art avec un atelier de bande dessiné (que je n'ai pas fait), après le baccalauréat, sage petit étudiant que j'étais, sentant encore le lait et la tétine, je suis allé faire des études supérieures à l'école supérieure des beaux-arts d'Angoulême. Voulant au début rentrer dans la pub (ce qui est d'ailleurs ma formation de base). Je voulais aussi faire de la bande dessinée, parce que j'en faisais depuis très longtemps, depuis tout petit. Mais je n'ai pas été reçu au concours de bandes dessiné, et j'ai donc fait une première année commune classique où on apprend les bases du dessin (tenir son crayon ou ne pas faire trop de tâches ou éventuellement à en faire et à s'en servir). J'ai passé ainsi quatre ans plus ou moins rigolos. Après je me suis retrouvé plus ou moins dehors, j'ai alors vécu quatre ans de chômage et une année de RMI. Il faut dire qu'une école d'art castre toute volonté de faire de la bande dessinée puisque cette dernière n'est pas du tout considérée comme un art à part entière mais davantage comme un amusement pour enfants (ce qu'elle est assez souvent). Même à Angoulême, surtout à Angoulême. On n'est jamais mieux desservi que par ses amis. Donc avec ma formation de publicitaire et de graphiste je me suis retrouvé au chômage. Pendant 4 ans, j'ai fait des petits boulots, ainsi qu'une jolie dépression nerveuse. Et puis il y a eu mon coming-out, la prise de conscience. Ce qui est toujours très long. On pense d'un seul coup que c'est le coming-out qui fait tout, mais le coming-out ça ne veut rien dire. Vis-à-vis de qui ? De quoi ? De quelle institution ? Les amis, l'entourage, la famille ? Tout le monde était au courant sauf ma famille jusqu'à il y a un mois, c'est vous dire. Et pourtant j'ai publié trois bouquins qu'ils n'ont jamais lu, cela montre combien je m'entends bien avec eux.

En fait j'ai toujours eu envie de faire de la bande dessinée, mais la bande dessinée étant un milieu tellement corseté (d'autant plus à Angoulême) que cela me semblait assez difficile. Ce n'est pas qu'on a envie de faire quelque chose et qu'on sent bien qu'il y a des barrières, c'est que les barrières sont déjà intégrées. C'est un peu comme l'homophobie, on peut totalement l'intégrer en soi et considérer qu'effectivement on mérite bien de se faire agresser, de se faire traiter de pédale. Par rapport à l'art en général, la plupart du temps les auteurs de bande dessiné ont intégré que c'était complètement infantile, et qu'il fallait faire des nanas à gros sein avec des barbares secouant des haches autour de leur tête. Pour ma part j'avais totalement intégré ce discours. Mais j'avais envie de faire de la science fiction, et il se trouve que j'avais toujours écrit mon journal et que je faisais beaucoup de croquis et des portraits de mes amis ou d'autres personnes, sans me rendre compte que ces deux lignes allaient peut-être se croiser un jour ou l'autre. Et c'est un ami qui est l'un des fondateurs de la maison d'édition qui a donné naissance à *Ego Comme X* (là où je publie) Loïc Néhou, totalement hétérosexuel qui n'arrêtait pas de me dire pendant mes années de chômage qu'il désirait monter une structure éditrice de bande dessinée, mais de bandes dessinées différentes. Et quand je lui montrais mes pages de SF, il me répondait que c'était certes intéressant, mais qu'il aimerait davantage que je parle de choses plus personnelles. Il me savait homosexuel, il savait que je me trimballais dans les parcs publics et qu'il s'y passait des choses (derrières les fourrés on se faisait fourrer par derrière), et en fait c'est lui, un parfait hétéro, qui m'a poussé, sans me le dire carrément, à parler de mon homosexualité. Il lisait plus particulièrement de la littérature autobiographique et beaucoup de choses comme ça, il me disait regarde ce qui se fait en littérature, pensant que cela pouvait me servir d'exemple. Selon lui il y avait des choses à faire. Et en fait très naturellement j'ai commencé à m'y mettre, comme je dessinais toujours les amis, les proches, mes amants, je me suis mis à mettre ça en case, tout simplement. Très spontanément, sans penser une seule seconde à la publication. Et puis un jour je lui ai montré et il m'a dit c'est ça qu'il avait envie de publier, qu'il avait envie de le montrer. C'est ainsi que la naissance de mon journal, de mon travail autobiographique est totalement lié à la naissance de la maison d'édition qui le publie.

Aussi j'ai commencé à dessiner quelques pages, il m'a dit que cela l'intéressait. En même temps il y avait d'autres amis autour de nous qui faisaient d'autres choses biographiques, pas forcément liées à l'homosexualité (même pas du tout). Aussi nous avons commencé à jeter les bases d'une revue collective *Ego Comme X*. Dans la lancée nous avons fait paraître un premier numéro, qui a eu du succès, un relatif succès. Tout est relatif en bande dessinée. On s'était dit que cela allait intéresser 10 personnes, mais à l'occasion du festival de la bande dessinée de 1994 (date de publication d'*Ego Comme X* numéro 1) nous avions organisé une expo, qui a connu un succès certain. C'était dans mon appartement, parce que nous n'avions pas de lieu d'expo, ni rien. Certes on avait un lieu d'expo dans une MJC, mais en banlieue. Mon appartement avait l'extrême avantage d'être carrément dans le Centre National de Bande Dessinée et d'Image. D'ailleurs si je n'ai souhaité au départ nommer la ville, c'est que les gens ne vont jamais croire qu'un auteur de bande dessinée puisse habiter au CNRS de la BD. Les appartements collaient au bâtiment, et moi j'habitais là. Comme on se doutait que la MJC de banlieue, parce que trop

excentrée, n'était pas le lieu d'expo idéal, on s'est dit il nous fallait absolument un lieu plus central. Et donc on a squatté mon appartement. On a sauvagement viré tous les meubles, on a exposé les planches originales, on a fait une signalétique sauvage pour dire que *Ego Comme X* c'était ici. Toute la semaine on avait fait chier les gens du CNBD (qui n'a rien à voir avec le CNBDI) pour qu'ils notent bien qu'il y avait deux lieux d'expositions, ce qui n'a pas été fait. Donc sauvagement on a fait ça, et finalement beaucoup de gens sont venus. Parce qu'il y avait beaucoup de passage au CNBDI, parce qu'il y avait de grandes expositions nationales, et les gens parfois s'égaraient et venaient nous voir. Il y a eu des gens très intéressés, on s'est ainsi rendu compte que ça pouvait marcher. D'autant que cette production de bande dessinée était un peu dans l'air du temps. Après tout, il y avait d'autres structures un peu comme la notre qui voulaient faire de la bande dessinée différente et qui commençaient à explorer des thématiques que la littérature finalement explore depuis longtemps, qui se montaient. Voilà, en gros le journal est né comme ça. Puis après j'ai fait mon premier livre, mon journal, puis le tome 2 et le 3.

Franck Résat : Passer chez Ballant, t'as permis de t'exprimer plus "rapidement" que par le biais la BD ?

Fabrice Neaud : Oui, cela permet de s'exprimer plus vite. Mais c'est une mauvaise réponse en même temps parce que ça voudrait dire que la bande dessinée ne peut pas permettre une écriture rapide, ce qui est faux. Mais la bande dessinée est un métier très laborieux. Beaucoup plus laborieux que l'écriture. Il suffit d'écrire et d'avoir Word. La bande dessinée c'est vachement plus laborieux, artisanal. C'est un peu du patinage artistique, figures imposées.

Pascale Berthault : A propos de production publique, j'ai envie de demander à tous ceux qui produisent des choses, des écrits, des expos pourquoi on le fait, pourquoi on ne le fait pas. Pourquoi l'envie de faire une telle chose ? Je m'adresse en priorité à vous trois, mais la question s'adresse aussi à toux ceux et celles qui sont concernés.

Fabrice Neaud : Ce qui m'intéresse c'est de pouvoir m'identifier à des gens vivants, à des artistes avec un petit A. Par exemple quand j'étais à Dunkerque, quand j'étais adolescent je vivais dans une famille où pour x raisons il n'était pas possible de vivre ouvertement mon homosexualité, même si c'était une famille a priori tolérante. Je dis bien a priori. Donc pour intégrer des groupes d'amis j'ai adopté des masques, des tenues de punk, de baba cool. A l'époque il y avait dans *Libération* des pages courriers où j'envoyais des lettres en signant d'un pseudonyme, lettre dans lesquelles je racontais ma vie. C'était dans les années 80. J'ai aussi milité à *SOS Racisme* et découvert le cannabis. Je vivais dans un climat complètement homophobe que ce soit au lycée, à l'intérieur de la famille. On vit dans un climat d'oppression, et des fois on pense être à l'aise en vivant par exemple dans le milieu de la mode où l'homosexualité est mise en valeur, où tout va bien .....

Franck Résat : C'est faux, en tout cas ça ne m'a absolument pas correspondu. Le milieu de la mode c'est vraiment épouvantable. Une fois aux Beaux-arts, j'ai constaté que l'atmosphère n'y était pas meilleure. Durant toute ma période des Beaux-arts j'ai nié ma sexualité.

Fabrice Neaud : Si fondamentalement je pense qu'il n'y rien à dire sur l'homosexualité (contrairement à l'homophobie), les milieux des Beaux-arts, de la mode, des arts sont des formes de l'oppression. Oppression par le silence. Et je l'ai vécu fortement. Pour ceux que ça intéresse, je le raconte dans un petit récit, notamment dans le tome 3 du journal où je renvoie un peu à la gueule des personnes de cette école des Beaux-arts de merde où j'ai connu toute l'homophobie latente et larvée qu'ils ont toujours manifesté sans s'en rendre compte, uniquement parce que le mot de tolérance leur suffisait amplement à défaut de la politesse, de l'élégance, de la courtoisie et du reste.

Franck Résat : Je sais pas, je ne l'ai pas vécu comme ça, parce que je l'ai tellement nié que je ne me posais pas la question. J'étais totalement focalisé sur le travail, je n'avais pas de vie personnelle. Ce qui était très positif et très négatif aussi.

Fabrice Neaud : Dans mon cas la question s'est posé au moment où j'ai commencé le travail, c'est à dire en 1994. La preuve, je faisais de la BD de SF et c'est finalement un copain plus ouvert que les autres qui m'a dit, sans le me le dire explicitement, de parler d'homosexualité.

Didier : Pour ma part j'ai un parcours un peu particulier, en ce sens que j'étais un ado bien sage qui ayant du goût pour les sciences (j'ai un père scientifique) a foncé dans les études scientifiques. J'ai donc commencé ma vie d'adulte en étant chercheur en biologie dans un laboratoire de bactériologie. Après 5 ans je me suis rendu compte que j'en avais ras le bol, que j'étais frustré de quelque chose même si je ne savais pas dire quoi. En fait j'avais l'impression de ne pas exister vraiment. J'ai donc tout abandonné pour poursuivre des études d'écriture de scénarios et d'analyse de film. Puis j'ai commencé à réaliser des documentaires et des courts métrages, et de faire de l'art vidéo. Et puis plus récemment j'ai écrit deux nouvelles et un carnet de route sur mon voyage en Ethiopie. Deux choses différentes.

J'ai l'impression que lorsque je réalise un court métrage ou un documentaire, ou surtout de l'art vidéo, je m'amuse à inventer des choses, des couleurs, des formes, des histoires. Par contre, je me suis rendu compte que quand j'ai écrit mes nouvelles ou mon carnet d'Ethiopie cela correspondait à un autre besoin. Il ne s'agissait pas alors de créer ou inventer, mais plutôt plus échanger avec les autres ce que j'avais vécu. C'est plus autobiographique, c'est plus un travail sur la mémoire. J'ai vécu un mois au fin fond du sud de l'Ethiopie (à la frontière du Soudan) dans des endroits vraiment très difficiles d'accès, là où aucun objet en plastique est arrivé. J'y ai rencontré des gens complètement fascinants. Je ne pouvais pas revenir de là en me disant que c'était un bon souvenir et que voilà, je pouvais passer à autre chose. Tout naturellement j'avais déjà commencé à écrire sur le terrain, mais c'est surtout au retour que j'ai commencé à écrire ce livre. J'ai eu vraiment envie que cette chose existe. Je me suis mis à l'ordinateur, j'ai pris quelques photos, et j'ai fait un belle mise en page. Bref j'ai fait un petit bouquin que j'ai distribué autour de moi. Le hasard a fait que j'ai rencontré un copain qui voulait monter une maison d'édition de textes gays et lesbiens. Il se trouve que dans les deux autres nouvelles que j'avais écrites (et qui sont assez biographiques) ainsi que dans ce carnet de voyage il s'était passé quelques contacts disons de fascination homosexuelle qui pouvaient s'y retrouver. Et dans les 2 premiers livres qui ont été publiés, il y avait un roman ainsi qu'un recueil de nouvelles de différents auteurs, et donc les trois textes que j'avais écrits. En matières de création, pour moi il y a d'un côté la vidéo et/ou le cinéma et de l'autre l'écriture. Si dans un cas cela me sert à créer des choses, des couleurs, des formes, des histoires qui sont plus extérieures à moi, l'écriture me permet vraiment d'échanger avec les autres une trace de mémoire de choses ou d'événements qui me semblent assez exceptionnels.

Fabrice Neaud : La vidéo sert à libérer des processus de création. Cela sert à libérer l'imagination d'un côté et de l'autre côté le témoignage.

Didier : Oui, c'est comme ça que j'ai vécu ces deux axes de création. Et c'est aussi pour cela que je me suis lancé aux côtés de François Arek qui voulait créer cette maison d'édition. Car le but aussi c'était de faire ressortir des fonds de tiroir des textes écrits par des gays et des lesbiennes. C'est un peu ça, ne pas forcément aller chercher l'écrivain de génie qui veut être célèbre mais davantage des choses plus proches de la communauté. C'est pour cela que j'étais enthousiaste de travailler avec lui dans l'élaboration de cette maison d'édition.

Pascale Berthault : Ce que j'ai noté dans tous ce vous avez dit, c'est le côté "régler ses comptes". Christophe explique qu'il était énervé, Fabrice raconte que cela lui a carrément permis de régler ses comptes avec l'Ecole. Mais est-ce que vous pensez que cela n'a rien à voir avec la sexualité ? .... Mais voilà Cunéo. On t'attendait.

Donc, je fais un bref résumé pour Cunéo. Nous avons fait un petit tour avec Fabrice, Christophe et Franck des raisons qui pouvaient nous amener un jour à prendre part à la production publique. Qu'est ce qui fait qu'à un moment donné on décide de produire pour le public ? Et une fois que sa production est publique, qu'est ce qu'on en espère ? Confronté à la réalité, que se passe-t-il ? Est-ce que c'est semblable à ce que l'on croyait ? Est-ce que c'est difficile, facile, enthousiasmant ? Enfin troisième aspect important, vu le cadre, c'est quelle est la part de la question de la sexualité dans cette production artistique de bande dessinée, de peinture, de textes ou de sketches ? La dernière chose c'est effectivement pourquoi avoir choisi ce mode d'écriture là, ce mode d'expression là plutôt qu'un autre. Je propose de donner immédiatement la parole à Cunéo, histoire de rattraper le temps perdu.

Cunéo : La bande dessinée, je suis dessus depuis très longtemps. Depuis tout petit je fais de la bande dessinée. Depuis toujours. Au départ tu le fais pour toi, puis après pour éventuellement le montrer à tes amis. Ce qui est déjà un public. Par rapport au contenu homosexuel, c'est venu après. Au départ je faisais des dessins pour les enfants. Je faisais des petits nounours, des petits chats, et par la suite j'ai dégénéré. C'est la faute à Paris, aux backrooms, aux bars. Je n'aurais jamais du rester dans cette ville. J'aurais du travailler à Walt Disney. Mais je voulais gagner beaucoup d'argent. Mais non, c'est le destin qui a voulu que je travaille à *Gai Pied*. C'est vrai que dessiner des pédés m'a fermé des portes dans les journaux de bande dessinée. En général, cela n'intéresse pas les maisons d'édition de bande dessinée, ce qui au niveau boulot peut poser problème. Mais en même temps ça fait plaisir de se faire plaisir, de faire plaisir aux autres, de faire ce qu'on a envie de faire. C'est le plus important.

X : Je voulais savoir si tu étais déjà pédé avant, à Buenos Aires .....

Cunéo : Non. Non, il n'y a pas de pédés à Buenos Aires. La transition entre bande dessinée pour enfant et bande dessinée pour adulte s'est faite assez naturellement. A un certain moment j'en ai eu marre des enfants, de *Pif Gadgets*. A l'époque (de la fin du communisme) je travaillais à *Pif gadget*, et en même temps je commençais à faire de la bande dessinée pour adulte à l'*Echo des Savanes*. Et déjà, comme je n'avais pas envie de parler des nanas et des mecs, les histoires pédés sont venues naturellement. Mais j'étais déjà pédé, depuis tout petit. Cela m'a beaucoup aidé d'être éloigné. Le fait que mon père, que ma famille ne soit pas là, cela m'a vachement aidé à me laisser aller. De toute façon en Argentine ça aurait été plus difficile. Même si après mes bandes dessinées ont été publiées là-bas, ce fut une démarche un peu particulière.

X : Tu fais des interventions assez courtes, mais est-ce que tu as fait des albums ?

Cunéo : Oui, il y a des albums. Dont "*Le Mariage de Roberto*" aux *Editions Gays et Lesbiennes*.

X : Pour toi, c'est différent de dessiner seulement une page que d'écrire toute une histoire ?

Cunéo : Cela dépend, s'il y a l'espace je fais toute une histoire. S'il y a l'espace pour faire une seule image je fais une seule image. C'est une question d'espace et de temps. Des fois il faut faire un dessin qui se comprend très vite, il faut qu'il soit clair. On a toujours le problème d'espace.

Fabrice Neaud : C'est la différence entre le dessin de presse et la bande dessinée, sachant que la bande dessinée, à l'origine vient de la presse. Sauf que la bande dessinée n'est pas reconnue.

Cunéo : Il y a quand même le salon d'Angoulême.

Fabrice Neaud : Tu as vu comment c'est ? Pour eux la bande dessinée est un art d'adolescents attardés. Il y a quelques productions qui essayent de tirer vers le haut, mais c'est vécu comme un truc pour attardés. Je me permets de le dire ici, parce que si je dis ça dans un festival de BD, je me fais descendre. En plus je suis homosexuel, alors imaginez .... Non, la bande dessinée n'est pas reconnue. Elle est reconnue comme 9^{éme} art, mais on y a aussi foutu la télévision. Donc ..... Mais ne pas être reconnu est aussi un énorme avantage, car vu ce que je dis par le biais de la bande dessinée je pense que je me serais davantage fait descendre si je m'étais exprimé à travers la littérature ou au cinéma (qui sont des arts plus reconnus).

Franck Résat : La chance que vous avez par rapport à votre média, c'est justement que vous avez un public on va dire vivant. Ce qui est difficile avec la peinture, nous avons à faire à un public de connaisseurs qui ont de l'argent. C'est extrêmement frustrant. Pour ma part je n'ai rien à voir avec ce monde là.

Fabrice Neaud : En bande dessinée, il y a ce qu'on appelle les collectionneurs. Moi c'est pareil, c'est une hantise.

X : Vous semblez exercer tous les 4 des professions artistiques et avec un goût pour l'humour et l'autodérision, du moins de temps en temps quand c'est possible. Du moins je le crois, je n'ai pas encore vu vos productions. Mais l'image de l'homosexualité masculine que nous renvoie cette société, c'est une image garçon coiffeur (avec tout le respect que j'ai pour les garçons coiffeurs). Ce qui d'une certaine façon vous oriente vers une carrière artistique, puisqu'un homosexuel est forcément destiné à une profession féminisé. Arrêtez-moi si je dis une connerie. Et du coup vous vous retrouvez dans une impasse car quelque soient vos parcours vous trouvez surtout un public aux *UEEH* ou dans des lieux dit "communautaires".

Fabrice Neaud : Je suis auteur de bande dessiné, et donc la plupart du temps ma place est dans un festival de bande dessinée. Je commence à être invité dans les festivals du livre ou des choses comme ça, parce que les gens considèrent que ce que je fais ce n'est de la bande dessinée mais plutôt de la littérature. Ca me fait beaucoup rire. Mais en même temps, je commence l'écriture d'un roman. En fait, il n'y pas de différences entre les deux. Mais je suis d'abord auteur de bande dessinée, je suis homosexuel après. Personnellement je ne fais pas trop de distinction, mais c'est un milieu tellement infantile et tellement peu reconnu (on pourrait passer sa vie à insulter ce milieu) que finalement il y a tous les avantages. Je peux y faire quasiment ce que je veux. C'est plus ou moins le cas en ce moment, je dessine des gens sans leur demander leur avis, ils se contentent de gueuler dans leur coin, et je n'ai pas de procès au cul. J'en profite un maximum. Au cinéma je ne pourrais pas faire pareil. En peinture, je crois que ce serait également difficile.

Franck Résat : Il y a aussi la question de la censure. Au Mexique j'ai eu une exposition de censurée. D'accord, il y avait des symboles religieux et sexuels. Mais quand même. En France on dit qu'il n'y a pas de censure, mais pas par rapport à l'art, à la peinture. Ceci dit, j'ai le sentiment que dans le milieu de l'art contemporain pseudo-chic, plus on est provocateur et mieux ça passe. Plus on est dans la vulgarité, plus on est dans la facilité, et mieux ça marche.

Cunéo : L'année dernière à Angoulême il y a eu tout un problème avec une affiche qui a été interdite à la dernière minute, alors qu'elle était déjà imprimée et affichée. Elle était de Robert Crumb, le lauréat de l'année d'avant (et qui donc à ce titre faisait l'affiche de cette année). Quand j'ai voulu savoir pourquoi cette affiche avait été interdite, une bonne femme m'a dit parce qu'il y avait une bite. En fait c'était des monstres complètement délirants, des bonnes sœurs, des folles. En tout cas il a décidé de ne plus jamais remettre les pieds à Angoulême. Où est l'esprit de la bande dessiné ? Le supermarché Leclerc local, subventionne à hauteur d'un million de francs, les places sont chères (60 Frs).

Fabrice Neaud : On pourrait s'étendre longtemps sur le festival de bande dessinée d'Angoulême, mais à propos de cette anédocte autour de Robert Crumb, l'affaire était d'une totale hypocrisie. Un peu comme dans le cas de Villemin d'ailleurs (d'ailleurs il a transgressé un peu le truc express). Robert Crumb fait des bites, des vagins, des éjaculations dans tous les sens, et on censure son affiche alors qu'il est le grand prix de l'année dernière. Mais c'est le festival de la bande dessinée, donc les censures que les autres arts imposent, que les autres médias imposent s'appliquent en effet à l'endroit du salon qui met en exergue la bande dessinée.

Franck Résat : Il y a plusieurs formes de censure. Par rapport à la peinture il y a une forme de censure qui se calme maintenant, à savoir que le Ministère de la Culture impose depuis 15 ans l'art conceptuel. Je n'ai rien contre l'art conceptuel personnellement, mais c'est aussi une forme de censure, c'est une politique culturelle, une politique esthétique qui est imposée à l'ensemble. Ce qui fait que nous en tant que peintres on s'en sort absolument pas, surtout qu'on a des démarches très personnelles. C'est une forme de censure qui existe. Bien qu'elle ne soit pas d'ordre moral.

Christophe Marc : Je ne sais pas si vous avez vu à l'expo de Cunéo le portrait de Madame H avec le sexe à la main, ce dessin était le projet de couverture pour le livre, et j'ai appris dernièrement qu'il était impossible de s'en servir pour la couverture. Selon la loi il est impossible de mettre en évidence un sexe en érection. Si on sortait le livre avec cette couverture, il devait être fermé sous plastique et distribué que dans les sex-shops.

Cunéo : Si tu vas à la FNAC, tu verras que les bandes dessinées érotiques sont cachées. Ils censurent. Les Ralf König, il faut vraiment les chercher.

Franck Résat : Une bite passera mieux à condition que se soit de l'art. Il faut noter que dans le milieu de l'art contemporain il y a pas mal de bite en érection. Mais c'est de l'art. A l'inverse, dans l'art contemporain c'est assez banal d'avoir des représentations de sexe en érection.

X : Cette tolérance dans le milieu de l'art contemporain s'explique surtout par le fait que cela ne concerne qu'un public restreint, spécifique. C'est un peu comme dans le milieu de la danse contemporaine, il y a plein de spectacles de danse contemporaine où les mecs sont à poil, mais cela ne choque personne. Par contre dès qu'on voit un mec à poil de face au cinéma, c'est l'horreur. C'est une question de public. Les gens se disent qu'avec l'art contemporain, la danse contemporaine, cela se passe seulement entre quelques personnes, ce n'est donc pas très grave. Par contre dès que cela vient sur les grands écrans de cinéma, alors là non, attention.

Pascale Berthault : Je propose que l'on parle un peu du public. Tout à l'heure nous avons abordé la question du public communautaire. Est-ce que c'est un choix ? Une réalité ? Est-ce que ça vous plaît ou vous déplaît ? Parce qu'il y a quand même cette dimension là. Par exemple, pour toi Cunéo, pour Madame H et les autres, est-ce que c'est un enfermement ou un choix ? Il me semble que ça peut être intéressant d'aborder cette question.

Christophe Marc : Mon public est un public communautaire et je l'assume assez bien. Bien que je sois assez tolérant envers les hétérosexuels qui veulent venir me voir. Je les soigne, j'ai des petites fiches..... ils peuvent venir. Mais j'ai un public ouvertement homo, et je le voulais ainsi dès le début. Cela va faire des milliers d'années que des homos font des choses, mais généralement ils ne s'adressent pas aux homos mais à tout le monde. Moi, j'assume bien d'avoir un public communautaire. J'ai envie de parler aux lesbiennes et aux pédés, ainsi qu'aux hétéros qui ont envie de réfléchir sur leur choix sexuel (mais il n'y en a pas beaucoup, c'est le problème). Des fois j'ai des réactions assez rigolotes, dernièrement un hétéro très macho m'a dit que lui aussi au football on l'avait obligé à jouer au football. Mais il est clair que j'ai un humour que seuls les homos peuvent comprendre. Mais ça, je l'assume. Après il y a des trucs qui vont plus parler aux lesbiennes, des trucs qui vont plus parler aux gays. L'histoire sur les backrooms nous rappelle forcément des souvenirs. Mais avoir un public communautaire c'est un problème économique. On n'est pas beaucoup, on n'est pas assez. On dit que les pédés sortent, qu'ils consomment plus, je n'en suis pas sûr. Question tirage, un best-seller hétéro ça ne donne pas du tout la même chose qu'un bouquin homo. Un public homo est tout de même plus réduit. Je vais jouer au *Point Virgule* (il n'y a pas de théâtre homo, des directeurs de théâtres homos il y en a plein, mais pas qui acceptent de monter un spectacle homo), dans le Marais, rue Sainte Croix de la sodomie. C'est vraiment le lieu stratégique. Mais c'est un endroit où il n'y a jamais eu de spectacle homo. Je peux en faire rapidement le tour. Peut être qu'au bout de 2 mois il n'y aura plus personne. Comme cela peut durer 6 mois. Je ne sais pas. Comment ..... ? Me renouveler ? Certes je ne vais pas faire pendant 10 ans le même spectacle, j'espère. Enfin cette fois-ci la directrice du *Point Virgule* joue la carte pédé (puisque j'ai un public homo). D'ailleurs, c'était assez drôle, elle m'a demandé si j'étais homosexuel. Je lui ai répondu que j'étais hétéro, mais que j'avais des amis pédés et gouines.

Fabrice Neaud : C'est marrant, parce que j'ai le truc inverse. Quand le journal à été publié, il faut dire que je cumulais les tares, homosexuel, auteur de BD (en noir et blanc, et l'autobiographie) quand je suis arrivé sur le marché cela a intéressé certaines personnes. Mais je ne pense pas que cela soit communautaire. J'imagine qu'il y a beaucoup plus d'homos que d'hétéros qui achètent ce que je fais. Il est certain que j'ai une visibilité homosexuelle. Ce n'est pas communautaire, je ne l'ai

pas fait dans la l'intention d'être communautaire. Il y certains éditeurs (que je nommerai pas) qui ont également commencé à faire des collections en noir et blanc, genre on ne leur aurait pas soufflé au cul il ne l'aurait pas su. Sauf qu'ils se mettent à faire des petits trucs mal foutus, genre photocopie, afin de faire croire qu'ils font de la BD de création. Il y a l'éditeur Delcour (que je ne nommerai pas) qui me regardait un peu comme ça, et comme il savait que je voulais faire de la SF depuis très longtemps (une histoire de clonage, machin tout ça), m'a fait savoir par des voies détournées de directeur de collections diverses et variées qu'il y avait quelques possibilités en la matière. Je lui ai donc soumis un projet, seulement il m'a répondu, avec un air effaré, que c'était une histoire hétérosexuelle. Je lui ai simplement répondu que c'était à peu près tout ce qu'il méritait. Et ça c'est arrêté là.

Cunéo : Le public communautaire est venu avec *Gai Pied*. Mais dans ma tête je dessine pour les gays et les lesbiennes (les lesbiennes sont venues après, j'avais peur de les dessiner). A l'époque de *Gai Pied*, avec le sida, tout le monde pensait que l'on allait tous mourir, qu'il était inutile de continuer à faire des choses gays et lesbiennes car de toute façon nous étions en voie de disparition. Mais je continuais. En fait j'ai toujours pensé que c'était possible de faire des bandes dessinées pour les homos, même si les éditeurs disent qu'il n'y a pas assez de lecteurs, que ce n'est pas rentable.

Christophe Marc : Parfois on nous fait le reproche d'être trop militant, que l'on défend trop les homos. Un producteur de télé qui voulait faire un truc, m'a dit que ce que je faisais était très bien mais trop militant. Il faut que j'en rediscute avec lui, on va voir ce qu'il en ressortira.

Fabrice Neaud : Le texte de Didier Eribon "*Réflexion sur la question gay*" pose assez bien cette question, le pédé est toujours "trop". En fait à partir du moment où la chose est dite, elle est trop. C'est toujours beaucoup trop. Maintenant que les pédés sont acceptés, ce n'est plus la peine d'en parler. On ne veut plus nous entendre, on nous a accepté. Ce n'est pas la peine de parler d'homosexualité puisque c'est une chose entendue. Nous sommes passé du statut de tabou au statut de poncif, sans qu'il y ait eu jamais la question au milieu. Ca a été mon cas, d'un seul coup j'étais complètement accepté pédé par tout le monde, à partir du moment que je l'ai dit genre : "Tu vois, tu ne l'avais pas dit, le problème venait donc de toi finalement, espèce de petit minable névrosé qui cachait son homosexualité à tout le monde alors qu'il suffisait de l'avouer ce crime pour que tout ce passe bien". Didier Eribon pose le postulat que l'identité homosexuelle se crée sur l'insulte parce que l'insulte précède la reconnaissance de l'homosexuel par lui-même du fait qu'il est homosexuel. On est toujours trop homosexuel. Je crois que ce à quoi Christophe s'est heurté c'est que son spectacle est "trop" pédé.

Didier : C'est vrai que chez les hétéros il y a ce fantasme, cette peur d'un prosélytisme homo assez incroyable. Cela frise carrément l'incompréhensible.

Fabrice Neaud : Mais l'hétéro a parlé. C'est lui qui détient les outils de formulation de la philosophie, de la pensée. C'est lui qui nous dit de nous taire, qui nous dit qui nous sommes et où il faut que nous soyons. "Il y en a marre de voir votre sexualité triste ou gay, c'est nous qui décidons en tant qu'hétérosexuel". Je suis hétérosexuel, donc je pense.

Cunéo : De la part des journaux hétéros, comme l'*Echo des Savanes* (où il y a eu Reiser) la réponse est que c'est moi qui m'enferme. En Espagne, il y a des journaux à l'exemple de *El Vibora* qui publie les BD de Ralf König, alors que c'est un journal de bande dessinée hétéro. L'*Echo des Savanes* ne veut pas de BD pédé, ou alors il faut que cela soit traité par Villemin ou détourné de façon hétérosexuelle.

Fabrice Neaud : Ou alors d'une certaine manière, parce que König c'est assez ambigu. J'adore. Je pense que beaucoup de gens qui connaissent Konïg aiment beaucoup, mais ils se retrouvent dans la situation où Marie-Thérèse Porchet était, face à un public hétérosexuel qui se marre bien parce qu'on leur dessine toute la communauté homosexuelle

Franck Résat : Par rapport à la peinture qui est un médium archaïque, qui a beaucoup d'histoire, il y a toujours ce souci de modernité, de nouveauté qui fait qu'il y a tout un battage sur la nécessité de passer à autre chose. Certes ce discours est remis en question, mais néanmoins cela fait 15 ans que dure ce battage. Les musées d'art contemporain en France achètent de l'art conceptuel et pas de peinture, et comme ils ont acheté de l'art conceptuel ils fabriquent des musées pour rentabiliser les œuvres qu'ils ont achetées. Ton travail est toujours trop glauque, pas assez décoratif. Ce qui n'est pas le cas apparemment en Allemagne et les pays du Nord. Je pense à la peinture en générale, pas à ma peinture en particulier. On fait l'amalgame entre peinture conceptuelle et peinture plus traditionnelle (je suis un peintre traditionnel en ce sens où je travaille avec des pinceaux, de la peinture). Pour moi c'est davantage un rapport au temps et à une façon de travailler.

X : Une des solutions pour sortir de cette situation ne serait pas de trouver des réseaux de distribution alternatifs ? Parce que le repli communautaire, ça commence à me brouter. On arrive à une production artistique parce qu'on est opprimé, et on trouve ce biais pour s'exprimer, pour régler nos comptes avec notre famille, car nous ne sommes pas des gens violents. Mais on se retrouve enfermés dans une image. J'aimerais bien avoir l'avis des femmes sur la question. Dans l'histoire de l'Art, la place des femmes a été occultée pendant des années. Que ce soit dans l'écriture ou dans le mouvement surréaliste.

Tu parlais des réticences des acheteurs publics pour l'art contemporain, il y a aussi un a priori des artistes hommes vis-à-vis de ce que l'on appelle la lesbienne bio, à laquelle ils reprochent de faire des sites ruraux, de la poterie, de l'aquarelle, de la broderie. Je le sens comme ça. Je veux dire, j'ai ramené la photocopie d'un article paru dans *Lesbia Magazine*, dans lequel on peut lire un certain regard de femme sur notre mythologie masculine. Celle qui l'a écrit se fout de la gueule des gays qui transforment toute l'histoire de l'art, l'histoire de la mythologie grecque. Elle fout en l'air l'art tel que je le conçois, c'est à dire l'autodérision, le spectacle, à fond les paillettes. Pour l'instant on reste très narcissique. Le festival de la BD est très infantile, comme le milieu homosexuel masculin.

Fabrice Neaud : J'ai créé une maison d'édition. Comme mode de diffusion alternatif, s'en est un. Je suis content. Sans doute que cela va me tomber sur la gueule un jour ou l'autre, mais .....

X : C'est un copain (qui s'occupe d'un fanzine sur la musique rock alternative) à Lille qui m'a offert le journal de Fabrice Neaud. Parce qu'il savait que j'étais homo, et parce qu'il pensait que je pouvais peut-être y voir que je n'étais pas tout seul à déprimer à cause du fait que je ne me reconnais pas dans ce milieu.

Pascale Berthault : Je suis assez d'accords avec Christophe sur le fait que le problème de fond est un problème économique. Moi aujourd'hui ça ne me choque pas. Mieux, je pense que c'est une nécessité de dire qu'on peut faire une production pour des gays et des lesbiennes. Même si le problème économique est une vraie question. Et puis il y en a marre, on ne peut pas faire l'éducation de la planète entière. Pour ma part j'ai fait des petites conneries de spectacle dans le cadre de *Boucherie Fine*, ainsi l'année dernière nous avons fait une apparition à l'*Université* puis l'hiver dernier, avec un public de gays et de lesbiennes. Ce n'est concevable que dans ce cadre là, ce n'est que dans ce cadre là que je peux faire mon personnage de drag gouine. Car pour les hétéro c'est totalement incompréhensible. Et je n'ai pas envie d'expliquer, j'ai envie de rire, mais aussi de faire partager cet amusement (pour moi ce n'est pas plus que l'amusement, ce n'est pas une œuvre, c'est un moment de plaisir). Lorsqu'on est face à un public qui refuse de comprendre, qui refuse d'entendre, qui n'a en tête que des poncifs, on pense que cela va passer, sauf que crac on se rend compte que pour ces gens nous sommes toujours des malades, des gens bizarre ou je ne sais quoi. Peut-être qu'il faut que nous réfléchissions à d'autres stratégies. Je comprends que lorsqu'on produit quelque chose on s'adresse surtout aux gays et aux lesbiennes, parce que les gays et les lesbiennes vont comprendre sans qu'on ait besoin de sous-titrer et de dire. Quand je vois la peinture de Cunéo avec la fille qui peint au rouleau, je me marre. Il y a aussi le dessin sur le coming-out lesbien d'une fille qui arrive et qui dit à sa mère qu'elle est lesbienne. Il y a tout un truc là-dedans. Les hétéros ne peuvent vraiment pas comprendre. Et tant pis pour eux. Je n'ai pas envie que les gens se foutent de la gueule des lesbiennes en voyant la peinture de Cunéo, alors que c'est une peinture qui est tendre, amicale. Si les hétéros n'en profitent pas, tant pis pour eux. Ce n'est pas grave. Sauf qu'elle peut être très mal perçue, et ainsi dévaloriser les lesbiennes. Je ne sais pas Cunéo ce que tu penses de tes peintures, si tu penses qu'elles peuvent être destinées à un public très large.

Cunéo : En fait je ne réfléchis pas trop à cela, quand je le fais, je le fais en me disant que c'est pour les gays et les lesbiennes. Et je me marre de le faire. S'il y a un gros con à qui cela déplaît, ce n'est pas mon problème. Il faut l'éduquer le gros con. Et par rapport à cette histoire de circuit de distribution alternatif, oui ce serait génial. Mais pourquoi pas un réseau alternatif avec la sexualité comme sujet ? J'étais à Angoulême cette année, j'ai fait le tour des fanzines. Dur. Les *Editions Gays et Lesbiennes,* c'est seulement 2 filles qui ont fondé leur association.

Fabrice Neaud : Par rapport à la bande dessinée ce n'est pas un problème, là par contre, c'est pas un problème spécifique à la sexualité homo. La bande dessinée est tellement infantile que c'est le moment où jamais de créer des structures alternatives d'édition, surtout de bande dessinée. Le reste, le domaine de l'art, me parait plus verrouillé. En bande dessinée c'est encore faisable. Mais attention c'est encore faisable pour peut-être cinq, six ans. A mon avis le retour de manivelle va tomber, et peut-être à cause de gens comme moi. Parce que le droit à l'image et toutes ces conneries, c'est déjà en train de me tomber dessus. A l'exemple de Jean-Christophe Menu (complètement hétérosexuel) qui a fait un album de bande dessiné "*Livret de famille*" dans lequel il parle de sa femme (dont il est divorcé). Cette dernière est une folle finie, elle a versé au dossier ce bouquin contre son ex- mari. Isabelle Dethant, une copine qui fait de la bande dessinée tout à fait classique, a voulu parler de sa famille alsacienne, a donc posé la caméra du côté d'une famille alsacienne pendant la deuxième guerre mondiale qui n'avait pas conscience de ce qui était en train de se passer, d'une famille qui souffrait de la guerre mais sans penser aux juifs. Isabelle avait peur que les associations juives lui tombent dessus, mais ce ne sont pas les associations juives qui lui sont tombée dessus c'est sa propre famille, parce qu'à un moment donné elle a mis une photographie du manoir de son arrière-grand-oncle (ancien militaire) qui était toujours vivant, et qui lui demande je ne sais combien de centaines milliers de francs. Tous ceux et celles qui veulent faire de la BD, profitez-en vite, vous avez maximum quatre ou cinq ans devant vous, après c'est foutu. A propos du scandale provoqué par le film de Virginie Despente (une amie, elle habite à Angoulême) un copain m'a dit que lorsqu'il avait entendu parler cette histoire de procès, il s'était dit que tout cela était assez rigolo en fait, les censeurs s'étaient finalement trompé de cible, ils avaient visé vers Angoulême, pourtant ils m'avaient loupé. Effectivement c'est logique, mais avec ce que je fais cela va me tomber dessus un jour ou l'autre. Par contre, je suis d'accords qu'on ne peut

pas faire l'éducation de la planète entière, même si j'ai encore cette ambition de vouloir éduquer les foules. A ce propos, dans le tome 3 de mon journal il y a un passage sur la tolérance (sur laquelle je conchie joyeusement) où je tape à coup de masse dans la gueule de ces hétéros. Et sa passe. Il n'y a pas très longtemps j'ai fait une intervention à Rennes, avec l'essentiel des artistes qui étaient présentés (des plasticiens, des cinéastes). Au passage, je ne sais pas trop comment présenter mon boulot parce que la bande dessinée ça ne se lit pas en public, il y a un problème de médiatisation de la bande dessinée autrement que par elle-même. Mais à cette occasion je l'ai fait, en lisant ce fameux passage du tome 3, passage qui avait été conçu à partir d'un texte au départ indépendant, ce qui en rendait possible la compréhension. Il s'agissait d'un extrait de quelque chose comme une vingtaine de pages que j'ai lu ça comme ça, tel quel. Sur le moment je ne m'en rendais pas vraiment compte, mais pendant que je le lisais il m'arrivait de me dire que j'étais en train de les flamber, ces hétéros, à l'acide. Dans le public il y avait une majorité d'hétérosexuels, beaucoup d'entre eux baissaient la tête. Cependant il y a eu des réactions très positives. Bien sûr j'ai eu aussi quelques réactions connes, comme cette femme (une sorte de vague secrétaire de direction) qui est venu me voir pour me dire qu'en tant que femme, elle avait aussi des problèmes, elle aussi se sentait attaquée. Ce à quoi j'ai répondu que si elle se sentait attaquée c'est qu'elle l'était. Bref, y aller au bazooka, cela fonctionne. D'ailleurs c'est ce que fait Dustan. Ou alors il y a la dérision.

Cunéo : La dérision pose des problèmes, puisque par certains cela peut-être taxé d'homophobie.

Fabrice Neaud : C'est bien pour cette raison que la méthode du bazooka est plus intéressante, plus efficace. Parce que comme ça au moins on tire sur tout le monde, puis on voit s'il y a ou non des survivants parmi les blessés. On peut alors distribuer les pansements.

Pascale Berthault : Je propose que l'on conclue. Est-ce que vous avez des questions, des remarques ? .....

X : Personnellement j'ai constaté que le milieu artistique était comme le milieu intellectuel, c'est à dire particulièrement homophobe et refoulé. Peut-être beaucoup plus que le milieu des employés moyens de la France profonde. Ca m'a vraiment soufflé. C'est ce que j'ai découvert. Je travaille à Luminy, à l'école des Beaux-arts, où la moitié des étudiants sont des étudiants en troisième, quatrième année d'architecture. Un jour, quelques-uns d'entre eux m'ont invité à fumer (du shit) avec eux. Je leur ai alors répondu qu'une fois que j'ai fumé, je baise. Suite à cela, pendant une semaine tous les mecs qui passaient dans le couloir en me croisant disaient qu'ils étaient des hommes, des vrais. Traumatisés, ils étaient.

Fabrice Neaud : Le milieu intellectuel permet de donner à l'hétérosexualité des armes supplémentaires pour être homophobe. C'est ainsi qu'ils gonflent leur intelligence. Et ils ont tous les arguments pour l'être.

Christophe Marc : Le milieu artistique est plein d'homos, mais c'est plein d'homos qui ont totalement intégré l'homophobie, l'autocensure ambiante. Cette autocensure que tout le monde a plus ou moins. Ce sont des homos, des producteurs homos qui m'ont dit que c'était trop militant. Des homos qui ont intégré le fait que si nous voulons intéresser les hétéros, il faut quand même qu'on se les mette dans la poche.

X : L'homophobie c'est un fait culturel qui appartient aussi bien aux homos qu'aux hétéros.

François : Il me semble qu'il y a certains homosexuels qui sont dans leurs positions, dans leurs idées de production et de distribution, parfois plus frileux que les hétéros. Surtout parce qu'ils ont peur qu'on leur reproche de faire du favoritisme. Et de fait, ils sont plus coincés.

Cunéo : Après la fin de *Gai Pied*, les gens qui étaient resté voulaient faire un journal ni gay, ni lesbien parce qu'il leur semblait nécessaire de rompre avec l'histoire triste de *Gai Pied*. Aussi il ne fallait surtout pas faire un journal homo, mais un journal qui ne parle ni des gays ni des lesbiens, ni du sida bien sûr. Un journal normal, correct. L'expérience a duré seulement2 semaines. Il y a une justice.

Franck Résat : Nous sommes déjà au milieu de la semaine, et j'aimerai quand même réagir par rapport à un truc que j'entends quand même dans pas mal d'ateliers et de séminaires. C'est vrai, je suis tout à fait d'accord que l'homophobie existe, elle est là, elle est violente, elle est scandaleuse, mais j'ai l'impression qu'on ne voit que ça. Pendant toute la semaine, à l'*Université* on n'arrête pas de dire combien l'homophobie est terrible. Il faudrait tout de même dépasser cela.

Pascale Berthault : Bien, là-dessus je vous propose de clôturer ce débat. Merci à tous et à toutes.

Aurélien : Bien, l'idée de ce débat est de réfléchir sur une nouvelle presse gay. Il ne s'agit pas de réclamer la tête de *Têtu*, mais de faire quelque chose d'autre. L'idée de départ serait une revue qui ne paraîtrait pas en kiosque chaque mois, mais de temps en temps, et développant chaque fois un thème en particulier. Par exemple, dans le premier numéro nous pourrions aborder la question des folles au sein du mouvement homo, en quoi le mouvement gay est totalement normatif à leur égard. Et au long des pages, on développerait plusieurs angles de lecture (examen du rôle des folles dans l'histoire du mouvement gay, ou du développement de la norme anti-folles chez les gays). Bref une revue de réflexion.

Thomas : Tu parle directement du contenu, mais élaborer une nouvelle revue demande de penser également au mode de diffusion, de préalablement définir le public visé. Avant même de penser au contenu, il faut penser au cadre.

Aurélien : Quand je parlais d'une revue non vendue en kiosque, je pensais à une revue diffusée par le biais de points de vente ponctuels et pas à une revue publiée à un nombre élevé d'exemplaires. Ces points de vente "alternatifs" pourraient être les deux librairies homo de Paris et en province d'autres librairies amies. Pour ceux qui n'y ont pas accès (sachant que cela pose un problème de publicité), cette revue pourrait être envoyée par voie postale.

Hervé : Mais avant il convient d'analyser ce qui existe. Et voir quels sont les manques. Aujourd'hui nous avons la presse gratuite financée par les commerçants. Nous avons aussi une revue nationale qui s'appelle *Têtu*, financée par Pierre Berger (il s'agit d'un sponsoring privé assorti d'une ligne éditoriale personnelle). Il l'a dit à plusieurs reprise, *Têtu* c'est sa danseuse (son danseur), c'est lui qui modifie les articles qui ne lui plaisent pas. Il y a aussi *Illico* qui a lancé *Sub* (deux numéros). Jusqu'à présent la presse gay n'est pas achetée, comme *Ex Æquo* qui a fonctionné pendant 27 numéros vendu seulement à 7000 exemplaires. Pendant très longtemps il y avait *Masques* qui était plutôt une revue littéraire. Cette revue a cessé de paraître au début des années 80. Ensuite il y a eu la revue *H* (6 numéros). Ainsi que tous les fanzines ……. Et effectivement *Lesbia Magazine* qui connaît actuellement une crise interne assez grave. Bref, aujourd'hui nous sommes face à une carence de publications dans lesquelles trouver des analyses un peu plus conséquentes que dans *Illico*. Ceci pose la question de savoir si une telle revue (telle que l'a défini brièvement Aurélien) peut s'inscrire dans une démarche commerciale. Est-ce qu'une telle revue peut être viable d'un point de vue économique en étant dans une structure privée ? Je ne pense pas. Indépendamment du fait que la finalité du truc ce n'est pas de gagner de l'argent. Mais la presse est ainsi faite qu'elle est viable parce qu'un Pierre Berger assure ou parce qu'il y a des annonceurs. Trouver des lecteurs, des gens qui s'abonnent est plutôt difficile. C'est pourquoi je crois qu'il faut s'orienter vers un projet plus modeste, un projet associatif, avec des gens qui écriraient bénévolement. Dans le genre il y a eu l'expérience du *3 Keller*, défunt bulletin mensuel du *Centre Gay et lesbien Paris*. Bref, nous sommes face à un manque, et toute la question est de savoir comment combler ce manque.

Rémy : Cette crise de la presse gay et lesbienne n'est pas propre au milieu homo. Cette presse est actuellement dans une situation schizophrène dans la mesure où soit elle joue le jeu de la presse commerciale qui dépend à 99% des annonceurs (ce qui signifie une pression sur le contenu éditorial), soit elle joue le jeu d'un journal comme le *Monde Diplomatique* qui garanti un engagement intellectuel par une indépendance financière acquise grâce à une souscription auprès de lecteurs. Leur indépendance provient aussi de l'augmentation croissante de leur nombre d'abonnements, parce qu'ils répondent à une attente du lectorat. Forts de ces exemples, posons-nous la question, dans l'hypothèse de l'existence d'une communauté gay et lesbienne dotée d'une forte conscience politique, de travailler à créer une revue qui fonctionnerait sur un système de souscription afin de garantir son indépendance intellectuelle. A la création de *Libération*, Sartre avait déclaré que l'indépendance du journal allait de pair avec l'absence de publicité. On fait de la pub ou pas, mais dans cette dernière hypothèse on cherche d'autres moyens de financer le journal. Il n'y a pas 200 000 solutions, ce n'est pas la peine de faire le grand écart entre pub et liberté éditoriale. Il faut avoir une position relativement radicale en la matière.

Stéph : Au cours du panorama qu'a fait Hervé de la presse, il est passé un peu vite sur le chapitre des fanzines. Hors, justement ces revues ont l'avantage d'offrir un contenu différent. C'est pourquoi il serait certainement utile de demander à ceux qui les font, comment ils fonctionnent, comment ils les diffusent, comment au niveau financier ils s'en sortent.

Bruno : Je voudrais donner deux exemples. En Belgique il existe une revue associative qui s'appelle *Tels Quels* qui marche assez bien, même si elle est moins diffusée que peut l'être *Têtu*. C'est un exemple dont nous pouvons nous inspirer, d'autant qu'ils ont réussi à équilibrer leurs comptes. Et pour répondre sur les fanzines, en France il existe actuellement entre quatre et cinq titres. A l'exemple de *Star* à Lyon, des *Flam'en pRroses* à Lille et *Hercule et la Toison d'Or* sur Strasbourg. Mais je prendrais surtout l'exemple américain où il en existe plus d'une centaine. Effectivement chacun est une petite expérience surtout locale assez peu diffusée, mais si on la multiplie pas 100 cela donne autre chose que les sempiternelles pub pour des crèmes à bronzer. Ceci montre qu'il existe plusieurs façon de penser la presse alternative, soit une revue centralisée qui réunie et collecte les infos, soit un réseau de petites structures vivotant dans leur coin.

Benjamin : Je bosse pour *Bang Bang* qui est un fanzine. Pour moi un fanzine est quelque chose qui marche avec les moyens du bord, c'est un délire de le faire entre copines. Tout d'abord on le fait pour un cercle assez restreint. Ce qui fait qu'un fanzine n'a pas besoin de souscription, n'a pas besoin de tant de milliers de lecteurs puisqu'il se suffit à lui-même. Ce n'est donc pas le même enjeu qu'une presse, ce qui est le sujet de ce débat. *Bang Bang* est écrit par une bande de copains qui se connaissent, qui se voient deux fois par an (au moment des croisières, rencontres gays alternatives qui se passent durant une semaine à la campagne). Ainsi *Bang Bang* est le produit de gens qui se rencontrent, sans qu'il y ait un groupe derrière. Il n'y a pas de structure, il n'y a pas d'association, de tout ce qui faudrait pour un magazine. Ce qui fait que le fanzine est totalement indépendant, comme il est indépendant au niveau financier (des gens nous envoient des timbres-poste, d'autres organisent des fêtes de soutien). *Bang Bang* est un produit virtuel. Aujourd'hui c'est assez exceptionnel que vous puissiez voir l'équipe rédactionnelle, puisque *Bang Bang* est assez clandestin. Personne ne peut réellement représenter le fanzine.

Julien : Certains on parlé de *Lesbia*, je crois que ce serait bien d'en parler avec celles qui sont directement concernées. On m'a dit que ce journal a été crée et était publié par des militantes bénévoles, pourtant quand je le lis je remarque que c'est plutôt de bonne qualité. Et s'il y avait un nouveau journal, une des attentes (surtout de la part des lesbiennes) serait de combler un manque en la matière, car excepté *Lesbia* il n'existe rien pour les femmes. Elles ne se reconnaissent absolument pas dans *Têtu*. C'est pourquoi il serait intéressant de donner une place aux filles dans cette nouvelle revue.

Aurélien : La structure de financement de *Bang Bang* n'est pas forcément transférable. Ceci dit, il me semble qu'il se dégage un certain consensus autour d'une volonté d'un travail associatif. Quelle que soit l'option choisie, la question est de savoir comment tu paies les rédacteurs.

Hervé : Hier je lisais *Baletinstars*. Les milles exemplaires coûtent 13000 Frs à imprimer. Ceci montre que ce n'est pas tellement problème d'argent, mais plutôt de nécessité de le faire, et de savoir ce qu'on y met.

Thomas : On ne peut absolument pas envisager une ligne éditoriale sans déterminer les moyens d'impression et de diffusion. Si on décide d'une ligne éditorial commerciale, on peut chercher des annonceurs et dans ce cas intégrer l'idée d'être quelque peu dépendant par rapport aux annonceurs. Ou alors on opte pour une ligne éditorial entièrement non commerciale, et à ce moment là on se retrouve forcément sur un fonctionnement associatif avec souscription. On peut aussi se décider pour des solutions mixtes, puisqu'il est tout à fait possible d'être bénévole pour une structure commerciale.

Jacques : Il faut sortir aussi de cette opposition très française entre associatif et commercial. On lance le truc, on fait éventuellement une association histoire d'y donner un cadre. Mais on n'est pas obligé de créer systématiquement des structures, l'expérience de *Bang Bang* le montre très bien. Il faudrait en finir avec la statutite.

Hervé : L'année dernière, je me rappelle d'une discussion à propos non pas d'éditer une nouvelle revue (puisque cela coûte trop cher) mais de créer un site Internet sur lequel les gens pourrait y mettre ce qu'ils auraient envie d'y mettre. La discussion portait sur le fait de savoir s'il fallait au non payer les gens qui écrivent (et ceux qui gèrent le site). Cela montre que nous sommes face à un manque en matière de presse gay. A nous de réfléchir et de décider ce que nous voulons faire.

Franck : Avant de se poser tout plein de questions il faudrait définir une formule du journal, c'est à dire déterminer ce que nous voulons dire, et pour quoi nous voulons le dire. Après, pourront se poser les questions de forme. Il faut commencer par savoir qui est prêt à faire quoi, qu'est ce qu'on veut dire et qui nous voulons toucher. C'est seulement après qu'on voit si la revue sera ou non éditée sur du papier glacé, avec ou sans pub. Plutôt que la forme, il faut d'abord s'occuper du fond.

Stéph : A propos des fanzines, il faut tout de même noter que derrière il y a une cohérence politique claire. Faire une revue gay, cela veut dire quoi ? Personnellement je ne mes sens pas forcément des points communs avec gens parce qu'ils sont gays. Est-il question de faire une revue simplement gay, ou est-il question d'autre chose ? Faire une revue exclusivement gay ne m'intéresse pas, d'ailleurs je ne suis pas certain que cela marcherait.

Aurélien : J'aimerais bien une revue dans laquelle on traite des sujets qui sont tabous. Comme la pédophilie, les folles, la prostitution. La ligne éditoriale serait la volonté de traiter des sujets peu ou mal traités, des sujets qui demeurent complètement tabous parce que personne ne se sent de les traiter convenablement ou parce que les gens les planquent.

Stéph : Mais la question demeure de savoir pourquoi traiter tel et tel sujet. Pourquoi traiter un sujet tabou ? S'y intéresser simplement parce qu'il est tabou, est une raison assez faible.

Jacques : Une bonne raison serait de répondre à un besoin.

Aurélien : A titre personnel, je me sens un minimum victime d'une répression non pas physique mais davantage normative. Pourquoi moi, me sentant victime d'oppression normative je vais imposer des normes au sein du groupe dans lequel je vis ? L'idée est quand même de briser les tabous là où ils sont, y compris chez nous. On commence à regarder dans son œil avant d'aller regarder la plume qui est dans celui du voisin. L'ensemble des groupes gays qui existent aujourd'hui sont remplis de ces sujets tabous, alors qu'eux-mêmes tentent de se poser en victimes vis-à-vis de certaines normes hétérosexistes. C'est pourquoi une revue qui aborderait la question des folles ou de la prostitution serait un bon moyen de lutter contre cela.

Stéph : Voilà, c'est un point de départ.

Rémy : La ligne éditoriale que tu viens de définir touche des sujets tabous et délicats, ce qui suppose un traitement, une analyse poussée et sérieuse. Et en quoi des gens qui ne sont pas des journalistes professionnels vont pourvoir mener des enquêtes sérieuses et approfondies, dans des domaines où justement les recherches sont difficiles ?

Hervé : Ces personnes le feront obligatoirement mieux que certains journalistes. Ce midi je déjeunais avec Tim qui me racontait qu'il avait un carton plein d'excellent papiers sur les différentes enquêtes qu'il a pu mener, et qu'il n'a jamais pu publier. Parce que les journalistes professionnels, quand ils sont payés 120 Frs le feuillet et qu'ils doivent le rendre sous 24 heures, ils ne vont pas au fond des choses. J'ai animé un journal de quartier totalement associatif dans lequel on faisait des analyses qui étaient bien meilleures que celles des journalistes professionnels, parce que justement nous avions le temps de le faire. On n'a pas besoin d'être un journaliste professionnel pour faire un bon papier.

Clément : Faire une revue ce n'est pas avoir la prétention de dénoncer des vérités. Sur ces sujets comme sur d'autres, il est intéressant qu'il existent différentes paroles. A ce niveau il y a beaucoup de choses à travailler. C'est vrai que les tabous, et plus généralement les normes auxquelles nous sommes confrontés (en tant qu'homos), sans compter celles que nous nous créons, c'est certainement un sujet intéressant sur lequel on peut travailler, non pas en tant qu'expert mais en tant que personne directement concernée. Et alors, nous aurons une parole qui aura une portée peut-être limitée, mais au moins nous nous aurons crée un espace d'autant plus nécessaire qu'il n'existe plus.

Hervé : Mais alors, dans ces conditions, se pose la question de savoir si nous ne courrons pas le risque de propager des images fausses, des informations fausses, ce qui sur le plan psychanalytique de la pratique est extrêmement grave.

Clément : Personnellement, je ne suis pas persuadé que nous pouvons nous placer comme experts sur un sujet particulier. On s'exprime davantage en tant que personne.

Aurélien : De toute façon, rien ne t'empêche de mettre plusieurs opinions dans un même magazine. Tu n'es pas obligé d'avoir qu'une seule et unique opinion. Je ne citerais aucun magazine, mais cela me fait chier où chaque fois que telle ou telle personne est attaquée (pour quelque raison que ce soit), tu ne peux jamais lire un quelconque droit de réponse.

Stéph : Avant de structurer le machin, il faut vraiment réfléchir à ce qu'on va y mettre. Car si on commence à le structurer sans s'occuper du fond …….

Aurélien : Quand tu es étudiant en médecine et que tu as à faire un sujet de maîtrise, au départ tu n'y connais rien ou très peu. A toi d'aller voir machin histoire de lui poser les questions pour avancer dans ton boulot. Ecrire un article, ce n'est pas cinq minutes dans son lit le soir, c'est aller sur le terrain, enregistrer des témoignages et avoir des avis contradictoires. C'est à toi d'aller faire des recherches sur le terrain. Nous n'avons jamais eu autant de spécialistes dans ce pays.

Stéph : Il n'y a pas que les experts qui peuvent parler, bien qu'ils monopolisent souvent les débats. On peut aussi avoir envie de poser des questions, d'amener la réflexion sur un sujet, sans être un expert de la chose.

Thomas : J'avoue bien aimer l'idée de créer quelque chose pour lutter contre l'aspect normatif. Seulement après avoir dénoncé cela, il faut aller plus loin. Il faut définir ce que cela implique, car il s'agit d'une démarche militante. Et à partir du moment où tu as une démarche qui est de dire qu'il faut remettre en cause cette homo-normalité (et les homo-flics), cette nouvelle revue sera une revue de débat. Pour dire que tu es contre les normes, ou au contraire pour en défendre le principe.

Aurélien : Je m'appuierais sur *Bang Bang* (que j'aime bien dans sa conception). Quand tu as envie de défendre un peu l'aspect révolutionnaire de la folle, tu n'es pas obligé de traiter un article sur les folles. Tu peux tout à fait traiter un sujet de façon décalée, de façon subversive. Tu peux très bien dans ton journal y mettre des débats ou des recettes de grand-mère, du moment qu'il y a un message. Le principal est de définir qu'elle doit être la démarche de fond d'un journal.

Thomas : On parle d'homo-flics qui apparaissent, et nous trouvons que cela n'est pas bien. Mais pourquoi ce n'est pas bien ? Qu'est-ce qui nous dérange dans cette histoire ? Ce journal pourrait y répondre. Mais comment faut-il dénoncer cela ? Alors, je te demande ce que tu voudrais proposer.

Aurélien : Je crois qu'il pourrait y avoir au moins une réponse, d'abords en dénonçant cette réalité et ensuite en ayant un chemin qui permette d'éviter le flicage dans lequel nous sommes pris. Il nous appartient de démontrer comment nous sommes confrontés à une norme, et montrer comment nous comptons nous en défaire. C'est à ce niveau qu'il est intéressant que chacun fasse des propositions de travail. J'attendais de cette réunion que naissent, qu'apparaissent des idées de génie.

Jean-Michel : Un titre, par exemple.

Aurélien : Autre question, celle du lectorat et de la diffusion. Car si tu prévois un petit tirage, les points de distribution possibles sont dans les grandes villes, ce qui veut dire un certain sectarisme vis-à-vis du pédé lambda paumé dans son village.

Hervé : Je crois qu'il ne faut se prendre la tête avec ce genre de question. On a envie de faire un truc, on le fait. Et si cela n'intéresse personne, tant pis, on se sera planté. Nous ne sommes pas des commerçants, nous n'avons donc pas à avoir la démarche de faire une analyse de marché histoire de déterminer avec précision qui serait intéressé par notre canard. On le fait, on essaye de le diffuser le mieux possible par tous les réseaux alternatifs. Et après on avise, on voit selon les retours.

Jean-Michel : La question n'est pas commerciale mais intellectuelle. Qui avons-nous envie de toucher pour partager des idées ? Ce n'est pas en terme quantitatif mais plutôt qualitatif qu'il faut se poser la question.

Aurélien : J'aimerais que cette revue donne l'occasion d'un passage de flambeau d'une ancienne génération militante à une nouvelle génération. Et s'il s'agit d'une revue où les gens ne seront pas payés, au bout d'un moment ils partiraient ……

Hervé : L'expérience montre que se sont surtout les jeunes qui partent.

Aurélien : Bref, l'idée serait que ceux qui ont l'habitude de la chose, ceux qui ont essayé d'éditer des revues ou ceux qui développent des lignes éditoriales quelque peu différentes, que tous ces gens puissent prendre sous leur coupe des gens qui ont envie de faire quelque chose, des gens qui sont récents dans le militantisme. Pour au final que ces personnes passent un jour de l'autre côté, et qu'à terme ils prennent eux aussi des gens sous leur coupe et leur passe le relais. Et ainsi de suite.

Aurélien : Dans le genre tu peux réclamer qu'il y ait une réelle mixité. Des quotas ? …… Non…….

Remy : Si on commence par dire qu'il faut créer une revue parce que nous autres les jeunes nous nous sentons complètement prostré par la vieille génération, c'est délirant et ridicule. Si on veut faire une revue qui a une capacité de positionnement critique et politique sur l'homosexualité dans la société, on cherche à discuter sur des sujets qu'ils soient ou non tabou. Finalement on peut s'interroger sur la façon de traiter un sujet qui ne touche pas forcément l'homosexualité, mais je ne vois vraiment pas pourquoi on ne commence pas d'emblée par se demander comment on va catégoriser les gens qui vont écrire dedans. Car sur la question du lectorat, si les tirages des revues qui existent actuellement sont si faibles c'est aussi parce qu'ils ne répondent pas à une attente large et plurielle d'un lectorat potentiel. Quand on voit les sujets que peut traiter *Têtu*, et les stéréotypes qui y sont véhiculés, on peut comprendre que nous soyons face à un manque. Dans *Têtu*, sur presque chaque page tu as des supers beaux mecs supers bien fringués, mais tu t'aperçois que c'est toujours la même chose. Et tu ne

le rachète plus ou seulement une foi de temps en temps (comme lorsque tu vas chez le dentiste et que tu lis Figaro Madame). Peut-être que nous arriverons à créer un vrai lectorat divers et pluriel, à l'image des gens qui sont ici, des gens qui n'ont pas les mêmes goûts, qui ne se ressemblent pas, qui n'ont pas le même âge, et qui portant sont capables de discuter autour d'une table. Je ne vois pas pourquoi nous n'aurions pas cette capacité à créer une revue qui puise intéresser un jeune mec de 20 ans et une vieille lesbienne de 90 ans.

Jacques : *Têtu* a largement augmenté son lectorat depuis qu'il fait le cahier central.

Aurélien : Jusqu'à présent nous ne nous sommes pas préoccupés de savoir à qui on allait s'adresser avec cette revue.

Stéph : Il y a un début de réponse dans le fait qu'il est question que ce soit une revue constituée par toutes sortes de personnes, ce qui implique que la revue en question s'adresserait à toutes sortes de personnes. On s'adresserait aussi bien au jeune pédé de 20 ans qu'à la vielle lesbienne de 90 ans, et aussi à des gens qui bien qu'hétéros sont intéressés par ces questions. Bref, un peut tout le monde. Et en s'adressant à tous les francophones, on pourrait même exporter.

Rémy : Au niveau de la ligne éditoriale il y a aussi tout un champ possible. On parle d'esprit critique par rapport à la normalité que nous connaissons dans la communauté homo, toute cette commercialisation. Et peut-être que l'émergence de cette revue correspondrait avec l'émergence du milieu associatif (c'est une réalité qui prouve qu'il se passe quelque chose). C'est dans cette direction qu'il faut chercher les thèmes que l'on ne trouve pas abordés dans la presse actuelle. Contrairement à l'exemple de la revue *Triangulaire*. Il est vrai que pour les jeunes, un peu d'histoire sur les associations, sur ce qui s'est passé, ne serait pas forcément inutile. Tous ceux qui cette semaine on pu voir le film sur le *FHAR* on dit que c'était génial, il y a des choses comme ça qu'il faut découvrir, qu'il faut savoir. Mais ce n'est pas seulement l'aspect historique de la chose qui me semble intéressant, quand tu vois un jeune qui regarde le film sur le *FHAR*, il se rend compte qu'il y a des thèmes de l'époque qui sont encore d'actualité. Par exemple j'entendais une jeune lesbienne dire hier "nous avons défilé à la *Gay Pride* sous une banderole alors qu'eux défilaient en disant qu'ils étaient un fléau social". Cette connaissance permet surtout d'avoir un regard critique sur ce qui se passe aujourd'hui.

Stéph : La ligne éditoriale pourrait contenir des débats contre la normalisation du mouvement homosexuels et des débats sur l'actualité du monde militant homosexuel et son inscription dans le monde, dans l'histoire. Cela ne concerne pas seulement les jeunes, je suis sûr qu'il y avait des homos plus âgés qui avec le film sur le *FHAR* ont découvert des choses. L'histoire du militantisme homosexuel intéresse toutes sortes de générations.

François : C'est bien de se dire que nous allons nous faire la voix du renouveau associatif, mais au bout du compte tu as une revue à faire vivre. Et pour ça il faut du monde, des idées, et quelqu'un qui décide. Qui ? Selon quelles modalités ?

Aurélien : Au bout d'un moment, même si nous avons la volonté d'incorporer des gens de la France entière, le comité de rédaction sera sur Paris (tradition française). D'accord, il y a Internet …… Ceci dit, j'aimerais vraiment que cette revue puisse rallier différentes sensibilités et opinions divergentes afin que nous n'ayons pas de ces querelles de chapelle comme nous en avons souvent dans le milieu pédé. Ce genre de connerie "Je n'écrirai pas là parce qu'il y a machin qui…."

Thomas : Seulement c'est exactement le genre de chose qui est inévitable. Il faut tout de suite partir du principe qu'un tel projet ne peut que générer de telles choses.

Aurélien : Mais il nous appartient d'essayer de faire autre chose ou du moins d'essayer de limiter les dégâts.

Stéph : Il faut être assez réaliste, il est impossible de faire un projet le plus large possible qui raillera tout le monde. Il me semble qu'il est préférable de proposer quelque chose en disant que ceux qui veulent s'y rallier seront les bienvenus. On peut imaginer quelque chose de large, ceux qui voudront s'y arrêter s'y arrêterons, et ceux qui voudront y rester y resterons.

François : Le risque c'est de finir par faire un journal classique. Car si tu élimine les propos excessifs, tu fais un journal classique. Comme *Têtu*. C'est à dire sans le foisonnement et la diversité que l'on pourrait avoir envie de lire.

Hervé : A *Gai Pied* et à *Masques*, même si à un moment donné il y a eu les mêmes personnes, ce n'était pas la même chose.

Jacques : La revue *Masques* était très démodée par rapport à d'autres revues.

François : Je me souviens de la revue *H* qui était sans publicité, sans image ni photo, et qui abordait des thèmes de fond. C'était une revue plutôt intellectuelle. C'était vachement ardu.

Aurélien : Le contenu iconographique est un élément essentiel. En la matière, il faudrait au minimum des dessins. Car leur présence rendent la lecture plus facile. Parfois un dessin est plus parlant qu'un texte. Un nouveau *Arcadie* serait dur à lire.

Orion : La question de l'intellectualisme de la revue est quelque chose qui mérite d'être abordée. La revue *H* avait d'emblée un éditorial assez intellectuel, et avait pour objectif de l'être. Pourtant on n'est pas forcément obligé d'aller dans ce sens. On peut très bien y publier des recettes de cuisine, on peut travailler sur la notion de norme à partir des différents moyens de communication, que ce soit le dessin, la blague ou autres.

X : Intellectuel signifie écrire de manière ardue. On peut très bien traiter de sujets universitaires avec recul, avec humour.

Thomas : Pourquoi vous critiquez *Têtu*, parce que dans le genre ce n'est pas une revue très intellectuelle.

Aurélien : On peut faire quelque chose de simple mais tout de même de bien.

Hervé : Il y a tout un domaine qui pourrait nourrir cette revue, ces ont les témoignages de différentes personnes. On parle d'histoire, de mémoire. De la sorte on pourrait donner la parole à des gens qui n'ont pas accès aux revues actuelles.

Jean Michel : Dépêchez-vous qu'il y a encore des vieux qui ont vécu les années 40.

Aurélien : J'en revient à mon idée de comité éditorial. Stéphane est certainement le mieux placé pour nous en parler …..

Stéphane : Il y a les principes de base, ensuite tu as les réalités pratiques (maquette, fabrication ….). Et en ce qui concerne ces contingences basiques, tu décide de la formule qui te semble la plus facile, la plus économique. Si tu optes pour une pagination assez simple, tu optes pour des photocopies que tu fais faire dans n'importe quelle boutique de photocopie.

Hervé : Un comité de rédaction ce n'est pas compliqué, en fait c'est ce que nous sommes en train de faire là. Nous sommes tous réunis autour d'une table, nous discutons ensemble sur différents sujets, et petit à petit on établit un sommaire. Chacun repart dans son coin avec une tache définie. D'accords il y a Internet qui nous permet de communiquer en direct et rapidement, mais il vaut mieux se voir. En revanche, après tu peux faire un compte-rendu écrit que tu diffuse par mail, afin de relancer éventuellement les autres. Personnellement je n'ai jamais écrit, mon expérience s'est limitée à animer un journal de quartier, mais c'est ce que j'ai pu constater. Un comité de rédaction c'est quelques personnes qui ensemble discutent de ce qu'elles veulent écrire. Pour en revenir à la presse associative, *Lesbia* est un exemple d'une grande rareté. Vingt ans de parution, c'est assez unique. Des différents journaux de quartier que j'ai pu connaître, peu ont duré longtemps.

Aurélien : La question du jour : qui serait intéressé par cette belle idée ? Pour ceux et celles qui auraient envie d'y réfléchir plus avant, je fais passer une petite feuille sur laquelle je vous invite à noter vos coordonnées (nom, téléphone et mail).

Jacques : De toute façon, j'ai l'impression que c'est déjà fait. Non ? Après tout nous sommes tous réunis autour de cette table parce que l'idée nous intéresse. Reste à déterminer comment on s'y prend.

Hervé : Concrètement il faut déterminer avec précision le budget de la chose. Savoir combien nous sommes prêts à dépenser, combien on réuni d'argent pour l'imprimer. L'impression est le seul coût de fabrication de la revue, à partir du moment où tout le monde est bénévole (rédacteurs et maquettistes). D'accords pour les bénévoles ? Il y a aussi les frais d'envoi, mais comme au départ tu n'as pas d'abonnés, tu fais toi-même la distribution du journal avec tes propres moyens.

Rémi : Il faut commencer par faire un numéro 0, pour l'expérience.

Clément : Parmi nous il y a certainement des gens qui ont accès à des moyens techniques qui peuvent permettre de réaliser cette revue pour pas cher. Nous devons donc nous occuper de recenser les compétences, afin d'en tirer le meilleur parti.

Aurélien : Bien, je crois que l'idée est bien partie. Merci à tous.

POLITIQUEMENT CORRECT ?

Pascale Berthault : Le thème de ce débat est le politiquement correct, le politiquement incorrect selon. Hier il s'agissait de parler de création, de l'influence du politiquement correct dans la création. Aujourd'hui nous allons nous occuper du poids du politiquement correct dans la diffusion des idées et des œuvres. Je propose que dans un premier temps, sauf si quelqu'un souhaite intervenir maintenant, de faire un tour d'horizon de pourquoi on parle de ce sujet maintenant, est-ce qu'il y a effectivement un poids du politiquement correct, et dans quelle mesure il nous est possible de s'en dégager. Il me semble qu'un premier tour de table permettrait de défricher quelques peu les thèmes sur lesquels on doit s'interroger aujourd'hui.

Julie : A propos du rapport entre politiquement correct et féminisme, j'avais fait toute une recherche afin de déterminer comment les chercheurs d'un laboratoire d'anthropologie questionnaient le féminisme, toutes les théories féministes et la manière dont les féministes s'étaient impliquées dans les recherches. Et j'avais constaté que le politiquement correct servait à la critique des féministes. C'est pour cela que j'aurais bien aimé que l'on définisse ce que vous entendez par "politiquement correct", car j'ai surtout vu qu'il s'agissait d'une arme des anti-féministes.

David : Je suis au chômage depuis 1997, j'ai toujours travaillé dans le milieu culturel du Nord-Pas-de-Calais où j'ai beaucoup bénéficié de l'appui de mes amis homosexuels pour trouver du travail (ou de partis politiques qui ont montré une bienveillance envers les homosexuels). Et depuis 19997, je suis complètement paumé, je n'arrête pas de faire des conneries comme des séjours en hôpital psychiatrique parce que j'ai trop mélangé ma vie privée, mes activités professionnelles, mes activités militantes, mon souci de garder ma liberté quant à fréquenter les établissements. Le débat sur le politiquement correct que je sens poindre au sein des *Universités d'Eté*, je le vis au quotidien dans le cadre de mes activités de journaliste, en ce sens que (je suis peut-être complètement hors sujet mais pour moi c'est un conflit que je dois résoudre par rapport à mon avenir personnel et professionnel) la lutte contre la mondialisation auxquelles participent différentes mouvances dites alternatives va quelques fois contre les échanges entre pays et cultures. Pendant longtemps je me suis caché d'être homo, et à partir du moment où je l'ai assumé j'étais très fier de faire partie d'une communauté où il y avait plein de grands stylistes, de photographes, d'écrivains, la plupart morts et mis en valeur par une certaine culture dominante (dans le sens où dès qu'un artiste est mort il acquière plus de poids, plus de valeur sur le marché financier et auprès des spectateurs). Et je me disais que j'étais fier de faire partie de cette communauté invisible et puissante. Le conflit n'est pas résolu pour moi.

Pascale Berthault : Le politiquement correct, d'un certain point de vue, est ce qui évite de s'interroger. Je prendrais l'exemple du terme "LGBT". Maintenant il est très politiquement correct de dire "LGBT" au cas où on oublierait d'autres catégories. Ce qui me parait embêtant dans cette affaire, c'est que lorsque l'on dit "LGBT" (ce qui signifie lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, transsexuels) on ne sait pas trop si on parle de transgenres ou de transsexuels, on se s'interroge pas ce que veut dire bisexuel. Est-ce qu'il y a une oppression commune envers tous ces gens ? Est-ce qu'il existe réellement une communauté lesbiennes/gays/bis/transsexuels ? C'est pareil aussi pour l'usage systématique du féminin, cette histoire de toujours rajouter un "e" à la fin de chaque mot. Si dans une certaine mesure et dans certains cadres cela peut être utile (il s'agit d'une prise de conscience de l'existence des femmes) à un moment cela empêche de réfléchir. Ce qui d'un certain point de vue devient oppressif. Dès lors que l'on ne souhaite pas utiliser un féminin ou ne pas parler des bisexuels nous sommes taxés de politiquement incorrect, et du coup le débat est complètement évité. Et on ne continue pas, au-delà des divergences réelles et sérieuses, des débats qui pourraient effectivement exister si on allait au fond des sujets et des questions.

C'est maintenant que ce phénomène s'installe. Avant il y a eu toute une période de culpabilisation des homosexuels (les honteuses des années 60) suivi par le mouvement de libération, et enfin l'apparition du sida qui a vu une nouvelle culpabilisation des homos et de ceux qui ne sont pas dans la bonne morale. Si ce débat a lieu aujourd'hui c'est que nous sommes coincés avec cette espèce de nouvelle morale particulièrement rigide. J'emploie le terme de morale dans la mesure où nous n'autorisons plus des espaces de divergences et d'expressions différentes. C'est bien cela qui m'inquiète le plus dans cette histoire de politiquement correct. C'est pourquoi il faut exercer une certaine vigilance (une certaine conscience) la plus importante possible sur toute une série de chose. Sachant que la difficulté est d'arriver à articuler la vigilance et les outils qu'il faut mettre en place à certains moments pour ne pas se laisser trop envahir par le phénomène du politiquement correct, avant que cela devienne un obstacle à l'expression et à la réflexion.

Donald : Le politiquement correct je l'ai connu à l'époque des honteuses, à une époque où le mouvement était très étroit faute de monde. Maintenant le mouvement est large, diversifié en fonction des sujets de préoccupations des uns et des autres. A l'époque, la défense contre le politiquement correct était essentiellement portée par l'agressivité du discours. On avait alors tendance à retourner les insultes que l'on nous adressait, pour ensuite les revendiquer (du fait d'un certain esprit anarchiste particulièrement vivace). Aujourd'hui je constate une certaine hiérarchie dans ce phénomène du politiquement correct, celui (général) des hommes politiques et celui qui sévit au sein des marginalités (le politiquement correct de ceux qui sont politiquement incorrects). Au sein de notre communauté, il y a des sujets potentiellement incorrects que l'on évacue d'office. Et ce système du codage politiquement correct est de plus en plus intégré, et pratiqué. Ce phénomène qui met fin à la discussion rend les choses assez creuses. C'est de manière raisonnée que l'on réfléchi sur la façon et les outils nécessaires pour échapper au piège. Parfois des attitudes fondamentalement radicales répondent à cette question, par exemple le groupe qui publie *Bang Bang* (présent parmi nous) qui n'est pas forcément accepté par tout le monde, mais sans agressivité directe parce que justement nous sommes politiquement corrects.

Christine Lemoine : Ne connaissant pas du tout le milieu gay, je parlerais du milieu lesbien. J'ai l'impression que dernièrement le politiquement correct commence à y apparaître. Même s'il y a beaucoup plus d'ouverture qu'avant, il y a plein d'initiatives lesbiennes que l'on ne peut pas vraiment taxer de politiquement correct (comme les tracs de Ginette Arnaud). Quand il y a plus de deux ans nous avons eu l'idée de ce bouquin sur les buchs/fems (sujet dont on parlait à peine alors) nous avons davantage rencontré de l'indifférence que de l'agressivité. Ainsi la majorité de celles qui ont participé à son écriture ne se sont pas censurée. Il est indéniable que nous avons avancé, reste que chez les féministes lesbiennes (pas chez toutes) il existe une certaine tendance à être politiquement correct. Ce qui finalement tend à se retourner contre elles-mêmes. Cela me rappelle les féministes qui à l'époque ne voulaient pas que les lesbiennes soient trop mises en avant parce que cela aurait donné (selon elles) une mauvaise image du féminisme.

Juste pour lancer quelques pistes de réflexion, on pourrait se demander par rapport à quelles normes le politiquement correct opère. J'ai l'impression qu'au cours de ce débat nous avons surtout l'intention d'en parler dans le milieu lesbien et gay. En la matière il est exact que nous sommes en train de rétablir des normes, des normes sexuelles, des normes politiques, des normes sociales. Par exemple, ce n'est pas forcément très bien vu de s'attaquer au PACS. Mais de toute façon les normes évoluent, se transforment. Les normes qui nous étaient imposées (dans notre milieu) il y a vingt ans ne sont plus celles d'aujourd'hui. Il y a aussi la question de la personne à qui on s'adresse. Je reprends l'exemple du livre. Pour nous, il devait surtout s'adresser aux lesbiennes (les autres on s'en foutait). Je crois que c'est très important de savoir à qui on s'adresse. Sans dire pour autant que le consensus c'est le fascisme, c'est surtout la mort de tout débat, c'est l'absence de réflexion, de saut vers l'avant. Et parallèlement il y a la question des limites. Lorsque j'écris, j'ai du mal à stigmatiser des personnes et/ou des groupes (je n'aime pas que l'on me stigmatise et j'essaye de ne pas le faire). Pour moi ce n'est pas une question de politiquement correct mais de respect, et surtout de l'écoute de l'autre. Pour conclure, je dirais que le phénomène du politiquement correct ne s'envisage pas du tout de la même manière entre un texte documentaire, journalistique, informatif et un texte de fiction. Je ne comprends pas très bien comment la fiction des écrivains se limiterait. Après tout, la fiction est là pour aller au-delà du réel, sinon je n'ai pas très bien compris son objet.

Didier : Il est vrai que depuis quelques temps l'intégration du monde gay et lesbien au sein de la société normative est assez tendance. Le PACS en est un exemple assez flagrant. Maintenant en Belgique ils vont faire passer le mariage, donc on laisse plus ou moins tomber le PACS. C'est tellement plus pratique. A la limite, l'idée commence à germer, la question de l'adoption arrive sur le devant de la scène, malgré l'opposition d'un ou deux partis politiques. Et on pourrait imaginer que derrière cela il y a l'idée que les couples homos pourront désormais fonder une famille et être stabilisés. J'ai vraiment l'impression que l'on essaye de nous mettre dans une espèce de moule. Aujourd'hui il est difficile de dire que l'on ne veut pas du mariage, puisque cela serait interprété comme le refus de l'égalité des droits. Il est vrai que je ne vois pas pourquoi j'empêcherai un couple homo de se marier. C'est une question assez compliquée, c'est aussi et surtout un piège.

Par rapport aux *Gays Prides*, aux cuirs, aux folles, la situation n'est pas très claire. Soi-disant pour n'oublier personne, on stipule chaque fois gays, lesbiennes, transgenre, mais en même temps on entend que les *Gays Prides* ne nous faisaient pas une bonne publicité vis-à-vis des hétéros. Lors du colloque de mercredi dernier le film "*Etre et se vivre homo*" a été diffusé, je trouve l'idée très bonne. C'est un très bon point de départ de discussion avec les adolescents, à condition qu'il soit accompagné par quelqu'un qui peut rajouter un chapitre car juste donné comme ça cela me semble dangereux. Les jeunes qui parlent, deux plus particulièrement, ont expliqué qu'au cours de leur coming-out que leurs parents étaient soulagés, voyant que tous les pédés ne sont pas folles ou cuirs, que tous les pédés ne se promènent pas à poil. J'ai alors tout de suite pensé à la petite fille et au petit garçon transgenre qui se dit que ce n'est déjà pas facile pour les homos et que s'il a envie de mettre des robes c'est foutu. C'est pourquoi il est nécessaire d'accompagner ce film en expliquant toute la richesse du travestissement et des comportements différents. Ce n'est pas évident. Dans le cadre d'un atelier de *Contact*, j'en ai parlé avec une mère de famille qui était bien contente que son fils ne soit pas travelo. Quand on écrit, ce n'est peut-être pas grave d'oublier les LGBT, mais quand on fait un travail de terrain il est important de ne pas les oublier.

D'autre part la chose la plus politiquement incorrecte dont je peux parler maintenant c'est la pédophilie. Si on aborde ce sujet, nous avons un silence gêné, des remarques du style qu'il ne faut pas faire l'amalgame avec l'homosexualité. Plus personne ne veut en parler. En Belgique, à ce niveau c'est carrément catastrophique, surtout depuis l'affaire de Marc Dutroux et les Marches Blanches. A la limite, pour me sentir libre d'en parler je me sens presque obligé de préciser que je ne suis pas pédophile. Il y a en la matière un véritable problème que personne ne veut voir, mais c'est réellement une horreur en ce sens que nous associons à une espèce de lynchage médiatique de toutes formes de pédophilie, à tel point que l'on oublie complètement de faire la distinction entre une pédophilie violente et contraignante, et une pédophilie plus douce. Je me souviens très bien que lorsque j'ai commencé à fréquenter des groupes d'étudiants homosexuels à Bruxelles, il nous arrivait d'aborder cette question. Il existait alors un groupe pédophilie, un pédophile venait nous parler de son vécu ce qui provoquait une véritable discussion. Par la suite il y eut une sévère épuration, ces personnes ont été mises en prison, le directeur de la revue pédophile (alors que tout le monde était d'accords pour dire qu'il n'avait jamais commis d'actes pédophiles, qu'il n'était que théoricien) a été condamné à 15 ans de prison. Rien que pour avoir édité cette revue. Sans compter que nous sommes en train de médicaliser la pédophilie, les pédophiles sont des malades. C'est ce qu'on disait des homosexuels il n'y a pas si longtemps. Heureusement, les gens qui s'occupent de la petite enfance, peut-être que les pédopsychiatres ne sont pas trop dans le coup (d'ailleurs je me méfie des psychiatres) mais j'ai pu voir à l'occasion des émissions télévisuelles des spécialistes qui s'occupent de la petite enfance dire qu'avec toutes ces histoires de Marches Blanches et de stigmatisation de la pédophilie nous sommes en train de nier la sexualité des enfants et nous ne savons pas ce que cela va donner dans 10 ou 20 ans. Pour beaucoup, et de tous temps, un pédophilie est un adulte qui a une relation avec un enfant, l'enfant qui a une relation avec un adulte n'existe pas, cela n'a pas de nom. Aujourd'hui nous n'entendons absolument plus parler de tous ces questionnements. Voilà, c'est ce que je voulais dire.

Tanguy : Je suis militant du Parti Communiste et membre de la commission féminisme départementale, et apprenti sociologue. Je voulais évoquer un ouvrage "*Le nouvel esprit du capitalisme*" qui définit assez bien ce qu'on entend par politiquement correct. Il dit bien que le marché, l'esprit du capitalisme essaye actuellement de récupérer différentes sortes de critiques (la critique sociale, celle des syndicats, des mouvements sociaux et ouvriers, et celle plus emblématique de 68) et que la tendance est et de marquer la différence entre les êtres humains afin d'en faire un usage marchand. Nous sommes forcément prisonniers à un moment ou à un autre d'une récupération, qu'on soit anar, lesbienne ou quoi que soit. Le système cherche des différenciations, il ne cherche pas à homogénéiser mais à trouver des niches afin de les utiliser. Nous vivons actuellement une période assez particulière où des mouvements spontanés, hétérogènes expriment une critique à la fois sociale et artistique. J'étais à Gène, et j'ai pu voir un ensemble assez disparate de gens qui essaient de se coordonner afin d'évoquer une autre mondialisation. Il me semble qu'au départ il y a un problème quant à la diffusion des idées (subversives, artistiques ou autres), il apparaît difficile d'être subversif. La question centrale de ces *Universités d'Eté* c'est de comprendre ce que c'est que les différences sexuelles, pourtant on n'arrive jamais (on n'arrivera jamais) à régler les différences entre les sexes. Il y aurait une idée intuitive assez forte qui serait de dire que finalement il n'y aurait peut-être pas besoin de se fixer des différences anthropologiques fondamentales, de race, de sexe et de classe. Est-ce que l'humanité n'arriverait pas à se définir autrement qu'en se différenciant entre homme et femme, entre noir et blanc, entre bourgeois et prolétaire ? Pour caricaturer un peu les questions, il faut lutter contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation qui se situent sur ces questions, tel est l'enjeu. Mais il y aurait l'idée que l'humanité n'arriverait pas à se définir autrement que par ses différences là. Mon point de vue communiste, c'est qu'il faut mettre en commun ces différences anthropologiques fondamentales. Je ne récuse pas les appellations "lesbienne" ou "gay", mais il faut tendre vers une mise en commun (que je sens percevoir dans les mouvements aujourd'hui) qui dépassera un petit peu le clivage, les pièges que le marché et l'Etat essayent de nous tendre afin de nous cloisonner. Pour finir, je dirais qu'il faut bien différencier le point de vue des artistes de celui des militants homosexuels, en ce sens que la dimension artistique est profondément individuelle. Elle ne doit pas chercher à rentrer dans ce jeu là, elle doit casser tous les trucs. J'ai un ami qui a joué de son homosexualité pour être diffusé, ce qui l'emmerde car il récuse cette dénomination car à ses yeux elle ne signifie rien. Le discours artistique n'est pas dans la personne à qui on s'adresse, on s'adresse à tout le monde à partir de soi. Et c'est là aussi qu'il y a une modalité d'agir, à mon avis une modalité de l'individu indispensable pour dépasser un petit peu ce qu'il peut subir (je fais une apologie du militantisme) pour essayer de transcender les différences qu'on nous impose.

Catherine : J'ai l'impression que le sujet est très large, que l'on peut partir dans des sens bien différents. Ceci dit, le thème de ce débat est le politiquement et la création, et à ce titre j'ai participé à la rédaction du livre "*Attirance*" en ce sens que j'ai rédigé un texte, et contrairement à Christine je crois qu'il y a un politiquement correct très fort, très présent. Je m'en suis aperçue en écrivant mon texte puisqu'il m'a semblé que ce n'était pas si évident que ça de ne pas s'autocensurer. Je crois vraiment que nous avons particulièrement bien intégré ce politiquement correct, même si ce livre avait pour objet de faire éclater certaines choses. Cette autocensure s'est traduite par le choix des mots, car choisir tel mot avait une implication importante. Pas constamment mais souvent je me demandais si écrire ceci ou cela était politiquement correct. Et souvent je me suis autocensurée. Aussi il en est sorti ce qu'il en est sorti, et je ne suis pas tout à fait contente du résultat. Je suis certaine que j'aurais pu aller plus loin. En fait, on intègre bien les normes qui nous sont imposées.

Danielle : Alors que le thème de ce débat est plutôt le politiquement correct, je suis venue car je suis à la recherche du politiquement incorrect (sujet qui m'intéresse davantage). Il me semble que le politiquement incorrect serait la marge de liberté individuelle (tout ce qui est témoignage artistique). J'ai vraiment le sentiment que le phénomène du politiquement correct vient des Etats-Unis. La radicalité des années 70 et 80 fut un passage absolument nécessaire (et même obligatoire), mais si on reste sur cette radicalité on arrive jusqu'à des discours embêtant (genre celui du parti communiste dans ses années fastes). C'est pourquoi il faut que nous arrivions à démêler ce paradoxe, on défait toutes les normes quand nous-mêmes nous en recréons d'autres. Je ne suis pas très sûre que le milieu lesbien soit si ouvert. Je suis passé par le féminisme radical et surtout par le lesbianisme radical. Je me souviens qu'il était alors très mal vu d'avoir des copains. Sauf qu'au bout d'un moment je me suis dit que je connaissais des garçons super sympas et que je n'avais pas envie de les enlever de ma vie. Et je suis partie de ces groupes radicaux quand j'ai constaté cette dérive. Il n'y a pas si longtemps que ça (deux ans) à *Cinéfable* il y a eu un stand d'objets sexuels (comme des phallus) et nous avons eu la grande surprise, le lendemain, de voir débarquer des tracts de lesbiennes radicales disant "ma douce, mon amour, nous n'avons pas besoin d'objet entre nous, on s'aime, quelle horreur ces choses .....". Cela m'a semblé assez incroyable que l'on en soit encore là, alors que l'on avait fait tout ce travail de déconstruction. Travail qui permettait de dire que certaines lesbiennes pouvaient effectivement avoir envie d'utiliser un godemiché, que l'on pouvait aussi ne pas avoir envie d'en utiliser. Aujourd'hui encore chez les lesbiennes il y a, plus ou moins, cette tendance radicale. Elle est minoritaire mais elle existe.

François : Il y a quelques temps on a arrêté des gens chez eux à 6 heures du matin au motif qu'ils figuraient sur un fichier d'acquéreurs de cassettes pédophilie, sans que personne ne proteste. Tout le monde fait l'amalgame entre l'acte pédophile et la détention de cassettes licencieuses. Personne n'aurait l'idée de confondre celui qui achète un objet en ivoire (alors que ce commerce est interdit) chez un brocanteur à celui qui tue un éléphant. Notre système pénal ne le fait pas. Pourtant dans ce cas les gens ont été traités et stigmatisés comme s'ils avaient commis un acte violent à l'encontre d'un enfant. Lorsque certains de ces prévenus sont passé en jugement, comme élément à charge du procès nous avons eu droit à la lecture de leurs journaux intimes où ils racontaient leurs fantasmes. Et à part la *Ligue des Droits de l'Homme*, presque personne n'a protesté.

Donald : Je voulais revenir sur cette histoire de pédophilie. Il me semble que ce sujet est un bon support au thème de ce débat. Sans compter qu'il faut aussi redresser certaines choses. Dans ce que je viens d'entendre, il est apparu une idée nouvelle, c'est le problème du contenu sémantique des mots et de leur gisement. Je suis bien placé pour parler non pas de la pédophilie en général (telle que vous l'entendez) mais du militantisme et de ce qui s'est passé autour puisque je me suis occupé pendant de nombreuses années d'un journal qui n'existe plus, le *Petit Gredin* (l'équivalent du journal belge l'*Espoir*). A l'époque, sur le plan sémantique nous avions le mot "homosexuel" qui désignait quelque chose que tout le monde comprenait, nous avions aussi le terme injurieux de "pédé". C'est la raison pour laquelle nous qui travaillions sur l'enfance vue du côté de l'enfant, et que notre propos était d'ailleurs beaucoup plus près d'une structure évanescente *Mineurs en Lutte* que des problèmes de relations sexuelles, nous avions inventer le mot de "pédophile". Si vous consultez le Robert, ce terme date de 1972. Nous mettions dedans l'idée d'apprécier mais sans désir sexuel. Et c'était bien là notre angle de travail, aussi bien de l'*Espoir* que du *Petit Gredin*. Il y a eu donc un glissement sémantique car en 1986 .....

Guillaume Dustan : J'ai pas envie de me faire chier. Je suis ici pour qu'on travaille. Je pense avoir prouvé que j'étais du genre qui aide à travailler, à avancer. Alors est-ce qu'il va arrêter de faire chier ? Moi je fais avancer. Il fait des phrases trop longues. Allons droit au but .... Non, je ne me donne pas en spectacle, je m'empêche de donner des claques aux gens ....

X : Ton numéro je le connais par cœur. Je l'ai déjà vu deux ou trois fois.....

Guillaume Dustan : Et bien pars, car tu va le voir encore. Encore et encore.

Donald : Donc, en 1986 Pasqua qui était ministre de l'Intérieur s'est saisi de l'affaire de l'*Espoir* pour le faire saisir dans toutes les librairies de France et en a profité en même temps pour faire le ménage chez les libraires qui diffusaient le Petit Gredin. Suite à cela, nous avons été obligés d'arrêter. On nous a tué économiquement. Il y a eu un no man's land qui a duré un certain temps. Il n'y avait plus de militants sur le créneau, de plus nous étions soutenus par peu de monde (nous étions alors à l'*ILGA*). En 1982 il y a eu l'abrogation des lois anti-homosexuelles, le lendemain les homosexuels avec leur légitimité toute fraîche se sont mis à tirer à boulet rouge sur tous les gens qui parlaient de l'enfance. Le seul soutien que nous avons eu alors fut celui de Jean le Bitoux qui est intervenu très violemment au cour de différents débats en disant que nous étions jusqu'à peu, dans la même bande, et qu'aucune sexualité n'est sale. Et aujourd'hui la pédophilie dans l'esprit général c'est la violence sur les enfants. Hors il y a des mots pour désigner cela, il n'y avait pas besoin de détourner le terme de pédophile. Et face à cette réduction épouvantable nous nous retrouvons dans l'impossibilité d'en débattre au sein même du mouvement gay. Mouvement qui nous a évacués puisque les organisations qui s'intéressaient à ce genre de problème (en autre à l'émergence à l'homosexualité, au suicide des jeunes) ont été virées de l'*ILGA*. C'est une dérive sémantique sur le mot, une disparition militante, et finalement aujourd'hui plus personne n'en parle. C'est un sujet complètement tabou.

David : Par rapport à l'arrivée de Guillaume, je l'ai aperçu ici même en 1999 où j'avais alors trouvé le politiquement correct des Sœurs un peu énervant et j'avais été le voir pour lui dire qu'il me semblait intéressant de préparer quelque chose. Pris dans l'énergie des autres ateliers, je n'ai pas donné suite. Ensuite je suis retourné à Lille où j'ai croisé un copain bisexuel (qui a été publié grâce à Guillaume) qui m'a un peu remis les choses à plat. Il m'a dit que des personnages comme Guillaume défendent le libre arbitre. Que lui s'occupait de ses affaires, que moi je devais m'occuper des miennes. Enfin il m'a dit cela de manière plus intelligente et plus souriante puisqu'il était sous ecsta. Et depuis six mois je commence à comprendre que nous avons chacun une vie privée à protéger, et de temps en temps face au politiquement correct il faut affirmer son libre arbitre et le droit d'aller consommer les livres de Guillaume. Hier après l'intervention de Guillaume j'ai croisé une femme qui avait acheté son bouquin et qui voulait se le faire rembourser. Comme l'a dit Guillaume, nous avons la chance d'être encore vivants, la vie est une maladie mortelle. Il ne faut pas se tromper d'ennemi, je ne pense pas qu'il y a beaucoup de tarés ou de dangereux au sein des *UEEH*. Ce n'est pas ici qu'ils sont.

Didier : Les gens ne sont pas forcément d'accord avec Guillaume. Ceci dit j'avoue qu'il m'interpelle. Parce qu'aujourd'hui il faut forcément être en couple, pacsé, et gentil, et tous ceux qui ne sont pas comme nous sont rejetés. Il m'arrive de parler à des toxicos, je comprends leur problème mais ce n'est pas pour cela que je suis devenu moi-même toxico. Bref, la parole de Guillaume dérange et hier elle dérangeait de manière hallucinante. Et ce qui m'a dérangé c'est le discours des Sœurs. Il me semble que l'on ne peut pas parler du sida en deux minutes avec des espèces de pirouettes, c'est un sujet important qui ne doit pas être traité sur le mode de la farce. Tant que l'on parlera du sida de cette manière, tant que l'on ne posera pas les bases, tant qu'on ne se demandera pas sérieusement pourquoi aujourd'hui des mecs baisent sans capotes, on n'avancera pas. Etre séropo et vouloir baiser entre séropos est un choix personnel, si tu as envie de mettre ta ceinture dans ta bagnole, tu l'as mets, si tu as envie de faire du saut à l'élastique, tu peux le faire. Surtout qu'il y a un discours suffisamment élaboré, diffusé pour que les gens gèrent le risque comme ils ont envie de le faire. Il y a certaines choses dont on ne peut plus parler. Hier, le mec qui bégayait a mis dans le même sac bareback, techno et parisianisme. Selon lui, les parisiens sont des espèces de démons. Est-ce que c'est de l'envie ? Est-ce que c'est de la haine vis-à-vis de gens qui mènent leur vie de façon plus libre ?

Patrick Thévenin : Hier soir, il m'a semblé que les gens ne sont pas sortis par réaction vis-à-vis du bareback et de ces thèmes, et pour en avoir discuté après avec différentes personnes j'ai l'impression qu'ils sont partis parce qu'ils n'avaient pas compris de quoi Guillaume et les autres parlaient. L'assistance a seulement réagi par rapport à la façon provocatrice, voir agressive du propos. Pour ma part j'ai mis un certain temps pour comprendre de quoi vous parliez.

Didier : Aujourd'hui dire que tu te fais dix mecs par jour, même si c'est ton droit le plus absolu, ce n'est pas bien. Hier le mec qui balayait d'emblée a mis de côté la sexualité quetar et de l'autre les sentiments. J'ai des périodes où je baise, d'autre où je suis en couple. Pourquoi est-ce que nous n'aurions plus le droit d'avoir des périodes, des moments d'abus, d'excès ? On nous sert de plus en plus une espèce de modèle (je suis beau, propre, je ne fais pas de vague) croyant qu'ainsi nous serons mieux acceptés par la société. On n'est jamais accepté. D'ailleurs, c'est pour cela qu'ils gueulent, c'est parce qu'ils sont énervés. Dans les années 70 quand les pédés se sont battu pour exister, ils étaient violents. Ils hurlaient qu'ils se faisaient enculer par des arabes. Aujourd'hui pour de nombreux pédés la seule chose qui les intéresse c'est de savoir que leurs parents vont être ou non fier d'eux, d'être un pédé présentable.

Patrick Thévenin : Il me semble que Guillaume (et d'autres) dans la façon dont il intervient s'emploie à donner un bon coup c'est efficace et cela permet de développer certaines choses. Là-dessus je suis d'accord avec toi. Mais en même temps que cela coince plein de gens qui s'en vont. Avant même d'avoir écouté ....

Didier : Ce n'est même pas la question. A cet atelier nous ne sommes pas beaucoup, tu vas à celui d'à côté où ils sont en train de parler de ce qui s'est passé hier, la salle est pleine. Qu'est-ce qui fait que les gens sont si mal à l'aise alors que Guillaume n'a parlé que 5 minutes ? Qu'est ce qui bloque ainsi les gens ? Quand tu entends les déclarations d'un Ruquier à la télé qui dit être homo et qui pourtant balance des horreurs (publié dans *Têtu*) du style que selon lui les couples homos n'ont pas le droit d'élever des enfants, qu'ils ne peuvent aucunement être un modèle parental correct, cela ne provoque aucune réaction. Dustan dit un truc dans ce style et c'est une levée de bouclier, des cris d'horreur.

Florence : Si des gens quittent la salle parce qu'ils n'ont pas envie d'entendre ce qu'une personne dit, ils sont libres de le faire. Par contre quand il y a un procès d'intention vis-à-vis d'une parole ou d'une personne (provocatrice ou non) cela me choque. En tant que femme et lesbienne, ce qui me gène actuellement c'est que les débats sont aseptisés de tout ce qui pourrait être gay et lesbien. Dès que l'on dit autre chose, on est montré du doigt. Je suis responsable du festival gay et lesbien sur Lyon, il me semble que ce festival est en train de devenir un festival aseptisé, genre festival grand public. Où est l'alternatif ? Ou est le côté subversif, le côté poing dans la gueule ? J'ai envie que des gens aillent voir un film, qu'au début ils soient 300 pour finir à 3. Cela ne me dérange pas d'utiliser des deniers publics pour faire ça. Mais ce n'est pas l'envie de tout le monde. Les gens préfèrent passer Priscilla plutôt qu'un documentaire.

Patrick Thévenin : Dans tout ce qui est manifestation culturelle officielle, la culture porno n'apparaît jamais. Le premier à avoir édité des biographies d'acteurs pornos c'est Guillaume. On parle toujours du personnage mais on oublie qu'il a donné la parole à des tonnes de gens. Des jeunes gays, des lesbiennes qui avaient des choses à dire. Jusqu'à maintenant cela ne s'était jamais vu. *Les Editions Gays et Lesbiennes* jusqu'à présent n'éditaient que des histoires d'amour un peu fleur bleue où tout était beau et gentil. Il y a toute une partie de la culture gay et de la culture underground (comme la question du gode et les lesbiennes) on ne peut pas en parler. Le pire, c'est que les hétéros nous piquent ces sujets.

Pascale Berthault : Il me semble que le film sur les jeunes "*Etre et se vivre homo*" est assez symptomatique. C'est de la plainte. Et ce qui m'étonne ce soir c'est que j'entends de la plainte. Certes, je partage un certain nombre de choses qui ont été dite, mais ce qui me marque c'est qu'à part Florence qui dans le cadre du festival impulse des trucs et des gens qui écrivent des bouquins ou tout ce qu'on veut, des espaces sont à prendre. Nous sommes quand même un certain nombre, y compris chez les lesbiennes, à être fatigués et à être particulièrement critiques par rapport à un discours unilatéral, propre sur soi. Y compris sur toutes les affaires de couple, de PACS, de mariage et compagnie. Je suis pour l'égalité des droits parce que je considère que tout le monde a le droit d'être aussi con que les autres (c'est comme cela que je le vois) mais fondamentalement ça me gave, ça me fatigue. Les histoires de mariage, de PACS, d'homoparentalité et de tout ce qu'on veut, il faut que nous en ayons le droit puisqu'ils n'y a aucune raison valable contre. C'est pourquoi il faut se battre pour, mais le paradoxe c'est que derrière il faudrait aussi tout détruire, il faudrait détruire la famille, le couple rangé.

Christine Lemoine : Comme dit Pascale, il y a des espaces à prendre. Quand on a fait notre bouquin, nous n'avons pas demandé la permission à qui que ce soit, sans s'occuper de savoir à qui cela allait ou non plaire. On l'a écrit, il a été édité, il circule, il est bien vendu. Il provoque des débats. Il y a des gens qui ne comprennent rien, et d'autres qui écoutent. Il y aura toujours des gens qui n'écouteront pas, il y aura toujours des gens qui essayerons de faire taire les autres. Dans le milieu lesbien (je ne connais pas le milieu gay) le politiquement correct ne concerne qu'une minorité, peut-être active mais (du moins me semble-t-il) avec de moins en moins de prise. Peut-être que je suis trop positive, peut-être que je me fais des illusions, n'empêche qu'actuellement il y a plein d'initiatives pas vraiment politiquement correctes. Tout à l'heure je parlais de Ginette Arnaud, je suis certaine qu'il y a de très nombreuses lesbiennes qui ne comprennent pas.

Guillaume : Je suis tout à fait d'accords avec ce qui viens d'être dit, effectivement Ginette Arnaud fait des tas de truc assez révolutionnaires. Si ici c'était comme à Bruxelles, une université libre, homosexuelle on garde, d'accords. Donc cela donnerait Université Libre Gay, Lesbienne, Bi, Trans et autres. Je pense que c'est évident ..... C'est important de préciser gay, lesbiennes et bi. Il faut quand même savoir que lorsque le monde aura changé ils seront majoritaires. Donc s'il y avait des assos de foot, de foot gay et s'il y avait un peu de cul à différents niveaux (dans le cadre d'atelier ou dans d'autres cadres). Après il faut réfléchir à une espèce de coordination gay, lesbienne, bi, trans qui anime l'action politique. C'est tout ce que j'ai à dire. Action politique en tant que telle, c'est à dire que nous sommes un mouvement politique, un mouvement gay. Il n'est pas dit que nous n'arriverons pas à le faire sinon je vais désespérer. Dans cinq ans c'est faisable.

Tanguy : J'en ai rien à foutre que l'on parle des rapports d'untel avec untel, sauf si c'est exprimé artistiquement, correctement. Que l'on mette un regard là-dessus qui dise quelque chose. Par contre ce que je trouve politiquement fort c'est de faire éclater la distinction entre espace privé et espace public parce qu'elle est le lieu d'une exploitation et d'une oppression. Et dès lors qu'il y a oppression et exploitation je suis d'accords pour qu'on conteste, qu'on en parle. Le rapport d'exploitation qui est le moins bien exprimé c'est celui des enfants. Et sur ce sujet il y a des choses. Et même je pense qu'il faut continuer, on ne peut pas garder dans le monde où nous sommes. Il y a encore tout un tas de femmes qui sont cloisonnées dans l'espace privé qui est leur lieu d'exploitation. En France et dans le monde. C'est subversif quand c'est correctement exprimé au cinéma, en peinture, en littérature, quand cela veut dire quelque chose. Là-dessus je suis ok, mais si c'est pour avoir un compte-rendu du café du coin sur ce qu'a fait untel, sincèrement j'en ai rien à foutre. Je peux voir des reportages sur Envoyé Spécial, ils sont forts pour dire que dans le milieu homo les gens prennent des drogues. C'est une vision, c'est leur vision, je n'ai pas besoin de ça. C'est pour cela que j'aimerai qu'il y ait d'autres types de discours .....

De quoi je parle ? .....j'ai l'impression que les discutions tournent autour, je ne sais pas ce qui s'est passé hier soir. J'ai débarqué ici un peu par hasard, mais ce qui est intéressant c'est que nul part ailleurs dans les discussions on parle autant de modes de vie privées. Je vais à tout un tas de réunions, mais je ne parle pas de ce que je fais le soir avec untel et untel. Ce qui semblerait choquer. Je ne pense pas que ça choque, ici je ne vois pas qui pourrait être choqué. Ce que je vois c'est qu'il y a quelque chose d'important à pointer, c'est que nous avons souvent distingué le monde privé comme si cela ne nous regardait pas. Ce qui a permis l'oppression des femmes pendant des siècles et l'oppression des enfants, et aujourd'hui je trouve que c'est bien que cette oppression, dans cet espace là soit exprimée publiquement. Je trouve cela important.

Donald : J'ai déjà dit en quoi le politiquement correct me pose question à l'intérieur de la communauté (par les différents politiquement corrects en cascade) mais je finis par me demander si ce problème de politiquement correct, quand il ne s'agit pas de nos ségrégations internes, si ce n'est pas une illusion de vouloir le prendre entre nous. Parce qu'en réalité il est beaucoup plus général. D'une manière pratique je pose une question simple : qui dans la communauté gay a réagi quand on fait la révision du code pénal et qu'on s'est retrouvé devant l'amendement Jolibois ? A l'époque de Sartre quand il tenait des supports papier dans lesquels tout le monde pouvait écrire, s'il y avait un truc comme ça cela aurait hurler. Hors il est certain que cette modification du code pénal entrave les libertés individuelles, augmente les peines et réduit au silence. Pas seulement nous, mais tout le monde. Comment on se situe par rapport à des choses comme ça ?

Cette modification du code pénal fait qu'il est interdit de publier, diffuser, faire savoir par tout moyen des choses qui sont susceptible de choquer la morale (les mineurs spécifiquement puisque cela aggrave la peine encourue) mais n'importe quelle personne en particulier. Lorsque c'est sorti, la seule qui a réagi c'est la presse qui faisait de la prévention contre le sida , disant qu'elle était de fait réduite au silence. Il a fallut obtenir un commentaire verbal de Simone Veil à la télévision qui a promis qu'elle ne poursuivait pas sur la base de cette loi les publications qui feraient de la prévention.

Anna-Margareta : J'ai été éduquée aux Etats-Unis dans les années 80, à la grande époque du politiquement correct. Ce phénomène qui avait pour base d'inclure toutes les minorités, tous les exclus dans la société. Seulement cela effaçait les différences. A dire que tu étais hispano-américaine, tu n'étais plus cubaine. Tous ces noms qu'ils voulaient nous donner pour être plus à la mode devenait une espèce d'homogénéisation que j'ai catégoriquement refusé. Pareil pour le consensus, je le refuse totalement parce que je suis pour la liberté et l'indépendance des personnes. Et au moment où le politiquement était au sommet de ses effets dans les médias et dans la société, au sein des minorités les gens se sont employé à se réapproprier les injures utilisées contre eux. Et ce n'est pas par hasard que le milieu gay et lesbien (comme dans d'autres minorités), on observe le retour d'un certain individualisme, et une volonté à réclamer, à revendiquer notre différence.

En France je suis très active dans le milieu lesbien, et justement je tiens à casser un peu un certain consensus généralement accepté. Lorsque j'organise des soirées à Paris, les flys sont toujours réalisés en sorte de faire sortir toutes les différences qui existent chez les lesbiennes (et qu'on ne voit pas forcément). Je suis arrivée en France en 1993, et durant les 2 années suivantes (alors que j'étais en situation irrégulière) où je traînais dans tous les bars et autres lieux lesbiens je ne voulais pas croire le manque d'évolution et d'interrogation chez les femmes lesbiennes. Du coup, avec la volonté de vouloir toucher toutes les autres lesbiennes qui étaient comme moi, c'est à dire à vouloir se lier avec d'autres femmes dans des lieux dédiés aux femmes qui aiment les femmes mais pas seulement parce qu'on est homo mais davantage parce qu'on est attiré par la programmation, le style de musique, une certaine ouverture. Sur l'un des lys que j'ai conçu on voyait une nana en maillot de bain de dos et le texte disait "j'aime le beat" (c'était une soirée house musique). Et quand on faisait le tour des bars, on se faisait jeter les flys dans la gueule, et insulter. Les femmes françaises lisaient "bite", beaucoup étaient outrées. Mais finalement on se disait que c'était très positif en ce sens que cela provoquait tout un débat. Sur un autre flys (avec des moules) j'avais mis "les filles les plus fraîches en boites". Et là aussi, beaucoup de femmes ne comprenaient pas. Dans le milieu j'étais connue comme particulièrement politiquement incorrecte, au point que *Lesbia* refusait (pas officiellement) d'annoncer les soirées et autres événements dont je m'occupais. Car selon elles, les pubs dérangeaient. Les différents styles de femmes qui viennent aux soirées sont de tous les âges, de tous les styles. Certaines me disent qu'elles n'aiment pas la musique électronique mais apprécient le réunion de différents style de femme. Pour moi, c'est quelque chose de très important.

C'est la première fois que je viens aux *Universités d'Eté*, je supposais que c'était un lieu intellectuel, un endroit pour communiquer, pour écouter. Et hier soir, pendant le forum j'étais sidérée par le manque de recul chez les gens. Je viens de d'un atelier où quelqu'un vient de proposer que l'année prochaine on donne la parole à une femme puis à un homme et ainsi de suite. Les gens ont applaudi. Si tu n'as rien à dire, homme ou femme, tu n'as rien à dire.. Je ne veux pas que des femmes qui n'ont rien à dire s'expriment parce qu'il faut que des femmes s'expriment. Je suis un peu choquée par cela. J'ai écouté ce que Guillaume disait à propos des femmes castratrices, je ne me suis pas sentie concernée et je ne l'ai pas pris comme un absolu universel pour toutes les femmes qui existent. En cela comme en toute chose il faut un minimum de recul. Et alors que nous sommes à un endroit fait pour que les gens écoutent, nous n'arrivons même pas à mi-chemin du chemin à parcourir pour vraiment écouter l'autre, pour ensemble discuter. Et je trouve cela vraiment dommage. Les jeunes aujourd'hui sont branchés, ouverts, mais je rencontre tout le temps des jeunes lesbiennes qui sont contre des pratiques sexuelles avec des godes, qui ne cessent de dire que si elles voulaient une pénétration vaginale elles seraient avec un mec. Elles ne sont pas stupides mais elles restent sur une théorisation précise de la sexualité. Et c'est en cela qu'elles sont politiquement correctes, en disant que traditionnellement les lesbiennes ne sont pas vaginales, que les lesbiennes ne sont que clitoridiennes puisque le vaginal implique l'homme. Et malheureusement il n'y a pas assez d'occasions pour permettre à la communauté lesbienne de s'interroger sur le fait que nombres de lesbiennes répètent un même discours. Un exemple, pour conclure, aujourd'hui je me suis fait prendre la tête par un mec qui ne comprenait que je me trimbale avec un tee-shirt sur lequel on peut voir une bite en érection. Il a même demandé à un collègue si j'étais lesbienne. Pour lui je ne pouvais être lesbienne et avoir sur moi une bite en érection. Je savais qu'en le portant aujourd'hui ce serait très politiquement incorrect surtout vu ce qui s'était passé hier soir. Pour moi, c'était une façon de faire une mini-manif, de dire que l'on peut être lesbienne, que l'on peut être intelligent, on peut être fier des différentes choses que l'on aime, et que je ne suis pas bloquée sur un discours, sur une ligne politique.

Florence : Lorsque nous avons commencé à organiser ces fêtes, c'était le va-et-vient entre un militantisme austère et des gens ouverts qui m'intéressait. Des filles me disaient qu'Anna était lobotomisée, qu'elle faisait comme les gays, qu'il n'y avait que le cul ou s'amuser qui l'intéresserait. Mais j'ai vu des gamines de 20/22 ans (quand j'avais cet âge là je n'osais pas aller en boite) qui sortaient dans les bars, étaient lookées, tenaient pas la main leur copines. Comme cette histoire de tee-shirt, c'est une forme de militantisme. Et j'aimerais savoir si nous sommes obligées de s'attacher à des modes de militantisme austères plutôt que d'autres formes de militantisme qui intégreraient le non politiquement correct, le fashion, la baise, le cul ..... En tant que lesbienne si j'ai envie de dire que j'aime les bites, le vagin ou sucer, j'ai envie de pouvoir le dire. J'ai aussi envie de pouvoir dire qu'un jour, éventuellement j'aimerais avoir des couilles. Sans pour autant renier mon lesbianisme féminisme. Et tant pis si j'en prends plein la gueule, après tout le militantisme peut passer par d'autres formes. Il nous appartient de réinventer des codes, des manières de penser qui fassent avancer les choses de manière différente. C'est la question que je pose, c'est de savoir quelle forme de militantisme il peut exister.

Guillaume Dustan : Je suis tout à fait d'accords avec le discours des *Universités*, c'est très bien que nous soyons divers. C'est formidable, mais de là à s'en gargariser ... Le problème c'est que le discours des *UEEH* peut instrumentaliser les choses de sorte que l'on en arrive à mettre sous le boisseau un certain nombre de progrès sociaux. Je crois que la cocaïne est un progrès social. Je ne vais pas revenir sur l'utilisation des drogues, sur la libre disposition de son corps. Et est-ce qu'on ne pourrait traiter cela comme un progrès social ? C'est à dire comme du politique ? Après il y a ce qui est pour moi le cœur du politiquement correct gays et lesbien (je vais citer Patrick Thévenin) : "tuer la folle qui est en toi". Dans les deux sens "tu es" et "tuer". Et c'est le bon moment, la bonne idée. Ce qui ne veut pas dire que l'on ne parlera plus au féminin. Mais on va peut-être devenir un peu plus butch, et on va peut-être comprendre qu'être fem c'est du luxe. L'embêtant c'est quand la prestation de féminité chez le pédé radical tombe soit dans l'agressivité vis-à-vis de l'entourage (genre je vais vous faire payer mon homosexualité en étant une folle agressive) soit dans le masochisme (genre s'étale ma souffrance, je suis une tante, un trou, je suis fragile, je vais crever). C'est pas très bien pour ceux qui ont ce genre d'attitude, ce n'est pas très bien pour la communauté. Hier soir, ce n'était pas une blague quand j'ai dit qu'on aurait du mal à vendre l'homosexualité, même sous la forme de la bisexualité naturelle aux hétéros si on leur demande de renoncer à leur force, à leur performance butch. C'est un truc vraiment essentiel. La folle honteuse agressive, elle n'est pas du tout du côté de la subversion. Elle l'a été peut-être dans les années 70, mais c'est fini. Maintenant elle est du côté du pouvoir. Le pédé viril c'est ce qu'il y a de plus subversif.

Patrick Thévenin : Chez les pédés il y a une certaine culture du drame. Tout au long de la semaine, ce n'était que des ateliers sur le suicide, l'homophobie, les hétéros qui nous en veulent. Il y a une grande peur de l'hétéro. Je trouve cela fascinant. A écouter certains on a l'impression qu'ils n'existent qu'à travers cette souffrance. Le mec qui hier soir bégayait* a déclaré qu'il en avait marre de cet hédonisme gay parisien. Tout ce qui peut apporter du plaisir est mal considéré. Un séropo est forcément quelqu'un qui fait son chemin de croix (j'ai péché, je souffre). C'est très chrétien, très rédempteur comme discours. Et à partir du moment où un séropo commence à dire qu'il aime baiser, qu'il affirme qu'il n'a pas mérité ce qu'il lui arrive (et qu'il ne voit pas pourquoi il culpabiliserait), il dérange. Le politiquement correct, c'est de ne pas pouvoir dire qu'il y a chez certains pédés une forme d'auto flagellation permanente. Tout discours hédoniste est banni.

Pascale Berthault : Pour conclure, je dirais qu'il faut qu'on apprenne et pour apprendre il faut transmettre. Et c'est au niveau de la transmission qu'il y a un problème. En tous cas il y a une question d'espace et de transmission. Petite parenthèse : je maintiens que les *UEEH* doivent être un lieu pluriel. Il y a plusieurs courants qui cherchent, certains sont arrêtés, il n'en reste pas moins qu'il faut tout de même avoir cette diversité pour avancer. Ceci dit, pour moi la question est vraiment celle de la transmission, et comment faire pour dépasser cela. Au sens collectif (ce que disait Florence tout à l'heure) et au sens individuel. C'est à dire que les individus pourront avancer grâce au collectif. Mais il faut que nous arrêtions d'être dans la douleur et la plainte. Cela me fatigue, cela commence à suffire de parler du suicide (même si cela existe). Nous pouvons en parler, mais il ne faut pas que cela soit au centre de toutes nos conversations. Il y a des sujets qui sont centraux, quand ils ne devraient pas l'être. Toutes les questions relatives à la parentalité ne sont pas centrales. La question c'est plutôt qu'il existe une pression bourgeoise pour nous faire rentrer dans le cadre. Cela paraît vachement radical l'homoparentalité, mais sur le fond c'est quelque chose qui tend à gommer notre différence. Là-dessus il faut que nous progressions collectivement.

Patrick Thévenin : Le discours majoritaire actuel c'est qu'il faut être en couple. Si tu n'es pas en couple et si tu n'as pas de gosses tu ne va pas pouvoir trouver ton équilibre. Hors il me semble, homos comme hétéros, tu as tout à fait le droit de vouloir être célibataire toute ta vie. Les débats sur le PACS n'ont pas pris en considération les mecs qui vivent à trois. J'ai des copines qui vivent à deux avec un mec. Comment font-ils ? C'est sur ces nouvelles formes de vie qu'il faut réfléchir.

---

* Pages 35/36

POURQUOI UNE MEMOIRE MILITANTE ?

Pascal : L'objet du présent atelier sur la mémoire militante est de s'interroger sur la fonction (et accessoirement sur la nature) d'une mémoire sous forme d'archives. En effet, l'utilité d'archives a priori n'est pas évidente. Après tout, avons-nous réellement besoin dans notre vie de tous les jours d'une mémoire homosexuelle ? A quoi peut bien servir cette accumulation de livres, de revues, d'articles de presse, d'affiches …. ? Peut-on aujourd'hui être gay, être lesbienne sans se référer à un passé militant ? Il est couramment admis que vivre son homosexualité aujourd'hui (malgré certaines grandes insuffisances sociales et juridiques) est tout de même plus facile qu'il y a ne serait-ce que 30 ans, nos aînés sont encore là pour en témoigner. Mais en quoi cela nous importe, et nous sert-il de le savoir ? Après tout, savoir qu'hier être pédé n'était pas vraiment facile à vivre ne change pas grand-chose à notre quotidien d'aujourd'hui.

C'est en m'occupant du fond d'archives assez conséquent de l'association marseillaise *Mémoire des Sexualités* que j'ai découvert cette notion même de mémoire militante, et que je me suis posé ce type de questions. Savoir quelle peut être l'utilité d'un fond d'archives en détermine et justifie directement l'existence. En effet, pourquoi collecter des milliers de documents s'ils ne sont pas destinés à nous être utiles ? Le premier élément de réponse tient au fait qu'expliquer le pourquoi et les modalités de l'évolution sociale qui a accompagné le mouvement homosexuel ces trente, vingt dernières années nous permet aujourd'hui de tirer des enseignements pour de futurs combats. Le second élément de réponse appartient à ce que l'on pourrait appeler "la vérité historique". Il n'est pas inutile de rappeler que ce sont les femmes féministes qui les premières nous ont ouvert la voie (en demandant d'être citoyennes, et non plus simplement mères), qu'a Stonewall se furent des travelos qui les tous premiers se sont rebellés contre les flics qui une fois de plus opéraient une descente. Ces deux faits, parmi tant d'autres, montrent combien notre existence (notre reconnaissance) sociale est liée à celle de ceux qui nous ont précédé et qui aujourd'hui nous sont trop souvent étrangers, et que ce n'est qu'ensemble que nous avons pu (et que nous pouvons) faire bouger la société. C'est en me plongeant dans toute une somme de documents, de revues, de magazines, de coupures de presse que l'utilité d'un fond documentaire m'est apparut comme nécessaire à tout travail militant. C'est à travers la sauvegarde de notre mémoire que nous trouvons matière à réflexion.

Et si on accepte le principe de l'utilité d'une mémoire militante, reste encore à en définir les contours. Les fonds documentaires constituent un des éléments de réponse possible. Au-delà de la question de l'existence (ou de la non-existence) d'une communauté homosexuelle, structurée, articulée autour d'une mémoire collective, il est un fait qu'en plus de pratiques sexuelles communes (non hétérosexuelles), gays comme lesbiennes ont en commun une histoire militante. Et cette histoire mérite d'être sauvegardée car elle nourrit notre militantisme. Bref la parole est à vous.

Norbert : Pour moi la question ne se pose pas. Archiver est un besoin, une nécessité.

Pascal : A titre personnel je partage cet avis. Pour moi c'est également une évidence. Mais alors au-delà de l'utilité de la chose il convient de se demander pourquoi c'est utile.

Orion Delain : Il me semble que l'utilité des archives c'est de rendre service aux jeunes générations. Ce n'est pas nous que nous gardons ces archives. Les archives sont pour le futur.

Pascal : La question des archives est quelque chose que je vis depuis un an. Par exemple le premier *Gai Pied* est sorti en 1979. A cette époque, avec ma tronche de petit minet je profitais joyeusement des attraits de la capitale sans penser une seule seconde à militer. L'idée de militer pour les droits des gays m'était alors totalement étrangère, d'autant que je n'en voyais aucunement l'utilité. Des années après, les circonstances font que je m'installe à Marseille, je passe le cap des 35 ans et je découvre une autre réalité homosexuelle. Je découvre que des gens qui militent depuis des années ont dégagé le terrain, et que de ce fait aujourd'hui être homosexuel est tout de même plus simple à vivre qu'il y a trente ans. De cette histoire, de ces événements, de ces réalités passées (dont d'une certaine façon nous sommes redevables) j'ai retrouvé la trace (le témoignage) grâce à ces archives dont je m'occupe actuellement …..

Orion Delain : Je ne dirais que c'est plus simple, c'est davantage plus sain à vivre. Aujourd'hui tu le dis plus facilement à tes parents, à tes amis, à tes collègues. Alors qu'autrefois tu étais obligé de le cacher.

Norbert : Je suis assez d'accord, mais c'est une dimension. Et il y en une autre. Quand je dis qu'une mémoire est utile dans le présent c'est pour nourrir l'action présente. Histoire de ne pas refaire toujours la même chose, pour ne pas sortir les mêmes idées. Simplement pour exister, nous avons besoin d'une histoire.

Pascal : Lorsque tu regardes en arrière tu vois le chemin qui a été parcouru ces trente dernières années, tu peux en tirer une espèce de bilan un peu critique, et cela permet de nourrir notre militantisme.

Norbert : Peut-être, mais c'est assez défensif comme raisonnement. Pour moi l'utilité première d'un fond d'archives c'est d'avoir une histoire, de ranger ses idées passées, présentes et futures. C'est un outil de la pensée et de l'action. De la même façon qu'un homme politique ne peut pas faire l'économie de connaître l'histoire de la société qu'il a envie d'organiser, en tant que militant tu te dois de connaître l'histoire du mouvement homo. Et pas simplement pour dire que nous avons bien de la chance de vivre au 21éme siècle et pas au Moyen Age, mais parce que tu en as besoin pour bosser, pour réfléchir.

Actuellement je réfléchis en tant que militant de *Gare* à créer une fédération ou un réseau associatif. Nous sommes 4 associations professionnelles, à la fin de l'année nous serons 15, et il est évident qu'il nous faut travailler ensemble pour la simple raison que nous y avons intérêt. Et une des raisons pour lesquelles je suis venu aux *Universités d'Eté* c'était justement de rencontrer les autres et de décider ensemble si on fait ou non un réseau une fédération. Il y a deux jours j'ai assisté à la réunion des *CGL*[*]. C'est quoi la fédération des *CGL* ? C'est quoi le *SNEG* ? C'est quoi l'*Interpride* ? *Moules Frites* ? J'ai discuté avec différentes personnes sur les avantages et les inconvénients d'être une fédération. Lorsque tu as des décisions à prendre, des actions à mettre en place ou des idées à produire, il est dommage de tout démarrer de zéro alors que des choses ont été faites auparavant, et que cela fait partie de notre patrimoine.

Pascal : On vient de parler de patrimoine, mais peut-on parler de culture ? Car j'entends souvent parler de "culture homosexuelle". Si cette culture existe, peut-on dire que la mémoire militante (ou du moins l'archivage) en fait partie ?

Norbert : L'archivage en tant que tel n'est pas un acte culturel. L'archivage n'est pas au seul service de la culture. Certes cela est utile à l'expression culturelle et/ou artistique, mais c'est également utile à l'expression politique, économique, psychologique ou autres. Et même à l'expression amoureuse. On peut imaginer un écrivain faisant des recherches documentaires pour un roman ou un essai historique.

Pascal : Il me semble que l'intérêt de garder cette mémoire est de constater à quel point la société évolue (et comment les homos de leur côté évoluent). Un exemple parmi tant d'autres, ce document qui affiche les tarifs publicitaires du magazine *Têtu* où parmi toute une série de chiffres (les tarifs en eux-mêmes n'ont rien de fondamentalement extraordinaire pour un tel magazine) il y a un paragraphe terriblement symptomatique : "*Têtu est devenu un label de qualité et de sécurité pour toucher une cible préceptrice à fort pouvoir de consommation et avide de nouveauté*". Il est vrai que l'on n'arrête pas de nous balancer que les pédés sont toujours à la pointe de la mode. Le reste du paragraphe n'est pas triste. "*Bref une cible jeune, dynamique et consommatrice*". Deuxième lieu commun, les pédés sont par nature friqués. "*Voilà pourquoi tant de marques et d'enseignes ont déjà utilisé Têtu. Inclure Têtu dans votre plan média c'est le moyen de l'étoffer à moindre coût et d'adopter un nouveau style de communication. Vous ajoutez une touche d'originalité, de modernité et d'efficacité à votre stratégie*". Pas mal, non ? Et il s'agit des tarifs publicitaires de cette année. Il y a 20 ans, à l'époque des tous premiers *Gais Pied* on pouvait lire une toute autre prose. Il y a tout un monde entre *Têtu* et cette revue plutôt intellectuelle où il n'y avait ni petites annonces, ni horoscope ou de 3615 machin truc. Des petites annonces.... ? Oui mais par rapport à maintenant, c'était assez anecdotique. Dans le numéro 1 tu peux lire un long article de Foucault. Cet exemple me semble extrêmement significatif (et parlant) de l'évolution que la population (la communauté) homosexuelle dans son ensemble a connu ces dernières années. Et il n'est peut-être pas inintéressant de conserver cette "littérature" puis de la mettre en perspective avec les anciennes publications (d'il y a 20 ou 30 ans). Et de refaire de même dans 20 ou 30 ans histoire de voir dans 30 ans comment les gay et les lesbiennes auront alors évolué.

Orion Delain : Avec l'édition de *Triangulaire,* j'ai l'impression de faire comme un devoir de mémoire, de faire un livre que l'on peut garder dans sa bibliothèque durant des années et à l'occasion ressortir, histoire de se souvenir d'une époque.

Pascal : Et toi, Lionel, qu'est-ce que cela t'inspire cette histoire de mémoire militante ? Peut-on considérer que s'occuper de garder et de préserver la mémoire est en soit un acte militant ? Tu as entre les mains *Gai Pied* numéro 1, qu'est-ce que ce papier t'inspire comme réflexion, comme idée ?

Lionel : En premier lieu beaucoup de souvenirs. Mais le plus fort dans le genre, c'est le numéro 0.

---

[*] Pages 249 à 258

Pascal : Le voici. Il s'agit d'une simple feuille (format A3) de papier journal. Sans petites annonces, sans horoscopes, sans photos de mecs à poil, sans couleurs. Et quand tu le compares à la plaquette des tarifs publicitaires de Têtu, certes 20 ans ont passé, tu n'as pas l'impression d'être sur la même planète.

Lionel : Tout à l'heure je parlais avec quelqu'un des perspectives offertes par l'Internet. Et je remarquais que l'on avait surtout des sites du style *Gala* ou *Point de vue, Image du monde*, genre actualité heureuse. Lorsqu'on parle de mémoire homo, le seul intérêt c'est de trouver des documents originaux ou des analyses à base de documents originaux. Didier Eribon, Christophe Martel, j'approuve, il n'y a rien à dire. Il y a un certain nombre de personnes, d'intellectuels, d'écrivains qui réfléchissent et qui aident à se situer dans une société globale. Lorsque tu lis Foucault, ses analyses, tu trouves matière à ta propre réflexion. Les archives sont à ce niveau utiles puisqu'elles te permettent de retrouver tous ces écrits.

Pascal : Dans l'ensemble de la presse homosexuelle (de ces 30 dernières années) il y a un cas assez unique, celui d'*Arcadie* publié durant plus de 30 ans. Lorsque tu lis le dernier numéro et que tu le compares au premier, tu as du mal à croire que 30 ans ont passé. Car au niveau de la pagination, de l'iconographie, du ton rédactionnel, c'est le même magazine. Contrairement à *Gai Pied* qui en 13 années d'existence a radicalement évolué, dans la forme comme dans le fond. Sans compter que le discours même du magazine à la base était assez difficilement audible. C'est des pleurs du style "mon dieu nous sommes homosexuels, c'est notre croix, il faut surtout pas faire de vague ou de bruit puisque la société est bien bonne de nous tolérer".

Orion Delain : Pour le coup, Madame H n'aurait pas dénoté (si elle demeurait très premier degré). *Arcadie* était la revue type du bourgeois pédé.

Norbert : *Arcadie* c'était "nous sommes ensemble dans des salons privés de manière à discuter entre nous après avoir dragué les charpentiers". Les charpentiers ne servant qu'à assouvir de stricts besoins physiques.

Lionel : Dernièrement est passé sur *Arte* le film qui relate la vie de Magnus Hirsfeld (cet homme qui a crée le mouvement homos allemand du début du siècle). Ce film montrait qu'il existait deux types de sociétés homosexuelles, une centrée autour de Magnus Hirsfeld qui était une tante, vivant dans des salons habillés en femme, et une société où l'un des chefs affirmait que le corps doit exulter, que les hommes se doivent d'être beaux et sportifs, que la virilité n'est pas forcément incompatible avec le goût des hommes. Et il était intéressant de voir que ces deux communautés bien qu'elles avaient en fait le même objectif (l'abrogation du paragraphe 175), la politique aidant et la société évoluant certains ont rejoint les fascistes tandis que les "efféminés" ont fuit l'Allemagne. Les *Mauves* sont aujourd'hui présents pour dire que des choses comme ça ont existé, et pour faire constater que nous retrouvons actuellement ces mêmes scissions (ou du moins du même ordre) entre les tantes, les cuirs, ceux qui se plaignent que les photographes durant les *Gays Prides* ne voient que les Drag Queens. Il se passe ou il va se passer des choses comme ça, des événements qui font ou feront évoluer notre culture.

Pascal : Et qu'est ce qui t'intéresse dans cette histoire de mémoire ?

Lionel : Ce qui est intéressant en matière de mémoire c'est de comprendre un petit peu ce qui est susceptible de se reproduire. L'histoire se reproduit, c'est pourquoi il nous faut rester vigilant.

Pascal : Mais ce n'est pas davantage le futur qui te semble digne d'intérêt plutôt que de savoir qu'il y a 15 ans il s'est passé tel ou tel événement ?

Lionel : Sauf que je réfléchis au futur en pensant au passé. C'est dans le passé que je trouve les explications ou les raisons que ce qui est susceptible de se passer plus tard. Et de ce qui se passe aujourd'hui.

Pascal : Il semblerait que nous soyons assez d'accords sur l'utilité d'une mémoire. Mais j'ai envie de vous demander s'il vous semble que l'identité homo est née spontanément ou c'est le fait d'être aller chercher dans ce qu'ont écrit ou fait nos aînés.

Orion Delain : C'est typiquement une question d'âge. Quand tu es jeune tu vis dans le présent avec les moyens dont tu disposes alors. A l'époque de *Gai Pied*, je vivais à la campagne et ce journal était ma seule lecture (en cachette). Aujourd'hui avec quelques années, quelques capacités de raisonner de plus, je me dis qu'il est quand même intéressant de faire des retours en arrière histoire de mieux comprendre le futur. A l'époque je n'avais pas vraiment conscience qu'un jour je deviendrais grand et que je vivrais des choses différentes, que les choses évolueraient.

Norbert : Tout dépend si on parle d'histoire contemporaine ou d'histoire plus ancienne. J'ai 45 ans, je suis né avec l'histoire contemporaine, histoire dont je n'ai pas pu me servir puisque je l'ai vécu en même temps qu'elle se faisait. Je me suis un peu servi d'*Arcadie* (j'y suis allé une fois en 1974, mais cela ne m'a pas vraiment enthousiasmé). Mais mon premier truc se fut l'association *Beit Haverim*, le *CUARH*, le *GLH*. Je n'ai donc pas pu utiliser ce que mes aînés avaient fait, puisque je n'en ai pas eu. Et je pense que les gens qui ont 45 ans et au-delà n'ont pas eu d'aînés.

Pascal : Tout à l'heure on parlait de la notion de culture homosexuelle, les grands noms de notre panthéon (Cocteau, Gilde, Rimbaud, Oscar Wilde ....) ne peuvent-il pas nous servir de repères, de modèles ?

Orion Delain : On en parle beaucoup plus aujourd'hui qu'on en parlait autrefois.

Norbert : Les écrivains homosexuels notoires auront été pour moi des repères. Grâce à eux j'ai appris que les homos existaient et que cela avait existé. La culture fabrique sa propre mémoire par la notoriété qui va au-delà d'un espace communautaire. Par contre tu poses la question de la mémoire militante que l'on pourrait d'ailleurs étendre à la mémoire de la communauté homosexuelle non pas dans sa seule dimension militante mais dans toutes ses dimensions. A l'exemple de la revue *Triangulaire* où on ne trouve pas seulement du militantisme. En photographiant des lieux, des individus, des objets on garde les trace d'une histoire, de notre histoire. Mais il s'agit d'une production qui par nature est au-delà de l'histoire, en ce sens qu'il s'agit d'une production artistique. En matière d'archives tu as d'abord la partie de conservation et c'est après, en étudiant les revues et les divers documents archivé que tu peux te nourrir. Que tu sois artiste, homme ou femme politique. Ceci dit, je suis davantage intéressé par le côté opérationnel de la chose, par le nombre d'accroches documentaires possibles. Aussi, il me semble utile de faire un état des lieux de ce qui existe en matière de fond documentaire, de mémoire.

Pascal : Alors justement autre grande question, celle des moyens. Quel devrait être la forme d'un fond d'archives ? Un seul, une fédération de fonds documentaires dispersés, spécialisés ?

Orion Delain : Actuellement la personne qui est le plus au courant de ce genre de chose c'est Jean le Bitoux. Il sait où sont les trésors, qui possède quoi.

Norbert : Jean le Bitoux travaille avec Christian de Leusse sur cette histoire de mémoire ? A qui sont les documents ?

Pascal : Alors d'abord Jean le Bitoux travaille avec Christian de Leusse principalement sur la question de la déportation homosexuelle. Ensuite sur la propriété du fond documentaire en tant que tel c'est la propriété privée d'une personne, Christian, qui depuis des années conserve tout ce qu'il lit ou collecte comme documents. Mais c'est le cas d'autres personnes en France qui au fil des années accumulent les documents. Et pour te répondre plus précisément, il faut savoir qu'il existe des structures plus ou moins officielles comme *Mémoire des Sexualités, les Archives lesbiennes* et ce qu'a monté Patrice Cardon (avec les *Gai Kitsch Camp*), et en parallèle (mais c'est complètement éclaté) une multitude de personnes qui ont systématiquement gardé les revues qu'elles achetaient au quotidien. De la sorte il y a en France un certain nombre de personnes qui ont gardé leurs propres archives, et il est bien évident qu'elles ne sont pas forcément connues (et facile à connaître). En plus, ces personnes sont sentimentalement attachées à leur archives car elles procèdent de leur histoire personnelle (genre j'ai acheté ce *Gai Pied* alors que j'étais adolescent, c'était le premier que j'ai osé acheter) ce qui explique de leur part une forte réticence à donner, publier, exposer ou faire connaître leurs archives. Et lorsque les personnes décèdent cette mémoire, ces archives, ces documents, ces témoignages sont détruits ou perdus.

Norbert : Mais ceci dit, nous parlons beaucoup de fédération, en matière de fond documentaire homosexuel existe-t-il un projet d'une fédération documentaire ou d'un fond unique ?

Orion Delain : Il y a le projet de Jean le Bitoux sur Paris

Pascal : L'hypothèse d'un lieu qui centraliserait la mémoire homosexuelle pourrait soulever deux objections. La première c'est la localisation géographique de ce lieu. Marseille ? Et pourquoi pas Bordeaux ou Lille ? A Paris, parce que c'est la capitale ? Mais tous ceux qui habitent en province ne seront pas forcément d'accord. L'autre objection, il me semble plus fondamentale, se situe au niveau de la lecture même du fond documentaire. Personnellement j'en ai une lecture qui m'est propre, une lecture structuraliste, alors qu'un autre pourrait en avoir une lecture plus thématique, et une troisième personne plus historique. Un seul lieu limite la disponibilité géographique des archives ainsi que la façon de les exploiter, d'aborder cette mémoire. C'est pourquoi il n'est pas inutile de multiplier les lieux d'archivage, quitte à ce qu'ils travaillent en réseau.

Norbert : Sauf qu'il me semble que la première urgence c'est de les conserver, de définir un lieu de conservation de cette mémoire. Après la conservation il y a l'analyse, le travail d'historien. Et à ce niveau chacun a sa propre interprétation.

Pascal : A *Mémoire* je m'occupe de conserver et aussi de reconstituer des collections (*Gai Pied, Ex Aequo, Têtu, Samouraï, Homophonies, Arcadie* ....) et en même temps de les exploiter. Car s'il est utile de conserver cette mémoire, il est également impératif de s'en servir. Car si c'est pour les mettre dans des jolis cartons appelés à être recouverts de poussière, autant que ces revues atterrissent à la poubelle. Qu'il y ait un lieu unique ou pas. Conserver les documents c'est une chose, encore faut-il les exploiter faute de quoi tu ne fais qu'accumuler des tonnes de papier.

Christine : Je viens d'arriver donc je prends un peu au vol cette histoire de mémoire. Ceci dit, depuis 25 ans que j'évolue dans le militantisme, cette histoire de mémoire a toujours été pour moi quelque chose d'important. Par exemple le projet dont nous avons dessiné les contours avec une quarantaine d'auteurs est non seulement l'idée de parler des butch fem ainsi que de la réalité lesbienne mais de pour participer à laisser des traces. On a des débats individuels et collectifs, culturel et politique. Il y a des nouvelles, des essais, des témoignages. Quand je parle de traces, il s'agit de traces de notre existence, de nos débats, de nos luttes. De manière générale, la transmission de ce qui a été fait avant est insuffisante.

Pascal : Justement, quel est pour toi l'intérêt d'une telle transmission ?

Christine : D'abord de ne pas recommencer à zéro. On avance toujours à partir de choses qui existent déjà. On vient de quelque part, non seulement d'un contexte sociopolitique mais aussi de ce qui a été fait collectivement par les gays et les lesbiennes qui nous ont précédés. Et souvent cette histoire n'est pas reprise en compte, et s'il y avait davantage d'accès à cette histoire, lointaine ou proches .....

Orion Delain : Il y a des bêtises qui ne se répéteraient pas.

Christine : Oui, mais surtout je crois que cela nous permettrait d'aller plus vite. Je repense au documentaire sur le *FHAR*, il était assez intéressant de voir que finalement qu'au-delà d'un vocabulaire (qu'on n'utilise plus aujourd'hui) il y a encore actuellement des choses qui sont d'actualité. Je pense à la remise en cause de la famille, il est intéressant de voir à quel point entre hier et aujourd'hui il existe des similitudes.

Pascal : En tant que femme, plus précisément, tu sais très bien que la grande majorité des publications homosexuelles passées et présentes sont à très forte majorité masculine.

Christine : Sauf qu'il y a énormément de revues qui ont laissé des traces. C'est vrai qu'il y a eu des périodes durant lesquelles il y en a moins eu. Mais maintenant il y a des choses qui se font ici et ailleurs. Par exemple les *Archives Lesbiennes* à Paris, s'occupent beaucoup justement de collecter et de sauvegarder la mémoire lesbienne. Cette histoire d'*Archives Lesbiennes* est un projet qui date depuis longtemps. Au début c'était dans un appartement privé, puis c'était à la *Maison des Femmes.* Mais indépendamment du lieu, elles constituent au fil du temps la mémoire du mouvement lesbien.

Norbert : Il existe actuellement un projet de création d'un centre de mémoire gay et lesbien sur Paris, à la suite d'une demande du Bujardet à Christophe Gérard qui a rebondi dessus. En tant que lesbienne, que l'ensemble des fonds privés et/ou associatifs qui aujourd'hui existe ici et là (gays ou lesbiens) soit regroupé au sein d'une institution unique qui permette ensuite aux militants, aux chercheur, aux artistes, à tous les gens qui peuvent avoir besoin de fond documentaire (écrit ou visuel) de se nourrir, cela te semble-t-il intéressant ? Crois-tu que les filles de la *Maison des Femmes* ont plutôt envie de garder l'autonomie de leur mémoire. Il y a le circuit des bibliothèques qui est un système assez bien foutu et qui permet de conserver la mémoire de la culture française. D'ailleurs il n'est pas très inintéressant de savoir si la Bibliothèque Nationale de France possède la collection intégrale de *Gai Pied*.

Lionel : Le principe est justement que toutes les publications (journaux, livres ....) sont strictement et automatiquement conservés. Et puisque toutes les publications sont conservées, nous n'avons qu'à nous déplacer dans les bibliothèques.

Christine : En fait, il y a plusieurs aspects. C'est un peu comme les rayons gays et lesbiens dans les librairies. Ceci dit, j'ai entendu parler de ce projet d'un fond d'archives sur Paris, et je suis quelque peu ambivalente à ce propos. Surtout que j'ai toujours peur de l'institutionnalisation. Il semblerait que ce fond serait géré (du moins en partie) par la ville, et on se sait pas ce que sera la mairie de Paris dans quelques temps. Tu as toujours le risque que ça ferme. En plus, il est vrai que pour les lesbiennes les archives sont assez accessibles, même si elles ne sont pas connues de tous. Sans vouloir parler au nom de toutes les lesbiennes, je ne pense pas que cela les intéresserait d'être dans une institution ...

Norbert : Même si on leur offrait des moyens, comme des documentalistes professionnels ?

Christine : Ce n'est pas vraiment la question. Elles travaillent beaucoup avec la bibliothèque Marguerite Duras (dans le 13éme arrondissement parisien). De fait les chercheuses vont à Marguerite Duras, d'autant que c'est un centre qui existe depuis très longtemps (depuis 20 ou 30 ans). D'autre part j'ai dernièrement entendu parler d'un projet sur Angers. Projet aidé par l'université elle-même et animé par Christine Bard (historienne de formation). Et je trouve assez intéressant qu'il y ait une multiplication des fonds, parce que tout le monde ne peut pas se déplacer. En plus grâce à Internet on peut avoir accès à divers document sans se déplacer. Il est vrai qu'une université dispose de plus de moyens qu'un groupe militant comme celui des *Archives Lesbiennes* de Paris. Il y a aussi les filles de Toulouse (de l'association *Bagdam*) qui ont commencé l'année dernière à organiser un colloque de recherche lesbienne qui ont publié après les actes de ce même colloque, et cette année elles ont fait de même. Là aussi, ce n'est pas simplement la question de la recherche c'est aussi de la mémoire.

Pascal : Avant que tu arrives, je disais que je m'occupe d'un fond documentaire assez conséquent d'une manière qui m'est propre, et si untel avait à sa disposition les mêmes archives il est probable qu'il les exploiterait de manière différente. Si grâce à Internet il est possible de mettre en commun les ressources documentaires, il me semble extrêmement important qu'il existe plusieurs lieux d'archives car il existe plusieurs modes de lecture.

Christine : Ce n'est pas tellement une question de géographie. Un fond documentaire hébergé et animé par une université, un groupe militant ou une association sera exploité différemment. Ce n'est pas le lieu géographique qui détermine le mode de lecture, c'est plutôt la nature du lieu

Norbert : Mais par exemple si tu veux rentrer à la Bibliothèque de France il faut que tu sois chercheur (minimum Bac + 5). Il est nettement plus facile d'aller dans une association, dans un centre gay et lesbien quelconque. La question n'est pas tant la répartition géographique des lieux mais davantage leur accessibilité.

Christine : Sauf que les chercheurs ne fréquentent pas de tels lieux. De même, des gens comme toi et moi n'iront pas dans une université afin de mener une recherche. Si je fais une recherche, il ne me vient pas à l'esprit de mettre les pieds dans une bibliothèque universitaire. C'est en tant que lieu social, plutôt que géographique, que se pose la limite à l'exploitation des archives. Et à propos des fonds d'archives personnels dont tu parlais tout à l'heure, la question de la transmission d'archives personnelles est quelque chose qui se discute beaucoup dans le milieu lesbien. Quelque fois on arrive à ce que sa compagne prenne le relais, mais bien souvent la famille s'en empare (c'est ainsi qu'un certain nombre de fonds documentaires personnels atterrissent à la poubelle). Aussi, il y a actuellement tout un nombre de choses qui sont en train d'être mises en place afin, par exemple, d'organiser des donations à des fonds d'archives.

Pascal : Et est-ce que la perte ou l'abandon d'un fond d'archives particulier n'est pas une bibliothèque qui brûle, une mémoire qui disparaît ? Au-delà de sa valeur sentimentale et/ou personnelle.

Christine : Un peu, mais il ne faut pas exagérer non plus. Pour ma part je crois qu'il y a assez peu de lesbiennes qui ont ce que j'ai accumulé depuis des années. Je parle l'anglais et l'espagnol, et de fait j'ai accumulé nombre de parutions qui en France étaient épuisés. Mais c'est vrai que parfois un fond particulier peut avoir une valeur culturelle importante.

Pascal : S'il est bien évident que garder, archiver cette mémoire est utile, la question est de savoir comment s'y prendre. D'autant qu'il y a urgence à agir, car notre mémoire par nature marginale (et non présente dans les cadres institutionnels) est en train de partir en lambeau. Surtout avec l'épidémie du sida qui a joyeusement élagué. Car la mémoire en tant que telle ne se limite pas à ce que nous avons sur cette table, à du papier, c'est aussi du vécu. Tu interroges ceux qui ont vécu les premières *Universités d'Eté*, ils sont presque incapables de te dire précisément ce qui s'est dit durant les débats, par contre ils vont te raconter l'ambiance. Il y a cette dimension du témoignage qui procède de notre mémoire, de notre histoire. Et justement, il y a toute une partie de cette mémoire qui disparaît avec les gens qui meurent au fil du temps. Tout cela dépend de ce que tu mets derrière le terme d'histoire. Si l'histoire est l'analyse chronologique des événements ou si c'est le fait de raconter ce qui a été vécu à tel ou tel moment une communauté d'être humain, les choses sont différentes.

Norbert : Je prends un exemple que je connais assez bien, celui de la communauté juive qui est en train de vivre la mort des derniers survivants de la Shoa. L'histoire de cet événement extrêmement majeur, avec le concours des survivants les historiens sont dans la capacité de l'analyser. Et ces témoignages étaient des outils de ce qui est en train de devenir aujourd'hui une analyse historique. Cela ne veut pas dire que c'est bien ou mal, il n'y a pas de hiérarchie, c'est tout simplement que ce n'est pas le même angle d'analyse. Mon grand-oncle qui a été déporté à Auschwitz et qui me raconte ce qu'il a vécu, c'est un témoignage. Après, et c'est quelque chose d'extrêmement important, il convient de faire en sorte que ce témoignage soit fixé quelque part, qu'il ne soit pas oublié.

Pascal : D'où l'intérêt majeur d'un fond documentaire qui ne se limite pas aux seuls documents papiers (comme les revues) mais qui repose également sur la mémoire de vécus particuliers et/ou collectifs. Je prends l'exemple des Gazolines, entre lire ce qui a pu être écrit à leur propos et entendre le témoignage de l'une d'entre elles, il y a une grande différence. Après on peut discuter des notions de grandes et de petites histoires, mais il me semble que notre mémoire est faite aussi de ces témoignages. Et en garder la mémoire, la trace est important car ils donnent un éclairage particulier, singulier sur les événements qui ont fait qu'aujourd'hui être homo c'est cela et pas cela.

Norbert : S'il y avait un tel lieu, sur un clavier d'ordinateur tu cliques sur tel ou tel mot clef et on te sort tout ce qui s'est écrit à ce sujet. Par exemple sur les réseaux associatifs, on te sort les avantages et les inconvénients de cette formule, en se basant sur des témoignages de personnes qui ont déjà vécu cette expérience. Et de la sorte tu gagnes 6 mois ou 5 ans d'errance parce que tu vas éviter de faire la connerie de monter une structure rigide alors qu'il ne s'agit que d'associations de petite taille, alors que finalement tu aurais du te constituer en réseau parce que tu aurais eu cet accès à l'information de gens qui l'avaient déjà vécu et qui avaient échoué. Tu aurais su à l'avance que la formule du réseau est nettement plus souple car elle permet de laisser respirer les différentes associations. Une fois que nous aurons plus d'ancienneté, on aura besoin de ce type de lieu ressource.

Et puis on paye des impôts et je ne vois pas pourquoi la collectivité nationale ne nous payerait pas des documentalistes professionnels, des lieux, des micro-ordinateurs, voir un musée. Maintenant les anglo-saxons n'ont pas le même rapport à la chose publique. Il y a davantage d'initiatives privées, que ce soit des musées, des bibliothèques, des universités. En France les gens ne mettent pas spontanément la main à la poche pour financer un projet, alors qu'aux Etats-Unis ou en Angleterre les adhérents vont trouver normal d'être sollicité et vont payer. Je prendrais l'exemple *de Beit Haverim*, groupe juif homo en France et *Shaar Zahav* (groupe juif homo à San Francisco). A Paris il y a 600 000 juifs, à San Francisco il n'y en a pas autant. N'empêche que les deux associations se sont crées en même temps (il y a 25 ans), *Beit Haverim* est hébergé par le *Centre Gay et Lesbien* de Paris, compte 170 adhérents, organise des fêtes de 300 à 600 personnes et a 20 000 balles en caisse, alors que *Shaar Zahav* à San Francisco possède son propre immeuble, son restaurant, son école pour préparer les Bat Misma des mômes, un centre de documentation, sans compter nombre d'activités sociales (psy, assistantes sociales ...). Les organisateurs sont allés taper ceux qui avaient du fric, et cela n'a étonné ou dérangé personne. Aux Etats-Unis, il est normal de donner du fric pour les bonnes œuvres. En France on pourrait le faire (c'est déductible des impôts) mais on ne le fait pas parce que nous sommes à la fois très individualistes et attachés à l'Etat. Quand on dépense du fric c'est pour s'acheter sa tondeuse à gazon. Il ne viendrait pas à l'idée de qui que ce soit ici de filer un chèque de 1500 balles pour que durent les *UEEH*. Aux Etats-Unis cela se fait couramment. C'est vraiment une question de culture. C'est pourquoi je crois qu'en France les fonds privés ne seront que des petits machins. Peut-être que la production de littérature lesbienne de ces 30 dernières années fait que la *Maison des Femmes* est un lieu suffisamment vaste, mais à terme cela finira par être insuffisant.

Pascal : Justement, autre point que je souhaitais aborder, la question de la relève militante. Je prends l'exemple marseillais, sur une population de plusieurs milliers (plusieurs dizaines de milliers) d'homos, il n'y a qu'une petite certaine (en comptant large) de militants et de militantes. A chaque manifestation on retrouve toujours les mêmes. Et parmi eux, aucun n'a 20 ans. Lorsque nous serons morts ou fatigués, qui reprendra le flambeau ? Je pense à ces jeunes lesbiennes qui n'ont pas vécu les luttes féministes des années 70, qu'est ce qui peut les intéresser dans cette histoire de mémoire ?

Christine : En fait, il y a en plein qui se rendent compte que c'est important. Tu as des étudiantes, des jeunes militantes qui ont envie d'apprendre ce qui s'est fait il y a 20 ou 30 ans. Et je dirais même qu'il y en a plus maintenant qu'il y a 10 ans. Aujourd'hui, je ressens davantage cette préoccupation de conservation, de recherche. C'est pour cela que je ne serais pas contre un lieu de mémoire mixte, car cela permettrait de conjuguer nos forces. D'autant que cette mixité n'empêchera pas que des entités exclusivement ou très majoritairement lesbiennes puissent continuer à exister.

Lionel : D'autant qu'avec Internet, l'information sera directement exploitable .....

Pascal : Tu parles d'Internet, certes c'est un outil fabuleux dont nous aurions vraiment tort de nous priver. Sauf que tu t'aperçois que les gens qui sont connectés sont loin d'être majoritaires. Même si parmi les principaux utilisateurs (exception faite du secteur professionnel), comme par hasard, on trouve les homos. Aussi je crois qu'il faut tabler sur cet outil dont l'utilité n'est plus à démontrer, tout en se disant que le support papier disponible dans un local est une réalité qui n'est pas forcément à négliger. Après, peut-être dans 10 ou 15 ans quand Internet sera devenu tout à fait quotidien et banal, la question se posera différemment.

Orion Delain : Cela dit, Internet ou pas, qui va s'intéresser aux archives ?

Lionel : A mon sens, ceux qui vont s'intéresser aux archives sont d'abords les étudiants et les chercheurs. Le reste est hyper marginal. La seule fois où je me suis intéressé aux archives, si ce n'est pour mon plaisir chez des amis qui avaient des collections, c'était pour faire un mémoire universitaire. C'est alors que je me suis dit que cela risquait de disparaître.

Norbert : Il n'empêche que nous avons besoin de ces fonds d'archives, même si c'est seulement quelques personnes qui les consultent. Tu es bien content que telle personne sorte un bouquin sur l'histoire juridique de l'homosexualité. Les fonds s'adressent surtout aux étudiant et aux chercheurs, mais ils nourrissent la réflexion des acteurs politiques qui vont organiser la société. On ne pense pas toujours par soi-même, j'ai besoin d'assister à des séminaires, de lire des bouquins.

Lionel : Sauf que l'homosexuel lambda pour nourrir sa pensée il va acheter un livre d'aujourd'hui, il ne va pas aller chercher dans les archives. Les archives ne sont utiles qu'aux chercheurs.

Norbert : Mon action militante est nourrie par ceux qui sont allés chercher leur réflexion dans des bibliothèques.

Pascal : Tu dis cela parce que tu es militant, mais la majorité d'entre nous consomment l'identité homosexuelle de façon presque passive. Ils sont homo et point barre, ils ne pensent pas à plus. Il y a une grande partie des gays et des lesbiennes qui n'en ont rien à secouer de savoir que *Gai Pied* est sorti en février 79, à une époque où l'homosexualité était encore hors-la-loi. Ils n'en ont rien à secouer que lors des toutes premières marches (on ne parlait pas de *Gay Pride*) la moitié des gens avait un masque parce qu'ils ne pouvaient en aucun cas se permettre d'être identifiés.

Christine : Ce n'est pas parce que la majorité des gens ne s'intéresse pas à la mémoire que l'on arrête de sortir des bouquins.

Norbert : Si dans un premier temps les archives sont utiles aux chercheurs et/ou aux militants, dans un deuxième temps par effet indirect elles sont utiles à des journalistes, des militants politiques, à de simples citoyens. Et dans un troisième temps, toujours par effet indirect, le fait d'avoir nourri ces gens là permet d'instruire les journalistes qui ainsi ne vont pas raconter n'importe quoi, d'instruire les militants politiques qui ne vont pas faire n'importe quoi.

Lionel : La question principale est celle de l'existence d'un lieu qui soit reconnu de tous. Actuellement il n'y a pas de lieu homo qui soit une référence incontournable. Si un musée de l'homosexualité existait, il serait reconnu. Le premier pékin moyen serait capable de dire qu'il suffit d'aller à tel endroit. Le musée du Louvre est connu et reconnu. Voilà une légitimité. Mais c'est quelque chose qui se construit avec le temps. Et peut-être que la légitimité c'est la *Maison des Femmes* qui finira par l'obtenir avec le temps. Personnellement j'ai découvert la *Maison des Femmes* par l'Internet, par hasard (grâce à un email). Et cela m'est resté en mémoire, je me suis dit que si un jour j'avais besoin d'archives lesbiennes je sais où aller.

Pascal : Ceci pose donc le postulat d'un lieu unique. Ou du moins un lieu qui centralise l'info.

Lionel : Dans la mesure du possible oui, mais en même temps la Bibliothèque de France est le seul lieu qui centralise tous ce qui est écrit ou publié. Quoi que l'on dise, tout est là-bas.

Norbert : Mais il y a toute une partie des documents qui sont dispersés sans être gardés. L'association *Gare* existe depuis 9 mois, nous avons donc publié 9 bulletins mensuels. Dans chacun d'entre eux il y a de la pensée et de l'action, pourtant c'est déposé nul part. Nous avons 300 adhérents et si aucun d'entre eux conserve ce que l'association écrit ou fait personne ne se souviendra de cette expérience. Et s'il n'y a pas un chercheur qui tombe sur l'un de ces 300 adhérents qui aura éventuellement gardé les bulletins mensuels de l'association, toute une mémoire est perdue.

Lionel : S'ils n'envoient pas leur production littéraire ici ou là afin qu'elle soit conservée, c'est qu'ils n'ont pas conscience de l'importance de la chose. C'est donc plus un problème de discours que de moyens.

Christine : Et selon toi, les associations sachant qu'il existe un lieu d'archives auraient le réflexe d'y déposer leurs traces ?

Norbert : Bien sûr, parce que cela serait un lieu ressource qui nous serait utile. La Bibliothèque Nationale a cette image de conservation de la littérature et des écrits scientifiques. C'est pour cela que je crois qu'il faut un centre de documentation gay et lesbien qui sera accessible au gays et aux lesbiennes, organisés ou pas. Personnellement je n'y mettrais pas les pieds, je suis sorti de la fac depuis 20 ans et je n'ai pas envie d'y retourner.

Lionel : Je connais assez bien la Bibliothèque Nationale pour y avoir bossé pendant 3 mois (dans le cadre d'un stage). Ceci dit, en tant qu'être humain mortel cela me rassure que cet endroit saura garder la trace de ce qui a été écrit. J'ai fait l'expérience d'aller chercher des trucs qui avaient été publiés à 40 exemplaires.

Christine : Un centre gay et lesbien spécialisé permet aussi d'avoir un répertoire de mot clefs qui faciliterait grandement l'accès aux informations. Je ne pense pas que la Bibliothèque Nationale puisse remplir la fonction d'un centre d'archives homo.

Norbert : En France il n'y a pas que les bibliothèques, il y aussi des centres de documentation. Ce n'est pas tout à fait la même fonction. Les bibliothèques s'occupent de la production qui est passé par l'université ou par la presse, alors que les centres documentation sont des structures à but davantage utilitaire, plus spécialisé s'adressant à des branches professionnelles. Et la communauté gay et lesbienne peut être un thème. Il serait intéressant d'avoir un lieu de mémoire écrite, audiovisuelle, alors que les écrits d'Eribon ou de François Delor sont d'office à la Bibliothèque Nationale (où ils sont utiles aux chercheurs qui y mettent les pieds). Par contre les gens qui sont ni chercheurs, ni enseignants, par exemple des journalistes ou des militants n'auront pas accès à une certaine mémoire. Un centre de documentation comme le centre de documentation française peut produire (mais c'est une question de politique d'investissement) des analyses thématiques. Pour ma part, je rêve qu'il existe un tel centre qui d'ici quelques années produise une étude sur le *FAHR* ou le mouvement homo dans les entreprises.

Pascal : Et au-delà de la question du lieu unique d'archivage, se pose la question de la lecture que l'on peut en faire de cette mémoire. Il me semble qu'entre un chercheur et un militant, il y a une différence d'approche et au final de discours.

Christine : Effectivement des chercheurs ne vont pas forcément produire le même type d'écrit que des militants. Je prends l'exemple de ce que peut produire Suzette Triton Robichon (chercheuse militante qui n'évolue pas dans le milieu universitaire) dont la production est par nature différente de ce qu'un chercheur pur jus pourrait écrire. Et à la limite tant mieux qu'il y ait cette différence d'approche, cela permet de multiplier angles d'approche et lectures de notre mémoire.

Norbert : On en revient à la question de multiplication des lieux de mémoire qui permet aussi d'une certaine façon différente lecture, et surtout que le plus de gens possible puissent y avoir accès.

Pascal : C'est même l'intérêt majeur de la chose. D'autant que si à Marseille il s'agit surtout de revues, de coupures de presse, à un autre endroit cela peut être des vidéos amateurs, des tee-shirts ou je ne sais quoi qui seraient conservés. Et la conjugaison de ces différents types de fonds complète la vision, la lecture de la réalité homosexuelle de telle époque.

Orion Delain: Je me souviens que lorsque j'avais fait un truc sur la *Gay Pride*, j'étais allé voir *Act Up* et ses archives, le *CGL Paris* et ses archives, le *kiosque*, le *Crips*. A chaque fois c'était un angle d'approche différent. A eux tous, ils représentaient un bâtiment complet.

Norbert : Et est-ce qu'à Marseille vous avez été contactés par ceux du projet parisien ?

Pascal : Pas vraiment. L'association *Mémoire des sexualités* est née de la volonté d'une personne, Christian de Leusse, qui a accumulé tout ce qui lui est passé entre les mains. Jusqu'à présent je me suis seulement employé à mettre de l'ordre dans ces archives, c'est à dire reclasser et surtout reconstituer des collections complète (la chasse aux vielles revues n'est pas facile). *Mémoire des Sexualités* est une petite structure qui a cette richesse d'avoir un fond documentaire assez conséquent, mais c'est une parole, une vision. Le gros problème d'un fond documentaire c'est que pour être représentatif et pertinent, il lui faut être le plus complet possible. Je prends l'exemple de *Gai Pied* (assez emblématique), si tu ne possèdes qu'un numéro par ci par là, tu ne peux pas avoir une idée précise de ce qu'a été ce journal et de la façon dont la société a évolué (évolution dont il rendait compte à travers ses articles). Ce journal a paru durant 13 ans, et durant cette période tu vois comment au fur et à mesure il change, évolue. Ce regard critique n'est possible que si tu n'as pas à ta disposition la collection complète. Je suis pour la multiplicité des lieux parce que comme disait Christine tout le monde ne peut pas se déplacer, et si tu habites Marseille ou Bordeaux c'est un peu pénible de devoir se déplacer à Paris. De plus, et c'est un point qui me semble extrêmement important, il est nécessaire qu'il y ait une multiplicité de paroles. Cependant, l'inconvénient de cette formule c'est qu'en multipliant les lieux d'archivages tu disperses la matière documentaire. A ce niveau, il y a un équilibre à trouver.

Norbert : D'où l'intérêt de travailler en réseau, chacun apportant sa pierre à l'édifice commun.

Pascal : Bien, sûr ce je vous remercie d'être venu à cet atelier. Et je vous donne éventuellement rendez-vous dans un an, aux prochaines *UEEH* afin de faire le point quant à l'avancée des travaux en matière de fond documentaire.

FOUCAULT : UNE PENSEE VIVANTE

Didier Eribon : Contrairement à ce qui était initialement annoncé dans le programme, je n'ai pas l'intention de donner une "conférence" sur Michel Foucault. Principalement parce que cela serait quelque chose comme une punition pour vous, comme pour moi. C'est pourquoi je ne vais donc pas faire une conférence, mais davantage essayer de déterminer ce que Foucault peut représenter dans le monde de la philosophie moderne, puis dans un deuxième temps ce que ses livres, son œuvre, sa pensée représente aux yeux des homosexuels (hommes et femmes). Ensuite, j'essayerai de déterminer si l'espèce d'omniprésence de Foucault dans le discours gay semble justifiée. Et pour conclure, revenir plus en détails à l'étude de sa pensée. Ceci dit, en préalable je dirais que sa réflexion nourrit l'actualité gay, la pensée gay d'aujourd'hui, et qu'en cela il appartient à l'histoire de la communauté (de la population) homosexuelle.

La pensé de Foucault

Foucault nous donne des instruments pour penser l'histoire, et tous les discours qu'il a tenu (du début des années 60 jusqu'à sa mort, en 1984) sont des moments de l'identité gay. Si nous les lisons comme tels, on peut comprendre les contradictions et les évolutions de Foucault à travers l'histoire gay de la deuxième moitié du 20^{éme} siècle. Ceci dit, il me semble intéressant de commencer par rappeler certaines dates qui expliquent l'architecture et la nature de son œuvre. Foucault a produit des histoires. Une histoire de la folie, un livre ("*Surveiller et punir*") qui est une histoire de la prison, il a aussi écrit sur l'histoire de la sexualité. Foucault est une pensée de l'Histoire. D'ailleurs, il sera intéressant de s'interroger sur le fait de savoir si Foucault est seulement une histoire ou s'il est aussi une pensée politique.

Ceci dit, il me semble que lorsqu'un auteur produit de l'histoire, il est nécessaire d'étudier l'histoire de cet auteur. On ne peut pas appréhender ce qu'à écrit Foucault sans le réinscrire dans sa propre histoire. Donc, Foucault est né en 1926, il avait donc 20 ans à la fin de la guerre. Ce qui donne des repères car on reproche souvent à certains ne pas avoir dit cela ou fait ceci, mais il est très difficile de reprocher à un auteur, si avant-gardiste soit-il dans la manière qu'il a eu de poser les problèmes (dont il a élargi le problème politique théorique ou philosophique qu'il a posé), d'être de son époque. On ne peut pas non plus totalement ignorer que des auteurs se posent des questions que lorsqu'elles sont posées politiquement, socialement, culturellement. Des auteurs qui inventent totalement une question et qui l'a font exister, c'est extrêmement rare. Il y a maintenant quatre ans j'ai organisé un colloque à Beaubourg (dans le cadre des études gays et lesbiennes) où j'avais invité Pierre Bourdieu. Ce dernier, qui n'est ni gay ni lesbienne, a accepté de venir en tant que sociologue de se confronter à un objet nouveau pour la réflexion (en tout cas pour lui). Et il est bien évident que même pour des gens comme lui, les problèmes ne se constituent pas spontanément. C'est à partir du moment où les problèmes sont constitués politiquement, culturellement, théoriquement, que des gens comme lui (ceux qui ont une certaine ouverture d'esprit) se sentent requis d'avoir une réflexion sur telle question, et de l'intégrer dans sa propre analyse. Pour Foucault, c'est pareil. D'autre part j'entends souvent dire que Foucault durant toute sa réflexion a ignoré les femmes. N'oublions pas que pour des gays qui ont été socialisés dans les années fin 40/début 50, l'idée d'un mouvement gay et lesbien était loin d'être évidente. Le livre de Simone de Beauvoir ("*Le deuxième sexe*") date seulement de 1949. Aussi les questions sur le féminisme et les femmes n'étaient pas encore constituées comme elles le sont aujourd'hui.

Dans le livre que j'ai publié il y a deux ans ("*Réflexion sur la question gay*"), il y a environ 150 pages sur Foucault où j'essaye d'analyser toute son œuvre à partir du problème gay. Non pas que je veuille réduire Foucault à cette seule dimension (il a également écrit "*Les mots et les choses*", "*L'archéologie du savoir*" qui sont des ouvrages sur l'histoire de la philosophie et des sciences humaines), mais il m'a semblé que l'un des aspects importants de sa pensée était de s'interroger (ce qu'il exprime dans son premier grand livre :"*Histoire de la folie*") sur la façon dont des cultures et des sociétés instaurent des frontières qui séparent le normal du pathologique. D'un côté le normal (qui reste à l'intérieur même de la société) et de l'autre ce qu'elle rejette à l'extérieur. C'est l'analyse de ce processus qui me semble être le problème que posait Foucault. Et la question que je posais dans mon livre, c'était de savoir pourquoi dans les années 50, quand il commence à travailler là-dessus (plus précisément en 55/56) il prend la police comme objet de réflexion. Je demandais si l'histoire de la police ne pourrait pas être lue comme une histoire des homosexuels et de l'homosexualité qui n'aurait pas osé dire son nom. Il ne faut pas oublier que dans les années 50, il était quasiment impensable de produire une thèse abordant de front la question homosexuelle. La nouveauté de cette thèse était de produire une histoire, au sens philosophique du terme, sur un objet (la folie), sur une histoire de la psychiatrie (Foucault s'attachant à montrer que la psychiatrie et la psychanalyse sont des pseudosciences dont la seule fonction était d'instaurer des normes). Bref, je me demandais pour quelle raison il avait pris comme objet de démonstration la folie.

La construction de l'identité homosexuelle

Si on fait une histoire de la pensée de Foucault, on peut convenir qu'il est utile de faire une histoire de l'homosexualité des années 50. C'est seulement en 1954 que fut crée *Arcadie* (qui lui-même a été un mouvement très important). J'imagine bien que pour vous tous (et aussi pour moi), *Arcadie* n'est pas la chose la plus formidable qu'il ait connu. Son discours sur le fait d'être accepté dans la dignité et la respectabilité peut nous inspirer aujourd'hui un certain dégoût. Malgré tout, il faut avoir présent à l'esprit qu'*Arcadie* a été l'une des associations les plus importantes dans l'histoire gay et lesbienne française, réunissant durant une trentaine d'années des milliers de personnes. Nous devons donc voir que cette manière de penser l'homosexualité, de la vivre et d'en faire un discours, était pour les gens de cette époque une manière d'inventer des espaces de liberté et de résistances à l'oppression homophobe. J'imagine que dans les années 50, cela ne devait pas être très facile de vivre son homosexualité quand on avait 20, 30, 40 ou 60 ans. Peut-être encore moins quand on en avait 70 que lorsqu'on en avait 20.

Ainsi, que Foucault ait écrit une histoire de la folie et pas de l'homosexualité peut s'expliquer. C'est pourquoi d'une certaine façon je dis qu'il s'agit d'une histoire de l'homosexualité qui n'ose pas dire son nom. Cependant je ne peux pas lire ce livre seulement comme tel, puisqu'il s'agit tout de même d'une histoire de la folie. Cependant, dans l'un des chapitres de ce livre, Foucault compare la folie à l'homosexualité ou du moins lie la folie à l'homosexualité. Sa thèse est de dire que la folie n'est pas un phénomène naturel que la psychiatrie serait venue découvrir, analyser. Je ne discute pas du bien fondé de cette thèse (ce qui est une autre question). Foucault affirme que la folie s'invente au 17^{éme} siècle quand dans un grand mouvement tous les oisifs, les libertins, les insensés sont enfermés dans des hôpitaux, à travers toute l'Europe. D'ailleurs on peut trouver dans cette histoire le fondement d'une politique gay qui serait non identitaire et non communautaire, qui serait ce que l'on pourrait appeler une politique queer, qui serait une politique où ce que la société rejette c'est un ensemble d'individus marginaux et marginalisés par ce geste. On pourrait penser que les parias de l'ordre social ne sont pas une catégorie mais un ensemble de catégories dont le lien est évident(puisqu'ils sont exclus ensemble par l'ordre social).

On pourrait donc penser une politique qui partirait de cette question posée par Foucault qui est l'enfermement des homosexuels (au 17^{éme} siècle) avec les fous, les libertins, les sorcières. Dans ce chapitre Foucault dit que c'est le contact dans la contiguïté, la contamination de l'un par l'autre dans le même espace d'enfermement qui fait que la prescription sociale fabrique le personnage de l'homosexuel comme un peu fou, un peu pathologique. L'homosexuel étant pathologisé au contact de la folie. C'est donc sur cet enfermement, sur ce personnage constitué par l'enfermement que Foucault construit son analyse de la naissance de la psychiatrie et de la psychanalyse. Ces deux disciplines qui ne viennent pas découvrir des vérités naturelles ou cachées de l'être humain, mais qui ne font qu'entériner l'invention de ces 2 personnages du fou et de l'homosexuel (qui sont patholosigés et criminalisé dans cet espace de l'enfermement institutionnel du 17^{éme} siècle). Et c'est pour cela qu'il me semble que dans la mesure où Foucault écrit une histoire de la folie, qui ne se comprend que par la patholigation et la criminalisation de la folie à cause de son enferment, on peut retourner l'analyse et dire que l'auteur fait aussi une histoire de l'homosexualité où l'apparition du personnage de l'homosexuel (tel que la psychiatrie et la psychanalyse le construirons 2 siècles plus tard) ne s'explique que par ce grand renferment du 17^{éme} siècle. C'est pourquoi on peut aussi lire cet ouvrage comme une histoire de l'homosexualité. En cela, sa critique de la psychiatrie et de la psychanalyse me semble tout à fait fondamentale. D'ailleurs, toute son œuvre est une critique radicale de la psychanalyse. De son premier à son dernier livre, Foucault s'affronte avec la psychanalyse et la psychiatrie, ainsi "*L'histoire de la sexualité*" qui paraît en 1976 (c'est à dire 15 ans après "*L'histoire de la folie*") est également une grande remise en question de la psychanalyse. Un livre comme "*Histoire de la folie*" ne peut pas être lu comme un livre qui donnerait une vérité historique mais davantage comme un livre qui offre des instruments de réflexion.

Il y a aussi le fait que quelqu'un qui était socialisé dans l'identité gay des années 50 et 60 se trouvait en décalage absolu avec la nouvelle manière d'être gay qui se met en place dans les années 70, avec ces mouvements gays qui proposent de prendre la parole, de parler son homosexualité. Quelqu'un qui a été socialisé dans un espace (et un temps) où la seule parole gay était d'un côté celle d'*Arcadie* de l'autre celle du *FAHR* (on pourrait, il est vrai compter celle de Jean Genet dont Foucault fut un lecteur assidu), dans un espace politique et culturel totalement réprimé (Foucault a tenté de se suicider quand il avait 22 ans, sans compter les fois où il a eu à faire à la psychanalyse du fait de sa difficulté à vivre son homosexualité) était quelque peu "décalé". Et pour des gens de la génération de Foucault qui se retrouvèrent confrontés à l'irruption d'un mouvement politique pour qui la prise de parole est tout à fait fondamentale, pour qui se dire gay ou lesbienne et proclamer le fait d'être homosexuel (la fameuse Proclamation des Honteuses ou le slogan du *FHAR* : "Il ne faut plus raser les murs"). D'ailleurs à plusieurs reprises, durant ses cours et les diverses conférences qu'il donnait, Foucault fut interpellé par des militants du *FHAR* et/ou des Gazolines qui le traitèrent de honteuse.

Pour Foucault, ce qui constitue le personnage de l'homosexuel est l'enfermement, la répression et la mise au silence d'un certain nombre de personnage au milieu du 17^{éme} siècle. Cependant quand 15 ans plus tard (après avoir écrit dans la préface de "*L'histoire de la folie*" qu'il faudrait faire une histoire de la sexualité) il s'intéresse à cette histoire, il inverse totalement son analyse, affirmant que l'on ne peut pas penser en terme de répression, que l'homosexualité n'est pas une réalité qui serait réprimée mais quelque chose qui est produit par le discours psychiatrique.

L'invention de l'homosexualité par la psychiatrie

On peut lire "*La volonté de savoir*" (le premier volume de "*L'histoire de la sexualité")* comme un livre qui essaye d'analyser en quoi les mécanismes de pouvoir produisent des discours de catégories. Selon Foucault, l'homosexualité étant inventée par la psychiatrie au 19éme siècle (en 1869 avec l'article de Vesta sur les sentiments sexuels contraires), elle n'est pas une réalité que nous aurions à découvrir en la parlant parce qu'elle aurait été réprimée, mais est ce qui est produit par le discours psychiatrique qui découpe dans l'espace des pratiques sexuelles. Quand Foucault dit que la psychiatrie produit les perversions, il ne parle pas que des actes sexuels eux-mêmes (quand la psychiatrie parle de la sodomie elle ne produit pas l'acte de la sodomie) mais dit qu'elle a produit au 19éme siècle une sorte de grand tableau sur lequel sont épinglées toutes les espèces (l'homos, l'hétéro, le ceci et le cela …..). Foucault dit alors au mouvement gay (c'est du moins ainsi qu'il me semble que l'on peut lire ce livre) que lorsqu'on parle de son homosexualité, nous ne faisons que reproduire les découpages produit par la psychiatrie. Ce livre peut donc se lire comme une réaction d'un gay socialisé dans les années 50 et dont l'identité gay produite et vécue dans les années 50 perdure à un moment où cette situation est totalement bouleversée par les transformations historiques.

Et c'est un des problèmes qui m'intéresse de plus en plus, savoir comment les différentes strates de l'identité gay perdurent, ne seraient parce que tous les gays ne sont pas socialisés à un moment où la nouvelle identité apparaît, mais parce qu'il y a des gens qui ont été socialisés avant. On voit bien que tous les gens (de plus de 40 ans) qui ont été confrontés à l'émergence d'un discours comme celui du *FHAR* ont été très perturbés. A l'exemple d'André Baudry (Le fondateur d'*Arcadie*) qui dissous son association en 1982, disant qu'il ne se reconnaissait plus dans ce tapage, dans cette nouvelle façon d'être gay. Je ne dis pas que Foucault est André Baudry ("*La volonté de savoir*" n'est pas comparable à la réaction d'André Baudry face au nouveau mouvement gay), mais il y a un fond commun. En 74/75 Foucault a donné un cours au Collège de France sur "les gens normaux" dans lequel il montrait comment la psychiatrie avait produit les différentes catégories d'anormaux. Cela renverse quelque peu l'analyse de *"L'histoire de la folie*" puisque dans ce livre il était question de l'enfermement des différentes catégories de personnes par la police, et qui de fait les constituait comme des anormaux, et la psychiatrie venait s'emparer de ces personnages déjà constitué, tandis que dans "*La volonté de savoir*" (15 ans plus tard), c'est la psychiatrie qui produit ces catégories. Dans "*La volonté de savoir*" Foucault dénonce ce qu'il appelle l'hypothèse répressive, c'est à dire parler en terme de répression revient ne pas comprendre que les mécanismes du pouvoir ne passent pas par l'interdiction de la parole mais par une injonction à parler.

Et dans l'analyse qu'aujourd'hui je peux faire de "*La volonté de savoir*", c'est l'écho de la logique du placard qui résiste à la nouvelle identité gay. D'ailleurs, comment se fait-il que ce livre que l'on pourrait dire dépassé soit la bible du mouvement queer sur la destruction des identités ? Il y a donc un paradoxe dans cette dissolution des identités proposée par Foucault (cette contre-attaque par le corps et les plaisirs contre la psychanalyse qui veut normer les pratiques). Mais ce discours était une manière de résister à une nouvelle identité qui se mettait en place, un discours réactif (pas réactionnaire, réactif) à quelque chose qui se passait dans la société. Discours que par la suite il abandonne plus ou moins car lorsqu'il part enseigner aux Etats-Unis où il rencontre les communautés gays américaines, abandonnant ainsi son projet d'une histoire de la sexualité tel qu'il le pensait. Et au lieu de remonter sur 3 siècles (du 17éme au 19éme siècle), il remonte jusqu'en Grèce, voulant savoir comment s'était constitué le discours de l'injonction à parler. Il parla de faire une archéologie de la psychanalyse au cours de laquelle il s'employa à montrer qu'elle était l'héritière de la conception chrétienne, comment cette conception exige des individus qu'ils confessent leurs plus profonds secrets (avec la psychanalyse, nous avons des gens qui sont payés pour qu'on leur parle, pour qu'on leur dise qu'on a pas le droit de parler de ce secret qui est indicible). Cependant il s'aperçoit que cette conception chrétienne il ne peut pas la faire naître au 16éme, il remonte donc à Saint Augustin. Et s'aperçoit qu'il ne peut pas ne pas parler de ce qui a précédé.

La découverte des gays de San Francisco : Ceci dit, il me semble qu'après cette critique de l'identité gay, du désir, de la parole gay que Foucault avait produit dans le premier volume de son "*Histoire de la sexualité*", on doit se demander pourquoi les volumes annoncés (sur le 18éme et le 19éme siècle) ne paraissent pas, et pourquoi ils ne sortent que 8 ans après et partent alors de la Grèce et la Rome antique. Je crois que l'un des facteurs essentiel est justement sa rencontre avec les communautés gays américaines où il s'aperçoit que sa critique de l'identité gay est valide puisqu'il constate qu'il n'existe pas d'homosexualité semblable à une nature transversale aux siècles, identiques chez les grecs comme au Moyen Age, mais davantage un certain nombre de personnes qui communautairement, collectivement produisent une culture spécifique. Ainsi pour Foucault le sado-masochisme est une sub-culture.

Tous les exemples qu'il donne, au cours de ses différentes analyses, sont des exemples masculins (même s'il note qu'il a lu le livre de Liliane Paderman sur les histoires d'amitié et de la production des femmes entre elles). C'est pourquoi on peut dire que Foucault ne parle que des hommes, mais en même temps quand il s'appuie sur un travail historique pour dire que les hommes entre eux (comme dans le cadre de la communauté gay de San Francisco) produisent de la culture et donc inventent de nouveaux sujets, de nouveaux supports entre les individus (il parle beaucoup de ce qu'il appelle la culture de l'amitié, que l'on peut expliquer par une

certaine mythologie de l'amitié chez les gay, moins chez les lesbiennes d'ailleurs). Bref il produit un discours quelques peu mono-sexuel. Bref, à partir de sa rencontre avec les cultures gays américaines, s'impose à lui l'idée qu'il n'y a pas d'identité d'homosexuelle mais plutôt des soucis, des pratiques de soi (l'esthétique de l'existence), c'est à dire comment des gens construisent individuellement et collectivement leur vie à l'égard des normes. Et il va chercher le modèle de la philosophie grecque (histoire de rompre avec le modèle chrétien) où il y a toute une thématique du souci de soit, du travail de soi.

Foucault, un philosophe gay ?

Les trois grandes étapes de la pensée de Foucault peuvent se ramener à trois grandes étapes de l'identité gay de la deuxième moitié du 20éme siècle. Aussi plutôt que de parler de l'omniprésence de Foucault dans le discours gay on pourrait parler de l'omniprésence du discours gay dans l'œuvre de Foucault. Je sais bien que dire une telle chose en France fait hurler (comment peut-on réduire Foucault à son homosexualité ?). Telle n'est pas mon ambition, encore que pourquoi pas. Il n'est pas seulement homosexuel il est aussi philosophe. D'ailleurs, en quoi le fait d'être homosexuel empêche d'être philosophe ? A l'exemple de certains théoriciens américains qui ont parlé du privilège épistémologique de l'hétérosexualité qui a toujours quelque chose à dire sur ce que les gays et les lesbiennes affirment. Chaque fois que l'on demande s'il serait possible de lire "*L'histoire de la folie*" comme un livre sur l'histoire de l'homosexualité qui n'oserait pas dire son nom, on nous répond qu'il s'agit simplement d'une philosophie de la connaissance sociologique. Comme si la philosophie était détachée de la réalité, et comme si tout le projet de Foucault n'avait pas été précisément de faire rentrer la réalité dans la philosophie. S'il parle des fous, des prisonniers et des transsexuels, c'est évidemment qu'il les constitue comme des problèmes théoriques, comme des problèmes philosophiques.

Lorsque dans la biographie de Foucault que j'avais écrite il y a une dizaine d'années, j'avais évoqué le rôle (moins que je ne le fais maintenant, car à l'époque c'était déjà une transgression) de la sexualité dans la constitution de sa problématique, un prof de philo avait déclaré que je ferais mieux d'aller me rhabiller. Comme si parler de l'homosexualité revenait à se dénuder, et comme s'il y avait quelque chose de choquant à aborder cette question. J'avais répondu qu'il était inutile d'essayer de me faire croire que lorsque quelqu'un s'occupe d'écrire une histoire de la sexualité il n'y a pas du tout de sexualité. Je sais bien que Foucault affirmait qu'il s'agissait d'une histoire des discours sur la sexualité, mais tout de même ces discours parlent bien de quelque chose. On ne peut pas faire une histoire de la folie, de la prison ou de la sexualité sans qu'il y soit un peu question des réalités dont ça parle. La résistance à l'idée qu'un philosophe puisse prendre ses problèmes dans l'expérience gay me semble quelque chose de très important, car si je disais que Sartre dans "*L'être et le néant*" prend toujours des exemples hétérosexuels est un homme hétérosexuel qui parle, qui dit que l'homme c'est ceci et que la femme c'est la passivité (ce dans quoi la liberté s'englue), cela semble une évidence. En revanche, dire que Foucault prend ses problèmes dans l'homosexualité, cela semble insupportable. Même aujourd'hui encore, dire que Foucault était un philosophe gay est un énoncé qui fait hurler nombre de personnes, y compris des gays qui ne supportent pas que l'on mette une personne en relation avec sa sexualité.

En effet on pourrait ne plus le lire du tout, il est mort il y a 17ans. Par exemple en Italie on ne lit plus du tout. Là-bas seulement "*L'archéologie du savoir*" et "*Les mots et les choses*", ses livres qui sont les plus datés (et dont d'ailleurs il a dit lui-même que ce n'était pas ses vrais livres, les vrais sont ceux qui s'intéressent aux crimes, à la sexualité et à la folie) sont lus. Mais si on continue à le lire c'est bien parce qu'il a posé des questions qui sont encore les nôtres. Quand je disais qu'à la fin de sa vie il pensait en terme d'esthétisme de l'existence, c'est pour cela que je crois qu'il y a un enjeu politique très fort sur les questions gays d'aujourd'hui. Qu'est-ce qu'on peut appeler une esthétique de l'existence ? Peut-on penser une communauté gay et lesbienne non identitaire, une identité gay et lesbienne non communautaire ? Peut-on s'interroger sur comment créer de nouveaux espaces de liberté pour les gays et les lesbiennes qui ne débouchent pas sur de nouvelles normes ? Vous connaissez tous ces espaces de liberté gays et lesbiens où il vaut mieux avoir 20 ans que 60, être beau que moche, mince que gros. Ce sont des espaces de liberté qui portent en eux leur propre normativité. On peut en faire la critique, mais on peut aussi essayer de penser à l'invention de nouveaux modèles de rapports entre les individus. On peut penser à quelque chose qui s'appuierait justement sur cette idée de création. Le coming-out n'a pas de programme. C'est simplement aux individus de créer de nouvelles formes de rapport entre les individus, de nouvelles formes de culture (ce qui ne veut pas dire d'écrire seulement des romans gays, car la notion de culture est bien plus large que cela). Après tout, cet atelier est une création culturelle en ce sens que nous façonnons quelque chose de nouveau qui s'inscrit dans une histoire qui n'est pas figée.

Si on regarde Foucault à la fin de sa vie essayant de penser l'expérience gay en terme de création de soi (création culturelle) qui échappe aux modèles établis, à la normativité, au discours psychanalytique, il me semble que l'on retrouve Foucault s'inscrivant dans une histoire gay. Au cours d'une interview, il déclarera qu'il parlait d'esthétisme de l'existence car il n'est pas interdit de penser que l'on puisse faire de sa vie une œuvre d'art. Propos que l'on retrouve mot pour mot chez Oscar Wilde ("La plus belle œuvre que peut faire un individu, c'est sa vie"). C'est également un thème que l'on retrouve chez Jean Genet qui dans le "*Journal d'un voleur*" emploi le terme d'expérience spirituelle. Notion chrétienne que l'on retrouve chez Foucault quand dans ses derniers livres il parle d'expérience spirituelle, d'expérience de soit. Sauf qu'il oublie qu'en 47/48 (dans le "Journal d'un voleur") Jean Genet a dit la même chose. Et ce thème que l'on trouve donc chez Wilde, également chez Gide, chez Genet.

HOMOSEXUALITE ET PSYCHANALYSE

François Delor : Cet atelier va se décomposer en deux temps. D'abord je vais m'employer de donner un certain nombre de balises par rapport à ce que la psychanalyse à fait et surtout n'a pas fait à propos de l'homosexualité, ou pour reprendre la question autrement, ce que dit et ce que ne dit pas la psychanalyse de l'homosexualité. Dans un deuxième temps, il y a aura des questions qui seront des questions d'élucidation et aussi des questions de débat. Puisque d'emblée, je crois devoir préciser qu'il n'y a pas de bonnes positions psychanalytiques au sujet de l'homosexualité, que ce qui manque dans le champ de la psychanalyse c'est un débat au sujet de la place de l'homosexualité en psychanalyse. C'est l'occasion, ici, d'en débattre, mais pas dans une posture où la psychanalyse serait de tel ou tel côté puisqu'elle est au cœur de ce débat. Je ne suis pas là pour défendre la psychanalyse, mais de travailler, avec vous, à mettre la psychanalyse au milieu du débat.

La sexualité, cette pathologie

Pour rentrer dans le débat je dirais que la psychanalyse, malgré que son créateur (Freud) fut particulièrement vigilant par rapport à la notion de pulsion sexuelle et par rapport à la libido (on pourrait même dire qu'il en a fait son fond de commerce) à un problème avec la sexualité en ce sens qu'elle fait de la sexualité un problème. On pourrait dire que la psychanalyse est fondée sur le fait que la sexualité posant problème, il y a nécessité pour la psychanalyse de rectifier la trajectoire des individus dans le cheminement sexuel. Aussi il y a un mariage de la psychanalyse avec la sexualité, non pas pathologique mais pathogène. Toute sexualité n'est pas pathologique, mais tout exercice sexuel est susceptible de produire des pathologies, et c'est en cela qu'il y a un caractère pathogène de la sexualité. Et ce mariage fonctionne depuis l'origine de la psychanalyse, a été chercher du côté de l'inconscient (au sens qu'elle l'a aussi créé en l'ayant découvert) les signes de cette pathologisation possible de la sexualité. On pourrait dire que la psychanalyse est un peu cette expérience des grottes de Lascaux, la psychanalyse ayant eut l'impression de rentrer dans cette grotte de l'inconscient et d'y découvrir les signes du fait que la sexualité était pathogène, problématique. Le psychanalyste est quelqu'un qui habite dans cette grotte, il est le troglodyte de l'inconscient. A certains égards, le discours monopolise ces inscriptions en étant à la fois le découvreur de la grotte et l'interprète (à ses yeux légitime) de ce qui est écrit. Ainsi il y a un effet de monopole qui se crée, ce qui explique le nécessité de mettre des gens à l'entrée de la grotte afin d'interdire à tout le monde d'y rentrer, sauf accompagné du psychanalyste. Il y a intérêt, en terme de pouvoir, à avoir découvert la grotte et le sens des inscriptions qui y figurent, et à s'y être installé comme gardien légitime.

De là, il est dur de s'imaginer que la sexualité par la psychanalyse ne deviendra plus pathologique. Puisque cela fait partie non seulement de son fond de commerce mais de la nécessité même de l'exercice de la fonction et des pouvoirs qui y sont attachés. Et c'est pourtant là-dedans (en partie) que je travaille, ce qui n'est pas simple. J'essaye de rester à son seuil, car l'inconscient est un territoire sur lequel personne n'a le droit de mettre les pieds, si ce n'est le sujet en son nom. C'est pourquoi il vaut mieux rester à distance, et ne pas se donner le droit d'interpréter les signes qui se trouvent dans chacun des inconscients. Pourtant, depuis l'origine les psychanalystes se sont promené dans ces grottes avec des dispositifs cliniques et techniques qui leur permettraient d'en savoir quelque chose, établissant un ensemble de cartes géographiques de ces inscriptions, disant que dans telle grotte ils ont découvert tel signe et dans telle autre grotte tel autre signe. Suite à cela, ils ont fait des regroupements, ce qui leur a permis de créer les grandes catégories cliniques. Les grandes catégories cliniques reposent toutes sur l'idée que le rapport sexuel est problématique. Ainsi il n'y a pas possibilité de comprendre les catégories cliniques de la psychanalyse en se séparant de cette idée de base (de ce postulat) que le rapport sexuel est problématique. Ce qui en soit n'est pas tout à fait faux, le rapport sexuel est un peu compliqué. Parce que nous ne sommes pas entièrement comparables à des animaux (pour lesquels manifestement cela semble plus simple). Cette différence entre le règne animal et le règne humain nous indique qu'il y a quelque chose en plus dans la sexualité humaine. Mais le compliqué n'est pas nécessairement le problématique. C'est ici que se situe l'erreur fondamentale de la psychanalyse, avoir fait du compliqué un problème. N'est-il pas en train de transformer le compliqué en problème, au profit de la psychanalyse comme discours plus ou moins compliqué ? S'il y a un problème, c'est surtout du côté de la psychanalyse qui effectivement est plus compliquée que ce qu'elle prétend expliquer. Il y a des moments où on peut se demander pourquoi les auteurs disent les choses de manière tellement compliquée alors que c'est bien plus simple de dire que ce n'est pas simple. En vous disant cela, je viens de vous résumer au moins deux séminaires de Lacan.

Que dit Lacan dans nombre de ses écrits ? Que ce n'est pas simple. Mais il le dit de manière tellement compliquée que l'on croit que c'est très compliqué. Un exemple (parmi tant d'autres), un jour Lacan affirme durant l'un de ses séminaires qu'il n'y a pas de rapport sexuel. Cela à fait du bruit, même à Paris où les gens se demandaient s'il était très intellectuel ou fou (mais comme les gens avaient l'habitude d'avoir les deux en même temps, ils se sont dit qu'il était fou et intellectuel) et

lui demandent ce qu'il entendait pas là. Il lui faudra une année entière pour répondre, un an durant lequel il va expliquer que selon lui le rapport sexuel tout à fait complémentaire est impossible. Et en même temps ce désir de se compléter totalement est à la racine de la sexualité et du fantasme. Ce n'est pas très compliqué. Quand on examine la manière dont un enfant se structure dans sa relation avec sa mère, son père (ou parfois le chien), on voit bien qu'il essaie d'être tout entier dans sa relation avec l'autre, et que cela ne marche pas. Puisque quand l'autre s'en va, il pleure. Ou il se branle quand il est plus grand. On pourrait peut-être maintenant accepter que la sexualité soit compliquée, sachant que nous ne sommes pas en position de se demander ce que les psychanalystes en ont fait lorsqu'ils ont affirmé que c'était problématique. Ils en ont fait une solution et un problème. Quand on dit qu'une sexualité ainsi que son exercice est problématique, on fait exister l'idée d'une solution. Heureusement il n'y a pas de solution, puisqu'il n'y a pas de problème (bien que cela soit compliqué). Il y a des choses à faire, non pas sur le versant du problème mais sur le versant du compliqué. Et qu'ont-ils inventé comme solution ? Il fallait tout d'abords qu'ils inventent (et décrivent) ce que se serait pour eux une bonne sexualité.

Quel est l'arrière fond pour les psychanalystes d'une sexualité épanouissante et épanouie, respectueuse de soi et de l'autre comme sujet ? C'est une sexualité castrée. Cela signifie que les bons sujets sont ceux qui ont compris qu'ils n'auraient pas tout. La castration symbolique pour Lacan, la castration au sens de l'impossible pour Freud, c'est le fait pour un sujet de comprendre qu'il n'aura pas tout. Et c'est une opération qui doit se passer du côté de son inconscient, puisque l'inconscient est caractérisé par cette impossibilité de comprendre qu'il n'aura pas tout. On peut dire que l'inconscient est le lieu de la nostalgie du tout. Et lui faire comprendre cela, c'est dire qu'il nous emmerde avec sa demande d'avoir tout. La psychanalyse est donc réadaptative, elle veut supprimer la tension entre son sujet et son inconscient, c'est à dire entre le tout et le pas-tout. Il s'agit d'une opération de ratiboisemnent, de rabotage de la tension subjective. Le sujet ne doit pas être castré, il doit rester radicalement divisé dans cette tension entre le tout et le pas-tout. Et si le pas-tout vient aussi s'inscrire du côté de l'inconscient, ce n'est pas assez. Le pas-assez pourrait devenir un bon concept de la psychanalyse. Et de sociologie. Pour la psychanalyse les sujets sont toujours trop, il faut toujours couper quelque chose, et le couper là où c'est le plus enraciné, c'est à dire du côté de l'inconscient. J'aurais plutôt tendance à dire que le sujet soit amené à reconnaître cette part de lui-même qui est à la fois une part étrange et étrangère dans laquelle raisonne l'envie de tout, comme faisant partie de lui ou d'elle. La castration symbolique repose sur l'hypothèse du primat du phallus, c'est à dire du pouvoir imaginaire, de la domination complète de sa vie qu'il faut castrer le sujet. Du côté de l'inconscient.

Donc la psychanalyse repose sur la découverte de l'inconscient (c'est un pas majeur), sur l'interprétation des signes de l'inconscient (c'est un mode de pouvoir) et enfin un dispositif de cure qui vise à aller travailler dans l'inconscient sur ce qui rend problématique l'existence. Il y a donc une visée réadaptative pour beaucoup (le psychanalyste avec le dispositif normatif), un dispositif de savoir (les gardiens monopolistiques de la parole de l'inconscient) et enfin la découverte d'un lieu dont on ne pas nier l'existence. L'ensemble de ces dispositifs se rattache à un point central qui est l'idée que pour qu'un sujet aille bien, et que les autres aillent bien autour de lui, il faut qu'il soit castré symboliquement. C'est à dire que vienne s'inscrire dans son inconscient le pas-tout. Mais le pas-tout ne concerne pas n'importe quoi, c'est un pas-tout du côté du phallus. C'est donc inscrit d'emblée dans le rapport sexuel, dans l'optique de rapport entre les sexes.

A propos des rapports entre les sexes

Je reviens à cette histoire de grotte. Pourquoi les psychanalystes ont-il dit que dans la grotte le rapport sexuel était un rapport entre les sexes ? C'est ce que l'on appelle en bonne logistique une pétition de principe. C'est poser quelque chose que l'on a en tête sur le mode de l 'évidence, comme un postulat de base nécessaire à la démonstration. Les psychanalystes étaient à ce point hétérosexuels (ou à ce point homosexuels refoulés) qu'ils n'ont pas pu imaginer que le rapport sexuel était autre chose que qu'un rapport entre les sexes. Ils ont donc créé deux catégories (en fait, sociologiquement parlant elles existaient avant, mais ils étaient bien dedans tel Obélix tombé dans la marmite), ils ont donc repris à leur compte en cadenassant l'idée que le rapport sexuel était un rapport entre les sexes. Et à partir de là, les sexes deviennent deux sexes. Le sexe masculin et le sexe féminin, d'ou le rapport entre les deux. Si on inverse la proposition et qu'on voit et qu'on voit qu'il y a du rapport sexuel, on est obligé de dire qu'il y a des rapports sexuels. Et donc se demander quels sont les sexes en cause dans les rapports sexuels. On peut dire qu'il y a le masculin avec le masculin, le masculin avec le féminin et le féminin avec le féminin. Non, car c'est beaucoup plus compliqué que ça.

L'inconscient, les psychanalystes on fait semblant de ne pas le voir, fonctionne effectivement comme les grottes de Lascaux où il est très difficile de savoir le sexe de l'animal qui est représenté, et encore plus le sexe de la main qu'il l'a dessiné. Il y a du sexe, mais on ne sait pas lequel. Par l'inconscient, il est possible d'y répondre (d'ailleurs Freud l'avait touché du doigt), du fait qu'il y a un caractère pervers polymorphe. C'est à dire que tout peut être sexuel, et que rien à certains moments peut être sexuel. Rien au sens de l'objet rien (le rien du tout) peut avoir une valeur sexuelle. Pour une femme ou un homme anorexique, manger rien a une valeur érotique. Même si c'est extrêmement douloureux et dangereux. Rien, comme tout peut avoir une dimension sexuelle. Et pas dans les codes du masculin et du féminin qui viennent après la pulsion sexuelle. La pulsion sexuelle s'organise dans des codes qui préexistent pour chacun d'entre nous, mais ils sont venus bien après la pulsion sexuelle qui était là bien avant, et elle s'est organisée. Puis peu à peu elle s'est stabilisée dans des codes. Et les psychanalystes ont repris ces codes. Ce qui l'intéresse, c'est de voir quels sont les sexes en présence.

Tony Anatrella qui est prêtre avant d'être psychanalyste (ce qui lui rend très difficile le fait d'être psychanalyste mais qui ne l'empêche pas d'être con) explique que les homosexuels sont dans l'attrait du même sexe. Pourtant lorsque l'on interroge des homosexuels sur leur attrait sexuel, ils ne parlent pas du même sexe (en ce sens qu'ils ne prêtent pas à l'autre le même sexe). Non pas tant au niveau de l'organe mais davantage au niveau de la signification qu'à cet organe, au niveau de ce qu'il est possible d'en faire, au niveau de la représentation que peut prendre cet organe au cœur d'une vie psychique. Ce n'est jamais le même. Et donc, qu'en est-il de ce rapport au même, d'un même qui ne cesse de changer ? L'erreur est non seulement d'être une pétition de principe mais aussi et surtout d'être une pétition idéologique. Car décrire le même et le différent est une opération hautement politique. Et ayant découvert des signes kabbalistiques dans les grottes de l'inconscient, elle les a sexués en les catégorisant sur le mode du même et du différent. C'est en cela que l'idée du masculin et du féminin tiennent, le masculin étant égal au masculin, le féminin étant égal au féminin.

Dans la pratique de la cure, cela ne tient pas. Quand on me dit qu'un homosexuel masculin préfère le même, le même sexe que le sien, je dirais qu'il m'est arrivé souvent (ce n'est pas une règle) de me rendre compte que pas mal d'homosexuels masculins préféraient précisément le sexe de la femme. Et qu'ils le préféraient à ce point qu'en aucun cas ils le toucheraient, étant dans une adoration fascinée et craintive (d'autant que ce sexe féminin n'est pas le sexe de n'importe qui, ce n'est pas le sexe de la femme, c'est le sexe d'une femme en particulier). Ils ont un exercice de sexualité dans lequel le contact de peau à peau se passe avec un corps qui a les mêmes signes sexuels qu'eux, sans avoir le même sexe qu'eux, et dont on peut savoir que le fantasme qu'il l'habite est nécessairement différent (puisqu'il n'y a pas deux fantasmes qui s'équivalent). Le fantasme est une construction tellement complexe qu'il est impossible que dans cette salle deux personnes aient le même. La rencontre de deux sexes est avant tout la rencontre de deux fantasmes. C'est un croisement de fantasmes, et jamais les croisements permettent de dire que les sentiers sont les mêmes, faute de quoi il n'y a plus de croisement. Nous n'avons pas à parler là de mêmes sexes, nous avons à parler de sexes qui se rencontrent au croisement, et qui se rencontrant se reconnaissent nécessairement comme différents parce qu'inscrits dans une histoire. Rien de plus différent pour un homme que le sexe d'un autre homme, parce qu'il est inscrit dans sa sexualité, son histoire. Quant au sexe de la femme, il n'est pas a priori plus différent que celui de l'homme, mais les histoires des hommes et des femmes peuvent les rapprocher et à certains moment les écarter. Dans les croisements de mon histoire, j'ai rencontré (sur le mode érotique) plus de femmes que d'hommes. Mon histoire est longue (il reste encore des croisements) mais je ne me définirais pas comme homosexuel, au sens d'avoir choisi d'être sur le sentier du même. J'ai suivi un chemin qui a croisé d'autres chemins empruntés par des garçons, et à l'occasion par des femmes. Les psychanalystes se posent à un endroit du chemin, se mettent à un endroit où ils veulent faire le code de la route sérieux, rigoureux. On roule à droite ou à gauche mais pas au milieu, alors qu'en matière de sexualité on roule à droite, à gauche et au milieu puisque l'on ne sait jamais exactement l'endroit où on roule. D'ailleurs on ne peut pas le savoir car on est aussi porté par d'autres.

La grotte investiguée devient un lieu de pouvoir, avec en son sein la pétition de principe qui est qu'il y a de la différence sexuelle entre deux, entre les hommes et les femmes. Cette pétition de principe n'est pas seulement une erreur, c'est une erreur qui a des conséquences politiques car dès lors la psychanalyse ne peut plus comprendre la sexualité (pas plus l'hétérosexualité que l'homosexualité) elle va leur donner des statuts différents. Voilà où nous en sommes. La psychanalyse ne comprend pas plus les hétéros que les homos, mais elle ne leur donne pas le même statut.

L'hétérosexuel masculin ou féminin, c'est le rapport sexuel problématique entre les hommes et les femmes, c'est aussi la règle commune. C'est la règle de tous. Tous les humains sont normalement confrontés à cette nécessité de rencontrer l'autre sexe. Ils le font pour la survie de l'espèce, parce qu'il y a des sexes différents. Mais il est important de voir qu'en effet l'hétérosexuel devient la voie royale, l'autoroute des sexualités. Sur une autoroute on ne roule pas dans le mauvais sens, on roule naturellement dans le bon sens, et en allant vers une direction donnée. On ne se trompe pas, on ne peut pas se tromper. Et quand il y en a qui se trompent, on les rappelle et on leur demande s'ils n'ont pas vu la flèche qui indique par où il faut aller (vers l'hétérosexualité). Ce qui est problématique, d'ailleurs cela rempli les cabinets des psychanalystes. Si l'hétérosexualité allait bien il n'y aurait plus de psychanalystes. C'est pourquoi ils continuent de prétendre que cela ne va pas, avec le paradoxe de sous–entendre que malgré tout cela va mieux. Mais ils disent que cela ne va pas du tout, qu'il faut donc continuer à venir les voir. Et cela peut durer longtemps, puisque cela n'ira jamais tout à fait bien, mais c'est beaucoup mieux. Beaucoup mieux que quoi ?

L'homosexuel masculin, ce pervers

Le pôle du pervers a été longtemps la place laissée aux homosexuels masculins, c'est à dire le pôle du psychotique, celui qui dit être fou. Malheureusement pour les psychanalystes, les psychotiques ont rarement tendance à allé voir du côté des homosexuels (tant masculins que féminins). Pour eux l'homosexualité n'est pas une cause de folie. C'est peut-être soulageant, mais cela leur interdit de voir que certains gays et lesbiennes peuvent avoir de réels problèmes psychiques qui peuvent parfois aller jusqu'à la folie. Et ils mettent cela sur le compte de l'homosexualité. C'est embêtant comme diagnostique. Par contre du côté des pervers, les choses sont faciles : les hommes homosexuels sont pervers. En soit ce n'est pas forcément une mauvaise nouvelle qu'on se demande ce qu'il peut bien y avoir de pervers. C'est très simple, les hommes homosexuels aiment l'objet phallus. Qui a dit cela ? Le psychanalyste. J'ai déjà rencontré des gays qui me disaient des choses comme ça, mais pour dire aussi qu'ils aiment d'autres choses. Il m'est aussi arrivé de rencontrer des pervers, ce n'était pas quelque chose d'inscrit dans leur nature profonde. Les pervers authentiques ne consultent pas les

psychanalystes pour la simple raison qu'ils vont très bien. Ces gens ont en général un objet de jouissance extrêmement précis. Ce n'est pas la bite, c'est la bite de Marcel à 9 heures du soir, dans le parc du cinquantenaire, dans telle allée, en sachant que la maman de Marcel regarde par …..

Le névrosé c'est la petite chèvre de monsieur Seguin qui a son piquet, sa corde et sa pâture. Cette dernière chipote, tire sur le fantasme, elle se sent attachée par le fait qu'elle sent qu'elle n'aura pas tout (mais essaye d'en avoir un peu plus). Et donc elle invente tout le temps, elle est à la distance de son fantasme tout en y étant tenue. Elle rencontre des petites chèvres et des gros boucs, et avec tout cela des nœuds se font ou se défont. On peut penser qu'il faut éventuellement défaire les nœuds. Le pervers se met soit à la place du piquet en se disant qu'il ne va pas se fatiguer à aller ici et là alors qu'il est bien ici, il prend la corde autour de lui et avec s'enchaîne au piquet. La réalisation fantasmatique pour le pervers est un code impératif. Si vous lisez Sade, vous verrez qu'il est plein d'impératifs (au premier desquels, de jouir sans mesure). Alors que le névrosé (et continuons de penser que la plupart des gens sont de bons petits névrosés) en matière de fantasme invente, bouge.

Le psychotique qui est celui dont on pourrait dire que c'est la chèvre qui a perdu, croit-elle, sa corde et qui de ce fait croit qu'elle est déjà dans la gueule du loup. Ils ne savent plus ce qui peut les protéger, ils sont toujours dans l'idée qu'un autre est en train de les dévorer. La petite chèvre se bat durant toute la nuit, elle n'est mangée qu'au matin, et pendant toute cette nuit (qui est l'équivalent de sa vie, c'est une belle métaphore de la vie), elle mange, broute et baise, bref elle oublie le loup. Sauf que le loup vient quand même la manger. Le psychotique est déjà dans la gueule du loup parce qu'il n'a pas cette corde à laquelle se tenir, cette protection paradoxale de la corde.

La femme homosexuelle, cette hystérique

Si l'homosexuel masculin a été mis du côté des pervers, qu'elle a été la position de la psychanalyse à propos de la femme ? De la mettre du côté de l'hystérique complètement non castrés. Il faut savoir qu'on a défini(t) l'hystérie à partir de la caricature que représente pour les psychanalystes la lesbienne. Il y a comme cela un effet de circularité. Qu'est ce donc une hystérique pour la psychanalyse ? C'est une femme qui ne sait pas, au fond de son inconscient, si elle ne serait pas un homme. L'hystérique est celle qui ne sait pas qu'elle n'est pas un homme mais qui en plus est convaincue qu'elle en est un. D'ailleurs dans leur inconscient elles auraient vraiment voulu en être un. Si on déconstruit ce raisonnement, on se rend compte que c'est à nouveau le primat du phallus qui est d'emblée posé, que l'inconscient féminin peut être décrit de manière générale comme le lieu du manque. Et on en arrive à l'image de la lesbienne qui se prend à ce point pour un homme qu'elle va choisir une autre femme comme partenaire. Ce qui en bonne logique est tout à fait ridicule car dans le cas d'une femme qui se prend pour un homme et qui va chercher une autre femme qui elle aussi se prend pour un homme pour partenaire, on peut se demander où est la femme.

C'est davantage la fille hétérosexuelle très proche des homosexuels masculins qui correspond mieux à ce schéma clinique, à la femme qui effectivement est le plus souvent hystérique, souhaitant être confirmée dans l'idée qu'elle pourrait être prise pour un homme. Mais pour se faire, il lui faut le demander non pas à un hétéro (qui de fait l'a prend toujours pour une femme) ni à une femme lesbienne (qui comme l'hétéro la considérera comme une femme) mais à un homme homosexuel qui pourra la prendre comme un homme. Et nous avons "les mouches à pédés", les filles proches des gays qui sont souvent caractérisées par cette demande, par le biais d'une identification inconsciente aux gays. Etre un homme passe par le fait d'être prise pour un gay, ce qui peut provoquer d'énormes souffrances quand on leur dit que l'accès à la backroom leur est impossible, puisqu'elles sont biologiquement des femmes. Ce que l'inconscient a quelques difficultés à entendre.

Nicolas : J'aimerais savoir qu'elle est la définition de l'inconscient. Avant que je m'intéresse un peu à certaines notions de base, j'avais l'idée que l'inconscient était ce que nous avions derrière la tête, une espèce de monde intérieur. Un monde intérieur dévalorisé parce qu'on met dans le même panier le fantasme et le reste. Et d'après ce que j'ai pu comprendre, l'inconscient ce n'est pas cela du tout. D'autre part, quand Lacan dit que l'inconscient c'est le social, comment cela s'articule ?

François Delor : Pour définir l'inconscient de manière un peu simpliste, je dirais que je suis venu au monde avec un disque dur relativement pas trop rempli mais avec tout de même des choses. Et heureusement, quand on appuie sur le bouton le système se met en marche. Certes parfois il y a des pannes de système, parfois cela produit des gens dont on se dit qu'ils sont fous (pour eux le système ne s'est pas bien mis en route, il tourne en boucle). Pour moi le système s'est bien mis en route, j'ai ainsi commencé à faire des petits traitements de texte basiques où j'ai mis des mots. C'est le début de mon traitement de texte. Et quelle est la fonction extrêmement importante en matière de programmation informatique sur l'écran ? .... Effacement ? Oui mais plus que çà. Le classeur ....? Oui mais c'est davantage une espèce différente de classement, un classement où on sauvegarde et/ou on jette à la poubelle. Cette dernière fonction est essentielle. Dans un disque dur on y met les choses que l'on veut y mettre, que l'on décide après ou non d'effacer. Dans une bibliothèque, le meilleur moyen d'égarer un ouvrage c'est de le changer de place. Tous ceux qui ont un traitement de texte, je les défie de me dresser la liste de ce qui se trouve dans la poubelle de leur ordinateur. Certains la vident avec une régularité obsessionnelle, d'autres la laissent gonfler (avec le goût du déchet qui peut caractériser tout autant), certains plutôt hystériques laissent cela à d'autres se disant qu'un jour il y aura

bien quelqu'un qui viendra la vider. Mais nous ne savons pas tout ce qu'elle contient. Et bien, je dirai que l'inconscient est une poubelle dans laquelle n'est pas venu se mettre n'importe quoi. Il est venu s'y mettre des choses que j'ai volontairement mises de côté en me disant que je n'ai pas envie que cela reste quelque part, sans compter les choses qui sont venues s'y mettre d'elles-mêmes, des choses que je ne voulais pas voir, pas entendre. Parce que ma fonction poubelle n'est pas seulement une fonction décidée et volontaire, c'est aussi une fonction interne, psychique. Et la difficulté à laquelle nous sommes confrontés c'est que notre poubelle n'a pas la fonction "vider la corbeille". Et tout cela s'organise, se sédimente sur le mode où cela a été jeté. C'est l'un des grands mérites de Lacan que d'avoir dit que l'inconscient est structuré comme un langage, puisque ce qui vient s'y jeter est de l'ordre du langage. Nous y jetons des objets culturels et de communication (texte, parole ....) qui prennent forme de langage. Mais un langage extrêmement désorganisé. C'est le bordel total dans cette poubelle, ce qui rend très complexe l'analyse de nos rêves et la structuration de nos fantasmes.

Pascal : A un moment donné lorsqu'on dit des choses très fortes, on ne sait pas ce qui se passe au fond de soi. Aussi des chocs émotionnels peuvent-ils provoquer une désagrégation complète de choses que nous avons en nous ? Par ailleurs, je voulais savoir comment joue l'affect par rapport au subconscient.

François Delor : Par rapport à la première question, au statut, au contenu de la poubelle, il n'y a pas de fonction (en tout cas consciente) qui permettrait de dire que l'on vide .....

Pascal : Mais justement, est-ce que la volonté peut avoir un réel impact ?

François Delor : On peut constater que des personnes extrêmement organisées se donnent le sentiment d'avoir la possibilité de gérer leur poubelle. Ce sont des gens qui tiennent des agendas précis et classés, croyant dominer les choses. Sauf que comme nous ignorons tout ce que nous avons jeté, il nous est impossible de le gérer. En tous cas totalement. Même si un travail clinique permet d'aller chipoter dans la corbeille (d'ailleurs, c'est le but). Un traumatisme vient éclabousser le sujet avec des contenus de la poubelle. C'est comme une pierre qui en tombant éclabousse et fait déborder, le sujet se retrouvant avec des lambeaux de cette sédimentation. Je compare assez souvent l'inconscient non pas à un marécage mais à un endroit dans lequel il y a eu de longs dépôts. C'est luxe, calme et volupté jusqu'à ce que tout à coup un événement viennent troubler ce bel ensemble. Et alors ça pue, on ne voit plus les jolis poissons rouges. C'est ce qui est effrayant pour le sujet. A d'autres moments cela se fait de manière beaucoup plus douce. Genre je reconnais en allant dans tel coin qu'il s'agit effectivement d'un coin problématique et que je préfère l'éviter. Le rapport que le sujet a avec son inconscient n'est pas un rapport d'hostilité totale, Freud parlait de "rapport d'inquiétante étrangeté". Il y a une certaine inquiétude, on n'y va pas trop près (bien que cela en même temps assez fascinant) mais malgré tout on essaye d'en savoir un peu plus, il y a un côté menaçant.

Ensuite sur cette question de l'affect, pour rester dans cette histoire de corbeille, je dirais que certains éléments vont y être jetés précisément parce qu'ils ont une dose d'attrait qui fait très peur mais aussi plein de jouissance. Cela vient d'un truc qu'a un moment donné on a refoulé parce qu'il y avait un danger ou une excitation trop grande. Il y a donc dans l'inconscient des petits cailloux blancs qui sont des lieux de reconnaissance et de jouissance. Et lorsqu'on en retrouve les coordonnées dans sa vie concrète, on est rappelé à cette jouissance avec une inquiétante étrangeté. C'est bien de soi dont il est question, mais de quoi s'agit-il ? Ce qui effectivement peut provoquer ce que l'on appelle le véritable traumatisme, le traumatisme du rappel d'un ancien traumatisme qui a été refoulé dans sa dimension de jouissance. Je pense à l'exemple tout à fait typique d'un enfant victime d'actes pédophiles. Son tonton, un peu entreprenant, lui a caressé les organes génitaux alors qu'il avait 4 ou 5 ans. Et qu'a-t-il refoulé ? Certainement le tonton, parce qu'il avait ressenti que c'était impossible, et également la part de jouissance. Je ne dis pas que c'est le cas pour tous les garçons, mais pour lui il y a une part de jouissance. Et lorsque des années après il entreprend une cure car dans le cadre d'un rapport sexuel il a des problèmes (il ne bande pas bien qu'il soit hyper existé), que se passe-t-il ? Comment comprendre le "je ne bande pas" ? Par le fait qu'il ne peut pas bander puisque bander c'est constater l'espace juste de la jouissance, c'est montrer qu'il jouit. Et que le premier rapport dans lequel il se souvient est un rapport dans lequel il aurait voulu ne pas montrer de jouissance. Donc cela est refoulé, et il ne bande plus. Le fait de ne pas bander est donc un symptôme, il y a une trace de jouissance qui est un premier traumatisme, il y a une découverte traumatique de la jouissance qui se marque par le symptôme. Pour moi l'affect n'est pas dans le fait que la chèvre broute, il est dans le fait qu'elle a toujours envie d'aller un peu loin parce que l'herbe est toujours meilleure ailleurs. C'est à dire cette tension entre tout ce dont nous disposons et quelque chose en plus. Ce petit quelque chose, c'est pas tout, c'est le petit peu en plus, c'est le fait que ce garçon va voir le psychanalyse car il a envie de bander. Mais cela n'est pas tellement un désir (en soi bander n'est pas un désir, c'est un acte), mais c'est aussi un affect. J'ai le désir de pourvoir désirer avec quelque chose qui fonctionne. Et là il est dans la certitude que la petite chèvre qu'il est voudrait aller un peu loin mais ne dispose pas de la longueur de corde nécessaire, la corde lui semblant trop courte. Et bien, grâce à la cure, il desserre la code, il va dénouer un nœud de cette corde, cette zone de jouissance qui fait nœud.

Nicolas : Il y a une chose qui m'inquiète dans ton histoire de poubelle, c'est que plus on vieillit et plus la poubelle est pleine. A un moment donné, cela doit bien exploser ?

François Delor : Bien sûr, et c'est toute la question de la purge. Comment s'organise une poubelle au niveau de l'inconscient ? De façon très sédimentaire, c'est à dire qu'il y a une première couche qui s'est constituée et qui va servir de zone d'organisation pour ce qui va venir après. Et par-dessus tout cela se produit un phénomène de compostage. Freud avait très bien repéré ce phénomène en remarquant que c'est assez extraordinaire la manière dont l'inconscient fonctionne en inscrivant sa propre mémoire, ses propres cycles de mémoire. Il avait même essayé de faire des schémas électriques de ce processus, avec des synapses (Freud s'interrogeait sur les systèmes de mémorisation inconscients, en disant que l'inconscient ne garde pas les objets mais les coordonnées de plaisirs et de déplaisirs de l'objet).

Ce qui renforce l'idée de la petite chèvre, car si vous la voyez d'en haut vous allez voir qu'elle a un circuit privilégié. Elle ne fait pas simplement le tour (elle n'est pas un âne), elle choisit et passe sans trop le savoir par le même chemin. Il y a un côté mémorisation qui prend beaucoup de moins de place que les objets. Et ce compostage est une organisation qui simplifie les choses, et qui conscrit le fantasme. C'est donc en cela qu'il ne s'agit pas d'une poubelle qui deviendrait explosive, mais par contre il s'agit d'un fantasme qui a tendance à se rigidifier et qui s'alimente au fur et à mesure de tout ce qui se passe et de tout ce qui se refoule pour alimenter le circuit. C'est ce qui faisait dire à Freud que plus on vieillissait et plus il était difficile de faire une cure, du fait d'un effet de durcissement fantasmatique. Les couches successives ne finissent pas par déborder, mais par se durcir autour d'une structure élémentaire de signification. Structure qui n'en est pas moins complexe, le fantasme ne se limite pas à "je veux aller baiser dans les bois". Bref, on peut donc parler d'un traitement des déchets.

Pascal : A propos de cette sédimentation, la psychanalyse nous explique que l'on construit sur cette sédimentation, Aller faire un travail chez un psy c'est décharger quelque chose. Mais est-ce qu'un choc peut radicalement changer les choses, remette en cause de notre propre construction consciente et inconsciente ?

François Delor : C'est important d'avoir distingué la construction consciente et la construction inconsciente. Du côté de la construction inconsciente, l'homosexualité n'existe pas. Je n'ai jamais rencontré le fantasme homosexuel. J'ai rencontré des fantasmes assez structurés dans lesquels les rapports entre hommes ou entre femmes existaient, mais cela ne se décline pas ainsi. Au niveau du conscient par contre, c'est bien ainsi que cela se décline, et là il peut avoir beaucoup de changement. Et quelle sera l'opération de changement ? Ce n'est pas une modification du fantasme qui doit être visée mais du rapport que le sujet peut avoir avec ce fantasme. C'est à dire en connaître un peu plus, pour mieux comprendre en quoi notre fantasme nous pose problème. Car si nos fantasmes ne nous posaient pas de problème il faudrait certainement les laisser tranquilles. Mais les symptômes (c'est à dire les souffrances) sont reliés à des "mais" dans le fantasme. C'est important d'aller voir de plus près dans le côté du fantasme pour voir ce qui fait problème, histoire de diminuer la souffrance du sujet. Qu'est-ce que cela va avoir comment effet au niveau conscient ? Le type qui se rend compte qu'il a refoulé son homosexualité depuis qu'il est né, sans savoir pourquoi, explique que c'était la pression sociale (tout en continuant d'avoir une vie sexuelle à ses yeux déplorable). D'ailleurs c'est pour cela qu'il vient consulter. Et parlant de sa vie sexuelle, il explique qu'il éprouve une très forte envie de pénétration anale mais qu'en même temps cela suscite chez lui une peur totale. Et le voilà en train de raconter qu'il s'imagine dans une backroom où il voit un jeune homme subir (c'est le mot qu'il emploi) un fist-fucking, et lui voyant cette scène s'évanouit. C'est un symptôme qui vient s'exprimer là de façon évidente. Le travail ne va pas être de nous nous permettre de repérer ce qui dans cette scène était traumatique, à savoir les impositions de suppositoires que sa mère lui donnait sur le mode de la punition. Ce n'est pas le seul garçon à parler du suppositoire comme ayant été donné sur le modèle de la punition, et même quand on dit que ce n'en est pas une cela peut être ressenti comme tel. En cela je n'incrimine même pas la mère, il est tout à fait possible qu'elle en mettait disant à l'enfant qu'il faisait des manières. Ce n'est pas être sadique. Mais en l'espèce, pour ce garçon il y avait quelque chose de totalement insupportable. Et on trouvait bien dans son fantasme cette complexité du partenaire fantasmatique. Il y a le partenaire réel et le fantasmatique, il y a l'acte interdit (pour lui). Cela lui permet de reconnaître derrière le partenaire qu'il a l'envie qu'il aurait pu avoir à un moment donné de répéter un acte, et l'horreur que cela représentait pour lui.

Ce n'est donc pas pour rectifier les gens que nous devons agir (sinon arrêtons d'agir tout de suite), c'est pour permettre aux personnes qui ont une souffrance de retrouver les coordonnées inconscientes de leur souffrance. Et à partir de là, parfois le nœud se défait. Mais on échange le fantasme. On ne va pas aller retirer les suppositoires qu'il avait à 5 ans, ils sont là, irrémédiablement, ils sont inscrits dans son histoire.

Pascal : Pourquoi le sexe tient-il une telle place dans la psychanalyse ? Après tout, nous sommes pleins d'autres choses.

François Delor : C'est l'une des grandes hypothèses freudiennes. Il y a l'hypothèse d'une vision pathologique ou pathogène de la sexualité, et l'idée que tout est sexuel. En effet, on peut discuter cette hypothèse (à titre personnel je ne suis pas totalement d'accord). Le schéma logique de Freud est de dire qu'au départ les enfants nous montrent qu'ils sont sous le règne de la pulsion qui n'est pas initialement sexuelle. Bien au contraire nous dit Freud, il s'agit d'une pulsion vitale. Et c'est en cela que tous les enfants humains sont caractérisés d'être des prématurés incapables de se sortir seul des nécessités de l'existence, tout en étant plongés dans un monde de langage très exigeant en matière de compétence symbolique. De la sorte

les enfants sont soumis à rude épreuve. Et effectivement nous assistons à la coexistence d'un tas de phénomènes d'apprentissage aux cours desquels nous apprenons nombre de choses (comme s'habiller, être propre, chanter…..) et le maintient de ce qui est de l'ordre du pulsionnel (téter, sucer son pouce). Les enfants entre 1 et 2 ans sont dans la pulsion, ils ne cessent de nous montrer que c'est cela qui à un moment donné les domine. Si vous prenez la tétine d'un enfant d'un an, vous accomplissez un acte qui pour vous est peut-être symbolique mais qui aux yeux de l'enfant relève de la seule pulsion. Vous le privez de son objet pulsionnel.

La question que tu poses c'est celle du destin des objets pulsionnels dans la culture. Freud dit que nous sommes tous dans un genre de panta-sexualisme. La manière dont j'utilise cette bouteille pour boire démontre une pulsion sexuelle orale, sauf qu'il me semble que la culture a des productions autonomes qui ne sont pas nécessairement reliable à la pulsion, et surtout que la pulsion n'est pas nécessairement sexuelle. Même chez l'enfant, on trouve des signes d'une pulsion non-sexuelle, notamment une pulsion du côté du langage. Quand un enfant commence à ânonner ses mots, on peut dire qu'il mange ses mots, qu'il est dans une tension entre pulsion d'objet sexuel et pulsion symbolique (au sens qu'il essaie d'acquérir le langage comme objet). Et du moment où le langage devient objet, il ne s'agit plus du langage en tant qu'objet sexuel mais objet à part entière, objet de culture, de relation, de communication. Aussi je dirai un peu en retrait vis-à-vis de Freud, ne minimisons pas la présence du sexuel mais n'en faisons pas pour autant la règle pour tous, partout, toujours. Il y a d'autres objets à la pulsion. Quant à la pulsion et son destin, elle reste en nous jusqu'à la mort. Nous sommes remplis de pulsion. Mais le destin de la pulsion c'est d'être par l'éducation, la socialisation de l'individu domestiquée. Ce qui va produire le refoulement. Tout n'est pas sexuel, mais beaucoup plus qu'on ne le pense.

C'est d'ailleurs pour cela que les gays et les lesbiennes ont un problème avec la psychanalyse. Je dirais plutôt que la psychanalyse a un problème avec les gays et les lesbiennes. Dans cette vision d'une sexualité globale, pulsionnelle générale l'idée de l'ordre social devient une préoccupation majeure. Si vous imaginez que les humains passent leur temps à vouloir se toucher, se baiser, il faut y mettre de l'ordre. Si même lorsqu'ils vont au théâtre ils n'ont comme unique préoccupation de se toucher, il faut y mettre de l'ordre. La psychanalyse devient gardienne de l'ordre, en disant que tout est sexuel. Je crois que l'on a avantage à dire qu'il y a plus qu'on ne pense de sexuel, mais pas tout, afin de laisser des zones dans lesquelles des choses se passent sans que nécessairement on s'en soucie. Sinon effectivement, la moindre chose nous paraîtrait obscène. Les gays et les lesbiennes, chacun à leur manière ont été mis du côté de l'obscène. Au nom notamment de cette omniprésence de la sexualité sur fond de "il faut y mettre de l'ordre".

Pascale : Justement cela m'intéresse de savoir pourquoi tu interviens ici. Pourquoi avons-nous un atelier sur la psychanalyse dans lequel malgré tout tu t'es largement isolé en disant un certain nombre de choses, tout en étant toi-même psychanalyste ? Aussi que viens-tu dire? Viens-tu rattraper les conneries des psychanalystes ? Sachant que chez les gays et les lesbiennes ce n'est pas un truc qui passe facilement. D'autant que tout le monde n'a pas besoin de psychanalyse.

François Delor : Pourquoi je viens ? Tout d'abord pour m'amuser. Mais ce n'est pas une bonne réponse, c'est une échappatoire. Dans ma trajectoire il y a une rencontre avec la psychanalyse qui n'est pas anodine. Et ayant rencontré cet arsenal de théorie et de pouvoir, c'est devenu un problème. C'est à dire que le problème avec lequel je rentrais en analyse s'est doublé de celui de la rencontre avec la psychanalyse. Et de cela j'ai entrepris de faire un travail qui a pris le temps qu'il a pris, qui n'est toujours pas fini (d'ailleurs c'est le genre de processus qui ne peut être fini). D'ailleurs il me semble que c'est dangereux pour des gays et des lesbiennes d'aller n'importe où, n'importe comment en analyse. Sans savoir que ce lieu a vocation thérapeutique (ou à ne pas faire mal) c'est un lieu extrêmement puissant où la norme se transmet et où le pouvoir d'entrer dans l'inconscient ouvre la porte au pouvoir de l'autre. Après un certain nombre d'années, je me suis dit que ce n'était pas le fait qu'il me semblait que j'avais des collègues pas adéquats. Attention, ce n'est pas aussi simple que cela. C'est un peu comme quelqu'un qui dirait avoir eu recours à la chirurgie esthétique (après qu'on lui ait promis qu'il serait mieux qu'avant) et qui se rendrait compte que le médecin l'avait fabriqué à l'image de ce que lui voulait comme quelqu'un de bien, quelqu'un dans lequel cette personne ne se reconnaît pas. Et je me suis rendu compte que le trajet que j'ai fait était aussi en partie un trajet de lutte contre la psychanalyse. Cela, me semble t-il, est important à dire. Ce qui rejoint ce qui vient d'être dit, bien évidemment que tout le monde n'a pas besoin d'une analyse. Celle-ci a une indication, c'est lorsqu'un symptôme ou des symptômes lourds (des symptômes nous en avons tous, en soit ce n'est pas un problème), douloureux et identifiés par le sujet lui-même se manifestent, à ce moment là voir un analyste peut avoir du sens. A condition d'être prévenu sur les éventuelles conséquences, que ce n'est pas un jeu intellectuel, que justement c'est un jeu politique dans lequel on entre. Il faut savoir qu'en effet pour certains types de symptômes l'analyse est une véritable indication. Je pense essentiellement aux gros symptômes psychosomatiques qui peuvent être extrêmement encombrants. Et effectivement à ce niveau nous avons des réussites majeures. Mais que la psychanalyse participe à une parole du style "vivez avec", cela me parait une bonne idée, mais là nous abordons le côté industriel de la psychanalyse.

Pascal : Et à propos des pervers, la société dit qu'ils sont dangereux pour les autres. Indépendamment de la question de la morale sociale, est-ce que les autres sont en capacité d'exiger qu'ils suivent une cure ?

François Delor : D'abord tous les pervers ne sont pas dangereux, il y en a. Cela dépend de leurs fantasmes. S'ils ont le fantasme de se branler sur des coquelicots, ils sont dangereux pour les coquelicots. Et encore ..... Vraiment cela dépend chaque fois du fantasme. Il est strictement impossible d'imposer un cheminement analytique à quelqu'un. Il est extrêmement rare que le pervers vienne de lui-même dire qu'il a un problème, pour la simple raison qu'il va bien puisqu'il a trouvé une solution. Si on vous dit d'aller faire un travail, allez le faire ailleurs que chez un analyste. L'analyste nécessite la demande, faute de quoi l'inconscient est fermé .....

Pascal : Et justement quelle est la position de la psychanalyse à propos du pervers ? La psychanalyse doit-elle le mettre hors du champ social ?

François Delor : La psychanalyse, lorsqu'elle intervient dans le champ politique risque bien souvent de dire des bêtises. C'est pourquoi il est préférable de parler à partir de la cure (domaine où elle dispose d'une certaine expérience). Dans le cas que tu soulèves, il me semble que les psychanalystes doivent s'exprimer en tant que citoyens et pas en tant que psychanalystes. Tous les citoyens ont légitimement envie d'être protégés, c'est pourquoi ils demanderont aux autorités de faire le nécessaire. Il n'est pas nécessaire d'être psychanalyste pour le dire. A la limite, dire une telle chose en tant psychanalyste c'est commettre une erreur, c'est mettre un képi dont on a pas besoin.

Marie : Dans tout ce que tu viens de dire il y a trois petites choses qui me gênent quelque peu. D'abords on se rend vite compte que la psychanalyse en général, professionnelle et donc officielle, que c'est un peu le Fils, le Père et le Saint Esprit (la cathédrale de la psychanalyse), mais lorsque tu parles de l'inconscient comme d'une poubelle, je me demande si ce n'est pas le ça (ou une partie) qui serait une poubelle. Cela me choque d'entendre parler de l'inconscient comme étant une poubelle. Certes il y a bien de la poubelle dans l'inconscient, après tout il faut bien le mettre quelque part, mais c'est quelque chose qui me gêne profondément. Je suis ni scientologue, ni humaniste, mais l'inconscient est tout de même une source. J'ai l'impression que définir l'inconscient ainsi peut mener jusqu'à certains totalitarismes. Ensuite sur cette histoire de sexe tout à fait complémentaire impossible, c'est toujours pratique de définir cela comme étant l'amour impossible. Mais cela reste rapide, facile à dire. Après tout, le moteur du désir reste de trouver quelqu'un avec qui on est bien. Nous avons tous ce fantasme (même les gays lorsqu'ils s'amusent dans les près et les forêts) de rencontrer l'âme sœur. La solitude à deux c'est très bien. Je comprends ce que tu as voulu dire, mais cela m'a semblé quelques peu réducteur par rapport aux sentiments que l'on peut avoir à un moment donné. Et même si c'est une illusion, y croire fait que c'est réel. Enfin, je suis profondément choquée que tu reprennes à ton compte même pour en parler, même pour l'analyser de façon très neutre (c'est la grande spécialité des psy), cette histoire des filles qui fréquentent les gays de cette manière, les "mouches à pédés". Je trouve qu'il y a là un vrai débat, et qu'il est d'actualité. Pour terminer, je crois qu'il n'y a pas que la psychanalyse officielle, personnellement j'ai essayé la psychanalyse officielle à plusieurs reprises, j'ai demandé en vain d'avoir une psy femme. On vit tous notre premier amour de manière problématique (ce qui aide à grandir), et pour ma part j'ai échappé à 10 ans de dépression parce que j'ai eu à faire à quelqu'un qui m'a certes quitté mais qui a fait l'effort pendant plus d'un an de rester suffisamment neutre pour m'offrir tout un champ de possible. Je lui dois pratiquement la vie est pourtant elle m'a fait du mal. Là aussi, il y a la fameuse contradiction. Je veux dire par là que lorsque tu parles d'analyse c'est quelque chose de très rigoriste. On fait tous, tous les jours de l'analyse sauvage. A un moment donné j'ai eu l'impression que tu étais scientologue.

François Delor : Toute réponse à ce qui vient d'être dit ne ferait que confirmer ce qui vient d'être dit, cela amènerai plutôt l'orateur à se taire. Puisqu'il y aurait tendance à dire qu'il en sait davantage. C'est donc assez périlleux. Mais en même temps je ne trouve pas que les questions sont agressives. Donc :

Le Père, le Fils, le Saint Esprit, le ça n'étant pas simplement une poubelle. Je redis que j'ai fait la distinction entre poubelle et corbeille. Je reconnais que le terme de corbeille est plus positif (il y a les deux). Il y a un côté poubelle où on jette des choses que l'on ne veut plus voir, plus entendre, et en effet c'est à partir de là que tout se crée. Mais pour reprendre l'image du marécage, c'est du fond du marécage que jaillissent les choses les plus riches et les plus vitales. En l'espèce ce n'est pas du tout cela que je voulais dire, ce n'était pas du côté du sale et du propre. Ceci dit, je suis intéressé par le fait que tu amènes la question du saint esprit, du doctrinaire psychanalytique. Pour ma part j'essaye d'être anti-doctrinaire. Et on peut reprocher aux anti-doctrinaires d'être eux-mêmes doctrinaires. Mais c'est vrai, et Foucault nous l'a bien montré, il est difficile de contester un registre du pouvoir sans s'exposer soi-même. Foucault notait bien que cela ne pouvait être qu'un travail, et pour ma part j'essaye de cultiver l'incertitude. Seulement elle en pousse pas bien. Par rapport au sexe complémentaire, bien sûr l'amour total est impossible tout en étant l'objet du fantasme. En cela il est l'illusion la plus réelle, et donc à ce niveau je n'ai pas de problème. Pour autant je ne veux pas dire que je suis réducteur, et je ne crois pas qu'on puisse dire que je le suis. Car dire que l'objet d'amour est en effet à un moment donné impossible, dire que confronté à cet impossible l'illusion peut en prendre la place, c'est vrai, on le constate. Dire qu'en même temps cette illusion est dotée d'un caractère de réel (absolument magnifique d'ailleurs à certains égards) n'est pas du tout réducteur. Puisque l'on élève l'autre à cette dignité extraordinaire d'être l'impossible. Au contraire, il s'agit d'une majoration de l'autre à un statut inédit pour lui. En arrivant à Marseille, je sais qu'elles sont mes possibilités mais j'ignore de quels impossibles chez l'autre je pourrais être l'objet. Et je trouve là qu'il y a une invitation à être plus que moi-même.

Dernier point, lorsque je parle des filles qui fréquentent les gays, je mets quelques gants. Mais pas trop parce que le politiquement ou le scientifiquement correct m'ennuie. Si des auteurs parlent de ces filles dans des termes clairement injurieux, je peux citer ces auteurs sans reproduire l'injure. Mais il y a un moment où pour dénoncer une injure il faut la prononcer, en y mettant les guillemets, en disant que ce n'est pas cela que l'on veut dire. Mais je veux quand même en dire quelque chose, comme dire que souvent ce qui est invisibilisée chez ces filles c'est une véritable souffrance.

Marie : Tu n'as pas besoin de parler de la souffrance des femmes ……

François Delor : J'avoue, j'aurais pu le dire d'emblée, je suis un homme. Même si je mène des travaux scientifiques, mes références sont des références de ma propre histoire. Certainement que je fais attention (parce que je le sais) à ne pas minimiser les femmes dans ce que je dis. J'ai même parfois le sentiment de faire un effort. Mais cela reste un effort, et je mentirais si je disais que ce n'en est pas un puisque je suis né dans un monde où la domination masculine existe, que j'en été nourri. Je suis né en Belgique au moment (je ne dirais pas quand, car je suis un peu coquet) d'un régime sociopolitique où la domination masculine était encore très marquée. Je suis né d'un couple hétérosexuel où pourtant la mère était dominante, mais elle m'a raconté une histoire de domination masculine. Et c'est dans cela que j'ai été élevé. L'effort que je fais et auquel j'invite les autres à le faire, reste un effort. Et je mentirais en disant que je n'ai plus d'effort à faire.

Danielle : J'ai passé mon diplôme de psycho en 80/81, et dans le cadre de l'épreuve orale j'ai tiré la théorie de la castration. Et alors j'ai recraché tous mes cours, par cœur. Sauf qu'à un moment donné l'examinateur m'a demandé quelles étaient les femmes qui ne sont pas sur le versant symbolique de la castration. J'ai eu un blanc total. Puis le prof m'a sorti qu'il s'agissait des féministes. Comme je voulais mon diplôme, je n'ai pas trop réagi. Après, cependant, je suis allée voir un autre prof auquel j'ai raconté plein de choses sur les féministes, et ce dernier m'a répondu qu'on ne pouvait pas faire la révolution du symbolique. N'oublions pas que la psychanalyse à cette époque était quand même un pouvoir qui reprenait à son compte cette domination masculine sans en faire l'analyse critique. Alors qu'il fallait la faire. N'étant pas théoricienne, je n'y suis pas arrivée. C'est pourquoi je suis extrêmement ravie que tu sois là et que tu dises ce que tu dis.

François Delor : Par rapport à l'ordre symbolique, je suis en préparation d'un texte (qui sera normalement publié) précisément sur la critique de l'usage de ce concept tel qu'il a été employé par l'anthropologie et la psychanalyse durant les 40 dernières années au cœur des débats normatifs les plus importants qui ont concerné le rapport entre les sexes, la politique du PACS en France, les évolutions en matière de reconnaissance sociale des gays et des lesbiennes. Mais au-delà de ces questions, ce qui parait être la question la plus cruciale est celle de la domination masculine, à partir de laquelle j'ai commencé à comprendre la domination des femmes. C'est vraiment cette domination qui me parait devenir la clef. L'anecdote que l'on vient de nous raconter est complètement cohérente par rapport à l'image de la castration. La castration symbolique étant cette opération par laquelle on dit pas-tout, et pour une femme le pas-tout qui s'inscrit dans l'inconscient c'est "pas tout à fait bien dans ta peau de femme et supporte le fait que tu es en manque". Et si une femme ne veut pas supporter une telle chose, c'est qu'elle veut être un homme. C'est pourquoi la caricature des féministes fut celle des femmes qui parce qu'elles revendiquaient le phallus n'étaient pas symboliquement castrées.

C'est une horreur à double titre. D'abord les femmes de façon générale ont un regard très critique à ce propos puisque c'est l'objet qui les opprime. Ensuite dire une telle chose est une manière de figer l'ordre symbolique, car on dit alors aux femmes que leur condition de femmes ne vient pas d'elles mais de la nature, qui elle-même vient de Dieu. Il y a une divinisation qui est à l'œuvre dans l'anthropologie et la psychanalyse, et donc l'ordre symbolique prend un "o" majuscule. Et dans "majuscule" vous avez "masculin". La majuscule est du côté du masculin. Bref, je suis en train d'écrire cette critique, mais c'est un gros travail. Ici, j'ai le sentiment que ce que je dis vous êtes au moins d'accords de l'entendre, et éventuellement de faire un travail afin de le comprendre. Il y a des lieux dans lesquels ce que je dis est plus qu'inaudible (cela va jusqu'à influencer les patients afin qu'ils ne viennent plus en analyse chez moi). Nous sommes dans des jeux qui sont extrêmement violents. Le fait d'être à Marseille, la distance aidant, me permet de dire certaines choses. Mais ce n'est pas un jeu gentil entre psychanalyses.

Muriel : Tout à l'heure tu parlais des chemins, des rencontres, et j'avais l'impression que tu faisais éclater l'idée même de l'homosexualité, ce qui permettrait de sortir de la catégorie homosexuel/hétérosexuel. Par ailleurs, en même temps tu disais que sur ton chemin des rencontres tu as rencontré plus de garçons que de filles, aussi la question serait de savoir comment on articule ces deux choses. Sachant que d'après ton propos il y a tout de même à la base l'idée d'une préférence pour les garçons, pour le fait de rencontrer les garçons.

François Delor : A propos de cette histoire d'ordre de la préférence, Lacan disait "cette chaîne étonnante de rendez-vous, de hasards et de rencontres". Les rendez-vous sont des choses que l'on décide, les rencontres sont des choses qu'on décide un peu sans trop le décider, mais le hasard, les aléas ne se décident pas. Aucune des rencontres n'est anodine, chacune, quel quelle soit laisse une trace. Et si on reprend le travail de Freud sur le fonctionnement même de l'inconscient, la trace est une invitation à repasser par là car elle a les cordonnées de plaisirs et de déplaisirs. Et cela vous allez en faire l'expérience si une

année vous partez en vacances et que l'année suivante vous repassez dans le même pays, la même région. On se dit que l'on repasserait bien par ici ou là, on se demande si ce petit restaurant existe encore, c'est à dire que l'on recherche les coordonnées de plaisir ou de déplaisir. C'est en cela que je dirais que je suis le fruit d'une rencontre qui a du être assez précoce, qui a du être hasardeuse, et ce fut avec un garçon. Nous sommes tous très précoces et la mémoire est ce qui nous permet de nous rappeler du fait que nous avons été précoces. Est-ce que c'est le fait qu'il venait d'ailleurs ? Est-ce que c'est le fait qu'il était un peu tout seul ? Je n'en sais rien, mais cette rencontre a certainement été déterminante. J'espère vraiment que d'autres rencontres viendront modifier cette cartographie un peu trop sérieuse, un peu trop écrite. Mais je sais aussi que plus le temps passe et plus j'aime passer sur les chemins où je suis déjà passé, parce que j'y reconnais des personnages familiers, des personnages propres, et je me retrouve là dans mon histoire. Je dirais que mon histoire est une histoire avec les garçons, mais je n'aime pas dire que je suis homosexuel parce qu'ainsi je prédis une histoire dont je ne sais rien. Je dis aussi quelque chose d'un moment où je ne l'étais pas.

Robert : Le langage est le lieu où on parle de la sexualité, et je suis extrêmement sensible à cela. C'est pour cela que j'apprécie beaucoup ta parole, on ressent ta parole comme n'étant pas une parole masculine. Et même si on ne comprend pas tout ce que tu dis, on reçoit. Ensuite, il me semble que les militants gays et lesbiens ici présent se situent sur le terrain de la loi. Et il y aurait une interprétation très intéressante à faire de l'histoire du mouvement gay sur le plan psychanalytique, de la fondation mythique de Stonewall. Il faut dire que Stonewall n'a pas vraiment marqué le début du mouvement de libération gay, mais c'est l'histoire de personnes qui sont sorties d'une sphère privée pour descendre dans la rue afin de s'attaquer à la loi, à la police, au pouvoir symbolique du phallus. Les origines mythiques du mouvement de libération gay qui coïncide avec le désir d'une réappropriation du phallus symbolique de la loi. Mais est-il plus important d'avoir le PACS que de lutter pour le PACS ? Est-il plus important d'avoir le droit d'adopter des enfants que de se battre pour ce droit ? Voulons-nous, en quelque sorte que la loi soit notre refuge ? Le défi est de combattre la loi plutôt que de combattre afin d'obtenir de simples modifications de la loi. Voulons-nous qu'il y ait davantage de contraintes externes afin de nier notre souffrance interne ?

François Delor : Enorme question. En plus elle est très fructueuse, mais compliquée. Tout d'abords je dirai que j'ai le sentiment que dans ces combats, les acteurs sont divisés à la fois entre eux et à l'intérieur d'eux. Si on les interrogeait chacun, ils auraient certaines difficultés à répondre clairement. Je crois qu'ils se battent pour la loi au sens de ce que tu pourrais appeler la loi, ils se battent aussi pour accroître les espaces de reconnaissance. Ce n'est donc pas pour la loi, mais pour eux-mêmes et pour les autres qu'ils se battent. Ce que je trouve intéressant, c'est que l'on analyse trop peu la manière dont ces combats s'organisent, c'est à dire la manière dont les luttes de pouvoir reproduisent la domination masculine. Ce qui m'intéresse dans une assemblée en lutte, c'est de voir qui crie encore aujourd'hui le plus fort. Souvent ce sont les hommes, et pas parce qu'ils ont une voix plus forte. Alors pourquoi ce besoin de parler plus fort ? Où est-ce qu'ils prennent place ? Comment se présentent-il ? En effet il existe une multitude de circonstances où les femmes pourraient, peuvent prendre la parole, mais étant effectivement sensibles aux conditions de prises de parole dans lesquelles elles se retrouvent, celles-ci n'osent pas prendre la parole.

Et cela me parait une question que l'on peu reprendre de ton côté. S'agit-il de prendre la loi comme objet (on pourrait se demander s'il s'agit de prendre la voix, le pouvoir comme objet). Le tout est de connaître l'autre d'emblée, et a priori comme véritablement un égal. Cela devrait être un travail préliminaire à toutes actions. On part dans une action et on se dit qu'il manque des femmes. Mais qu'avons nous fait avant pour qu'il y en ait ? A quel moment et avec qui réfléchissons-nous à tout cela ? Hier on me racontait que quelques hommes parlaient de l'absence de lesbiennes et qu'ils semblaient avoir un discours extrêmement scientifique à ce sujet. Le problème c'est que c'étaient des hommes, pas des femmes. Ce qu'ils ont dit fut peut-être tout à fait exact, mais à quel endroit, à quel moment prend ton le temps de s'interroger sur l'absence pas seulement des femmes puisqu'il y a également des tas d'hommes qui sont eux aussi absents ? Pourquoi, comment s'interroge-t-on ? Mais cela devient autre chose, car pour cela il convient de se taire, de baisser les armes et de laisser la parole à l'autre. Au Ranwda, il existe une formule pour clore une assemblée comme celle-ci, c'est "nous pouvons déterrer les lances". Ce qui signifie qu'avant de commencer à parler les lances ont été enterrées, ce qui rend la palabre possible. Symboliquement les lances sont déposées à l'entrée de la salle. D'ailleurs la salutation ranwdaise se fait à deux mains (afin de monter que l'on a pas de lance). Notre problème c'est que nous gardons toujours une lance, celle de la langue ou du pouvoir. Nous n'arrêtons pas d'avoir cette lance et de la garder. Et c'est à ce niveau que nous avons du travail à faire. D'ailleurs cela rejoint des choses qui ont été dites quant à la préparation d'une assemblée, sur la question de savoir comment faire pour que cela soit à la fois participatif, tenable, tout en permettant que les gens puissent être entendus (et soient entendus).

Jean-Michel : Comme toi je suis gay et j'ai eu à faire à une mère dominante sur moi et sur mon père. Est-ce que c'est un pur hasard où est-ce que la psychanalyste dit quelque chose à ce propos.

François Delor : Lacan explique que (selon lui) l'homosexuel masculin est le fils d'une femme qui faisait la loi au père. C'est dit aussi clairement que çà. En quoi est-ce juste ? En quoi est-ce faux ? C'est faux dans la prétention à la généralité. J'en connais plusieurs qui n'avaient même pas de mère ou de père. Ceci étant, cela n'est pas toujours faux, car il est exact qu'une

mère qui est en position de faire la loi face au père (c'est à dire de le dominer) va donner à l'enfant un tableau un peu compliqué dans le rapport à la femme. Parce que la femme étant désirée par l'enfant au moment où il est dans le stade près pulsionnel de la recherche d'une sécurité (ce n'est pas parce qu'il aime sa mère, c'est parce qu'il a besoin de sécurité) il ne voit pas très bien ce qui va pouvoir y faire obstacle. Car l'obstacle traditionnel est disqualifié. Et il est vrai que j'ai rencontré plus d'une fois ce schéma dans le cadre des cures que j'ai pu avoir avec des garçons homosexuels. Cela ne veut pas dire que c'est la cause. Ce sont des circonstances qui sans doute sont davantage favorables à une difficulté de rapport avec des femmes. Pas toutes les femmes, avec des femmes. C'est aussi une structure familiale qui peut faire appel à une figure masculine. Y a t-il un homme pour me protéger un peu étant donné que je me sens un peu dominé comme papa.

J'ai quatre frères, ils s'en sont certainement bien sortis en choisissant de faire l'armée. Ce qui me parait assez logique. Pour ma part je suis allé chercher du côté des hommes, eux sont allés du côté des hommes mais de façon différente. J'ai pris du côté de l'érotique, eux ont pris du côté du militaire. Ce n'est donc pas du tout un schéma causal, mais il y a des circonstances qui font en sorte que. En aucun cas on ne peut dire qu'untel va devenir pédé, jamais. Cela ne produit jamais rien, cela explique parfois a postérieuri. Je tiens quand même à dire qu'il y a l'image d'Epinal de la mère dominante, image qui vient du fait que l'on a confié pour des raisons évidentes de division du travail toutes les tâches d'éducations aux femmes. Et une fois qu'on leur a confié, il arrive qu'on dise qu'elles ne les font pas bien en les faisant trop. Il suffirait de les partager un peu, il y aurait moins de problème. Ne transformons pas le problème en solution, transformons plutôt la solution que nous avons eu jusqu'à présent en problème. Pourtant nous continuons à mettre beaucoup de mères dans d'énormes solitudes, malgré le fait qu'elles ont un mari (ce dont souvent elles se plaignent). Et plutôt que de dire qu'elles sont dominantes, disons qu'elles sont seules.

René Paul Leraton : L'année dernière, nous avons pu voir que les gays et les lesbiennes ont une histoire avec la psychanalyse et avec la psy en général plutôt douloureuse, conflictuelle. Et n'est ce pas justement le moment de s'emparer de cette boite à outils ? D'autant que tu fais partie des gens qui commencent à s'en emparer, pour que justement nous puissions nous en servir d'une manière différente de celle qui fut employée pendant des années. Aussi, il faudrait encourager des femmes, des hommes homos à s'emparer de ces outils et aussi à communiquer. Non seulement dans les cures qu'ils pourraient entreprendre et suivre, mais aussi ailleurs et dans d'autres circonstances. Dans mon boulot je suis parfois confronté à des gens qui ont tellement été amochés par ce qu'ils ont vécu dans leur enfance et/ou leur adolescence qu'ils ont besoin de faire un travail sur eux. Mais le problème qui se pose alors c'est de savoir vers qui nous allons pouvoir les orienter, car si on les envoie à quelqu'un qui va leur sortir que dès qu'ils auront résolu leurs problèmes avec leur maman ils pourront à nouveau être un bon hétérosexuel (ce n'est vraiment pas le but du jeu) nous ne les aidons pas.

François Delor : Je terminerai donc cet atelier en répondant à cette question. Donc, pour reprendre la métaphore militaire, si on sait que dans le camp adverse l'homosexualité est considérée de façon très négative. Nier cette réalité, dire que tout va bien aujourd'hui, est non seulement faux mais c'est surtout une erreur. Il faut soigner son sens critique parce que cela continue encore aujourd'hui (à l'échelle du monde) à être un problème majeur de domination, de stigmatisation, de rejet.

Et face à cela, quelles sont les armes ? Une d'entre elles est la psychanalyse, c'est à dire cet ordre de pensée, de pouvoir et de savoir qui permet la rectification subjective dans le bon chemin de l'hétérosexualité. Et que fait-on lorsque les autres ont une arme aussi puissante ? Puissante en ce sens qu'elle vient se distiller à l'intérieur même des sujets (c'est une arme du côté du religieux). Il faut prendre l'arme au sens que l'acte blasphématoire est un acte politique. Faire pipi dans un tabernacle est une activité pas tellement érotique mais véritablement politique car on sait que ce qui est enfermé sert à détruire. Et nous sommes là au bord de quelque chose qui est de l'ordre de la guerre. Sauf que l'on peut faire la guerre proprement, en n'allant pas tuer des psychanalystes (on risque alors de passer pour des psychanalyste-ophobes) mais en acquérant leurs compétences pour les battre sur leur propre terrain. Cette option demande beaucoup plus d'effort qu'une autre puisque ces gens s'estiment en général beaucoup plus rapidement compétents qu'ils ne considèrent compétents leurs amis, mais il y a un moment où on peut les atteindre. Car bien évidemment ils ont eux aussi leur talon d'Achille, ils sont moins malins qu'ils en ont l'air. Je pense aux effets de jargon, et quand on arrive à percer la baudruche du jargon, on produit un effet de ridicule. Dernière chose, quelqu'un à dit tout à l'heure "on écoute ta parole même si on ne la comprend pas". De mon point du vue c'est tout à fait gratifiant puisque du point de vue narcissique c'est assez agréable, mais c'est en même temps inquiétant en ce sens que ce qui est en cause ici c'est le pouvoir, alors que nous sommes en train de mener un travail de déconstruction. Et si de ce travail de déconstruction vous m'en laissez le privilège et le monopole (pour des raisons esthétiques ou de séduction), le coup est raté. Ce qui est important ce n'est pas qu'il y avait une transmission de Delor à vous, mais qu'il y ait une élaboration à plusieurs. Aussi, de mon point de vue je dirai comme évaluation de cet atelier, c'est que revenir parler aux *Universités* c'est nécessairement mettre en place non pas un atelier mais un séminaire sur la semaine. Afin de permettre une élaboration à plusieurs. Et ..... effectivement, très bonne idée que d'avoir préalablement une trame argumentaire écrite. Ceci dit un très grand merci à vous toutes et tous.

UN RESEAU LESBIEN INTERNATIONAL ?

Maïté Mallet : Sur la sollicitation de Claudine nous avons eu l'envie de ce débat, car (comme certaines d'entre nous) elle est très demandeuse d'un réseau lesbien international. Et cela tombe fort bien puisque à la *Coordination Lesbienne Nationale* (dont nous sommes ici plusieurs représentantes) cette volonté s'est manifesté dès sa création (en 1996). Nous en avions la volonté, le potentiel mais à vrai dire il y avait d'autres urgences. Créer cette coordination d'associations lesbiennes, au niveau national, puis l'asseoir et faire en sorte que les membres puissent correctement communiquer, faire des projets vers l'extérieur, nous a pris la plus grande partie de notre énergie. Et c'est seulement maintenant que nous avons les énergies pour nous occuper de participer à la création d'un réseau international. Au dernier conseil d'administration de *La Coordination Lesbienne*, avant la rencontre de printemps, nous avons trouvé une association référente pour la création de ce réseau, à charge de cette association de coordonner les initiatives. Cette association qui est *CQFD* et qui est basée à Paris, s'occupe d'organiser la *Fierté Lesbienne de Paris* depuis plusieurs années. Bien évidemment à cette association peuvent s'ajouter personnes et autres bonnes volontés, afin de développer les contacts en vue de la création de ce réseau. Claudine a déjà plein de projet, au Québec. Là-bas les lesbiennes n'en sont pas aux balbutiements que nous connaissons. Tu peux nous parler plus en détail de tes projets, de tes idées à propos de ce réseau. Et donc, nous t'écoutons.

Claudine Ouellet : Assez rapidement j'ai constaté qu'il manquait énormément de communication entre les groupes de femmes, alors que d'un pays à l'autre on pouvait trouver les mêmes problèmes, les mêmes luttes. Bien que selon les cultures cela pouvait s'exprimer de manière différente, le fond était le même partout. Par ailleurs je suis la représentante féministe pour l'Amérique du Nord de l'*ILGA*. Et c'est en travaillant avec l'*ILGA* que j'ai pu constater que les hommes étaient assez bien organisés tandis que les femmes échangeaient peu entre elles, faute de se connaître. Et surtout, j'ai constaté qu'entre les conférences annuelles et autres rencontres, nous n'avions aucun réseau pour communiquer alors que grâce à Internet il est assez facile de garder contact et de communiquer.

Bref, j'ai envie de suggérer comme première étape dans la construction de ce réseau lesbien international, c'est de répertorier les groupes de femmes qui seraient intéressés (de façon très informelle) par cette idée. Sachant qu'il faut que nous nous donnions le temps de construire ce réseau. Auparavant il y a eu de multiples volontés en ce sens, mais faute de dynamique réelle et solidement pensée, les projets tombaient d'eux-mêmes. On peut aussi se donner l'espace, puisque grâce au emails nous sommes toutes assez facilement joignables. A nous de faire circuler, entre nous, l'information. Je peux m'occuper de constituer cette liste de groupes de femmes, liste que je me propose par la suite de diffuser auprès de celles que l'information intéresse. C'est ce par quoi nous pouvons commencer. Ensuite, concernant l'organisation même de ce réseau, nous pourrions consacrer les mois qui viennent (disions jusqu'à l'année prochaine) à réfléchir à un cadre. D'ici là, si un groupe formule une revendication particulière et exprime le besoin d'un appui international, on peut faire en sorte que l'information circule. Il nous arrive souvent de recevoir des alertes de femmes qui sont dans des situations particulièrement douloureuses, et il nous arrive d'entamer un travail de pression auprès des gens ou structures que nous connaissons, comme certaine ONG particulièrement bien organisées et puissantes. Autre problème que j'ai pu constater, c'est toute la question gay et lesbienne aux Nations Unies. On s'est fait planter royalement l'an dernier, les questions lesbiennes ayant complètement disparues du sommaire des discussions. Nos alliées hétérosexuelles nous ayant laissé tomber. Il nous faut donc recommencer à construire un réseau d'appui, et chaque fois que nous en aurons l'occasion nous feront en sorte de nous installer aux Nations Unies afin d'y rester et de pouvoir intervenir à propos du droit des femmes. Il y a de nombreux problèmes et peu de solutions qui nous viennent à l'esprit, sauf que la base serait de faire connaissance, de se parler, de savoir quelle est la spécialité de chaque groupe de femmes pour ensuite mettre en commun nos expériences et nos ressources pour au final être capables de créer et d'animer ce réseau. Au Québec nous avons une relation très conviviale avec le gouvernement actuel (on espère seulement qu'il sera en place après les prochaines élections), ce qui nous rend très facile de convaincre nos représentants d'intervenir et de soutenir tel ou tel dossier lors de rencontres officielles. Bref je suis prête à accueillir les courriers électroniques, une fois de retour chez moi. J'attends donc la description assez précise de vos associations ainsi que vos actions, afin que je puisse m'occuper (avec mon adjoint, c'est un homme) d'écrire ce répertoire.

Christine : Lorsque tu dis "on", qui est-ce ? Ensuite, est-ce que ce réseau lesbien international serait-il en collaboration avec le réseau québécois ? A plusieurs reprises tu as parlé de groupes de femmes, est-ce que ce réseau serait un réseau de femmes féministes, un réseau seulement lesbien ou de lesbiennes féministes ?

Claudine Ouellet : Quand je dis "on", je fais référence aux femmes qui sont autour de cette table, dans le sens qu'il me semble que c'est à nous qu'il appartient de faire quelque chose. Ensuite, ce "on" inclut la *Coalition Gay et Lesbienne du Québec* qui est prête à aider à la rédaction du répertoire et à le diffuser. En ce qui concerne le réseau des lesbiennes du Québec, dernièrement elles ont eut des problèmes de financement mais elles continuent tout de même à exister.

Christine : Il y a aurait donc deux entités : La *Coalition Gay et Lesbienne du Québec* et le *Réseau des Lesbiennes du Québec*.

Claudine Ouellet : La *Coalition Gays et Lesbiennes du Québec* est essentiellement un organisme de défense des droits. Nous avons des dossiers strictement gays, et des dossiers gays et lesbiens. Cela ne nous a pas empêché de créer un réseau d'alliés avec d'autres ONG dont la mission première est de défendre les droits des personnes, s'appuyant sur la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, et qui sont installés (avec un statut consultatif) aux nations Unies. Des partenaires qui ont des moyens financiers conséquents, et dont la parole est entendue. Par exemple, quand ils diffusent par communiqué de presse une information ou expriment une opinion, il leur est plus facile de solliciter des aides ministérielles. Je voudrais que cette idée de réseau lesbien international n'ait pas pour objet d'empiéter sur les organisations qui existent déjà. Mais c'est seulement que j'ai pu constater, en voyageant et en rencontrant des groupes de femmes ici et là, qu'il manquait ce type de communication. Je n'ai pas pour ambition de créer une nouvelle association, avec des cotisations à payer ou je ne sais quoi, mais davantage de créer un réseau de terrain qui regrouperait les groupes de femmes, de lesbiennes ou de féministes, un groupe qui interviendrait sur des sujets concernant toutes les femmes, lesbienne et/ou féministes. Il me semble qu'il y a des choses qu'il est possible de faire en commun, tout dépendra des demandes qui seront formulées à l'intérieur de ce réseau.

Catherine : Je ne comprends pas très bien pourquoi tu penses avoir besoin d'un réseau parallèle à l'*ILGA*, ce dernier pouvant être un appui pour créer un tel réseau lesbien. Pourtant tu nous parles de créer ce réseau international en ton nom.

Claudine Ouellet : Je ne fais pas cette intervention au nom et sous l'autorité de l'*ILGA*. L'année dernière (et l'année d'avant) il n'y a avait pas de d'espace militant pour les francophones, car cela semblait trop compliqué (problème de traduction) puisque la langue d'usage est l'anglais et l'espagnol. A l'occasion de la conférence qui a eut lieu à Johannesburg en 1999, il y avait 3 personnes d'origine africaine qui étaient seulement francophone et pour lesquelles il a donc fallu s'occuper de traduire en français. A cette occasion j'ai officiellement demandé que le français soit remis comme langue de travail, mais cela semblait compliqué. Et avec des représentants de France, de Suisse et d'autres pays nous avons décidé de créer l'espace francophone, qui est en fait un lieu où nous pouvons communiquer dans notre langue, et exercer un minimum de pression sur l'*ILGA* (qui prétend être une organisation mondiale) pour qu'elle ne mette pas plusieurs millions de personnes de côté. Par ailleurs, je précise que je ne suis pas ici pour tenter de vous imposer quelque chose, je vous fais simplement une suggestion suite aux constatations que j'ai pu faire lors de mes précédents voyages. De notre côté, on se dit que nous pourrions peut-être vous donner un coup de main, mais nous ne voulons surtout pas avoir l'air de s'imposer. Si nous avions la possibilité d'avoir un lieu afin de se communiquer différentes informations, de nous dire ce que chacune d'entre nous rencontre en matière de défense des droits, cela nous permettrait de vous aider et éventuellement d'intervenir. Et réciproquement.

Maïté Mallet : Au sein de la *Coordination Lesbienne Nationale* il y a quelques 25 associations adhérentes, et les objectifs de ces associations sont multiples et variés. Nous avons des associations qui n'ont qu'un objectif politique, d'autres qui s'occupent surtout de faire dans la convivialité, le politique et le social passant au second plan, d'autres associations se sont spécialisées dans le culturel à l'exemple de l'association *Cinéfable* qui s'occupe chaque année du *Festival du Film Lesbien de Paris* ou de l'association *CQFD* qui organise la *Fierté Lesbienne de Paris*, et enfin des associations généralistes comme le *CEL* qui propose aussi bien des activités ludiques et conviviales qu'il fait dans le politique. Aussi il me semble que si *La Coordination* s'implique dans un réseau international, elle souhaitera le faire dans la multiplicité et la diversité des engagements et des actions. Car certaines ont envie d'échanges de savoir-faire et de compétences, comme par exemple à l'occasion du *Festival de Film Lesbien* avoir pour thème le cinéma lesbien canadien, quand d'autres auront envie de faire parti d'un réseau de travail de pression en direction de l'ONU, d'autres auront envie d'organiser une randonnée en Laponie avec des norvégiennes. Ce qui nous intéressera c'est la pluralité des objectifs de ce réseau, même si bien évidemment le politique ne sera pas oublié puisque l'objet de *La Coordination Lesbienne* (c'est d'ailleurs pour cela qu'elle s'est créé) est d'augmenter la prise de parole lesbienne dans la société et de travailler à une plus grande visibilité sociale des lesbiennes. L'aspect politique sera donc le gros morceau de notre éventuel engagement, tout en restant ouvertes à tout plein d'échanges de compétentes et d'initiatives.

Sylvie : C'est peut-être une question naïve mais j'aimerais savoir si c'est un réseau francophone que tu souhaites créer.

Claudine Ouellet : En fait, il y a beaucoup de groupes de femmes, lesbiennes, féministes et autres qui n'ont pas forcément d'espace pour s'exprimer. Je pense particulièrement aux associations de femmes de certains pays africains dont nous ne

connaissons pas l'existence, et quand nous les connaissions nous ne savons pas trop quoi faire. Et partant de ce constat je vous pose la question (que je me pose également à moi-même) de savoir s'il nous est possible de faire quelques chose. Je vous donne un exemple, il y a eu le cas d'une femme originaire d'Inde qui venait de débarquer à Montréal et qui a fait une demande à un groupe en Grande Bretagne qui nous est parvenu, et de Québec je l'ai renvoyé en Grande-Bretagne parce que je ne connaissais pas l'identité de la femme en question, pour finalement nous revenir. Si on connaissait l'existence de chacune de nos associations, les femmes qui font des randonnées en Laponie sauraient qu'à Québec seraient rejointes par d'autres femmes afin de partager loisirs et passions. Connaître l'existence respective de nos associations nous permet de faire rentrer en contact différentes associations, différentes personnes.

Sylvie : Hier une femme algérienne a parlé de la difficulté de se faire connaître par d'autres lesbiennes algériennes. Il me semble qu'elle était venue à cette *Université* dans l'espoir d'y trouver une aide en la matière. Et sans volonté impérialiste de notre part, ma compagne est partie la chercher afin qu'elle vienne ici car c'est dommage qu'elle soit absente. Comme d'ailleurs la personne qui s'occupait de la commission internationale d'*Amnesty*, Sabrine. Il y a eu également le témoignage d'une femme turque qui semble avoir grandement besoin d'une aide, ne serait-ce qu'un financement pour lancer l'édition d'un journal.

Claudine Ouellet : Sans vouloir faire une conclusion, il me semble qu'il est utile de faire un résumé de ce que nous nous sommes dit. Des cas comme celui de la femme algérienne, ce sont des situations auxquelles nous avons à faire face au Québec. Si je savais qui est qui, on pourrait faire reprendre l'information et la transmettre à celles qui seraient capables d'y répondre, et établir les contacts nécessaires. En la matière notre lacune c'est que nous ne nous connaissons pas et que de fait nous ne nous parlons pas. Aussi lorsqu'il nous arrive des choses comme ça, nous ne savons pas quoi faire. Sans verser dans un quelconque esprit impérialiste, c'est pour moi surtout le désir d'agir par solidarité entre femmes. D'autant que sur ces questions nous avons toutes une très forte sensibilité. C'est la raison pour laquelle souvent on voit passer des messages et des alertes, et que bien souvent nous voudrions intervenir, sans savoir si nous serions bienvenues de le faire, s'il existe une façon particulière de le faire. En tant que québécoises, nous sommes par nature très curieuses, mais avant tout nous avons besoin de faire connaissance. Et si j'insiste pour que ce réseau lesbien soit avant tout francophone, c'est parce que j'ai constaté qu'à l'intérieur de la francophonie se sont les pays du Sud francophones qui en ont le besoin le plus criant. On parle des femmes algériennes (ce qui est bien) mais il y a aussi des femmes en Afrique. La francophonie est géographiquement très étendue, sans avoir de lieu commun. Surtout chez les femmes. D'où l'idée de créer un lieu commun virtuel qui pourrait donc être un espace privilégié pour les femmes.

Maïté Mallet : Si vous voulez, je fais circuler une feuille sur laquelle vous pourrez notre vos coordonner email. Ce qui est particulièrement pratique pour faire rapidement circuler l'information dans le monde entier. Nous en avons fait le constat. C'est une liste qui sera destiné aux femmes qui s'occuperont de mettre en place ce réseau international. Ce n'est pas une liste qui va partir aux 4 coins de la France, elle sera utilisée à bon escient. Donc je fais passer cette feuille, vous y notez l'ensemble de vos coordonnées. Ceci dit, avez-vous sur un plan général des choses encore à exprimer, à dire, avant de rentrer dans le concret de la formation de ce réseau, des avis quant à ce qu'il pourrait être de manière plus générale ?

Karine : Dans l'atelier auquel j'ai précédemment assisté, deux femmes ont dit qu'elles ne souhaitaient pas faire parti d'une association bien qu'elles veuillent militer. Aussi j'aimerais savoir si les personnes militantes peuvent participer à ce réseau.

Maïté Mallet : *La Coordination Lesbienne Nationale* est constituée d'associations et d'adhérentes individuelles, et également depuis peu d'un collège de sympathisants et de sympathisantes dans la mesure où des associations mixtes (gays et lesbiennes) peuvent adhérer. Bien évidemment, dans ce cas se sont des représentantes femmes qui assistent à nos réunions et autres manifestations. Même à titre individuel il est tout à fait possible de s'impliquer. Nous avons plusieurs femmes qui sont référentes de commissions et très impliquées dans la vie de la *Coordination*.

Arlette : En ce qui concerne la création et la mise en place d'un réseau international, il semble que cela ne doit pas se limiter aux seules associations adhérentes de *La Coordination*, des associations qui ne sont pas adhérentes doivent pouvoir participer à ce réseau. Ensuite, si ce réseau est destiné à être uniquement francophone, il nous faut réfléchir à ce que nous pouvons proposer à nos amies turques, allemandes, algériennes qui ont peut-être envie de nous rejoindre.

Maïté Mallet : Bien, merci à vous toutes.

Christine : Nous avons pensé que ce débat devait être surtout un échange, sans verser non plus dans le question/réponse. Je demanderai à celles qui prennent la parole d'être assez synthétiques afin de laisser le maximum de femmes s'exprimer. Juste pour lancer un peu le débat, j'aimerais savoir si ce thème était discuté dans vos cercles respectifs (de copines ou d'associations) ou à l'occasion d'événements personnels durant les mois précédents. Je crois que nous pouvons commencer sur ce questionnement de savoir si ce thème a déjà été débattu auprès de vous. Bref, la discussion est ouverte.

Françoise : L'idée même de la butch provoque des réactions assez virulentes. Il existe une certaine forme de rejet par rapport à la femme qui souhaite avoir un look d'homme. J'ai toujours tendance à contrer ce type de réaction parce que j'estime que chacune est libre de choisir sa tenue vestimentaire. Sans compter que je trouve cela assez audacieux d'être une femme tout en ayant un look d'homme. Je reconnais que j'ai une certaine fascination vis-à-vis de cela. En plus, cela me renvoie au fait que j'aime les vêtements asexués. Aujourd'hui il est tout à fait possible de faire de l'interchangeable au niveau vestimentaire entre les hommes et les femmes. C'est pourquoi je ne comprends pas forcément ce côté virulent, cette hostilité à l'encontre des femmes qui voudrait avoir un style vestimentaire, une allure qui se rapproche du modèle masculin.

Monique : Je n'aime pas les hommes, je ne veux pas ressembler (copier) à un homme, je ne veux pas avoir les attributs d'un homme. Pour autant je ne peux pas dire que je sois féminine dans le sens où je ne me trimballe pas le soir en chemise de nuit. Pour moi être butch a l'intérêt de me nommer sans remployer des mots masculins ou féminins. Maintenant que l'on me dise que je suis vraiment butch me semble être caricatural et même négatif, autant négatif que ce qui m'arrive de ressentir vis-à-vis de certaines lesbiennes qui ont cette apparence. Après, on pourrait parler des trop-butch ou des un-peu-butch. Je ne veux pas que l'identité butch fasse forcément référence aux codes masculins, aux hommes. J'ai du mal à dire que je suis une femme, je suis une lesbienne, je suis butch. Je ne veux pas me dire masculine, je ne suis pas pour autant féminine. Cela arrive encore de temps en temps que l'on me dise "monsieur". J'ai une certaine allure, mais je ne recherche pas quelque chose, je suis ainsi. Le mot "butch" en lui-même me plaît parce qu'il n'a pas (en tout cas pour moi) de connotation camionneuse qui pourrait y avoir avec les anglo-saxons. Il me semble qu'en parler permet de passer par-dessus certaines catégorisations.

Maïté : Que cherchent les femmes qui se veulent butch (qui en anglais veut dire viril) ? Je ne suis pas très au fait de ce qu'il y a derrière ce mouvement, ceci dit je préférerais que l'on se rapproche d'une androgynie qui n'étant ni l'un ni l'autre est un amalgame des deux, plutôt que de vouloir copier les attributs masculins. C'est quelque chose qui me gène, quelque chose où je ne m'y retrouve pas. Contrairement à l'androgynie. Je veux bien prendre un peu de chaque, prendre ce qui m'intéresse, aller vers un nouveau concept, une nouvelle personne. Peut-être que les butch ne se disent pas être la copie conforme des hommes, mais l'image que j'en ai comme le peu que j'en sais, fait qu'il me semble que c'est quelque chose de très masculin. Dans certains films que j'ai pu voir, les butch sont présentées avec moustaches et barbes. Françoise disait à l'instant que maintenant il est possible pour les femmes d'utiliser les codes vestimentaires et de comportements masculins, et que de leur côté les hommes peuvent utiliser les codes féminins afin d'imiter les femmes. Seulement il me semble que la parité et l'égalité en ce domaine sont loin d'être acquises. Nous sommes très loin d'une réelle égalité, tant la volonté des hommes de copier les codes féminins est moindre que la facilité qui nous porte nous autres les femmes à adopter les codes et comportements dit masculins. Et je fais le parallèle avec ce que proposent certaines féministes, comme, par exemple, de demander aux filles de faire davantage de sport. Ce sont les filles qui vont faire du football (sport masculin), mais ce ne sont pas les garçons qui vont faire en masse de la danse (activité dite féminine). A mon avis, vouloir copier le masculin ou du moins vouloir se conformer à des codes, des standards masculins nous n'arriverons pas à faire l'équilibre entre masculin et féminin.

Françoise : J'ai eu l'occasion de rencontrer des femmes extrêmement masculines, mais ce qui est intéressant c'est justement le décalage. Si tu rencontre une femme qui a priori ne correspond pas à ce que tu attends d'une femme, tu es sur la défensive. N'empêche qui si tu vas un peu plus loin en grattant la surface, tu peux t'apercevoir qu'il y a une réelle féminité chez toutes les femmes. C'est ça qui est intéressant, cette espèce de contradiction, de décalage.

Karine : Si à certaines l'aspect butch fait peur, c'est surtout l'aspect femme qui me fait peur. J'ai davantage peur de me retrouver emprisonnée dans une image si je m'habille d'une façon que j'imagine être femme. J'ai peur d'être enfermée dans une identité. Ceci dit j'aimerais en savoir un peu plus sur les femmes butch.

Isabelle : La caricature que Monique a fait de la butch m'a dérangé, car je pense que la peur que nous pouvons avoir de cette identité vient de la non-connaissance de l'autre. Si nous avions envie d'aller vers les autres, nous pourrions mieux dialoguer, mieux nous connaître. Enfin, je n'aime pas trop le terme de "copiage". Par rapport à quoi ? A quelle référence ?

Monique : Comme je le disais, les vêtements hommes sont ceux qui me plaisent. Je me sens bien dedans. Ce n'est pas une question d'androgynie. Pour moi l'androgynie n'est pas une question d'apparence mais d'attitude. Pour moi, la notion butch va un peu plus loin que cela, que la stricte question de l'apparence. C'est aussi une question d'attitude. Les relations que j'ai pu avoir étaient avec des femmes hétérosexuelles, ce qui me ramène à la question d'attitude plutôt que d'apparence.

Nadine : J'éprouve un sentiment assez curieux, en ce sens que j'ai l'impression que l'on ne sait pas de quoi on parle. Depuis tout à l'heure on parle de butch et de fem chacune y met un fantasme, une représentation, pour certaines c'est une tenue vestimentaire, pour d'autres une attitude et/ou d'un comportement. Mais on fond, de quoi parlons-nous ? Qu'est ce c'est que ces deux termes ? Quelles réalités (si réalité il y a) s'y retrouvent ? Sans compter l'absence d'intervention, car nous n'osons peut-être pas forcément intervenir ne sachant pas trop quoi dire. Je crois qu'à travers le livre qui a été réalisé il y a des tentatives de réponse sur la question de se définir quand on est (je n'ose pas dire masculine ou féminine) mais quand on adopte une certaine attitude dans la vie (que cela s'exprime par des comportements vestimentaires mais aussi par certains types de relations et/ou d'engagements, et de positions politiques), je crois que butch ou fem ne peut pas se réduire à une petite culotte ou à un short. Parce qu'avec ce type de raisonnement on ne va pas aller loin. Il y a peut-être moyen d'échanger les unes et les autres, de s'interroger ensemble sur savoir ce que cela représente pour nous d'être butch.

Arlette : Pour ma part, il me semble que le fait d'être butch se trouve à l'articulation au moins de deux registres. D'une part le registre politique (que j'ai retrouvé dans les propos de Maïté) et le registre du ressenti. Il me semble que nous avons travaillé le registre politique, ce qui fait que le registre du ressenti reste à explorer. Je me rends compte que j'ai un réel déficit de cadre, de témoignages en la matière. Et c'est pourquoi "*Attirance*" m'a autant intéressé, parce que cela m'a donné envie d'écrire ma propre histoire (puisque cette question est au cœur de ma propre problématique). Cela rejoint ce que Nadine disait en se demandant de quoi on parlait. Le butch est au cœur de ma propre problématique, et franchement c'est le bazar. Cette question est un peu au cœur de mon instruction en tant que lesbienne. D'autant que chez moi cette question est liée à toutes les questions relatives à mon corps. C'est en ce sens que la question du ressenti me parait très importante. Pour moi cela s'articule autour du corps, autour de la représentation du corps que je donne et de celle que j'ai dans la tête.

Christine : Ce qui m'embêtait c'est qu'au départ on parte tout de suite sur l'apparence, l'habillement, alors qu'il me semble que le butch n'a pas grand chose à voir avec (même si c'est une des manifestations de ce phénomène). Cela m'embêtait que l'on reste là-dessus. J'ai beaucoup aimé ce qu'a dit Arlette sur cette dualité politique/ressenti, mais pour ma part je parlerai davantage du politique et de la séduction, de la sexualité et du politique. Pour moi le butch ne recouvre ni les valeurs ni les comportements hétéros. Et ce que je j'ai trouvé intéressant dans l'ensemble du livre c'est qu'il y ait eu énormément de monde à s'être questionné à ce propos, et qui pour en parler utilisent le terme de "création". Création de ce qu'on veut vivre comme lesbienne, de nos relations, et autres inventivités. Au fil des ans, je suis arrivée à me définir comme fem. J'ai pris ce mot là parce que c'était une des références que j'avais. Pour moi ce livre "*Attirance*" a vraiment été une ouverture, il m'a permis de questionner réellement ce qu'était pour moi le masculin et le féminin, de m'interroger sur les types de rapports que nous pouvons créer. En fait, cela m'a permis de sortir de la référence hétéro, de la référence à la norme. Depuis lors, j'ai l'impression de discuter de ce que nous nous voulons vivre et non pas de m'occuper de ce que les hétéros vivent (genre, sommes-nous comme les hétéros, somme-nous différents des hétéros ?). Je me définis comme femme, d'autres se définissent comme butch, mais il n'est pas toujours besoin d'expliquer. D'autant qu'on est obligé de rentrer dans des choses assez intimes, de parler de sexualité, ce qui n'est pas évident. Je ne me sens pas forcément à l'aise de parler publiquement de ma sexualité. Il y aussi les rapports de séduction qui ont de l'influence sur nos relations de séduction et sur nos relations sexuelles avec les autres lesbiennes. Tout au long de l'écriture du livre, nous n'avons pas voulu dire que le butch est un modèle, qu'il faut que nous soyons toutes à se dire butch. L'objet de cet ouvrage était surtout de mettre des mots sur certaines choses, de reconnaître que cela existe, de dire que des lesbiennes souhaitent vivre cette identité et se définissent comme telles. Comme disait Françoise, arrêtons avec les préjugés extrêmement partiels. Certaines butchs mettent de robes, car ce n'est pas parce que tu te définis comme butch que tu n'as plus le droit de mettre de jupe.

Alia : Chacune a sa propre histoire par rapport à cela, et partant de là on peut devenir butch de différentes façons. En s'opposant au modèle ou en le transformant. Mais en tout cas, il n'y a absolument pas de jugement moral à avoir (ce qui est, me semble-t-il, très pernicieux). Pourquoi ? Dans l'histoire du mouvement des femmes il y avait deux tendances, d'une part une remise en cause des valeurs dites masculines et de l'autre la volonté d'élargir son périmètre afin de ne pas se limiter aux périmètres octroyés aux femmes. Et c'est bien un élargissement de périmètres que nous avons vu s'opérer, un petit peu moins une remise en cause des valeurs. Chacune intervient selon sa propre histoire, par rapport à la condition que lui impose la société. J'insiste en répétant qu'il n'y a pas de jugement moral à avoir sur ce sujet.

Corinne : J'ai acheté le bouquin, suite à votre présentation (à défaut de la présence de Dustan). Je ne l'ai pas encore lu, jusqu'à présent je ne me suis pas vraiment interrogé sur les rapports femme/butch. Pour l'instant, je n'ai toujours pas compris ce que c'était. Aussi j'aimerais savoir comment se comporte une butch avec une lesbienne, comment se comporte une fem avec une lesbienne, si deux butchs ou deux fems ensemble ça fonctionne. J'avoue que je ne comprends pas très bien les modes d'emploi, les définitions. Pour l'instant je suis un peu perdue.

Véronique : Quand Arlette a pris la parole, elle a exprimé des choses que je souhaitais dire. Pour moi aussi il y a deux aspects, sauf que je ne pense pas qu'il s'agisse de politique et de ressenti. Il y a d'abord l'aspect historique. Le port de vêtements masculins par certaines femmes n'est pas un phénomène récent. Il faut essayer d'imaginer le courage de ces femmes qui dans les années 50 (ou avant) osaient sortir dans la rue avec une tenue plutôt masculine. Pour ma part, je ne me suis jamais posé la question de savoir si j'étais butch ou non. Je suis plutôt sportive, ce qui est censé être une attitude assez masculine. On peut se poser la question de l'identité sexuelle (au sens morphologique du terme). En moi, il y a du masculin et du féminin, il y a les deux. Au sens psychologique du terme. Depuis 1995 je pratique le tango argentin, c'est une danse qui me motive (en fait pour moi c'est plus qu'une danse), et en particulier depuis novembre/décembre j'apprends à suivre. Je prends plaisir à suivre, vraiment. C'est à ce niveau que je crois trouver chez moi ce que vous appelez le butch, pas dans le sens d'une quelconque imitation de l'homme ou de ce que devrait être une femme hétéro, mais dans le sens où je trouve en moi lorsque je danse le côté masculin et féminin. Lorsqu'on danse, il y a un mélange incroyable des genres masculins et féminins. En fait c'est une question de choix, quand je choisis de suivre je me laisse aller totalement tandis que l'autre (un homme ou une femme) commande. Et peut importe que ce soit un homme ou une femme, c'est un être humain. Et c'est avec lui que j'ai envie de danser, pendant 3 minutes il est la personne la plus importante au monde parce que j'essaye de le suivre. Je suis dans ma partie féminine, ce qui n'empêche absolument pas que le coup d'après, toujours avec la même personne je vais inverser les rôles. Plus on travaille et plus on progresse, et plus je suis claire dans ma tête. C'est pourquoi je ne me pose pas la question de savoir si je suis ou non butch, puisque je suis butch avec quelqu'un et lesbienne féminine avec une autre. En fait, je crois que certaines personnes développent davantage un côté qu'un autre, ce qui les fait appartenir à une identité plutôt qu'une autre.

Danielle : Il faut replacer ce phénomène dans le contexte historique, dans les années 70 nous faisions tout pour faire disparaître la moindre trace de féminité en nous. Il n'y avait ni butch, ni femme, il y avait des sacs de patates. Certes le contexte historique a évolué, ainsi par la suite nous avons récupéré une "féminité". C'est pourquoi il me semble que les lesbiennes ne peuvent pas revendiquer la féminité au sens hétérosexuel du terme. Tout cela ce sont des mots à travailler, individuellement ou ici toutes ensemble. Parmi nous, il semblerait qu'il y ait des jeunes femmes qui n'ont pas vraiment connaissance de tous ces mouvements, de tous ces déroulements dans le temps, c'est pourquoi il est important de replacer toute cette histoire dans un contexte, dans une époque. Nous pouvons être ce que nous voulons être, mais nous avons besoin de nommer les choses, de mettre des mots. Simplement parce qu'on ne peut plus se définir comme femme, d'ailleurs cela ne veut plus dire grand-chose. C'est pourquoi les américaines ont trouvé le terme de "fem" et celui de "butch". Mais on peut être butch et fem, en ayant plus de butch que de fem, on peut aussi être femme et butch. Ce sont des compositions personnelles. Pour autant, cela ne veut pas dire que l'on est ainsi figées, après tout un jour on va se comporter plus comme une femme que comme une butch C'est un peu ce que dit Véronique, elle va guider et un jour elle va se laisser guider. Et c'est peut-être plus difficile par moment de se laisser guider que de guider. C'est ici qu'existe la marge de manœuvre individuelle et personnelle (qui est importante). Il ne s'agit pas de se figer dans une identité butch ou femme, car cela n'a aucun intérêt.

Fabienne : A un moment il y a des choses qui m'ont choquée, comme le rejet du masculin. N'oublions pas que chez nous il y a du masculin. Certes, nous avons une image de l'homme différente selon les générations, n'empêche que j'ai du mal à comprendre ce rejet. Pour moi, rejeter notre part féminine serait pareil. C'est comme les hommes qui rejettent leur part féminine. En plus j'ai l'impression que l'on régresse, dans les années 50 c'était la machote avec sa petite poule, et aujourd'hui c'est la butch ou la fem. Nous n'avons qu'à nous regarder, nous sommes diverses. Qui est butch ? Qui est fem ? Je me sens les deux, selon le moment. Nous sommes en train de reproduire les vieux schémas de l'hétéro-normalité, l'une faisant l'homme,

l'autre la femme. Il faut penser à la façon dont les médias ou les gens en parlent. C'est pourquoi il est indispensable de communiquer sur le fait que nous pouvons jouer sur les genres et évoluer dans nos identités. D'autant qu'au sein du milieu associatif homo apparaissent des revendications hétéros-normées (comme le mariage), alors qu'avant nous étions là pour créer d'autres formes de couples, d'autres types de relations. Il faut que nous fassions très attention à ne pas retomber sous la coupe de choses qui nous sont étrangères. C'est une évolution qui me fait un peu peur.

Christine : Je ne vais pas vraiment réagir à cela, même si je ne suis pas du tout d'accords. Tout à l'heure je suis intervenue pour faire un petit point historique. Il est exact que le contexte (les questions de générations et de pays) est important, tout comme la mémoire historique. Il est important de savoir quand, où et comment cela s'est passé (dans les années 50, et pas seulement aux Etats-Unis, également au Québec, en France). Bien évidement, selon les époques et les pays les manifestations étaient différentes (de toute façon je ne crois pas aux valeurs universelles). C'est pourquoi je ne pense pas que celles qui aujourd'hui en France se revendiquent butch ou fem le vivent de la même manière que si elles étaient à New York dans les années 50. Je suis même persuadée du contraire. Mais même si les années 50, cela fait partie de ma mémoire. Nous avons une mémoire collective. Si nous venons à cette *Université* c'est que nous nous revendiquons lesbiennes (la plupart d'entre nous). Cela a une signification. Un jour nous serons tous des êtres humains, il n'y aura plus d'hommes, plus de femmes, mais actuellement dans notre société nous vivons dans un certain contexte, et la revendication y a toujours une signification. Se revendiquer actuellement butch ou fem implique certaines choses. Je ne crois pas que quand je me promène avec Catherine dans la rue nous reproduisons un couple hétéro. D'ailleurs en soit l'idée est assez insultante.

Catherine : J'ai participé à la rédaction de ce livre (*Attirance*) parce que j'en avais un peu marre d'entendre dire qu'être butch consiste à reproduire les schémas hétéros. C'est ce que je vis, c'est ce que je ressens. Je ne ressens pas que je copie un mec. Je n'ai pas envie de copier un mec. Je n'ai pas envie d'imposer quelque chose, je me contente de dire ce que je suis. Ce n'est pas en disant ce que l'on est que l'on impose aux autres un mode de vie. D'ailleurs, je trouve qu'il y a beaucoup d'hypocrisie à ce sujet, par exemple derrière des remarques du style "elle ressemble à un mec" il y a le soupçon que la femme est quand même, quelque part, attirée par les hommes. Ici se pose la question des limites. Il ne faut pas trop, pas trop aller dans un sens ou dans un autre. Pour moi la norme, le moule est là. Afin d'être politiquement correct, on t'impose des limites à ne pas dépasser, et à un moment donné tu n'oses pas. On peut avoir très envie de porter un costume-cravate, mais on ne va pas oser. Après, il y a toute la question des degrés, c'est à dire cette question de cercle, on est ci ou on est ça, on est plus ou moins ci, plus ou moins ça. Certains disent que l'on peut passer de butch à fem. Personnellement je m'interroge là-dessus, je n'ai pas vraiment de réponse. Dans le livre, nous n'avons pas voulu donner de définition, de réponse. Si vous êtes venu à cet atelier, c'est pour savoir ce que c'est une butch ou une fem, je vous dirais que la définition des ces deux termes se trouve en vous-mêmes. Et c'est pour cela que j'ai participé à l'écriture de ce livre, la plupart du temps je me sentais jugée et j'en avais marre de me justifier. Il y a toujours un côté soupçonneux. Tout à l'heure j'ai entendu que ce n'est pas parce que nous avons un look masculin qu'il n'y a aucune féminité en nous, j'ai envie de dire non. Je n'ai pas envie de justifier ou d'expliquer, je n'ai pas envie d'imposer quoique ce soit, j'ai simplement envie de dire quelque chose d'autant que j'en ai marre que l'on ne puisse affirmer ce genre de chose. Certaines ne se reconnaissent absolument pas dedans, très bien. Nous avons toutes différentes façons de vivre l'identité butch ou fem. Il y a une multitude de façon de l'être. Il ne faut pas juger.

A propos de cette histoire de ressembler à un mec, pour ma part je ne raisonne plus du tout dans ma vision du monde (comme dans mes rapports aux autres) en terme de rejet du masculin et du féminin. Pour moi, ce rejet n'a de fait aucune signification. Je me définis comme butch, Christine se définie comme fem, et quand nous avons essayé de dresser la liste de ce que nous avions de masculin et de féminin en nous, nous nous sommes aperçus que l'on pouvait l'une comme l'autre revendiquer tel ou tel caractère dit masculin ou féminin. Il ne me semble pas que cela soit une question de nature, on devient, on construit les choses. Il y a déjà quelque chose en moi qui fait que je suis plus butch que fem, mais c'est aussi une dynamique qui n'a pas de rapport avec le masculin ou le féminin. Au contraire, plutôt que de copier j'ai l'impression d'inventer quelque chose qui m'est propre. Et tout le problème, la difficulté (et cela a été véritablement une horreur) fut le choix des mots afin d'essayer d'expliquer ce que je ressentais, qui j'étais. A chaque fois je versais dans l'autocensure, car je pensais que dire ceci ou cela faisait hétéro, faisait mec. Essayer de décrire un rapport sexuel sans penser que l'on est dans des rapports plus ou moins hétéros, c'est très difficile.

Michelle : Il y a plusieurs choses qui m'ont interpellé dans tout ce que je viens d'entendre. Quand j'entends que se définir comme fem permet d'interroger ses aspects masculins et féminins, il me semble que c'est plutôt en s'interrogeant sur les aspects masculins et féminins que l'on peut ou non se dire fem, butch ou femme. D'autre part je suis assez étonnée de constater que personne n'a réagi quand Véronique affirme que lorsqu'elle guide elle est masculine et féminine quand elle suit. C'est vraiment le genre de propos qui me révolte. Enfin, je me demande si le terme "lesbienne" ne suffit pas pour se définir. Sommes-nous vraiment obligées de se mettre dans des catégories, puis des sous-catégories ?

Maïté : J'ai peut-être un peu caricaturé mon propos tout à l'heure, d'autant que je n'ai aucune connaissance du sujet. Je me suis fiée à ce qui m'avait été préalablement présenté. D'ailleurs je suis ici pour apprendre. Ceci dit, j'aimerais bien que l'on crée une troisième catégorie qui serait un aller-retour perpétuel entre le masculin et le féminin. Ce qui permettrait de ne pas se figer dans une catégorie précise. Le terme de "lesbienne" ne rend pas compte de toute la liberté de mouvement qui existe entre le féminin culturel et le masculin culturel, de notre propre vécu de lesbienne.

Danielle : Le masculin et le féminin ne sont pas synonymes d'homme et de femme. Quand Véronique dit que sa part féminine s'exprime lorsqu'elle se laisse guider, elle ne fait que dire qu'il est acquis dans le corps social que le fait de se laisser guider est une attitude féminine. On s'en fout, ce n'est pas quelque chose de mauvais que d'être passive. A des moments on est actif, à d'autres moments on est passif. Il n'y rien de négatif là-dedans. C'est la société hétéro-patriarcale qui a fait que le féminin est identifié à la femme. Le féminin n'est ni passif, ni actif, ni négatif, il est féminin. Il y a des hommes qui revendiquent le féminin, ce sont les folles. Un pédé qui se revendique masculin est moins agressé qu'une folle. Il ne faut pas confondre homme et femme avec masculin et féminin. D'autre part, j'aimerais que tu lises le témoignage (qui m'a beaucoup touché) de cette femme née en 1917, Hélène Mazenor. Parlant de son époque, elle définit autrement le féminin. Elle raconte que c'était avant tout un état d'esprit, que des femmes voulaient se marier et avoir des mômes quand d'autres avaient envie d'apprendre, et qu'elles avaient toutes la même apparence féminine. Entre cette époque et maintenant, il y a tout un historique à savoir.

Nathalie : Ce que j'aime bien dans cette idée de butch/fem, c'est que l'on puisse se réapproprier ses propres désirs (quelque soit la lecture sociale que les gens en font), que chacune puisse se ressentir ainsi ou comme ça et l'exprimer. C'est grâce à l'analyse et aux luttes féministes que nous avons pu nous individualiser, et sortir de la femme féminine et de l'homme masculin. Maintenant si grâce à cette individualisation on veut récupérer des choses et se réaffirmer ceci ou cela, pourquoi pas, mais n'oublions pas que nous venons de là. Ceci ne nous oblige pas à faire l'économie de la politique, d'autant que nous nous trouvons alors dans un discours exclusivement culturel et psychologique. Que nous soyons butch ou fem, nous sommes au plan social des femmes. Si on veut être butch, si on se sent butch, ne censurons pas nos désirs. Butch, fem ou autre chose, inventons d'autres façons d'être. On a connu le masculin obligatoire pour les hommes, le féminin obligatoire pour les femmes, on peut récupérer le masculin et le féminin, et y mettre tout ce qu'on veut. Mais on peut aussi inventer quelque chose qui ne soit plus réglé sur le seul masculin, sur le seul féminin. J'avoue que je ne saurais pas trop dire ce qui est féminin ou masculin en moi, d'ailleurs cela m'est un peu égal.

Véronique : Il me semble que le politique n'a pas à intervenir. On a dépassé ce stade. Je n'ai pas besoin de me définir butch ou fem, mais si tu en as besoin, tant mieux pour toi. C'est ton truc, c'est ta différence. Nous sommes assez grandes maintenant pour affirmer nos façons d'être, de vivre, d'être claires, joyeuses. Allons-y.

Sylvie : De quoi sommes-nous en train de parler ? Nous sommes en train de parler de notre identité, et on cherche des mots pour le faire. Une identité cela se construit, ce n'est pas fait d'une seule chose. Je suis lesbienne, je l'ai découvert à 35 ans, je suis femme, j'ai du le découvrir (biologiquement parlant) à 10/12 ans, je suis mère parce que j'ai fait des gamins puisque j'étais une femme. Je me définis aussi par rapport à mon métier, parce que c'est une passion. Une identité se construit chronologiquement. Durant toute sa vie, on évolue. Lorsque j'ai découvert que j'étais lesbienne, je suis devenue butch (je ne connaissais pas le terme) en ce sens que j'ai mis un costume-cravate pour aller danser. C'était quelque chose d'important pour moi, à ce moment là. Aujourd'hui c'est différent, comme je suis un peu ronde je fais mes fringues moi-même. J'ai envie d'être moi-même. C'est tout. J'ai pas envie d'être butch, j'ai pas envie d'être femme. Lesbienne, bien sûr, mais je suis surtout moi. J'ai des copines hétéros qui sont dans les mêmes problèmes, parce que la révolution féministe les concerne aussi. Il n'y a pas que nous qui en avons profité et à qui cela pose des tas de problèmes. Ce n'est pas simple aujourd'hui d'être une femme. Ce n'est pas simple non plus d'être un homme. Nous sommes tous dans des recherches d'identité, car nous sommes à une époque extrêmement chaotique où les règles du passé qui étaient vachement simples (masculin/féminin, chacun dans son rôle, chacun dans ses fringues) ont éclaté. Aussi nous sommes tous à chercher à être nous-mêmes.

Christine : Pour conclure, je vous invite à rester pour la présentation par Alia du livre quelle vient de publier sur les catégories de genre. Je vous invite à le lire afin que vous puissiez vous rendre compte de la richesse littéraire de la chose, à travers la quarantaine d'auteurs et de photographes présents. Merci à toutes.

Fabienne : Je viens aux *UEEH* pour la deuxième année, et dans plusieurs lieux (ateliers ou forums) j'ai vécu une misogynie difficile à supporter. L'année dernière ce n'était pas aussi flagrant, ni aussi difficile. 80% des personnes ne sont pas concernées, mais le petit morceau (les 20%) qui reste fait beaucoup de bruit. Il aboie fort, il remplit beaucoup l'espace. Ces 20% arrivent jusqu'à empêcher le fonctionnement de l'*Université d'Eté*. Beaucoup de gens ont pris une semaine de vacances pour venir, cela fait qu'il est normal d'attendre une certaine qualité. L'*Université d'Eté Homosexuelle* ne peut pas être misogyne. Et durant la semaine, écrasées par cette misogynie, nous avons été plusieurs à avoir un sursaut. Par exemple le texte après le forum hier soir* (auquel j'avais refusé d'assister, vu ce que j'avais entendu mardi soir je me suis dit que cela suffisait). Suite à ce forum, beaucoup de monde était en colère, c'est pourquoi nous nous sommes dit qu'il fallait réagir un peu. On espérait que cette après-midi aurait lieu une Assemblée Générale de clôture au cours de laquelle nous aurions pu passer cet appel. Mais comme il n'y avait pas d'Assemblée de prévue, nous avons photocopié le texte de notre appel, puis nous l'avons diffusé un peu partout. Et ce matin nous avons eu l'idée de cette réunion, afin de voir s'il est possible de faire quelque chose, s'il y a des personnes qui peuvent s'engager sur tout un travail de réflexion nécessaire, et si de tout cela peut se dégager une volonté de s'interroger sur ce thème l'année prochaine. Le comment reste à définir. Jacques Fortin (qui est le directeur des *Universités* et avec qui nous avons chaudement discuté hier soir) est arrivé ce matin en nous disant que les *Universités* proposaient que se tienne durant l'année un travail de réflexion sur cette question, avec un temps fort sous la forme d'un week-end (en mai) durant lequel les personnes intéressées se retrouvent et mettent au point ce que Jacques appelle "un commando anti-sexiste" (personnellement je préférerai un autre terme). Comme l'une des difficultés est de trouver la chose à dire au moment de l'agression, nous pourrions lister des réponses types pouvant intervenir lors de différentes situations. Pour Jacques, l'une des logiques d'action pourrait être l'humour. Toujours selon lui, les *Universités* pourraient aider notre démarche, d'après ce que j'ai compris par le biais d'une participation financière (certes modeste). Mais c'est un soutient, qui est important.

Joël : Je suis venu ici dans le cadre de la commission Homosexualités et Droits Humains d'*Amnesty International*. Je voulais juste demander s'il était question d'une misogynie déclarée, d'un comportement tout à fait volontaire ou si nous parlons d'un comportement intégré qui fait que les hommes prennent plus facilement la parole. De quelle misogynie parlons-nous ?

Fabienne : L'un des problèmes de notre société c'est justement ce mode de pensée qui nous fait dire que pour être ça il faut correspondre à ça, faute de quoi on est dans telle ou telle case. Et les gens qui se retrouvent dans telle case ne vont pas parler à ceux qui sont dans une autre case. Pourtant la différence est intéressante, d'autant que c'est la même galère pour tout le monde, même pour ceux qui ne s'en rendent pas compte. Cela peut prendre plein de formes. Par exemple ce matin, alors que j'arrivais assez en forme malgré la part de connerie ambiante, un mec m'est tombé dessus (il était 10 h30, et comme je m'étais couchée à 4 heures je n'étais pas très fraîche) pour me dire qu'il fallait que les lesbiennes fassent quelque chose à propos de ce qui se passe en Algérie. D'accords, enfin vu l'état où j'étais, à 10 heures du matin me retrouver avec un tel problème sur les épaules ..... Bref au bout d'une minute je lui réponds qu'en fait le problème est surtout du côté des hommes qui ont le pouvoir, que c'est donc surtout à eux d'agir, et il lui appartenait en tant qu'homme d'agir pendant que de mon côté je ferai de même. Il ne faut surtout pas chercher si nous sommes ou non ensemble. Nous sommes ensemble, et c'est très bien que nous soyons différents. A toute question il y a une multitude de réponses. Cela peut être par exemple le fait qu'en passant sur la passerelle tu aperçoives un homme bousculer une femme sans s'en rendre compte, et de réagir en conséquence. Ca peut être comme machin, je ne veux pas le citer parce qu'il me fatigue à intervenir dans les forums de façon hystérique. Cela peut prendre tellement de formes que je crois qu'il ne faut pas lister les formes que cela prendre. Je fais confiance à la créativité humaine, mais j'ai envie d'avoir des réponses que lorsque cela se produit afin de pouvoir réagir.

Erik : Je viens de Copenhague, et j'ai le même sentiment de misogynie (je me suis même enfermé dans ma chambre les trois premiers jours) contre certains pédés comme moi. Hier soir, on m'a presque arraché l'œil. J'ai défendu les lesbiennes et leur discours d'hier, et on m'a dit que j'étais une lesbienne-pédé. Ce à quoi j'ai répondu que je voulais être ça. Le type à qui je m'adressais l'a mal pris.

---

* Page 294

Jocelyne : Justement, nous avons précisé que la personne qui s'était illustré hier soir au forum insultait les femmes mais aussi les hommes respectueux des femmes. Lorsque nous avons demandé ce qu'il était possible de faire, nous avons eu un grand silence. Pourtant la première chose à faire c'est de prendre la parole. Mardi soir, comme beaucoup j'ai été choquée par la bande de ce monsieur. J'ai eu envie de répondre, sauf que je me suis demandé si j'avais une quelconque légitimité à m'exprimer (sachant que c'est la première fois que je viens) et que j'ignore ce qui s'est passé les années précédentes. Après j'en ai parlé avec des copines, et il nous a semblé que certaines choses auraient du être dites. La première chose à faire c'est de faire comme lui, de se lever et de prendre le micro pour dire que nous voulons un débat correct. Il me semble que c'est la première chose à faire. A un forum (lieu collectif) si on se lève, ils verront qu'ils ne sont pas majoritaires, que le public ne se laisse pas écraser. La première chose à faire c'est de prendre la parole pour répondre.

Jacques : Personnellement je suis extrêmement déçu par l'organisation des forums de mardi et de jeudi, non pas par ce qu'il s'est passé mais surtout parce qu'ils ne pouvaient aboutir qu'à ce genre de choses. Déjà mardi, à la tribune il n'y avait que des hommes (ce qui n'est pas normal). Pendant plus d'une demi-heure on nous a expliqué que les hommes avaient beaucoup de problèmes du fait de ne pas avoir de backrooms, mais on n'a pas parlé un seul instant des femmes. Ensuite, jeudi on nous a invité à prendre la parole pour critiquer, et tout le monde a critiqué. Mais qui ? Des hommes et encore des hommes, et de plus en plus hystériques parce que c'était dans la logique de la présentation du forum. Il faut avoir une organisation qui permette une parole mixte, et ne pas faire de grandes messes. D'autant qu'il n'y a pas eu de problème dans les ateliers eux-mêmes. Si on fait une grande messe, il faut des moyens pour que la mixité soit réellement respectée. Autrement seuls les hommes prendront la parole, ce qui est habituel. Ceci dit, il faut voir Dustan comme une sœur sans costume. On invite Dustan sur scène, il fait son spectacle, et c'est tout. Le show de monsieur Dustan est très misogyne, mais il n'est ni pire ni mieux que d'habitude. C'est du Dustan. Si on voulait quelque chose de mixte, il ne fallait peut-être pas faire un show-forum avec Dustan. Cependant, j'estime qu'il a tout à fait sa place en tant que représentant d'une certaine forme d'homosexualité (que personnellement je combats). Celui qui n'aime pas les Sœurs n'ira pas voir leur spectacle, mais si une Sœur est présente elle fera son spectacle de Sœur. Je voulais dire que l'organisation a manqué de moyens pour véritablement imposer la mixité.

Véronique : Je retiens que l'on a prononcé le mot de "commando", et qu'il fallait peut-être trouver un autre terme. "Consensus" me semble préférable. "Commando" n'est pas le meilleur terme qui soit si nous voulons mettre un peu de riant dans nos relations. Et effectivement, c'est un problème de mixité. Cette semaine est l'occasion d'apprendre la mixité, surtout pour ceux qui n'y sont pas forcément habitués. Comme je suis dans les *Gais Musettes*, la mixité je connais. Mais c'est une autre sorte de mixité, faite de parole et d'échange sur des sujets où le corps, l'érotisme est en cause. Des sujets qu'il n'est pas toujours facile d'exprimer, sauf avec un individu que l'on commence à connaître (y compris si c'est un garçon). Quant à hier soir, je ne me suis pas sentie d'intervenir tant j'avais l'impression que de toute façon j'allais au casse-pipe. D'entendre parler de quetar durant toute la soirée c'était assez fatigant (d'autant que ce n'est pas vraiment ma problématique). Heureusement Pascale est intervenue pour faire une mise au point, et que par conséquent cette histoire d'organes sexuels féminins exclusivement internes était erronée. En plus, elle l'a fait plutôt gentiment, je l'ai trouvé assez patiente.

Par rapport à cela, un copain me disait ce matin qu'il lui semblait assez singulier que la mixité ne se passait pas forcément bien dans la plupart des ateliers, contrairement à l'atelier de danse. Toujours selon lui (je partage cet avis), si cet atelier est un lieu où la mixité peut exister c'est parce qu'un certain nombre des participants y sont déjà habitués. Et par rapport aux âneries que j'ai entendu hier comme quoi le corps n'avait plus le droit d'exister, que nous étions tous des frustrés (en gros, il nous a traitées de mal-baisées), le corps c'est autre chose que des backrooms, c'est autre chose que la queue ou que de s'envoyer en l'air (c'est très bien de s'envoyer en l'air, j'adore). On peut aussi avoir une vie de corps, et justement la danse est un de ces moyens (durant cet atelier nous pratiquons des danses à 2). L'idée de ce copain n'est pas que tout le monde participe à cet atelier, cela me parait extrêmement difficile, mais de monter un atelier de réflexion sur ce que c'est la danse, sur ce que cela permet au niveau de l'expression du corps, de la patience que l'on a avec un autre qui ne danse pas forcément aussi bien que soi. L'idée centrale de cet atelier tournerait donc autour du fait que la danse permet un contact corporel d'un autre type que la baise, un contact qui lui aussi fait intervenir le corps, ce qui est important puisque cela favorise la mixité, l'échange, l'écoute. L'atelier de danse nous a permis de créer de la mixité tendre, car justement il y a du non verbal. C'est juste une idée que je vous soumets. Elle n'est pas de moi mais d'un copain, mais je suis bien contente de vous en faire-part.

Xavier : Je crois qu'il fallait s'attendre à ce genre de provocation. Hier soir j'ai pris le micro quelque peu énervé, mais finalement je ne me suis calmé parce que je me suis dit qu'après tout ce type faisait son spectacle, et que si je lui répondais en fait je rentrais dans son jeu et lui faisais plaisir 30 secondes. Je me suis dit que j'allais dire des choses sur le fond, alors que je n'étais même pas sûr qu'il les entende, qu'il n'était pas là pour les entendre. J'aime bien politiser les choses, et je n'ai pas l'impression qu'il soit sur ce plan. Par contre il m'a semblé important de dire, devant le public, que je pensais que ce type n'était pas capable de savoir quoi faire de cette violence. J'ai la chance, à cette période de ma vie, d'arriver à gérer des

émotions et des réactions violentes, et de les transformer en quelque chose de constructif. Tout cela pour dire que finalement, je suis content que ces débats sur la mixité, sur la misogynie latente resurgissent. D'ailleurs profitons d'être aux *UEEH* pour réfléchir sur ce qu'on devrait renvoyer à propos des lieux qui nous semblent problématiques. Je ne fréquente ni bars ni backrooms. Je ne suis pas un bout de viande. Je n'ai pas de lieu désigné pour baiser. D'ailleurs j'ai du mal à comprendre que ce mec, parce qu'il a besoin de baiser, tient absolument à avoir des backrooms. Parfois, il faut dire aux gens qu'on en a rien à y foutre. Ceci dit, je suis pour continuer tous ces débats sur mixité et misogynie. Il y a une grande demande d'explication sur l'origine du mouvement homo, sur l'origine lesbienne du mouvement des femmes. Les choses doivent être dites. Mais quand on dit qu'il faudrait débattre des liens entre mouvement gay et mouvement lesbien, on nous dit qu'il y a plus de 30 ans que le débat a déjà eu lieu.

Irène : Je voulais m'exprimer par rapport à ce qui s'est passé hier soir et par rapport au débat que nous continuons à avoir. Comme je suis intervenue hier soir un peu brutalement*, plusieurs personnes sont venues me voir pour me dire qu'il ne fallait pas que je me focalise sur ce type puisqu'il ne veut rien d'autre que faire son show. Certes, ce n'est pas une phrase qui a fait que tout le monde a grimpé au mur. Certes, à la limite on peut se dire que des imbéciles dangereux il y en a partout et qu'il n'y a pas de raison qu'il n'y en ait pas ici. Cependant ceux qui le connaissaient et qu'ils l'on invité portent une part de responsabilité. Car le connaissant (ce qui n'était pas mon cas, j'avais lu quelques extraits de ces livres, ce qui m'avait ôté l'envie d'en lire d'autre. On peut être un grand écrivain et un personnage insupportable) savaient qu'avec lui on allait au devant des problèmes. Comme inviter Céline pour parler du racisme. Il ne faut pas oublier qu'il y a un problème de limite. C'est la troisième année que je viens, et d'habitude j'interviens. Sauf que cette fois-ci je n'ai pas trop su quoi dire, tant j'avais l'impression que c'était énorme. Cette fois-ci je n'ai pas su quoi dire, contrairement à d'habitude. Cela m'a complètement déstabilisée. Et hier soir il y a eu un dépassement de limite. Il y a des choses qu'on ne peut pas dire. Certaines personnes doivent penser que l'avantage des propos d'hier soir fut de secouer un peu les choses à une époque de consensus mou. Mais dire que les propos tenus hier soir par cet individu lancent le débat revient à dire que le débat sur l'homosexualité en France a été lancé par Christine Boutin et la manif des anti-PACS et les banderoles "les pédés au bûcher". Est-ce que vous avez été vraiment contents de voir "les pédés au bûcher", même si cela a suscité une espèce de consensus ? Je n'ai pas l'impression que lire "les pédés au bûcher" puisse lancer un débat. Quand il a dit qu'il faut écraser les femmes ("écraser l'infâme écraser les femmes"), je dis que c'est comme s'il avait dit qu'il fallait gazer les juifs. Si je me suis mise en colère, c'est par rapport à ça, par rapport au fait que certaines personnes sont intervenues pour dire que ce n'était pas si grave. Si, c'est grave. D'ailleurs je ne comprends pas (il y aura peut-être des gens qui vont se sentir agressés) que ceux qui étaient à la tribune soient restés. Les gens sortaient, et personne ne savait pas trop quoi faire.

L'autre chose que je voulais dire, et cela s'adresse aux organisateurs, je ne comprends pas qu'il n'y ait pas d'assemblée de bilan. Même si les années passées les assemblées de clôture ont été parfois bordéliques et partaient dans tous les sens, ce n'est pas important. On avait passé une semaine ensemble, on se disait ce que l'on avait à se dire. Et même si tout le monde ne venait pas, ce n'était un atelier parmi d'autres. Je suis contente qu'il y ait beaucoup de monde ce soir, n'empêche c'est un atelier à côté d'un autre atelier. C'est pourquoi il faut exiger que l'année prochaine que se tienne une assemblé de bilan pour que l'on puisse se dire enfin les choses, faire le bilan, voir ce qui s'est passé, ce qui n'a pas été.

Marie Stogkovic: Il est exact qu'au départ certains du cycle culture ont foutu une pagaille assez incroyable, et de fait nous nous sommes retrouvés face à des situations pas vraiment évidentes à gérer. Pour autant je ne pense pas qu'il faille faire un procès à l'organisation des *UEEH*, parce que c'est déjà assez fantastique que nous soyons toutes et tous ici rassemblés, c'est déjà un pas. Ceci dit à propos d'hier soir, en tant qu'intervenante à la tribune* je me sens la responsabilité d'en parler. C'est vrai que nous aurions pu préalablement organiser une réunion afin de se concerter entre nous, histoire d'organiser un minimum les choses (après tout, vous avez le droit d'entendre des choses un minimum réfléchies et organisées). Le fait de se réunir aurait permis de produire un débat nettement plus construit. A la dernière minute cela n'a pas pu se faire. Premier problème. Second problème, au niveau de l'espace. Nous avons eu une salle fermée d'un côté par les amis de certaines personnes (certains fauteurs de merde) et de l'autre côté le fauteur de merde et notre cher aimé directeur de l'*UEEH*. Je dis cher aimé, parce que j'étais très naïve (je fais mon mea culpa) en ce sens que je m'étais dit que si Guillaume Dustan intervenait, Jacques saurait intervenir. Guillaume n'était pas du tout prévu à la tribune, mais il était là. Après tout, c'est un écrivain et à ce titre il peut parler d'écriture, on pouvait donc à l'occasion lui passer le micro afin qu'il parle nous parle de son écriture, puisqu'il est connu comme écrivain. Pour ma part, je me suis dit que comme je n'étais pas un écrivain connu, je n'allais donc vraiment parler de mon expérience d'écriture puisqu'il me semblait que cela n'avancerait pas le débat. Sauf que nous nous sommes retrouvés dans le politique. Le personnage est politique. Nous avons assisté à une véritable entreprise de déstabilisation de l'espace que nous avions pour nous exprimer. N'oublions pas que s'exprimer c'est être libre. C'est pourquoi j'ai essayé d'intervenir, ainsi j'ai lancé (au début) quelques remarques. A plusieurs reprises, j'ai essayé d'avoir le micro. Mais la présidente de table me l'a refusé, pour me le proposer une heure après (alors que j'étais assommée par ce qu'il se passait, j'étais un peu en blocage cerveau total). Effectivement, il me semble que Geneviève et moi nous avons une responsabilité, et je m'en excuse. Mais on apprend tous les jours.

---

* Page 36

* Page 32

Dernière chose, le fait qu'il y ait eu durant la semaine une certaine misogynie reflète peut-être un problème organisationnel. Est-ce que l'organisation des *UEEH* ne reflète pas un problème de ligne politique ? Car sans jeter l'opprobre sur la présidente de table (qui visiblement a des problèmes par rapport au féminisme) ou sur Fortin .... Oui, tu répondras tout à l'heure, tu auras la parole. Je suis désolée, Irène, de ne pas t'avoir donné envie de lire lors de ce forum, mais je ne suis pas non plus ta maman, je ne suis celle qui pourrait te donner envie de lire. Mais c'est vrai qu'à la tribune, nous avions une certaine responsabilité. Pour finir sur l'*UEEH*, j'en ai parlé ce matin avec quelques copines, au niveau de la direction de l'*Université d'Eté* elle-même il y a des choses qu'il faut régler (après tout la présidente de table fait partie du CA), Ou alors on fait une *UEEH* lesbienne mixte où des gays seraient invités, une *Université* où nous serions très regardantes quant aux participants.

Muriel Guigue : Suite à cette intervention, je voudrais préciser certains points. D'abord, je n'étais pas président de table mais médiatrice. Mon rôle était donc de faire en sorte que la parole se libère. Mon parti pris, parce que je savais très bien que cela allait se passer ainsi, était donc d'être présente et de ne pas me retirer. C'est pourquoi je suis restée à la tribune. J'avais décidé que chacun parlerait en son nom. Dustan comme les autres. Bien qu'officiellement invité à la tribune, il a choisi de s'asseoir en contrebas. Quant au séminaire culture, effectivement il n'a pas été simple à organiser. Il y a eu des ratées, là-dessus je suis entièrement d'accord. Maintenant quand tu dis que l'on ne s'est pas vu, tous les gens concernés (écrivains publiés, pas publiés) se sont vus dimanche midi. On t'a proposé de venir, tu n'es pas venue. Nous n'avons pas été sectaires, on ne s'est pas dit que malgré que tu n'es pas publiée tu étais un véritable écrivain, et que donc tu n'avais ta place à cette tribune ..... écrivaine, si tu veux. Ecrivaine blanche avec des cheveux blancs. Ca va aussi ? Bref, ne dit pas que tu ne pouvais pas parler, qu'on a rien préparé. De plus on savait très bien que Dustan parlerait décalé, parce qu'il parle toujours décalé.

Enfin, dernier point, j'ai vraiment l'impression qu'il s'agit d'un procès de personne. Et cela me gêne vachement. Arrêtons de parler au nom de tout le monde, et que chacun parle en son nom propre. Dustan dit "je" quand il parle. Je suis une femme, je n'ai pas le sida, je ne sais pas ce que je ferai de ma vie si je l'avais. Il faut pouvoir entendre une autre parole. Chacun parle en son nom, Dustan parle de son expérience particulière, en son nom et il l'assume. On peut ne pas être d'accord, c'est notre droit, comme nous avons aussi le droit de l'écouter. On peut aussi être agressé par ce qu'il raconte, parce qu'il y a dans ce qu'il dit des choses qui nous touchent. Mais ce n'est pas pour cela qu'il a raison. La vérité, ce n'est pas lui qui l'a tient. Interrogeons-nous sur l'endroit où il nous fait mal. C'est en cela qu'il est intéressant, comme d'autres voix.

Marylou : J'aimerai un petit peu de silence, s'il vous plaît. Je pense que peut-être il faut recadrer le débat, peut-être le réorienter différemment. J'aimerais du silence et de l'écoute. Ce que j'aimerais, c'est que l'on recadre le débat, que l'on ne fasse pas du pro ou du anti je ne sais plus comment il s'appelle ..... Dustan. D'accord ..... tu me laisses parler parce que c'est mon temps de parole. J'aimerais donc prendre mon temps de parole, m'exprimer puisque je n'ai pas encore pris la parole, et vous demander de recentrer le débat. Malgré tout, je suis ravie qu'autant d'hommes soient venus à ce débat. La misogynie, à mon avis, n'était probablement pas le mot qu'il fallait prononcer. Je préfère le terme de sexisme. Battons-nous, tous ensemble, contre le sexisme, parce que les hommes en sont autant victimes que les femmes. Tant qu'il y aura des gays qui ne l'auront pas compris, et aussi des femmes, je crois que l'on avancera pas. Je n'ai pas du tout envie que l'on cristallise ce débat sur une personne en particulier (même si c'est vrai que c'est à fleur de peau) mais qu'on le généralise un petit peu, et qu'effectivement on parle de l'ambiance générale qui fait qu'au quotidien les femmes on supporté certaines choses, des petites choses (d'ailleurs je trouve que nous avons beaucoup de patience). On se dit que ce n'est pas grave, qu'on laisse passer, que l'on va pas toujours relever ci, relever ça, sauf que les *Universités* sont le lieu pour faire de l'éducation populaire. Mais quand on relève toutes ces petites choses qui nous minent au quotidien, nous les femmes, on nous regarde avec des billes comme ça. Un homme qui s'immisce dans la conversation entre deux femmes sans dire qu'il a quelque chose à demander ou s'il peut les écouter, un homme qui passe devant le tableau alors qu'on est en train de le lire, on peut très bien dire que ce n'est que de l'impolitesse. Mais en fait cela va bien au-delà. La prise de parole des femmes, il faut qu'elle soit respectée. C'est vrai que je crois que chez les hommes il y a une réflexion à mener sur leur attitude, sur de leurs petites attitudes misogynies. Il faut tout de même réfléchir au sexisme de façon générale pour que l'on se libère de ce poids de la société.

Hervé Latapie : Lorsque j'ai vu qu'il y avait prévu cette réunion, j'ai préparé quelques petites choses par écrit parce que je me sentais quelque peu interpellé par la question. Ce matin, à la piscine, Irène me demandait ce que je pensais de l'idée d'instituer le fait que lorsque quelqu'un prend la parole il annonce qui il est (et pas simplement le prénom), afin de permettre d'identifier qui est qui. Car si parmi les organisateurs les gens se connaissent, il y a un tas de gens qui ne se connaissent pas. Personnellement, j'ai pris la parole plusieurs fois alors qu'il y a probablement plein de gens qui ne savent pas qui je suis. Je tiens ce qui est peut-être le seul véritable lieu mixte sur Paris, le *Tango* - la *Boite à Frisson*, et je suis également le fondateur des *Gais Musettes*. Ceci dit, je suis frappé par le fait alors qu'il y a dans ma boite des gays, des lesbiennes et des hétéros, que lorsqu'il y a des hétéros beauf à la con qui viennent et qui emmerdent les lesbiennes, jusqu'à présent je n'en ai vu une mettre une paire de claque aux mecs. Si j'étais dans une boite et que des nanas commencent à venir, à vouloir me tripoter, qu'est ce que je ferai ? Je me demande s'il existe un équivalent féminin au coup de pied dans les couilles. A partir de là, je me suis demandé qui tient la violence, qui avait le monopole de la violence. En général ce sont les hommes. Les provocations de Dustan (je ne fais pas partie de sa bande) ont au moins l'avantage de faire réagir. Preuve en est ce débat. Et

je suis content de voir que vous pouvez, vous aussi, être violentes. Si ce débat a lieu, c'est grâce aux provocations de Dustan. Personnellement je vais repartir avec un tas de questions que je ne m'étais jamais posées jusqu'à présent. C'est vrai que c'était insupportable, mais toute la question est de savoir comment réagir. Fallait-il que quelqu'un descende histoire de lui mettre un poing dans la gueule. Peut-être.

Myriam : Je suis gouine auteur non publiée, moitié blanche, moitié arabe. Je précise cela puisqu'il faut bien nommer les choses pour ne pas se mettre dans une catégorie à laquelle on n'appartiendrait pas. Je crois qu'il est un peu tard pour vouloir recentrer le débat, il a dérapé depuis quelques jours déjà. Ce n'est pas à la fin des *Universités* que l'on doit s'interroger. Par contre, je suis ravie que l'on soit aussi nombreux à s'intéresser à la question de la misogynie, pourtant je trouve minable de faire un procès d'intention. Dustan, le bouc émissaire facile, celui qui s'est amené lui-même sur scène, qui s'est présenté à vous. Et c'est quelqu'un que vous n'arrivez même pas à nommer. Si nous ne sommes pas capables d'entendre des choses qui nous gênent, il faut que l'on fasse d'autres *Universités*. Si on n'arrive pas à accepter toutes les écoles qui essayent d'engager un nouvel espace d'entendement, alors qu'est ce qu'on peut faire encore ensemble ?

Léon : Pendant cette *Université d'Eté* je n'ai pas beaucoup pris la parole. Je suis membre du CA, et j'ai également participé au premier *GLH* de Marseille ainsi qu'aux premières *Universités*. L'intervention de Dustan m'a profondément révolté, mais je n'avais pas la force de prendre la parole pour lui dire ce que je pensais. Ici, nous essayons de construire quelque chose, de se connaître et de se rencontrer. Ce qui me paraît extrêmement important, au-delà de toutes les violences ressenties à divers moments. Dustan est écrivain (je ne trouve pas qu'il soit extraordinaire), et à ce titre il a été invité à être à la tribune hier soir où il a dit ce qu'il a dit. Il faut tirer de cela quelque chose de constructif, en ce sens qu'il faut que nous nous interrogions sur ce que nous comptons faire les prochaines années pour essayer de mieux nous rencontrer, nous découvrir, d'avoir moins peur des uns des autres, de mieux nous écouter et nous comprendre, de comprendre nos parties connues et nos parties cachées, et d'essayer d'aller vers des portes et non pas vers des murs. Cet événement me rappel ce qui s'était produit en 1987 (à la dernière *Université*, première série). A cette époque alors que l'*Université* était quelque peu déliquescente, nous avions invité un petit groupe : *Gaie France*. Lorsque nous nous sommes aperçus qu'il publiait des revues assez fascistes, nous les avons immédiatement chassés. Cela a provoqué un tel scandale que l'*Université* s'est divisée en deux, qu'il y a eu une véritable scission. Par la suite il n'y a plus eu d'*Universités* (ce n'était pas la seule raison, il y en eut bien d'autres qui on fait que les *Universités* se sont arrêtées). Cette histoire montre que les *Universités* c'est vous et aussi un petit groupe qui ne peut pas être tenu pour complètement responsable de ces écarts. C'est aussi et surtout une responsabilité collective. Nous sortirons de cette responsabilité par des discussions collectives et par de l'intelligence. Merci

---

Jocelyne : Hier soir je n'étais pas présente et c'est Hélène qui m'a raconté comment cela s'est passé. Dans le texte que nous avons écrit*, on a dit "enlève la parole aux autres, monopolise le temps et détourne le débat", c'est surtout le fait que le sujet du débat soit détourné qui m'a choquée. Hier dans l'atelier de monsieur Delor quelqu'un lui a demandé si dans le cadre de la lutte homo, l'important était de combattre la loi pour arriver à un changement de la loi ou de dire que l'on combat la loi. A cela il a répondu qu'un enjeu pouvait être de prendre le pouvoir de la voix en disant que l'on combat la loi. Vraiment c'est ce qui m'a choquée le plus hier, c'est le fait que ce type et ses acolytes ont pris le pouvoir par la voix, qu'ils empêchaient le public de s'exprimer. Ils empêchaient le public d'avoir ce pour quoi il était venu. C'est une nuisance pour la collectivité.

Ensuite, à propos de l'objectif premier de cette discussion qui est d'arriver à trouver des moyens pour que cela ne se reproduise pas l'année prochaine, je repense au papier de Jacques où il raconte qu'il avait proposé déjà depuis 3 ans qu'il y a ait une alternance homme/femme lors des prises de parole. Franchement, je n'y avais jamais pensé. C'est une très bonne idée, en ce sens que cela peut aider aussi bien les femmes que les hommes, ces derniers apprenant à écouter une minorité. Et pour les femmes, en tout cas pour certaines, je pense que cela peut les aider aussi à prendre de plus en plus la parole (jusqu'à arriver à une égalité de parole), à écouter les autres, à écouter les hommes. Cela peut leur permettre de prendre conscience que les hommes, en tout cas ceux qui sont là, sont des êtres humains comme les femmes J'espère vraiment que si on pouvait décider de quelque chose pour l'année prochaine, si jamais les gens étaient d'accords, ce pourrait être cette alternance de prise de parole homme/femme .... Oui pour les forums, bien sûr. Et l'idée serait vraiment de protéger la collectivité. Tous les gens qui viennent ici pour réfléchir, pour apprendre, pour découvrir, devraient en profiter.

Sébastien : J'ai quand même deux observations à faire. D'abord, ici j'ai vu toutes les formes de racismes, pendant les forums ou ailleurs. Ce qui me déçoit un peu. Ensuite, on se focalise beaucoup sur monsieur Dustan (je ne le connaissais pas, je m'en fous) alors que tout ce qui est lesbienne, bi et trans a été nié à l'occasion d'une intervention mercredi dernier. Et personne ne l'a relevé, personne n'est intervenu sur le moment. A part Dustan, il me semble qu'il y a d'autres questions plus importantes.

* Page 294

Catherine : Je vais essayer de parler calmement, parce qu'il y a un climat de stress ce qui rend la chose assez difficile, d'ailleurs c'est assez dur d'avoir la parole. Simplement par rapport à cette histoire de prise de parole alternée, j'aimerais simplement proposer de changer la règle et de proposer celle d'une alternance brun/yeux bleu. Personnellement, je sens plus proche de certains gays que de certaines lesbiennes. Autre chose, je vais bien, et à part l'intervention d'hier soir je n'ai pas ressenti de lesbophobie. C'est pourquoi je me demande ce qui s'est passé pour que l'on parle de lesbophobie, et que l'on arrive à faire des débats si houleux. Concrètement, qu'est-ce qui se passe ?

Frédéric : Comme Hervé aime bien que l'on précise les choses, je suis membre de l'association *Bis'Cause*. En tant que bisexuel, j'en ai pris plein dans la gueule au début de la semaine avec une réflexion de Jacques Fortin qui avait remarqué que les bisexuels avaient à faire (de part leur sexualité) à deux groupes d'opprimés, celui des femmes et celui des homos, et qu'ainsi ils se trouvaient dans la situation d'être partenaires de ces opprimés. Je ne veux pas utiliser le terme d'oppresseur, parce que je ne me sens pas particulièrement un oppresseur, mais dans une certaine mesure je me dis qu'effectivement j'ai à me remettre en question par rapport à ces choses là, j'ai des choses à comprendre. Et à propos de comprendre, l'année dernière (et les années précédentes) il y a eu beaucoup de groupes de femmes non-mixtes, ce qui en soit me parait juste, sauf que j'ai une attente, celle de comprendre certaines choses. Et par rapport à cette rencontre d'aujourd'hui, j'attends une écoute, une parole des femmes qui permette de réfléchir et d'avancer, de progresser en tant qu'homme. J'ai très envie de comprendre le fonctionnement des hommes et des femmes, entre eux et entre elles, les hommes par rapport aux femmes, les femmes par rapport aux hommes. Ceci dit, il me semble important de différencier les gens mal élevés qui vous passent devant (se moquant de savoir si vous êtes un homme ou une femme) du sexisme. Car dans un cas il ne s'agit d'un simple manque de courtoisie, et dans l'autre c'est un mode de fonctionnement qui fait que lorsque cinq personnes prennent la parole, quatre sont des hommes. Pour autant je ne crois pas que ce soit le rôle des hommes que d'aller au secours des femmes, les hommes n'ont pas à faire le sauvetage continuel des femmes. Les femmes peuvent elles aussi intervenir quand il se passe quelque chose d'incorrect par rapport à une autre femme. Les femmes n'ont pas besoin d'avoir un papa qui vienne les secourir en permanence. Elles ont leur propre papa dans leur propre tête, elles peuvent agir d'une manière tout à fait autonome. C'est pourquoi je ne reprends pas cette proposition de prise de parole alternée.

Par ailleurs j'ai été déçu (et la principale personne responsable est partie) par cette violence entre femme. Je me dis que si s'épanouir et s'émanciper pour une femme c'est reproduire les schémas de violence qui existe entre les hommes, c'est assez décevant. J'attends des femmes justement une nouvelle société, une nouvelle réflexion, une nouvelle façon de poser les problèmes. C'est peut-être utopique, je suis peut-être stupide, je vois que Irène sourit, mais bon c'est vrai que j'attends d'elles quelque chose de nouveau. Parce que ce qui s'est passé jusqu'à présent je ne le trouve pas satisfaisant. Se casser la gueule, se couper la parole, je ne trouve pas cela satisfaisant. J'ai peut-être parlé beaucoup pour dire que j'avais envie d'écouter les autres, mais j'avais envie de le dire.

Véronique : Pour ma part cela va être rapide parce qu'une partie des choses que je voulais dire ont déjà été dites. Bref, j'avais noté que quelqu'un demandait s'il fallait ou non répondre par la violence. Cette question m'a interpellée. C'est vrai que je me sens violentée par le fait que l'on me traite de facho. On n'est pas facho par le simple fait que l'on voudrait s'entendre et se passer le micro à tour de rôle. A ce niveau c'est totalement absurde. Mais je n'ai peut-être pas envie de rentrer dans la violence de l'autre, de m'y laisser entraîner. Il y d'autres moyens d'être ferme, de défendre son territoire, sans entrer dans cette violence. Et malheureusement nous sommes tout à fait capables de se crêper le chignon. On ne vous a pas attendu pour le faire. J'avais aussi peur d'intervenir violemment, je crois que c'est une des raisons pour lesquelles je ne suis pas intervenue. C'est à la fois de la trouille et de la trouille de moi-même.

D'autre part, depuis tout à l'heure on parle de procès d'intention, pour ma part je ne viens pas ici dans l'idée de faire un procès d'intention. Je n'ai pas aimé ce qui s'est passé hier, mais ce n'est pour ça que j'ai envie de faire un procès à qui que ce soit. Par contre, je peux dire qu'il y a 2 ou 3 personnes qui se sont exprimé, en particulier à la tribune, de façon agressive en ne laissant pas la parole aux autres. C'est juste une question de forme. C'est vrai que l'on pourrait s'y prendre autrement. J'ai trouvé que Patrick Cardon s'était exprimé de façon beaucoup plus audible, en ce sens qu'il n'empêchait pas la parole nouvelle de surgir. Après lui, on n'avait ni peur de parler (en pensant qu'on allait se faire casser la figure) ni peur d'être soi-même trop agressif. Parce qu'il maniait beaucoup l'humour. L'humour peut être dangereux, ça peut aussi faire passer des couleuvres, mais là en l'occurrence je pense que l'on aurait intérêt à le cultiver. C'est vraiment important. Le problème est la provoc, pourquoi pas, c'est un système. Mais jusqu'où ? Il faut fixer des limites. Et là intervient le rôle du maître (ou de la maîtresse) des débats qui doit être une personne (avec éventuellement des acolytes parce que seul c'est difficile à gérer). Il faut peut-être se poser la question à l'avance de ce qu'il convient de faire dans ce cas là. Et vraiment, je ne lui jette pas la pierre. J'ai essayé de lui parler, ce qui était assez difficile puisqu'il prenait systématiquement la défense de Dustan, certainement parce qu'il le sentait agressé dans ce qu'on disait. Hors mon idée n'était pas du tout d'agresser nommément quelqu'un, j'étais tout simplement fâchée de la façon dont cela se passait. Je n'ai pas envie de tolérer d'être traitée de fasciste sans que l'on sache ce que je fais de ma vie, je n'ai envie que l'on dise qu'il faut écraser toutes les femmes, même si c'est une provocation. Parce qu'il me semble que cela a dépassé les limites de ce que je peux entendre en matière de provocation. Parce que c'est trop.

Othman : Je suis pédé marocain, brun aux yeux marrons foncés, et circoncis, puisqu'il faut préciser les choses. Ceci dit, je me pose des questions sur l'intitulé de cet atelier. Si nous sommes en train d'instruire le procès de Dustan, je propose de changer l'intitulé de ce débat. D'autant que Dustan n'était pas que misogyne, il était contre tous ceux qui ne sont pas Guillaume Dustan (ou sa clique). En ce sens je me suis senti agressé parce que je suis séronégatif, que je baise avec des capotes (ce qui selon lui fait de moi un pédé lâche et pas un vrai mec). Dans ce cas on parlerait davantage de l'indécence et de l'obscénité de Dustan. Personnellement je n'aime pas trop ce qu'il écrit, s'il y a des gens qui achètent et qui aiment, tant mieux pour lui. Ceci dit, connaissant un peu le personnage je m'y attendais, je savais qu'il fallait s'y attendre. Et je ne comprends pas (je ne vous jette pas la pierre car je sais que c'était un exercice périlleux) alors que le thème de ce forum était bien l'écriture, pourquoi il en a profité pour parler des *UEEH*, je ne vois pas pourquoi je ne l'aurais pas fait, moi ou ma voisine. A un moment il aurait fallu gérer cela. Je sais que ce n'est pas évident. Personnellement je n'ai pas de solution.

Maintenant je suis venu à ce débat pour parler de la misogynie. François en a parlé hier, expliquant que nous avons été faits dans des couples hétéros et conditionnés par la société de cette façon. En tant que pédé, il nous faut en parler. Il faut peut-être aussi parler de la phobie de certains pédés vis-à-vis des lesbiennes. Cependant il semble que le cas Guillaume Dustan fait l'unanimité à l'*Université*, mais je crois que l'on s'attarde un peu trop sur ce cas alors que cela n'a pas tant d'importance.

Fabienne : Pour moi, l'un des intérêts de cette réunion c'est de trouver une façon de faire bouger les choses. Il me semble intéressant qu'il y ait des ateliers où tout simplement on se parle, on s'explique afin de se comprendre. Il est possible que l'année prochaine il y ait des choses qui se mettent en place, cependant je ne m'occuperai pas de savoir si untel est partant ou non pour venir. Nous sommes tous responsables. Par rapport à ce que j'ai entendu sur le fait que les femmes n'auraient pas besoin d'un papa pour les défendre, effectivement, je suis d'accord sur la formulation mais pas sur le fond. Je n'attends pas un papa qui me défende, j'attend quelqu'un qui vit à côté de moi dans cette société, qui est concerné par ce qui m'arrive (comme je suis concernée par ce qu'il lui arrive). Quelqu'un qui surtout osera prendre la parole, histoire de ne pas laisser le champ libre à ceux qui s'amusent à prendre des pouvoirs (ce qui leur donne une certaine jouissance). Quelle que soit la situation, et vis-à-vis de qui que ce soit. Et selon les moments, c'est moi qui lui donnera plus parce que je serai en forme. On peut continuer à dire des choses, d'autant qu'il y a des choses qui doivent être dite car c'est à fleur de peau et ça fait mal. On peut aussi décider de faire un cycle complet, on peut demander aux *Universités* que l'année prochaine ait lieu tous les après-midi un atelier sur ce thème. C'est vrai que la misogynie est très mal venue, mais c'est plus large que ça. Le sexisme est quelque chose de plus complet. Il peut y avoir des séminaires, un forum, voir tout un cycle dessus, cela peut être un temps de réflexion. On peut réfléchir sur beaucoup de chose. Je pense que pour faire avancer les choses il n'est pas mal de réfléchir sur soi, en étant avec les autres, en écoutant les autres, même si c'est effectivement difficile.

François Delor : Cela m'étonne que des questions restent posées quand elles ont déjà des solutions dans la société. Il y a des lois, et je crois qu'elle existent aussi en France, qui punissent l'injure, l'homophobie .... Non ? En tout cas quand il n'y en a pas, on souhaite qu'il y en ait. On sait que de telles lois ont été absolument nécessaires pour protéger des minorités quand elles étaient véritablement en danger de mort. Il y a donc un lien entre l'existence de loi qui protège les minorités et la protection de ces minorités. Ce n'est pas seulement pour le plaisir qu'on fait ces lois. Ce qui m'étonne c'est que l'on se pose la question de ce qui c'est passé hier. Pourtant il apparaît un consensus plus ou moins global pour dire que ce qui a été prononcé hier soir est de l'ordre de l'injure. Point. C'est de l'ordre de l'injure. Je ne crois pas autant que l'on puisse faire le procès de la personne. Il n'y a pas d'injurieur professionnel, il y a un acte qui peut être injurieux. Gardons, si possible, cette distinction entre les actes et les personnes. Parce que si on ne le fait pas, demain on rétabli la peine de mort. Car ce sera le seul moyen de supprimer une personne qui serait identifiée à son acte. J'ai entendu relater quelque chose qui était de l'ordre de l'injure, je ne m'intéresse pas trop au caractère de celui que l'on nommerait l'injurieur professionnel. Je ne crois pas que l'on puisse désigner les gens comme ça. Par contre soyons très vigilants (d'autant qu'il me semble qu'il y a problème) à propos des processus qui permettent de sauvegarder un certain climat dans lequel les personnes sont a priori protégées des injures. Et là, je trouve que c'est une responsabilité institutionnelle. Quel est le travail qui est mis en place pendant un an (pendant le temps de préparation) pour qu'il y ait une certaine forme de vigilance sur cette question ? Parce que sinon on tombe inévitablement dans la querelle entre les plus ou moins vulnérable. Ce n'est pas à l'injurié de dire que si, c'est une injure. Le problème de l'injure est le problème tous. L'injure est un problème politique, ce n'est pas un problème psychologique ou individuel. Et il me semble qu'il y a aujourd'hui une certaine tendance à mettre l'injure du côté du psychologique, genre "il y a des femmes qui sont plus fragiles que d'autres". Non, la question est de savoir s'il y a eu ou non injure. Point. Et s'il y a injure, évitons l'année prochaine d'inviter à nouveau quelqu'un qui a commis un acte injurieux, par prudence. Tout simplement.

Dernier point, depuis le début de cette semaine je suis frappé de l'existence dans les coulisses, dans les couloirs, donc aux bons endroits, de ce débat sur les relations entre personnes. Comment s'entend-on entre hommes, entre hommes et femmes, entre femmes ? Le débat est vraiment présent. Mais ce qui m'étonne très fortement, c'est que lorsqu'il est question de l'institutionnaliser et d'en faire vraiment débat, ça explose. Il y a une question de méthode. Allons donc voir un peu du côté de la méthode, car la question est de savoir comment procéder pour débattre de problèmes aussi cruciaux et intimes. On est beaucoup trop nombreux autour de cette table, on se dispute pour la parole. La parole devient un enjeu, alors que le débat

n'est pas sur la parole mais sur les rapports sexistes ou non. Nous aurions pu fonctionner toute une journée, en petits groupes (mixtes si possible), et avoir un travail vraiment beaucoup plus approfondi sur les rapports historiques que nous avons, chacun avec l'autre sexe, et avec soi-même comme autre sexe. Et à partir de là, à partir d'une synthèse possible, pourrait sortir le consensus d'une parole qui peut être prononcée. On ne sera pas d'accord, bien sûr, mais au moins on aura trouvé les moyens de se parler autrement. C'est bien que l'on se parle, sauf que c'est un peu en queue de semaine et dans un espace qui n'est pas très confortable. On n'a pas trop la possibilité d'aller au fond des choses.

Véronique : On pourrait travailler sur la notion de différence à l'intérieur de la communauté. C'est à dire gays, lesbiennes, transsexuels et autres. Nous avons des états différents, des façons de vivre différentes, outre le fait d'être des hommes ou des femmes. Certes, cela existe déjà un petit peu, à l'exemple de l'atelier non-mixte sur les butch femme qui nous a permis de se rendre compte qu'il y a parmi nous des préjugés à ce propos (cela m'a été utile d'y être allée, je ne sais toujours pas de quel côté je suis). Cela peut nous permettre de s'élargir à plein d'autres choses. Je me suis rendue compte que cette histoire de genre différent est vécue parfois difficilement. Bref, nous avons des idées reçues sur ce qu'est l'autre. C'est pourquoi nous aurions intérêt d'échanger sur nos différences. De façon non-mixte puis mixte, peut-être.

Yan : Je suis une pédale rennaise. Par rapport à hier, j'ai trouvé intéressant d'écouter Dustan. Par contre je voulais signaler qu'il y avait une certaine haine anti-folles au niveau des *UEEH*. Je suis arrivé lundi, et depuis j'ai vu des violences physiques et verbales envers les folles. J'en parle parce que cela m'énerve que ça reste dans le silence. Et à l'image de ce possible commando anti-misogynie, je me demande quoi faire en tant que folle pour que cette haine ne soit plus invisible. Cette haine je la rencontre ailleurs, dans la société, et la rencontrer ici m'emmerde. J'ai fini par me demander ce que je foutais là, si je n'allais pas me tirer. Et puis je me suis dit que non, que j'avais ma place et que j'allais la prendre sans attendre qu'on me la donne. C'est bien de parler de la misogynie, par contre la folliphobie ce n'est pas du tout visible, et ça m'emmerde.

Jean-Christian : Je suis venu à cet atelier parce que je voulais savoir ce que c'était exactement une stratégie lesbienne de lutte contre la misogynie. J'ai l'impression qu'à propos de cette question de l'autre, de la différence entre les gens, il serait peut-être temps de commencer à réfléchir non pas en terme de différence des sexes mais davantage en terme de points communs. Puisque cette violence est visiblement commune à plein de gens. Est-ce qu'ici, on ne pourrait pas mettre à bas (peut-être pas pour toujours) cette question de la différence des sexes, de l'homme, de la femme, de la folle, de la butch, du bi ? Pardons François, mais c'est le truc qui m'embête un peu chaque fois que tu parles, c'est cette volonté de rester malgré tout dans une différence naturelle, essentialiste des sexes ... . Non tant mieux si ce n'est pas ça, mais j'entends toujours une nécessité de préserver des différences que l'on nous a imposé depuis tant de millénaires (au nom de la différence biologique). Attachons-nous plutôt à ce qui nous rassemble, et essayons ne plus parler de différence des sexes.

Anne : Je suis transgenre et lesbienne. Ceci dit, je suis d'accord avec ce que viens de dire JC, il faudrait cesser de dire que les lesbiennes sont homogènes, que les pédés sont tous pareils. Parfois je me sens plus proche de certains pédés que de certaines lesbiennes. Quant à l'idée de la provocation, lorsque j'entends qu'il faut mettre des limites à la provocation je me dis que j'entends un non-sens total. Bien au contraire, il me semble que c'est ce qui s'est passé hier a été très productif. Il faut s'en nourrir. C'est vraiment quelque chose dont il ne faut pas se passer. Il faut que l'on arrête d'être consensuel.

Xavier : Il me semble que ce que l'on est en train de dire, c'est qu'il ne faut pas travailler sur nos différences (même si c'était pour les articuler ensuite) mais sur ce qui nous rassemble. Je crois que nous sommes vraiment en train de recréer une communauté, au sens plein du terme. En fait je ne sais pas trop ce que c'est que la communauté homosexuelle, je ne crois pas qu'elle existe (je n'ai même pas envie qu'elle existe). Des fois, la plupart du temps en fait, je me sens davantage opprimé en tant que jeune à moitié fauché plutôt qu'en tant que gay. D'autant que le terme homosexuel a une origine psychiatrique et pathologisante. Dans ma vie affective, je ne suis pas homosexuel. Il se trouve que je suis plus a l'aise avec des mecs, mais j'ai aussi des expériences avec des nanas (la sodomie n'est pas une spécialité gay). Plus ça va et plus je me bats contre la différence des sexes. D'un point de vue militant, j'ai commencé à m'intéresser (évidemment pas par hasard) aux questions féministes. Et plus ça va et plus je les mets en avant, par rapport à un engagement dans une organisation politique généraliste. J'ai vraiment l'impression d'être en bout de train, j'ai envie de recommencer par là puisque c'est à ce niveau que nous sommes vraiment subversifs. En disant "je suis une pédale, une folle et si cela vous emmerde tant pis". Des fois je n'ai pas envie de répondre sur ma sexualité parce qu'on va me la balancer comme une définition réductrice. Il y a des fois où j'ai envie de me dire bi, des fois homo, des fois rien du tout. Ca aussi c'est stratégique.

Irène : Il y a quand même quelque chose que j'entends ici, et j'ai envie de réagir. D'ailleurs je ne comprends pas que l'on ne réagisse pas autrement. C'est le deuxième copain qui raconte qu'il y a eu des agressions verbales et physiques. On nous mobilise pour jouer les vigilants et les vigilantes ce soir, pour lutter contre la violence que l'on pourrait recevoir du monde extérieur, mais en même temps on nous dit qu'il y a eu, ici, des violences. Je voudrais que les organisateurs nous expliquent pour quelle raison il n'y a pas de réunion de bilan, parce que cela tout le monde devrait l'entendre, cela devrait être affiché en grand. C'est inacceptable. Je ne sais pas de qui c'est venu, je ne sais pas si ce sont les mêmes personnes, mais s'il n'y a pas de réaction globale de cette *Université* par rapport à des violences déjà verbales, c'est dommage, c'est même grave. Encore une fois, il y a des limites à la provocation. Je le répète, il y a des choses que l'on ne peut pas dire. L'injure est inacceptable, la violence physique est intolérable. La première urgence est de savoir comment se protéger contre cela. Ne faudrait-il pas imaginer qu'il y ait des vigilantes et des vigilants internes l'année prochaine, aussi bien au niveau de la parole qu'au niveau des fêtes ? Je peux comprendre que les organisateurs ne peuvent pas non plus tout faire, mais on ne peut pas laisser faire. C'est le genre de truc qui me fait bouillir, je m'en veux de ne pas l'avoir su. Je suis venue à ce débat afin de parler du sexisme, je ne m'attendais pas à entendre parler de violences physiques et verbales. J'aimerais que l'on ait une réponse vis-à-vis de ça.

Yann : Je suis rédactrice à *Bang Bang*. Nous avions une petite pièce où nous avions mis nos fanzines, et cette personne est arrivée alors qu'elle était un peu alcoolisée. Ce n'est pas une excuse, car alcoolisée ou non son attitude m'a fait violence. Cette personne s'est donc permise d'arracher des *Bang Bang* disant que c'était du papier à cul. Dès le lendemain nous en avons parlé entre nous, mais bien évidemment comme cela concerne les folles cela n'a pas fait le tour du campus. Aussi je me dis que l'année prochaine dès l'instant où j'entendrai des propos anti-folles, je réagirai, je ferai en sorte que ce propos ne soit pas audible. C'était l'idée qui était initialement prévue, quand on s'est aperçu que certains des films qui allaient être projetés étaient par certains côtés assez anti-folles. Sauf que nous n'avons pas vraiment eu le temps de préparer tout cela. Mais c'est quelque chose qui me parait extrêmement important, c'est assez semblable à la réponse que l'on doit avoir face à la misogynie.

Jean-Christian : Juste une petite précision, il était vraiment très bourré.

Yann : D'accord, sauf que cette personne s'est permise des commentaires du style "c'est quoi ces photos avec ces folles, ces tarlouzes ? C'est du papier à cul". Alcoolisé, défoncé ou je ne sais quoi, il a été violent.

Danielle : Je suis très contente de ce qui se passe ce soir, il me semble que cela va nous amener à faire l'analyse du sexisme et de la misogynie (ce n'est pas forcément la même chose). On en avait déjà parlé l'année dernière, mais il a fallu qu'il y ait un cas de violence pour qu'on se dise qu'il faut faire un atelier là-dessus. La racine de la misogynie est très complexe, très compliquée. A l'époque du *FAHR*, il y avait des folles beaucoup plus subversives que maintenant. Depuis quelques temps il se passe un truc bizarre, les homos ont récupéré cette virilité, ce contre quoi je n'ai rien contre sauf quand cela bascule dans cette visibilité fasciste qui prend le pouvoir sur les autres hommes, les femmes, ou les folles. Je voulais dire aussi que la virilité, c'est l'encensement positif de la masculinité, et je suis peut-être inculte mais je cherche le mot de l'encensement positif de la féminité. Voilà, c'est tout ce que j'avais à dire.

Philippe : J'ai l'impression que cette *Université* est devenue très universitaire en ce sens qu'il y a un très fort oubli du corps et des pratiques corporelles. J'ai beaucoup aimé l'intervention de Fabienne sur la danse, et il me semble que l'un des axes de réflexion serait de mettre en place davantage d'ateliers pratiques. Par exemple prévoir un atelier où les folles apprennent à se maquiller, où des gens qui ne sentent pas forcément folles mettraient des robes, des ceintures-godes pour voir ce que cela fait, où les gens pourraient se prêter aux jeux de rôle. Il me semble que c'est important de faire autrement, de chercher d'autres façons de faire et d'être. Nous n'arrivons pas à nous parler, alors essayons de faire des choses concrètes ensemble.

Françoise : C'est la première fois que je viens aux *Universités d'Eté*, et ce matin j'ai eu la chance de participer au cours de tango (avec les *Gais Musettes*). Ici, je recherche avant tout un environnement qui me permet d'embrasser librement, qui me permet de me coller à des mecs parce qu'ils sont vachement sympas et parce que c'est agréable de retrouver des sensations physiques, qui m'appartiennent bien évidemment (nous avons tous un vécu qui nous est propre avec chagrins, ruptures et bonheurs). L'*Université*, en ce qui me concerne, arrive pile-poil à point dans un moment où il est temps que je me retrouve au niveau de mon corps. Et c'est vrai que les images positives qui me sont renvoyées par les hommes et par les femmes me vont droit au cœur. C'est pourquoi les formes d'exclusion dont j'ai entendu parler ce soir me touchent, mais différemment. Peut-être que j'idéalise trop, peut-être que je m'imagine que cet ensemble d'individus est source de plaisir et de relations sereines, agréables. C'est pourquoi je déplore vraiment ces violences, parce que cela me touche profondément. On a tendance à conceptualiser, à abstraire, pourtant il y a des moments où c'est bon de sentir que l'on se touche, qu'il y a un contact physique. Je crois que c'est assez essentiel, même si la culture occidentale nous dit autre chose. Nous embrasser pour se dire bonjour, se tenir par l'épaule provoque toujours des retours agréables. C'est vraiment très réparateur, je vous assure.

François Delor : Si certains ont pu comprendre que j'étais pour le maintient de la différence des sexes, alors il faut que vous prévenez les gens avec qui je travaille que j'ai perdu la tête, parce que je passe mon temps à essayer de lutter contre le primat de la différence des sexes. En même temps il y a deux niveaux, et je crois qu'il ne faut quand même pas les oublier. Il y a le niveau de la déconstruction. C'est amusant, et cela nous donne de grandes utopies genre "combien serait beau un monde dans lequel cette différence des sexes aurait perdu ce primat et où nous pourrions nous reconnaître dans une véritable égalité, une véritable égalité érotique, pas une égalité en droit". Il ne faut pas nier que dans la pratique quotidienne la différence des sexes nous saute à la figure à longueur de journée. C'est évidemment difficile en même temps de la décrire dans tous ses effets pervers, agressifs, injurieux, et de dire que l'on voudrait qu'elle ne soit plus là. Quand je la décris, c'est pour dire que je voudrais qu'elle ne soit plus là. Mais ne m'empêchez pas et n'empêchez pas les femmes victimes de cette différence de s'en plaindre. Parce que si on ne peut plus en parler, au nom du politiquement correct, il n'y aura pas moyen de se battre contre elle. Evidemment, il faut se battre contre elle, pas contre les femmes ou contre les hommes. Il faut se battre contre la différence des sexes, tout en essayant de savoir qui tient cette différence. Et nous savons que ceux qui la tiennent aujourd'hui sont majoritairement des hommes, ceux-là même qui parviennent dans la reproduction sociale à la distiller dans le corps social et chez les femmes. Un jour viendra, je l'espère, où se sera autre chose qui se distillera ce qui rendra alors cette distinction hommes/femmes non pertinente. Mais nous n'y sommes pas encore. Je crois vraiment que c'est de la folie que de dire que nous y sommes, parce que cela ne rend pas compte de la réalité. Dire une telle chose est un mensonge, et je n'aime pas le mensonge. Pourquoi je n'aime pas le mensonge ? Parce que disant ce que tu dis, tu nie exactement le fait que ce garçon (qui affirme avoir été injurié) a été injurié. Au nom de ton principe, tu nie son injure. C'est une logique totale. Ce que je viens de dire c'est dire que un plus un égal deux.

Frédéric : Je vais peut-être sortir du thème de ce débat, mais il me semble qu'il y a quelque chose d'important qui vient d'être dit, et qui a été dit à plusieurs reprises, mais apparemment le conseil d'administration ne l'entend pas. Nous sommes très nombreux, nous approchons les 700 et il y a beaucoup de gens isolés qui n'ont pas de contact ou très peu. Beaucoup de gens ne sont pas bien parce qu'ils n'ont pas réussi à aller vers l'autre. Il y a plein de beaux garçons et de belles filles, aussi on est un peu titillé sexuellement et affectivement parce qu'on a envie de partager, de rencontrer les autres. Et on ne sait pas qui est qui, et qui est disponible. Je voudrais que l'on fasse la différence entre le besoin de contact (le besoin de câlins non-sexuels) et le besoin sexuel. C'est une question assez générale, mais qui est très forte chez les gays et les lesbiennes (mais surtout chez les gays car c'est assez rare que deux hommes arrivent à se donner de la tendresse sans passer tout de suite à un acte sexuel). Aussi je voudrais proposer quelque chose qui s'est fait à un autre endroit (que je ne citerai pas mais que certains vont peut-être reconnaître) où on nous a distribué des pastilles de couleur. Ces pastilles permettaient de savoir si la personne que l'on croisait était ou non disponible. Telle ou telle couleur de pastille signifiait que la personne était déjà engagée dans un couple, quelle était célibataire, qu'elle était disponible pour une rencontre d'un soir. Lorsque nous sommes arrivés, cela nous a paru idiot mais finalement on s'est dit que ce n'était pas si mal que ça puisque cela permettait de faire un câlin avec quelqu'un que l'on ne connaissait pas. Cela n'a a priori rien à voir avec le thème de ce soir, mais en fait si puisque l'on peut se faire aussi des câlins entre hommes et femmes même quand on est gay. Pourquoi pas, cela me parait tout à fait sympathique. On peut aussi avoir en dehors de notre homosexualité une hétéro-amitié, une hétéro-calinité.

Xavier : Surfait ? Idiot ? C'est carrément abject. Mais qu'est-ce que tu fais de la communication entre les gens ? Parler, les regarder, passer à côté d'eux. Sinon, qu'est ce que tu sais des gens avec qui tu commence à parler ? Effectivement, cela demande un effort, cela demande un minimum d'effort, ce la demande d'être attentif, d'aller voir les personnes qui restent dans leur coin. C'est aussi ça l'histoire de réinventer une vraie communauté. Je n'ai pas envie de pastille. Et puis, il faudrait que tu m'expliques la différence entre un câlin sexuel et un câlin non-sexuel. Il m'est parfois arrivé d'être hyper excité par quelqu'un qui marchait devant moi, des fois j'ai voulu coucher super vite avec quelqu'un et c'était chiant.

Marylou : J'ai levé la main parce que je voulais inciter les femmes à prendre la parole, et notamment (sans les forcer bien évidemment) celles qui n'ont pas encore parlé. Si elles le souhaitent. Ceci dit, j'ai l'impression d'entendre une parole majoritairement masculine. On n'ose pas parler ou si peu de notre corps, de notre sexe, par contre on entend beaucoup parler du sexe des hommes. C'est une constatation et pas du tout un reproche. A part les femmes avec qui j'ai vécu, qui ont été mes compagnes, j'ai pratiquement pas eu de "confessions" sur leur sexualité. Donc je reprends un peu l'idée de François Delor et de Fabienne de faire des groupes de parole. Il faut repartir de la base. C'est assez terrible, ce sont des décennies de lutte féministe, mais on n'ose pas encore parler. Il faut repartir de la base. Peut-être que pour les hommes se sera aussi génial de repartir sur des groupes de parole où enfin il y a des choses viscérales qui se libèrent et qui permette un bien être.

Ceci dit, j'aimerai que les personnes qui ont envie de construire quelque chose pour l'an prochain, prennent une feuille de papier et notent leurs coordonnées. Je ne veux pas trop diriger tout ça, mais je veux bien essayer de coordonner l'interaction de la diffusion des informations entre les différentes personnes. Alors mail, téléphone, adresse .....

Daniel Welzer-lang : A propos du questionnaire sur les bis, ce matin (dix heures) nous avons reçu 93 questionnaires remplis. 59 hommes ont répondu, 2 femmes et 5 transgenres (pour les autres ce n'était pas précisé). Nous avons essayé de répartir les réponses (de façon assez schématique et globale) entre avis très positifs, avis positifs neutres, neutres plutôt négatifs et négatifs. Et pour chacun nous avons essayé d'examiner les arguments exposés. Sachant que sur un même questionnaire rempli il peut y avoir plusieurs arguments. Donc sur ces 93 questionnaires remplis nous avons :

- 16 avis très positifs (11 hommes, 3 femmes, 1 transgenre). Avec des appréciations individuelles du style "ils sont plus tolérants, plus sincères" ou une vision collective comme "les bis sont éclairés, subversifs, ils dépassent l'univers homo et hétéro, ils bravent les interdits".
- 21 avis positif (15 hommes, 4 femmes, 2 trangenres) où l'on peut lire que les bis sont l'avenir, qu'ils sont sympas. Avec le reproche qu'ils peuvent parfois être coincés, n'assumant pas vraiment leur homosexualité.
- Un avis neutre positif où on retrouve des commentaires comme quoi les bis sont des gens assez libres. Mais on commence à lire des commentaires assez méfiants du style "quand on est avec un bi c'est compliqué". On commence presque par entendre des insultes qui demeurent tout de même assez ambivalents comme : "ils sont cons ou connes mais intéressants, donnent envie mais il faut se méfier".
- 17 avis neutres (6 hommes, 9 femmes, 2 transgenres). Nous avons des feuilles blanches non remplies, des gens qui répondent que le questionnaire est débile, que l'on ne poserait pas la même question pour des polonais ou des juifs. Des gens qui savent ce que cela existe, mais estiment que cela ne les concerne pas. Cependant pour eux les bis sont des gens qui assument leur liberté comme d'autres et c'est très bien.
- 11 avis neutres plutôt négatif (11 hommes) du style "les bis sont infidèles", "quelque part se sont des refoulés, des indécis". Il leur est également reproché de prendre les gays plutôt que les hétéros comme invisibles dans leur combat, tout en étant assez invisibles politiquement parlant.
- 12 avis très négatifs (1 femme qui se définie comme bi-sensuelle, 11 hommes) d'où transparaît un certain déni. Les bis n'existent pas, ils n'assument pas, ne s'engagent pas. On ne peut pas leur faire confiance. Les bis sont vu comme des concurrents déloyaux par rapport aux homos (gay et lesbiennes). Puis nous avons carrément les insultes : "les bis sont menteurs, pervers, immature, hypocrites. Les bis sont aussi accusé de noyauter l'*UEEH*. Nous avons pu lire "votre place est part entière dans cette Université" comme si nous n'étions pas là depuis 3 ans. C'est quelqu'un qui nous dit que nous pouvons être là. Merci beaucoup.

La majorité des commentaires négatifs étaient formulés par des hommes. D'autres part une majorité des personnes qui ont rempli le questionnaire nous ont laissé leur mail. Il y a aussi un autre niveau critique, plus politique sur le fait que les bis devraient plutôt se battre contre les hétéro-normalité que contre la biphobophie des gays et des lesbiennes. Si vous reprenez l'article paru dans *Bang Bang* (n° 4) sur les bis vous aurez une synthèse assez complète.

Philippe : Je cite quelques extraits de cet article "les bis ce douloureux problème", sur une page on trouve énormément de poncifs. Il n'y a aucun terme positif, que des termes négatifs. Nous nous sommes amusés à tirer des extraits de phrase, ce qui donne quelques chose d'assez rigolo. Comme "n'assume pas le fait d'être homo", "double jeu", "ce sont des relations qui ne mènent à rien", "les bis sont un peu trop hétéros à mon goût".

Daniel Welzer-lang : Tout cela pour dire que nous avons trouvé ce que l'on entend généralement à l'encontre des bis, avec globalement cette confusion entre pratique individuelle bisexuelle et la catégorie bi comme catégorie politique, et le déni du fait que cela existe. Et quand cela existe c'est attention, il faut s'en méfier. Et c'est surtout de la part des hommes que nous avons ce type de reproches, nous avons peu de critiques de la part des lesbiennes. Mais c'est par l'intermédiaire de copines lesbiennes que l'on sait qu'être bi ce n'est pas si simple dans le milieu lesbien.

Sandrine : Pour ma part j'ai un peu analysé cette question là, entre autre via des textes qui ont été publiés dans *Lesbia* à différentes époques. La bisexualité a même fait l'objet d'un numéro spécial de *Marie pas Claires* assez intéressant. De façon générale le point de vue est moins critique par rapport à la communauté mais nettement plus par rapport aux individus. Depuis plusieurs années, en moyenne une petite annonce sur trois ou quatre c'est "alcoolo, camionneuse, bi s'abstenir". Ce qui montre bien que la bisexualité n'est pas encore une thématique dans le milieu lesbien.

Sylvie : Je suis membre de l'association les *Voies d'Elles* de Grenoble, association lesbienne non-mixte. Ce débat a émergé dans l'association par l'intermédiaire de notre journal (un bimensuel, un bi) où une copine, membre du CA, a un jour pété les plombs parce qu'elle venait de se faire larguer par une bi. Nous nous sommes demandé s'il fallait ou non censurer ce courrier, mais nous nous sommes dit qu'il fallait que ce débat ait lieu, et crever l'abcès. Aussi nous lui avons répondu par un article dans le même journal et par deux autres articles (plus ou moins virulent) deux mois plus tard. J'avoue avoir été assez virulente (je suis lesbienne pur jus). Bref, cela a provoqué tout un débat, nous nous sommes dit que dans nos statuts il y avait des trucs qui méritaient d'être revus. Et du coup nous avons repensé le type de femmes que nous voulions accueillir, et c'est pourquoi nous avons mentionné que nous accueillions tous types de femmes qui se questionnaient sur une relation avec une autre femme à un moment de sa vie. Par rapport à avant, nous avons donc élargi notre champ d'action.

Marie : Comme tu le racontes, cela parait paradoxal. Car suite à une histoire personnelle finalement très traumatisante pour l'une d'entre vous, vous avez finalement élargi votre tolérance d'accueil.

Sylvie : Souvent la question de la bisexualité émerge au travers de celle d'avoir un enfant. Souvent des femmes nous disent vouloir un enfant, vouloir le faire avec un homme (n'envigageant pas la lesbo-parentalité). Mais jusqu'à présent nous n'en avions jamais véritablement parlé. Il n'empêche que sur la question nous étions très ouvertes, seulement cette fille qui avait écrit le fameux article a prétendu qu'elle était représentative d'un courant présent au sein de l'association (que nous n'avons pas vraiment encore pu distinguer). Et afin de nous prémunir contre ce genre de chose et contre tout sectarisme qui pourrait éventuellement s'appuyer sur les statuts, nous avons décidé de les modifier. Je n'ai plus la formulation précise en tête mais c'est quelque chose comme "association non-mixte ouverte aux bisexuelles, transsexuelles qui se disent lesbiennes".

Catherine : Ce questionnaire a-t-il confirmé ce que vous pensiez ou a-t-il apporté de nouveaux éléments de réflexion ?

Marie : Globalement nous avons constaté que les femmes étaient plus positives que les hommes par rapport à la bisexualité, elles montraient une sorte d'attentisme bienveillant vis-à-vis des femmes bisexuelles. Pourtant ce que je vis dans le cadre de mes rencontres amoureuses avec des lesbiennes ne ressemble pas vraiment à ce cas de figure. Dès le début je dis que je suis bi, c'est pour cela que ça ne se passe par bien. Il me semble qu'il y a une réelle différence entre cette bienveillance globale (et collective) vis-à-vis des bis, et ce que l'on vit dans le cadre des rencontres personnelles.

Frédéric : Je me suis senti très interpellé par l'intervention de Jacques Fortin en début de semaine comme quoi (selon lui) les bis voulaient le beurre, l'argent du beurre, la crémière et le crémier. Cela me questionne dans la mesure où derrière cette affirmation il y a la question du "comment vous vous préoccupez des sentiments de la crémière et du crémier ?". D'autre part Jacques Fortin a également déclaré que les hommes bisexuels étaient du bon côté de la barrière vis-à-vis des femmes et des homos (deux groupes d'opprimés), ayant ainsi en quelque sorte deux fois le statut d'oppresseur socialement parlant. Effectivement cela me pose nombre de questions sur lesquelles je n'ai pas de réponse. Aussi je demande aux femmes, et notamment aux lesbiennes, de m'éclairer. Je me demande si à un moment ou à un autre il leur arrive de discuter de ce genre de question et si elles ont des choses à dire, non pas pour agresser les hommes (il y a eu trop de mouvements de femme qui ont agressé les hommes, ce qui ne fait pas avancer les choses) mais pour dire comment le sexisme et l'homophobie fonctionnent. Nous avons besoin de ce genre de réponse, dans un besoin d'évolution personnelle et/ou collective. Il me semble que c'est là que réside l'intérêt de ce questionnaire. Il devrait nous permettre de réfléchir et d'affiner notre évolution personnelle en tant que bi, et le message que l'on veut transmettre aux autres bis.

Sandrine : Par rapport à ce que vient de dire Marie, je pense que les lesbiennes les plus radicales cette année ne se trouvent pas forcément à l'*UEEH*. Il y a eut peut-être un filtre naturel qui a fait que ces femmes là ne sont pas venues cette année. Ceci dit, ce qui m'intéresse dans ce questionnaire comme dans notre démarche aux *UEEH*, ce n'est pas tellement de dire ce que les bis font ou ne font pas, disent ou ne disent pas (personnellement je ne me sens ni responsable ni coupable par rapport à ce qu'ont peut me renvoyer quant à mon identité bisexuelle) mais de montrer que l'identité bisexuelle sert à cristalliser beaucoup d'angoisses que certains peuvent avoir face à l'idée du couple, de l'homosexualité, du lesbianisme, de leur propre ambivalence. De ce point de vue, les personnes bisexuelles assument car symboliquement parlant on leur fait porter beaucoup d'inquiétudes qui nous appartiennent en tant que personne, pas en tant que communauté, qui appartiennent à notre entourage qui nous utilise comme symbolique de leur propre angoisse.

Gérard : Il m'arrive d'avoir des aventures avec des garçons (généralement hétéros) mais le fait d'être bi me met à l'abri des persécutions dont les gays sont victimes. Je n'ai jamais eu besoin de faire mon coming-out, car le fait de m'intéresser également aux filles me rassurait, me protégeait. Alors que les gays strictement homosexuels sont effectivement confrontés à un certain rejet (familial et social).

Daniel Welzer-lang : Il faut tout de même avoir conscience qu'à l'*UEEH* nous avons le gratin des gays et des lesbiennes. Mais tout de même on peut noter une résistance énorme par rapport aux bisexuels et à la bisexualité (des responsables de l'*UEEH* m'ont demandé si la bisexualité existait vraiment). Toujours cette question politique de la catégorie. Nous avons souvent entendu qu'il est impossible de construire un couple avec un bi parce que par définition infidèle. Ce qui pour plein de gens est une critique, est pour moi un compliment. Si une catégorie permet de remettre en question le "2", je trouve cela plutôt positif. Maintenant, il y a un fond de critique qu'il nous appartient de prendre en compte. Je pense à tous ces mecs que l'on rencontre dans les saunas ou les lieux de drague qui bien que mariés vont baiser avec des mecs comme on baisait avant avec des prostituées. On a beaucoup diabolisé les clients, mais je ne suis pas sûr qu'il existe une grande différence entre payer quelqu'un et payer une structure dans la mesure où les deux ont comme objectif de permettre d'avoir une sexualité. J'irais même plus loin en poussant la réflexion jusqu'aux personnes qui vont en discothèque pour draguer. Nous avons tout un travail à faire avec ces garçons, mais nous ne pourrons pas le mener si nous ne sommes pas reconnus comme identité. L'avantage de ce questionnaire c'est qu'il pose très clairement la différence entre les pratiques avec des bis et les problèmes que peuvent avoir des garçons ayant des pratiques sexuelles avec des bisexuels. Mais si le débat est relativement soft, il le sera nettement moins quand nous aborderons les transgenres. Car quand il faudra aborder la question de l'exclusion des transgenres de certains lieux sous prétexte qu'ils ne sont pas réellement des hommes ou des femmes ….. Quelque part, en 20 ans de lutte gay et lesbienne nous avons essentialisé les catégories gay et lesbienne et les catégories homme et femme. Et les bis sont vus comme ceux qui franchissent les barrières entre les catégories et/ou se jouent des catégories.

Frédéric : Il faut laisser aux gens le choix de se déterminer au niveau de leur identité. Si un homme se dit hétérosexuel, même s'il encule un autre mec, il est hétérosexuel. C'est son choix, c'est son identité. Ce n'est pas parce qu'on se fait une branlette entre hommes que l'on est forcément pédé. Je reçois de temps en temps des copains à la maison, et nous faisons l'amour à trois pourtant ils sont hétéros en ce sens qu'ils n'iraient pas voir des hommes isolés. Cherchant un quatrième partenaire, nous avons mis des petites annonces. Nous avons reçu 110 réponses, dont un qui affirmait être totalement bisexuel mais pas du tout homo. Lorsque nous l'avons reçu, il nous clairement expliqué qu'effectivement il aimait avoir des relations homosexuelles dans le cadre d'une relation avec un couple mais qu'en aucun cas il ne voulait avoir de relation avec un homme en tête-à-tête. Il faut respecter ce que les gens disent. Nombreux sont ceux qui ont eu une période hétérosexuelle (ils se sont marié et qu'ils ont fait des enfants) pour ensuite devenir homo. Pour d'autres, au contraire il est important de préserver leur identité bisexuelle et de garder l'opportunité d'avoir des relations différentes.

Marie : De façon générale je n'étais pas tellement convaincue quand une lesbienne me disait être vraiment lesbienne tout en admettant avoir eu quelques fois des relations hétéros. Pareil quand un gay me sortait qu'il était réellement homo bien qu'ayant des relations avec des femmes. Je me disais alors que c'était l'un des nôtres, un qui ne veut pas vraiment se le dire. Mais sur cette question j'ai évolué, et maintenant j'arrive à comprendre que l'on se dise gay ou lesbienne tout en ayant de façon épisodique des relations amoureuses ou sexuelles avec l'autre sexe. Maintenant que je l'ai accepté, je vais pouvoir être moins intolérante dans les rencontres. D'autant que cela me renvoyait à ma propre bisexualité. J'ai vraiment besoin des deux, en même temps. Et j'avais envie que les gens autour de moi soient pareil. Mais ce n'est pas le cas.

Florence : Effectivement, il me parait important de définir les termes. Car j'ai vraiment l'impression que tout le monde n'entend pas la même chose. La bisexualité est quelque chose de très divers, cela varie selon les personnes.

Sébastien : Sur la question de la construction de l'identité et sur les peurs universalistes à l'égard de la bisexualité, nous sommes confrontés exactement aux mêmes réactions de peur que les homos. Réactions qui s'expliquent par le fait que nous cassons les catégories. En tant que bis, nous avons à faire face à une grande difficulté de la part des gens à comprendre que l'on peu rentrer dans quelque chose sans étiquettes fixes, sans cadre déterminé. Mais, est-il toujours nécessaire de définir ? Car alors on risque de créer une nouvelle case et donc d'exclure des personnes. Je crois que les gens, de façon générale, ont peur surtout de la différence.

Florence : L'ignorance engendre toujours des réactions de rejet. Quand les gens ignorent de quoi il est question, ils ont peur et rejettent ce qu'ils ignorent. Et si les gens savaient, ils auraient moins tendance à réagir négativement.

Didier : Il y a tout un monde bisexuel, plus ou moins caché. Pendant près de deux ans, j'ai visité une aire de repos très connue en Haute Normandie, et j'ai pu noter un certain respect des gens (même de la part de la gendarmerie puisqu'elle protège ce lieu) Sans dire que cela représente pour les gendarmes quelques chose, mais cela se passe bien. Il y a un échange entre les bis et les homos. Même les gens du coin connaissent l'endroit et savent que cela se passe bien. Aussi, au regard de cette expérience (en milieu rural), je n'ai pas ressenti cette homophobie, cette biphobie dont vous parlez durant ces *Universités d'Eté*. Et pourtant cela ne se passe pas à Paris ou à Lyon.

Sandrine : Il ne me semble pas que la bisexualité fasse forcément l'objet de rejet. C'est au moment où on passe à la verbalisation de la sexualité que s'exprime la biphobie. Et à tous les étages. La sexualité masculine profite d'une grande tolérance, il est communément admis que les mecs sont sexuels. Ainsi dans certains milieu où les hommes n'ont pas facilement accès aux femmes, l'homosexualité masculine est une presque considérée comme une tradition. Quant à la question de l'identité, comme l'a dit Florence, c'est quelque chose d'assez récurent dans tous les groupes bisexuels. S'il y a des définitions très simples, très basiques des pratiques bisexuelles, la complexité de l'identité bisexuelle n'est pas réductible à quelques formules. D'autant plus qu'il y a plein de gens qui se l'approprie (chacun affirmant que ce qu'il dit est vrai) sans demander l'avis des bisexuels. Pour de nombreux bisexuels l'étiquette "bisexuel" les fait particulièrement chier. D'abord parce qu'ils ont de cette identité une image négative et ensuite parce qu'ils n'ont aucune envie d'avoir des étiquettes. De la sorte nous arrivons au paradoxe actuel de revendiquer une identité bisexuelle tout en en la critiquant. Pour moi, l'identité bisexuelle telle qu'on la constitue au sein des *UEEH* est une identité critique. C'est la position que je préfère, intellectuellement parlant.

Daniel Welzer-Lang : C'est bien d'avoir une nouvelle catégorie, mais il faut qu'il y en ait plusieurs. Un des moyens de casser les essentialistes et les naturalistes qui nous foutent derrière des catégories c'est de les multiplier, et passer de l'une à l'autre. Tout en posant en préalable (chez les bis les avis ne sont pas unanimes) que nos alliés sont les gays et les lesbiennes, même si parce que nous avons une face très honorable (nous sommes en partie hétéro) nous ne subissons pas le même rejet. Foucault disait que l'homosexualité est un style de vie, ma bisexualité est un style de vie. C'est une catégorie que je veux politique, je revendique mes pratiques comme style de vie. Il y a plein de styles de vie qui différent selon les bis.

Catherine : J'ai une amie bisexuelle à Bruxelles qui me disait qu'elle ne voulait pas d'enfant à cause de sa bisexualité. Avec mon amie, on se demande qui nous allons prendre comme père. Elle mariée, qui me dit qu'elle ne veut pas d'enfant parce qu'elle est bi, c'est le monde à l'envers. J'aimerais savoir comment un bi peut vivre sa bisexualité tout en ayant une vie familiale.

Sylvie : Je découvre un peu ces questions de bisexualité et de biphobie. Je n'en avais pas vraiment conscience, je pensais que les bis avaient tout à fait leur place dans les associations gays et lesbiennes. Je peux très bien comprendre que vous ressentiez le besoin de créer vos propres associations, d'avoir votre propre réflexion. D'autant que les lesbiennes ont eu le même parcours. Actuellement je fais partie d'un collectif de 5 associations à Grenoble, et je m'emploie à faire comprendre notamment aux jeunes gays et aux jeunes lesbiennes qu'il y a une spécificité du combat lesbien. Sachant qu'il existait des bisexuels, je suis allé les voir afin de savoir pourquoi ils se regroupent, pourquoi ils parlent de biphobie (quand on n'admet pas que les lesbiennes en fassent autant). J'avais envie d'utiliser votre histoire pour essayer d'expliquer aux jeunes pourquoi les femmes veulent se retrouver au sein d'association. Effectivement, les lesbiennes radicales ne sont pas ici car elles ne veulent pas fréquenter d'hommes (homo ou bis). Cela peut se défendre, n'empêche qu'elles n'ont pas toutes le même point de vue sur cette question. Et justement le thème de ce débat m'intéressait beaucoup puisqu'il mettait en parallèle homophobie, lesbophobie et biphobie, ce qui me semble judicieux car cela permet de faire comprendre quelques réalités à certains.

Philippe : Sur la question d'une définition de l'identité, je dirais qu'une identité c'est quelque chose qui peut être compliqué quand une définition peut être simple. Nous avons une définition plutôt anglo-saxonne qui stipule que cela s'exprime par une double attirance affective et/ou sexuelle. Après bien évidement il y a un certain nombre de degrés. Dans le champ extrêmement compliqué de l'identité, il faut éventuellement que nous osions de définir nous-mêmes l'identité bisexuelle au lieu de la laisser être définie par les autres. Je pense plus particulièrement au Robert qui de toute façon mettra quelle chose dans le dictionnaire.

Frédéric : Je voudrais rebondir que la question posée par Catherine, en ce sens que je voudrais dire que la bisexualité n'est pas un long fleuve tranquille, nous ne sommes pas en permanence (et en même temps) en train de coucher avec des hommes et des femmes (ce qui d'ailleurs serait merveilleux, quand j'y songe). Dans ma propre vie j'ai eu des périodes où j'étais exclusivement homosexuel, où j'avais renoncé aux femmes parce que cela me semblait trop compliqué, que je ne les trouvais pas assez chaudes pour ma volupté personnelle. Et lorsque je me suis mis à nouveau à fréquenter simultanément des hommes et des femmes il est bien évident que je n'avais pas les mêmes rapports avec les femmes qu'avec les hommes. C'était dans un contexte où je me disais que si je rencontre une femme et que si je fais des enfants avec elle, je me mets dans une situation sociale extrêmement fragile parce que bien évidemment au moindre problème (et tout le monde sait bien que dans les couples les problèmes ce n'est pas ce qui manque) on me foutra à la porte et je ne verrais plus mes enfants. J'ai trois enfants. Et je me demandais à quoi de faire des enfants, si c'est de faire des enfants biologiques pour ensuite ne plus les voir.

Aussi, à la fin des années 70 je me disais qu'il ne m'était pas possible de faire des enfants parce que bisexuel. En fait la résolution est venue toute seule, un jour je me suis senti disponible pour avoir une relation stable avec une femme. J'avais fait une longue psychothérapie et j'avais trouvé une sorte de calme et je me suis dit que j'étais prêt. J'ai mis alors une petite annonce dans le *Nouvel Observateur*. La première petite annonce était "Jeune homme cherche personne pour relation stable". J'ai eu 35 réponses dont 4 femmes. Suite à cela j'ai vu une bonne vingtaine de personnes. Puis j'ai passé une autre annonce "bi cherche femme …. ". Mais comme le *Nouvel Observateur* a refusé que je mette "bi", j'ai donc mis "homo cherche femme intelligente et sensible pour vivre l'amour et faire bébé". Parmi les réponses j'ai rencontré Adrienne, et les choses ont fait que nous nous sommes aimés. Nous avions de nombreux points en commun comme le fait que nous n'avions pas envie de vivre une vie de couple normal. Au bout de trois mois elle était enceinte. Et à partir de ce moment, j'ai accepté le risque, lui laissant le choix complet de décider pour les enfants.

Sandrine : A propos du témoignage de Frédéric et de ses trois enfants, j'en attends un (le premier). Il se trouve que mon conjoint est homo, aussi se pose la question de savoir lorsque l'on est parent et bi ce que l'on dit aux enfants. Doit-on alors leur dire que l'un des parents est bi ? Je dois dire que là-dessus je ne suis pas encore très fixée. D'autant qu'il me semble que dire les choses n'est pas forcément la meilleure solution. Les choses se vivent avec eux, ils comprennent ce qu'ils comprennent. C'est en grandissant, en observant le mode de vie de leur parent qu'ils apprennent. C'est la meilleure façon d'avancer avec eux. Mais en même temps cela me pose des questions. Et heureusement que l'*APGL* existe. En tant que personne bisexuelle, l'*APGL* m'intéresse afin de pouvoir aborder toutes ces questions d'homoparentalité (puisque tout de même concernée). J'ai eu l'occasion de rencontrer différentes personnes et j'ai décidé d'aller les voir d'autant qu'il me semble qu'ils sont à même de nous aider à répondre aux question que nous nous posons.

Cyril : Dans le temps il y avait beaucoup de bis qui se mariaient et restaient cachés, mais maintenant les choses ont évolué. Dans l'univers des sourds il y a peu de gens qui s'affirment homosexuel ou bisexuel car c'est un univers très calqué sur le monde hétéro. Ils font comme dans le temps, ils se marient. Chez les sourds la question de la bisexualité ne se pose pas du tout. Aussi ce que j'entends jusqu'à présent est particulièrement intéressant. Et il me semble intéressant d'engager des recherches historiques sur toutes ces questions car cela nous apporterait quelque chose, des axes de réflexion pour que des personnes sourdes puissent s'identifier comme étant bisexuelle, si tel est leur cas.

Sandrine : Je fais partie d'une association homo à Lausanne. Nous avons un centre culturel pour les sourds et nous avons même un groupe de sourd gay et lesbien en Suisse Romande. Enfin bref, on m'a contactée pour animer une conférence sur la bisexualité. Le monde des sourds m'était totalement inconnu, ce fut une expérience très intéressante. C'était juste pour dire qu'il y a des ponts entre les différents groupes de personnes sur la question des diverses identités sexuelles minoritaires. Pour revenir sur cette histoire de biparentalité, dans le groupe dont je fais partie à Lausanne il y a des gens de tous les âges. Beaucoup ont des enfants. Entre autre, j'ai un ami transsexuel (c'est maintenant une femme) qui vit avec une femme tout en étant le père d'un enfant aujourd'hui âge de 9 ans. Je suis toujours surprise de voir combien les homosexuels et les bisexuels se sentent coupables d'avoir une famille, au point qu'ils considèrent que ce n'est pas possible d'en avoir une. Quant à la réflexion de savoir comment le dire aux enfants, une des choses les plus intéressantes c'est de savoir comment (en tant qu'enfant) nous avons appris qu'il existait des personnes homosexuelles et ce que cela nous a fait quand nous l'avons appris. Faute de quoi on passe toujours par le filtre de l'hétéro-normalité pour se demander ce que nous avons droit de dire à ces pauvres enfants qui vont être traumatisé par nos perversions. Quelque part nous avons ce complexe, je le rencontre chez beaucoup de gens. En fait, il faudrait prendre la question par l'autre bout.

Marie : Je voulais jute dire que *Bis'Cause* est une association qui est sur Paris, et que dans le cadre de notre travail militant nous avons l'habitude de rendre visite à d'autres associations (nous nous déplaçons toujours par deux, un homme et une femme). Nous serions ravis de venir les voir. De plus nous comptons parmi nous Patrizia qui traduit la langue des signes. Cela peut se faire rapidement dans l'année.

Cyril : Effectivement j'ai bien envie de rencontrer des associations de personnes bisexuelles ou a tendance bisexuelle, car au niveau public et privé on se cache aussi, on reste dans le secret. L'intérêt serait de pourvoir comparer les deux mondes, les deux situations. Pour nous, les choses sont également différentes selon que l'on est jeune ou pas, ne serait-ce que parce que l'éducation aura été différente.

Sébastien : Pour moi l'éducation c'est surtout l'apprentissage de la différence, et cela s'illustre par tout ce qui a été fait depuis la nuit des temps. En particulier vis-à-vis des noirs. Perçus comme inférieur, ils étaient sensés être de constitution psychologique différente. Comment peut-on accepter ça ? Ceci pour dire que c'est aux parents de s'affirmer en tant que tel, en tant qu'homo ou que bisexuel. Il leur appartient de ne pas avoir honte de soi. Quant à la question de la biphobie (j'aurais aimé parler de l'hétérophobie), il me semble qu'elle a pas mal de lien avec d'autres formes d'oppression. Ceci dit, par définition les bis se trouvent à égale distance des homos et des hétéros, même si dans le cadre de rapport de force ils peuvent se trouver plus proche des homos. C'est une idée fausse de croire que tous les hétéros sont pareils. Il s faut arrêter de prendre les gens pour des groupes homogènes.

Daniel Welzer-Lang : J'ai un enfant qui à 21 ans avec qui je n'ai jamais eu de conversation sur la bisexualité. Je n'ai jamais voulu discuter avec lui de ma sexualité de peur d'être intrusif. Un jour qu'il avait fait un exposé sur la prostitution, le directeur m'a convoqué en me disant qu'à 13 ans mon fils s'intéressait déjà aux prostituées et qu'il faudrait que je me méfie. Mais le véritable moment ou la sexualité fut pour lui un sujet de réflexion c'est alors qu'il avait 9 ou 10 ans. J'avais alors un copain (qui vivait en couple) chez qui il nous arrivait souvent d'aller dîner, et un jour mon fils m'a demandé si deux hommes ensemble pouvaient s'aimer. En même temps qu'il posait la question il y répondait. Et pour lui se fut une véritable rupture de se rendre compte qu'il y avait des hommes ou des femmes (car après des copines ont aménagé dans l'appartement voisin au notre) qui pouvaient s'aimer comme on pouvait s'aimer entre homme et femme. Mais pour cela il a été obligé de traduire tout un tas de choses qui étaient marginales par rapport au milieu scolaire.

Alors sur l'idée d'homophobie, lesbophobie, biphobie, ce que les bis demandent plus qu'une reconnaissance de leurs pratiques c'est une alliance politique où l'on accepte de parler de nous comme hommes. Aujourd'hui encore il n'y a pas de débat théorique avec les hommes de *MixCité* sur la symétrisation. Je me bats contre la domination. Dans les faits il pourrait donc y avoir des combats communs, nous sommes plusieurs ici à être identifiés comme gay parce qu'on est dans les manifs avec les gays depuis des années, parce qu'on se bat contre la lesbophobie. Pour le public on est des pédés ou des gouines. Etre bi c'est notre subtilité, les gens n'en ont rien à foutre du contenu de cette identité. A ce niveau nous subissons la même stigmatisation que subie la communauté avec laquelle nous nous battons. Mais c'est un problème d'alliance, c'est comment nous pouvons reproduire ou lutter contre l'oppression dont sont victimes des gens encore plus opprimés que nous. C'est vrai que l'hétérophobie existe, des hétéro nous en parlent. Ils nous en parlent également en terme d'alliance. J'ai trouvé cela rigolo, au cours de certaines réunions sur les bis, que les gens se définissent rarement comme hétéros. J'ai une copine dans mon équipe qui dit être une hétéro-placard, en ce sens qu'elle n'ose pas dire qu'elle est hétéro. Il y a donc tout un travail conceptuel à faire sur ce que c'est les gays, les bis, les gay-friendly, et comment on se situe par rapport à cela. Mais c'est plus un débat en terme d'action politique qu'en terme de pratique.

Catherine : Par rapport à ceux qui ont des enfants bisexuels, si dans les différentes associations on parle de la parentalité, est-ce que les bis disent facilement qu'ils sont bisexuels et comment leurs parents ont alors réagit. Est-ce qu'ils ne retiennent que le côté hétéro ? Je sais bien qu'il n'y a pas de réponse unanime. Cela doit être comme pour les homos. Mais pourtant, existe-t-il des spécificités ?

Gabriel : Personnellement je suis un peu choqué par le terme "hétérophobie". Je n'ai jamais vu de manifestation de la sorte. En terme d'oppression, j'ai du mal à ….. Les hétéros ne se font pas tabasser dans la rue, ils ne se font pas discriminer.

Marie : Certes, mais cela ne se mesure pas de la même manière. Pour autant je suis d'accord que c'est vraiment très rare mais cela peut exister. D'autres part, je trouve que chez certaines lesbiennes que j'ai pu rencontrer (peut-être radicales) il y a une certaine hétérophobie …..

Gabriel : Contre le système hétéro, à juste titre …..

Marie : Non, contre les gens qui vivent des relations homme/femme.

Frédéric : Je voudrais revenir sur la question de l'homoparentalité. J'ai eu plusieurs expériences masculines, jusqu'au jour où je suis tombé amoureux d'une fille. A un moment où j'avais envie d'avoir des gosses. C'est la seule raison qui explique que j'ai construit quelques chose avec elle. Mais dès le départ les choses ont été claires, il était évident que nous ne serions pas fidèles, que si nous avions des aventures chacun de notre côté cela faisait partie de notre relation et de nos conventions. Nos filles savaient pertinemment que nous avions chacun une vie extérieure, mais aussi et surtout elles savaient que nous nous aimions, ce qui les sécurisait. Et c'est cela qui était le plus important. Nous ne leur avons jamais menti. J'ai passé un an séparé de ma femme (aux Etats-Unis), l'un comme l'autre nous avions des aventures (on se les racontait) mais nous nous aimions malgré tout. D'autre part, dans ma propre famille (alors que je n'étais qu'un gosse) une de mes tantes vivait avec une amie, et je trouvais cela tout à fait normal. Avec ma femme, nous avions comme ami intime un couple de filles, nos filles savaient que ces deux personnes vivaient ensemble, qu'elles s'aimaient. Elles trouvaient normal une relation homosexuelle. Mes filles sont devenues grandes, et l'une d'entre elles a vécu deux ans avec une copine alors qu'elle était étudiante à l'Ecole Normale Supérieure. Ainsi ma femme et moi nous nous sommes trouvés parent d'enfant gay. Autre exemple, la bibliothécaire de mon laboratoire est bisexuelle et vit depuis 20 ans en ménage à trois. Elle, son mari (qui est hétéro) et son amante. Elle a eu des enfants, pour eux l'amante c'est la copine qui vient de temps en temps, sans plus. Au-delà de tous les fantasmes sur l'hétérosexualité que l'on peut avoir, les enfants vivent cette situation tout à fait normalement. Enfin, et je terminerais là-dessus il y a le cas de ces femmes lesbiennes qui une fois divorcées se mettent ensemble afin d'élever leurs enfants, situation qu'ils vivent très bien. C'est chez les adultes qu'il y a un problème, pas chez les enfants.

Fred : Sur cette question de le dire à ses parents, je dirais que c'est comme pour les gays et les lesbiennes. Ma bisexualité fut révélée par une lettre (que ma mère a lue) que j'avais laissé traîner. Ce qui de sa part, bien évidemment a suscité des questions. Ma réponse fut de lui dire que lorsqu'on a élevé un garçon comme une fille on ne peut pas s'attendre à ce qu'il soit tout à fait comme les autres, qu'effectivement j'avais des relations homosexuelles et qu'il fallait faire avec. Mais il ne s'agissait que de mon homosexualité, car il n'y a pas eu de problème quand j'ai ramené des filles à la maison, ma mère me disait alors simplement de faire attention, de me protéger.

Cyril : En tant que parent ce n'est pas évident de dire que l'on est bisexuel. Aussi les enfants qui ont cette information n'ont comme référence que la notion hétéro ou homo. Sans plus. Et ce n'est que plus tard que l'enfant découvre, par hasard que papa était bi. Il est difficile d'avoir sa place quand on n'a aucune information.

Sandrine : Pour répondre à Catherine, je crois que ce qu'il y a de commun à toutes les personnes bisexuelles c'est la nécessité de sans cesse réaffirmer son identité. La bisexualité est quelque chose qu'il te faut sans cesse redéfinir, parce que ce n'est pas visible et parce que les gens n'ont pas envie de le comprendre. C'est vraiment gonflant. Quant à la question de le dire aux enfants, cela soulève la question de savoir ce que l'on transmet, ce que l'on se sent légitime de transmettre aux enfants (et à quel âge). Quelque part les enfants sont une propriété de notre culture, largement autant que celle de leurs parents, ce qui fait que nous ne nous sentons pas légitimes de transmettre à nos enfants un tas de valeur qui pour nous sont positives. Ne pas parler de la sexualité mais l'agir suffisamment pour qu'elle soit comprise fait parti des stratégies. Je le vois dans le cadre de mon boulot d'éducatrice, parce qu'on sait très vite quand on doit s'arrêter de dire quelque chose bien que l'on sache que c'est parfaitement approprié, uniquement parce qu'on va être jugé par notre entourage professionnel et que cela représente un danger grave sur le lien professionnel qui nous uni aux enfants (on se fait virer) ou dans le cadre familial lorsque ta femme ou ton mari va récupérer les gamins car tu es un pervers. Enfin bref, on intériorise la norme très fort, elle est particulièrement forte par rapport aux enfants. J'étais mariée en blanc avec un de mes amants, nous sommes toujours en lien non pas sexuel mais affectif. Ce gars a eu un enfant avec l'une de mes meilleures amies, les deux sont maintenant mariés. Cet enfant est mon filleul. Et dans ce cas j'ai constaté qu'à partir du moment où les adultes ont des enfants leur vie sexuelle semblait disparaître de l'horizon. Qui parle de ses premiers amours à ses enfants avant qu'ils aient 20 ans ? On respecte une certaine béatification des parents, du deux, du couple qui n'a jamais d'autre relation sexuelle que celle qui nous a conçue. C'est un fait culturel qui est très profondément inscrit en nous.

Ensuite sur ce parallèle entre homophobie, lesbophobie et biphobie, il me paraît important de dire que nous intégrons tous les normes dominantes (notamment la domination masculine et l'hétéro-normalité) ce qui explique que nous nous critiquons, nous nous hétéro-normons les uns les autres. Nous construisons des phobies les uns sur les autres au nom de ces normes dominantes. Par exemple les transsexuels sont des gens souvent très intransigeants sur la question des genres. On passe de l'un à l'autre, les entre-deux on essaie d'oublier. Certes pas forcément, il existe bien sûr des mouvements critiques mais chaque communauté avec sa spécificité essaie de construire une légitimité avec ce qui l'oppose à la norme tout en ayant (plutôt inconsciemment) des points de rencontre avec la norme dominante. Et nous nous mettons à critiquer d'autres groupes qui nous sont proches mais qui sur certains points ne correspondent pas à cette norme à laquelle nous estimons correspondre. Et c'est quelque chose d'extrêmement présent, actif. Des groupes qui par nature subissent l'oppression s'avèrent parfois plus intolérants que d'autres. A mes yeux, le lesbianisme radical en est le symptôme, plus les gens sont à l'étage inférieur par rapport à cette norme dominante et plus ils peuvent construire des réactions violentes et d'exclusions radicales en réaction à ce qu'elles vivent tout le temps. En tant que personne bisexuelle, faisant parti de la communauté des minorités sexuelles, mon objectif est de rappeler cette réalité afin cela soit conscient et non plus inconscient, car sinon je ne vois pas comment on peut avancer si nous continuions à nous agresser sans y réfléchir.

Frédéric : Il m'est arrivé une fois de m'entendre dire que je n'étais pas véritablement hétérosexuel. Ce fut au moment d'une rupture, la dite-personne avait alors rencontré quelqu'un qu'elle considérait plus hétéro que moi. Derrière ce reproche il y avait en fait l'accusation que je n'aimais pas vraiment les femmes. Ce fut le coup de grâce de la fin d'une relation. Et par rapport à mon épouse actuelle, j'ai l'impression qu'au bout de 22 ans elle n'a toujours pas réellement compris ce que c'était vraiment ma bisexualité. J'ai l'impression que j'ai encore des choses à lui expliquer. En particulier, elle vit ma bisexualité comme quelque chose qui serait en rapport avec elle, comme quelque chose que je lui prends. Selon elle, je ne peux pas l'aimer à 100% parce qu'elle n'est qu'une femme et comme j'aime également les hommes il y a donc une partie de mon amour qui va ailleurs. Elle méconnaît le fait que j'ai pu avoir été amoureux d'elle et qu'elle est vraiment la femme de ma vie, que ce soit la personne la plus importante dans ma vie. J'ai un ami qui dit que le diable est dans les détails, et effectivement c'est dans des détails que l'on remarque que l'on ne sera jamais compris complètement, qu'il y aura toujours une partie de soi qui sera placée au placard par ceux qui nous ont écouté parce qu'ils ne veulent pas l'entendre. En particulier le droit d'aimer à 100% une femme, le droit d'être à 100% hétéro quand je suis avec une femme et d'être à 100% homo quand je suis avec un homme. Sans compter la question du temps. Quand on a déjà une femme et trois enfants, quel temps peut-il donc rester pour avoir de

l'affection à partager avec un homme ? Je ne parle pas d'une baise (chacun sait que dans le monde des pédés c'est facile), je suis à un âge où la baise rapide n'est plus vraiment ma tasse de thé, j'aurais plutôt envie d'avoir quelqu'un de permanent. Et toute la question est de savoir quelle tranche de temps je pourrais lui consacrer si j'ai toujours une femme à la maison qui me dit que lorsque je suis absent elle est malheureuse.

Marie : Dans tous les couples il y a cette part de souffrance de soi qu'on lègue à d'autres par amour parce qu'on fait des compromissions. Dans tous les couples, homos, hétéros ou bis. C'est une difficulté que nous rencontrons tous.

Sébastien : Tant que vous n'avez pas les moyens de vous mettre en force, vous n'existez pas. Plus on va aller dans la reconnaissance et plus on va se confronter avec les gens. C'est un truc qui est général. Par exemple aujourd'hui on le voit très bien avec les sectes et les religions, une secte dérange à partir du moment où elle a un certain pouvoir. On dit alors qu'elle est violente mais on ne remet jamais en cause la violence des religions.

Marie : Je ne suis pas tout à fait d'accord avec ça. Les sectes qui sont reconnues comme sectes en général commencent par des actes violents qui sont dans les fondements mêmes de ces groupes. Si tu prends les grandes religions monothéistes, bien sûr que tu y trouve de la violence. C'est un tout autre débat, ceci dit je pense qu'on ne peut pas assimiler secte et religion. C'est un propos que je refuse.

Sandrine : Juste pour te répondre, quand tu parles de violences visibles, quand on la formule elle devient visible mais avant on l'a subie parce qu'on ne lui donne pas de parole.

Sébastien : A partir du moment où tu n'existe pas on t'ignore, et cette ignorance est une violence.

Sandrine : Les individus qui se prennent dans la gueule les normes reçoivent cette violence. Ce n'est pas parce qu'on ne la voit pas ou que l'on fait des *Gays Prides* qu'elle n'existe pas.

Stéphane : A propos des bis et la famille, à ce niveau aussi il existe une forme de violence. L'année dernière ma mère m'a téléphoné pour me demander où est-ce que j'étais, ce à quoi je lui ai répondu que j'étais à l'*Université des homosexualités*. Et j'ai eu un blanc. Elle a sourit …….. oui cela s'entend au téléphone. Bref, nous sommes passé à autre chose. Et 10 jours plus tard alors qu'elle dormait chez moi (ce qui lui arrive assez souvent) elle a bien évidemment lues les revues bis ou gays qui traînent en permanence chez moi. A deux reprises nous avons déjeuné ensemble, il ne s'est rien passé, je n'ai eu aucune réaction contrairement à ce que je m'attendais. La deuxième fois, dîner en tête-à-tête j'ai parlé de certains événements qui s'étaient passé durant mon adolescence afin de savoir comment elle allait réagir par rapport à la sexualité. Et toujours aucune réponse. En plus, elle ne cessait alors de me demander quand est-ce que je comptais faire des enfants. J'avais vraiment l'impression, face à ce silence qu'une partie de moi n'existait pas. C'est une véritable violence bien qu'elle ait l'air assez neutre.

Daniel Welzer-Lang : Lorsque l'on fait des interviews sur les hommes bi, ceux de plus de 30 ans sont très culpabilisés. Je parle en général, militants exceptés. Nous avons interrogé des jeunes, nombre d'entre eux se déclarent bisexuels quand ils ne le sont pas véritablement. En fait, parmi la jeunesse actuelle il y a une très grande tolérance vis-à-vis de pratiques sexuelles autres qu'hétérosexuelles. En partie du fait que la grande majorité des lieux de loisir sont gays. Lorsque l'on regarde le public des *Gay Prides*, il est évident que nombre de personnes qui viennent ne sont pas elles-mêmes homosexuelles mais montrent une grande tolérance, une sympathie à l'égard des catégories autres.

A propos de la question de la souffrance, c'est toujours compliqué d'avoir envie de l'autre quand il est avec quelqu'un d'autre. Mais comme nous avons des rapports multiples, nous devons faire l'apprentissage de cette souffrance. En tant qu'homme, je rencontre davantage de femmes mono partenaire et qui acceptent mon multi-partenariat que l'inverse. Il y a chez les garçons bis ou multipartenaires (du moins ceux qui s'affichent comme tel) une arnaque. On sait très bien que nous sommes tous les deux multipartenaires et que l'autre ne sera que mono partenaire. En cela il y a des choses à mettre parfois au point.

D'autre part, aujourd'hui j'ai vraiment le sentiment qu'il y a un début d'alliance entre les gays et les hommes hétéros sur le dos des femmes. C'est à dire que la tolérance de l'homosexualité se fait très bien entre garçons (à condition de planquer quelques folles trop visibles). A force d'utiliser sa propre catégorie comme dominé, on oublie les jeux entre différentes catégories, et les rapports homme/femme nous traversent et pas uniquement parce qu'on baise avec les deux, mais aussi en terme de catégorie politique. Et nous avons tout intérêt d'être vigilant par rapport à cela. De plus je suis vraiment persuadé que nous avons besoin de séparer ce qui est de l'ordre de la lutte politique (et de l'annoncer comme tel) et de développer des services notamment pour ces gays et des bis mariés dont l'autre montre une souffrance énorme ne comprenant pas la situation (vis-à-vis de lui-même et des enfants). Je crois que c'est une tâche à mener en France.

Roxane : La chambre des parents n'est pas un espace public mais privé. C'est pourquoi je ne vois pas la nécessité d'aller se "confesser" à ses parents. Dans la mesure où bien sûr on a des copains et des copines que l'on invite à la maison, là évidemment il y a nécessité de le dire, de l'expliquer aux enfants. Mais dans la mesure où cela se vit hors de la maison et que l'enfant (adolescent ou non) ne voit pas les partenaires de ses parents, je ne crois pas qu'il soit nécessaire que les parents aillent expliquer les choses à leurs enfants. Dans le cas de Stéphane, il me semble évident que le silence, l'absence de réaction de sa mère démontre une volonté de ne pas entendre. S'il l'avait prise de face en lui disant carrément les choses, il aurait eu à faire à une autre forme de violence.

Florence : Il est évident que nous ne sommes pas obligés de rentrer dans les détails, il n'empêche que le secret (même s'il n'aborde pas la sexualité) imposé aux enfants à terme est toujours traumatisant. On peut leur expliquer des choses même s'ils ne les comprennent pas. L'enfant ne comprend pas mais il sait. Avec mon gamin j'ai choisi de le faire, quand j'ai divorcé je lui ai expliqué pourquoi.

Florence : Lorsque j'étais hétéro j'avais une amie lesbienne, et je n'osais pas lui poser de questions alors que j'avais envie d'en savoir plus. J'avais l'impression parce que j'étais hétéro que je n'avais pas le droit d'en entendre plus qu'elle m'en disait.

Roxane : Pour compléter mon propos sur cette histoire, moi aussi j'avais laissé traîner tout un tas de revues. Et je suis sûre que ma mère les a au moins parcourues, sinon lues. D'une certaine manière j'ai choisi de ne pas cacher la chose, j'ai choisi aussi de communiquer avec elle d'une certaine manière. Maintenant c'est à elle de savoir si elle souhaite ou non me poser des questions. Mais d'un autre côté je sais qu'elle est au courant, qu'elle n'ignore pas de quoi il s'agit.

Frédéric : A propos du coming-out par rapport aux enfants, au début j'ai été pris au dépourvu puis par la suite j'ai essayé de m'organiser en fonction de la personnalité de chaque enfant. Il n'y a pas une méthode universelle. Alors que mon fils (qui avait alors 10 ans) venait de trouver un préservatif, après avoir demandé à sa mère pourquoi papa avait des préservatifs, sa mère n'a pas trop su quoi lui répondre, et je n'ai pas eu le courage d'aller le voir pour en discuter avec lui. Une autre fois, nous étions à table, à une époque où il disait souvent "putain" et "pédé". J'ai tapé sur la table, disant que je ne voulais entendre ces mots à la maison puisque j'étais moi-même pédé, sans expliquer davantage. Plus tard mes enfants me l'on reproché. Avec ma fille aînée (alors âgée de 14 ans) certains de ses camarades, en vacances, lui ont dit que son père était homo. Suite à cela elle est allée trouver sa mère afin de lui demander ce qu'elle en pensait. Ne sachant pas trop qui répondre, elle l'a renvoyée vers moi. Comme nous étions en vacances et qu'elle me posait directement la question j'ai choisi de lui expliquer. Je lui ai donc raconté toute mon enfance, le fait que dès le début j'ai été attiré par les hommes et par les femmes, que j'avais donc eu toute une vie bisexuelle. Elle l'a très bien pris, cela l'a totalement soulagé. Mais dans sa tête elle s'est dit que ma bisexualité c'était avant que je rencontre sa mère, car on ne recevait pas de couples pédés ou lesbiens à la maison. Parce que j'ai vécu les années sida, que beaucoup de mes copains sont morts, de d'autres sont en phase terminale et qu'il était donc pas questions d'inviter des pédés à la maison, ne sachant pas ce que cela pouvait donner par rapport aux enfants. Et l'année dernière, Adrienne et moi nous avons défilé lors de la *Gay Pride* (avec les *Gais Musettes*) puis nous l'avons raconté (nous avons même vu Adrienne à télé), ensuite avec les 3 enfants nous avons participé à la *World Pride* au cours de la quelle je portais entre autre un string rouge tout à fait ravissant, les enfants se sont dit qu'il y avait quelque chose. En particulier ma fille aînée m'a demandé pourquoi je m'habillais avec des vêtements de femmes. C'est ma fille (elle avait 20 ans) qui a le plus bloqué, bien qu'elle savait que j'étais bisexuel.

Sandrine : Les enfants qui ont entre 15 et 20 ans sont ceux qui réagissent le plus. Si tu le dis à un garçon ou à une fille de 3 ans, pour eux ce n'est vraiment pas un problème. Par contre quand ils viennent de se taper toute la normativité (je suis une fille ou un garçon et je dois donc faire comme ci et pas comme ça) et que leur père se trouve avoir des aspects folle totale, ils vont réagir avec une certaine violence car cela contredit ce à quoi ils doivent vivre en tant que fille ou garçon adolescent.

Frédéric : Donc à la suite des *Universités* (toujours l'année dernière), je suis rentré avec l'idée de faire un coming-out total. L'aînée étant déjà au courant. A la seconde (qui est une fille très littéraire) j'ai écrit un texte relatant toute mon enfance et ma découverte de la sexualité. Elle l'a lu, puis m'a répondu que depuis longtemps elle s'en doutait. Ensuite elle est allée voir sa mère pour lui demander pourquoi elle avait épousé un homo. Et alors que les deux filles étaient au courant je me suis demandé comment procéder par rapport au garçon. Blocage total, absolument aucune envie de parler. Complètement fermé. Aussi j'ai laissé passer du temps jusqu'à ce que cela devienne évident. Un peu plus tard nous avons souhaité la fête des mères à la maison, et à cette occasion ma fille aînée est revenue sur la question, en nommant les choses. Et face à mon fils, j'ai redit les choses et je me suis aperçu qu'en fait il avait tout pigé. Il n'avait pas eu besoin de parole.

Daniel Welzer-Lang : Il est 16 heures. Y a t-il des gens qui ne sont pas intervenu et qui souhaiterait s'exprimer ? Il serait bien que l'on prenne quelques minutes pour réfléchir à ce que l'on fait après l'*UEEH*. Bien, merci à toutes et à tous.

Marie : Bien, l'objet de cet atelier est la visibilité, l'invisibilité des bisexuels (hommes et femmes) au sein de la communauté homosexuelle, au sein des associations gays et lesbiennes. Ce qui nous intéresse c'est surtout de savoir ce que les bis vivent dans le cadre de leurs relations amicales. Est-ce que vous connaissez autour de vous des gens qui sont dans l'invisibilité en tant que bisexuels ? Connaissez-vous des gens qui vivent une bisexualité planquée, cachée ? Daniel a mené en la matière des recherches sur le phénomène des bisexuels planqués, il nous en parlera. De notre côté, à l'association (*Bis'Cause*) on voit venir 2 types de personnes. D'abords des gens qui découvrent leur homosexualité, en général très tardivement, et sont alors dans un état de mal-être assez grand. En général, ils ne font que passer à *Bis'Cause* où nous nous employons à les orienter vers les associations gays et/ou lesbiennes compétentes. Pour eux, aller vers une association bisexuelle les rassure dans un premier temps, pensant qu'ils ne sont pas obligés de dire tout de suite leur choix de vie et/ou de leurs désirs, ils prétendent encore n'être ni l'un ni l'autre. Ensuite nous avons des gens (moins nombreux) qui ont vécu leur homosexualité pendant un certain nombre d'années jusqu'au moment où ils découvrent l'autre sexe, et qui finalement en viennent à se dire que les deux font partie de leurs désirs, de leur vie. Ceux-là contrairement aux premiers restent à l'association.

Daniel Welzer-Lang : Nous avons procédé à différentes recherches sur les personnes bisexuelles, d'abord sur les bisexuels masculins, et suite aux pressions des membres de mon équipe et des gens avec lesquels on travaillait nous avons étendu nos travaux aux femmes bisexuelles. Ceci dit, nous avons remarqué que les "bis placards" étaient assez nombreux. On les repère assez facilement dans les saunas et autres lieux de drague. Nous avons identifié un certain nombre de ces hommes qui ont un fonctionnement du masculin très classique, c'est à dire qu'ils ont une femme (et des mômes) et au lieu d'aller voir des putes ils vont aller dans les saunas gays, vivant leurs fantasmes avec d'autres mecs planqués. Sans compter un autre type de lieu de rencontres sexuelles que sont les cinémas pornos, où les hétéros ont bien évidemment le droit de rentrer et où il est assez naturel de voir des mecs s'enculer dans tous les sens devant des images hétéros. Y compris des mecs qui baisent ensemble, sans jamais se regarder, les yeux fixés sur l'écran. C'est un comble de l'invisibilité par rapport aux hétéros et aux homos. Par ailleurs notre recherche était liée à la prévention sida, partant de l'hypothèse que moins on se parle, moins on s'assume et moins on se protège. Plus on a la trouille d'avoir sur soi des capotes (de peur que l'autre les trouve) et moins on les utilise.

L'invisibilité des bis se joue par rapport au milieu gay et lesbien, mais elle se pose aussi en grande partie vis-à-vis des hétéros ordinaires. Combien des personnes ont des pratiques sexuelles avec des personnes de même sexe qu'elles, et le font de manière complètement planquée ? Et qui du coup ne se reconnaissent pas comme bis ? Quand on regarde la mouvance bisexuelle en France et en Europe francophone, nous sommes très peu aux regards du nombre de personnes qui fréquentent les lieux de rencontre sexuelle entre hommes. Et depuis un an, on assiste à l'apparition de commerces échangistes, de lieux de rencontres multi-sexuelles qui en général se sont des lieux hétéros à forte population masculine avec un certain nombre de cadres supérieurs (un tiers des propriétaires de club échangiste sont Front National) qui se sont reconvertis sur le commerce bi. A Toulouse, il existe ce type de lieux. Hier je regardais le guide homo de Marseille, il y a des commerces gays qui après 22 heures deviennent mixtes. Les frontières qui étaient relativement étanches entre prostitution, commerce gay, commerce échangiste, ont tendance à être beaucoup plus mouvantes. Mais je pense que cela pousse les gens à assumer un minimum leur bisexualité. Sur ce, il me semble qu'il serait intéressant d'avoir un débat sur ces questions. Par exemple, que pensez-vous de cette notion de l'invisibilité des personnes bisexuelles dans la communauté gay ou lesbienne ? En même temps, comment les bis, déclarés ou pas, vivent leur invisibilité dans le milieu hétéro ?

Marie : Pour organiser un peu le débat, on pourrait se demander si vous pensez vraiment que les bis sont invisibles. S'il vous semble qu'il y a des homos qui en fait sont bis, mais invisibles en tant que tel ? Et si ces derniers sont invisibles, pourquoi le sont-ils ? Ce pourrait une première question, histoire de lancer le débat.

.

Gérard : Au sein de l'association gay où je milite, nous avons parfois des hommes qui disent mener une vie homosexuelle, ce que leur femme ignore. Et souvent ils ne savent pas comment le dire à leur femme.

Marie : Si leurs femmes ignorent la situation, on ne peut pas parler d'une bisexualité réalisée. Au sens qu'il y a du secret. Il s'agit d'une bisexualité assumée mais cachée. C'est un cas de figure extrêmement fréquent. Et comment le vivez-vous ? Car ce n'est pas forcément très amusant de voir quelqu'un arriver, sachant qu'il n'est pas totalement disponible.

X : Il y a aussi de nombreux homos qui refusent ce qu'ils sont et vivent avec une femme pour avoir l'impression qu'ils ne sont pas homos. Bien qu'ils soient, en fin de compte, réellement homos.

Marie : Pour toi, la bisexualité d'un homme s'expliquerait par le fait qu'il a refoulé son homosexualité au pont de se marier avec une femme et d'avoir des enfants, jusqu'au jour où il va se mettre à fréquenter d'autres hommes. Il est vrai que le fait d'avoir fait un ou deux gamins montre que l'on n'est pas vraiment homo, mais avoir des relations homos et de ne pas le dire à son conjoint, c'est quelque part se mettre, et le mettre, en danger.

Denis : Ce qui me frappe, c'est d'abords l'intolérance des gays vis-à-vis des bisexuels ou des personnes qui se disent bisexuelles. Je me demande si l'intolérance des gays à l'encontre des bis est liée à leur ignorance de la bisexualité. Par exemple, je ne connaissais pas de garçons ou de filles qui soient réellement bisexuels et épanouis par cette bisexualité en ayant réussi à bâtir un mode de vie dont ils puissent parler. Dans tous les exemples que je connais, il s'agit de garçons qui au départ se disaient haut et fort bisexuels (et attachés à leur femme) et qui une fois tombés amoureux d'un mec, sont partis.

Marie : C'est aussi un problème pour la femme. Il y a quelque chose comme 3 mois, nous avons eu un clash très grave au sein de *Bis'Cause* lors d'une réunion, car l'un de nos membres (qui avait déjà parlé de sa bisexualité) est venu avec sa femme qui expliquait que lorsqu'elle s'était marié avec lui, elle connaissait sa bisexualité (malgré cela ils ont eu 3 enfants). Elle lui reprochait une sorte de rupture de contrat, car avec les enfants et les années de vie familiale passant elle avait fini par presque oublier cette bisexualité. De façon extrêmement directe, elle lui reprochait son côté homosexuel. Il est évident qu'ils sont actuellement dans une voie sans issue, ça sent le divorce à plein nez.

Gérard : En province il existe de nombreuses personnes qui vivent normalement mais qui par ailleurs ont des relations homosexuelles annexes, tout en les cachant.

Marie : Je crois qu'il est plus facile de le cacher quand on est une femme. Et en particulier quand on est mère. Car dans ce cas, si on ne veut pas dire sa bisexualité, on peut toujours se dire hétéro, les enfants servant de preuve. Alors que pour un homme les choses me semblent plus délicates.

Daniel Welzer-Lang : De mon expérience personnelle, il me semble qu'à propos de l'invisibilité des hommes qui ont des rapports avec d'autres hommes tout en étant mariés, ce qui est central dans leur construction identitaire ce n'est pas qu'ils soient bis mais qu'ils soient hommes. Traditionnellement les garçons sont élevés dans l'idée d'aimer les femmes et d'avoir des enfants, tout en allant (éventuellement) baiser à côté. C'est à dire avoir des modèles érotiques au début de sa vie de couple et ensuite de rechercher ces mêmes modèles avec d'autres personnes que l'on rencontre ici ou là. J'ai l'impression que chez les générations plus âgées, c'est vraiment cela qui a cours.

Marie : A propos de l'homme qui fréquente des lieux gays et qui tombe amoureux d'un autre homme alors qu'il est marié (et qu'il a des enfants), comment la séparation (avec sa femme) qui s'en suit est vécue dans le milieu gay ? Est-ce vécu comme quelque chose d'inévitable ? De dommageable ?

Mathieu : Mon expérience m'amène à dire que c'est vécu par l'entourage gay comme l'aboutissement logique de la révélation d'une homosexualité qui au départ n'était pas acceptée. Ceci dit, je crois qu'il y a chez les gay une ignorance du fait bisexuel, par manque de connaissance de véritables bisexuels, de gens heureux dans leur sexualité double et qui ont réussi à bâtir un mode de vie. Personnellement, je n'en connais pas.

Gérard : C'est quelque chose d'assez négatif tout de même, parce que le mec en question détruit sa vie avec sa femme. La femme doit accepter que son mari casse le contrat qu'il a avec elle pour signer un contrat avec quelqu'un d'autre, en plus un homme. Ce qui n'est pas forcément facile.

Sandrine Pache : Cela arrive tous les jours à des hommes qui changent de femme pour une autre femme ou des mecs qui changent de mec pour un autre mec. Mais on ne voit pas du tout les deux cas de figure de la même manière, parce que ce n'est pas du tout intégré à la mythologie de la sexualité. Cependant, à travers toutes les discussions que nous avons pu avoir, on se retrouve face à une multitude de définitions du fait d'être bi. Entre autre, il y a l'identité bi "alibi" qui est celle que peuvent employer les gens pour se protéger de l'homophobie. Ce n'est pas forcément une question d'orientation sexuelle mais plutôt de processus personnel lié à un moment particulier. Ce qui me semble relativement grave par rapport au milieu gay, c'est que beaucoup de gays (et aussi d'hétéros, de psy et autres) retiennent ce processus comme unique définition de l'orientation bisexuelle. Récemment j'ai lu des bouquins sur le coming-out qui s'adressent aux jeunes gays où j'ai pu lire comme seule définition de la bisexualité qu'un bi est un homo qui ne s'assume pas. C'est grave, car on admet que l'identité bisexuelle existe mais on ne reconnaît pas les autres formes.

Sébastien : Le problème que l'on soulève là, c'est la question du modèle monogame universel et complètement imposé. Surtout dans le monde chrétien. Bien que le fait d'être polygame, d'avoir des aventures ici et là soit toléré, on n'a pas le droit de l'admettre ou de le monter. Et donc, forcément la bisexualité pose ce problème.

Gérard : C'est aussi toute la question du modèle patriarcal où la classe dominante (les hommes) impose l'idée que chez les femmes il existe deux catégories d'individus. D'une part la femme qui a une fonction de reproduction, et celle qui a pour objet d'être là pour le plaisir de l'homme.

Daniel Welzer-Lang : Il y a le fait que la notion de polygamie ne s'applique qu'aux hommes. Par ailleurs nous avons eu le témoignage de femmes qui nous disaient que leur mari était pédé, et qui nous expliquaient qu'elles le savaient très bien quand elles se sont mises en couple tout en étant persuadées que leurs charmes ainsi que l'amour allaient "guérir" leur compagnon. Et effectivement cela "marchait" quelques temps, jusqu'à ce que l'attirance sexuelle, la flamme de la rencontre s'estompe.

X : En fait, nous manquons de modèles, d'exemples. Depuis des générations nous avons sous les yeux le modèle hétéro, nous avons maintenant le modèle gay qui est mis en place, mais nous n'avons toujours pas de modèle bisexuel, d'exemples connus et reconnus de personnes bisexuelles qui vivent bien une réelle bisexualité. Se découvrir quelques temps après son mariage des attirances pour les mecs, pour moi ce n'est pas de la bisexualité.

Marie : Justement, nous nous sommes employés à définir que l'on entendait par le fait d'être bisexuel. En gros, on peut être bisexuel en ayant une dominante homo ou hétéro, c'est à dire vivre avec une personne de même sexe ou de sexe opposé, et ce de manière alternative, c'est à dire avoir une période hétéro (plus ou moins longue) puis homo. Et pour être bien dans sa bisexualité, avoir besoin des deux en même temps. Evidement dans ce cas de figure il y a une personne, une relation qui sera privilégiée, sans exclure le fait d'avoir des aventures à côté. Personnellement c'est mon cas, j'ai besoin des deux en même temps, si je n'ai pas de relations avec d'autres femmes je ne me sens pas bien dans ma peau. Tout le problème de ce cas de figure c'est de faire accepter la chose à celui ou celle avec qui tu vis. Toute la question est là. Justement vous accueillez souvent dans le milieu gay des gens qui divorcent et se mettent en couple avec quelqu'un de même sexe comme des gens qui en fait étaient homo. Le problème que l'on soit bi "alterné" ou "simultané", il faut englober son projet de vie, ce qu'on a vécu avant, ce qu'on vit après et ce qu'on vit au présent. Et de ce point de vue, on peut ne pas dire que l'on est bisexuel car finalement cela résout plein de choses. Pour les femmes qui sont abandonnées, cela résout plein de choses. Passer d'un mode de vie hétéro à un mode de vie homo (et de claquer la porte) pour ceux qui restent sur le pavé (et on le voit à *Bis'Cause*), c'est très douloureux. Peut-on miner dix ans de mariage, des enfants, une femme que l'on a quand même aimée, et cela sans problème ? Je ne crois pas que pour la personne elle-même cela soit facile, parce qu'elle claque la porte sur toute une partie de sa vie. Passer à autre chose et être vraiment heureux, j'ai du mal à le croire que cela se passe facilement

Sandrine Pache : Je m'occupe d'un groupe où les gens se définissent vraiment comme bisexuels (qu'ils vivent en couple hétéro ou pas), et pas très loin de chez moi (au sein d'une association gay) il y a un groupe de gens qui ont pour la plupart d'entre eux entre 40 et 50 ans, et qui ne se définissent pas comme bisexuels mais comme gays mariés. C'est à dire comme ayant eut à moment de leur vie l'envie de s'engager dans une histoire familiale avec une femme, pour des raisons sociales ou par volonté de fonder une famille. Il ne faut pas oublier qu'il y a peu, être gay était synonyme de ne pas avoir de descendance, pas de vie de famille. Donc à un moment donné de leur vie, pour telle et telle raison, ces personnes ont fait le choix de s'établir dans une relation hétéro. Et c'est un choix qu'ils ne renient pas en restant marié, en gardant des liens très forts avec leurs enfants. Jusqu'à un certain niveau on est avant tout sexuel, et il y a beaucoup de gens qui sont homo mais qui par ailleurs sont capables d'avoir des relations sexuelles de types hétérosexuelles dans certaines circonstances, sans que cela leur pose de graves problèmes. Et ces personnes qui refusent fermement de renier leur choix, leur engagement vis-à-vis de leur famille, sont confrontées à certains problèmes dans le milieu gay parce qu'ils sont toujours plus ou moins la cinquième roue du carrosse. Cette variété de bisexuel existe effectivement. Mais pour ma part, un bisexuel c'est quelqu'un qui est "fondamentalement" bisexuel, c'est à dire quelqu'un qui bien qu'il soit engagé dans une relation monogame (homo ou hétéro) ressent une forte attirance pour les personnes de l'autre sexe que celui de la personne avec laquelle elle vit. Dans ce cas avoir une relation (homo ou hétéro) à l'extérieur du couple n'est pas synonyme de changement d'orientation sexuelle. Ce sont des nuances difficiles à comprendre pour quelqu'un qui est étranger à la chose.

X : Ces hommes ou ces femmes mariés, tu les définis comme bisexuels ?

Sandrine Pache : Toute la question de la bisexualité, c'est celle d'un œil extérieur qui regarde et qui catégorie les gens en fonction de qui avec qui ils couchent. Mais si on définit la bisexualité en fonction du désir, de cette capacité, de cette volonté d'avoir des relations sexuelles et affectives avec des personnes des deux sexes, peut-on parler de bisexualité ? Cela dépend de la définition que tu retiens. Le problème c'est que jusqu'à présent il y a beaucoup de gens qui certes ne sont pas forcément censés savoir ce que c'est la bisexualité, mais qui surtout se sont assez peu préoccupés de savoir si eux-mêmes sont ou non bisexuels. D'autant qu'à ce sujet il y a peu d'écrits qui ont été produits, et c'est pourquoi nous avons à faire face à des préjugés de fait sont validés comme étant exacts. Y compris par des instances médico-machin-choses.

Daniel Welzer-Lang : Je reviens à cette question du modèle gay. Ce n'est pas vrai, il n'existe pas de modèle gay, en revanche il existe un modèle hétéro-normatif qui est le modèle du couple auquel certains gays adhérent aujourd'hui avec le PACS. Mais en même temps, des gens se battent contre l'hétéro-normativité. Moi-même, je me définis comme bi radical en ce sens que je suis contre l'enfermement dans le couple normatif, qu'il soit homo ou hétéro. Quand pendant près de vingt ans tu te bats pour pouvoir exister en tant qu'entité sociale ayant son propre modèle de vie, tu remets ainsi en question l'unicité de modèle hétéro normatif (par l'intermédiaire des couples gays et/ou lesbiens notamment). Pour autant, on note chez certains bis une tendance à affirmer qu'il n'existerait qu'un seul mode de vie bisexuel, qu'un seul modèle de bisexualité, hors il existe une multitude de modèles de vie bisexuel. Il est certain que lorsque nous commencerons à entamer l'analyse de la bisexualité, nous trouverons autant de modèles sociopolitiques qu'il existe de courants d'analyse. Aujourd'hui, nous commençons à devenir véritablement un mouvement car parmi nous il y a des gens de Droite, de Gauche, des radicaux, des libéraux, bref des gens divers. Quand un groupe a un seul mode de pensé, c'est un groupe sectaire et pas un mouvement. Aujourd'hui nous sommes en train de regarder la diversité des modes de vie bisexuels. Ceci dit, en général je m'oppose à l'hétéro-normativité qu'elle soit vécue par des gays, des lesbiennes ou des hétéros.

Philippe : Bisexuel, je fréquente de nombreux homos. Et parmi eux, je cherche des gens de 50 ans qui ont un mode de vie dont ils puissent parler. Parmi ceux que je fréquente, certains vivent en couple depuis des années (depuis 20 ans). Où trouver le modèle de vie spécifiquement réussi, d'un côté comme de l'autre ? L'existence d'un tel modèle ne me semble pas spécifique à une sexualité. C'est, il me semble, un sacré soucis de bâtir un mode de vie où tout baigne. D'autant qu'il y a toute la question de la duré de la sexualité, du désir sexuel dans un couple. Certains disent que dans les couples, le désir dure 5 ans, 10 ans. Souvent on entend dire qu'au bout de X années seul survit l'affectif, la tendresse.

Nicolas : Je voudrais aborder une problématique assez personnelle car peut-être que d'autres personnes ont eu le même problème. Bref, je suis vraiment bi, mais après avoir été marié et avoir eu des gamins, n'ayant pas envie de revire une telle expérience j'ai choisi d'être homo et donc de gommer mon côté bi afin que les choses soient plus simples. Seulement, il s'avère que je suis un hétéro frustré car il me manque quelque chose. Et cela me pose problème.

Stéph : Pour ma part, j'ai vécu près de 3 ans avec une fille à qui j'ai expliqué que je comptais organiser une conférence sur la bisexualité, après qu'elle soit tombée sur une photo de moi prise lors de la dernière *Gay Pride* de Paris. Ce à quoi elle m'a demandé ce que je foutais à ce défilé. Lui disant que j'étais bi, elle m'a demandé si j'étais hétéro ou homo, ne sachant pas ce que c'est que la bisexualité. Pour elle, on est l'un ou l'autre. Il m'a alors fallu lui parler d'invisibilité, il m'a fallu lui dire qu'un chat est un chat, en lui expliquant ce que c'est qu'un chat.

Nicolas : Je me suis fait larguer (alors que j'étais très amoureux) parce que j'ai dit être bisexuel, voulant expliquer ce que j'avais vécu avant. J'ai vécu cette séparation comme un sacré retour de bâton.

Sandrine Pache : Que l'on soit gay, lesbienne ou hétéro, on se doit de correspondre à des attentes sociales extrêmement importantes. Il y a les attentes hétéro-normatives, mais les gays et les lesbiennes, afin d'appartenir à la communauté homo, doivent eux aussi correspondre à des attentes qui ne correspondent pas au vécu bisexuel. En fait, il n'existe pas de modèle bisexuel. C'est cela qui déstabilise grandement l'entourage, les gens ne sachant pas quoi penser. Les personnes qui sont bisexuelles et qui doivent s'expliquer sur leur bisexualité sans avoir à leur disposition de modèle pour pouvoir expliquer ce qu'elles vivent et sont, se retrouvent confrontées à de sérieuses difficultés.

Marie : Cela déstabilise vachement que l'on dise être bisexuel, mais en même temps cela répare par avance plein de choses. Quand j'ai dit à mon conjoint ma bisexualité, alors que son fils était présent (comme cela tout le monde l'a appris), deux jours après vu sa réaction j'ai compris que le message était bien passé. Du coup je me suis dit que je pouvais venir tranquille aux *UEEH*. Et quand je dis que je pars en week-end ou que je sors ce soir, cela ne pose pas de problème. Je n'étale pas mes aventures féminines auprès de mon conjoint, car après tout il y a un minimum de respect de l'autre. Mais comme les choses ont été dites, elles sont plus simples à vivre.

X : Tout à l'heure on disait qu'il n'existait pas de modèle bisexuel, que le modèle du couple hétéro se retrouvait chez les homos, il me semble que justement le modèle hétéro est extrêmement omniprésent, on le retrouve partout. Même au sein de la communauté gay et lesbienne. Les trois-quarts des gays que je rencontre sur les lieux de drague disent officiellement qu'ils ont un copain. Quand la bisexualité est réellement vécue, comme la sexualité ouverte (qu'elle soit homo ou hétéro), elle est assez révolutionnaire par rapport à ce modèle qui nous entoure. Il est difficile de discuter avec son copain et d'arriver à

lui dire que l'on a envie de rencontrer un autre mec, voir de lui présenter. Nous n'avons pas de modèle, c'est quelque chose qu'il nous appartient de bâtir au coup par coup. C'est le pied quand tu as un ami et que tu rencontre quelqu'un d'autre, et que tu peux le présenter, puis vivre ensemble des choses plus ou moins amicales (comme partir ensemble en vacances). Mais quand on ose en parler à son entourage, c'est quelque chose d'assez mal vécu du fait qu'il ne comprend pas. En fait, une partie de la communauté homo raisonne encore sur le modèle du couple fidèle, alors que la majorité n'est pas fidèle.

Daniel Welzer-Lang : Je ne parlerais pas de modèle hétéro mais davantage de norme hétéro. Ceci dit, je ne suis pas sûr qu'il faille toujours tout dire. Foucault montre comment au Moyen Age la religion chrétienne provoque l'aveu. Dans le face-à-face avec Dieu (qui est représenté par l'homme d'Eglise), l'homme doit avouer quelque chose. Sur la question de la gestion individuelle des rapports que l'on entretien avec soi-même et avec les autres, pour ma part je dis que je suis bi et que j'ai donc plusieurs relations en même temps. Mais c'est mon choix. Par nature je suis extrêmement méfiant vis-à-vis des nouvelles normes que nous serions capables de réintroduire. Aujourd'hui nous sommes dans une situation quelque peu particulière, du fait que des luttes féministes ont contesté la domination masculine et que des études gays et lesbiennes ont de leur côté contesté les normes hétéro-normatives. Du coup la bisexualité réparait sur le devant de la scène, avec un contenu contestataire. Bien que dans la mesure où nous voyant avec des femmes (ou des hommes), les gens peuvent très bien ne pas entendre que nous avons aussi de temps en temps des relations homosexuelles.

Sandrine Pache : C'est aussi un inconvénient, car beaucoup de gens se disent qu'être bi ce n'est pas possible, que la bisexualité en fait n'existe pas. C'est un problème pour les jeunes qui essayent de savoir qui ils sont, comment ils sont.

Emile : J'hésite à prendre la parole parce que je ne me suis pas retrouvé dans aucune des histoires. Et même, mon histoire personnelle est niée par quelques interventions que j'ai entendues. Donc, j'étais très attaché à une dame qui est morte il y a maintenant 2 ans, et du coup j'ai été replacé face à mes choix, à mon âge, en ce sens que cela ne m'a pas empêché d'avoir des rapports homosexuels mais que j'ai du mentir ma vie. Car si je n'avais pas menti, je n'aurais certainement pas eu une femme et des enfants. Alors qu'en aucune manière je n'aurais pu renoncer aux relations homosexuelles. Dire la vérité n'est pas forcément la solution, surtout lorsque l'on a mon âge. D'autant que les choses sont à refaire à chaque époque de l'existence. Et effectivement, on est souvent confronté à des gens qui en aucun cas ne sauraient comprendre ce que nous vivons. C'est pour cela que je ne me reconnais pas tellement dans les propos, dans les témoignages que j'ai pu entendre jusqu'à présent. Je me demande si finalement une des définitions possibles de la bisexualité ne serait pas quelqu'un qui ne sait pas ou ne veut pas choisir, ne voulant pas renoncer à toute une partie de la sexualité.

Stéphane : L'acceptation de la bisexualité se passe à deux niveaux. D'abord accepter le fait de vivre avec quelqu'un qui a déjà couché avec les deux sexes, et ensuite accepter le fait que la personne en question par nature ne pourra pas être fidèle. Je ne dis pas que tous les bis sont forcément infidèles, qu'ils ont forcément besoin d'avoir en même temps des relations avec des hommes et des femmes, mais il me semble qu'avoir des relations avec des personnes de l'autre sexe que la personne avec qui on vit, c'est un peu comme les gays qui continuent d'aller sur les lieux de drague alors qu'ils sont censés être avec quelqu'un depuis des années. C'est archi-courant, c'est l'histoire plus que classique, c'est comme les hétéros quoi trompent leur femme. Je pense que c'est une problématique générale qui n'est pas spécifique aux bisexuels. Sauf que chez les bis, cela se double du fait qu'on décide de vivre avec quelqu'un et d'être ou non fidèle. Mais la fidélité n'est pas le problème des seuls bis. Après, quant à savoir si on veut le dire ou non à son partenaire, c'est encore une autre histoire. Un mec bi qui rencontre une nana et qui s'installe avec elle et qui lui dit être bisexuel, et qu'elle le plaque par principe, je trouve cela lamentable. Par contre, un bi qui dit à sa nana qu'il est bi et que de toute façon il continue d'aller voir les mecs parce qu'il ne souhaite pas renoncer à avoir des aventures homosexuelles, si elle le plaque parce que cela ne correspond pas à sa notion du couple (bien que certains puissent penser cela quelque peu ringard) je le comprends davantage. Après tout, chacun a sa propre manière de voir la vie à deux. Je dis cela parce que j'ai eu l'impression qu'il y avait des témoignages où ce n'était pas toujours évident de savoir si quelqu'un s'était fait plaquer parce qu'il avait dit qu'il était bi ou si parce qu'il avait voulu faire autre chose à côté. Pour ma part j'ai déjà discuté avec des gays (je le suis moi-même) à propos de la bisexualité, et je suis effaré de constater le nombre de mecs qui me disent que si jamais il tombait sur un mec qui leur dise qu'il est bi, ce serait non.

Daniel Welzer-Lang : Je me sens très fidèle même quand j'ai d'autres relations. Parler de fidélité, c'est parler du modèle hétéro-normatif. Ce qui m'intéresse dans la notion de fidélité, c'est la fidélité à un contrat que l'on a avec une ou plusieurs personnes. Quant à la notion d'invisibilité, j'aime bien dire à mes partenaires (hommes et femmes) que je suis bi, d'une part parce que je n'ai pas envie d'avoir une attitude classique d'hétéro avec une fille et une attitude homo classique avec un homme. Si j'ai envie de jouer avec mon anus avec une fille et dire que j'ai d'autres zones de plaisir que la pénétration, cela amène le débat. Cela ne m'intéresse pas de couper en deux ma sexualité en disant que ma bisexualité se résume à être hétéro avec une fille et homo avec un garçon.

Catherine : A propos de cette question de la fidélité, si j'ai bien compris, être fidèle c'est être fidèle au contrat passé avec une personne, contrat qui précise que tu peux avoir des aventures extérieures.

Daniel Welzer-Lang : La notion de fidélité est une notion terriblement chrétienne qui dit qu'un garçon et une fille, ou maintenant deux garçons ou deux filles, doivent ne voir que l'autre et que toute aventure extérieure est une tromperie. C'est vraiment l'intériorisation du modèle chrétien.

Marie : N'oublions pas que le mariage, une invention datant du 14ème siècle, fut instituée pour des questions de partage des terres. La raison de la fidélité chrétienne n'est pas la Bible, mais de basses considérations matérielles.

Stéphane : Les gens ont une vision du couple qui effectivement sous-entend un contrat qui indique que lorsque l'on se met avec quelqu'un on se doit d'agir de telle ou telle manière. Et ceci à tous les niveaux, y compris sexuel. Après, le fait d'avoir des partenaires autres que son compagnon ou sa compagne, c'est un choix personnel. Et ce n'est pas un choix propre aux seules personnes bisexuelles. Et à propos de cette question de contrat, de savoir si la fidélité consiste à être toujours avec la même personne, c'est à nous de le définir, tout en s'occupant de faire vivre une sexualité différente.

Daniel Welzer-Lang : Ceci dit, au niveau des luttes communes contre l'homophobie, la biphobie, la lesbophobie, nous avons plein de points communs. Il est clair que les normes de moralité sexuelle que nous avons aujourd'hui sont des normes construites par la société et par la culture, et qu'elles n'ont pas de valeur universelle.

Denis : Pour revenir sur l'intolérance du milieu gay, que ce soit à l'égard de la bisexualité ou de l'hétérosexualité, tout à l'heure nous avons parlé de ce modèle dominant qui est le couple fidèle, du contrat passé par les deux partenaires qui reste un contrat privé (et dont chacun peut décider de son contenu). D'emblée, il est prêté aux bisexuels d'avoir forcément des partenaires extérieurs au couple, passant ainsi pour des dévergondés. Il me semble que c'est à ce niveau que se trouve l'une des sources de l'intolérance. Pourtant, des gens qui ont d'un commun accord des relations hors du couple ou qui décident d'en informer leur compagnon, il en existe des tonnes. Après tout, il n'y aurait pas de prostituées s'il n'y avait pas de clients. Le bisexuel est perçu comme quelqu'un qui dépasse ce modèle, et se faisant nous interroge.

Stéphane : Je ne crois pas qu'il faille parler d'intolérance du milieu gay, mais davantage de l'intolérance de certains gays. Comme les bisexuels, les gays sont une catégorie de population composée d'une multitude d'individus différents. Parfois, il faut savoir nuancer. Quant à ce modèle hétéro de la fidélité, j'ai mon propre modèle de sexualité. J'ai ma propre façon de vivre la sexualité, je suis gay à ma façon. Cependant je fréquente (et comprends) des personnes qui ont une sexualité différente de la mienne, une sexualité très variée, même si je ne m'y reconnais pas.

Denis : Lorsque je parlais d'intolérance, je parlais de celle que j'ai pu voir dans les différentes associations que j'ai fréquenté. Tant que c'était des gays qui rentraient dans un modèle de vie assez classique, cela ne posait pas vraiment de problème, mais si jamais un homme marié arrivait en disant qu'il était heureux d'être marié avec une femme, on lui faisait comprendre qu'il n'était pas à sa place. C'est quelque chose qui m'a toujours frappé.

Stéphane : Ce qui en soit est quelque peu curieux puisque les gays sont eux-mêmes confrontés à l'intolérance. Ils devraient donc avoir une ouverture d'esprit plus large.

Daniel Welzer-Lang : Si nous sommes d'accords sur le fait qu'il y a une partie des incompréhensions qui sont dues à l'invisibilité des bisexuels, la question est de savoir comment il nous est possible de lutter ensemble contre cette invisibilité.

Stéphane : Pour revenir sur l'attitude des gays vis-à-vis des bisexuels, en dehors du fait que j'ai souvent entendu dire que s'ils avaient à faire à un bi ce serait non, la seule chose positive que j'ai entendu ce sont des gays qui disaient qu'être avec un bi c'est bien car alors il est possible de faire ce que l'on veut. L'image du bi, c'est celle du mec qui de toute façon part voir à droite et à gauche. Il y a un a priori sur le fait que de toute façon les bi sont volages, ayant forcément plusieurs partenaires. D'autre part, et c'est le deuxième reproche que l'on fait aux bis, c'est que les gays sont stressés par l'idée qu'à un moment ou un à autre le bi va revenir à la norme en allant vers une relation hétéro (pour avoir des gosses). Pour autant, on ne peut pas parler de communauté gay mais plutôt de gens qui ont individuellement des frustrations vis-à-vis de certaines réalités auxquelles ils n'ont pas eux-mêmes accès. Ceci dit, la visibilité des bis au sein de la population gay est proche de zéro.

Catherine : L'intolérance des gays et des lesbiennes vis-à-vis des bis peut s'expliquer par le fait que les homos ont parfois du mal à accepter le fait d'être homo, se disant qu'être hétéro est tout de même plus facile, surtout qu'ils ont en face d'eux des gens qui disent être hétéros et également homos. J'ai déjà entendu dire que la bisexualité n'existe pas, que les bis devraient rester hétéros et ne pas s'emmerder à être les deux.

Stéphane : Ce n'est pas parce qu'on est opprimé que l'on est plus tolérant. Il y a la même proportion d'intolérants dans toutes les populations. Il y a des radicaux partout, chez les gays comme ailleurs. Une association comme *Bis'Cause* est comme les associations gays au départ, elle existe surtout pour témoigner d'une existence et dire que ce n'est pas parce qu'on est bi que l'on se comporte forcément comme le dernier des goujats ou que l'on veut forcément avoir des gosses. *Bis'Cause* permet de dire que l'on est bi comme d'autres sont gays. Il est nécessaire d'informer les gens. Depuis que je fréquente le milieu gay, j'ai rarement eu l'occasion de lire de l'information sur les bis.

Monique : Tout à l'heure quelqu'un a parlé de projet de vie, mais il me semble qu'un gay ou qu'une lesbienne peut très bien avoir lui aussi un projet de vie. Ce n'est pas une exclusivité bisexuelle.

Marie : Tout à fait. Il m'est arrivé de rencontrer une lesbienne qui au bout d'un ou deux mois m'a annoncé vouloir vivre avec moi pendant de longues années. Seulement, j'étais alors en plein dans l'idée de fonder une famille et nous nous sommes donc séparées C'est pour cela que lorsque je mets les pieds dans un bar lesbien, dès le départ je dis que je suis bi, préférant me prendre une veste que d'entraîner quelqu'un dans quelque chose qui ne va pas le respecter dans son choix de vie.

Daniel Welzer-Lang : Le débat est quelque peu compliqué car on mélange en fait deux choses qui n'ont pas grand-chose à voir. L'aspect théorique de la chose, le fait que l'on préfère avoir des relations avec des hommes et des femmes, et la réalité des désirs qui fait que l'on tombe amoureux. Toute la difficulté est de concilier l'aspect théorique et la pratique de tous les jours. La bisexualité, c'est différents modes de vie souvent ignorés. Et c'est à nous de faire en sorte de dire qu'il existe des modes de vie bi comme il existe des modes de vie gay. Les gays et les lesbiennes qui sont à l'*UEEH* ne sont pas n'importe qui, prendre une semaine de son temps et payer pour cela démontre un certain esprit militant, c'est pourquoi il me semble possible d'essayer de leur expliquer ce que c'est que le vécu bisexuel. Les mecs mariés et placards qui n'arrivent pas à assumer et qui de fait sont malheureux, les jeunes mecs qui se suicident sont victimes de l'homophobie comme nous pouvons être victimes de la biphobie. C'est ensemble que nous pourrons changer les choses.

Emile : A propos de cette question de fidélité au sein des couples, il semblerait selon certaines études que la monogamie prolongée au sein des couples lesbiens soit la règle alors que les couples gays se forment sans aucune exigence en matière de fidélité. J'aimerais savoir si les femmes bisexuelles, contrairement aux autres, ont cette exigence.

Marie : La question des genres en la matière est prédominante. Quand on est une jeune femme, on ne nous apprend pas à avoir des expériences sexuelles de façon strictement sexuelle. Même si nous sommes féministes autant que l'on peut l'être, nous sommes conditionnées par notre culture et dans une certaine mesure par notre nature. Personnellement, je fais partie de cette majorité parmi les personnes bisexuelles qui a vécu des relations amoureuses et durables avec des hommes et des femmes, c'est pourquoi cette idée de dominante m'énerve. Pourtant je sais qu'elle est réelle et qu'elle correspond à une définition tout à fait appropriée pour beaucoup de gens. Pour ma part, il me semble que le mode de relation idéal consiste à avoir une relation attitrée et profonde avec quelqu'un, tout en ayant une ouverture pour des aventures extérieures. Mais en même temps, je comprends que cela soit attribué de manière différente en fonction du genre auquel on fait partie, car cette notion fait tellement partie de notre éducation que l'on a pas forcément envie de s'en défendre.

X : Il faut différencier la vie intime à deux et la vie sociale qui est autour.

Marie : Certes, mais le problème c'est que tu as des liens permanents entre ces deux mondes. Le mariage ou le fait de se dire bisexuel est une révélation de l'intimité qui est d'ordre social. Mais en même temps qu'il est important d'avoir une intimité, il est nécessaire de ne pas avoir d'obligation de se montrer sans arrêt, malgré les liens entre ces deux mondes.

Daniel Welzer-Lang : Il y a aussi le fait qu'en tant que garçons, nous ne sommes pas exposés aux mêmes risques qu'en tant que filles. J'ai des copines qui interviennent dans le milieu lesbien sur Toulouse et qui à titre personnel me disent qu'elles aimeraient bien avoir des backrooms pour femmes. Elles ne sont pas contre le fait que les backrooms soient mixtes, mais elles craignent les risques de violences. Quand on est un garçon et que l'on va sur un lieu de drague, on ne subit pas le même risque d'agression que dans les lieux hétéros où tu as des mecs qui se jettent sur les filles.

Marie : Pour revenir à cette question de la fidélité au sein des couples chez les bis, je ne considère pas mes aventures extérieures comme une infidélité par rapport à mon conjoint. Lui avoir dit ma bisexualité m'a permis de lui dire qu'il est un homme et que parce que je suis bisexuelle j'ai besoin d'avoir de temps en temps des relations avec des femmes. Et je que je

peux vivre avec elle n'a rien à voir avec une quelconque infidélité, cela se passe sur un tout autre plan. Si je fais l'amour avec une femme c'est parce que je sais que je vais y trouver ce que je ne trouve pas avec lui, quand bien même je suis pleinement heureuse avec lui. Mais je ne me sens pas complète. Par contre, je suis contre le mariage, aussi nous nous sommes donc pacsés parce que je ne vois pas pourquoi je devrais avoir cette espèce d'apparence normative hétéro. D'ailleurs, le PACS est fait pour tout le monde, pour les couples homos comme hétéros.

Emile : J'ai vécu une relation avec une femme dont j'étais très amoureux, tout en ayant des aventures masculines. Mais il se trouve que j'ai un profil très particulier en ce sens que j'ai été élevé par une mère très féministe. De fait, je suis ce que l'on pourrait appeler "un lesbien". Bref, pour moi l'amour, la fidélité se résume à s'occuper du bonheur de l'autre, et avoir avec cette personne une relation de confiance à un niveau extrêmement profond (ce qui permet d'aller chercher du plaisir ailleurs tout en se respectant). Avec cette femme j'ai vécu de très nombreuses années (vu mon âge). Nous nous sommes mariés, car à l'époque c'était le seul moyen de fonder une famille, puisque j'avais le désir d'avoir des enfants. Mais j'ai toujours eu des relations extérieures que je considérais comme naturelles. Ensuite, je ne fais pas de différence entre un homme et une femme, j'aime un être humain, sachant comment donner du plaisir à l'un et à l'autre. Le fait que je sois également attiré par les femmes a fait que mon comportement n'a pas autant fait l'objet de rejet que si j'avais été seulement homosexuel.

Catherine : Je suis un peu gênée d'entendre les bis donner leur propre définition de l'infidélité. Etre avec quelqu'un et avoir une relation extérieure, c'est par définition, il me semble, lui être infidèle. Que ce soit avec un homme ou une femme.

Marie : Il y a des bis qui vivent en couple gay ou lesbien ou hétéro et qui ne vivent leur bisexualité que de manière affective. C'est à dire que par respect pour l'autre et par volonté de lui être totalement fidèle, ils refusent d'avoir une quelconque vie sexuelle extérieure. Ce comportement existe également chez certains bis. Certains, peut-être parce qu'ils ont vécu avant de rencontrer la personne avec laquelle ils sont aujourd'hui en couple, savent qu'ils aiment faire l'amour avec des hommes et des femmes. Ceci dit, il y a des gens qui peuvent très bien être bi tout en ne vivant qu'une seule relation sexuelle, avec leur compagnon ou leur compagne, et en vivant leur autre orientation dans l'affectif. Ce qui répond assez bien à ta définition de la fidélité qui est de vivre avec un seul corps. Personnellement ce n'est pas du tout ma façon d'être.

Graziella : Une fois, alors que j'étais au lit avec un homme quand je lui ai dit que j'étais également attiré par les femmes, il a réagit assez fortement en me disant qu'il était cocu. Pourtant, de nature je suis quelqu'un d'extrêmement fidèle, je n'éprouve pas le besoin d'aller voir ailleurs. En lui disant cela je ne lui disais pas que j'allais coucher avec des femmes, mais simplement que j'éprouvais une attirance érotique pour les femmes.

Stéphane : Je pense que l'on très bien vivre de manière exclusive avec un homme sans n'avoir jamais la moindre aventure avec une femme, tout en se disant bisexuel parce qu'on a des désirs bisexuels. Actuellement je suis gay, je n'ais jamais eu de désir pour une femme. Effectivement, la bisexualité peut aussi être plutôt théorique en ce sens que la personne éprouve des désirs pour les hommes jusqu'au jour où une femme croisera son chemin. Et par honnêteté intellectuelle, il convient alors de le dire à la personne avec qui on vit.

Marie : Mon fonctionnement personnel fait que je n'arrive pas à comprendre les bis affectifs tels que vous les définissez. Je ne comprends pas que lorsque l'on éprouve du désir pour les deux sexes on ne vit pas ses désirs. Quand j'ai une aventure amoureuse avec une femme, je considère que je suis fidèle à l'homme avec lequel je vis pour la simple raison qu'Hervé (c'est lui) n'a pas de pubis et de seins, contrairement à la femme que je rencontre.

Daniel Welzer-Lang : Je suis un peu emmerdé par le présent débat dans la mesure où ce dont il est question c'est tout le même le modèle du couple, du deux. Pourtant, nous pourrions très bien vivre à plusieurs. On peut être à plusieurs sur le même orifice. Quand deux garçons se draguent sur Internet, et que l'un des deux annonce à l'autre que sa compagne est au courant, la question sur les trios vient immédiatement. Chez les bis, il existe des gens qui aiment les rapports à plusieurs.

Marie : Sauf qu'ils ne sont pas très nombreux.

Daniel Welzer-Lang : Dans le cadre des soirées échangistes, les femmes sont considérées (par nature) comme bis. Quand on voit les soirées trios (des couples plus un homme), l'homme pour avoir accès à la femme doit passer par l'homme. De fait, il s'agit de rapports bisexuels. Un homme sur trois dans le milieu échangiste est bisexuel. C'est vraiment une pression de la norme hétérosexuelle que de penser la sexualité comme étant forcément quelque chose qui se passe à deux.

Sandrine Pache : Etre bi c'est exprimer une appartenance culturelle, au-delà du strict désir pour les personnes des 2 sexes. De la même façon que certaines lesbiennes disent ne pas être des femmes, car elles ne souhaitent pas être la femme telle que la culture (dont elles font partie) la conçoit. Il y a des gens qui sont bi mais qui se définissent gay, car ils estiment que sur le plan culturel leur identité est gay. Je connais une fille qui depuis 8 ans vie en couple avec une autre fille tout en ayant une relation suivie avec un mec (depuis 15 ans), et qui refuse de se dire bisexuelle. Quand on parle d'identité, il y a plusieurs sens. Il y a les actes, les désirs, la reconnaissance sociale. Ce sont des éléments qui peuvent se jouer sur des niveaux différents, en fonction de ce que l'on peut négocier avec soi-même et avec son entourage social, dans telles ou telles circonstances. Quant à cette histoire de fidélité, si on la prend dans un sens plus moderne (qui est celui d'un contrat moral avec une personne), cela implique que l'on peut en avoir avec plusieurs personnes. Pour moi être fidèle, c'est être fidèle à l'engagement que j'ai avec une personne. Il y a des gens qui considèrent que la fidélité est physique, pour ma part je la définis autrement. L'important, il me semble, c'est d'être d'accord avec la personne que l'on respecte (et que l'on aime) sur un certain nombre de choses, et de respecter cet accord (y compris, à mon avis, si on va dans une backroom). De la sorte ma fidélité peut être multiple, car elle peut s'adresser à l'ensemble des personnes avec lesquelles j'ai des relations. A chaque fois il y a un code qui s'établit, dès que l'on entre en relation avec quelqu'un pour telle ou telle raison, on se met d'accord sur quelque chose et on signifie son désaccord en partant, en touchant l'autre différemment, en s'exprimant.

Gérard : Les raisons qui font qu'un couple fonctionne seraient selon certains chercheurs de 4 sortes. La première (et la plus importante) est la sécurisation affective, la sexualité arrivant en deuxième position, suivie par communauté culturelle. La sécurité matérielle arrivant en dernière position. Dans mon cas personnel, ma pratique sexuelle est fondamentalement bisexuelle. Je me réalise pleinement quand je fais l'amour avec un couple, et quand cela se produit, je fais l'amour avec les deux, vivant l'un et l'autre comme une unité commune. Il m'est souvent arrivé d'être invité par des couples (souvent des jeunes couples) à partager leur intimité afin d'apprendre des trucs, comme apprendre à bien sucer un homme. Et c'est là que je prends la pleine mesure de ma bisexualité, quand je suis dans le cadre d'une liaison affective avec l'un et l'autre, en même temps. J'ai un ami d'enfance et une copine avec lesquels il m'arrive de passer des moments fabuleux. On se connaît, on est heureux de se donner du plaisir, car derrière ces moments passés ensemble il y a des sentiments, de l'affectif.

Stéphane : Par rapport au débat initial, l'invisibilité ou l'absence de visibilité des bis au sein de la population homosexuelle, il y a un truc qui depuis que je suis là me surprend énormément. C'est que j'ai l'impression que le débat n'est pas de savoir pourquoi les bis sont invisibles, mais davantage de savoir comment doit être un couple, si les gens doivent être fidèles. Le présent débat porte t-il sur la définition de la fidélité ? Si tout le monde en parle, c'est que cela doit être un gros problème. Il me semble que pour la plupart des bis dire leur bisexualité revient (selon eux) à ce qu'on leur colle une étiquette de volage qui ne reflète pas la réalité. Certes, pour certains c'est justifié, mais pour tous la grande difficulté est de déterminer la manière d'annoncer son identité bisexuelle, de savoir s'il leur faut ou non le dire. Il me semble qu'il y a des bis qui ont des problèmes en ce sens que le simple fait de dire leur bisexualité fait qu'ils se font larguer (même s'ils n'ont jamais demandé à pouvoir aller voir ailleurs), et il y en d'autres qui veulent instaurer une logique de couple. Mais si votre problématique est d'arriver à convaincre les autres que d'aller voir ailleurs ne signifie pas être infidèle, cela me semble difficile. Certes chacun à sa propre vision du couple, cependant c'est vraiment le genre de truc difficile à faire.

Stéph : Sur cette histoire de l'invisibilité, quand je suis dans un milieu hétéro je constate qu'il y a un côté fille et un côté garçon. En tant que mecs on reste en groupe, on se serre les coudes. Quand tu baignes dans ce milieu, il est difficile de dire que l'on est également attiré par les mecs, de dire qu'il nous arrive de se faire sodomiser. C'est très difficile de sortir de cette invisibilité de genre. Du côté homo, c'est plus ou moins la même chose. Il est également difficile de dire que l'on aussi attiré par les femmes. Dans un cas comme dans l'autre, on se retrouve dans un cadre contraignant dont il est difficile de sortir, au nom d'une certaine "solidarité" de genre. Si tu dis ta différence, tu es vu comme une espèce de canard boiteux.

Daniel Welzer-Lang : Dans le milieu homosexuel masculin il existe *Le Dépôt* qui montre que l'on peut vivre en couple et baiser tous en même temps le dimanche soir. Ceci montre qu'il existe différents modes de vie gay, que l'existence d'une boite à cul comme *Le Dépôt* est admise comme procédant de l'identité gay. Mais quand on commence à parler de la bisexualité et que l'on revendique le fait d'exister et d'avoir une identité spécifique, on se sent obligé de répondre à une mode de vie qui devrait répondre à une norme. Et quand, dépassant le stade de l'invisibilité on se met à parler de nos modes de vie, on explique que comme pour tout le monde ceux-ci sont multiples. Pas plus ou moins que pour les gays et/ou les lesbiennes. Sachant qu'en tant que bi masculin j'ai certainement bien plus de points communs avec un gay qu'avec une lesbienne. Les ponts communs d'un bi sont plus forts avec un gay qu'avec un hétéro. Nos constructions en tant que garçon ou fille jouent de manière centrale dans nos pratiques intimes, sociales et sexuelles.

Sandrine Pache : La grande difficulté à laquelle nous sommes confrontés, c'est d'exprimer le fait que nous sommes bisexuels. C'est toute la question de l'invisibilité. Si je suis une fille et que je tiens la main d'une fille, je suis clairement lesbienne, et hétéro si je tiens la main d'un mec. Je dois tout le temps dire que je suis bi. Ensuite, il faut le prouver. Et après l'avoir exprimé et prouvé, il faut le défendre, l'expliquer. Vu le programme, on comprend cette invisibilité de certains. C'est vraiment un point crucial, fondamental pour la visibilité des personnes bisexuelles au sein des associations gays et lesbiennes, comme dans le monde en général.

Daniel Welzer-Lang : Quand on est un homme bisexuel, ce qui fait chier nos proches ce n'est pas que l'on ait des rapports avec des femmes mais avec des hommes. Par rapport à cela, j'estime que nous avons des combats communs avec les gays. Au sein d'une équipe de recherche sur Lyon dont j'ai fait partie, il y avait des gays très efféminés, et c'est moi qui été traité de pédé. L'homophobie s'exerce sur les hommes efféminés ou les femmes masculines. Ceci dit, on parle de lieux identifiés comme gays et/ou lesbiens, j'aimerais pour ma part que l'on rajoute "bi" et "trans". Faute de quoi nous assistons à une déviation collective de l'institution gay et lesbienne.

Sandrine Pache : Il est vrai qu'en tant que personne bisexuelle nous profitons de l'héritage du mouvement gay et lesbien. C'est dans ce mouvement que se situe notre principal soutien. Ce n'est pas dans les institutions hétéros, dans les associations catholiques et familiales du 15^{éme} arrondissement que l'on va trouver un quelconque soutien. Notre problématique rejoint davantage celle des gays et des lesbiennes que celle des hétéros.

Catherine : J'aimerais savoir si dans les associations bis, il y en a qui se disent bis plutôt homos ou bis plutôt hétéros.

Daniel Welzer-Lang : Quand quelqu'un se pointe à l'association, on ne lui demande pas ce qui il est. Par ailleurs, il y a certains bis qui disent que ceux qui courent à droite et à gauche donnent une image déplorable de la bisexualité. Le soucis d'avoir une image policée et normative est présent dans le milieu bi, comme dans le milieu gay (vis-à-vis des folles).

Marie : Cela dit, il y a des bis qui sont extrêmement homophobes, comme il existe des homos qui sont eux-mêmes homophobes. Ceci dit, quand on se bat pour être visible, j'ai l'impression qu'en définitive nous nous battons aussi pour les hétéros. Car quand on les voit à la télé sur TF1 parler de la fidélité et/ou du couple, on se dit que les choses ont décidément un grand besoin d'évoluer. Quand on lit 2 ou 3 bouquins de chercheurs qui s'intéressent aux sexualités différentes (bi et homo, notamment), on se demande vraiment de quoi ils parlent.

Daniel Welzer-Lang : D'accords, sauf que les luttes ne se reproduisent jamais à l'identique. Aujourd'hui nous sommes face à un système binaire dans lequel nous sommes hommes ou femmes, homos ou hétéros. Et la question de la bisexualité (ou du transgenre) n'a pas vraiment sa place dans cette dualité. D'ailleurs quand on demande aux transgenres si parmi eux il y a des bisexuels, ceux-ci sont tout à fait étonnés qu'on leur pose cette question. Dans notre structure anthropologique et culturelle, nous sommes face à un système, à un modèle fondamentalement binaire. Mais ce modèle n'est qu'un modèle d'explication, aussi il faut accepter qu'il existe d'autres modèles.

Monique : Je pense que ce dont nous parlons dépasse le cadre homo/hétéro. En tant que bi, nous n'avons pas de références sociales strictes, ce qui nous permet de s'interroger sur ce que c'est d'être fidèle ou infidèle. N'ayant pas de modèles de couple déterminés, nous pouvons en imaginer. Contrairement aux hétéros qui sont tellement emprisonnés dans leur modèle culturel. Par exemple, l'identité lesbienne n'est pas quelque chose qui est seulement, exclusivement liée à la sexualité lesbienne, c'est surtout une identité différente.

Catherine : J'ai entendu que les homos étaient assez facilement biphobes, pour ma part je me pose des questions afin de mieux savoir. En Belgique (où je vis) j'ai eu l'occasion dans le cadre de mon travail associatif de recevoir à différentes occasions des bis que j'ai mis en contact entre eux. Je n'ai pas d'a prioris, je me pose seulement des questions.

Daniel Welzer-Lang : Malheureusement il est déjà 16 heures, nous arrivons donc au terme du présent débat. Il y a sur la question de la visibilité, de l'invisibilité des personnes bisexuelles une espèce de jeu au sein des *UEEH*, mais c'est un lieu et un moment où il nous est possible de parler de nous, et aussi d'aborder toutes ces questions relatives à la biphobie et également d'aborder la question des combats communs entre les gays, les lesbiennes et les bis (sans parler des combats qui nous sont spécifiques). Bien, merci à toutes et à tous.

Pascal : Bien, dans le cadre de cette 4éme rencontre des *Centres Gays et Lesbiens* de France (*L'Inter-CGL*), nous allons d'abord procéder à un rapide tour de table afin de présenter les différents *CGL* ici présents. Malheureusement tous ne sont pas présents. En particulier Paris qui devrait arriver dans le courant de la journée et Montpellier qui a mis la clef sous la porte depuis peu. Et ensuite engager un débat entre le public et les *CGL*. On commence par le *Forum* ?

Pierre Etienne : Président du *Forum Gay et Lesbien de Lyon* qui est adhérent à *L'Inter-CGL* et plus particulièrement à la charte qui définit la nature et la fonction de ce que doit être un *CGL*. L'appellation "Forum" résulte du fait qu'il y a eu avant un *CGL* qui (pour diverses raisons) a duré un an, et que des gens issu de cette équipe ont voulu refaire quelque chose sans utiliser le même nom. Lyon à la particularité d'avoir deux structures, *ARIS* (qui a 20 ans) et le *Forum* (qui a 6 ans).

Sylvie : Je viens de Grenoble où je suis membre de l'association des *Voies d'Elles* (association non-mixte) qui appartient à un collectif de cinq associations gays et lesbiennes : Le collectif *Cigale*, le *Centre Inter Associatif Gay et Lesbien* (dont fait partie) *A Jeu Egal* (association de jeunes homos), *Rando's*, *David et Jonathan* et *Contact*. Nous ne sommes pas à proprement parler un *Centre Gay et Lesbien*, nous n'avons pas cette "appellation contrôlée", en plus je n'ai aucun mandat du collectif pour m'exprimer en son nom au cours de cet atelier mais l'idée même de cette rencontre me semble extrêmement intéressante. Je crois qu'il est utile non pas de se fédérer, le mot est peut-être un peu fort, mais au moins de se coordonner dans nos actions.

Cécile : De *J'en Suis, J'y Reste* (*Centre Gay et Lesbien de Lille)* qui a dernièrement adhéré à la charte des *CGL*.

Bruno : Toujours de *J'en Suis, J'y Reste* de Lille, qui regroupe plusieurs associations comme les *Flamants Roses* (association mixte d'expression gay et lesbienne), deux associations non-mixtes ainsi que celle des *Sœurs de la Perpétuelle Indulgence*.

Jacky : Anciennement président du *Centre Lesbien et Gay de Nantes*, j'en assure aujourd'hui la vice-présidence.

Didier : Je suis président de la *Maison de l'Homosocialité de Bordeaux*.

Jean-Baptiste : Je suis président de l'association *Les Enfants Terribles* de Caen.

Pascal : Qui je suis ? J'avoue …. je suis l'idiote qui a eu l'idée, fin 1998, de cette chose. A cette lointaine époque j'étais secrétaire du défunt *CGL Marseille*, et j'ai eu l'envie de mettre en réseau les *CGL* de France afin d'appendre à se connaître pour au final jeter les bases d'un réseau d'échange d'informations et de solidarité militante (partant du principe que l'union fait la force). Il me semblait intéressant que les différentes associations (qui chacune dans leur coin témoignent d'une certaine réalité homosexuelle) puissent ensemble exprimer une revendication militante. Le principe de ces rencontres est d'être annuelles, chaque fois dans une ville différente. La première année eut lieu à Marseille, puis Paris et en décembre dernier à Nantes. Et l'année prochaine, certainement à Bordeaux. Le principe de ces réunions tournantes était que je ne voulais en aucun cas qu'une ville devienne le centre monopolistique de ces rencontres. Voulant conjuguer la diversité des *CGL*, il semblait plus opportun que chacun à son tour prenne la responsabilité d'organiser les rencontres, ce qui permettait à chacun par contre coup de découvrir tel et tel *CGL* (son local, son mode de fonctionnement, ses réalités locales …). Ceci dit, en décembre dernier j'ai proposé de se réunir non plus une fois par an (en décembre) mais deux fois, en se rencontrant chaque année en juillet, partant du principe que les *Universités* sont un carrefour assez unique en France où toute la diversité de la population homosexuelle est présente. Il y a des gays et des lesbiennes de tous les âges, de tous les coins de France et même d'ailleurs, et il me semblait intéressant de confronter cette diversité avec celle que l'on trouve autour de cette table, où chaque structure associative a une approche et une connaissance de la réalité homosexuelle particulière.

Norbert : Je suis président du *Beit Haverim* et fondateur de l'association *Gare* (association des gays et des lesbiennes employés à la SNCF), membre du *CGL Paris* et ancien administrateur de la *LGP Ile-de-France*. Mon intérêt pour cette histoire d'*Inter-CGL* s'explique par le fait que je vais m'occuper de la création des différentes antennes en région de *Gare*, aussi durant tout le mois de juin nous nous sommes appuyés sur les *Gays Prides* pour rencontrer des collègues planqués dans leurs

bureaux, en particulier à Marseille. Ainsi nous avons rencontré plusieurs collègues, ces derniers nous précisant bien qu'il ne fallait surtout pas qu'on leur serre la main dans l'enceinte de la Gare St Charles. Bref le réseau des *CGL* comme l'*Interpride* ainsi que le *SNEG*, nous intéresse comme modèle, comme exemple dans notre projet de créer des antennes en province. Et donc j'aimerais savoir un peu plus en détail comment cette histoire d'*Inter-CGL* s'est passé.

Pascal : Exigeant en plus. Alors la première année nous nous sommes réuni autour d'une table, les gens ont fait connaissance. Tel était l'objectif de cette première réunion. En 1999 nous nous sommes réunis à Paris, et à cette occasion a commencé à émerger l'idée de définition d'un *Centre Gay et Lesbien* autour d'une charte commune. Et c'est l'année dernière, à Nantes, que nous nous sommes posé plus précisément la question de savoir ce qui caractérisait cette structure associative. Comme vous pouvez le constater, il y a des *CGL*, des *Maisons de l'Homosocialité*, des associations de convivialité ou de militance, mais ce qui les caractérise, et ce qui les rassemble, c'est que du fait de leurs activités militantes comme de la gestion de leur structure associative elles se reconnaissent dans les objectifs tant associatifs que militants propres à un *Centre gay et Lesbien*. C'est à dire, principalement un espace (mixte) d'information et d'accueil. L'appellation n'a finalement guère d'importance. L'intérêt de cette charte (et du logo qui va avec) c'est qu'une fois qu'il est apposé sur la devanture d'un local, le public sait qu'il est en droit d'y trouver les prestations et l'éthique d'un *Centre Gay et Lesbien* tel que nous l'avons défini.

Norbert : A propos de la mixité, de la qualité de l'accueil, qu'elle est votre position ? D'autant que c'est deux points extrêmement important quand on parle d'association comme un *CGL*.

Pierre Etienne : Chaque structure dose ses actions, selon ses volontaires, ses besoins, sa situation géographique. Mais il y a tout de même un minimum à respecter. Et ceux qui étaient alors présents à la dernière réunion, à Nantes, se sont mis d'accord sur l'écriture de cette charte et se sont engagés à la soumettre à leur CA pour signature. L'année dernière c'était la première fois où la presque totalité des personnes susceptibles d'être présentes l'étaient.

Norbert : Et en dehors de cette charte, comment se déroule l'*Inter-CGL* ?

Pascal : Si cela continue sur la lancée il y aura chaque année deux réunions, une en décembre et une en juillet au moment des *Universités d'Eté*. Le gros problème des *Centres Gays et Lesbiens* (comme de toute association militante homosexuelle) c'est que de faire vivre une association demande beaucoup de boulot, que nous sommes des bénévoles qui s'engagent pour une durée en fait limitée. Normalement, on ne fait pas carrière au sein d'une association. Par exemple au *CGL* de Paris (à la limite, c'est presque caricatural) chaque année l'ensemble de l'équipe change. Ainsi il y a une rotation important des personnes, et à chaque fois toute une connaissance (de la vie de l'association comme de cette histoire d'*Inter-CGL*) qui se perd. C'est un handicap auquel nous sommes confrontés. L'idée de 2 réunions par an est une manière de contrer cette difficulté.

Norbert : Et hors de ces deux réunions annuelles, vous restez en réseau, vous communiquez ?

Pascal : Alors comme maintenant les gens se connaissent, les nouveaux arrivants étant présentés par leurs prédécesseurs, quand quelqu'un a quelque chose à partager (une idée militante) il en fait part aux autres membres de ce réseau. C'est vraiment la base de l'Inter-CGL, l'échange d'information.

Sylvie : Un peu comme la *Coordination Lesbienne Nationale* qui essaye de coordonner les actions. Par exemple, point extrêmement important, la lute contre l'homophobie et la lesbophobie, en essayant de voir les député afin qu'ils déposent une proposition de loi avant la prochaine échéance électorale. A titre personnel je suis assez partisane du lobbying homosexuel, et je trouve que c'est très bien de se coordonner sur un certain nombre de points communs, aussi l'idée d'une "fédération des *CGL*" me semble une bonne idée car cela peut nous permette de faire davantage pression.

Pascal : Quand j'ai eu l'idée de ces rencontres, j'avais justement en tête l'exemple de la *Coordination Lesbienne* qui me semblait assez pertinent. Cette multitude d'associations (chacunes ayant leurs spécificités) qui se réunissent et parlent d'une même voix. Quand la *Coordination* dit vouloir une loi pour condamner les propos lesbophobes, cela a beaucoup plus d'effet qu'une petite association lesbienne qui s'exprime dans son coin. Même si cette dernière est pertinente. Mais c'est aux participants de décider sous quelle forme ils veulent se structurer. Sachant que le problème de structurer un réseau associatif expose au risque important de formalisation et de lutte de pouvoir. La *Coordination Lesbienne* a plusieurs années d'existence, l'Inter-CGL est assez récent. Il faut se laisser le temps de se poser, de se définir puis de se structurer.

Pierre Etienne : Lors de la réunion fermée de dimanche dernier, nous nous sommes dit que pour l'instant on allait mettre en place les modalités pour travailler en réseau, car aujourd'hui nous ne savons pas vraiment vers quoi précisément nous voulons aller. Parler d'une seule voix nous parait difficile. D'après ce que je sais du fonctionnement de la *Coordination Lesbienne*, prendre une décision ne doit pas être très rapide. Par exemple, donner une interview doit être très compliqué.

Sylvie : C'est surtout les associations parisiennes qui sont aux premières lignes (d'ailleurs elles n'organisent jamais nos rencontres annuelles du fait qu'elles ont un gros boulot, niveau militantisme). Mais pour ce faire elles consultent le CA de la *Coordination* afin d'en obtenir mandat. Ce qui se fait relativement assez rapidement. Ceci dit, il n'y a jamais de cas où nous leur avons dit de ne pas intervenir, puisqu'elles agissent toujours dans l'esprit même de la *Coordination*.

Pierre Etienne : A notre niveau, nous ne sommes pas forcément certains que l'ensemble des *CGL* seraient d'accords sur tous les sujets, tout le temps. C'est bien cela qui nous fait peur. Nous n'avons pas encore suffisamment de maturité pour s'engager sur la voie d'une représentation commune. L'idée est davantage de se mettre en réseau et de procéder à des échanges de documents et d'informations, par exemple à l'occasion de la commémoration de la déportation homosexuelle ou des élections présidentielles et législatives. Car il s'avère que certaines associations font à ces occasions des choses extrêmement intéressantes, choses qu'il est intéressant de partager avec d'autres. Et dimanche nous nous sommes dit qu'il nous fallait rester calmes (sachant que nous sommes assez jeunes) plutôt que de courir précipitamment.

Pascal : Par ailleurs il y a le fait que nous devons rester modestes dans nos ambitions, car c'est bien gentil de se dire que l'on va faire ceci ou cela, encore faut-il que nous ayons la capacité de le faire.

Pierre Etienne : Par exemple nous sommes confrontés à un problème pratique (que nous avons essayé de régler dimanche), nous ignorons où sont les chartes signées. Nous savons qu'elles sont à Paris, mais personne ne saurait dire où exactement

Norbert : C'est un problème général aux associations homosexuelles. J'ai 45 piges (j'ai commencé au milieu des années 70) et je constate que la transmission ne se fait pas. Ce n'est pas forcément propre aux associations homosexuelles, cela peut aussi se produire au sein des entreprises. On n'arrive pas à passer l'information. J'ai été membre du conseil d'administration du *CGL Paris* et je ne savais pas qu'il avait signé cette charte. L'un des objectifs que pourrait avoir un réseau des *CGL* serait justement d'échanger les bonnes pratiques. Sans rentrer sur le débat fédération ou coordination (la fédération me semblant être un gros machin lourd), bien qu'il faudra bien y songer un jour puisque nous risquons de connaître un retour de bâton avec une Droite dure (les manifs anti-PACS nous en ont montré un bon exemple) contre laquelle il faudra être solide. Mais pour l'instant on peut se contenter d'une structure légère, plus ou moins informelle parce que nous ne sommes pas confrontés à des conflits graves. Bref, se mettre en réseau pour échanger de l'info, cela me semble tout à fait intéressant. Après se pose la question des actions menées en commun sans être structurellement fédérés mais simplement en étant d'accords sur le propos. L'exemple de la commémoration de la déportation homosexuelle (ou des élections municipales) montre que cela est utile. Mais il y a aussi toute la question de l'échange des savoir-faire, des expériences qui me semble également très importante. Grâce à des outils comme Internet, n'ayant plus trop besoin de se déplacer, cet échange peut se faire facilement. Quand j'ai commencé à me déplacer pour *Gare*, j'ai pris le temps de me déplacer afin de rencontrer les gens et les réalités locales. C'est important de voir les locaux d'un *CGL*, de rencontrer les gens qui l'animent, de découvrir le milieu commercial local. Je crois qu'il ne suffit pas de se mettre en réseau (Internet ou non). Il faudrait aussi que chacun se fixe des objectifs comme partir à la découverte d'un ou de plusieurs *CGL* et une fois de retour faire un véritable compte-rendu, et au final copier les bonnes idées que l'on a pu à cette occasion découvrir, et les adapter à sa réalité locale.

Pascal : C'est tout l'intérêt des réunions annuelles. Celui de se rencontrer et de confronter nos réalités, et d'en tirer mutuellement profit. Car effectivement il est fondamental de se rencontrer, de se voir, de se parler pour échanger et s'enrichir l'un et l'autre. C'est le fondement même de ces réunions, se connaître de personnes à personnes. A l'époque lointaine où j'étais secrétaire du *CGL Marseille*, je connaissais (téléphoniquement parlant) un grand nombre de personnes. Mais ce n'étaient que des voix, des prénoms, et souvent j'avais envie de savoir qui était derrière, car j'étais très fortement convaincu qu'il n'était pas possible de travailler en réseau (et en complémentarité) sans cela. Une voix n'évoque pas grand-chose, en revanche quand on a quelqu'un en face de soi, on sait en direct ce qu'il est, ce dont il a envie. Et à partir de là il est bien plus facile de jeter les bases d'un dialogue, quelle que soit sa nature et sa portée. Il faut se connaître, c'est la base, c'est fondamental. Tel est l'objectif premier (en tous cas l'un des premiers) de l'Inter-CGL. A partir du moment où on se connaît, il est possible de travailler ensemble, main dans la main, de parler et d'agir ensemble.

Norbert : Au bout de 4 réunions, avez-vous dressé un bilan de cet *Inter-CGL* ? Par exemple est-ce que chacun d'entre vous connaît le fonctionnement des autres *CGL* ?

Pierre Etienne : En décembre dernier, à Nantes, nous avons surtout partagé nos expériences en matière d'accueil. Chacun expliquant comment il fonctionnait en la matière. Nous avons partagé nos expériences, nos avis et nos idées à ce sujet. Personnellement j'avoue être très mauvais en matière de compte-rendu, c'est à dire que lorsque je reviens à Lyon, je ne suis pas très précis et détaillé quand je parle au CA. Demain, si je ne suis plus président du *Forum* les gens qui prendront ma suite auront tout à apprendre de l'Inter-CGL. D'autant que le compte-rendu seul ne suffit pas. Je suis président du *Forum de Lyon*, j'ai donc suivi deux réunions, mais je ne suis pas sûr que je serai encore présent l'année prochaine.

Norbert : Ceci pose la question de la formation des cadres associatifs, et de la transmission des savoir-faires.

Bruno : J'ai le sentiment que des réunions comme celle-ci peuvent provoquer les choses en la matière. Personnellement j'ai été pendant un an président de *J'en Suis, J'y Reste* (j'ai volontairement passé la main parce que cela était assez lourd, assez fatigant) et cet été j'ai insisté pour que Cécile vienne avec moi à Marseille pour qu'elle prenne le relais. En agissant ainsi, je prépare le passage de relais, mais cela m'oblige aussi à lui expliquer ce que, d'expérience, je sais sur ce qui se passe à Lille.

Norbert : Un des moyens de s'assurer que le relais se fait, c'est de doubler tous les postes. La loi de 1901 précise qu'il doit y avoir au minimum trois postes (président, trésorier et secrétaire), la solution est donc d'avoir deux présidents, deux secrétaires, deux trésoriers, et pas seulement sur le papier. L'idéal serait vraiment de fonctionner en binôme ……..

Pascal : Monsieur est optimiste. Tu oublies un petit détail très pratique, c'est que travailler en double cela fait au minimum six personnes, et ce n'est pas forcément évident d'en trouver autant. Je connais plusieurs associations où si sur le papier tu as effectivement trois postes, en réalité le secrétaire fait office de président ou le trésorier de secrétaire.

Norbert : Il y a aussi celui qui se retrouve à tout faire. *Beit Haverim* est une association qui s'est cassé la gueule pendant 15 ans et qui a commencé à se relever quand un mec est arrivé. Et le jour où il s'est trouvé un petit copain (et qu'il s'est tiré aux Etats-Unis), l'association s'est trouvée assez dépourvue. Nous nous sommes retrouvés à ne plus savoir quoi faire, alors qu'il y avait quelques 300 membres. Ne pas savoir déléguer est une tendance à éviter. Souvent ce ne sont pas des dictateurs, mais des gens qui sont plus disponibles que d'autres et qui se retrouvent à tout faire.

Didier : Je prends l'exemple de la *Maison de l'Homosocialité de Bordeaux* où suite aux difficultés que nous avons rencontrées avec l'ancien président qui avait une démarche très personnelle, nous avons créé un bureau constitué du noyau dur des bénévoles de l'association. Cette formule fait que les responsabilités ne pèsent pas sur les épaules d'une seule personne, et comme les postes sont doublés, l'information circule et le relais (en cas d'absence, de démission) se fait facilement. Nous avons l'avantage d'avoir des salariés sur lesquels on peut basculer certaines charges de travail.

Norbert : A *Gare*, nous avons opté pour cette idée de travailler en binômes. Sauf qu'au départ nous avions des petits jeunes qui n'avaient jamais mis les pieds dans l'associatif, qui n'avaient aucune conscience politique, mais ils avaient envie d'en découdre avec la SNCF où ils ne supportaient plus qu'on les traite de pédé. Et en un an nous avons formé une dizaine de cadres associatifs. Nous avons pris deux mois pour écrire les statuts de l'association (en se réunissant 2 fois par semaine). L'histoire du binôme fonctionne vraiment. Il y a aussi la culture cheminote derrière, cette habitude de travailler par roulement. Nous avons calqué nos habitudes professionnelles. Cette formule évite les dysfonctionnements, cela permet aussi d'éviter une pression excessive à l'encontre d'une personne. Ainsi au moment des vacances, l'association ne ferme pas, on arrive à assurer une permanence en s'assurant qu'il reste toujours quelqu'un. Mais c'est vrai qu'il faut trouver du monde.

Pascal : J'aimerais aborder un point qui me semble essentiel. Un réseau inter-associatif peut être grandement utile par l'échange d'expériences afin que les autres ne reproduisent pas les mêmes erreurs. Je parle de l'exigence que les associations doivent avoir quant à la "qualité" de leurs bénévoles. Binômes ou pas. Je prends l'exemple de ma propre expérience en tant que membre du défunt *CGL Marseille*. Dans le style, ce fut un véritable cas d'école. S'était donné rendez-vous tout ce qui faut pour flinguer une association. Un vrai bonheur. Par exemple nous avons eu le mec qui se pointe un jour et nous sort que ce que nous faisons c'est génial, qu'il vaudrait lui aussi assurer des permanences. Et sans même s'inquiéter de savoir s'il avait un minimum de connaissance de la réalité homosexuelle de Marseille et de sa région, s'il connaissait les lieux (et leurs spécificités) et les différentes associations locales, on lui a donné les clefs. On a eu aussi le mec qui a décidé de faire des permanences jeunes, sans comprendre que la seule chose qui l'intéressait c'était la drague, ayant envie de se taper tous les minets qui passaient. Il y avait aussi la personne qui s'ennuyait et qui s'était dit que venir au *CGL* allait occuper son quotidien. Sans compter ceux pour qui le fait de se retrouver président (ou autre) signifiait se faire une carte de visite afin de briller dans les salons. Le mec qui allait piquer dans la caisse, histoire d'arrondir ses fins de mois. La personne qui avait les mots "féminisme", "femme", "lesbophobie" à la bouche en permanence mais qui traitait une de mes amies comme une pauvre conne tout juste bonne à faire le sale boulot. Je précise que certaines personnes cumulaient. On a eu aussi la petite bande très réduite qui se réunissait en douce pour décider de tout, et qui écartait systématiquement ce que pouvait dire ou proposer ceux qui n'étaient pas de leur clan. Où la personne qui s'engage alors qu'elle se sait insuffisamment disponible ……. Ça existe partout ? Pas à ce point. Alors, c'est bien gentil de trouver 2 trésoriers ou 2 machins (au-delà de la difficulté de trouver ces personnes), encore faut-il trouver des personnes réellement compétentes. Car si tu fais venir des gens dont la seule utilité serait de remplir des quotas, mais qui s'avèrent être des bras cassés véreux, ton association, qu'elle soit en réseau ou pas, elle se casse joyeusement la gueule.

Didier : A Bordeaux nous avons beaucoup travaillé sur la question des bénévoles. Accepter le projet associatif signifie s'engager à respecter la charte éthique de l'association. Par mois il y a une régulation obligatoire. Du coup il y beaucoup de bonnes volontés qui viennent mais quand les gens voient ce à quoi ils s'engagent, les moins motivés s'en vont.

Jean-Baptiste : J'ai voulu faire cela à Caen, sauf que lorsque que j'en ai parlé cela a été refusé. Lors de la dernière Assemblée Générale on a demandé des volontaires pour s'engager sur des petits sujets de temps en temps. Mais c'était difficile de trouver des gens sur la durée.

Pascal : C'est un équilibre à trouver entre l'appel à la bonne volonté (un *Centre Gay et Lesbien*, plus que toute autre association identitaire, est un lieu ouvert à tous et à toutes) et un formalisme à la sécurité sociale où tout est défini, jusqu'au lever de petit doigt. Je prends le cas de ce mec qui à Marseille est venu faire des permanences jeunes, sans que l'on s'occupe de savoir s'il avait ou non l'expérience de la chose, s'il était ou non compétent. Petite parenthèse, pour vivre son homosexualité, Marseille est une ville assez hard. Le machisme méditerranéen n'est pas une vue de l'esprit (pour les marseillais tous les pédés sont des enculés (ceux qui enculent des mecs, ils sont quoi ?) et encore plus des femmes). Il nous arrivait de recevoir des mecs de 40 ans et d'autres de 18 ans qui vivaient cela vraiment mal. Recevoir ce type de public demande un minimum de sérieux et d'expérience, bref de la compétence. Tu ne peux être une association qui accueille du monde et dire à n'importe qui de s'occuper de gérer une permanence d'accueil Il n'est pas non plus question de faire passer des tests psychologiques, de demander un CV et un extrait de casier judiciaire. Il y a un équilibre à trouver entre ces deux extrêmes, et c'est certainement l'une des grosses difficultés auxquelles nous sommes confrontés quand il s'agit de faire vivre une association. S'assurer de la qualité de ses prestations, de son accueil.

Norbert : La solution serait d'avoir un système un peu lourd comme une fédération, car quand tu as des nouveaux volontaires tu les envoies poursuivre une formation accueil, comptabilité ou quoi que ce soit. La simple mise en réseau ne permettra jamais une telle chose. Surtout quand à certains endroits les gens s'occupent de formaliser les choses et qu'ailleurs cela reste totalement bordélique.

Pascal : L'idée d'un réseau de différentes associations qui ont le même projet militant, c'est d'échanger les expériences de chacun pour que justement l'un évite les erreurs de l'autre. Si je te dis de ne jamais proposer à quelqu'un de tenir une permanence d'accueil quand il a un plan cul en tête, sachant que j'ai pu constater les dégâts que cela peut provoquer en terme de crédibilité militante, je t'en informe afin que si tu es potentiellement confronté à la même situation tu évites de faire les mêmes conneries. Là est l'un des principaux intérêts d'un réseau.

Didier : A Bordeaux nous travaillons beaucoup sur l'accueil. Et par rapport aux bonnes volontés nous avons formalisé notre fonctionnement, justement afin d'éviter de telles erreurs, ainsi nous avons créé un statut propre au bénévole qui n'a pas d'obligations particulières (comme d'assister aux réunions) mais peut ponctuellement participer à différentes actions comme animer la bibliothèque. En revanche pour l'accueil, il devra être formé. Pour le moment cette formule semble tenir la route. Actuellement nous sommes beaucoup demandés en tant que partenaires par les travailleurs sociaux de la ville.

François : Il y a aussi le fait que nous travaillons avec la DASS, ce qui nous oblige à être crédibles.

Pierre Etienne : Le *Forum de Lyon* n'est pas spécialement subventionné, mais nous avons également mis en place ce genre de chose. Ainsi maintenant pour rejoindre le corps des volontaires il faut passer par un entretien préalable, puis par un suivi plus ou moins long sous la forme de binôme durant les permanences d'accueil. Au final, l'ensemble des volontaires accueillants décident si la personne en question est ou non capable d'assurer une permanence. Cela nous a permis une fois de dire à quelqu'un qu'il n'était pas capable (ce qui n'est pas forcément facile). Quelqu'un qui dès qu'il voyait une femme commençait à l'insulter (parce que lesbienne) ne peut pas être accueillant. Et si nous n'avions pas mis en place ces différents filtres, nous lui aurions donné les clefs et il nous aurait mis un joli bordel. Il faut savoir dire non.

Didier : Si la DASS nous donne des sous, c'est aussi parce que justement nous fonctionnons ainsi, parce que nous sommes sérieux en terme d'accueil.

Stéphane : Je suis arrivé il y a peu, mais au regard de ce que j'ai pu entendre, hors des questions sur la formation de ses bénévoles, j'ai envie de dire que mise en réseau et fédération ne sont pas incompatibles. La mise en réseau est une évidence, car cela permet effectivement qu'une information profite à tous. Mais sur un plan militant pur, il me semble que la fédération présente l'intérêt de représenter une force militante plus importante, et par là incontournable, qu'un simple réseau. Les filles le font, et le font bien. Je suis responsable d'une association dans l'Est de la France (à Metz), et je trouve cela bizarre qu'une pétition qui a été lancée par un intellectuel parisien dans la mouvance d'une association, mette 8 mois à venir en province, et que nous commencions à relayer cette pétition alors qu'à Paris ils sont déjà en train de la déposer au ministère. A l'échelle nationale il y a vraiment un manque terrible d'informations. Evidement je ne suis pas sans savoir que fédération va souvent avec lutte de pouvoir, querelles et structures administratives très lourdes.

Cécile : A Bordeaux ils ont formalisé les choses, ce qui peut être lourd mais on voit le résultat. Si *Amnesty* (qui en matière de fédération est un bon exemple) obtient des résultats c'est parce que tout ce qu'elle dit ou écrit est vérifié. Cela peut certes paraître assez "prise de tête" mais c'est quelque chose d'important et d'utile à faire.

Stéphane : A la base on n'est pas obligé d'avoir quelque chose de très construit, comme les Etats Généraux du milieu associatif (ce que font les *UEEH*, sans la publicité qui va avec). Mais construire une plate-forme très large afin de diffuser quelques idées ne serait pas inutile. Aujourd'hui nos adversaires remuent beaucoup, il suffit de voir comment ceux qui sont opposés à l'adoption par les couples homosexuels ou par les homos célibataires ont été capables de se mobiliser.

Norbert : Tu parles de la pétition Muselier qui a recueilli 170 signatures (sur les deux chambres). Ceci dit, dans le monde homosexuel français il y a plein de réseaux, à plein de niveau. Il me semble que les *CGL* sont davantage dans un registre de proximité et d'accueil, au niveau des villes. Par exemple, la population étudiante avec le réseau *Moules Frites*, les lesbiennes avec la *Coordination Lesbienne Nationale*, l'*Interpride*, et dernièrement l'ensemble des associations professionnelle (*Gare*, *CGay*, *Homobus* et *3HVP*). Cette bande des quatre a défilé ensemble lors de la dernière *Gay Pride* de Paris, avec un tract commun. Elles ont commencé à mutualiser leurs moyens, donnant ensemble des conférences de presse. Et nous sommes actuellement en train de réfléchir à une fédération, à un collectif, à une formule afin de nous réunir. En matière de réseau il y a aussi le *SNEG*, et pour l'international il y a l'*ILGA*.

D'autre part, il y a aussi le projet d'une agence de communication (projet pour l'instant plutôt parisien, une quinzaine d'associations étant sur le coup). On s'est rendu compte en faisant la tournée des ministères (nous avons été reçus par Matignon juste avant la *Gay Pride*) avec René Lallement président de la *LGP Ile-de-France*, Martine Gros de l'*APGL*, Guillermo de l'*ARDHIS* (afin de représenter les quatre thèmes de la marche : parentalité, séjour, travail et couple) que *Gare* (à l'époque une petite association de moins d'un an d'existence) avait une audience bien plus importante qu'elle aurait cru, tout simplement parce qu'il y avait deux mecs qui avaient un certain savoir-faire en matière de communication, alors que de l'autre côté il y avait l'*ARDHIS* qui existe depuis plusieurs années et qui fait un boulot incomparablement plus important que celui de *Gare* (en terme de gravité, ils sauvent des gens originaires de pays du Tiers-monde). Ils ne sont pas foutus d'avoir un logo sortable ou d'alerter efficacement la presse. Parce qu'ils n'ont pas ces compétences en matière de communication. Là-dessus nous nous sommes dit qu'il serait intéressant de mutualiser le fric (parce qu'il faut du fric pour faire de la communication). Pour faire de l'infographie, il faut un ordinateur solide et surtout quelqu'un qui connaisse la partie. Nous avons trouvé deux ou trois infographistes, mais ce n'est que des volontaires. Nous nous sommes dit que si on montait notre truc à nous, les associations qui ont du fric mettant au pot, on pourrait offrir des services gratuits à ceux et celles qui en auraient grandement besoin. Mais là on retombe dans un truc fédéral avec non seulement ce que cela implique en terme de lutte d'influence et de pouvoir, mais aussi en problèmes de fric. L'autre option, sachant que la mentalité française est allergique au financement privé, c'est d'aller chercher des fonds (des financements) publics, c'est à dire monter un projet d'une agence de communication financé par les deux ou trois ministères concernés (Culture, Jeunesse et Sport, Santé) sous la forme d'une structure associative au service des seules associations. De la sorte on ne passe pas par le canal commercial, on ne traite pas avec la *Sofigel Paris* ou autre *New Cancan* marseillais.

Pascal : La question du financement public, des subventions, nous nous la sommes posée l'année dernière (en décembre). C'est un débat qui n'est toujours pas tranché, et qui risque probablement de ne jamais l'être tant la question est délicate. Devons-nous nous financer nous-mêmes par le biais de soirées ou doit-on faire la chasse à la subvention en partant du principe que l'Etat subventionne nombres d'associations, comme *Famille de France* ? Si l'Etat donne des millions à ces vieilles croûtes réactionnaires, pourquoi n'en donnerait-il pas aux associations homos qui travaillent une thématique bien plus intéressante ? De plus, quand un gay ou une lesbienne pousse la porte d'un *CGL* parce qu'il/elle est mal dans sa peau, et que nous l'écoutons et dans la mesure du possible nous l'aidons, nous assumons une fonction de travailleurs sociaux. A ce titre, il n'est pas illégitime de penser que l'Etat devrait nous subventionner.

Sylvie : Je ne suis pas réellement convaincue qu'un financement public soit obligatoirement synonyme de limite à la liberté d'action. Certes l'argent d'une subvention ne peut pas être utilisé pour autre chose que ce qui est initialement prévu, certes il faut rendre des comptes, mais on peut tout de même travailler.

Norbert : A *Gare* nous avons eu des propositions de la part de différentes boîtes que nous avons refusées. Parce que si nous créons un réseau d'associations homo du monde du travail subventionné par les entreprises privées, il ne nous sera pas possible d'assassiner IBM en disant qu'il a des pratiques discriminatoires avec son personnel (ce qui est souvent le cas dans ce genre de boîtes) du fait d'un lien de dépendance financière.

Sylvie : Sur cette question, je crois qu'il y a une certaine urgence parce que s'il y a une politique de subvention auprès des associations gays et lesbiennes que nous n'avions jamais vu auparavant, j'ai entendu dire que Marie Georges Buffet allait passer la main l'année prochaine. Et du fait des élections législatives nous pouvons nous retrouver avec une nouvelle législature pouvant ne pas nous être aussi favorable que celle que nous connaissons actuellement.

Norbert : Ce qui est intéressant c'est d'avoir de l'argent chaque année, et pas d'une année sur l'autre au gré des fantaisies gouvernementales ou législatives. Que ce soit pour monter des projets ou faire des permanences. A ce niveau il y a certainement matière à réflexion quant aux sources de financement de nos associations. Il est important de ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier. Par exemple, en faisant des campagnes d'adhésion.

Sylvie : Justement, à *La Coordination Lesbienne* nous avons constitué un pot commun pour des femmes qui veulent intenter un procès (parce qu'elles ont été victimes de lesbophobie, comme dans le cas d'un viol collectif). D'autant que nous avons constaté que certaines renonçaient à aller jusqu'au bout d'un procès parce que cela coûte trop cher. Un de nos slogans est "*On va faire banquer nos ex*". Ce n'est pas tout à fait une plaisanterie, en ce sens que nous avons toutes des amies que nous pouvons solliciter afin de réunir une certaine somme d'argent (que nous gardons éventuellement de côté en cas de besoin). L'inconvénient d'une subvention c'est que l'on est obligé de l'utiliser sur le moment. En fait, il me semble que c'est surtout sur un court terme que l'on accepte une subvention.

Norbert : L'idée me paraît réellement excellente. Seulement en matière de fric, tout dépend de ce que tu veux faire. Quand tu pense à un projet d'animation légère, les ressources issues d'une campagne d'adhésion suffisent, en revanche quand tu es dans une problématique d'accueil il te faut un lieu et du personnel. Ce qui implique un local (et donc un loyer) et des accueillants. Ces derniers, qui sont des bénévoles, ne sont pas forcément toujours disponibles (s'ils sont au chômage ils ne sont pas toujours bien dans leurs godasses). Bref à un moment ou à un autre, se pose la question de la professionnalisation. A Bordeaux il y a des permanents, des psy et autres travailleurs sociaux, des professionnels qui sont payés pour savoir parler à quelqu'un en étant dans le non-jugement. Il y a certes des gens qui sont naturellement disposés pour ce travail, mais en règle générale c'est quelque chose qui ne s'improvise pas. C'est sympa d'avoir des professionnels, mais il faut les payer. Ce qui est extrêmement difficile avec les moyens du bord, à moins d'être une association comptant plusieurs milliers d'adhérents. De fait, il est clair que nous avons du mal à nous priver des subventions, publiques comme privées. D'ailleurs il faudrait tout de même penser aux subventions privées. Il y a des boites qui pour des questions d'impôt ou pour se refaire une prude virginité claquent un max de fric. Et si on peut se faire du fric avec, sachant que l'on s'apprête de perdre cette source de financement si à un moment donné on se pose en position critique, pourquoi pas …….. En tous cas, toutes les sources de financements légales (je ne dis pas d'aller dealer au Cours Ju) doivent être examinées. Il y a aussi la question de savoir gérer le fric une fois qu'on l'a. La notion de cagnotte est importante, il convient de ne pas trop dépenser. Voir, quand on a du fric d'avance, ne pas hésiter à le faire travailler, histoire d'assurer au mieux nos arrières.

François : Je voudrais revenir sur cette histoire de fédération. Avis personnel, mais il me semble que la mise en réseau ne suffit pas (c'est d'ailleurs ce que j'ai dit dimanche), il faut aller plus loin. La fédération est quelque chose qui ne me fait pas peur. L'exemple syndical peut être riche d'enseignement.

Norbert : L'intérêt d'un syndicalisme fondé sur un fonctionnement permettant l'autonomie de petites structures en parallèle à une structure fédérale (qui rend possible une visibilité nationale) permet d'aller au-delà d'une simple mise en réseau. Mais je ne suis pas certain que les associations homos sont mûres pour cela. Commencer par apprendre à faire fonctionner un réseau, comme vous l'avez fait depuis 3 ans, est le bon chemin. Cependant, je suis persuadé que l'on arrivera inéluctablement à la fédération, ne serait-ce que pour des raisons de moyens.

François : C'est peut-être trop tôt pour le faire. Mais au moins il y a le principe de se dire qu'à terme cela sera le cas.

Stéphane : Je ne pense pas que cela soit trop tôt, c'est surtout qu'il faut que certaines personnes s'en occupent. Car du fait de la tradition française, une telle idée ne devrait venir que de Paris. On voit mal une grande ville de province dire qu'elle va essayer de faire quelque chose au niveau national. Dans ce cas l'information s'arrêterait à la moitié de la France.

Pascal : Ce centralisme parisien est justement une des difficultés à laquelle nous avons été confrontés. En 1999, nous nous sommes réunis à Paris (Pierre Etienne peut en témoigner), et nous avons eu un discours (une fois décodé) du style "vous les ploucs de province, nous allons vous éclairer de notre lumière". J'avais prévu que l'on consacre une demi-journée à faire le tour des différentes expériences en matière d'accueil jeunes, car la question se posait à Marseille et ailleurs, et parce que certaines expériences comme à Bordeaux me semblaient riches d'enseignement pour nous tous. Mais durant presque 4 heures nous avons eu un cours magistral donné par le *CGL Paris* sur leur seule et unique expérience, avec cette attitude un peu gonflante du "voici le mode d'emploi". Et au revoir les expériences des autres. Alors ….. Effectivement comme le dit Pierrette, c'est aussi le fait de la personnalité même des dirigeantes de l'époque. Il n'empêche que de façon assez générale du moment que cela ne vient pas ou ne passe pas par Paris, cela n'a pas ou peu d'existence médiatique au niveau national.

Sylvie : Pour avoir étudié différentes organisations syndicales des années 30, la réunification de la CGT en 1936 est partie de la province. Les gens se sont dit qu'ils allaient faire un défilé du 1er Mai ensemble. Ils ont commencé par là. Au bout d'un moment les états-majors ont été obligés de reconnaître un état de fait, ils n'ont pas impulsé la chose.

Norbert : Comme le fait remarquer François, l'Inter-CGL vient de Marseille et non de Paris. Pour être complètement flagorneur, étant parisien et pédé, je crois vraiment que l'avenir des pédés c'est les gouines. Et l'avenir des pédés ce n'est pas Paris mais la province. Cela me semble évident. Cette année je me suis déplacé à Marseille, Bordeaux, Montpellier, Lyon et ailleurs (pour *Gare*), et cela a été complètement régénérant. Je ne vais pas cracher sur Paris, c'est une ville que j'adore et je ne pourrais pas vivre ailleurs, mais il est évident que la vie homo française ne se résume pas à Paris.

Jacky : A la suite de ce week-end à Paris où nous avions décidé de la création d'un logo *Inter-CGL*, j'ai travaillé sur différents projets que j'ai adressés pour avis à Caroline Fourest. Lorsque Bujardet s'est retrouvé être le nouveau président, je suis allé le voir. Il m'a vaguement accordé une fois quelques minutes sur le comptoir. A la fin de son mandat, il a brusquement réalisé que nous existions. Mais bon, il m'a expliqué avoir récupéré un *CGL* dans un état catastrophique.

Bruno : Je crois que rentrer dans un débat Paris contre Province n'est pas très intéressant. Ceci dit, par rapport à tout ce qui vient d'être dit sur la question de la structure, il me semble qu'une fédération (comme cela a été suggéré) a le gros défaut de diluer les forces. N'oublions pas que nous ne sommes pas tant de militants que ça, et s'il faut choisir entre différents niveaux d'organisation, on perd son temps. Je ne dis pas que la mise en réseau est inutile, mais il ne faut pas monopoliser l'ensemble de nos forces à la fabrication de cette structure associative. D'autre part, quant à la question des subventions, par nature je ne suis pas forcément favorable aux financements publics (et encore moins aux financements privés). Maintenant les subventions me semblent indispensables, par exemple pour financer un ou plusieurs postes salariés. Mais alors on tombe dans un fonctionnement lourd dont la seule occupation est de payer des salariés.

Pascal : A Marseille, tu as l'exemple d'un bar associatif lesbien *Les 3 G* (c'est vrai qu'elles sont en situation de monopole sur la région, ce qui explique en partie leur fréquentation) dont le chiffre d'affaire permet d'assurer le salaire d'une fille au moins. Ceci montre qu'une association peut générer elle-même les fonds nécessaires.

Bruno : Etre une association qui finalement a un fonctionnement commercial, en ce sens qu'elle tient un bar et que les recettes de celui-ci financent le personnel, c'est il me semble quelque peu contradictoire avec l'esprit associatif. Au *Flamants Roses*, nous avons mené des actions assez coûteuses à l'occasion du 1er décembre. Ces actions étaient subventionnées par la DASS, ce qui nous a semblé assez naturel. Quant on reçoit des subventions dans ce style, il faudrait le clamer au grand jour. Car si l'Etat ou les collectivités locales donnent de l'argent, les citoyens ont droit de le savoir. Il ne faut pas hésiter à faire un communiqué de presse, dire que Pierre Mauroy nous a donné des sous (ce qu'il n'a jamais fait), quitte à avoir un coup de fil de la mairie après pour nous dire que ça ne va pas. Il y a une telle hypocrisie générale, genre en public avoir un discours des plus modéré et en privé nous soutenir à fond, et éventuellement couper en deux les subventions pour faire passer la pilule. Quelques fois ce n'est pas l'argent qui est important, c'est surtout la mise à disposition de moyens. Si par exemple la Ville de Marseille prive les *UEEH* de l'usage des locaux où nous sommes (ce qui est une subvention), les *UEEH* n'auront pas lieu. Mais cela se verra, alors que si Marseille divise par deux une subvention elle pourra dire qu'il n'y a pas de problème puisqu'elle subventionne toujours malgré les contraintes budgétaires, et les organisateurs de l'*UEEH* seront obligés de gueuler partout.

Pascal : A la limite c'est assez faux-cul de dire que l'on nous donne non pas 50000 balles pour louer une salle mais l'accès libre aux locaux. Certes, cela revient finalement au même, mais au niveau politique il y a une grande différence entre donner les moyens à une association pour mener des actions, et de lui donner un peu en cachette les clefs d'une salle.

Bruno : Je ne voudrais pas non plus que les associations recueillent des fonds publics pour faire le boulot des fonctionnaires. Tant mieux si les associations inventent de nouveaux postes, mais l'Etat à un rôle à remplir, et ce n'est pas aux associations de s'en occuper. C'est à l'Etat qu'il revient d'embaucher les assistants sociaux et pas aux associations. C'est pour cette raison qu'il faut que nous soyons le plus visible possible, car l'Etat a tendance à se débarrasser de certaines charges.

Norbert : Si tu prends l'exemple de l'éducation spécialisée dans les banlieues, désolé je reviens à Paris, mais dans l'Est et le Nord de sa banlieue, le jeune qui est né dans une famille arabe ou africaine et qui sent naître son homosexualité, aujourd'hui a le choix entre le suicide et pas grand-chose d'autre. Et si tu dis que nous ne devons pas recruter d'éducateurs spécialisés parce que c'est le rôle de l'Etat, il nous faut alors aller voir les structures existantes et les informer de la question et du vécu homosexuel. Il faut que l'Etat fasse son boulot, mais en collaborant avec nous.

Bruno : On agit, on milite parce que nous sommes interpellés par telle et telle chose ou parce que nous avons envie de faire bouger les choses, mais par ailleurs il faut obliger l'Etat à prendre ses responsabilités.

François : Au contraire, je trouve très bien que l'Etat se désengage. Mais je voulais réagir par rapport au jeune arabe qui n'a que le suicide comme horizon, je ne suis pas persuadé que cela se passe forcément mieux ou fond de la campagne.

Pascal : Pour ton information, tu peux profiter que Réné Paul Leraton est présent parmi nous durant la semaine pour lui en parler. L'année dernière il a animé un débat (que j'ai retranscrit) sur le quotidien des jeunes de banlieue durant lequel il expliquait le poids énorme, monstrueux même, de la famille, de la tradition et de la religion. Le mec si à 30 ans il n'est pas marié (pour assurer la continué du nom), et s'il n'a pas pondu trois morpions (pour assurer la descendance), il est mal. Pour les femmes, c'est encore pire. Etre homosexuelle et habiter en banlieue est tout simplement incompatible. Une femme ne se conçoit que mariée, fidèle, soumise, et mère de famille. Ce n'est pas obligatoirement lié à la foi musulmane, mais le poids de la religion ajoutée à celui des traditions familiales, le culte de la famille, tout cela fait qu'être homo c'est pas un cadeau.

C'est complètement réac de dire des trucs pareils, mais c'est pourtant la réalité quotidienne, la jeune lesbienne est confrontée en tant que femme au fait qu'elle doit pondre des mômes et récurer les casseroles. En tant qu'homosexuelle elle insulte la famille et la lignée. Un mec qui à 30 ans n'est toujours pas marié, il insulte les traditions et la famille. Et c'est ce que vivent au quotidien des filles et des garçons de 20 ans, qu'ils habitent dans les quartiers nords de Marseille ou à Sarcelles. Norbert disait qu'ils n'avaient presque que le suicide comme alternative, ce n'est pas tellement exagéré. Quand j'habitais dans le Panier, il m'est arrivé plus d'une fois de tomber nez à nez (dans les calanques ou en boite) avec des mecs très quartier nord (souvent de très jolies bêtes d'ailleurs) dont la grande peur étaient que je les salue ou leur parle si jamais il m'arrivait de les croiser en bas de chez moi, parce que j'étais moi-même identifié comme pédé.

Norbert : Je vais te citer un exemple. A Paris il y avait une association maghrébine *Kelma* qui a déraillé commercial à fond la caisse. Il y a eu scission, et ceux qui avaient envie de travailler auprès de la communauté maghrébine d'Ile-de-France ont crée une autre structure, l'association *Amal* (qui a mis la clef sous la porte ce printemps). Le trésorier de cette association, un jeune mec de 24 ans, qui est également co-fondateur avec moi de *Gare*, est quelqu'un qui à 4 ans de militantisme dans les pattes, il a un emploi stable à la SNCF, son appart, bref ce n'est pas une petite fleur fragile (c'est un mec qui a dit merde à ses parents). Sauf que dernièrement sa famille a décidé de le marier (alors qu'il leur a dit et répété qu'il était pédé). Habituellement, chaque été il va au Maroc voir le reste de sa famille et cette année il a décidé de ne pas y aller car il pensait qu'il allait s'y faire séquestrer. Tous les soirs on l'avait en larme au téléphone.

Pascal : La question est loin d'être inintéressante, cependant j'aimerais que l'on revienne au propos de cet atelier. Car on dévie sur une problématique qui sera développée durant cette semaine par des gens peut-être mieux placés que nous pour en parler. Bref, j'aimerai demander à certains (à ceux qui auront envie de répondre) pourquoi ils sont venus à cet atelier. En d'autres termes, qu'est ce qui vous intéresse dans cette histoire d'*Inter-CGL* ?

Stéphane : Je suis président d'une association, *Couleurs Gaies* à Metz (qui aujourd'hui à 2 ans et demi), qui se pose de plus en plus la question du local. Aussi, je suis curieux de connaître les montages financiers des différents *CGL* afin d'en tirer des leçons, des idées. Savoir s'il nous faut compter sur des subventions publiques, s'il faut compter sur la DASS, le Conseil Général. Face à ces questions nous avons contacté différentes associations pour info ……

Norbert : Il faut coucher !

Stéphane : Ne mélangeons pas travail et plaisir. Bref, quand nous avons créé notre association nous avons demandé au *CGL Paris* de nous communiquer son fichier afin de prévenir l'ensemble des associations existantes en France de notre existence, et d'essayer d'organiser avec certaines un échange. Sur 250 courriers, nous avons eu 150 retours à l'envoyeur.

Pierre Etienne : On peut t'envoyer le compte-rendu de notre dernière réunion, celle de décembre à Nantes, où chacun explique son fonctionnement quant aux subventions. Tu auras donc Lille, Nantes, Bordeaux, Tours, Lyon et Marseille, ce qui te donnera quelques idées. Tu auras également les coordonnées des différentes personnes pour plus d'informations.

Pascal : Et si on se faisait un petit tour de table, histoire de ne pas laisser ce jeune homme dans l'ignorance ?

Bruno : Notre local n'est pas dans un quartier super, ce qui fait que le loyer est assez modeste (800 Frs par mois). Il y a 3 associations locataires qui se partagent cette charge, leurs ressources provenant surtout du bar associatif.

Didier : A Bordeaux, nous avons 560 000 Frs de budget, la DASS nous en verse 280 000. Cela concerne les actions et les salaires. En fait nous n'avons presque aucune subvention pour le local. Nous avons tout de même tapé le Conseil Général et Régional. Le financement DASS porte sur des projets précis, même s'il y en a une petite partie qui va sur les actions (genre permanence téléphonique). Nous avons aussi le bar qui génère une recette annuelle de 45 000 Frs.

François : Hier j'ai assisté à la réunion animé par FAG*, qui nous conseillait de demander l'agrément Jeunesse et Sport avant le changement de majorité. D'autant qu'ils financent du matériel et autres investissements pour le local.

Pascal : Les seules ressources du *CGL Marseille* provenaient d'une soirée organisée chaque mois, vendue comme une alternative aux soirées commerciales, et un moment militant parce que réellement mixte. Mais faire reposer la vie financière de l'association seulement sur des soirées fut une erreur, car les conneries aidant les gens ne sont plus venus à ces soirées. Combien ?…….. Quand j'ai intégré l'association ces soirées tournaient autour de 400 voir 500 personnes, la dernière soirée a fait 23 entrées. Le loyer était de 2000 Frs pour un local relativement petit, ce qui était plutôt cher par rapport aux loyers marseillais Ou ? ….. A la Plaine, un quartier (le seul à l'exception du Vieux Port) qui bouge un minimum le soir, et qui avec le Cours Julien est le quartier "homo" de la ville au regard de la "forte" densité d'adresse homos.

---

* Pages 130 à 142

Jacky : A Nantes nous avons un local qui revient à 3200 Frs par mois, subventionné à moitié par la ville.

Stéphane : Le cas de Lille où plusieurs association mutualisent leurs moyens est une bonne chose, encore faut-il ne pas être la seule association du coin, et donc de pouvoir trouver d'autres associations partenaires.

Jean-baptiste : A Caen on fonctionnait avec les soirées, jusqu'à ce qu'un bar décide de faire des grosses soirées en même temps que nous. Aussi, l'année dernière après avoir sollicité quelques subventions ici et là, nous avons finalement obtenu 4500 Frs du Conseil général, 1500 Frs d'une marie voisine (du fait que certaines de nos actions se faisaient sur place). Cette année pour la première fois la marie de Caen nous subventionne (pas beaucoup). Actuellement nous occupons un petit local dont le loyer est de 1400 Frs par mois.

Pascal : Juste un point, on parle de subvention, c'est assez gentil d'avoir la volonté militante d'en demander, encore faut-il savoir le faire. A Marseille, j'étais allé retirer un dossier de subvention, la dernière fois que je l'ai vu (couvert de poussières) c'est le jour où après avoir voté la dissolution de l'association, avec 2/3 personnes je suis allé au local récupérer les archives et jeter le reste. Remplir un de ces dossiers demande du temps, du savoir-faire.

Pierre Etienne : A Lyon nous hébergeons plusieurs associations qui paient chacune 400 Frs par an pour tenir leurs permanences au local. Sinon les 1800 Frs de loyer sont couverts par les recettes du bar et une quote-part d'une subvention de la DASS versé pour financer une action de 2 heures par semaine (ce qui représente 400 Frs). Ceci nous oblige à organiser des activités annexes. Et en fait, on passe plus de temps à faire de la gestion de bar et de soirées que d'actions militantes.

Jean-baptiste : Dans la rubrique source de financement, il y a aussi l'option bar. Mais la gestion d'un bar associatif est soumise à certaines règles ? Et comment les différents *CGL* procèdent ?

Pierre Etienne : La licence 2 (gratuite) permet de vendre au mieux des bières et des kirs. Sachant que la loi précise que tu as la droit à 6 soirées par an (ou sans licence 4) tu peux vendre du whisky. C'est comme l'histoire qu'il faut 5 ans pour obtenir le droit pour une association d'aller en justice, alors qu'il faut 5 ans pour obtenir le statut d'association reconnue d'utilité publique. Et certains tablent sur notre ignorance (compréhensible, puisque nous ne sommes que des bénévoles).

Pascal : Ceci dit, la gestion d'une cafétéria (ou de toutes activités dont l'objet est de générer des fonds) se fait toujours au détriments des activités militantes. Organiser une soirée mensuelle représente une masse de boulot importante qui bouffe une grande part de notre énergie et qui fini par épuiser les quelques personnes qui s'en occupent. Si trouver six personnes (deux présidents deux trésoriers, deux secrétaires) me semble déjà compliqué, en trouver chaque mois près d'une vingtaine pour organiser et surtout tenir la soirée (bar, caisse et vestiaire) est loin d'être évident. Surtout sur la durée. Quand tu organise une soirée tous les six mois ou quand tu tiens un bar quelque chose comme deux ou trois heures par semaine, tu trouve toujours une bonne volonté pour le faire. Mais sur le long terme, cela se fait toujours au détriment du militantisme.

Jacky : Un bar rapporte beaucoup plus que des soirées, et pour moins d'énergie. A Nantes, chaque mercredi on fait quelques 400 Frs de recettes, le samedi près de 800 balles, et une fois par mois la soirée filles génère carrément 1000 Frs de recettes. Toutes les fêtes que nous organisons depuis quelques temps nous font perdre de l'argent.

Pascal : C'est vrai que tenir un bar représente moins de travail qu'organiser une soirée. Encore faut-il que l'architecture intérieure du local s'y prête. Dans le genre, le *CGL Paris* (vu la taille du local et sa disposition intérieure) est idéal, alors que le défunt local de Marseille ne s'y prêtait que très modérément.

Sylvie : Je vais partir, mais avant je voudrais dire que je ferais le relais auprès de *Cigale* de ce que j'ai entendu. Et leur parler de cette charte dont il a été question. Car cela me semble vraiment intéressant.

Pierre Etienne : Dans un futur assez proche nous pensons mettre cet *Inter-CGL* en réseau, grâce à Internet (comme l'a suggéré Pascal en décembre dernier). Mais pour l'instant, et c'est d'ailleurs l'intérêt de cet atelier, on s'échange des téléphones et des adresses, on noue des contacts.

Pascal : Malheureusement nous sommes arrivés au terme de cet atelier. Merci à toutes et à tous d'être venus.

QUE PEUT-ON ATTENDRE DES LGP ?

Christian Duhs : Bien, le sujet de cet atelier porte sur l'organisation d'une *Lesbian and Gay Pride*, et de ce que nous pouvons en attendre. En dehors de ceux qui sont directement concernés par le propos, les gens ne savent pas forcément de quoi il est question. Aussi, il me semble utile d'en profiter pour faire du sur-mesure en répondant aux questions. Pour ma part je m'occupe de la *Lesbian and Gay Pride* de Nantes.

Mais pour commencer, je parlerai de l'*Interpride*. C'est une structure qui s'est formé en 96/97, depuis que les gens en région ont eu envie de faire des *LGP* dans leur ville, après le succès des marches à Paris. C'est en 96 qu'eu lieu une première réunion (à Tours) avec les gens de Paris, Rennes, Nantes et d'ailleurs, pour échanger des informations sur la façon de cela se passait à Paris et comment il était possible d'organiser les mêmes choses en région. Et pendant deux ou trois ans les gens se sont rencontrés plusieurs fois par an, jusqu'au moment où il a semblé opportun de structurer en association et donc de formaliser les choses (comme de déposer des statuts). Il est apparu nécessaire, c'était d'ailleurs l'idée centrale dans la formation de l'*Interpride* (et qui reste centrale dans son fonctionnement) de définir ce qu'était une *Lesbian and Gay Pride*, et par conséquent de dire ce que n'était pas une *Lesbian and Gay Pride*. Aussi nous avons passé un certain nombre de réunions à pondre un texte que nous avons pompeusement appelé "Charte Ethique" qui pose un certain nombre de principes très simples sur ce qu'est à notre sens une *Lesbian and Gay Pride*, et sur ce que nous, organisateurs "historiques" de ces marches, nous pensions que cela devrait être. Non pas pour s'approprier la chose parce que cela nous semblait extrêmement important de ne pas le faire, mais tout simplement pour poser un certain nombre de principes. Alors, d'abord une *Lesbian and Gay Pride* c'est une marche, une manifestation de visibilité de la population homosexuelle. Notion qui a posé quelques problèmes quand il a été question de formaliser les choses, nous avons donc eu les inévitables discussions qu'ont connues toutes les structures et autres associations, nous avons eu des débats sémantiques pour déterminer comment il nous fallait désigner les choses. Nous nous sommes limités aux termes "gay", "lesbienne", "bi" et "trans". C'est donc une marche de visibilité de la population homosexuelle (au sens gay et lesbien du terme) qui porte une revendication sociale et politique, et qui, dans la mesure du possible, est ouverte à toutes les composantes de la scène homosexuelle. C'est à dire que nous avons posé le principe qu'il ne devait pas y avoir d'exclusive, et qu'il fallait faire le distinguo très net entre l'association qui organise la marche et la marche elle-même qui n'appartient pas à l'association mais qui doit autant que possible être ouverte à toutes les composantes de la scène homosexuelle. Cela veut dire que s'est posé le problème des liens entre les associations, les commerçants et les individuels dans l'appropriation de l'événement, du discours, du contenu revendicatif et dans l'organisation de la marche.

Jaques Ars : Bonjours, je suis le trésorier de l'*Interpride*. Je tiens à préciser que chaque *Gay Pride* de France est indépendante, et de fait fonctionne de manière tout à fait singulière. Il peut s'agir d'associations indépendantes comme de collectifs associatifs ou encore d'association qui en plus de leurs activités organisent la marche. Et l'*Interpride* ne s'occupe pas de régenter la façon dont les gens organisent leur marche. Sous réserve du respect de la charte. A savoir :

- Organiser une marche de visibilité exprimant des revendications sociales, juridiques et citoyennes.
- Favoriser dans les instances et les organisations le dialogue social, la visibilité et la représentation équitable des hommes et des femmes, des lesbiennes et des gays ainsi que des groupes, tendances ou formes d'expression homosexuelle, dans le respect de la diversité de pensée et de vécu.
- Favoriser la lutte contre toutes formes de discrimination et/ou d'exclusion, notamment pour différence physique, sexuelle, ethnique, sociale, économique ou spirituelle.
- Favoriser les expressions de solidarité, notamment dans le domaine de la santé physique et/ou morale.
- Favoriser l'expression et l'enrichissement de la mémoire ces homosexualités.

Christian Duhs : Il faut comprendre, et c'est un point fondamental, que l'*Interpride* est une structure qui n'impose rien à ses membres, hormis ce minimum qu'est la charte éthique. L'*Interpride* est donc une structure qui fonctionne sur le consensus. Nous ne nous sommes jamais sentis dépositaire d'une quelconque autorité pour aller dire que telle ou telle *LGP* s'y prenait mal pour organiser quelque chose. Nous avons déjà bien du mal à fonctionner chacun dans nos villes (du fait de nos différences et nos disparités locales, et des gens qui ont chacun des sensibilités différentes) sans aller intervenir ailleurs, hormis dans le cas d'un manquement grave et avéré aux principes fondamentaux posés par notre charte. C'est ainsi que pas un seul d'entre nous n'a au fond de sa poche, prêt à l'emploi, une espèce de kit d'organisation standard pour que chacun organise sa marche dans toutes les villes de France, une somme de directives rigides. Chacun fait ce qu'il peut avec ses moyens, tout le monde se retrouvant autour de principes éthiques posés par notre charte.

Jaques Ars : Notre propos est aussi de nous occuper du développement des marches, à l'exemple de ce qui s'est passé cette année à Biarritz, à Caen et à Grenoble.

Christian Duhs : Ceci dit, je vous propose de débattre de ce que nous pouvons attendre aujourd'hui des *LGP,* ce qui rejoint la question de leur fonctionnement parce que souvent les limites de ce que nous pouvons en attendre sont liées à leur nature (comment cela s'organise). Aussi la parole est à vous, si vous avez envie d'exprimer un avis, de pousser un coup de gueule.

X : A propos de la place des commerciaux dans les marches, je suis de Paris et j'ai trouvé que cette année qu'il y avait moins de chars commerciaux ce qui ne m'a pas du tout gêné, bien au contraire.

Thomas : Je réponds pour ce qui est de la marche de Paris. Si cette année les commerciaux étaient moins nombreux c'est parce que le parcours n'était pas très "fun" (réponse donnée par le patron du *Queen*). J'ignore ce que c'est un parcours "fun", il m'a semblé que celui de cette année était suffisamment grand, certes pas aussi visible que nous l'aurions souhaité (on pensait passer par la rue de Rivoli et finir sur la place de la Concorde). La deuxième raison est que cette année la *LGP Ile-de-France* avait décidé que tous les inscrits à la marche devaient signer une convention (sur 95 inscrits, seulement deux ne l'ont pas fait), et il est vraisemblable que cela n'a pas beaucoup plus aux commerçants qui n'ont pas forcément la même perception que nous de ce que devrait être une marche. En revanche, ceux qui étaient là s'étaient engagés à soutenir le mot d'ordre de la marche. Il nous semblait très important de dire que l'on ne pouvait s'inscrire sans soutenir le mot d'ordre de la marche. Certes, tout le monde peut y participer, mais du moment où la personne s'inscrivait elle devait s'engager à certaines choses. Cela s'adressait aussi bien aux commerçants qu'aux syndicats et qu'aux politiques qui étaient eux aussi inscrits. La nouveauté de cette année était d'avoir des syndicats inscrits. Et il était intéressant d'être sûr qu'un syndicat s'inscrivant pour la marche soutienne des revendications qui ne sont pas forcément faciles à défendre pour lui, comme l'adoption pour les gays et les lesbiennes. Après tout, il nous arrivait d'avoir des déclarations de principe, genre "nous sommes contre toutes discriminations", mais quand on rentrait dans les détails on notait de sérieuses divergences. Après, sur la question de savoir s'il est ou non intéressant que des commerçants participent à la marche, sachant qu'ils sont acteurs de la vie gay et lesbienne les exclure ne me semble pas être une bonne chose, il est plus intéressant qu'ils soient présents en tant que soutient militant.

Christian Duhs : La question de la place des commerçants est liée à celle de la nature même des *LGP*. Les *Lesbiennes and Gays Prides* sont un carrefour extraordinaire de tout un tas de choses, des militants associatifs côtoient des gogos boys. Les gens n'ont pas forcément la même culture, le même discours. Pour ma part, une *Lesbian and Gay Pride* doit rassembler un maximum de monde. En plus, il ne faut pas oublier qu'historiquement parlant les lieux commerciaux ont été des lieux de liberté extraordinaire à une certaine époque, et que nous étions bien contents quand s'ouvrait un bar gay ou lesbien. Aujourd'hui le contexte social a changé, il y a beaucoup d'offres, mais pour autant les commerces sont souvent les premiers lieux où les jeunes commencent à socialiser leurs désirs homosexuels. Et même si ce n'est pas le top de la rencontre humaine, un bar est souvent mieux qu'un parc. Les établissements commerciaux ont donc parfaitement leur place dans une manifestation comme une *LGP*. Ce qui n'a pas toujours fait consensus, du fait de différences d'appréciation et de sensibilité.

Jacques Ars : A Rennes, depuis trois ans il y a des chars commerciaux. Nous voulions rester militants, on ne voyait pas ce que pouvait être leur place. Il y avait ceux qui en voulaient et d'autres qui n'en voulaient pas, sauf que maintenant cela se passe très bien et tout le monde est content. Il y avait certes une demande des commerçants en ce sens, mais c'est surtout que vu l'augmentation du nombre de participants il nous fallait trouver un moyen d'animer la marche.

Christian Duhs : Et est-ce que la présence des commerciaux a ramené plus de monde ?

Jacques Ars : Tous les ans le nombre de participant augmente de quelques 100 personnes, nous devons aujourd'hui en être à quelque chose comme 750. Et en fait aujourd'hui nous ne pourrions plus revenir en arrière. Une année nous avons fait un essai avec l'accord des filles, histoire de voir s'il y aurait plus ou moins de monde, mais comme elles aussi ont trouvé cela intéressant, l'expérience a été reconduite l'année suivante. D'autant que le char de la *LGP* est devenu plus militant par rapport aux chars commerciaux placés derrière lui. Bref, maintenant c'est rentré dans les mœurs.

Stéphane : De la *LGP Lille*. Effectivement ouvrir un commerce est aussi un acte militant, au même titre que de s'occuper d'une association. Maintenant la question se pose en terme de rapport de force, et surtout d'intérêt. Quel est l'intérêt pour les commerces, les associations et la *LGP*, en dehors des intérêts propres de l'organisation et des organisateurs ? Certes il y a une grande différence entre la fonction du milieu associatif et celle du milieu commercial, d'un côté celui d'acteur et de l'autre celui de consommateur. Mais c'est bien cette différence qui crée un véritable rapport de force, nous l'avons encore constaté cette année. Les organisateurs de la marche se retrouvent régulièrement entre les feux des commerces et ceux des associations. Aussi cette année nous avons décidé de mettre les choses à plat, et nous avons donc expliqué aux commerces que la *Gay Pride* est un lieu où ils ont une certaine visibilité, que de notre côté nous engageons du personnel pour travailler dessus. Sauf que les commerces nous ont répondu qu'ils n'avaient pas à payer. D'ailleurs j'aimerais savoir si les autres *Prides* touchent de l'argent, et sous quelle forme. Et en quoi une subvention peut être intéressante et aussi être un risque. Bref au sein de la marche il y a un rapport de force qui n'est pas forcément facile à gérer. Cette année par chance

d'autres bars ont pris la place, et du coup cela a réveillé les associations. Et malgré le temps catastrophique, nous avons eut autant de monde que l'année précédente (nous en avons profité pour remettre les choses à plat). Alors que nous aurions pu nous retrouver avec deux fois moins de monde. Quand on est dans une ville et que l'on fait manifester 5000 personnes, ce n'est pas la même chose que lorsqu'il y en a seulement 500, en terme de médias, de visibilité. Les commerces sont importants, ils drainent du public. C'est pourquoi il faut réussir à travailler avec eux, même si ce n'est pas facile.

Hussein Bourgi : A Montpellier, les premières années j'étais assez choqué lorsque nous avions des chars 3615 avec des gogos danseurs presque à poils. Ceci dit, je me suis rendu compte que le lendemain d'une *Gay Pride*, en parcourant la presse on n'y voyait que des photos de gogos à poils. Tout ce que les médias montraient ce n'était pas les personnes qui avaient un discours militant et revendicatif, mais les drag-queens et des mecs en string ou carrément à poil. Vis-à-vis de l'opinion, je ne pense pas que ce soit une bonne chose. Je m'en suis ouvert la première année auprès de l'ancien responsable, qui m'a répondu que c'était un problème matériel et financier. La communication coûte cher (pourtant c'est elle qui fait venir le monde), c'est pourquoi il faut des sponsors. Et alors, soit on a des financements publics et des sponsors "soft", soit on est obligé d'accepter les 3615. Les premières années cela a fonctionné avec, puis les organisateurs ont fini par se rendre compte que cela ne pouvait pas durer, et progressivement nous avons vu apparaître des visuels plus soft. Je me rappelle d'une année où j'étais allé déposer des programmes tout le monde les prenait sauf que l'après-midi même je recevais un appel pour venir les rechercher, parce qu'il y avait un mec vêtu d'un string. De la sorte, tous les messages revendicatifs que l'on avait développé dans les quelques 20 pages du programme étaient sacrifiés. Je veux bien qu'on me dise qu'une *Gay Pride* c'est militer contre la normalité morale et sociale, mais je ne suis pas encore disposé à balancer des photos de mecs à poil en guise de communication.

Jean-Michel : De Toulouse. Je parle en mon nom propre, je ne suis d'ailleurs plus au conseil d'administration de la *LGP*. Je parle simplement de mon expérience locale. A propos de cette question des chars commerciaux, cette année à Toulouse il y a eu un clash entre les associatifs et les commerces, ces derniers n'ayant pas souhaité participer à la marche. Nous ne savions plus trop comment cela allait se passer, si la foule serait ou non au rendez-vous. Finalement il y a eu le même nombre de participants que l'année dernière. Pour autant je ne crois pas que cela soit la situation idéale, il faut qu'il y ait un équilibre entre les commerces et les associatifs afin qu'il y ait une réelle diversité. Par contre, c'est vrai que lorsqu'il y avait une majorité de chars commerciaux, au moment du discours (au milieu de la marche, Place du Capitole) il était très difficile de faire éteindre les sonos, alors que cette année cela s'est mieux passé.

Thomas : A travers tout ce qui a été dit jusqu'à présent, se pose le problème du financement d'une marche à travers la question des subventions et des sponsors, ainsi que celui de la communication et de l'image que va donner la marche d'elle-même, et de ce qu'on peut mettre ou non dans une marche. Devons-nous forcément donner une image normale de la marche ? Je crois qu'elle est tout de même très diffusée dans la presse, cette image normale, on montre une contrefaçon du couple hétérosexuel avec des homosexuels propres sur eux qui repassent des chemises, on nous montre des petits gars qui ont le look hétéro (comme on peut lire dans les annonces) et des filles qui sont très jolies, très féminines et très bien habillées. Est- ce l'image que nous devons produire ? Aller vers un glissement de la norme en tentant d'être acceptables en vivant en couple ? Ou voulons-nous autre chose ? Sur la question de l'apparence que nous donnons, c'est un débat qui n'est pas superficiel, c'est plutôt un débat de fond. Pour ma part je ne prétends pas apporter de réponse.

Sur la question de la communication et du financement, à Paris nous avons choisi de ne toucher aucune subvention d'aucune sorte et aussi de ne pas avoir de sponsors (il y a des raisons historiques qui font que l'on ne veut pas de sponsors). Notre source de financement est de faire la quête durant la marche, ce qui nous rapporte suffisamment pour fonctionner. On organise chaque année deux ou trois thé dansants pour mettre du beurre dans les épinards …… Le budget ? Alors derrière la structure de la *LGP* il y a une commission inter-associative qui a pour vocation d'organiser d'autres événements (notamment cette année il y a eu le Printemps des Associations), et la quête permet également de financer ce type d'événement ainsi que de verser des sous aux associations qui ont monté des chars. Bref, la quête a rapporté 60 000 Frs, les deux thé dansants qu'on a organisé dans l'année ont rapporté chacun 5 000 Frs, en plus du Printemps des Associations qui a été bénéficiaire. Après sur la question de la communication, cette année du fait qu'il y a eu plus de monde que les années précédentes, la marche a profité d'une certaine couverture médiatique. Certaines presses ont repris les photos de drag-queens et autres photos folkloriques, d'autres presses ont repris le discours de fond. Le meilleur moyen pour que le discours soit repris c'est de l'avoir préparé et d'avoir préparé la communication tout au long *de* l'année. Définir si la *LGP* se résume à une marche ou si cela comprend d'organiser une communication de fond. A la *LGP Ile-de-France*, en plus de la commission inter-associative il existe la commission politique (qui travaille sur les questions de fond tout au long de l'année) qui essaye de réagir quand il y a un événement qui mérite de communiquer. La communication autour de la marche c'est deux mois à l'avance qu'elle se fait, en harcelant les rédactions, en essayant d'obtenir des rendez-vous avec les journalistes afin que le jour de la marche ils s'intéressent moins au folklore qu'au fond. Aussi nous avons opté pour la solution de ne pas exclure l'aspect folklorique parce

qu'il est sympathique et que beaucoup seraient tristes de devoir s'en passer et aussi parce que cela serait dommage de vouloir ressembler à une norme et être propre sur soi, et de s'occuper du fond en faisant le paris que les journalistes s'y intéresseront aussi. Cette année nous sommes assez satisfaits des retours que nous avons eu dans une certaine presse qui n'a pas toujours fait preuve d'une grande qualité. Le *Parisien* qui ne va pas toujours très loin dans les sujets a fait un article un peu fouillé sur la marche.

Jean-Michel : Sur la question du fonctionnement, c'est vrai que lorsqu'on va à Paris, on voit la quête à la fin de la marche. Ce qui nous pose question, surtout quand on voit les chars commerciaux absolument énormes avec tout ce fric qui y est dépensé. Et si j'ai bien compris, il n'y a pas de participation qui leur est demandé.

Thomas : Normalement on demande une participation. Le problème c'est que la SACEM nous demande des sous, aussi on demande aux commerciaux de payer les droits. Nous avons également demandé aux associations de participer au financement de la marche (à hauteur de 200 Frs, ce qu'a fait la majorité d'entre elles) et aux commerçants on demandait une participation financière proportionnelle à la taille du char (800 Frs pour un de taille moyenne et 1200 Frs pour un de grande taille) en sachant qu'il nous arrivait de discuter puisqu'il y a des établissements qui ont peu de moyens.

Jean-Michel : Par rapport à la communication, suite à la marche de Paris nous sommes allés avec quelques copains dans une épicerie, et juste après nous rentre dans la boutique une personne (visiblement un habitué) qui lance au commerçant "il y a eu du monde aujourd'hui dans les rues", puis lance "et qu'est-ce qu'ils voulaient tous ces manifestants ?". Souvent lorsque l'on discute avec d'autres gens qui sont complètement extérieurs à la marche, qui n'ont pas trop accès à la communication, on s'aperçoit que les messages ne passent pas toujours très bien. Et à ce propos, par rapport aux badauds qui sont sur les trottoirs lors de la marche, tous ceux qui viennent voir ce qui se passe, ceux qui de fait ne savent pas vraiment de quoi il est question, ceux qui ne connaissent pas nos revendications, il y a deux ans à Toulouse nous avons fait des tracts tout simples que nous avons distribué tout au long de la marche, qui expliquaient vaguement l'historique des *LGP* (69 avec Stonewall ….) et les revendications militantes de la marche. Et alors que je distribuais ce tract, j'ai noté de la part des gens que le regard changeait, au moins un peu, et disait que cette marche était une bonne idée.

Fabrice : De la *LGP Bordeaux*. A propos de l'image des *LGP* qui est donnée par la presse, il importe de faire un gros travail d'information et de dialogue à l'encontre des journalistes. Il faut aussi trier les bonnes personnes auxquelles s'adresser. Quand tu ne prends pas le temps de discuter avec les journalistes, ils viennent faire leur reportage, un samedi en plein week-end et montrent ce qui est le plus rapide à voir (les drag-queens, les gogos danseurs). Alors que si tu prends le temps de leur expliquer le pourquoi du comment, tu as des chances d'avoir un article un peu plus fouillé. Les années précédentes nous n'avons pas fait trop l'effort pour communiquer avec la presse, du coup on avait des titres genre "La grande exib". Et cette année en prenant le temps de discuter avec eux, nous avons eu en titre "La reconnaissance des droits". Par rapport au 3615 machin, je crois que les choses évoluent aussi. Déjà tu as la possibilité si tu entreprends un travail de communication vers des marques non homosexuelles, tu peux éventuellement choisir tes annonceurs. Cette année, *Connexion* exigeait d'avoir partout la quatrième de couverture des programmes. On leur a refusé sur Bordeaux, on a préféré la garder pour nous. En plus cette année ils ont fait un effort, leur visuel est beaucoup plus soft que précédemment. Et vis-à-vis des gens qui sont sur les trottoirs, nous avons également adopté le principe de la double communication, c'est à dire que nous avons des articles de fond à destination du milieu homo et des messages ciblés à destination de ceux qui regardent la marche passer. A ces derniers ont parle d'intégration dans le monde du travail, du suicide des jeunes homos. Nous avons à leur égard un souci de pédagogie. Il s'agit de simples photocopies, sans publicité aucune. En fait, il s'avère que les gens sont très demandeurs de ce genre d'informations. C'est, il me semble, un principe de communication qui est à garder.

Christian Duhs : Ce qui me sidère toujours c'est que nous sommes une manif de rue. On pose comme postulat que nous sommes une manifestation de rue porteuse de revendications sociales et politiques, mais il nous faudrait tout de même regarder comment font les autres. Avec cette histoire de tract pour les badauds, j'ai l'impression que nous sommes en train d'inventer l'eau chaude. Il y a longtemps que des syndicats comme la CGT ou la CFDT lors de leurs manifestations distribuent allègrement des tracs et des photocopies dont l'objet est d'expliquer aux gens ce qu'ils veulent et revendiquent. Et l'épicier du coin sait alors de quoi il est question. Celui qui veut comprendre peut le faire.

Stéphane : Sur le sujet de la communication interne, nous ce n'est pas trop la pub 08 machin qui dérange, c'est tout simplement notre message. Globalement ceux qui pouvaient être proches de nous ne se sont plus du tout senti concernés par la question des discriminations et sont partis dans le rejet. Pas mal de lieux hétéros ont rejeté notre communication en nous disant que nous étions complètement cinglés de jouer sur la pédophilie. En plus on le faisait parler cet enfant, on lui faisait parler du sida. Et si ce papier ne peut pas être donné aux enfants, qu'il soit donné aux enseignants dans les lycées. Un enseignant peut éventuellement voir au-delà de la pub de *Connexion*. Il faut vraiment travailler sur des communications transversales, d'autant que cela fait plusieurs années que nous avons une bonne presse. D'accord pour le mouvement social et

revendicatif mais n'oublions pas qu'il s'agit avant tout d'un mouvement de visibilité et que du fait nous accueillions des gens qui n'apportent pas forcément un message mais qui se sentent plus simplement concernés. Se sentent-ils concernés par un message, par le mot "*Lesbian and Gay Pride*" ou par "transgenre" ? C'est à eux d'y répondre. En tout cas ils se sentent avant tout simplement concernés, qu'ils soient homos ou hétéros. Après tout, même les hétéros peuvent se sentir concernés aujourd'hui par les *Prides*. Parce qu'il y a différents messages, et aussi parce que les marches portent quelque chose qu'elles ne contrôlent pas, et c'est très bien. Il y a aussi le fait que les médias ont fait de leur côté un vrai travail de fond.

Christian Duhs : Personnellement je ne suis pas convaincu que les médias ont fait un vrai travail de fond. Mais aujourd'hui nous sommes en plein dans la question de savoir ce que nous pouvons attendre des *Lesbians and Gays Prides*. Et je crois que le problème est de définir pourquoi on fait une *Lesbian and Gay Pride*. Pour envoyer un message en intra-communautaire, pour aider les gens qui se découvrent homosexuels ou qui ont du mal à vivre leur homosexualité et les aider à se socialiser en leur présentant un modèle standard auquel ils peuvent éventuellement adhérer (sans pour autant se sentir obligés d'habiter dans le Marais, se mettre une plume dans le cul ou être séropo). Ensuite on organise des marches pour adresser des messages extra-communautaires, comme dire à l'ensemble de la société de nous regarder, que nous sommes leurs voisins, leurs collègues, que nous sommes strictement semblables à eux. Ensuite on veut envoyer un message aux décideurs politiques, économiques et sociaux, en portant nos revendications, par exemple autour du PACS (il s'agissait ici de faire pression principalement sur les députés). Demain avec la revendication de l'homoparentalité où il va nous falloir faire pression sur les conseils généraux. On fait tout cela dans la même manif et au même moment, ce qui est très difficile. C'est même (à mon avis) ingérable. Et c'est pour cela que nous avons ces différentes tendances qui émergent en fonction des différentes sensibilités sur le terrain. Et effectivement, à un moment il nous faudra faire des choix.

Jacques Ars : On peut aussi faire des marches pour rigoler, pour faire la fête et passer un bon moment. Tout simplement

Christian Duhs : Bien sûr, et cela n'est pas contradictoire avec l'objet militant d'une marche. L'aspect festif est lié au fait de vouloir donner aux autres une image positive, de montrer que nous sommes heureux d'être ce que nous sommes.

X : A propos de ce que viens de dire Stéphane sur l'idée d'adresser la com d'une *LGP* aux profs. Je suis enseignant, et jamais je n'en parlerai à mes élèves. Car si jamais les parents d'élèves apprennent que je parle de ça, je me retrouve rapidement taxé de pédophilie. Jamais les enseignants ne parleront d'une *Lesbian and Gay Pride*. Il y a eu trop d'histoires.

Thomas : La communication ce n'est pas seulement pendant la marche avec des tracts, ce n'est pas seulement auprès de la presse, c'est aussi auprès des institutions. Le fonctionnement de la *LGP Ile-de-France* m'intéresse beaucoup en ce sens qu'il y a derrière une démarche inter-associative qui permet de développer des thèmes communs de revendication, des thèmes les plus légitimes possibles. Et de cela il y a forcément un travail commun qui naît. Ainsi, par exemple, on s'occupe de démarcher le ministère de l'Education Nationale pour lui demander s'il est prêt à faire évoluer l'enseignement de la sexualité dans les collèges ou d'en d'en parler plus largement (comme parler de l'ensemble des réalités qui existent dans la sexualité). C'est une démarche de lobbying et de communication que nous faisons tout au long de l'année. Il peut aussi s'agir de soutenir des démarches comme celle de l'association *Contact* qui a pour objectif de rédiger un fascicule jeune (rédigé en collaboration avec le Comité Français d'Education à la Santé) qui aura pour vocation de s'adresser aux jeunes, aux éducateurs et aux parents (distribué par le biais des divers organismes qui s'adressent à la jeunesse, par le biais de l'Education Nationale). C'est une démarche d'envergure nationale qui est soutenue par nos revendications et par les institutions. On peut donc légitimement supposer que les enseignants les reprendront. Ce qui est très important, parce qu'en ce moment dans nombre d'associations il y a une espèce d'obsession jeune (même si derrière il n'y a pas forcément de projet). Pourtant il doit se faire quelque chose en matière d'Education Nationale, car lorsque les jeunes ont des problèmes il faut qu'ils puissent avoir des interlocuteurs. Le plus privilégié c'est l'enseignant, quand il y a des ruptures avec la famille ou les camarades de classe. C'est un débat que peut mener ou du moins soutenir la *LGP*, ou du moins soutenir ceux qui s'en occupent.

Fabrice : Je suis d'accord avec toi que c'est encore délicat que ce soit les professeurs qui interviennent directement pour discuter de ce thème, mais le travail peut être fait par d'autres institutions. Cette année nous avons été sollicités pour intervenir dans un lycée agricole, à la demande des enseignants. Nous étions quelque peu embêtés car nous n'avions jamais fait cela, mais bon nous nous sommes pointés et durant toute la journée on a discuté avec les élèves. En plein milieu rural ce n'était pas gagné, mais nous avons été très bien reçus. Effectivement il y a tout un travail à faire, mais ce n'est pas forcément le professeur qui est le mieux placé pour le faire, surtout de sa propre initiative.

X : J'ai plein de collègues qui sont passés au tribunal, les parents ont porté plainte. Pour eux du moment que l'on est homo on est forcément des pervers. C'est vraiment une réalité incontournable.

Fabrice : Le professeur d'université québécois qui a présenté ses travaux*, lui aussi la première fois a eu à faire face au rejet. Il faut avoir des échanges afin de savoir comment réagir par rapport à ce type d'agression.

* Pages 21 à 24

Hussein Bourgi : Nous avons profité de la *Lesbian and Gay Pride* pour travailler sur cette question. A longueur d'année je reçois des coups de fil de jeunes qui sont mis à la porte par leurs propres parents et autres appels de détresse de la part d'enseignants dont l'un des élèves est venu le voir. Aussi nous avons entrepris une vaste réflexion avec des enseignants et des syndicats du corps enseignant, en les invitant à l'occasion de la marche à distribuer des tracts co-signés par plusieurs organisations militantes, syndicales et politiques non-identitaires et/ou homosexuelles. Sur ces questions liées à l'homosexualité dans l'Education Nationale, je me suis rendu compte très rapidement en discutant avec eux qu'il existait une mallette pédagogique conçue par Ségolène Royale, je m'en suis procuré une histoire de savoir de quoi il était question. C'est catastrophique. C'est un cours d'éducation à la sexualité de deux heures. Déjà je conteste le terme "d'éducation à la sexualité", on "éduque" pas quelqu'un à la sexualité, on "informe sur les sexualités", car jusqu'à preuve du contraire il existe plusieurs sexualités. Quant au fond même de cette mallette, il y a une vidéo d'un dessiné animé avec deux personnages, un bleu et un rose qui s'embrassent et lorsqu'ils font l'amour un petit personnage orange se pointe jusqu'à ce que les deux personnages prennent des préservatifs ou des contraceptifs pour le tuer. Toujours cette sécurité normée. Bref, j'ai eu des enseignants (âgés de 50 ans et plus) qui m'ont dit qu'ils n'avaient pas été formés dans leur IUFM pour parler d'homosexualité avec les élèves, et qui du coup quand ils leur arrivent d'avoir des questions sur ce sujet ils ignorent quoi répondre. Et ce n'est pas avec cette mallette qui est nulle à chier qu'ils vont pourvoir trouver des réponses. De notre côté, nous avons organisé à l'occasion de la *Lesbienne et Gay Pride* une projection-débat du film "*Comme un garçon*". Suite à cela nous avons signé une convention avec le rectorat qui s'est engagé à ce que dans chaque établissement de la région il y ait une affiche avec le numéro de téléphone de la *Ligne Azur* (en plus de flys). Sauf qu'il a eu des proviseurs qui on refusé ces affiches, des parents refusant toujours et encore qu'un enseignant parle d'homosexualité. Nous avons utilisé l'outil de communication qu'est la *Lesbian and Gay Pride*, nous avons fait venir des gens grâce au prestige et au sérieux de la marche, afin de les inciter à débattre de cette question et faire en sorte qu'ensemble nous fassions avancer les choses par le biais de projets concrets. Je considère qu'il n'y a pas de forteresse que l'on ne peut pas prendre.

Christian Duhs : Ces différentes interventions sur la question de l'Education Nationale montrent que les *LGP* sont un extraordinaire carrefour de toutes les revendications de la sphère homosexuelle. Et alors que nous sommes en train de faire le constat que les marches sont un outil militant extraordinaire, on constate qu'il nous est impossible de demander aux gens qui organisent et gèrent cet outil de gérer tout ce qu'il y a derrière. Ce qui d'une certaine façon rejoint l'objet même du présent débat, qui est de savoir ce que nous pouvons attendre d'une *Lesbian and Gay Pride*.

Thomas : Effectivement on est en plein dedans puisque se pose directement la question de savoir ce que l'on fait quand on n'est pas occupé par l'organisation de la marche. Un ou deux mois avant l'événement, on s'épuise dans de nombreuses réunions préparatoires, mais hors de cela on peut s'embêter. Par ailleurs se pose, en contrecoup, la question du fonctionnement de chaque *LGP*. Faut-il opter pour un fonctionnement très formalisé comme nous l'avons fait pour Paris ?

Fabrice : A la *LGP Bordeaux*, hors de l'organisation de la marche, nous organisons des activités culturelles, politiques et festives (rencontres littéraires, débats, festival du cinéma gay et lesbien, et une soirée qui est notre seule source de revenu). La marche devient une activité parmi d'autres. Ce qui nous permet de communiquer avec d'autres associations. Ainsi ceux qui viennent nous voir avec des demandes particulières, nous les orientons vers les associations compétentes.

X : A Montpellier, dès octobre prochain on va s'occuper de juin 2002. En fait durant l'année on organise la marche suivante. La *LGP Montpellier* compte 4 ou 5 bénévoles actifs, et ils ne s'occupent que de la marche. Ce qui est déjà beaucoup. D'autre part à la *LGP Ile-de-France* vous n'avez pas de problème financier pour communiquer (du moins pas de la même façon) alors qu'en province les choses sont différentes. Cela explique aussi que l'organisation même de la marche occupe toute l'année

---

Hussein Bourgi : Je voudrais revenir rapidement sur cette histoire d'Education Nationale. On peut avoir l'impression que l'on s 'éloigne du sujet initial sauf que les questions d'éducation sont importantes. Je veux bien que l'on soit satisfait de compter dans la marche 10 syndicats et partis politiques, mais il importe que l'association organisatrice ne soit pas en léthargie, en sommeil durant le reste de l'année. Il y a d'autres domaines qu'une marche où nous pouvons militer.

Jean-Michel : Je voudrais tout de même rappeler que les *Lesbiennes and Gays Prides* ne sont pas seules sur le terrain. La marche n'est pas forcément le seul moment de force, le seul moment visible. A l'exemple de ce qui se passe à Lille.

Christian Duhs : A priori les *LGP* sont des structures qui regroupent les associations présentes sur le terrain. Et n'y a t-il pas un problème de lien entre la structure et ses membres ? Comment cela se fait-il qu'on se retrouve sur tous les fronts ? Et en même temps qu'il y a une émergence du mouvement *LGP*, n'y a-t-il pas une faiblesse du mouvement associatif gay ? Un transfert de l'un vers l'autre ? Je ne pense pas que nous ayons les épaules assez larges pour tout assumer.

Thomas : Du fait de notre communication et de notre forte visibilité, la *Lesbian And Gay Pride* est une des premières associations contactées. A ce moment là, le rôle de l'association est d'orienter les personnes vers la bonne association. Et si les autres ne savent pas communiquer, au moins la *LGP* sert à balancer sur d'autres associations compétences sur tel sujet.

Xavier : A Toulouse, Il existe l'association *Gelem* qui au long de l'année organise la marche. Et cette année je me suis rendu compte que la première moitié de l'année nous nous sommes occupé d'autres choses que de la *LGP.*

Jean-Marc Astor : Même si nous avons été un peu chahutés par les commerçants, nous nous sommes rendu compte à l'occasion de l'édition de cette année que le commercial deviendra (et d'ailleurs c'est le problème des *LGP*) incontournable. Il va y avoir des frictions avec eux, c'est certain. Mais au niveau de la *LGP Marseille* on a vu que la sueur des militants (et je tiens à signaler qu'il y en eut très peu, et j'en profite pour remercier l'équipe qui m'a entouré) s'est passée de structures professionnelles et que nous faisions beaucoup mieux sans qu'avec. C'est une expérience particulière.

Christian Duhs : En fait la question de fond est celle du niveau de revendication du mouvement homosexuel qui exige ou pas d'avoir recours à un professionnalisme à l'américaine. Il me semble que l'on en est arrivé à un stade où nous avons mis la barre tellement haut dans la revendication (quand je vois le travail qui est fait à propos de l'homoparentalité) que nous n'avons peut-être plus vraiment les moyens de nous occuper nous-mêmes.

Hussein Bourgi : A propos de la question du professionnalisme, nous avons eu de grandes discussions pendant des heures et des jours à ce sujet avec différentes personnes. En fait, il me semble qu'il ne faut surtout pas professionnaliser le militantisme homosexuel. Ce que nous arrivons aujourd'hui à faire, nous le faisons avec passion et intérêt. Et le jour où nous aurons des permanents (comme aux Etats-Unis) on va se retrouver avec des directives du style "faire ceci est plus performant que cela" ou "il faut boycotter telle marque parce qu'elle n'est pas gay-friendly". Certes on pourrait le faire, mais nous aurons perdu quelque chose. Déjà que je considère qu'il y a peu de gays et de lesbiennes qui sont concernés et militants, et si demain on leur dit de nous donner du fric et qu'avec on se chargera de dire ce qu'il faut faire en tentant d'imposer une pensée unique …. Il ne faut surtout pas tomber dans cet excès. En revanche, je constate que le milieu associatif (non seulement homosexuel mais aussi les syndicats, les partis politiques) souffre d'un manque de militants et aussi de moyens matériels. Aussi, nous avons certainement à prendre part à la réflexion qui est menée par le milieu associatif français à l'occasion du centenaire de la loi de 1901, et voir comment l'Etat et les pouvoirs publics peuvent mieux soutenir matériellement et financièrement les associations.

Thomas : Que les pouvoirs publics financent des choses qui les remettent en cause me semblerait assez étonnant. Mais il y a d'autres moyens, comme par exemple la reconnaissance d'Education Populaire. Après, sur l'organisation des *LGP*, la solution d'avoir ou pas des professionnels salariés, après tout nous sommes des professionnels dans notre partie mais aussi des bénévoles, bref des gens qui font ce que nous faisons mais en étant salariés (ni bon ni meilleurs que nous, ce n'est pas parce que l'on est salarié que l'on est plus performant, mais c'est un autre sujet), en Ile-de-France nous avons un gros problème de secrétariat, le reste fonctionnant assez bien. Mais c'est bien évident que ce sont les associations membres qui doivent travailler ensemble, et en aucun cas le conseil d'administration de la *LGP* doit avoir autre chose à faire que d'organiser la marche ou de soutenir les revendications. Ce n'est pas à nous de travailler sur des revendications. En revanche comme nous avons pu le faire avec notamment l'*ARDHIS* et l'*APGL*, il est souvent intéressant de créer une commission où viennent d'autres associations sensibilisées sur des problèmes qu'elles ne connaissent pas forcément. Et par la suite voir comment il nous est possible de formaliser ces revendications, pour les communiquer (juste avant la marche) et au final observer comment cette dernière permet de rencontrer des politiques. Bien évidemment comme on est Paris c'est facile de voir les ministères mais il me semble qu'en région il est possible de le faire aussi (dans chaque département il y a des députés). C'est à chacun qu'il convient de les rencontrer afin de discuter avec eux de tel ou tel problème, en utilisant la célébrité de la marche pour accompagner une association. Mais ce n'est pas à nous de prendre la parole pour les gays et les lesbiennes.

Jean-Michel : Avec quelques personnes j'ai constaté que finalement ce qui prenait le plus de temps ce n'était pas l'organisation elle-même mais davantage l'organisation de la semaine culturelle, l'organisation de l'Homo Salon qui a lieu avant et après la marche (le matin et la fin d'après midi). Tous ces moments qui sont certes très intéressants car ils procèdent d'une diversité d'expression, mais qui demandent un plus grand travail que la marche seule. Aussi nous nous sommes dit qu'il aurait été intéressant de présenter les choses différemment en disant que l'on organisait un festival dans lequel il y a bien entendu la marche, c'est à dire présenter au niveau de la communication le festival de film, les différents aspects culturels des diverses manifestations, ainsi que l'Homo Salon. Il est vrai que celui-ci passe quelque peu inaperçu au niveau de la communication alors que ceux et celles qui y vont le trouvent très intéressant. C'est un salon inter-associatif où viennent toutes les associations qui veulent venir, même non homosexuelles. Bref, en le présentant ainsi, il me semble que cela serait plus facile d'avoir des subventions de la part des institutions qu'en demandant des subventions par rapport à la marche elle-même. Ceci dit, il faut trouver un équilibre entre financements publics et privés, mais c'est un autre problème.

Jean-Marc Astor : Concernant la visibilité que peut avoir une *Lesbian and Gay Pride*, cette année nous n'avons pas spécialement fait de tracts pour dire que nous étions là, mais nous avons simplement repris la pétition de l'*APGL* (que nous avons fait signer) avec en parallèle une banderole puisque nous sommes à Marseille directement concernés par la pétition de Muselier (qui est, je le rappelle, le premier adjoint à la mairie de Marseille). Et nous nous sommes retrouvés avec cette pétition qui a très bien marché, les gens se sont précipités pour la signer, alors que l'on y demande le nom ainsi que l'adresse du signataire. On s'est rendu compte par la suite que des gens nous ont ensuite écrit pour nous renvoyer le texte signé. Cette pétition est restée présente dans les esprits.

Christian Duhs : Dans ce que tu dis, il y a quelque chose qui me surprend, sans vouloir attaquer particulièrement une méthode de travail, c'est le fait que ce ne soit pas l'*APGL* qui s'est occupé de faire signer sa pétition. Pourquoi c'est la *Lesbian and Gay Pride* de Marseille qui s'en est occupé ?

Jean-Marc Astor : L'année dernière il y a eu la pétition Muselier qui est venue, il y a donc eut des actions qui ont été entreprises comme sur le net une contre-pétition. Ensuite, lors de la *Gay Pride* de l'année 2000 nous avons demandé à ce que les gens bloquent les standards téléphoniques de la permanence de Muselier, de son bureau à la Mairie et de sa députation. Et en même temps nous avions communiqué son adresse sur le net pour faire de même. Et cette année nous avons eu envie de continuer cette action, et nous nous sommes dit que le contre-pied de la pétition Muselier était celle de l'*APGL*. Mais nous n'avons pas été spécialement contactés par l'*APGL*, et c'est vrai que Marseille étant la ville d'où Muselier à fait partir cette pétition, nous étions en devoir de faire quelque chose concernant cette pétition.

Christian Duhs : Cela illustre que l'on se retrouve investis de tous les combats.

Jacques ARS : C'est un débat que nous avons résolu ici, en particulier avec *Aides*, dans beaucoup de *LGP*. Sur la prévention sida, nous avons dit à *Aides* que cela était à eux de s'en occuper.

Thomas : La solution que nous avons trouvée cette année c'est de leur proposer de faire une action de prévention durant la marche. Au départ ils voulaient avoir un char avec banderoles, slogans et tracts, mais nous leur avons clairement dit que s'ils souhaitaient parler de prévention durant la marche il leur fallait nous proposer quelque chose de mieux. Suite à cela ils ont eu l'idée d'installer à mi-parcours un stand, et de demander aux chars qui passaient devant de baisser leur sono afin que le message de prévention soit entendu. Cette solution permettait à *Aides* de dire qu'il s'agissait d'une sorte de minute de silence en mouvement. L'image était assez jolie.

Stéphane : A Lille, nous avons contacté différentes associations comme *Aides*. Dans ce cas particulier, l'association ne fait aucun travail de prévention. Suite à cela nous avons eu l'idée non pas d'avoir des délégués dans les associations mais d'avoir un délégué prévention qui de fait aurait un travail transversal, un délégué préposé aux relations avec l'ensemble des associations locales. Et c'est lui (et pas le président de la *LGP*) qui est en recherche et en appel. Le milieu associatif qui nous entoure est parfois aussi pauvre que nous pouvons l'être.

Hussein Bourgi : Sur la question de la délégation, c'est quelque chose que depuis 2/3 ans nous expérimentons sur Montpellier. La personne déléguée au milieu associatif s'est globalement bien débrouillé, puisque les relations sont actuellement assez bonnes. Mais là où nous avons de gros problèmes, c'est que nous avons demandé aux établissements commerciaux de désigner un représentant pour intégrer notre conseil d'administration. Les associations se mettent d'accords entre elles pour désigner quelqu'un qui va faire le lien entre elles et la *LGP*, quelqu'un qui va chapeauter l'organisation du forum des associations.

Stéphane : A Lille, on ne s'est pas occupé du fait que les associations se mettent d'accords entre elles. Chaque fois, c'était le pugilat. Avant que l'on arrive (deux mois avant la marche) avec une petite équipe externe, ils se réunissaient une fois par mois, ils étaient dix autour de la table en ayant les moyens (l'intellect, la force militante, peut-être pas la force commerçante et les réseaux pour obtenir des subventions), pour autant le résultat n'était pas, ou rarement, au rendez-vous. Il faut aussi s'intéresser aux individus, j'aimerais que l'on s'intéresse aux individuels. Il n'y a pas que le milieu associatif qui apporte aux *LGP*. Quand je parle d'un délégué, c'est un individuel qui arrive comme ça, et pas forcément le représentant de telle association. En plus, le représentant associatif n'est pas obligatoirement efficace. En tous cas, quand les associations disent exister depuis 20 ans, on ne peut pas leur demander d'être visibles en tant qu'agitateurs (parce que pour moi la *Pride* est un mouvement agitateur avant d'être un mouvement politique). C'est pourquoi je pense qu'il faut aller chercher ailleurs les forces, dans d'autres réseaux que son propre réseau. Souvent nous venons d'autres associations, et nous avons du mal à aller dans d'autres réseaux.

Patrice : De la *LGP Lyon*. Les associations adhérentes à la *LGP* n'ont pas besoin de représentant. Car si nous voulons que les associations s'impliquent réellement avec nous dans l'organisation de la marche, il faut absolument qu'elles soient elles-mêmes présentes. Même s'il est préférable de travailler avec des délégués. Il s'agit aussi de bien cadrer les relations que l'on peut et que l'on doit avoir avec les commerçants et les associations. Ce qui permet de différencier ceux qui s'intéressent réellement à nos travaux de ceux qui n'ont pour objectif que de se servir de la *LGP*.

Hussein Bourgi : Cela pose la question du pourquoi une association ou un commerçant adhère. Cette année à Montpellier nous avons eu quelques problèmes avec une association qui faisait dans la convivialité. Celle-ci a débarqué en disant qu'elle souhaitait adhérer à la *LGP* (chez nous l'adhésion est de 200 Frs en échange de quoi tout ce que l'association adhérente organise est spécifié dans notre programme). Et cette association a donc communiqué sur un événement qu'elle avait organisé, en l'occurrence une soirée qui s'est donc trouvé médiatisée du fait de la forte médiatisation de la *Gay Pride*. Sauf que la soirée en question était organisée dans un établissement hétéro (transformé en établissement gay pour l'occasion), le samedi avant la marche. Ils ont fait salle comble puisque tous les gens avaient vu le notre programme, bien qu'ils n'aient édité ni affiche ni tract. Cette association a poussé le vice jusqu'à ne pas venir à la marche le samedi suivant. Aussi nous nous sommes demandé si on pouvait considérer cette attitude comme une adhésion digne de ce nom. Quant aux commerçants, effectivement on ne les voit pas avant avril. Systématiquement la seule chose qui les intéresse ce n'est pas le mot d'ordre de la marche ou le parcours, mais la soirée. C'est "ou est-ce que vous faites la soirée, et avec qui ?", c'est "est-ce qu'on pourra ceci ou cela ?". Et quand fin juin/début juillet vous réunissez tout le monde (militants et bénévoles) afin de dresser le bilan de la marche, autour d'un apéro pour que chacun exprime son avis sur la marche, on ne voit jamais le moindre commerçant.

Thomas : Et c'est bien. Vous les avez seulement pour la soirée, vous ne vous faites pas chier ailleurs. Après tout, s'ils veulent travailler seulement sur la soirée et qu'ils en sont contents, prenez-en le meilleur parti.

Jean-Marc Astor : Les *Lesbians and Gays Prides* sont les ambassadrices de leur ville. Il est certain que les commerçants ne font pas ce travail, ils attendent après les programmes et la marche pour avoir du monde. Et ils en sont très contents. Je tiens à préciser que leurs 2 plus gros jours en terme de chiffre d'affaire sont celui de la *LGP* et celui de fin d'année.

Hussein Bourgi : A un connard qui démolit la *Lesbian and Gay Pride* disant que c'est tous des cons, que c'est tous des dinosaures du militantisme et qu'il faudrait qu'ils se réactualisent dans leurs actions, j'ai demandé de m'expliquer pourquoi il continuait d'adhérer à l'association. Il m'a répondu qu'il adhérait par cynisme, que ce qui l'intéressait c'était le fait que l'on adressait notre programme à des milliers d'exemplaires dans toute la France, alors que s'il lui fallait s'en occuper lui-même, par exemple en mettant une pub dans le guide *Gai Pied*, cela lui reviendrait beaucoup plus cher. Sans compter que le guide *Gai Pied* est vendu, alors que notre programme est distribué gratuitement.

Jean-Michel : A propos de la communication, et plus particulièrement par rapport aux discours, j'aimerais savoir dans le cas de la *LGP Paris*, pourquoi souvent pendant la marche ils sont au milieu. A Paris il m'a semblé qu'il n'y avait pas beaucoup de monde au départ, et donc je ne sais pas si le discours d'ouverture était beaucoup entendu.

Thomas : C'est effectivement la première année que l'on faisait ça au début, et ce pour deux raisons. C'est vrai qu'à la fin il y a plus de monde, surtout que l'on se retrouvait place de la République (qui est une grande place, point essentiel), et à la fin les gens sont là pour danser, ils n'en ont pas grand-chose à foutre. La rare fois où un discours en fin de parcours a été écouté c'était le porte-parole du PS de l'époque qui s'est fait huer (suite aux problèmes du vote du PACS). Aussi on pensait qu'au début de la marche c'est plus calme, que les gens alors présents seraient certainement plus intéressés par le discours. La deuxième raison est l'impact médiatique de la chose, on s'est dit que les télévisions verraient mieux la chose qu'en fin de marche. Cela a un peu marché sur les télévisions étrangères (nous avons eu un petit extrait sur la télévision coréenne), alors que les télés françaises ne se sont absolument pas intéressées au discours.

Jean-Michel : Si je me rappelle bien, l'année dernière la marche s'arrêtait à la Bastille. Et pendant le discours les chars commerciaux arrivaient avec leur musique à fond les manettes, aussi ceux qui voulaient écouter ne pouvaient pas le faire.

Jacques Ars : Faire le discours au début de la marche c'est mieux car se pose aussi le problème des officiels qui ne sont pas forcément disponibles à 17 heures, surtout un samedi.

Thomas : En agissant ainsi nous étions sûrs d'avoir des gens que l'on savait peu disponibles, comme Robert Hue qui est resté très peu de temps. Après ce que cela à comme portée, c'est une autre question.

Jean-Michel : Cela dépend aussi de votre fonctionnement et de votre pouvoir. Quand j'ai dit de baisser la musique pour mon discours, tout le monde l'a fait car il savait très bien que l'année prochaine ils n'étaient plus là.

Thomas : Cela dépend aussi des priorités que l'on donne à la marche. Est-ce qu'on donne la priorité aux commerçants (pour un certain nombre de bonnes raisons) ou voulons nous donner la priorité au contenu politique ? Dans cette dernière hypothèse, on fout une claque sur la gueule du mec qui ne ferme pas sa sono, même s'il ne revient pas l'année prochaine.

Jean-Michel : Nous avions Martine Aubry qui arrivait et les médias se sont surtout focalisés sur la rencontre moi et Martine Aubry, mais j'en ai profité pour balancer tout ce que j'avais à dire. Ceci montre qu'il faut utiliser autre chose que nos propres réseaux, la politique cela s'utilise aussi.

Hussein Bourgi : Sur la question du discours, j'ai une expérience qui est beaucoup plus malheureuse. L'année dernière, au moment du dépôt de la gerbe, alors que le cortège passait près du monument aux victimes de la déportation (nous avions fait préalablement tout un travail d'information auprès des chars afin qu'ils ferment tous leur sono à l'approche du mémorial durant le dépôt de gerbe), il nous a été très difficile de faire respecter un minimum de silence. Et contrairement aux (nombreux) hétéros de passage qui ont respecté la minute de silence, les chars commerciaux continuaient à envoyer de la techno afin que les gens continuent à danser. A la fin de la marche nous leur avons demandé pourquoi ils n'avaient pas arrêté la musique, ce à quoi ils nous ont répondu qu'on les faisait chier, qu'au lieu de leur parler du passé nous ferions mieux de leur parler du futur, que les homosexuels ont seulement envie de s'amuser, s'éclater, qu'ils en ont rien à foutre de la déportation, qu'il fallait parler des vivants et pas des morts.

Jean-Marc Astor : A Paris il y a eu des prises de parole au début de la marche. A Toulouse c'était plutôt au milieu de parcours. C'est très dur de faire tenir plus de 2 heures des politiques, entre autre sur Marseille où il y a énormément de soleil et où la chaleur est importante. A Paris, où j'étais, il est vrai que j'ai remarqué qu'au début de la marche il n'y avait pas beaucoup de monde par rapport à l'arrivée, mais c'était un choix fait au cours d'une réunion *Interpride*. Par contre, pour revenir à Marseille, cela ne devait pas se faire sur le Vieux Port, puisque nous étions en guerre avec certains commerces qui étaient pas très loin de la Place de l'Opéra. Et au dernier moment nous avons tout arrêté, nous avons également décidé de boycotter l'Opéra et de faire la prise de parole au niveau du Vieux Port. Parce que notamment les commerçants pouvaient mettre de la musique afin de nous ennuyer. Et sur le Vieux Port, à ce niveau nous n'avons pas eu de problème.

Jean-Michel : Il me semble qu'il faudrait arriver à faire que chaque personne qui adhère à la *LGP* apporte quelque chose. Car finalement on se retrouve avec des gens qui disent que tout leur est dû puisque ce sont des commerçants, et qui se pointent avec leur char tout en se permettant de nous juger de ringards. En attendant tout le travail de préparation pour que les gens viennent, c'est nous qui nous le tapons. C'est assez paradoxal que ce soit eux qui s'en mettent plein les poches.

Christophe : Au niveau des commerces et des associations adhérentes, quand arrive la marche qu'elle attitude avez-vous auprès de ceux (non adhérents) qui s'incrustent au défilé avec drapeaux, banderole et chars ?

Hussein Bourgi : Nous nous sommes renseignés au niveau de la loi. Lorsque vous organisez une manifestation de rue, n'importe qui à le droit de venir défiler, sauf (et c'est à ce niveau qu'il est possible des les emmerder) s'ils viennent avec un véhicule motorisé. C'est la personne qui organise la marche qui est responsable pénalement et civilement en cas d'accident et d'incident. C'est pourquoi vous avez le droit de dire que vous refusez de couvrir telle personne n'étant pas adhérente à l'association organisatrice, et vous pouvez demander aux forces de police présentes de lui bloquer l'accès. En revanche s'il s'agit d'une simple piéton qui vient pour flyer ou pour s'exprimer avec un porte-voix, vous ne pouvez rien faire.

Thomas : A Paris nous avons eu un seul cas d'incruste cette année. Nous avions demandé à ce que les associations présentes soutiennent le mot d'ordre de la marche, il y a eut des associations qui étaient prévues mais qui n'étaient pas inscrites lors de la marche (comme *Act Up* qui refuse systématiquement se signer le moindre mot d'ordre collectif). Mais nous ne sommes pas dans une logique d'exclusion, si quelqu'un se pointe, on le laisse faire. On ne va pas se mettre à exclure des gens, sauf si vraiment ils ont des discours complètement contraires au nôtre, contraires à notre charte. A Paris nous avons fait le choix d'être bénévoles (pour différentes raisons), le service d'ordre est donc bénévole. Cela présente certains avantages, mais l'inconvénient c'est que nous n'avons pas beaucoup de monde, en ce sens que nous avions 45 personnes. Et ce n'est pas avec si peu de monde que l'on peut éviter tout débordement.

X : Je n'ai aucun scrupule à virer les personnes qui viennent sauvagement flyer durant la marche, d'autant plus que ces personnes sont de toute façon contactées (qu'elles soient ou non adhérentes) 6 mois avant la marche. L'adhésion est de 200 balles (400 pour les établissements commerciaux). Ce qui me met hors de moi, c'est que certaines personnes veulent utiliser le travail des bénévoles, l'immense travail que cela représente sans soutenir l'association, tout en gerbant dessus.

Jean-Michel : A chaque occasion, il faut utiliser les médias en disant publiquement que tu es président de la *LGP*, et que tu es contre la venue de telle ou telle personne ou structure. Il n'empêche que ce n'est certainement pas à nous à utiliser les forces de l'ordre pour exclure.

Christian Duhs : Bien, comme d'habitude c'est à la fin que cela commence à fuser. Malheureusement nous arrivons au terme du présent atelier. Merci à toutes et à tous.

Jean-Michel Dariossecq : Comme vous pouvez le voir, je ne suis plus très jeune. Et je suis frappé de la différence entre le temps de ma jeunesse et l'époque actuelle. J'ai le souvenir du mouvement homosexuel (qui bien évidement n'est pas représentatif des homosexuels en général, mais davantage de ce qui apparaît, les militants, ceux qui parlent et bougent) d'il y a trente ans. C'est à dire durant les années 70, où nous avions un mouvement général de contestation sociale, en plus du mouvement féministe (les écolos apparaissaient juste). Les gays s'inscrivaient tout à fait dans l'ambiance générale qui était de critiquer nombres d'aspects de la société. On critiquait les institutions, la famille, le travail (et l'exploitation), l'armée (avec les guerres coloniales en cours), la religion (car perçue comme un instrument d'oppression des gens et plus particulièrement des femmes et bien évidemment des homosexuels). Et également le couple, la famille en tant que modèle unique de vie hors duquel il n'y aurait point de salut. L'argent, aussi. C'était l'époque du "peace and love". On critiquait alors la volonté de faire fortune, le but de la vie était d'être heureux et de se faire plaisir. C'était donc une époque qui contestait globalement les institutions en place. Aujourd'hui, si on regarde le mouvement homosexuel actuel, on constate une situation exactement inverse. On ne conteste rien, mieux, on veut s'intégrer. Comme les hétéros, on veut vivre en couple, on veut avoir les mêmes droits ainsi que les privilèges (souvent injustifiés) réservés aux couples par rapport aux célibataires. Des gays militent même pour rentrer dans l'armée alors qu'il y a 30 ans en être rejeté était considéré comme un honneur. Aujourd'hui, sous prétexte que les hétéros ont ces droits, on demande de pouvoir nous aussi en profiter sans se poser de questions sur l'institution dans laquelle on veut rentrer. En 30 ans, la société a évolué, les mouvements féministes et syndicaux ont perdu de leur virulence. Mais surtout, au niveau économique l'école libérale a pris le dessus sur l'école keynésienne (l'Etat doit intervenir afin de mettre en place un certain nombre de barrières pour contenir les effets d'un libéralisme effréné) …….

Ceci dit j'observe que le mouvement homosexuel visible (pas les individus) a fait un virage à 180° dans ses revendications. Il y a 30 ans, le mouvement homo critiquaient les institutions alors que maintenant il n'aspire qu'à les intégrer. Un peu comme un immigré qui souhaite devenir français, il vient avec son accent, sa cuisine et s'emploie à parler correctement le français. D'autre part j'observe une évolution économique vers le capitalisme libéral. Le lien entre ces deux réalités historiques et sociales c'est l'existence d'un marché. La société nous accepte (il faut bien admettre qu'en 30 ans les choses ont évolué) à la condition que nous ne critiquions plus les institutions. Cela n'a jamais été directement formulé, mais au sein du mouvement homosexuel un certain nombre de personnes se proposent de défendre différents droits (PACS et autres) que les instances officielles accueillent favorablement. Le fondement de l'évolution actuelle est cette espèce de marché que représentent les homosexuels. Et dans cette histoire, nous gagnons à défaut d'une intégration totale une moindre homophobie. Dans les sociétés occidentales actuelles, nombre de gens acceptent que des homos puissent vivre en couple. C'est normal un couple, c'est propre (u sens de propre sur soi). Des homos gentils et propres sur eux, qui respectent la hiérarchie, les institutions, qui ne critiquent pas l'armée ou la police, sont tout à fait acceptés.

X : Les associations homosexuelles au sein des entreprises (à l'exemple de *Gare*) me semble être le prolongement naturel de ce processus de reconnaissance des homosexuels en tant que marché. Dans les entreprises, les associations homos sont bien plus que des groupes de gens qui se réunissent pour faire la fête, ils sont là aussi pour travailler à une assimilation, à une intégration sociale des gays et des lesbiennes dans l'entreprise. D'ailleurs je suis persuadé que la majorité des homos ne sont pas forcément des contestataires mais davantage des gens qui aspirent à rentrer dans un système complètement lisse où on leur fout la paix. En fait il existe deux tendances, celle du contestataire qui avant d'intégrer une institution s'interroge systématiquement sur celle-ci (se demandant si cela lui est profitable, s'il le fait pour être l'égal de l'hétéro), et celle de ces personnes qui sans se poser de question s'occupent de prendre le même train que les autres.

Jean-Paul : Aujourd'hui nous avons le PACS avec tout ce que cela comporte par rapport aux années 70. D'ailleurs, le mot d'ordre des *Gays Prides* est assez éclairant. Sur le terrain syndical (autre terrain militant), par exemple la CGT en tant que confédération a fait des propositions à propos du PACS. Et la CFDT qui autrefois (on voit ici l'évolution des organisations syndicales par rapport au marché) était à fond à côté des revendications des femmes, qui prônait l'autogestion au sein de cette société capitaliste mais qui aujourd'hui est un partenaire essentiel du patronat, se trouve à demander pour les salariés qui signent un PACS les mêmes droits que pour les couples hétéros qui se marient. Les revendications syndicales se sont appuyées sur le PACS, malgré que ce ne soit pas une chose extraordinaire et qui pose un certain nombre de contradictions. On aura le maximum de droit quand on réclamera le droit à la différence, et non pas à l'indifférence.

Jean-Michel : Dire que la visibilité gay va dans le sens de l'intégration me semble quelque peu pessimiste. D'accords, des types pas sortables du *FHAR* en 71 /72 on passe au PACS et à une forte visibilité gay, mais il y a eu le mouvement inverse au sein de la société. Il n'y a ne serait-ce que 40 ans, les militants du *Planning Familial* qui faisaient du prosélytisme pour la contraception (sans parler de l'avortement) se retrouvaient en prison. En matière de mœurs, il y a eut une certaine et importante évolution. Par exemple, avant quand on se mariait c'était pour la vie, le divorce n'étant alors en aucun cas envisageable. Le concubinage est devenu une norme, alors que dans les années 60 qu'un homme vive avec une femme sans être marié était quelque chose de sale. En fait, tu as deux évolutions croisées, d'une part celle des gays dans le sens d'une demande de reconnaissance sociale, et d'autre part celle de la société dans son ensemble (et donc des hétéros) vers certaines valeurs. Ainsi, par exemple, on peut voir chez nombre d'hétéros un "look gay ". Je ne crois pas qu'en France il y a un conseil de l'ordre qui décide de nous accorder tel et tel droit sous prétexte que nous allons dans le bon sens, il y a la force militante qui s'appuie sur le principe de base qui est la démocratie. Et dans ce cadre, les gens votent selon les propositions qui leur sont faites. Je suis membre des *Verts*, et je vois l'évolution de ce parti durant les dernières années à vouloir tendre vers une société plurielle ……. Et effectivement, en parallèle les *Verts* ont évolué vers une certaine respectabilité.

Jean-Michel Dariossecq : La liberté que nous avons gagnée avec la libération des mœurs a également profité aux hétéros (divorce, avortement …….). Ceci dit, du moment qu'ils ne contestent plus les fondements de la société, qu'ils respectent la valeur du couple et de l'élevage des enfants, les couples homos sont tolérés. Il y a 60 ans on exigeait d'être vierge avant le mariage, maintenant on s'en tape du moment où l'objectif de se mettre en couple est bien la reproduction.

Irène : Sur le chapitre des avancées de la société, si elle a avancé c'est justement parce qu'il y a 30 ou 100 ans des mouvements de contestation remettaient fondamentalement en cause les choses. Et il y a 30 ans l'ambition du mouvement homosexuel d'alors n'était pas de faire passer une mode vestimentaire, alors qu'aujourd'hui sous prétexte que les hétéros reprennent à leur compte certains de nos codes vestimentaires cela fait dire à certains que les homos sont aux avant-postes. Les mouvements homosexuels et le mouvement féministe ont fait énormément évoluer la société, du fait d'un discours radical. On a beaucoup reproché aux féministes d'être trop radicales, ce qu'elles étaient souvent. Mais c'est ainsi qu'on fait bouger les choses. Maintenant, ce qui m'étonne ce n'est pas qu'il y ait un mouvement qui revendique la banalité, après tout ce n'est pas parce que les gens sont homosexuels que l'on peut exiger d'eux d'être d'extrême gauche, ne pas vouloir être PDG ou actionnaires. Il existe chez certains homos une demande de banalité. A l'exemple d'*Arcadie* (dont malgré tout l'existence fut importante). Non, ce qui m'étonne c'est que nous n'ayons plus que ce discours. Et que les plus militants, les plus visibles tiennent ce discours. J'ai une certaine ancienneté dans les mouvements homos lesbiens féministes (en Belgique), et il y a 2 ans en arrivant ici je fus très agréablement surprise parce que pour la première fois j'ai entendu des gens dire comme moi qu'ils étaient contre le mariage, qu'ils ne pensaient pas que cette revendication soit la plus libératrice, celle qui fasse le plus avancer les choses. Et c'est aux *Universités* que j'ai vu que ce débat pouvait avoir lieu, et que visiblement cela intéressait des gens. Contrairement à ce que l'on entend. Parce que ce discours est très largement majoritaire ? Parce que les autres ne sont pas suffisamment organisés ?

Jean-Michel Dariossecq : Cela fait maintenant trois ans que j'essaie de le faire passer. Il y a donc deux ans j'ai animé un atelier anti-PACS, l'année dernière j'ai abordé la question des gays et du libéralisme. Et cette année je remets ça. Mais j'aimerais vraiment entendre des gens qui partagent les mêmes idées, car jusqu'à présent j'ai surtout entendu des intégrationnistes. Ce qui est leur droit puisqu'ils sont majoritaires. Comme ils ne remettent pas en cause la société, ils obtiendront ce qu'ils demandent (avec quelques frottements). Après tout, je ne vois pas pourquoi une société comme AXA ne donnerait pas un jour de congé à l'un de ses salariés pour la signature d'un PACS quand un collègue qui se marie en profite.

Christine : Ce qui m'effraie actuellement c'est qu'il y a une sorte de paradoxe à s'investir (collectivement) sur un certain nombre de revendications (l'énergie qui a été dépensé pour le PACS est assez incroyable) par rapport à des choses qui vont disparaître. Par exemple d'ici 5 ans la Sécurité Sociale, telle que nous la connaissons aujourd'hui, n'existera plus. La retraite, n'en parlons pas. L'emploi précaire tend à se généraliser. Ceci dit, il y a plusieurs combats à mener, et ce n'est pas forcément les mêmes individus qui les mènent, mais comme le disait Irène il y a un vide. C'est pourquoi il me semble utile de donner un éclairage économique car le libéralisme devenant de plus en plus fort, présent, on assiste à une coupure de plus en plus nette entre économie et social. Roselyne Bachelot en est un exemple typique, au niveau social elle est écoutable contrairement au niveau économique. Une vision plus large et à plus long terme manque dans le milieu lesbien et gay. Si à une époque on pouvait se dire que nous étions à l'avant-garde (une sorte de moteur), aujourd'hui face au capitalisme nous manquons de critique.

Jean-Michel Dariossecq : Il y a un moment où il faut être intégré car quand on n'accepte rien, quand on refuse tout, on finit par se retrouver dans un vide total. C'est d'ailleurs pour cette raison que ne voulant pas passer pour un révolutionnaire total j'ai demandé jusqu'où il nous était possible de remettre en question la société actuelle. Je reviens à mon idée du pacte (on nous accepte du moment où nous ne contestons plus la société), je crois que si les homos se remettaient à critiquer la société comme ils le faisaient dans les années 70, l'homophobie se réveillerait bien davantage. S'il y avait renaissance d'un

mouvement gay plus radical, on nous tirerait dessus. Et les premiers à le faire seraient les petits couples pacsés qui ne voudraient pas que leurs petits avantages acquis soient remis en question, et qui surtout ne voudraient pas que nous donnions une mauvaise image de l'homosexualité. En fait, si j'ai proposé cet atelier c'est que je veux le beurre et l'argent du beurre. C'est à dire que je veux un certain nombre d'acquis sur les mœurs, sur les droits mais je ne veux pas que cela aille de paire avec ce mouvement d'intégration sociale (et de soumission à la société) que l'on connaît actuellement. Je voudrais que l'on continue à contester la famille, le travail, la religion et le reste, dire que nous voudrions construire autre chose, tout en ayant le droit de vivre, d'exister et de baiser avec qui on veut, quand on veut.

Guy : A propos du phénomène des associations homosexuelles au sein des entreprises, je voudrais savoir s'il n'est pas plus simple d'investir les syndicats histoire d'y porter nos revendications, plutôt que de créer des associations. Afin de mener un combat plus large, comme la défense des acquis sociaux et autres choses qui sont remises en cause. Je trouve cela dommage et même dangereux que les syndicats ne puissent pas se centrer sur des combats comme le PACS.

Jean-Michel Dariossecq : Cela pose la question de savoir si nous devons rester dans un mouvement spécifiquement homosexuel ou parce que le terrain est tellement intégrationniste s'il vaudrait mieux s'investir ailleurs. Personnellement je passe pas mal de temps à militer à ATTAC, ne faisant plus partie d'une seule association homosexuelle. Je ne les supporte plus avec leur PACS et leur jour de congé supplémentaire. Alors que nous avons les retraites qui sont menacées, que la guerre est partout, demander des jours de congé supplémentaire pour un mariage ou pour un PACS m'insupporte.

Christine : Aujourd'hui, j'ai l'impression qu'il y a un seul type de militantisme, un militantisme centré sur les droits sociaux. Et ce qui me préoccupe c'est que ne savons pas trop où vont nos priorités. Je ne suis pas adhérente dans une association, je n'appartiens à aucun syndicat ou parti politique. Ma priorité actuelle c'est les lesbiennes, et dans le milieu lesbien je fais ce que je peux à ce sujet. Mais en même temps, je constate que je ne trouve pas d'endroits ou de moments où sont posées les questions sur la donne économique actuelle. Pour moi, la question économique est fondamentale.

Jean-Paul : Les jeunes générations ignorent l'histoire du mouvement gay et lesbien. Après la *Gay Pride* (en juin dernier), on m'a demandé de faire un bla-bla sur cette histoire. Et je me suis aperçu que c'était quelque chose de presque totalement oublié. C'est aussi valable pour le mouvement ouvrier. Ce qui en soit est dommage, car si tu oublie tes origines tu vas vers un avenir incertain. Il est important de connaître un certain nombre de choses, et aujourd'hui je me réjouis de constater que cette année davantage de jeunes (par rapport aux années précédentes) sont venues aux *UEEH*. Par ailleurs, au niveau syndical les choses évoluent un peu. Je prends l'exemple de la *CFDT* (dont je suis membre) où la création d'une commission homo a permis de prendre en compte la défense de la loi pour le PACS.

Irène : A propos du terme "intégration", il me semble que lorsque nous en parlons nous posons la question en terme de niveau (jusqu'où). Pourtant, il me semble que la question est surtout de savoir à quoi on s'intègre. Cela ne me dérange pas que l'on s'intègre à certaines valeurs. En ce qui concerne les syndicats, dans le cadre de mon militantisme je me suis retrouvée face à un cas de harcèlement moral d'un homo (de la part de ses collègues). Et en tant que syndicaliste, se pose alors la question de savoir s'il convient d'en parler directement au patron en lui disant de sanctionner les coupables ou s'il faut entamer tout un travail de fond. Pour ma part je travaille à la FNAC (où il y a de nombreux homosexuels) et on se demandait si nous devions intervenir en tant qu'homosexuels ou en tant que syndicalistes. Et nous avons désiré que se soit des syndicalistes non-homosexuels ou du moins non étiquetés comme tels qui interviennent. Il est vrai qu'en Belgique les syndicats sont forts, on compte près de 80% de syndiqués, et donc la situation est différente en France où il est évident que ce type de discours est plus difficile à faire passer. Enfin, sur cette histoire de congé supplémentaire à l'occasion de la signature d'un PACS, cela nous montre à quel point nous sommes actuellement dans une logique de couple. En fait, je demanderais que les célibataires, tous ceux et celles qui vivent seuls, puisent rentrer une heure plus tôt parce que ceux qui ont un copain à la maison se trouvent être aidés (comme pour faire les courses).

Laurent : A propos de la relève militante des jeunes générations dans le cadre de la critique des injustices actuelles, de la société telle qu'elle est aujourd'hui, il me semble que le système éducatif occulte certains faits afin de créer des zones d'ignorance. Et de fait on assiste à un accaparement par une certaine élite du discours économique, créant comme une nouvelle religion avec ses grands prêtres. C'est à ce niveau que nous avons un énorme travail à mener, afin de former des jeunes conscients des injustices économiques.

Jean-Michel Dariossecq : Il est exact que l'école (en général) ne fait pas son boulot, mais pour autant il ne faut pas oublier le rôle que doivent avoir les parents. Car même sans que l'on nous apprenne l'économie à l'école, il y a toute une génération qui peut transmettre quelque chose, par exemple, des luttes ouvrières. Même de façon quelque peu simpliste. Parmi nos parents, il pouvait y avoir des choses qui circulaient, certes souvent de façon assez simpliste, mais qui permettaient de conserver un minimum d'esprit critique, et ne pas vouloir simplement gagner plus que son collègue en lui tapant dessus. Quant au social libéralisme (ceux qui se disent socialistes et font du libéralisme), en fait c'est bien pire que ce que peuvent faire les politiciens dits de droite. En vingt ans, ils ont laminé toute pensée autre que libérale, ce qui fait que les jeunes d'aujourd'hui n'ont plus que cette culture.

Christine : Il ne faut pas trop généraliser. Je connais des filles de vingt ans vachement radicales. Nous autres les vieux, d'accords nous avons une culture, une histoire mais nous sommes fatigués. D'où l'intérêt de transmettre la mémoire, ce qui et pour moi un soucis primordial. Le boulot que font les *Archives Lesbiennes* en la matière est assez considérable. Ceci dit, il est vrai qu'il y a une dépolitisation générale.

Jean-Michel : Je suis agréablement surpris de constater que nous parlions d'économie et de syndicalisme, cela dit en tant que gay je me demande ce qu'on peut faire en la matière. Que pouvons-nous faire dans le monde du travail ? L'une des missions des *UEEH* est, sauf erreur de ma part, de planter des graines pour plus tard, afin de lancer des perspectives. Et dans cette optique, je propose de faire circuler une liste où ceux qui travaillent (et qui sont syndiqués) laissent leur coordonnées afin de se retrouver à la rentrée et de voir ce que nous pouvons faire à notre niveau ……..

Jean-Michel Dariossecq : Cela s'est déjà fait l'année dernière. Nous étions une quarantaine. J'ai récupéré plusieurs emails auxquels j'ai adressé différents courriers, particulièrement à l'occasion de la *Gay Pride* en demandant ce que les gens souhaitaient faire à cette occasion, dans l'idée finale de créer un réseau permanent. Seulement 2 personnes m'ont répondu, dont l'une pour me dire que la *Gay Pride* cela la gonflait et qu'il n'y allait pas. Et aujourd'hui, à part Irène, rares sont ceux et celles qui étaient là l'année dernière.

Magalie : Etudiante en sociologie, je suis surtout focalisée sur la problématique des valeurs. Aujourd'hui, il y a des homosexuels qui ont intégré les valeurs hétérosexuelles, construisant ainsi leur homosexualité autour d'un modèle établi. Aussi il me semble que l'intérêt d'un tel atelier serait certainement de participer à l'élaboration d'un autre modèle.

Jean-Michel Dariossecq : Il me semble que la question de l'intégration et la notion du couple, de fait, sont liées. L'évolution des revendications du mouvement gay et lesbien est liée à l'évolution économique du pays. Je ne crois pas qu'il y a d'un côté la société et de l'autre l'économie. En fait, j'ai surtout l'impression qu'un certain nombre de revendications comme le PACS ou l'épargne salariale sont présentées comme des avancées sociales de Gauche, alors qu'en réalité il y a derrière une avancée certaine du capital. La juste revendication serait d'imposer une loi d'avancée sociale qui s'impose à tout le pays, et même au monde entier (on peut rêver). La mondialisation de la solidarité et des lois devrait s'imposer. L'exemple de la CMU en soit est assez symptomatique. L'idée d'offrir à ceux qui étaient exclus de la Sécurité Sociale une couverture sociale est bonne, sauf que non seulement ce n'est pas tout à fait exact (voir les plafonds de ressources qui excluent bien des personnes) mais surtout que c'est un moyen de faire rentrer les assurances privées.

Ceci dit, depuis trois ans, au sein des *UEEH,* je suis dans la dénonciation de ce phénomène de "commercialisation" de l'homosexualité. Aujourd'hui, il me semble qu'il est temps d'agir, qu'il est temps de se demander ce qu'il est possible de faire face à cet intégrationnisme, à cette volonté, ce désir de la plupart des gays d'intégrer les valeurs des institutions, face à la volonté de pouvoir se marier ou de s'engager dans l'armée, attitudes qui illustrent ce désir de conformisme et d'intégrationnisme de l'homosexualité d'aujourd'hui.

Pour ma part, je pense qu'il nous faut utiliser les moyens comme l'Internet. Tant pis pour ceux qui ne l'ont pas …… Effectivement, on ne va pas s'occuper des pauvres …… Sérieusement, je pense qu'il faut se servir de cet outil pour rendre visible ce que nous pensons, pour dire à l'ensemble de la communauté gay et lesbienne qu'il y a des homos qui ne pensent pas comme les autres, comme la majorité. Nous pouvons aussi profiter des *Gays Prides* pour manifester notre point de vue, et je pense en particulier à la *LGP* de Paris. Il se peut aussi qu'il n'y ait pas de place pour ce point de vue, pour cette résistance à l'idéologie majoritaire. Et dans ce cas, il vaut peut-être mieux quitter le terrain communautaire gay et lesbien (tel qu'il est devenu) pour rejoindre les mouvements sociaux, syndicaux et citoyens qui ont une analyse verticale de l'oppression. J'ai essayé d'avoir cette démarche auprès d'*ATTAC* (où je milite), mais la spécificité gay ne les intéresse pas. A part les *UEEH*, je n'ai aucun contact avec le mouvement gay. Donc, qu'est-il possible de faire vis-à-vis des gays ? Qu'elle est notre position à propos du mouvement social qui est en train de naître actuellement (à l'image du G8 d'Athènes) dont les gens parlent peu, comme si les mouvements de critique de la mondialisation libérale ne concernait pas les gays ? On milite pour le droit à l'adoption mais on ne s'intéresse pas à ce qui se passe à quelques centaines de kilomètres de nous.

Béatrice : Plutôt que de penser en terme de "et" et non pas de "ou", sachant que nous n'avons peut-être pas la force de faire les deux, il nous faut choisir. Pour autant je ne crois pas que se soit antinomique. Je ne pense pas qu'il nous faille forcément et obligatoirement choisir un camp, les choses peuvent être ceci et cela. Cette opposition me fait penser aux années 70 où tout était blanc ou noir. Les années 90 nous permettent de remettre en question cette dichotomie de la pensée (qui en fait est assez européenne). Pourquoi ne penserions nous pas en terme de trois (ou plus), plutôt que deux ? Nous savons très bien que chaque chose occulte une partie du champ de vison, et fait voir une autre partie. Bref, en travaillant sur les deux termes nous essayons de travailler à une sortie par le haut de cette opposition. C'est ce que j'essaie de trouver dans mes modes de pensée et de positionnement.

Par ailleurs, je travaille sur les inégalités de genre, j'ai donc un travail très spécifique avec des groupes qui ne se posent que ce genre de questions. Ceci pour dire que pour aller assez loin sur cette question de résistance il faut y aller avec des gens qui ont eux aussi parcouru un certain chemin (de culture) en ce sens. Tu ne peux pas aller très loin avec des gens qui viennent juste de débarquer. Je fais partie d'un forum citoyen où il est question de créer une alternative de projet politique pour la ville de Marseille, et à ce propos j'ai demandé à différentes personnes si elles seraient ou non d'accords pour prendre en compte une autre entrée que les entrées classiques des projets politiques. Actuellement la réponse est positive. Aussi, j'alimente la commission dans laquelle je suis avec cette approche qui vient interpeller les dispositifs centraux. Je crois qu'il faut d'un côté assumer quelque chose de la marge parce que cela nous fait avancer plus vite sur certains points, et d'autre part aller porter notre questionnement dans les champs principaux faute de quoi nous resterons encore et toujours à la marge. C'est pourquoi je dis que ce n'est pas l'un ou l'autre, mais l'un et l'autre. C'est ainsi que je suis dans du transversal, en posant mon questionnement à ceux avec qui je suis et en exprimant ce que je pense (et éventuellement propose). D'ailleurs j'ai été assez surprise de constater, contrairement à ce que je pensais au début, que nombre de personnes voulaient entendre un discours différent. Pour l'instant on me répond positivement, donc je continue. Dans le cas inverse, j'irais porter mon questionnement à d'autres endroits. Suite à la rencontre des femmes qui a eut lieu à Pékin dernièrement, il s'avère que nous nous sommes dit qu'il nous fallait articuler le spécifique et le transversal. C'est à dire continuer à travailler sur notre propre thématique, entre nous, sans pour autant se cantonner à ce seul horizon. Nous devons également interpeller le social, faute de quoi nous risquons de rester isolé.

Bruno : Si nous sommes tous présents à cet atelier, c'est que nous sommes tous intéressés à la fois par les questions spécifiques aux gays, aux lesbiennes et les questions transversales comme la mondialisation (ce qui n'apparaît pas du tout dans la culture gay qui ne s'occupe que de revendications "conservatrices"). Quand on milite pour le droit à s'engager dans l'armée (certes, pourquoi pas), cela ne me m'intéresse pas vraiment. Après sur ce qu'il est possible de faire, il y a la question de la communication interne (entre nous), celle de la visibilité de notre réflexion. C'est une question, faute de quoi nous risquons de rester dans une logique de petits groupes de personnes convaincues mais qui restent entre-elles. En 2000, à la *Gay Pride* de Paris, il y avait un petit cortège d'anarchistes (avec un camion et une chanteuse), il y avait également une soirée avec la *CNT* pour le 1er mai (avec au préalable toute une semaine de manifestations, en particulier un débat sur "Homosexualité et révolution"). Personnellement je ne connais pas les actions d'*ATTAC*, d'autres ignorent peut-être celles de la *CNT* ou des anarchistes, la communication non pas interne mais externe serait de s'informer mutuellement des manifestations ou des événement alternatifs qui peuvent se passer, et faire en sorte d'y être nombreux tout en échangeant idées et autres propositions d'actions sur ces thèmes.

Stéphane : Je suis responsable d'une association (*Couleur Gay*, association des gays et des lesbiennes de Moselle) et depuis que je m'y suis investi, je me bats à longueur d'année pour la renforcer d'autant que j'ai pleinement conscience qu'elle est fragile. Lorsque je discute avec d'autres responsables associatifs (locaux et nationaux) du mouvement gay, je constate que cet état de chose est assez général. En fait, il ne suffirait de pas grand-chose pour voir disparaître nombre d'associations. Cela me fait extrêmement peur quand j'entends des gens (au sein même du mouvement) dire qu'ils ne se reconnaissent plus dans ce mouvement, et qu'il conviendrait de le quitter et d'aller voir ailleurs. A la limite, je ressens cela comme de la lâcheté. Dernièrement j'ai entendu quelqu'un déclarer qu'il ne se reconnaissait plus dans le mouvement gay et qu'ainsi il n'y allait plus. J'ai eu envie de lui demander si on l'avait ou non exclu ou si c'était lui qui ne supportait pas sa position de minorité dans la minorité et qui préfère s'exclure. Pour revenir au débat présent, il me semble qu'il est extrêmement important d'échanger des idées et de les injecter dans ce qui existe déjà, plutôt que d'aller ailleurs et de subdiviser ce qui existe déjà en créant des sous-groupes. L'exemple du milieu associatif parisien en soit est assez exemplaire. On y trouve des associations de tout et n'importe quoi, cela n'a plus aucun sens. L'*Association des Gays Randonneurs*, l'association des *Gays Emballeurs de la Main Gauche*, des ……. Je pense que les positions radicales ont tout à fait leur place dans le mouvement gay, où nous n'avons pas forcément à faire à des gens bornés. Il suffit simplement d'avoir conscience de certaines résistances et de s'employer à convaincre les gens. En fait, c'est une question de stratégie, le nombre de militants disponibles étant actuellement limité, créer une autre association revient à disperser encore plus les forces. N'oublions pas que le regroupement permet la mutualisation des moyens. Dans le cas où quelqu'un était opposé au PACS, rien ne l'empêchait d'investir le milieu associatif et de dire qu'il lui semblait que c'était une connerie.

Irène : Ce qui est important, qu'elle que soit les forces en présence, c'est d'être le plus largement possible présent dans les mouvements sociaux tel qu'ils existent, car c'est là que des choses se passent. La question est de savoir si on a l'énergie de se battre. Autant je trouve essentiel d'y faire entrer dans le champ de réflexion la question de genre, autant je ne vois pas ce qu'au sein d'*ATTAC* ce que je pourrais développer comme axe de réflexion sur la lutte des gays et des lesbiennes. Par contre, dans le mouvement syndical, cela me paraît quelque chose très important. Si je ne vois pas l'intérêt de créer une association gay et lesbienne dans ma boite, par contre il me semble extrêmement important qu'au niveau du syndicat que cette dimension (toutes ces questions d'harcèlement sexuel et surtout moral) soit présente. Il est très important que ces questions soient également prises en compte par les hétéros, quand les gays et les lesbiennes défendent les leurs, et que de leurs côtés les immigrés s'occupent de leurs questions. Il est extrêmement important d'être présent à l'extérieur, mais il ne faut pas que se soit pris en compte uniquement par des gays et des lesbiennes.

Pour ce qui est du mouvement, si nous arrivons à engendrer une visibilité (importante ou non) lors d'une *Gay Pride*, j'aurais peut-être envie à nouveaux d'y aller. En Belgique, où nous assistons au grand triomphe de l'idée du mariage homo, il y avait un groupe de femmes (elles n'étaient pas nombreuses) qui se sont employées à dire autre chose. Mais malgré leur faible nombre, les médias les ont vues. Jean-Michel tout seul à Paris avec sa pancarte, j'imagine que cela ne représente pas une grande force d'opposition, mais si nous sommes quelques uns à participer aux *Gays Prides* afin de porter d'autres revendications qui vont à l'encontre de ce qui se dit, c'est quelque chose qui personnellement m'intéresserait. Je trouverais que ce serait quelque chose d'important, au sein du mouvement comme vis-à-vis de l'extérieur, des médias, de ceux qui nous voient défiler car alors ils sauraient qu'ils existent chez les gays et les lesbiennes d'autres types de réflexions. A Bruxelles, il y a quelques féministes qui viennent à la *Gay Pride*, car ne se reconnaissant pas dans les revendications familialistes, elles sont présentes par solidarité militante. Elles essayent alors de trouver la banderole d'*Amnesty*. Ces derniers temps j'étais à la *Gay Pride* avec *Amnesty*, bien que je n'en face pas partie, que je n'y milite pas, parce que cela ne me semblait pas contradictoire n'était pas en contradiction. Il y a une visibilité possible, si le panneau est assez grand.

Pour ce qui est de l'intérieur, et en particulier en ce qui concerne l'*UEEH*, j'ai déjà eu l'occasion de dire qu'il me paraissait important d'aller dans d'autres groupes porter la bonne parole. Il est important de faire des ateliers entre nous car c'est une façon de se ressourcer (cela fait du bien de s'exprimer dans un groupe où l'on ne se fait pas immédiatement agresser) mais il est utile d'essayer d'exprimer ailleurs qu'entre nous ce que nous pensons. Et l'année prochaine, plutôt qu'un atelier sur la semaine, je pencherai pour un atelier en début de semaine tandis que ceux qui le souhaitent s'occuperaient d'investir (dans la mesure du possible) les différents espaces de parole en s'exprimant. C'est d'ailleurs de cette façon, en 1999, que Jean-Michel et moi nous nous sommes rencontré, à l'occasion d'un forum où nous avons dit chacun la même chose. C'était une des première fois, hors du cercle amical, que j'entendais quelqu'un dire la même chose que moi. Cela n'est pas évident car souvent on se fait jeter, mais il faut avoir un minimum de visibilité. D'autant que je suis certaine qu'il y a plein de gens qui ont des doutes, et avec lesquels il est possible de discuter alors qu'ils ignorent même qu'il y a des gens qui pensent ainsi.

Jean-Paul : A propos des associations homos dans les entreprises, je ne crois pas que leur utilité se limite à la simple revendication du PACS mais davantage à faire en sorte que les gays, sur leur lieu de travail, sortent du placard. Mais en la matière, il me semble que les organisations syndicales ont plus de poids. Toutes les questions intégrationnistes, séparatistes et autres se régleront si on reste (même si on n'est pas d'accords au sein du mouvement gay. Malheureusement nous avons actuellement peu de militants. Et par rapport à cette *UEEH* qui a un rôle (faute de quoi elle ne servirait à rien), et plus particulièrement à tout ce qui peut s'y dire, je suis favorable à la tenue d'un forum sur ces questions. Mais par ailleurs, même si nous ne sommes pas d'accords sur le mariage, sur l'homoparentalité, l'histoire du mouvement gay ne se limite pas à cela. Il y a toute la lutte contre l'homophobie qui n'a rien à voir avec un quelconque intégrationnisme.

Dominique : J'ai l'impression que ce qui vous réunit c'est un ensemble de revendications dont les contours ne sont encore très clairs. Tout le monde n'étant pas forcément d'accord sur tout. C'est pourquoi il me semble que la première urgence est de déterminer qui nous sommes, ce qui nous réunit. C'est à dire constituer un groupe militant, ce qui en soi(t) est une bonne chose car cela donne une ligne directrice au lieu de partir dans tous les sens. Quant à l'idée de créer son propre groupe, il me paraît important de s'occuper au sein des associations déjà existantes de faire avancer nos axes de réflexion, d'autant que la question de l'intégration n'y est jamais abordée. Dans un premier temps, il me paraît important de montrer que nous sommes plusieurs à nous interroger sur la notion même de l'intégration sociale d'une homosexualité correcte.

Jean-Michel Dariossecq : Cela vous paraît raisonnable de demander que l'année prochaine se tienne un forum sur cette question ? Oui ? A condition, bien évidemment qu'on le prépare. Sauf qu'à mon avis le programme pour les deux prochaines années est déjà bouclé. Mais on peut au moins en faire la demande, et y travailler. Là-dessus, merci à toutes et à tous.

ETRE HOMO A 40/50 ANS

Florence : Bien, l'objet du présent atelier est la révélation de sa propre homosexualité à partir d'un certain âge (quarante, cinquante ans) alors que rien ne pouvait permettre d'envisager une telle chose. Que se passe-t-il alors ? Quels bouleversements cette "révélation" implique dans sa vie et dans celles de ceux qui nous entourent ? Durant cet atelier nous allons donc nous employer à tenter de répondre à ces questions. Sachant que l'acceptation de sa propre homosexualité passe par un certain nombre de phases, plus ou moins longues, plus ou moins difficiles.

- **La phase de la négation, du refus :** On ne croit pas, on ne veut pas croire ce qui nous arrive. D'abord à titre personnel en ne se reconnaissant pas homosexuel. On se dit alors que c'est temporaire, que c'est une crise, que cela va certainement passer. La négation a comme fonction que la vérité ne vienne pas trop vite, de façon pas trop brutale. Histoire de pouvoir s'y habituer.
- **La phase du marchandage :** On essaie de dire que si on fait ceci ou cela, les choses iront mieux ou s'arrangeront. Celui qui vient d'annoncer qu'il a un cancer se dit que s'il arrête de fumer et qu'il se met à mener une vie saine, sa maladie sera potentiellement vaincue. Si je rencontre une femme je serais libérée de ma curiosité, c'est mon marchandage personnel, c'est pour cela que j'ai pris cet exemple. Je me suis dit que si j'embrasse une fois une femme, sachant ce que c'est, je n'aurais plus cette curiosité, cette attirance. Il peut y avoir un marchandage négatif en se disant après coup que si on avait fait ceci la situation présente ne se serait produite. Ce qui amène directement à un sentiment de culpabilité très fort.
- **La phase de la colère :** C'est un moment où l'on commence à mieux ressentir la réalité de la chose, on commence à comprendre que les choses ne vont pas s'arranger du jour au lendemain, on commence à se révolter contre ce qui nous arrive, contre la perte que l'on vient d'avoir, contre le divorce que l'on est obligé de subir. C'est un moment où on agresse souvent les gens, sans pour autant être en mesure d'agresser ou de s'en prendre à la personne qui est la cause de la situation. Cette colère peut donc s'exprimer sur d'autres personnes qui n'ont pas forcément quelque chose à voir avec ce qui arrive. C'est aussi un moment ou l'entourage de la personne accepte difficilement la situation, d'autant qu'ils se sentent agressés de façon injuste.
- **La phase du chagrin :** C'est une des phases les plus nécessaires car elle permet de cicatriser la douleur, elle permet à la personne d'évoluer, de grandir. D'ailleurs les thérapeutes disent combien il est important de ne pas refouler ce chagrin, même si c'est difficile à vivre. Sans toute fois s'y complaire ou y rester indéfiniment, car si on n'en sort pas il est impossible d'avancer.
- **La phase de l'acceptation :** La personne commence à admettre que la perte est définitive, tout en ayant conscience qu'il lui est possible de vivre avec et malgré tout d'avancer. C'est aussi un moment où des brides des phases précédentes reviennent, l'état d'esprit de la personne pouvant varier d'un jour à l'autre.
- **La phase de l'amour :** Celui que l'on a perdu mais aussi celui pour soi-même qui peut revenir. Et c'est à partir de ce moment que l'on arrive à pouvoir avoir un nouveau départ.

La capacité à vivre plus ou moins consciemment ces différentes étapes permet d'avancer, de grandir et de pouvoir repartir, de refaire sa vie sur des bases solides.

X : Tout ce processus concerne seulement celui qui découvre son homosexualité ou également le partenaire (mari, épouse) ?

Florence : Cela concerne les deux, celui qui découvre sa propre homosexualité et qui perd son statut d'hétéro marié durant des années, ainsi que l'hétérosexuel qui va perdre son (sa) partenaire. De toute façon, quelle que soit l'entente entre les deux et la façon dont la chose est vécue, il y a toujours une partie de cette relation qui est perdue, les bases de celle-ci changeant. A partir du moment où la personne déclare être homosexuelle, la relation entre les deux change. Il y a toujours des choses à accepter. En plus en cas de divorce, il n'y a pas que le partenaire hétéro qui souffre.

Je vais maintenant procéder à un petit tour de table. Je vous demanderais si vous vous reconnaissez dans ce cheminement, et à quelle phase vous en êtes. Et aussi quelle phase fut pour vous la plus envahissante, la plus difficile à vivre. Ceci afin d'alimenter notre réflexion. Ensuite je propose que l'on réponde aux questions qui se poseront.

Je commence donc ce tour de table. J'ai connu mon ami (avec qui j'ai eu une relation durant 17 ans) alors que j'avais 18 ans. Plusieurs années après notre rencontre je suis partie vivre avec lui en Hollande. Nous avons eu 2 filles. Mais bien que notre relation était très bonne, très agréable, je n'étais pas complètement satisfaite de la vie que je menais. J'avais l'impression qu'il y avait plein de trucs qui n'allaient pas. J'étais sujette à de nombreux problèmes psychosomatiques. Je n'étais également pas satisfaite de mon travail, j'ai donc pris un congé d'un an afin de réfléchir à ce que je voulais. En parallèle j'étais amoureuse depuis longtemps, en secret, d'une femme. Et c'est pendant cette période que j'ai eu le temps de commencer une relation avec elle. Tant que je n'avais commencé cette relation je ne m'étais jamais posé la question de savoir si j'étais ou non lesbienne. Ce n'était pas la première fois que j'étais amoureuse d'une femme, mais je me disais toujours que c'était le genre de chose qui arrive à tout le monde, sans m'interroger vraiment sur mon identité et mes goûts. Et très vite je me suis demandée si j'étais réellement lesbienne, et très vite aussi j'en ai parlé à mon mari. Sa première réaction fut de me dire que je n'étais pas lesbienne, que c'était juste cette femme qui me faisait quelque chose. Puis les choses sont allés relativement vite, un an après nous avons divorcé. Le fait d'en avoir beaucoup parlé nous a permis de divorcer de façon assez calme et sereine (il est vrai qu'avant nous avions une très belle relation). Cela nous a permis également d'accepter la chose sans trop de difficulté. C'est pourquoi nous nous sommes séparé en très bon terme.

Michel : J'ai 72 ans. Dès l'enfance j'ai su que j'étais plus attiré par les jeunes hommes musclés. Par exemple mes parents avaient un couple d'amis avec lesquels nous nous promenions parfois en voiture. Et souvent, je m'asseyais à l'arrière sur les genoux de la dame (qui était certes confortable) alors que j'aurais nettement préféré être sur les genoux du monsieur. De tous temps j'ai su que j'étais attiré par les garçons, mais cela n'avait alors pour moi pas vraiment de connotation sexuelle. Il faut dire que j'étais alors dans un monde où l'homosexualité masculine (et aussi féminine) n'existait pas (ou alors de façon extrêmement clandestine) officiellement parlant. A l'âge de 16/18 ans, l'image de l'homosexualité que je pouvais avoir était celle du couple Coteau/Jean Marais. Et durant des années et des années, je n'avais jamais connu quelqu'un de normal (au sens qu'il n'était pas quelqu'un d'exceptionnel, comme Cocteau ou Jean Marais) étant homosexuel. Bref, comme je n'étais pas complètement bloqué vis-à-vis des dames, je me suis marié. Aujourd'hui je suis père et grand-père.

C'est vers l'âge de 30 ans j'ai eu mes premières expériences homosexuelles. Mon métier (j'étais représentant) faisait que 5 jours par semaine j'étais sur les routes, loin de chez moi. Et un jour je suis passé à l'acte. J'ai été marié pendant 30 ans, et pendant 20/25 ans durant les week-ends je jouais à la maison au bon père de famille quand le reste de la semaine j'avais des aventures avec d'autres hommes. Y compris une qui a compté beaucoup pour moi, peut-être pas autant pour lui car je ne sais pas ce que se serait passé si l'attachement avait été réciproque. C'est à l'âge de 55 ans que je me suis séparé de ma femme, et depuis maintenant une quinzaine d'années je vis seul. Mais j'avais alors, et j'ai encore une vie sociale, je connaissais des gens de ma génération (d'ailleurs je continue de fréquenter des gens de mon âge). Durant des années j'ai milité (jusqu'à peu) à *Aides,* et actuellement je milite avec une autre personne au sein de l'association *Contact.* Les gens autour de moi sont au courant de ma vie et de mes activités militantes, mais rien n'a jamais été dit. Un jour j'ai manifesté pour le PACS et cela est passé aux informations régionales, le lendemain quelqu'un m'a demandé si c'était bien moi qu'il m'avait vu à la télévision. Je lui ai alors expliqué que j'étais contre PACS parce que j'étais pour le mariage. Bref, tout le monde autour de moi pense que je suis homosexuel, mais sans le dire vraiment, ouvertement. Un exemple caractéristique, un jour quelqu'un avec qui je parlais de la question de l'homoparentalité, lui expliquant qu'il existe des enfants dont les parents sont un couple de femmes ou d'hommes et pas forcément un homme et une femme, est parti en me disant que certes l'homosexualité existe, que les homosexuels ont parfaitement le droit de vivre mais qu'il ne fallait pas qu'ils en demandent davantage.

Yves : J'ai 46 ans, je ne me suis jamais posé la question étant jeune ado de savoir si j'étais hétéro ou homo. D'ailleurs c'était quelque chose que je ne connaissais pas, dans ma famille on n'en parlait absolument pas. Sans être pour autant homophobe. J'étais en pleine réflexion sur moi-même, pas tellement à l'aise dans mes pompes, et alors que j'étais au lycée j'ai rencontré une fille avec laquelle plus tard je me suis marié. Nous avions l'un comme l'autre besoin de quitter nos parents. Et durant un certain nombre d'années nous avons été très heureux. Nous avons eu 4 enfants. Mais c'est après la naissance du quatrième que l'ambiance au sein de notre couple s'est complètement dégradée, ayant des façons différentes d'envisager l'avenir. Dans le même temps, de mon côté j'ai eu 2 ou 3 expériences homosexuelles. Notre couple se dégradant de plus en plus nous nous sommes dit qu'il fallait y mettre un terme. Et c'est en 1996 que nous nous sommes séparés. J'ai laissé le choix aux enfants de rester avec leur mère, ils ont décidé de venir vivre avec moi. Et c'est alors que j'ai déménagé de Paris pour m'installer à Grenoble où j'ai rencontré, quelque mois après, mon ami. Celui-ci s'est très bien intégré avec les enfants. Jusqu'au jour où j'ai dit officiellement à mon ex-femme que j'étais homo et que j'avais rencontré quelqu'un. Sur le moment elle a très bien réagi, elle m'a dit que c'était super, que du moment où j'étais heureux c'était le plus important. Sauf qu'une semaine après sa famille, très homophobe, a assez violemment réagi en poussant mon ex-femme à faire en sorte de récupérer les enfants. Et progressivement les enfants sont repartis chez leur mère. Maintenant j'ai fait le deuil de ne plus voir mes enfants, je les laisse entièrement libres. Dans quelques années, quand ils seront plus âgés je verrais bien comment la situation aura évolué. Je m'arrange tout de même pour leur écrire, même si je n'ai pas de réponse. Ceci dit, le fait d'avoir divorcé puis de revivre avec quelqu'un c'est un peu pour moi comme une deuxième vie.

Sylvie : Bonjour, j'ai 43 ans. Moi non plus je ne m'étais jamais posé la question de savoir si j'étais hétéro ou homo. Franchement ce n'était pas du tout le problème. Simplement lorsque j'étais ado les histoires de sexe me gonflaient un peu, j'aimais bien être avec un garçon et flirter, mais de là à passer au lit ….. Je pensais que je n'étais simplement pas trop attirée par le sexe, que j'étais une espèce d'intello. J'étais probablement attirée par des tas de femmes, des filles de mon âge mais c'est quelque chose qui ma faisait peur. Je les repoussais, je niais cette réalité, ne comprenant pas trop ce qui se passait. Et sur la fin de l'adolescence j'ai vécu 2 ans avec une amie, on dormait ensemble, on sortait ensemble. Tout le monde pensait que nous étions un couple sauf nous. Par la suite j'ai appris qu'elle avait eu une expérience homo mais que suite à cela elle avait décidé que plus jamais elle en aurait. Il s'agissait d'une aventure avec une fille (alors qu'elles avaient 15 ans) dont les parents très cathos qui lorsqu'ils ont découvert l'homosexualité de leur fille l'ont envoyée dans un internat religieux. Bref, après un ou deux ans de vie comme ça, me disant que cela ne plaisait pas trop à mes parents, j'ai rencontré un garçon. Nous nous sommes installés ensemble. J'avais envie d'avoir des enfants, nous en avons fait deux. Ils ont aujourd'hui 20 et 17 ans. Mais plus cela allait et plus je m'ennuyais. Alors j'ai commencé par tout changer. J'ai obligé mon compagnon à déménager, j'ai changé de travail, j'ai pris un amant. Mais ça ne marchais pas, j'avais toujours ce sentiment que ça n'allait pas. Entre temps la copine avec qui j'avais vécu avait rencontré une femme avec laquelle elle vivait en couple, et alors que je les fréquentais je ne cessais de me dire que vraiment il y avait quelque chose qui n'allait pas, elles étaient heureuses contrairement à moi. Quand on ne veut pas comprendre, on ne comprend pas. Puis j'ai fini par quitter mon copain, parce que j'avais un amant. Histoire assez classique. Et puis j'ai fait des dépressions d'enfer, je ne comprenais toujours pas ce qui n'allait pas dans ma vie. Et c'est grâce à une psychothérapie que j'ai commencé à entrevoir ce qui se passait réellement. C'est par lettre que j'ai expliqué à mon ancien compagnon que j'étais lesbienne, que j'étais attirée par les femmes. A deux ou trois reprises il avait croisé ma compagne, ils s'étaient regardé de façon assez bizarre, c'est pourquoi je me suis dit qu'il fallait que je lui explique. Il a fait comme si cette lettre ne lui été pas parvenue, je ne sais donc pas du tout comment il vit la chose.

Lucette : Moi non plus je ne m'étais jamais posé de questions. Et il y a deux ans j'ai fait la connaissance d'une amie qui est lesbienne c'est une personne que j'aime beaucoup. Elle m'a aidé à mieux comprendre ce que je n'avais jamais vraiment compris. Il se trouve que je suis militante à *Amnesty International* depuis près de 25 ans, et je suis adhérente de la commission HDH (qui défend les homosexuels). Par amitié pour cette amie. Donc je profite de cet atelier pour essayer de mieux comprendre.

Corinne : J'ai 43 ans. Je suis venue avec Lucette parce que cette question m'intéressait. Je me retrouve un peu dans toutes ces histoires, sauf que je suis la partenaire. Le divorce s'est bien passé et nous continuons à avoir de bons contacts. Il est vrai que nous avions la même vision de la vie. Nous avons deux enfants, de 17 et de 21 ans. Et c'est maintenant qu'il s'occupe beaucoup plus d'eux. Le plus jeune (qui est avec moi maintenant) n'assume pas du tout la situation. Et de fait je me fais beaucoup de soucis. L'homosexualité de mon ex-mari est un secret de polichinelle.

Adrienne : Encore un autre cas de figure. Depuis 22 ans je vis avec Frédéric. Nous avons été concubins durant 18 ans, nous nous sommes donc marié dernièrement. J'ai toujours su qu'il était bisexuel. Nous sommes partis sur un contrat de couple qui incluait qu'il aurait des relations homosexuelles. Nous avons fait un enfant, puis deux autres. Raconter cette période est assez complexe, en ce sens que c'est quelque chose qui se construit au jour le jour. Tant sur le plan du couple lui-même que sur l'acceptation de ce qui peut se passer en dehors du couple. Jusqu'à très récemment j'avais choisi d'être fidèle. Je n'éprouvais pas le besoin de lui rendre la pareille, ni avec un homme, ni avec une femme (alors que j'avais eu une expérience homo étant plus jeune). D'autant que je suis très heureuse avec lui. Nous n'avons pas eu à divorcer puisque nous nous sommes mis ensemble autour de cette clause, ce qui n'est pas toujours facile à vivre. Ce n'est pas non plus le drame du siècle. Je crois que finalement que cela a été plus confortable pour moi que pour lui, car en définitive il s'est senti obligé de m'éviter souffrances et chagrins, et finalement il s'est limité en s'interdisant de vivre jusqu'au bout cette partie de sa personnalité.

Il y a eu le problème des enfants, en ce sens que ce n'est pas qu'on ne voulait pas le dire mais c'est qu'on ne savait pas comment s'y prendre. Nous étions l'un comme l'autre très démunis face à cette question. Ma fille aînée à maintenant 21 ans, et il y a 20 ans la bisexualité ou l'homoparentalité était quelque chose dont on ne parlait pas. Et puis je me disais après tout qu'il était inutile de perturber les gosses avec des choses qui ne les regardaient pas. Il est vrai que depuis un an ou deux les choses sont quelque peu difficiles, car Frédéric s'est rendu compte après avoir fait une analyse qu'il y avait quelque chose qui n'allait pas dans sa vie, que jouer au bon père de famille, au bon mari ce n'était pas son truc. Et donc il a choisit de militer dans diverses associations homosexuelles et bisexuelles, de faire à sa manière une espèce de coming-out dans notre vie de couple et vis-à-vis des enfants. Ce qui a provoqué bien des remous. Les enfants l'acceptent assez bien, même s'il y a eu un passage de flottement. La chose pour eux n'a pas forcément était évidente, surtout pour ma fille aînée qui s'est dit qu'elle n'avait plus de père. Et pour couronner le tableau, ce qui fait que cela fut une période assez difficile pour nous c'est que nous avons rencontré un homme et nous avons la malchance d'en tomber tous les deux amoureux. Dans le cadre d'une relation qui au départ se voulait à 3, avec l'idée que cela était possible puisque le couple lui-même était possible. Et c'est quelque chose qui est dur à vivre parce que c'est une relation qui faut interrompre, ce qui pour moi n'est pas évident.

Frédéric : J'ai eu ma première relation sentimentale à l'âge de 7 ans avec une jeune fille qui s'appelait Joëlle, et ma première relation homosexuelle à l'âge de 10 ans et demi avec un adulte qui m'a abordé au cinéma. J'ai trouvé cela formidable. Je dis beaucoup de bien des pédérastes, des pédophiles (bien sûr, il n'est pas question de prostitution ou de vente de cassette porno). Dans le cadre de mes relations avec des personnes majeures (alors que j'étais mineur) j'ai toujours été respecté, j'ai toujours reçu plein de choses très positives, notamment plein d'informations concrètes sur la vie, sur la sexualité, sur tout ce qu'on ne peut pas demander aux parents. J'ai eu mon premier flirt à 15 ans, et c'est à 16 ans que pour la première fois j'ai fait l'amour avec une fille. Et c'est également à 16 ans que pour la première fois que je me suis fait sodomiser. Donc pour moi la bisexualité c'est tout de suite dès l'enfance. Pendant un certain temps j'ai vécu les hommes d'un côté et les filles de l'autre. Les hommes avaient beaucoup de culpabilité parce que je ne trouvais pas dans mon entourage des hommes qui le vivaient bien, tous le vivaient caché. Les prêtes et les psy n'y comprenaient rien, et n'ont jamais rien voulu y comprendre. De l'autre côté avec les filles j'avais plein d'angoisses, ignorant si j'allais y arriver, si j'allais savoir approcher ce corps si différent du mien. Et cela a duré jusqu'à ce que je me fiance. Sauf que j'ai réalisé qu'elle ne m'aimait pas, elle voulait seulement un mari. Et donc un an avant le mariage nous avons rompu nos fiançailles. Après j'ai fait mon service militaire en Tunisie, et là il n'était pas question de draguer des filles. D'ailleurs cela ne m'intéressait pas trop. J'ai vécu par la suite plusieurs années sans toucher une femme, étant exclusivement homo. Jusqu'à ce que je m'installe à Lille et qu'à Paris se crée le *FHAR*. J'avais alors un copain parisien qui m'a dit que je devrais venir voir, et effectivement je suis descendu à Paris pour les rencontrer. Et de retour à Lille j'ai créé une association Le *Groupe Shakespeare* qui rassemblait des gays, des lesbiennes, des hétéros. Par ailleurs j'ai participé à des manifestations en faveur de l'avortement, complètement habillé en travelo.

Et un week-end au cours d'une soirée, au milieu de plein de beaux mecs, une fille est venue vers moi (à l'occasion d'une danse des tapis). J'étais émoustillé, je me suis dit qu'il y avait quelque chose de bizarre. Le soir même j'en ai discuté avec des copains. Le lendemain au cinéma cette fille est venue se mettre à côté de moi, et m'a dragué. J'ai donc été dragué par cette femme comme on est dragué par un mec dans le milieu homosexuel. J'ai trouvé cela formidable. Et je me suis dit qu'il y avait donc des femmes qui sont vraiment des femmes et pas des petites filles qui cherchent un mari sans rien apporter au lit, des femmes avec une véritable vie sexuelle. Aussi je me suis dit que l'hétérosexualité valait le coup. Je n'ai pas eu une relation avec elle qui a été très loin parce qu'elle avait un copain, et ce n'était pas le contexte. Mais je m'étais dit que les femmes ça valait quand même la peine. Quelques mois après je me suis fait draguer par une autre femme tout aussi bouillonnante (c'était une bombe sexuelle) et pendant un an et demi elle venait me voir trois jours par semaine à Lille. Elle habitait Paris et avait des aventures (ça ne me dérangeait pas), quand elle venait me voir c'était trois jours de bonheur. Le reste de la semaine je draguais des mecs. Puis j'ai eu l'idée de m'installer avec elle à Paris, ce qui ne fut pas une réussite. Nous avons donc rompu.

Mais c'est à partir de cette période que je me suis dit que j'étais réellement bisexuel, que j'avais vraiment besoin des hommes et des femmes en même temps, que je ne pouvais pas faire l'impasse sur l'un ou l'autre faute de quoi je ne serais pas heureux. Et donc à partir de ce moment, j'ai dit aux gens que je connaissais que j'étais bisexuel (la plupart du temps les réactions étaient positives). Comme cette relation m'avait tout de même assez perturbé j'ai fait une psychothérapie, j'ai même fait une formation de psychothérapeute (j'ai ainsi exercé pendant quelques années). Et puis j'ai habité en communauté à Paris, nous étions 15 adultes et 5 enfants dans une très grande maison, une communauté basée sur la psychothérapie de groupe, chacun faisant par ailleurs sa psychothérapie individuelle. Puis j'ai quitté ce groupe en me disant qu'il fallait que je fasse ma vie à moi, et que je me retrouve tout seul. Après quelques mois de solitude complète j'ai eu comme un flash qui m'indiquait que désormais j'étais prêt à rencontrer quelqu'un. Alors j'ai mis une petite annonce dans le *Nouvel Observateur*. Au départ je voulais mettre "Bisexuel recherche relation stable", et on m'a dit que le terme bisexuel faisait partouze. En fait j'ai passé deux annonces, la première fois c'était "Jeune homme recherche personne pour relation stable". Suite à cette annonce j'ai reçu 35 réponses dont 4 hommes. Et suite à cela je me suis dit que désormais c'était avec une femme que je voulais vivre, que je voulais une femme et des enfants, quelqu'un qui ne fume pas (parce que je n'avais pas envie de m'encombrer avec quelqu'un ayant des problèmes de tabac). Aussi j'ai passé une deuxième annonce où j'ai alors marqué "Bisexuel cherche femme". Le *Nouvel Obs* n'a pas voulu, j'ai donc mis "Homo cherche femme pour vivre l'amour et faire bébé". Ceci montre que les bis de façon générale sont fortement opprimés. J'ai eu 7 réponses, j'ai vu 3 femmes. L'une d'entre elles était justement Adrienne.

Et notre relation a commencé sur des bases claires, car je ne voulais pas établir une relation avec une femme sans quelle sache que j'étais bisexuel. Et je tenais aussi à ce qu'elle approuve. Je ne voulais pas de ce genre de femmes qui me disent que j'étais certes bisexuel mais que cela allait passer parce qu'avec elle cela allait me passer. Ce genre de cadeau empoisonné, je n'en voulais pas. Aussi, au départ nous sommes partis sur un contrat de liberté sexuelle. Adrienne est tombée enceinte très vite, ce dont je fut très heureux. Ceci dit j'avais déjà réalisé qu'il me fallait mettre un frein à ma liberté sexuelle parce qu'on ne peut pas avoir le beurre, l'argent du beurre et la crémière. Donc effectivement j'ai vécu comme la plupart des hommes qui vivent en couple, ayant de mon côté une vie homosexuelle externe avec des branlettes à la sauvette, des passes dans les saunas, avec des relations sexuelles où il n'y avait aucun affectif. C'est ainsi que je me suis privé de beaucoup de choses dans ma vie parce que je ne voulais porter préjudice à Adrienne. En février dernier nous avons rencontré un homme bisexuel dans un sauna. C'est vrai que cela a été quelque chose d'extraordinaire pour moi comme pour elle, elle a mis plus de temps que moi à s'en rendre compte. Je me suis enflammé très vite. C'est vrai que c'est un garçon qui n'a pas fait notre révolution de psychothérapeute et de compréhension des choses, qui est vif, nature. Et c'est vrai aussi que je ne suis pas allé jusqu'au bout de ma psychothérapie à propos des hommes, parce que je n'ai jamais été capable de mettre bout à bout mon homosexualité avec mon homo affectivité. Avec cette personne, nos relations d'homme à homme furent conflictuelles alors qu'entre Jean-Patrick (le garçon en question) et Adrienne les choses allaient de mieux en mieux. Ce qui fait qu'un week-end où nous avions

invité Jean-Patrick (dans une maison que nous possédons en bord de mer) il a assisté à une forte explosion. A partir de ce moment la situation s'est fortement dégradée, et de plus en plus. Par la suite Adrienne a pris de pus en plus la liberté de le voir seule à seul durant des week-ends prolongés alors que j'étais absent ou en allant chez lui. Aujourd'hui la situation est très problématique. Adrienne me dit ne pas être prête à arrêter cette relation maintenant, dans la mesure où elle souhaite la poursuivre jusqu'au bout, et dans la mesure où moi au niveau social, au niveau adulte je suis d'accord pour qu'elle le fasse en ce sens que je lui ai proposé que nous prenions en août une semaine chacun de notre côté. Mais au fond de moi-même je demande une réponse. Je passe de la colère à la tristesse, en alternance avec tout de même une impression de bien-être puisque nous en discutons beaucoup. Nous n'avons jamais lâché pied, notre couple a été fondé sur le fait qu'on ne se séparerait pas sans faire un bilan positif de notre relation, et sans faire éventuellement une psychothérapie de groupe, que si on se séparait cela serait de façon positive. Actuellement nous n'en sommes pas à choisir la séparation, donc il y a des moments où je me calme, où je suis relativement bien, mais au moindre indice je suis en alerte.

Florence : Dans tout ce que viens d'entendre, il y a un thème qui revient souvent, celui du coming-out, cette possibilité de pouvoir en parler en dehors du couple. Une autre chose, c'est la question de ceux qui vous soutiennent, quand vous prenez conscience de votre homosexualité et que vous souhaitez en parler avec votre partenaire. Y a-t-il eu des amis, des collègues, des gens pour vous soutenir alors que vous meniez une sorte de double vie.

Michel : Pour ma part mes enfants sont au courant depuis une quinzaine d'années, depuis que je me suis séparé. Bien que nous ne nous soyons pas séparé pour cette raison, mais tout simplement parce que si nous étions d'accords sur l'essentiel nous nous accrochions sur des détails. Le genre de truc (vacances à la mer ou à la montage) qui finissaient par devenir réellement conflictuels. Et lorsque les enfants ont été élevés (c'est à dire quand le dernier a eu 24/25 ans), ma femme et moi nous nous sommes séparés parce que nous ne nous entendions plus.

Florence : Et votre femme savait, durant ces 25 ans de double vie, que vous fréquentiez les hommes ?

Michel : Non. Il y a 2 ans elle a m'a écrit un jour pour me dire qu'elle s'était aperçue de la situation, 15 ans après notre séparation. Après 12 ans de militantisme à *Aides*, c'était assez curieux comme démarche. Elle me disait que finalement cela n'avait aucune importance pour elle, mais que par contre pour les enfants cela lui semblait problématique. Je lui ai répondu sur le même ton ce qui fait que nous nous sommes engueulés. Puis quelque temps après je me suis inquiété pour elle (sachant qu'elle avait fait déjà des dépressions) j'ai contacté des amis qui étaient susceptibles de me donner des nouvelles, et c'est eux qui m'ont appris qu'elle était partie. Et une fois qu'elle est revenue, elle a voulu divorcer. Nous avions alors 70 ans. Sur le plan du soutien, il se trouve que je suis catho et que mon entrée dans la vie associative s'est faite à travers *David et Jonathan*, et de là le passage à *Aides*. Et donc pendant les 25/30 ans de vie commune, j'ai eu l'occasion d'en parler, sur la fin, une fois à une amie qui était conseillère conjugale. Ceci dit, j'avais toujours ce réflexe de me dire qu'à la retraite je retrouverai ce garçon (avec qui j'avais gardé quelques relations). Et un jour que je n'avais pas de nouvelle, c'est son ami qui m'a appris qu'il était mort. Ce jour là, pour moi les choses se sont un peu effondrés.

Florence : Et dans ce cas, que fait-on ? D'autant que cela doit être difficile de vivre avec un tel secret.

Michel : Dans ce cas on se démerde tout seul. On va voir le psy. C'est une période où on est déprimé, où on n'est pas en forme. Et actuellement par rapport à la question de la vie sociale, même si tout le monde est au courant, c'est quelque chose qui me fait mal et que je ne peux pas vraiment partager. Comme lorsque nous nous sommes séparé j'avais déjà près de 60 ans, il est bien évident que je n'ai pas fait la rencontre de ma vie depuis. Ce que tout le monde souhaite. On se noie un peu dans l'activisme, on s'engage dans les associations, on milite, on fait des trucs.

Sylvie : J'ai connu ça aussi. Je suis rentré à *Equivox*, et c'est la chorale qui m'a permis de pouvoir en parler, de pouvoir rencontrer des gens comme moi. Car il est important d'en parler et de connaître des gens qui vivent plus ou moins la même chose que vous, le fait d'être homo. J'avais des tas de copines qui étaient comme moi seules avec des gamins, et quand je leur ai annoncé que j'étais lesbienne ça a été comme les cafards qui s'en vont lorsqu'on allume la lumière. Elles se sont mises à me regarder bizarrement, le moindre geste d'amitié était systématiquement mal interprété.

Michel : Pour ma part au fil du temps j'ai été amené à le dire à des tas de gens qui m'étaient proches (des cousines, des amis). En général c'était bien perçu sauf qu'avec un couple d'ami on n'en parle jamais. Et à certains je ne l'ai pas dit mais je l'ai laissé entendre. Je pense plus particulièrement à un ami que je connaissais depuis l'adolescence (et qui est mort dernièrement), ce fut le rejet absolu, on n'en parlait pas, on ne voulait pas en parler.

Yves : Pour moi les choses sont différentes en ce sens que les amis que je ne vois plus sont ceux que ma femme connaissait également. Et elle s'est employée à me décrire comme le pire des salauds, que j'étais un immonde pervers. Ceci dit, j'ai été membre de l'*APGL* durant 2 ans, et c'est à cette occasion que j'ai pu rencontrer des hommes qui vivaient des situations assez semblables à la mienne. J'ai même failli monter une antenne sur Grenoble, mais nous n'étions pas suffisamment nombreux.

Florence : J'ai envie de demander le point de vue de l'autre côté, celui du partenaire hétéro.

Corinne : Mon couple battait de l'aile (pas au niveau intellectuel), et il y a eu une période où mon mari était très mal (d'ailleurs il n'assume toujours pas, bien qu'il a toujours su qu'il était homosexuel). Il est vrai qu'après coup on se dit qu'il y avait bien tel et tel indice. Mais quand les mots sont arrivés, car il avait rencontré quelqu'un et qu'il ne pouvait plus lutter, il a eu une période très difficile parce qu'il refusait toute pitié, toute aide. Et j'ai donc fait la démarche d'aller voir un psy alors que je n'y avais jamais été. J'y suis allée avec des questions, je voulais savoir par exemple si la situation était irréversible, ce qu'il fallait faire, quelle attitude adopter vis-à-vis des enfants. En fait la psy n'avait pas de réponses. Cependant elle m'a déculpabilisé en me disant que souvent se sont des choses qui apparaissent à l'adolescence, qui doivent être admises à l'adolescence, et quand effectivement on l'admet beaucoup plus tard cela pose bien des problèmes. A un moment, je me suis demandée si c'était ma faute, si avec une autre femme il aurait pu rester en couple plus longtemps. C'est le genre de questions que l'on se pose en de telles circonstances. La psy m'a dit, je le savais déjà, qu'une psychothérapie aidait à assumer l'homosexualité mais qu'il fallait que mon mari vienne lui-même. Ce qu'il a toujours refusé.

Florence : Il est sorti du placard ?

Corinne : Non, il m'a dit qu'il savait depuis des années qu'il était homosexuel, qu'il avait rencontré quelqu'un. Nous avions une crise grave dans notre couple, et cette crise faisait qu'il ne pouvait plus lutter. En fait nous n'avons rien choisi, il me l'a dit et je suis partie quelque temps ailleurs. Puis nous avons décidé de nous séparer. Je me souviens très bien que nous étions chez l'avocat désirant faire simplement une séparation, et c'est l'avocat qui nous a dit que divorcer serait plus simple. Nous nous sommes regardés, et nous nous sommes dit d'accords. En fait nous n'avons jamais vraiment parlé. Nous n'avons eu aucun soutien, nous nous sommes réellement parlé seulement au moment où il m'a dit qu'il avait des pulsions homosexuelles très fortes. Sur le moment je ne suis pas arrivée à savoir qu'il avait eu des relations effectives, se refusant à me parler plus en détails. Après il est arrivé à me dire qu'il avait eu effectivement une relation avec un autre homme, que plus jamais il ne pourrait avoir de relations avec une femme. Mais c'est vrai que nous n'avons rien choisi du tout, qu'il y a eu entre nous un grand silence. D'ailleurs depuis nous n'en parlons plus.

Florence : Même dans votre famille ?

Corinne : Cela se sait. J'en ai parlé à mes parents. Nos enfants le savent. Ma fille l'a découvert, elle a 21 ans (elle est étudiante), elle vient d'avoir un bébé. Elle a voulu recréer la famille qu'elle croit avoir perdu. Mon fils a 17 ans et il a découvert l'homosexualité de son père en faisant l'historique des sites développé sur Internet par son père. Et justement cette découverte était l'une de mes hantises. On sait qu'à l'adolescence il y a des mots qui peuvent blesser, j'avais donc très peur de la façon dont il le découvrirait (les choses se savent forcément). Il a fait cette découverte tout seul, et le problème c'est qu'il s'est fait son film en ce sens que pour lui comme il n'y avait pas de conflit majeur entre son père et moi et que nous nous étions séparé du jour au lendemain (au retour de vacances) il pensait que cela pouvait arriver n'importe quand. Il s'est dit que son père avait été "normal" jusqu'à 40 ans et qu'à 41 ans il était brusquement devenu homosexuel. Et il a eu peur que cela soit héréditaire, que cela puisse lui arriver comme ça. J'ai essayé de lui en parler bien que je sentais que je ne lui apportais pas ce qu'il fallait. Il a toujours refusé d'aller voir un psy. Par contre, il a trouvé de l'aide auprès de sa sœur. En parlant avec elle, il lui a confié ses inquiétudes, il lui a dit qu'il avait peur d'être homosexuel, qu'il ne savait pas si c'était héréditaire. Il a eu l'impression que cela s'attrapait comme une maladie, à n'importe quel âge. Sa sœur l'a rassuré en lui demandant si dans la rue il regardait les hommes ou les femmes, et disant (et constatant) qu'il regardait les femmes, il s'est senti mieux. C'est vrai qu'il est assez timide, pas très affirmé et pour lui (à 17ans) ce n'est pas facile d'en parler.

Florence : Alors justement, est-ce que vos enfants vous en parlent ? Vous en parlez entre vous, mais est-ce que vous en parlez à vos enfants ?

Adrienne : En ce qui nous concerne nous n'en avons pas parlé aux enfants car nous ne savions pas comment faire. En fait j'avais accepté la situation, je n'avais donc pas à m'en plaindre. C'est vrai qu'il y a un manque de soutien en la matière, car en définitive le bisexuel c'est lui qui porte le problème, c'est lui qui a des difficultés, alors que le partenaire n'est pas directement confronté à la chose puisqu'il ne la vit pas personnellement. Dans mon cas c'était quelque chose que j'avais choisi, je ne voyais donc pas très bien pourquoi j'aurais pu me plaindre. Personnellement j'ai vécu cela comme un phénomène d'exclusion parce que je n'avais pas d'amies femmes à ce moment là car je n'arrivais pas à approfondir une relation amicale sachant qu'un jour au l'autre je serais amenée à parler de cette chose là, ce qui me semblait assez problématique. Les rares fois où j'avais tenté d'en parler, on m'avait répondu qu'il était difficile de comprendre qu'une femme puisse accepter une telle situation, qu'il fallait être fou pour tolérer une telle chose. J'ai eu une espèce de rejet qui m'a amenée à penser qu'il valait mieux se garder ses problèmes. Actuellement il existe des tas d'associations pour les homos, les bis, les parents d'enfants homosexuels, tout ce qu'on veut, mais pas pour les partenaires hétéros ni pour les enfants d'homosexuels …..

Michel : Si, l'*APGL* et aussi *Contact*.

Adrienne : Une des choses que notre fille aînée nous a dites, c'est justement qu'il y avait des associations pour tout le monde sauf pour eux, pour les enfants de parents homosexuels. C'est justement cette difficulté d'échange qui n'est pas facile à gérer. Et je n'avais pas le mode d'emploi. Ceci dit, nous en avons parlé avec l'aînée qui a été la première à le savoir. Dans un premier temps elle l'a assez bien accepté, pour 3 ans après revenir en arrière. Le seconde nous reproche le silence. Alors elle c'est autre chose, elle le prend bien. Il faut dire qu'elles ont toujours eu le sentiment d'avoir des parents assez originaux, donc elles s'attendent au pire en permanence. C'est d'ailleurs quelque chose qui les amuse, et elles voient chez leurs copains ou leurs copines des enfants écartelés entre leurs parents. Dans les lycées les mômes en voient maintenant de toutes les couleurs. Les enfants d'hétéros classiques cela devient presque des chef-d'œuvres en périls. Bref la seconde assume bien la situation, d'ailleurs elle dit qu'elle l'avait toujours sentie. Le reproche qu'elle nous fait n'est pas à propos de la situation en tant que telle mais davantage au fait que nous ne lui avons pas dit.

Florence : C'est commun à tous les secrets qui sont gardés. Pas forcément l'homosexualité des parents, mais tous les secrets qu'on leur cache. C'est le reproche qui est fait après, plus tard. Même s'ils ne comprennent pas il faudrait pou(r)voir leur dire.

Sylvie : Reste à trouver les mots. Quand leur père et moi nous nous sommes séparés, je l'ai dit tout de suite à mes enfants que j'étais amoureuse d'une femme. Leur première réaction fut de demander pourquoi. Et même si elles ne le comprenaient pas vraiment, au moins elles le savaient.

Frédéric : Mon fils disait à tout bout de champs "pédé", et un jour je lui ai dit ne plus employer ce terme d'autant que j'étais moi-même pédé. Et c'est resté là, c'est resté complètement abstrait. Et effectivement il a cessé de dire "pédé" (de toute façon il ne savait pas ce que cela voulait dire), mais sans trop savoir, sans trop comprendre ce que je lui avais dit. Et jusqu'à l'âge de 11 ans il a posé beaucoup de questions par rapport à la sexualité. Et c'est à l'âge de 11 ans qu'il s'est complètement fermé et qu'il cessa de poser la moindre question. De fait il n'y avait plus aucun dialogue, j'ai parfois essayé de discuter avec lui par exemple en l'emmenant seul à seul aux sports d'hiver où sur les pistes ont plaisantait sur les hommes et les femmes. Il prenait et il en laissait, et je ne savais pas trop ce qu'il comprenait. Mais finalement il avait parfaitement compris car lorsque j'en ai reparlé ultérieurement avec lui j'ai nettement eu l'impression qu'il savait de quoi je parlais. Tout en ne montrant rien de ce qu'il pensait vraiment. Quant à ma fille aînée, c'est alors qu'elle avait 14 ans qu'elle est venue me trouver (c'est Adrienne qui me l'avait envoyée) car des camarades de vacances lui avaient dit que son père était homo. C'était le fils de l'un de nos amis (qui d'ailleurs, je l'avais remarqué, me regardait beaucoup). Mais bon, à cet âge ils ne font que parler de cul et ils voient des pédés partout. Bref, je l'ai prise à côté de moi et je lui ai expliqué ma vie, que depuis mon enfance j'aimais les hommes et les femmes. J'ai eu l'impression que le message était bien passé, elle semblait rassurée. Mais en fait l'année dernière nous sommes allés ensemble (tous les cinq) à la *Word Pride* de Rome. J'avais alors une culotte très courte avec un string rouge qui dépassait et un tee-shirt de femme qui me tombait sur l'épaule, bref je faisais au moins aussi pédé que n'importe quel pédé. C'était clair. Elle a été outrée, me disant que je ne devrais pas m'habiller en femme. Et suite à la *World Pride,* sans prévenir qui que se soit je suis venu, seul, aux *Universités d'Eté* (ce qu'Adrienne a mal pris, car c'était la première fois de ma vie que je prenais une semaine de vacance seul). Sans savoir vraiment ce que je venais y faire. Je pensais simplement venir tenter de résoudre des choses, de répondre éventuellement à des questions. Au retour des *UEEH* j'ai écrit une lettre de 7 pages (dans laquelle je racontais toute mon enfance, toute ma vie) que j'ai donné à ma seconde fille, lors d'un petit déjeuné. Comme c'est quelqu'un de très intellectuel, j'ai pensé que le message littéraire passerait mieux que la simple parole. Elle a donc lu et a simplement déclaré que c'était évident, qu'elle le savait depuis toujours. Je suis un peu tombé des nues. Et sur la lancée elle a demandé à sa mère pourquoi elle avait épousé un homosexuel, trouvant cela bizarre. Alors peut-être qu'entre eux ils en ont parlé, mais lors de la fête des mères, Coralie (l'aînée) est revenue sur la question en disant qu'elle n'avait plus de père, que je n'étais plus le papa qu'elle avait connu quand elle était petite, que je m'habillais au rayon femme alors qu'avant j'étais en costume cravate. Je lui ai expliqué que tant qu'ils étaient petits je m'employais à me conformer à une certaine image du père, et que maintenant qu'ils étaient grands j'estimais que j'avais le droit d'être moi, de vivre ma vie.

Florence : Je voudrais revenir sur cette question des enfants. Par exemple, comment cela se passe avec votre ami ?

Yves : Au début cela se passait bien. Sauf que maintenant mes enfants sont quelque peu dérangés par la différence d'âge entre mon ami et moi (il a 15 ans de plus que moi). Même s'ils me voient heureux avec quelqu'un. Ma plus jeune fille m'a écrit une lettre en début d'année me disant qu'elle préférait ne plus venir me voir.

Florence : Mais est-ce que l'homosexualité était sujet de discussion dans vos familles ? Personnellement (j'ai 37 ans) je viens d'une petite ville de province, et pour mes parents les homosexuels étaient forcément des artistes ou des coiffeurs parisiens. Même dans les années 70/80. Ce n'était pas de l'homophobie mais plutôt une totale ignorance de la chose.

Michel : Vous avez l'âge du plus jeune de mes enfants, mais à cette époque il y avait tout de même à l'affiche dans les kiosques à journaux des magazines homos. Il y a 20 ans on pouvait y trouver les *Gai Pied*. Ce qui était important.

Florence : Cette absence de parole sur l'homosexualité était due au fait que dans mon entourage il n'y avait aucun homosexuel. Je ne connaissais que des hétéros. Reste que dans certaines familles il y a plus d'homos que dans d'autres. En Hollande j'ai des copains et des copines où les 2 ou 3 frères et sœurs sont homos.

Lucette : C'est que peut-être que dans certaines famille c'est plus facile à assumer que dans d'autres. Pour ma part, je me suis rendue compte qu'en fait j'en connaissais quand j'étais petite. Je ne l'ai compris qu'après, plus tard. Il y avait un couple d'hommes d'un certain âge qui vivaient ensemble depuis longtemps (bien plus que certains couples hétéros actuels). Mais ce n'était jamais dit. Et dans les petits villages c'était accepté à partir du moment où il n'y avait pas d'extravagance. Mais c'est vrai pour d'autres choses comme les mariages mixtes. Je prends l'exemple de ma fille, si elle avait un copain maghrébin, il est possible que sa grand-mère le prendrait assez mal (pourtant elle aime beaucoup sa petite fille). Et dans le petit village où je suis, il y a un couple homo qui s'est installé, ils ont fait construire une maison. Ils viennent d'être élus aux élections municipales. Mais on n'en parle pas. Je n'entends aucune critique, aucun propos désobligeant.

Michel : Qui n'a pas connu les deux demoiselles soi-disant cousines qui vivaient ensemble ? Qui n'a pas eu un oncle célibataire endurci ? On ne s'interrogeait pas vraiment sur la vie sexuelle que pouvaient avoir ces gens. Mais en fait nous avons tous connu des personnes homosexuelles, sauf que la chose n'était pas nommée.

Frédéric : Le fait d'avoir un oncle pédé permet de se dire qu'être homo ne pose pas de problème, puisque cela existe. En fait il y a des familles où il y a autant d'homos que dans d'autres mais personne ne dit rien, personne ne sait rien. Il n'y a pas très longtemps j'ai rencontré un mec originaire d'Italie. Il est pédé comme son frère, mais personne dans sa famille n'en a jamais rien dit. D'ailleurs les autres frères et sœurs, les parents ne sont pas du tout au courant. Si on ne dit rien il n'y a rien, mais ce n'est pour autant qu'il n'y a rien.

Lucette : C'est parce que c'est culturellement mieux admis, qu'il y en a plus. Personnellement, jusqu'il y a 2 ans j'éprouvais une indifférence polie vis-à-vis de cela, je n'étais ni pour ni contre. Quand on sait la difficulté que cela a pu être pour le vivre, pour l'assumer, on peut penser que la tolérance et la compréhension des gens (qui est aujourd'hui plus grande qu'hier) fait que nombre de personnes osent vivre ce qu'ils sont vraiment.

Sylvie : C'est aussi une question de génération. Dans ma famille être épanoui sexuellement ne faisait pas partie des choses importantes. Pour les hommes peut-être moins, mais pour les femmes j'entendais que cela n'avait pas d'importance. Et si c'est bien quelque chose qui a changé, c'est ça. Aujourd'hui on se doit même de l'être, des fois c'est presque une tyrannie. Et cela a beaucoup fait changer les choses car du coup comme on ne tient plus enfermé dans un milieu exclusivement hétéro quand on est homo, on exige de pouvoir vivre ce que l'on est.

Florence : Au moment où j'ai compris que cela m'arrivait, j'ai eu un besoin énorme de le dire. Je crois que je n'aurais pas pu le vivre sans le dire. Trois semaines après avoir embrassé pour la première fois une femme j'avais mis tout mon entourage au courant. Je ne pouvais pas vivre dans le silence.

Sylvie : Il y a aussi la question (qui me semble importante) de la culpabilité. Par rapport au contrat moral que l'on passe avec l'autre. Pour ma part, nous avions prévu d'être fidèles, nous n'étions pas partis sur une relation ouverte. Et quand j'ai découvert mes tendances homosexuelles je me suis sentie coupable. Mais lui, et je connais beaucoup de cas semblables, très vite a mis une limite en me disant que si cela continuait ainsi il faudrait nous séparer. Les femmes dont le mari s'avère homosexuel repoussent beaucoup plus loin les limites, elles tolèrent davantage que ce que les hommes tolèrent. C'est du moins ce que je constate dans mon association. Souvent le processus est beaucoup plus long avant le divorce quand c'est l'homme et non pas la femme qui est homosexuel.

Frédéric : Mais est-ce que c'est par rapport au fait que l'autre est homosexuel ? Ou est-ce parce que plus simplement que l'homme va trouver ailleurs ses amours ? Je suis dans une situation inverse qui est que ma femme est avec mon amant, et c'est vrai qu'à plusieurs reprises je me suis retenu très violemment de ne pas faire de choses définitives. Le nombre de fois où j'ai eu envie de vider les placards et de mettre ses affaires sur le palier est inimaginable. Je suis une sorte de marmite qui se maintient en permanence, qui se verrouille en permanence. Mais c'est vrai qu'il faudrait un rien pour que je dise que l'on arrête tout et que sur la lancée je bazarde toute une vie. J'ai touché le seuil du désespoir à plusieurs reprises. Je me suis employé de toujours cacher ce que je ressentais quand on m'a fait le reproche des ces crises qui n'étaient que la partie visible de ce qui se passait à l'intérieur de moi. Que ce soit dans le cadre de l'homosexualité ou de l'hétérosexualité, les choses sont les mêmes, elles sont tout aussi difficiles à vivre.

Yves : Dans ma famille j'ai eu le cas de mon grand-père que l'on m'avait toujours caché. Il avait été complètement exclu de la famille. Un jour j'ai vu ma mère en pleur, et lui demandant ce qui se passait, elle m'apprend que ce grand-père venait de mourir. Mais sur le coup elle ne m'a pas dit pourquoi il avait était exclu, isolé. Elle ne me l'a dit qu'il y a peu. Mon père n'a jamais voulu que ce grand-père connaisse ses petits enfants, de crainte que cela soit contagieux, qu'il nous agresse.

Michel : Le rôle de l'association *Contact* est de faire en sorte que les relations entre parents et enfants à propos de "cette douloureuse affaire" se passent le mieux possible. Parfois le coming-out vis-à-vis des parents pose des problèmes à la limite insolubles, du fait d'une mutuelle incapacité à communiquer. Si l'*APGL* s'occupe des enfants hétéros ayant des parents homos, nous nous occupons des enfants homos de parents hétéros. Ainsi nous avons souvent le cas de la mère de famille qui trouve sous le lit de son enfant une revue homo et qui nous appelle totalement désespérée, et nous avons aussi des jeunes (et moins jeunes) qui viennent rencontrer des parents dont l'expérience, les réactions peuvent leur être utiles vis-à-vis de leurs propres parents. Nous avons souvent à travailler sur le deuil du petit-fils que les parents d'homos pensent ne jamais avoir, à ce que va dire la grand-mère, les voisins. Ce sont les parents des uns qui aident les parents des autres, et réciproquement.

Florence : Dans mon cas se sont des hétéros qui ont aidé mon ex à accepter mon homosexualité, et à faire en sorte que la phase de la colère passe vite. Leur intervention a contribué à ce que notre divorce se passe de manière harmonieuse.

Florence : Mes parents ont continué d'avoir des contacts avec moi exactement de la même façon, par contre ma mère n'en parle à personne autour d'elle (pas même à ses frères et sœurs). Elle dit que sa fille a divorcé mais pas pour quelle raison, elle ne dit jamais que sa fille est homosexuelle.

Michel : C'est vraiment le genre de truc que l'on entend à *Contact*, des parents qui nous disent qu'à Noël prochain il peut venir avec son copain mais comme il y aura la grand-mère, le parrain, l'oncle, la tante cela pose problème. Ils ne savent pas comment faire ou quoi dire, le fils en question affirmant que s'il ne peut pas venir avec son copain il ne viendra pas. Ce genre de situation est vraiment la nourriture habituelle de l'association.

Yves : Mes parents m'ont dit que dans la famille cela ne posait pas de problème, mais le principal c'était que ça ne se voit pas.

Sylvie : Quand je l'ai annoncé à mon père, il n'a rien compris. D'ailleurs il ne comprend toujours rien. Il m'a regardé avec des yeux comme si je lui parlais chinois. Il n'arrive même pas à comprendre le concept du lesbianisme. C'est même une idée qu'il ne veut pas aborder. Il a une totale incompréhension de la chose.

Florence : Dans le cadre d'un mariage on ne devient pas homo parce que le partenaire hétéro est désagréable.

Sylvie : Dans mon cas personnel c'est tout à fait le cas. Si je suis devenue homosexuelle ce n'est parce que mon partenaire est devenu désagréable. Il n'y a pas plus gentil que ce garçon là. C'est tout simplement qu'à un moment je me suis aperçue que je préférais les femmes. Quand je lui ai dit que j'aimais faire l'amour avec une femme, il est devenu tout rouge.

Adrienne : Il y a aussi la question de la sexualité féminine. Pour beaucoup d'hommes, les femmes n'ont pas de sexualité. S'il n'y a pas un homme, il leur est impossible de vivre une quelconque sexualité.

Sylvie : Il y a aussi la question de l'aveuglement. C'est d'ailleurs assez étonnant cette façon qu'ont certaines personnes à se voiler la face. Dans ma famille il n'y avait personne qui était homosexuel, mais pour autant je n'étais pas dans un milieu homophobe ou puritain. Pourquoi j'ai attendu 35 ans pour m'en apercevoir ?

Florence : Je crois que c'est lié à la vision qu'ont nos parents de la sexualité en général. Quand c'est quelque chose qui pour eux existe mais ne doit pas passer la barrière de leur chambre à coucher, ils estiment qu'il convient de ne pas en parler. Et c'est ce silence qui, je pense, fait que j'ai mis autant de temps à comprendre.

Sylvie : Et je n'ai toujours pas compris. Quand j'étais ado je n'avais aucun trouble, je regardais les garçons, puis j'ai voulu une famille. Ce n'est pas à ce moment là je ne me suis pas posée de questions, mais bien plus tard.

Frédéric : Mais comme tu l'as dit tout à l'heure, au départ ce n'était pas le sexe qui t'intéressait le plus. Dans ta famille le sexe ne semblait pas être important, c'est pourquoi vous n'en parliez pas. Dans un premier temps il vaut mieux dire que ta préférence est de vivre avec une femme. C'est plus facile à comprendre. Ce n'est pas la peine de parler de sexe, les coucheries ne concernent pas les parents. Tu leur dis que d'ailleurs entre femmes on s'entend mieux.

Sylvie : J'ai un peu dépassé ce stade, mais au début j'avais vraiment envie qu'ils comprennent, car c'est la seule famille qui me reste. J'ai perdu ma mère, je n'ai ni frère ni sœur. Bref j'avais vraiment envie que ma famille soit au courant. Vis-à-vis de mon père, il était important pour lui qu'il le sache. J'étais bien consciente des problèmes d'incompréhension que cela allait poser, mais je me suis dit que j'avais 40 ans quand il en avait quelques 70, qu'il n'était pas la peine de compliquer les choses. Mais d'un seul coup, avec ce truc qui m'est tombé dessus (je l'ai tout de même cherché, il ne faut pas exagérer), ce bouleversement monumental, que je me suis retrouvée comme une petite fille qui avait besoin de l'approbation de son papa.

Michel : Il y a aussi le fait de n'avoir plus de famille derrière soit. Je suis fils unique mais j'avais de nombreux oncles et tantes qui au fil des années sont morts. A l'enterrement de la dernière de mes tantes je me suis retrouvé avec sa fille, et nous nous sommes dit que c'était fini, que désormais les vieux c'était nous. Il y a un moment où il n'y a plus personne derrière.

Florence : La reconnaissance de ces gens m'avait importé. Mais cela ne m'importe plus parce que j'ai avancé. D'autant qu'avec les enfants cela s'est très bien passé. En la matière je n'ai plus aucun souci. Ceci dit, j'avoue que le fait que mon ex conjoint ne réagisse pas m'énerve, j'aimerais avoir son avis. Mon bon, c'est comme ça, maintenant je fais ma vie.

Florence : Alors que moi mon ex préfère que le motif de notre séparation soit l'homosexualité plutôt que le fait qu'il a été un mauvais mari. Cela le déculpabilise. De la sorte il se dit que ce n'est pas de sa faute. Et dans tout le processus, dans la phase où je ne savais pas trop ce qui allait se passer, j'ai jamais parlé d'autre chose, je ne lui ai jamais dit que je me sentais dans une impasse, j'ai toujours amené la question sur le terrain de l'homosexualité. Justement afin de le déculpabiliser. Sans compter que j'y voyais mon propre intérêt, me disant que se sentant pas coupable il se sentira plus proche de ce qui m'arrivait, plus proche de moi, ce qui nous permettrait d'avoir par la suite de meilleurs contacts.

Corinne : Sur le coup je pensais que c'était plus confortable d'être quittée pour une raison comme ça que d'être quittée pour une autre femme. D'abord parce qu'il n'y a pas de jalousie, on a l'impression d'une fatalité contre laquelle on ne peut pas lutter. Par contre, après viennent des choses un peu plus sournoises en ce sens qu'on se demande pourquoi on a été choisi. Et là on se demande pourquoi on a vécu 19 ans ainsi. A ce moment là il y a d'autres problèmes, d'autres questions qui apparaissent. Dans mon cas personnel il n'y a pas eu de jalousie ou de rancœur. Et effectivement ce que je regrette c'est le silence de mon ex mari, car si les enfants l'acceptent et sont tout à fait tolérant vis-à-vis de leur père (s'ils le voyaient avec un autre homme peut-être que cela serait diffèrent), en revanche il n'y a pas de dialogue. Je le regrette parce que je crois que les réponses aux questions des enfants c'est lui seul qui peut les donner, et surtout pas moi.

Frédéric : Et c'est à ce niveau, il me semble qu'il convient de parler de bisexualité alternative. En fait, toute personne dans sa vie a droit à un moment donné de choisir de vivre avec l'être humain qu'il a envie. Et s'il a envie de vivre avec un être humain du même sexe que lui, c'est son droit. Mais il ne faut pas pour autant renier qu'à un autre moment on a choisi de vivre avec quelqu'un du sexe opposé, et qu'à ce moment là c'était aussi un vrai choix. Tout au long de sa vie on a eu des choix différents, et c'est cela la vraie bisexualité, ce n'est pas être aujourd'hui hétéro et demain homo, c'est avoir une évolution, rencontrer des personnes différentes qui se trouvent être de sexe différent, et à chaque rencontre réellement aimer la personne. Et je crois que ton mari t'a réellement aimé, pour des raisons certainement très valables.

Corinne : C'est la question que l'on se pose. Car lorsqu'on apprend cela on se demande si l'amour qu'il y avait entre nous fut réel. On se demande si toute sa vie a été un mensonge. Après, c'est quelque chose qui est difficile à aborder, à assumer.

Florence : J'ai aimé mon compagnon, et même si je n'étais pas mariée j'estimais que j'avais signé avec lui une sorte de contrat moral aussi fort que les liens du mariage. Je voulais rester avec lui jusqu'à la fin de mes jours. Et donc, dans la mesure où je continue à aimer les hommes, en plus des femmes, je ne peux pas avoir l'excuse de le quitter.

Michel : Indépendamment des bisexuels, nombreux sont les hommes qui se sont mariés et qui ont eu des enfants, et qui un jour décident enfin à vivre ce pourquoi depuis le début ils sont faits, c'est à dire l'homosexualité. C'est vrai qu'il peut y avoir des gens qui sont successivement, en même temps, dans le même instant, attirés par les hommes et par les femmes. Je connais un garçon qui est dans ce cas. Mais ceci mis à part, la pression sociale est telle (pour les hommes notamment) qu'il s'agit de se marier. Je parle de ceux de ma génération, les femmes se mariaient si on leur demandait la main alors qu'un homme devait obligatoirement, à un moment ou à un autre, demander la main à une femme. Les hommes n'avaient aucune raison de rester célibataires. Pour les femmes on pouvait éventuellement entendre qu'elle ne s'était pas marié parce que plus jeune elle avait eut un chagrin d'amour, mais ce discours à propos d'un homme n'existait pas.

Corinne : J'ai beaucoup lu depuis deux ans. Et je me suis aperçue que c'est quelque chose de socialement assez mal accepté, du moins dans les sociétés occidentales. En fait la bisexualité met mal à l'aise les gens comme le faisaient autrefois les gays et les lesbiennes. Il y a vis-à-vis des bis une méfiance. Actuellement la société, les gens commencent à accepter l'homosexualité, et à propos de la bisexualité il a tout un effort culturel et social à fournir. Ce que l'on arrive pas à comprendre nous avons tendance à le repousser, l'exclure, de dire qu'il s'agit d'un comportement aberrant. Et peut-être (j'espère) que dans un certain nombre d'années on considérera que la bisexualité est seulement une façon différente de vivre.

Florence : Bien je crois que nous avons fait le tour de la question, du moins en partie. Merci à toutes et à tous.

PARENTS D'HOMOS : UNE PAROLE NECESSAIRE

Cette année *Contact Provence* a participé pleinement à la semaine des *UEEH*. Pour notre association l'expérience a été des plus passionnante, et nombreux sont ceux qui nous ont fait part de leur enthousiasme. Nous voudrions souligner trois points qui pour nous ont été importants. A savoir :

- **Les travaux :** Nous avons apprécié la pluralité des travaux, le choix des sujets abordés, la diversité et la compétence des intervenants que l'on pouvait ensuite rencontrer sur le campus et avec qui l'on pouvait échanger pendant de longs moments. Le choix était vaste, les sujets intéressants. Difficile parfois de décider à quel atelier ou à quelle conférence participer, d'où une certaine petite frustration à ce niveau.
- **L'ambiance conviviale :** Nous nous sommes retrouvés à Luminy dans la nature et le calme, loin de tout. Ce furent des journées de travail, d'échange, d'écoute, de détente. Nous avons apprécié la variété des participants, l'ambiance conviviale, la chaleur humaine, les retrouvailles avec certains, les rencontres nouvelles. Nous avons été touchés par l'accueil fait à notre association, ainsi que par le nombre important de personnes venues se renseigner sur notre travail. Etonnés, aussi que *Contact* soit autant connu par certain. Certaines personnes, étonnées, découvraient qu'à *Contact* il y a des parents et se réjouissaient du travail que nous faisons avec les homosexuel(le)s. Pour nous aussi ce fut très intéressant et instructif d'échanger avec tout ceux qui venait vers nous, et d'aller discuter et parfois aussi découvrir les autres associations présentes.
- **Le colloque :** Il a été le point culminant de cette semaine. Une excellente journée. Tous les thèmes (les jeunes, la difficulté de vivre son homosexualité, la famille, ceux qui nous entourent, l'école, l'homophobie, le suicide...) que nous évoquons lors de nos réunions ont été abordés, approfondis, étudiés. Le film "*Etre et se vivre homo*" a été très apprécié. Nous l'avions déjà vu en avant-première lors de notre dernière réunion *Contact* avant les vacances. Les parents qui avaient participé à cette réunion avaient été touchés par la souffrance des jeunes. Comme par exemple ce parent qui nous a déclaré qu'il ne pensait pas que c'était si difficile de se dire homosexuel, ou cet autre parent qui nous disait que selon lui les homos donnent l'impression de faire toujours la fête, de rire et de s'amuser. Ce film vidéo est un excellent outil pour parler de l'homosexualité, de l'homophobie et de l'acceptation de l'autre. Il faut le faire circuler, le faire connaître et en discuter. Il est grand temps que l'homosexualité soit acceptée dans les familles, puis par la société. Il faut aider les parents à accueillir avec amour cet enfant différent qui n'a pas choisi de l'être et qui a le droit de vivre heureux comme chacun de nous. Excellent aussi le niveau des conférences et des débats qui ont eu lieu dans cette même journée. On n'a jamais fini d'apprendre et c'est rare de pouvoir écouter et d'être entourés de tant de spécialistes sur ces questions.

La parole, cet acte nécessaire

Il y a trois ans, *Contact Provence* participait timidement aux *UEEH*. Nous avions un stand dans un couloir où quelques gays et lesbiennes sont passé (durant le week-end de présentation des associations). Mais à part Caroline, aucun parent n'avait voulu venir. L'année suivante, *Contact Provence* était installé dans le grand hall et nous avons été étonnés du grand nombre de gays qui sont venus pour information, et qui en ont profité pour parler de leurs problèmes familiaux. Deux mamans étaient là pour l'écoute, car évidemment, c'était à des parents que ces personnes désiraient parler. Lorsque le milieu familial vous rejette ou vous accueille avec froideur, lorsque les parents ne sont pas encore au courant et que l'on hésite à faire son coming-out, c'est rassurant de rencontrer des parents qui ont déjà fait le chemin de l'acceptation et qui sont en mesure de comprendre, écouter et partager avec amitié ce problème douloureux. On discute plus librement avec des étrangers, on est plus à l'aise pour dire ce que l'on a sur le cœur. Avec des proches on hésite à se confier, par peur de faire mal. Vu le succès de l'année dernière, nous avons voulu créer des ateliers de parole en organisant des rencontres en groupe comme nous le faisons lors de nos réunions tout au long de l'année.

Au départ, nous avions prévu deux ateliers seulement, mais vu le succès rencontré, nous nous sommes retrouvés tous les jours pour nous raconter, sauf le mercredi du colloque. Et comme toujours lors de nos réunions, nous avons constaté que les lesbiennes donnent l'impression d'avoir moins de problèmes. Rares sont les filles qui viennent à *Contact* (c'est intéressant de noter que la même chose se produit dans toutes les associations *Contact* de France). Aux *UEEH*, aucune lesbienne a participé à nos ateliers. Une réunion *Contact* débute toujours par une présentation individuelle, les participants se nomment et brièvement disent pourquoi ils sont là. Après ce tour de table, on évoque le problème qui semble le plus important et on commence à en discuter. Petit à petit, les difficultés de chacun sont mises sur le tapis et abordées. Comme :

- "*J'ai l'impression d'être un monstre. Mon père est brutal et violent et ma mère castratrice. Je ne leur en veux pas mais je suis persuadé que je suis homosexuel à cause d'eux*".
- "*J'ai été dénoncé par une lettre anonyme.*"
- " *Ma mère m'a dit "tu es le déshonneur de la famille.*"
- "*J'ai de gros problèmes avec ma mère (mon père ne le sait pas). Depuis mon coming-out, elle ne me parle plus.*"
- "*Moi, je n'ai pas envie de rompre avec mes parents, donc je me tais. Sur le plan affectif, j'ai toujours besoin d'eux. Je suis en grande souffrance.*"
- "*Cela fait 40 ans que je vis dans le mensonge. C'est dur.*"
- "*On m'a dit: " Homo, toi ? Je ne te vois pas en Drag Queen.*"
- "*Même sans en parler, la sexualité reste implicite. J'avais parlé de liens affectifs, pas de sexualité. Je me suis retrouvé à la porte avec une valise.*"
- "*Chez moi, tout est cliché. On ne cherche pas à savoir.*"
- "*Je l'ai su à 14/15 ans. On pleure pendant des années car on sent différent et on ne sait pas ce qui vous arrive.*"
- "*Il ne faut pas vouloir tout expliquer, ma théorie est qu'on est né comme ça, je n'y peux rien. Il faudrait que mes parents arrivent à le comprendre.*"
- "*Qu'est-ce qui est naturel ? L'homosexualité fait partie de la nature mais n'est pas naturelle.*"
- "*La sexualité c'est d'ordre culturel.* "
- "*Je ne suis pas d'accord, ça ne veut rien dire, je suis comme ça, je n'ai rien choisi et si j'avais pu choisir, crois-moi, je serais hétéro, c'est tellement plus facile à vivre.* "
- "*J'ai l'impression d'avoir un masque, ça me gêne.* "
- "*Je suis gay, il m'a fallu 15 ans pour m'accepter mais je n'ai pas encore le courage de le dire à la maison.*"
- "*Le silence est aussi une protection.* "
- "*Pourquoi les parents se sentent coupables ? C'est une question d'éducation.*"
- "*Je me suis empêché de vivre pendant 10 ans. Ce fut une période extrêmement triste. J'ai quitté mon village, j'ai trouvé un travail en ville. Un jour, j'ai découvert une association gay, je n'étais plus seul Je suis sorti du tunnel.* "
- "*Je travaille dans la grande distribution. Au boulot, on te casse si on le sait.* "
- "*Après les vacances, je ne peux pas dire avec qui j'étais. Alors j'invente.*"
- "*Moi, je me suis inventé une fiancée fictive, mais cela traîne maintenant et comme personne ne l'a jamais vue, on se pose des questions. Je suis mal à l'aise.*"
- "*Mes parents se désespèrent de ne pas avoir de petits-enfants. Ils pensent que cela passera.*"
- "*Le pire c'est lorsque je rentre chez mes parents, lorsqu'il y a une réunion de famille. Il y a des questions qui tuent, comme "alors, toujours pas de petite amie ? Il est temps de te marier.*"

Nous avons eu une moyenne de 12 participants à chaque atelier, sauf lors du troisième atelier. La présidente de *Contact Lyon* et son mari étaient venus nous rejoindre pour quelques jours, histoire de découvrir les *UEEH*. Ce jour là, j'ai été ravie de les avoir pour partager notre atelier. Il n'y avait qu'un gay lorsqu'une fille et sa mère sont venues nous parler.

Une frêle jeune fille à qui ont donnerait 15/16 ans et qui en a en vérité 20. Sa mère l'aide, l'a soutien et essaye de comprendre. Elle est d'ailleurs le seul parent inscrit et participant pleinement aux travaux des *UEEH*. Elle espère ainsi pouvoir comprendre mieux sa fille. A. est une fille qui dans sa tête se sent garçon, et qui veut le devenir pour avoir des relations homosexuelles avec un homme. J'avoue que ce problème nous dépassait un peu. En général, nous accueillons des parents, des garçons et des filles, mais bien qu'ayant des connaissances liées à mes lectures sur la question, je n'avais pas encore eu à affronter un tel cas. J'étais heureuse de l'arrivée et de l'aide de *Contact Lyon*. Au début, la fille assez intimidée a laissé parler sa mère. Celle-ci cherche à comprendre. Elle ne sait pas grand-chose sur l'homosexualité. Elle est la seule personne au courant. Elle parle beaucoup avec sa fille et elle est venue aux *UEEH* parce qu'elle veut l'aider. Le père, le frère, les amis de A. ne savent rien. Celle-ci a entrepris une psychothérapie depuis un an. Elle dit vouloir la continuer encore une année, et ensuite elle voudrait commencer à prendre des hormones, en attendant l'opération. La mère dit que sa fille était très féminine jusqu'il y a deux ans. Le groupe s'est demandé ce qui avait donc pu se passer alors, A. étant peut-être en réaction contre un événement, un drame qui a eu lieu à cette époque. Et si cette envie de changer de sexe ne durait qu'un temps ? Nous espérions qu'elle est dans les mains d'un bon psy !

Revenons aux parents

Même absents, ils étaient avec nous car lors de nos ateliers les participants nous rapportaient les réactions de leur famille. Les parents sont souvent sous le choc lorsqu'ils découvrent l'homosexualité de leur enfant. Ils sont très culpabilisés car ils se sentent responsables. Dans la plupart des cas les réactions se ressemblent et ressortent tous les clichés les plus classiques (mère trop possessive, il s'habillait en fille, je l'ai trop couvé, il faut le faire soigner.....). Ensuite vient la honte (comment l'accepter ? Que dire à la famille, aux amis, aux voisins ?). Puis la rage (Pourquoi chez nous ? Il n'a qu'à s'en aller.). Mais malgré tout l'amour est là aussi (Il s'agit de notre fils (fille), nous l'aimons, il faut le (la) protéger, l'aider, le (la) défendre. Après tout, qu'il (elle) soit homo ou hétéro, le principal est qu'il (elle) soit bien dans sa peau). Le chemin pour les parents est parfois très long. Cela peut prendre des années. Les parents ne s'imaginent pas combien pour leur enfant il a été difficile, dure de s'accepter comme homosexualité. Il faut aussi que les homos se souviennent de leur propre cheminement et de leurs doutes, avant de s'accepter. Cela peut durer longtemps, le chemin pouvant être long et douloureux. Des gays parlent :

- "*Pendant des années j'ai vécu caché, me croyant seul au monde, ne sachant à qui en parler. Alors, j'ai fait semblant d'être comme les autres, avec souvent l'envie d'en finir. Gare à ceux qui ont des allures féminines ! L'homophobie à l'école est très présente et les brimades sont dures à vivre surtout parce que c'est rare que quelqu'un vienne défendre un "pédé". Actuellement, dans la société, il n'y a qu'un seul modèle, celui de l'hétérosexuel. Dès la naissance, on est pris dans un moule. Devant un nouveau-né on s'extasie, on fait des projets, on pense à la descendance et jamais à l'homosexualité. Quel est le parent qui dit plus tard, lorsque tu seras homosexuel ……. ?*".
- "*Tu es un garçon (ou une fille) donc, voilà comment on t'habille. On achète les jouets qui intéressent normalement les enfants de ton sexe. Et plus tard, lorsque tu te marieras tu auras des enfants.*"
- "*Je me savais homosexuel, je le cachais, j'avais peur de la réaction de mes parents, de mon père surtout. La pression à la maison était si forte que je me suis marié, ma femme ne savait rien. J'ai tenu quelques années, nous avons eu un enfant et ensuite j'ai divorcé. Maintenant je vis."*
- "*Ma femme était au courant de mon homosexualité bien avant mon mariage. Elle espérait me changer. Dans ma famille l'homophobie était terrible, il fallait que je me protège. J'ai fait une tentative de suicide au bout d'un an de vie commune, ensuite j'ai divorcé. J'ai entrepris une thérapie. Mes parents ne savent toujours rien."*
- "*Mon père est mort lorsque j'étais petit, ma mère est une forte femme. Un jour, nous parlions d'homosexualité, elle m'a dit que si je devenais homo elle me tuerait. A la maison il y avait un pistolet. Pour me protéger, je me suis fabriqué une autre personnalité, j'étais mal dans ma peau. Lorsqu'on m'a proposé un travail loin de la maison, j'ai accepté avec joie. Ma mère ne sait toujours rien, elle s'étonne que je ne sois pas encore marié, peut-être soupçonne-t-elle quelque chose, je ne sais pas. Maintenant qu'elle est âgée, nous nous voyons une ou deux fois par an, elle ne dit rien et moi non plus !"*

A part Caroline de *Contact Provence*, Violette et Marius de *Contact Lyon*, il n'y a pas eu d'autres parents. Nous le regrettons. Cela nous fait réfléchir aussi sur la manière et les moyens de contacter et nous faire connaître auprès des parents qui sont mal à l'aise avec l'homosexualité de leur enfant, de tous ces parents qui se cachent, qui ont honte et ne savent pas à qui en parler. Comment les contacter ? Beaucoup de travail nous reste encore à faire, le principal est de garder l'espoir et d'avancer. C'est ce que nous essayons de faire !

Conclusion

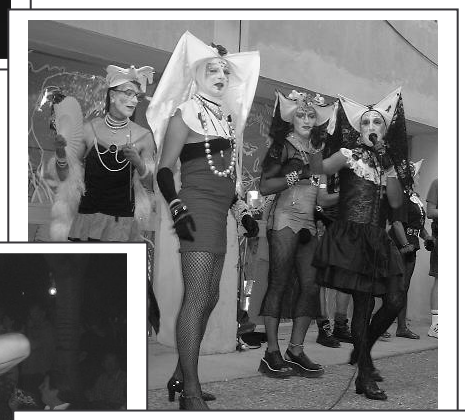
Ces journées ont été formidables et très enrichissantes. Nous avons apprécié les rencontres avec les intervenants, parmi lesquels Michel Dorais, si disponible et passionnant. Les discussions avec les membres des autres associations, et tant d'autres participants (français ou étrangers). Le projet de faire un film vidéo avec les parents où ces derniers raconteraient leurs réactions à l'annonce du coming-out de leur fils (fille) a retenue toute notre attention. Michel Robert de la D.G.S en a lancé l'idée et le docteur Coruble de la DDASS a déjà donné rendez-vous à Caroline en août pour une première réflexion. La rencontre avec Jean-Luc Romero, Conseiller Régional d'Ile de France, qui est venu discrètement participer à l'un de nos ateliers (ainsi que l'échange qui a suivi) a été très intéressant et amicale.

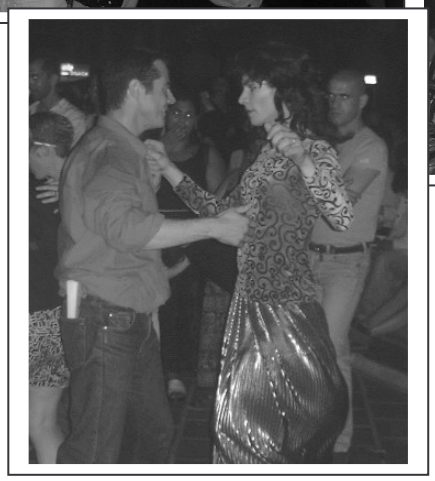
Ceci dit, je voudrais néanmoins souligner deux petites remarques à propos de cette semaine :

- La frustration des marseillais qui travaillent pendant la semaine et qui de fait ne peuvent pas venir.
- Toujours pour les mêmes, le regret qu'il n'y ait pas un week-end de travail pour pouvoir partager au moins pendant deux jours les travaux des *UEEH*.

Les *UEEH* restent un moment privilégié pour ceux et celles que la société critique ou rejette, une semaine où ils peuvent être eux-mêmes, sans devoir se cacher. En tant que mère, j'y ai participé dans le cadre de l'association *Contact Provence*, avec beaucoup de plaisir, même si parfois, seule de mon espèce, j'avais peur de passer pour une "voyeure" ! J'ai rencontré beaucoup de gens intéressant, beaucoup de personnes sont venues à moi, j'ai retrouvé avec joie des amis, j'en ai connu des nouveaux. A l'année prochaine, et qui sait, peut-être j'amènerai des parents, enfin.

"LESBIENNES
GAYS CONTR
ET CO





ALORS, C'ETAIT BIEN ?

Les 103 questionnaires remplis (on va dire 100, histoire de simplifier les pourcentages) ne sont significatifs que d'eux-mêmes (d'autant que tout le monde n'a pas forcément répondu à toutes les questions). Néanmoins, rien n'interdit de penser qu'ils sont tout de même représentatifs d'une certaine tendance de fond. Alors, dans la rubrique "vous avez aimé, adoré ou détesté cette folle semaine", toute une série de (très) jolis chiffres :

A propos du contenant

Cadre : 0% de déçus - 7% de satisfaits - 93% d'enthousiastes

Sur ce point aucune évolution significative, comme l'année dernière (et l'année d'avant) les gens sont pleinement enthousiasmés par le site.

Chambre : 9% de déçus - 79% de satisfaits - 10% d'enthousiastes

A ce propos, comme pour le cadre, aucune évolution significative par rapport aux année précédentes. Le côté "vie en commun" n'est pas pour déplaire. Sauf que de nombreuses critiques furent formulées quant à certains dérapages nocturnes.

Repas : 40% de déçus - 58% de satisfaits - 2% d'enthousiastes

Là-dessus, contrairement au cadre et aux chambres, les choses ont évolué par rapport aux années précédentes. Pour plus de la moitié des gens la qualité culinaire des repas fut correcte.

A propos du contenu

Forum : 14% de déçus - 60% de satisfaits - 26% d'enthousiastes

A ce propos, les critiques s'adressent exclusivement au forum "Ecrire = Jouir" et "*UEEH* : Leur devenir" (débats non maîtrisés, Dustan "fouteur de merde", propos et finalité argumentaire anachroniques), alors que l'intervention de Michel Dorais ainsi que le forum sur l'international ont réuni tous les suffrages.

Cycle : 5% de déçus - 52% de satisfaits - 24% d'enthousiastes

Le programme (international, culture, jeune ……) en lui-même a suscité peu de critiques.

Séminaire : 1% de déçus - 50% de satisfaits - 48% d'enthousiastes

Comme pour les différents cycles de débats, les avis sont globalement positifs. Quelques critiques, mais plus anecdotiques qu'autre chose.

Cinéma : 1% de déçus - 42% de satisfaits - 44% d'enthousiastes

Comme chaque année, la programmation a été plébiscitée (surtout le documentaire sur le *FHAR*). Les critiques portaient surtout la non-multidifusion des films.

Soirée finale : 10% de déçus - 28% de satisfaits - 49% d'enthousiastes

La grande majorité des gens ont pleinement apprécié le côté "visibilité" de cette soirée. Les 10% d'avis négatifs portaient davantage sur des aspects "secondaires" comme la musique ou l'absence de drapeau arc-en-ciel.

Quelques remarques

Les *UEEH* sont un lieu de rencontre. Pour la totalité des participant/e/s, au-delà de l'aspect universitaire et intellectuel de l'événement, les *Universités d'Eté Homosexuelles* sont avant tout un lieu et un moment qui permet de rencontrer les autres (pour 33% d'entre eux) et de discuter (44%). 12% des gens pour les rencontres avec les associations, et 18 % pour les rencontres avec des gens d'autres pays.

Les *UEEH* sont un espace de liberté. Pour 34% des personnes, les *UEEH* sont l'occasion, pendant une semaine, de vivre en tout quiétude leur homosexualité. En ce sens, elle agissent comme nombre de personne comme une "cure de jouvence", allant jusqu'à leur donner la force et/ou la volonté de militer, de s'engager dans une association (12%).

Le colloque, au-delà de la qualité des intervenants (plusieurs bravos adressés à François Delor et Michel Dorai) qui a grandement été appréciée, et du fait que la question des jeunes homos soit abordée, c'est l'aspect "visibilité dans la ville" qui a plu (pour 14 %).

On revient ? Pour 76% des personnes il est évident que l'année prochaine ils reviendront. Pour 20% cala dépendra de leur disponibilité du moment (seulement 2% d'avis négatif). Ceci montre que malgré les critiques entendues, les Universités par leur nature recueillent tous les suffrages. Cela se voit par le désir exprimé par beaucoup (41%) de s'investir durant la semaine (31% pour relayer l'information, 8% pour aider durant la semaine, 2% pour traduire, 3% pour animer un atelier).

Des critiques

La mixité du public fut jugée satisfaisante par 12% des personnes. Mais pour 15%, la présence des femmes durant la semaine comme durant les prises de parole fut notoirement insuffisante. 22% des personnes ont estimé que les débats furent souvent émaillé de propos violents et/ou misogynes.

Les forums sur la culture et sur le devenir des *UEEH* ont soulevé nombre de critiques. Notamment sur la tenue des débats (14%) ainsi que sur la pollution verbale de certains intervenants, en particulier Dustan (15%).

Un programme, un ton trop universitaire. 18% des personnes ont déploré une ambiance trop "politiquement correct" tant au niveau des prises de parole que des thèmes abordés.

Un manque important d'atelier sur le corps. Pour 24% des personnes le programme des *UEEH* souffraient notablement d'un manque d'ateliers sur la question du corps. Par ailleurs, l'existence d'ateliers sur les sexualités extrêmes (7%) ou la question de la féminité chez l'homme (6%) furent vivement souhaitée.

L'absence d'Assemblée Générale de Clôture a été très fortement ressentie (pour 31% des personnes). Les critiques portaient surtout sur l'absence de la possibilité de dresser le bilan de la semaine, ainsi que de pouvoir tous ensemble se dire que la semaine arrivait à son terme.

La question de la mixité. Contrairement à l'année dernière où nous étions arrivée à une presque parité homme/femme, cette année les femmes furent moins présentes (un taux équivalent à l'édition 1999). Ceci doit nous interroger.

Si la qualité du programme en elle-même (exception notable des forums sur l'écriture et sur le devenir des *UEEH)* n'a provoquer aucune réelle critique, en revanche nous devons veiller pour les prochaines années à faire une large place aux paroles et expressions alternatives. N'oublions pas que les gens viennent aux *UEEH* avant tout pour vivre pleinement leur identité homosexuelle, contrairement au reste de l'année. Aussi, il leur importe que durant la semaine la parole soit non seulement libre mais aussi contestataire. Les *UEEH* ne peuvent se vivre que dans l'expression critique de la société. Des débats au formalisme universitaire sont de fait antinomiques avec ce que les gens attendent des *UEEH*. C'est pourquoi il nous appartient de réfléchir à la façon dont nous pourrions remettre de l'alternatif et de l'insolence dans les débats (atelier sur le corps, éviter les grandes stars parisiennes venant nous prêcher leur bonne parole ……)

PERSONNE N'EST LA POUR RECEVOIR LA HAINE

Mise au point à la suite du forum de jeudi soir ……

Y en a marre de l'attitude irrespectueuse, provocatrice et haineuse de certains homosexuels masculins qui :

- INSULTENT les femmes
- Insultent aussi avec cette MISOGYNIE les hommes qui sont respectueux des femmes, et les gais qui ne correspondent pas à son mythe du "surmâle queutard".
- SABOTENT un débat collectif et public
- ONT une attitude provocatrice et irresponsable
- ENLEVENT la parole aux autres (orateurs/trices et public)
- MONOPOLISENT un temps précieux
- PRENNENT le pouvoir lors du débat en le détournant de son thème initial
- NUISSENT à la collectivité en installant un climat d'agressivité et de violence

L'*UEEH* est normalement un lieu où vit une communauté.

Nous ne sommes pas venu/es à l'*UEEH* pour recevoir un discours de haine.

Nous sommes venu/es pour REFLECHIR ensemble, femmes et hommes, gais, lesbiennes, bi, et trans.

Nous exigeons que lors d'un débat, soient respectées les règles de temps de parole, de cohérence avec le thème proposé, et de RESPECT DES AUTRES !!!

NOUS N'HÉSITERONS PLUS À PARLER HAUT ET FORT POUR IMPOSER CE RESPECT .

POURQUOI MA SŒUR ?

Ô ma sœur,
Pourquoi es-tu affublée d'une longue robe noire ?
C'est pour mieux faire comprendre que notre vie n'est pas toujours rose.

Ô ma sœur,
Pourquoi es-tu coiffée de deux grandes cornettes ?
C'est pour mieux entendre l'appel de nos frères rejetés.

Ô ma sœur,
Pourquoi portes-tu des capotes sur la tête ?
C'est pour mieux te rappeler qu'il faut toujours se protéger, mon frère.

Ô ma sœur,
Pourquoi es-tu si bien maquillée ?
C'est pour mieux paraître à la fois différente et égale à chacun, mon frère.

Ô ma sœur,
Pourquoi as-tu dessiné un triangle rose sur ton menton ?
C'est pour mieux commémorer le souvenir de nos frères tués par le fascisme.

Ô ma sœur,
Pourquoi traînes-tu une lourde croix ?
C'est pour mieux te rappeler nos frères emportés par la maladie.

Ô ma sœur,
Pourquoi manifestes-tu à chaque *LGP* ?
C'est pour mieux lutter contre toutes les discriminations, mon frère.

Ô ma sœur,
Pourquoi es-tu toujours accompagnée d'un garde cuisse ?
C'est pour mieux me défendre contre l'homophobie ambiante, mon frère.

Ô ma sœur,
Pourquoi tiens-tu des propos où se mêlent l'encouragement et la méfiance ?
C'est pour mieux te faire penser que rien n'est jamais acquis, mon frère.

Ô ma sœur,
Pourquoi as-tu toujours le sourire ?
C'est pour mieux t'inciter à la perpétuelle indulgence, mon frère

PETITE LETTRE D'UN UEHIEN

Mon chers Jacques,

Cette *UEEH* est traversée par tes aises "existentielles" sur le fait d'être vieux et plus "baisables" par les "jeunes".

C'est vrai que c'est une blessure que porte tout homosexuel (masculin ?) d'un certain âge (sinon d'un âge certain) et certains jeunes aussi sans doute.

Mais je viens ici, aux *UEHH* pour essayer de "cicatriser". Merci Delor.

Je pense, à tors ou à raison, que la mixité gay/lesbienne peut m'y aider.
J'aimerai mieux comprendre les rapports des lesbiennes au(x) corps ou au(x) désir(s).
Rapport qui me semble être différents et moins sectaires.

Tes interventions sur le sujet, me semblent extrêmement "maraisiennes", très masculo-phallo-centrées.
En tout cas très loin d'une volonté de mixité. Or tu n'es pas l'uhien lambda mais son ex-président et son actuel directeur.

Par expérience, nous savons toutes et tous que quand le débat (comme mardi) devient trop masculin,
les femmes ne protestent pas mais s'en vont.
A quand l'obligation d'une question homme suivie d'une question femme et ainsi de suite que je demande depuis 3 ans ?

Et si les femmes s'en vont, si les échanges ne se font plus entre gays et lesbiennes,
je perds mes possibilités de résoudre cette blessure qui est aussi la tienne.

Alors Jacques, en toute amitié, peux-tu faire un effort ?

Merci

Jacques ARS

LETTRE D'UN ITALIEN AUX AMIES ET AUX AMIS DE L'UEEH

Chères Amies et Amis,

Pour la deuxième fois je participe aux *Universités d'Eté Euroméditerranéennes des Homosexualités* de Marseille 2001.

Cette année le plaisir d'y participer a été gâché par les nouvelles qui viennent d'Italie, suite aux violences policières exercées contre les citoyens italiens et d'autres pays de l'Union Européenne. La presse italienne et européenne informent que plusieurs personnes, encore aujourd'hui, de différentes nationalités sont portées disparues et que d'autres auraient subi violences et tortures de la part de la police.

Voilà que les épaves d'un passé qu'on croyait révolu à jamais montrent à nouveau leur visage sinistre.

La manifestation du 25 juillet organisée par plusieurs groupes français et marseillais, et à laquelle l'*UEEH* ainsi que *Amnesty International* ont adhéré a réuni un nombre considérable de français, de françaises et de citoyennes et citoyens d'autres pays de l'Union Européenne et du bassin méditerranéen.

Elle a montré que les gays, les lesbiennes, au-delà des différences nationales et culturelles savent avoir une conscience politique et un respect rigoureux de ce qui relève des droits civiques élémentaires et des lois d'un pays démocratique.

En voyant tout ça j'ai ressenti une grande émotion que je désire partager avec vous toutes et tous.

En tant que citoyen italien, je veux vous remercier pour votre participation et vous confirmer en même temps (mais vous le savez déjà sans doute)que la république italienne n'appartient pas à M. Berlusconi et que l'Italie n'est pas Berlusconi.

Le 25 juillet 1943 a été la date de l'effondrement du régime fasciste.

Le 25 juillet 2001 (à Marseille) fut une belle démonstration de ce que peuvent la solidarité et la démocratie.

Il faut que nous demeurions vigilants, et que nous affirmions partout et sans relâche que les droits civiques et les libertés démocratiques ne se négocient pas.

DARIO

L'information sur nos sexualités, nous la découvrons trop peu avec nos parents, à l'école, à la télé. Nous, jeunes gays, la découvrons sur Internet, dans les sex-shops, dans les bois, les pissotières, les bars à cul, trop souvent seuls face à nous-mêmes, sans aucun modèle constructif ni aucune référence positive.

Quant à nous, jeunes lesbiennes, nous n'existons pas et notre sexualité encore moins.

Aucune campagne de prévention concernant les rapports sexuels entre filles n'a été mise en place. On ne recense aucune lesbienne malade du sida, et pour cause: aucune étude épidémiologique ne s'est penchée sur le cas. Aucune recherche n'est non plus menée pour faciliter l'utilisation de matériel de prévention dans les rapports entre femmes, et ils ne sont d'ailleurs disponibles dans aucune pharmacie française.

Or nos pratiques sexuelles sont des pratiques à risque. Dès lors, l'absence de prise en compte des lesbiennes dans les politiques de prévention et de lutte contre l'homophobie constitue une discrimination ouvertement lesbophobe. Invisibles, nous n'existons pas, nous ne nous construisons pas.

Les jeunes lesbiennes en ont assez d'êtres invisibles, les jeunes lesbiennes en ont assez de courir le risque de se faire contaminer et de mourir dans l'indifférence des pouvoirs publics. À quand notre reconnaissance ?

Nous n'admettrons aucune objection de la part de certains psys, visant à théoriser une soi-disant incapacité des gays à être heureux. Nous sommes fatigués d'être sans cesse culpabilisés dans nos pratiques.

Le mal-être ne naît pas de l'homosexualité, mais de l'homophobie.

Les raisons du relapse et du mal être de certains gays et lesbiennes sont du ressort de la responsabilité collective. C'est certainement dans cette difficulté ou ce refus d'aborder les questions de la sexualité des gays et des lesbiennes que prend source le concept de réductions des risques repris par la DGS dans son plan triennal de prévention.

Cette politique consiste à établir une échelle dans la prise de risques. Certes, un pistolet contenant une seule balle tue moins que celui dont le barillet est plein. Mais allez raconter ça à celui qui s'est pris l'unique balle! Une sodomie active ou passive, une fellation sans capote, un cunnilingus sans digue dentaire sont potentiellement contaminants. Eriger la réduction des risques en norme exclusive de prévention a deux conséquences graves.

Cette position légitime d'abord insidieusement les comportements à risque en les rendant acceptables et gérables sous prétexte qu'il est impossible d'obtenir un comportement safe à 100 % de la part de la population. Il y a pourtant encore 4 000 à 6 000 nouvelles contaminations par an et nous ne pouvons accepter que l'Etat baisse les bras aussi facilement, en laissant la porte ouverte à des discours conduisant à la mort.

La réduction des risques mine aussi d'avance tout discours de prévention: nous ne pensons pas que sans message simple qui rappelle la nécessité de se protéger de manière systématique, la logique de réduction des risques ait une quelconque efficacité auprès des jeunes : nous redisons pas de sexe sans latex (capote ou digue dentaire). Le sida a fait 40 000 morts en France, dont 25 000 homosexuels. Certes, les multi-thérapies ont sauvé la vie de nombreux séropositifs, mais au prix d'effets secondaires handicapants tels que nausées, diarrhées, changement d'apparence ou perte de libido. Combien faudra-t-il de nouvelles contaminations de jeunes homos, que les thérapies ne guériront pas, pour que tous, et l'Etat en premier, perçoivent la gravité de l'épidémie ?

Aujourd'hui une prise de conscience, une réaction des pouvoirs publics et de la société s'imposent.

Leur incapacité à communiquer sur notre sexualité, leur irresponsabilité deviennent criminelles. Si personne ne réagit, l'épidémie du sida continuera ses ravages, et les séroconversions devenir une nouvelle norme. Nous sommes en première ligne pour la prochaine hécatombe.

Nous exigeons que Bernard Kouchner, ministre de la santé, ne se limite pas à ses beaux discours coutumiers: il est urgent de débloquer des budgets pour des campagnes de prévention grand public et ciblées. Nous ne supportons plus qu'une morale discriminatoire occulte notre sexualité. Dans la prévention, il y a des homos, mais pas d'homos sexuels.

Les campagnes doivent être permanentes et ne pas se limiter à la période d'été.

Nous demandons une mise en image de l'homosexualité moins frileuse et plus proche de notre vécu, sans fausse pudeur ni hypocrisie. Ces campagnes doivent s'associer à des distributions massives de digue dentaire, de préservatifs et de gel lubrifiant à base d'eau (sans gel, le préservatif n'est pas un outil de prévention efficace pour les pénétrations). Nous exigeons de Jack Lang, ministre de l'Education nationale, qu'il ne se contente pas de défiler à la *Lesbian and Gay Pride*, mais qu'il mette en œuvre une vraie politique d'éducation sexuelle à destination des jeunes gays et lesbiennes.

À l'école, la prévention sida n'est jamais abordée que par le biais des questions de prévention. La dimension sexuelle et affective est niée, en particulier pour les lesbiennes.

II faut une vraie politique imposant que soit abordée la prévention sida et MST sans laisser pour compte les jeunes gays et les jeunes lesbiennes.

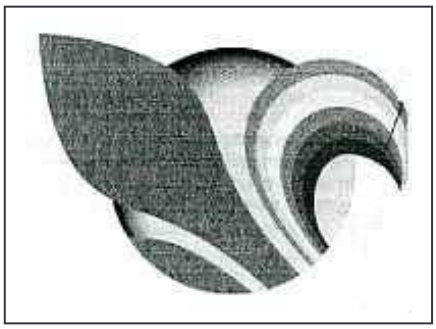
Actuellement, l'éducation sexuelle et la prévention sont laissées à la discrétion des responsables d'établissement. Les programmes doivent impérativement intégrer la sexualité et l'affectivité des homosexuels à chaque niveau depuis le collège et pas uniquement sur les deux heures d'éducation à la sexualité de quatrième et troisième. La visite médicale dans l'enseignement supérieur doit être rendue effectivement obligatoire et fournir l'information de base sur la prévention.

D'autre part, des distributeurs de capotes, de gel et de digues dentaires doivent être présents et approvisionnés régulièrement dans tous les collèges, lycées, facs, écoles et campus. Enfin, nous, jeunes gays, lesbiennes, bi et transgenres appelons tou-te-s les homosexuel-le-s à se remobiliser massivement contre la maladie en faisant preuve d'unité, de responsabilité et de solidarité. Nous devons tous lutter activement contre le sida.

Texte écrit et signé (dans le cadre du réseau national *Moules Frite)* par :

Act Up Paris, A jeu égal (Grenoble), *Centrale Gay Paris* (École Centrale), *Clash!* (ENS Cachan), *DEGEL !* {Jussieu), *EGALE* {Université Paris VIII), *Etudiants contre le sida* {Lyon), *Homonormalité* {ENS Lyon), *In and Out* (HEC), *Jules et Julie, Le GAGE, Le Glam* {INA -PO), *Les Gones s'en... mêlent !, Mousse Science-Po,*

COALITION GAIE ET LESBIENNE DU QUÉBEC



ENSEMBLE VERS L'EGALITÉ

Pour la première fois cette année, la *Coalition Gaie et Lesbienne du Québec* participera à l'*UEEH*. C'est un plaisir immense pour nous. C'est d'autant plus important que les événements internationaux gais et lesbiens de cette envergure, de langue française, ne sont pas monnaie courante.

Puisque la *CGLQ* sera présente pour la première fois cette année à Marseille, nous prévoyons de présenter une conférence qui laisse une large place aux questions. Nous pourrons ainsi nous familiariser avec l'événement l'*UEEH*, et permettre aux participants et participantes qui connaissent peu le Québec de poser leurs questions sur les sujets qu'ils(elles) désirent sans se préoccuper de savoir si la question est en contexte ou hors contexte.

La *Coalition Gaie et Lesbienne du Québec* a pu voir le jour et grandir parce que l'environnement social s'y prêtait très bien.

Depuis la Révolution tranquille des années 1960, les mœurs québécoises ont beaucoup progressé. L'expérience québécoise se fonde principalement sur le respect des différences afin de renforcer la citoyenneté, ciment de la cohésion sociale.

Cependant, la croissance de notre organisation aurait pu être lourdement handicapé si les institutions politiques et sociales ne s'étaient pas renouvelé au fur à mesure que les changements s'effectuaient dans la société civile.

- L'interdiction de discrimination fondée sur l'orientation sexuelle à l'article 10 de la Charte des droits de la personne du Québec comme élément fondateur.
- La capacité de travailler de concert avec d'autres groupes présents dans la société civile.

Mais les choses évoluent rapidement. Le Sommet des Amériques de Québec qui vient de se terminer pose maintenant la date d'échéance de la création de la zone de Libre-échange des Amériques (ZLEA). Décembre 2005 est la date butoir officielle. C'est dire le peu de temps que nous avons devant nous. Les disparités entre les 35 pays des Amériques pourraient à terme remettre en question nos acquis. Nous devons donc construire nos solidarités. Les communautés homosexuelles d'Europe ayant une bonne longueur d'avance sur nous, grâce à l'Union Européenne, peuvent certainement nous instruire beaucoup sur les possibilités qui s'offrent à nous. Le Québec pourrait être appelé à jouer un rôle de la première importance dans le domaine de la création des réseaux d'alliance et de solidarité puisque le peuple québécois est historiquement une communauté minoritaire.

Claudine OUELLET (directrice générale)
Hugues LEVESQUE (adjoint aux communications)

RENDEZ-NOUS NOS PLACARDS !

Mes copines ainsi que moi-même, nous en avons plus qu'assez. Il y a en a marre des folles.

Désolé les filles, mais vous conviendrait sans peine que se mettre une plume dans le cul, pardon, une plume dans le bas du dos ne nous aide pas à nous faire accepter. Cela donne une très mauvaise image de l'homosexualité. Alors nous homosexuels normaux et aspirant à la respectabilité, nous protestons contre toutes formes d'expressions LGBT (pour la traduction, allez voir *Amnesty International*). Notre souci principal, notre mission est faire en sorte d'être tolérés (voir acceptés) par nos camarades hétérosexuels que nous aimons (et respectons). C'est pourquoi nous avons fondé l'association de bienfaisance *Le Collectif Halte aux Folles* dont l'objet est de lutter contre le comportement des folles qui par leur comportement déplorable nuisent à l'acceptation par la société de l'homosexualité. Pour ce faire, nous réclamons le respect des normes sociales qui seul permettra une bonne intégration de tous. Aussi, nous prenons l'engagement d'observer un certain nombre de règles :

- Ne pas oublier de se laver les mains avant chaque repas et de se brosser les dents tous les soirs.
- Veiller à ne pas dévisager les hommes dans la rue, et surtout éviter de les fixer à l'entrejambe ou au niveau du bas du dos lorsqu'ils se sont éloignés.
- En toute occasion respecter une attitude des plus réservée, éviter les cris et les poignets qui volent.
- Ne revêtir que les habits correspondant à notre sexe, en veillant scrupuleusement à ce qu'ils soient sobres et surtout de bon goût.
- N'avoir pour objectif (et devoir) que de former un couple stable dans le respect mutuel, la fidélité et la dévotion.

- Prendre soin qu'il y ait bien au sein de chaque couple un rôle masculin (dominant) et un rôle féminin (dominé).
- Dans le cadre de notre vie conjugale, avoir une sexualité normale (et mesurée) en préférant aux pratiques étranges la position du légionnaire, et ce à des horaires réguliers et convenus à l'avance.
- Ne plus courir les lieux de perdition (surtout entre les repas), et aux rencontres furtives, préférer des discutions entre amis autour d'une tasse de thé.
- Promouvoir l'esprit non communautaire et privilégier en permanence la compagnie de nos amis hétérosexuels (dont nous avons tant à apprendre).
- Exercer un métier digne de ce nom. A la coiffure ou à la mode, préférer une activité normale et saine comme garçon charcutier ou représentant de commerce.
- Ne pas employer le féminin pour parler de soit par respect pour la notion (naturelle) de genre.

Mlle AURELE – PASCAL